This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

B 1,094,370

PROPERTY OF
The University of Michigan Libraries
1817
ARTES SCIENTIA VERITAS

RECUEIL

DES

TRAITÉS ET CONVENTIONS

CONCLUS PAR

L'AUTRICHE-HONGRIE

RECUEIL

DES

TRAITÉS ET CONVENTIONS

CONCLUS PAR

L'AUTRICHE-HONGRIE

AVEC

LES PUISSANCES ÉTRANGÈRES

PAR

ADOLPHE DE PLASON DE LA WOESTYNE

CONSEILLER AULIQUE I^L ET R^L DU MINISTÈRE I^L ET R^L DE LA MAISON DE L'EMPEREUR ET D
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

TOME VINGT-NEUVIÈME

DE LA SÉRIE COMPLÈTE DU RECUEIL ÉDITÉ JUSQU'ICI PAR LÉOPOL
BARON DE NEUMANN ET ADOLPHE DE PLASON DE LA WOESTYN

VIENNE

IMPRIMERIE DE LA COUR I^LE ET R^LE DE CARL FROMME ÉDITEU

1908

Austria. Treaties, etc.

RECUEIL

DES

TRAITÉS ET CONVENTIONS

CONCLUS PAR

L'AUTRICHE-HONGRIE

AVEC

LES PUISSANCES ÉTRANGÈRES

PAR

ADOLPHE DE PLASON DE LA WOESTYNE

CONSEILLER AULIQUE I^R ET R^U DU MINISTÈRE I^R ET R^U DE LA MAISON IMPÉRIALE ET ROYALE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

NOUVELLE SUITE

TOME VINGT TROISIÈME

VIENNE

IMPRIMERIE DE LA COUR I^LE ET R^LE DE CARL FROMME ÉDITEUR

1908

V.-A. Nr. 2053

513454-013

2804.

18 janvier 1907.

Ordonnance ministérielle concernant la modification de quelques dispositions de l'ordonnance sur l'application de la loi douanière du 13 février 1906 et du commentaire.

R. G. Bl. 1907, Nr. 9.

Verordnung der Ministerien der Finanzen, des Handels und des Ackerbaues vom 18. Januar 1907, betreffend die Abänderung einiger Bestimmungen der Durchführungsvorschrift zum Zolltarifgesetze vom 13. Februar 1906, R. G. Bl. Nr. 22, und der Erläuterungen zum Zolltarife.

Die nachfolgenden Bestimmungen der Durchführungsvorschrift zum Zolltarifgesetze vom 13. Februar 1906, R. G. Bl. Nr. 22, und der auf Grund des Art. V. des Zolltarifgesetzes vom 13. Februar 1906, R. G. Bl. Nr. 20, mit Kundmachung vom 13. Juni 1906, R. G. Bl. Nr. 115, hinausgegebenen Erläuterungen zum Zolltarife werden in folgender Weise ergänzt, beziehungsweise abgeändert:

I. Zur Durchführungsvorschrift.

In der Anlage A zur Durchführungsvorschrift zum Zolltarifgesetze (Tarasätze) sind für Tarifnummer 5, Zimt, folgende Tarasätze einzustellen:

5	Zimt	18 in leichten Kisten aus Brettern unter 8 *mm* Stärke, 20 in leichten Kisten aus Brettern unter 8 *mm* Stärke mit einem äußeren Palmblattgeflecht, 25 in schweren Kisten aus Brettern von oder über 8 *mm* Stärke, 36 in schweren Kisten aus Brettern von oder über 8 *mm* Stärke, mit einem äußeren Palmblattgeflecht, 12 in Fässern, 6 in Körben, 5 in doppelten Ballen oder Fardi, 2 in einfachen Ballen oder Fardi.

1907

II. Zu den Erläuterungen.

Die Bemerkung Alinea 4 zu Nr. 115 ist durch folgende neue Bestimmung zu ersetzen:

Zum Zwecke der Denaturierung ist das Stärkemehl mit drei Prozent Glaubersalz oder Bittersalz oder einem anderen, nach Lage des Falles anzuwendenden Denaturierungsmittel, dessen Zulassung sich das k. k. Finanzministerium vorbehält, zu vermischen. Die Denaturierung hat in der Weise zu erfolgen, daß entweder diese gepulverten Salze mit dem trockenen Stärkemehl innig vermischt oder dieselben in einer genügenden Menge Wasser gelöst und dann dem mit Wasser gekochten oder kalt verrührten Stärkemehl zugesetzt werden.

In berücksichtigungswürdigen Fällen ist das k. k. Finanzministerium berechtigt, den zollbegünstigten Bezug von exotischen Stärkemehlen zur industriellen Verwendung auch ohne Denaturierung, jedoch gegen amtliche Überwachung des tatsächlichen Verbrauches zu industriellen Zwecken zu gestatten.

Am Schlusse der allgemeinen Bemerkung 4, Alinea 13, zu den Nrn. 189 bis 201 ist der Punkt zu streichen und dafür anzufügen:

, sofern nicht die bestehenden Zweifel durch Vergleichung des Garnes des fraglichen Gewebes mit entsprechenden Typen von Baumwollgarnen der Nr. 50, beziehungsweise 100 behoben werden können. Auch ist es zulässig, bei lancierten (überschossenen) oder broschierten Stoffen, deren Figurenmaterial augenscheinlich aus gröberem Garn als jenes des Fonds besteht, sofern die Partei hiermit einverstanden ist, den zur Erhebung erforderlichen Coupon aus dem Fond (eventuell nach Ausziehen und Beseitigen des Lancierungs- oder Broschiermateriales) zu entnehmen und die Erhebung ohne weitere Berücksichtigung des letzteren vorzunehmen.

Der erste Satz des letzten Alinea der allgemeinen Bemerkung 4 zu den Nrn. 189 bis 201 hat zu lauten:

Doch ist Pausleinwand (Architektenleinwand — transparente Gewebe — meist aus feinen Garnen zur Anfertigung von technischen Plänen und Zeichnungen) mit Rücksicht auf die wechselnde, jedoch stets erheblich über den Durchschnitt (s. obige Bemerkung 2) sich haltende Menge der Appretur unter Umgangnahme von der Erhebung der Garnfeinheit als Baumwollware, feine, gebleicht (Nr. 191 b) zu verzollen, falls nicht Zweifel vorliegen, daß zu deren Herstellung Baumwollware, feinste, verwendet wurde, in welchem Falle die Verzollung nach Nr. 192 zu erfolgen hat.

Am Schlusse der Bemerkung 3 zu Nr. 281 ist folgendes neues Alinea einzuschalten:

Im vertragsmäßigen Verkehre sind nach Nr. 281 c zum Vertragszolle von 60 *K* pro Meterzentner abzufertigen:

Hutgeflechte der Nr. 281 auch in Verbindung mit Fäden oder Sparterie aus Seide, Baumwolle oder anderen Textilstoffen;

Hutgeflechte aus derlei Sparterie oder aus Roßhaar allein bestehend;

Hutgeflechte aus Sparterie von Textilstoffen untereinander oder mit Roßhaar kombiniert oder in Verbindung mit Metallfäden;

seidene, baumwollene und andere zusammengeklebte Gespinstfäden zu Hutgeflechten;

Hutgeflechte und Litzen für Huterzeugung aller Art aus Fäden von Textilstoffen mit oder ohne Verbindung mit Textilsparterie, Roß-

haar oder Metallfäden mit Ausnahme der Siriusartikel. Als Siriusartikel 1907
sind anzusehen alle aus Kunstseide oder Seide allein hergestellten Litzen für Huterzeugung, auch derlei Hutgeflechte in Verbindung mit Seidensparterie, sofern die letztere weniger als ein Fünftel vom Gewichte des Geflechtes beträgt.

Die hiernach im vertragsmäßigen Verkehre unter Nr. 281 a fallenden Litzen für Huterzeugung unterscheiden sich von den Posamentierwaren der Nrn. 199, 215, 232 und 260 durch die auffallende Stärke der Appretur, wodurch sie ein besonders steifes Aussehen erhalten. In der Regel sind derlei Litzen für Huterzeugung undicht geflochten.

Der dritte Absatz der Bemerkung 2 zu Nr. 298 ist in folgender Weise abzuändern:

Dagegen sind ausländische Kursbücher mit den Fahrplänen der Eisenbahnen und Dampfschiffe sowie Fahrpläne dieser Verkehrsunternehmungen überhaupt (auch ein Plakatform mit Bildern ausgestattet), die Adreßbücher fremder Länder und Städte, die Schematismen (Beamtenschematismen, Hof- und Staatshandbücher) fremder Staaten, die Kataloge von ausländischen Bildergalerien, Bibliotheken, Kunstsammlungen von wissenschaftlichen und kunstgewerblichen Museen, Sammlungen und Ausstellungen, die offiziellen periodischen ausländischen Bücherkataloge (zum Beispiel Verzeichnis der im deutschen Buchhandel erschienenen Bücher, Bibliographie de la France, Catalogue de la librairie française etc.), ferner die wissenschaftlichen Bibliographien über einzelne Wissensgebiete, die Verlagskataloge ausländischer Buch- und Kunstverleger, sowie Auktionskataloge, welche nur für den buch(kunst)händlerischen Gebrauch aufgelegt werden, keinen Namen eines inländischen Unternehmens und auch keinen Raum dafür enthalten, die Lagerverzeichnisse ausländischer Barsortimenter, das sind Lagerverzeichnisse von Firmen, welche Werke anderer Verleger nur an Buchhändler abgeben und die Lagerkataloge von ausländischen Antiquariatsbuchhandlungen nach Nr. 647 zollfrei abzufertigen. Ebenso Kataloge und Preiskurante aller Art, welche einzeln an Private mit der Briefpost einlangen (und zwar ohne Rücksicht auf das Stückgewicht), weiters die den Bücherpaketen der Buchhändler beiliegenden sogenannten Zettelpackete, dann Buchprospekte für den Buchhändlervertrieb, jedoch nur in Postpaketsendungen. Ausländische Bahntarifdrucksachen, die Fahrscheinverzeichnisse über zusammenstellbare Fahrscheinhefte, Tariftabellen für Verbandtarife etc., ferner Vorratshefte für Rundreisebillete sind gleichfalls nach Nr. 647 zollfrei zu behandeln. Hingegen sind Reisehandbücher (Reiseführer) nur insoweit nach Nr. 647 zollfrei abzufertigen, als sie Gegenstand des Buchhandels bilden, während andere mehr oder weniger aus Annoncen zusammengesetzte Reisepublikationen zum Zwecke der Anpreisung eines Etablissements, eines Kurortes etc. unter Nr. 298 fallen; die zollfreien Reiseführer sind in der Regel mit Ladenpreisangabe versehen.

Nach Bemerkung 5, Alinea 5 zu Nr. 299 ist folgender neuer Absatz einzuschalten:

Unter dem Vorbehalte des Verwendungsnachweises sind auch Illustrationen zu im Inlande verlegten wissenschaftlichen oder Unterrichtswerken nach Nr. 648 abzufertigen.

Alinea 11 der Bemerkung 5 zu Nr. 299 hat zu lauten, wie folgt:

Als kurzer Text der vertragsmäßig zollpflichtigen Kinderbilderbücher sind entweder die nominellen Bezeichnungen der Gegenstände oder Bilder oder nicht mehr als zwei Zeilen (Verse) zu jedem Bilde

1907 zu verstehen. Wenn sich aber die unter jedem Bilde stehenden Zeilen (Verse) als ein Teil einer in dem Buche zur Darstellung kommenden zusammenhängenden Erzählung erweisen, so ist das Bilderbuch als ein literarisches Erzeugnis zollfrei zu belassen.

Nach dem 16. Absatze der Bemerkung 5 zu Nr. 299 ist folgender Absatz einzuschalten:

Wegen zollfreier Vorlagewerke und graphischer Darstellungen s. die Bemerkungen zu Nr. 648, Alinea 14 und 15.

In Alinea 1 der Bemerkungen zu Nr. 309 sind in der 12. Zeile die Worte „selten gefärbt" zu streichen. Desgleichen sind die beiden Schlußsätze dieses Alinea zu streichen und an deren Stelle einzuschalten:

Der Umstand, daß eine ihrer sonstigen Beschaffenheit nach in die Nr. 309 gehörige Ware nicht durchscheinend ist, schließt deren Tarifierung nach dieser Position nicht aus, da der Zusatz von Farbe dieselben in der Regel undurchscheinend macht. Dies trifft insbesondere bei der Färbung mit Ruß (schwarz) und mit Zinnober (rot) zu.

Hierbei wird bemerkt, daß die Waren aus Patentplatten keine Preßnähte, jedoch fast immer Klebnähte, nicht selten auch Überlegestreifen aufweisen und nicht über 2 Millimeter stark sind.

Die nahtlosen getauchten Artikel dieser Position sind zumeist an der offenen Seite schnurförmig eingerollt und nie über 1 Millimeter stark.

Wegen Unterscheidung von Waren aus weichem Kautschuk s. Nr. 312.

Alinea 4 der Bemerkung 1 zu Nr. 424 wird, wie folgt, abgeändert:

Perlen und Knöpfe aus Fritteporzellan sind mitunter den Glasperlen der Nr. 383, beziehungsweise Glasknöpfen der Nr. 385 sehr ähnlich, unterscheiden sich jedoch von diesen dadurch, daß sie die Stelle erkennen lassen, welche während des Brennens im Porzellanofen mit der Unterlage in Berührung war, ferner daß sie, selbst der Weißglühhitze ausgesetzt, nicht schmelzen.

Alinea 3 der Bemerkung 1 zu Nr. 467 ist zu streichen.

In Alinea 2 der Bemerkung 1 zu Nr. 505 ist in der 3. Zeile das Wort „oder" durch einen Beistrich zu ersetzen und nach „lackiert" einzuschalten „oder mit unechtem Blattgold belegt". In Zeile 4 ist nach dem Worte „mit" einzufügen: „anderem".

Weiters hat der erste Satz der allgemeinen Bemerkung 5, Alinea 1 zu den Nrn. 514—520 folgendermaßen zu lauten:

Zu den nicht besonders benannten Metallwaren gehören auch Metallfolien, mit Ausnahme der der Nr. 505 zugewiesenen Blei- und Zinnfolien.

Der allgemeinen Bemerkung 6 zu Kl. XL ist als drittes Alinea anzufügen:

Bei Maschinen und Apparaten, welche der Verzollung nach dem Stückgewichte unterliegen, ist das Gewicht des zur einmaligen Adjustierung erforderlichen Zubehörs nicht in das Stückgewicht einzurechnen.

In Bemerkung 9 zu Nr. 539 sind folgende Abänderungen durchzuführen:

Im Absatz 2, vorletzte und letzte Zeile sind die Worte: 1907
„Antriebsmaschine, beziehungsweise dem der Arbeitsmaschine" zu streichen, dagegen die Worte: „schwereren Maschine" einzuschalten.

An Stelle des zu streichenden dritten Absatzes sind die folgenden Bestimmungen einzuziehen:

Im Falle die Trennung nicht tunlich wäre, hat die Partei glaubwürdige Gewichtsspezifikationen beizubringen oder es kann über ihr Ansuchen und auf ihre Kosten die Schätzung des auf die einzelnen Maschinen entfallenden Gewichtes unter Zuziehung eines Sachverständigen vorgenommen werden, widrigens beide Maschinen als ein Ganzes nach dem auf die höher belegte Maschine anzuwendenden Zollsatze abzufertigen sind. Die Schätzung des Stückgewichtes der höher belegten Maschine behufs Feststellung des anzuwendenden Zollsatzes erfolgt in diesem Falle durch das Zollamt und ist in Zweifelsfällen von den in Frage kommenden der höhere Zollsatz als Grundlage für die Berechnung der Zollgebühren zu nehmen.

Dem drittletzten Alinea der Bemerkung 3 zu Nr. 604 ist anzufügen:

ferner rohes Phenolnatrium, d. i. ein mit Alkali gesättigtes Phenol, das eine dem karbolsauren Kalk analoge Zusammensetzung hat.

Im ersten Absatze der Bemerkungen zu Nr. 648 sind die Worte: „wie zum Beispiel Gemäldereproduktionen für den Kunsthandel, illustrierte Beilagen künstlerischer Durchführung für Zeitschriften, Fachschriften etc." zu streichen.

Nach dem zweiten Absatze der Bemerkungen zu Nr. 648 ist folgender Absatz einzuschalten:

Mehrfarbige Reproduktionen dürfen nur dann zollfrei behandelt werden, wenn in einer Sendung nicht mehr als 14 Stück enthalten sind. Trifft diese Voraussetzung nicht zu, so können derlei Bilder nur dann nach Nr. 648 abgefertigt werden, wenn deren Kunstcharakter durch eine Tarifentscheidung oder eine Tarifauskunft ausdrücklich anerkannt ist.

Der 8. Absatz der Bemerkungen zu Nr. 648 wird in nachstehender Weise abgeändert:

Bilder und Photographien, gebunden (Bilderwerke, Bilderalbums), welche tatsächlich einem Kunst- oder Wissenszweig dienen, wie Reproduktionen von Galerien, architektonischen Werken etc. werden nach Nr. 648 behandelt; hierbei sind die für Bücher bei Nr. 647 angegebenen Bestimmungen zu beachten. Ausgenommen von der zollfreien Behandlung sind Städtealbums, Reisealbums etc.

Weiters sind vor dem viertletzten Alinea der Bemerkungen zu Nr. 648 folgende neue Absätze einzuschalten:

Vorlagewerke für gewerbliche oder Unterrichtszwecke sind zollfrei, gleichgiltig ob sie in gewöhnlichen Mappen der Nr. 300 a oder b oder in Buchform (auch mit gewöhnlichen Einbänden versehen) oder in Lieferungen eingehen.

Graphische Darstellungen für Unterrichtszwecke, das sind Bildertafeln, welche den Zweck haben, als Lehrmittel zu dienen, sind dann zollfrei, wenn sie als solche von der Unterrichtsbehörde approbiert sind

1907 und in kleinen Partien (höchstens sechs einer Gattung in einer Sendung) eingehen.

In dem letzten Alinea derselben Bemerkungen ist in der vierten Zeile vor „Nr. 299" einzufügen: „dann Modebilder".

Endlich ist am Schlusse der Bemerkungen zu Nr. 648 folgender Absatz anzufügen:

Wegen zollfreier Behandlung der Illustrationen zu im Inlande verlegten wissenschaftlichen oder Unterrichtswerken siehe Bemerkung 5, Alinea 6 zu Nr. 299.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Korytowsky m. p. *Auersperg* m. p. *Fořt* m. p.

2805.

18 janvier 1907.

Ordonnance ministérielle portant rectification de la valeur commerciale des principaux produits chimiques soumis au traitement ad valorem.

R. G. Bl. 1907, Nr. 10.

Verordnung der Ministerien der Finanzen, des Handels und des Ackerbaues vom 18. Jänner 1907, betreffend die Berichtigung des mit der Ministerialverordnung vom 6. Dezember 1906, R. G. Bl. Nr. 232, hinausgegebenen Verzeichnisses über den durchschnittlichen Handelswert der wichtigsten, der Wertverzollung nach Nr. 622 unterliegenden chemischen Hilfsstoffe und Produkte.

In dem mit der Ministerialverordnung vom 6. Dezember 1906, R. G. Bl. Nr. 232, hinausgegebenen Verzeichnisse über den durchschnittlichen Handelswert der wichtigsten, der Wertverzollung nach Nr. 622 unterliegenden chemischen Hilfsstoffe und Produkte ist das Schlagwort „Natronalsalpeter" in „Natronsalpeter" richtigzustellen. Beim Schlagworte „Tetrachlorkohlenstoff, tech." ist in Klammer beizufügen „Chlorkohlenstoff" und der durchschnittliche Handelswert, sowie der autonome und vertragsmäßige Zollbetrag dieses Artikels von 130, beziehungsweise 19·50 und 19·50 *K* pro 100 *kg* netto durch den Wert von 180 und den autonomen, beziehungsweise vertragsmäßigen Zollbetrag von 27 *K* pro 100 *kg* netto zu ersetzen.

Das Schlagwort „Zitronensäure" ist samt Angabe des Wertes und Zollbetrages zu streichen.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Korytowski m. p. *Auersperg* m. p. *Fořt* m. p.

2806.

1907

26 décembre 1906.

Ordonnance ministérielle rangeant l'école technique supérieure à Darmstadt parmi les écoles supérieures étrangères techniques jouissant du même traitement que les écoles techniques nationales quant aux §§ 10 à 13 de la loi sur les professions concessionnées de bâtisse.

R. G. Bl. 1907, Nr. 12.

Verordnung des Ministeriums für Kultus und Unterricht im Einvernehmen mit dem Handelsministerium vom 26. Dezember 1906, betreffend die Einbeziehung der großherzoglichen technischen Hochschule in Darmstadt unter jene höheren technischen Lehranstalten des Auslandes, welche den inländischen technischen Hochschulen bezüglich des Inhaltes der §§ 10 bis einschließlich 13 des Gesetzes über die Regelung der konzessionierten Baugewerbe gleichgestellt sind.

In Ergänzung der Ministerialverordnung vom 27. Dezember 1893, R. G. Bl. Nr. 197, wird die großherzogliche technische Hochschule in Darmstadt unter jene höheren technischen Lehranstalten des Auslandes einbezogen, welche den inländischen technischen Hochschulen bezüglich des Inhaltes der §§ 10 bis einschließlich 13 des Gesetzes über die Regelung der konzessionierten Baugewerbe gleichgestellt sind.

Forť m. p. *Marchet* m. p.

2807.

13 février 1907.

Ordonnance ministérielle sur le traitement douanier de cylindres, chaudrons, fûts et récipients similaires en fer et autres métaux avec marchandises soumises à un taux moindre que les susdits articles.

R. G. Bl. Nr. 1907, Nr. 31.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 13. Februar 1907, betreffend die Zollbehandlung von gefüllt mit brutto zu verzollenden Waren eintretenden Zylindern, Kesseln und Fässern und dergleichen handelsüblichen Umschließungen aus Eisen und Metall.

Im Interesse der Erleichterung des Verkehres wird in Erweiterung der Bestimmungen des § 14 A/1 der Durch-

1907 führungsvorschrift zum Zolltarifgesetze einvernehmlich mit der königlich ungarischen Regierung gestattet, daß bei der Einfuhr von brutto zu verzollenden Waren in handelsüblichen Umschließungen aus Eisen oder Metall, welche mit einem höheren Zollsatze als ihr Inhalt belegt sind, über Antrag der Partei unter den nachstehenden Bedingungen die Umschließung und die Waren gesondert nach den betreffenden Tarifsätzen abgefertigt werden dürfe, wenn auch eine faktische Sendung untunlich ist.

Das Gewicht der Umschließung muß auf dieser selbst deutlich erkennbar eingestanzt oder eingraviert sein. Außerdem müssen die Sendungen von Bescheinigungen begleitet sein, welche außer den Identitätsmerkmalen der betreffenden Umschließungen (Beschaffenheit, Zeichen, Nummer etc.) die ausdrückliche Bestätigung der Richtigkeit der eingestanzten (eingravierten) Gewichtsangabe zu enthalten haben.

Diese Bescheinigungen müssen von der Lokalbehörde, beziehungsweise der kompetenten Handelskammer oder dem dem Versendungsorte zunächst gelegenen ausländischen Zollamte ausgefertigt sein; falls am Orte der Absendung ein österreichisch-ungarisches Konsulat residiert, können sie auch von diesem ausgestellt sein. Diese Bescheinigungen können innerhalb des Zeitraumes eines Jahres, vom Tage ihrer Ausstellung an gerechnet, zu wiederholten Warenimporten mittels der betreffenden Umschließungen benützt werden.

In den Verzollungerklärungen ist das Bruttogewicht der Sendung und außerdem das Gewicht der Umschließung anzugeben und die zugehörige Gewichtsbescheinigung unter Anführung des Ausstellungsamtes, des Ortes und Datums der Ausstellung zu berufen.

Die Zollämter haben bei der Abfertigung solcher Importe außer dem für die Ware tarifmäßig nach dem Bruttogewichte entfallenden Zolle den Zoll für die Umschließungen lediglich nach dem in der vorgeschriebenen Weise bescheinigten Nettogewichte derselben und dem für sie geltenden Tarifsatze zu erheben.

Falls das abfertigende Zollamt begründeten Zweifel über die Echtheit der beigebrachten Gewichtsbescheinigung oder die Richtigkeit der in demselben bestätigten Gewichtsangabe hegt, hat die Abfertigung der ganzen Sendung nach dem höheren Tarifsatze zu erfolgen.

Diese Verordnung tritt am 20. Februar 1807 in Kraft.

Korytowski m. p. *Fořt* m. p.

AUTRICHE-HONGRIE.

2808. 1907

23 février 1907.

Loi concernant un nouveau traité de navigation et de poste conclu avec le Lloyd autrichien.

R. G. Bl. Nr. 1907, Nr. 42.

Gesetz vom 23. Februar 1907, betreffend den Abschluß eines neuen Schiffahrts- und Postvertrages mit der Dampfschiffahrtsgesellschaft des Österreichischen Lloyd.

Mit Zustimmung beider Häuser des Reichsrates finde Ich anzuordnen, wie folgt:

Artikel I.

Die Regierung wird ermächtigt, mit der Dampfschiffahrtsgesellschaft des Österreichischen Lloyd den im Entwurfe beiliegenden Schiffahrts- und Postvertrag abzuschließen.

Artikel II.

Mit dem Vollzuge dieses Gesetzes, welches mit dem Tage der Kundmachung in Wirksamkeit tritt, sind Meine Minister des Handels und der Finanzen beauftragt.

Wien, am 23. Februar 1907.

Franz Joseph m. p.

Beck m. p. *Korytowski* m. p. *Fořt* m. p.

Schiffahrts- und Postvertrag vom zwischen der k. k. Staatsverwaltung und der Dampfschiffahrtsgesellschaft Österreichischer Lloyd.

Artikel 1.

Die Dampfschiffahrtsgesellschaft des Österreichischen Lloyd verpflichtet sich, während der Dauer des gegenwärtigen Vertrages alljährlich gegen das im Artikel 2 festgesetzte Entgelt folgende Dampfschiffslinien hin und zurück regelmäßig zu unterhalten:

1. Triest—Konstantinopel 52 Fahrten zu 2542 Seemeilen mit mindestens 12 Seemeilen Geschwindigkeit.

2. Triest — Salonichi — Konstantinopel 52 Fahrten zu 3414 Seemeilen mit mindestens 10 Seemeilen Geschwindigkeit.

1907 3. Triest — Smyrna — Konstantinopel 52 Fahrten zu 3534 Seemeilen mit mindestens 10 Seemeilen Geschwindigkeit.

4. Triest—Beirut—Mersina 26 Fahrten zu 3700 Seemeilen, 26 Fahrten zu 3898 Seemeilen (über Alexandrien) mit mindestens 10 Seemeilen Geschwindigkeit.

5. Triest — Alexandrien 52 Fahrten zu 2424 Seemeilen mit mindestens 14 Seemeilen Geschwindigkeit.

6. Konstantinopel—Braila 20 Fahrten zu 777 Seemeilen, 20 Fahrten zu 828 Seemeilen mit mindestens 10 Seemeilen Geschwindigkeit.

7. Konstantinopel—Odessa 26 Fahrten zu 849 Seemeilen mit mindestens 10 Seemeilen Geschwindigkeit.

8. Konstantinopel—Batum 52 Fahrten zu 1262 Seemeilen mit mindestens 10 Seemeilen Geschwindigkeit.

9. Triest—Bombay 12 Fahrten zu 8686 Seemeilen mit mindestens 13 Seemeilen Geschwindigkeit.

10. Triest—Bombay 6 Fahrten zu 8686 Seemeilen mit mindestens 10 Seemeilen Geschwindigkeit.

11. Triest—Calcutta 12 Fahrten zu 14.244 Seemeilen mit mindestens 10 Seemeilen Geschwindigkeit.

12. Triest—Kobe 12 Fahrten zu 19.643 Seemeilen Geschwindigkeit.

Artikel 2.

Die Vergütung für die vertragsmäßige Ausführung der obangeführten Fahrten beträgt:

A. Für den Levantedienst:

4·80 *K* pro Seemeile für die Fahrten mit einer Mindestgeschwindigkeit von 10 Seemeilen, das heißt jene sub 2, 3, 4, 6, 7 und 8 des Artikels 1.

7·10 *K* pro Seemeile für die Fahrten mit einer Mindestgeschwindigkeit von 12, beziehungsweise 14 Seemeilen, das heißt jene sub 1 und 5 des Artikels 1.

B. Für den überseeischen Dienst.

3·40 *K* pro Seemeile für die Fahrten mit einer Mindestgeschwindigkeit von 10 Seemeilen, das heißt jene sub 10, 11 und 12 des Artikels 1.

5·60 *K* pro Seemeile für die Fahrten mit einer Mindestgeschwindigkeit von 13 Seemeilen, das heißt jene sub 9 des Artikels 1.

Der Gesamtbetrag der vom Staate zu leistenden Meilengelder wird in keinem Jahre 7,234.412 *K* übersteigen dürfen.

Anderseits soll die dem Österreichischen Lloyd zufallende Vergütung an Meilengeldern in Fällen, wenn durch außer-

ordentliche Ereignisse ohne Verschulden der Unternehmung 1907
eine Reduktion des vertragsmäßigen Dienstes eintritt, nicht unter 4,700.000 *K* pro Jahr herabsinken.

Der Gesellschaft werden auch die für die Durchfahrt des Suezkanals auf den Linien 9, 10, 11 und 12 bezahlten Gebühren gegen Vorlage der bezüglichen Rechnungen rückersetzt.

Artikel 3.

Der Österreichische Lloyd wird auf den vertragsmäßigen Fahrten nur solche Schiffe verwenden, welche hinsichtlich des Waren-, Post- und Passagierverkehrs den jeweiligen Bedürfnissen der Linie auch mit Rücksicht auf das Material der konkurrierenden Unternehmungen entsprechen und namentlich in navigatorischer und sanitärer Beziehung volle Eignung besitzen.

Die auf vertragsmäßigen Linien verkehrenden Dampfer müssen im österreichischen Schiffsregister eingetragen sein und die höchste Klasse des Schiffsklassifizierungsinstitutes „Veritas" in Triest oder einer anderen heimischen Anstalt von gleichem Werte besitzen.

Bei der Dauerprobefahrt müssen die Dampfer eine um mindestens 1 Seemeile höhere Durchschnittsgeschwindigkeit entwickeln, als für jene Linien vorgeschrieben ist, auf welchen sie Verwendung finden sollen.

Die Pläne für neuzubauende oder anzuschaffende Schiffe einschließlich der Maschinen sind dem k. k. Handelsministerium vor Beginn des Baues, beziehungsweise Abschluß des Bau- oder Kaufvertrages zur Genehmigung vorzulegen.

In den vertragsmäßigen Dienst können nur Dampfer eingestellt werden, deren bezügliche Eignung von Organen der k. k. Seebehörde geprüft und amtlich bestätigt wurde.

Der Österreichische Lloyd ist verpflichtet, die im vertragsmäßigen Dienste verwendeten Dampfer versichert zu halten.

Um den Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages hinsichtlich der Leistungsfähigkeit des schwimmenden Materials in vollem Maße genügen zu können, wird der Österreichische Lloyd seinen Schiffspark entsprechend erneuern.

Artikel 4.

Die Fahrpläne der vertragsmäßigen Linien und deren Änderungen unterliegen der Genehmigung des k. k. Handelsministeriums.

Es bleibt dem k. k. Handelsministerium vorbehalten, dem Lloyd nach vorheriger Einvernehmung die Berührung von in den Fahrplänen der vertragsmäßigen Linien nicht enthal-

1907 tenen Hafenplätzen ohne besonderes Entgelt aufzutragen, vorausgesetzt, daß hierdurch die Einhaltung des Itinerärs der betreffenden Linie mit dem hierfür bestimmten Schiffsmaterial nicht unmöglich gemacht wird.

Die dem Lloyd solchermaßen auferlegten Erweiterungen der Fahrten dürfen die Gesamtmeilenzahl von 15.000 Seemeilen nicht übersteigen.

Artikel 5.

Die Umlegung oder Auflassung von Linien, die Verminderung oder Änderung von vertragsmäßigen Fahrten innerhalb des im gegenwärtigen Vertrage festgesetzten Verkehrsgebietes werden besonderen Abmachungen zwischen den Vertragschließenden vorbehalten; es soll jedoch deren finanzieller Effekt über die aus den Bestimmungen des Artikels 2 resultierenden Beträge nicht hinausgehen.

Artikel 6.

Der Lloyd verpflichtet sich, bei Beschaffung von Materialien für den Bau und die Reparaturen von Schiffen, beim Bezuge sämtlicher Ausrüstungsgegenstände und des in einem inländischen Hafen einzunehmenden Bedarfes der Schiffe die österreichische Produktion zu bevorzugen.

Zur Anschaffung von Schiffen, Schiffsmaschinen, Schiffskesseln und größeren Schiffseinrichtungen im Auslande ist die Zustimmung des k. k. Handelsministeriums erforderlich, welche nicht verweigert werden wird, wenn erwiesen ist, daß es sich um spezielle, in den im Reichsrate vertretenen Königreichen und Ländern in entsprechender Qualität nicht erhältliche Gegenstände handelt oder die Lieferung im Inlande zu einem unverhältnismäßig späten Termine erfolgen würde oder daß die Erwerbung im Auslande unter ganz besonders günstigen Bedingungen erfolgen kann.

Größere Vergebungen sind in der Regel im Wege einer öffentlichen, beziehungsweise mit Genehmigung des k. k. Handelsministeriums einer beschränkten Offertausschreibung zu bewerkstelligen.

Artikel 7.

Der Österreichische Lloyd verpflichtet sich, den Sendungen des österreichischen Handels, sowohl im Export als auch im Import den Vorzug einzuräumen, sowie überhaupt den heimischen Verkehrsbedürfnissen mit allen Kräften Rechnung zu tragen.

Artikel 8. 1907

Für den Güterverkehr in der Ausfuhr aus den österreichischen Häfen und den Personenverkehr im allgemeinen gelten die vom k. k. Handelsministerium genehmigten Tarife. Der gleichen Genehmigung unterliegen alle auf den Frachtentransport bezüglichen Bestimmungen. Eine Änderung der Tarife kann während der Vertragsdauer nur mit Genehmigung des k. k. Handelsministeriums eintreten.

Die Frachtsätze für den Verkehr aus und nach österreichischen Häfen dürfen nicht höher gestellt werden, als solche unter gleichen oder ähnlichen Verhältnissen für den Verkehr mit den konkurrierenden Häfen des Auslandes erstellt werden.

Es steht dem k. k. Handelsministerium jederzeit das Recht zu, eine diesen Grundsätzen entsprechende Regulierung und Überprüfung der Tarif-, respektive Frachtsätze zu verlangen und verpflichtet sich der Lloyd, dieselbe vorzunehmen und Rückersätze zu leisten, sobald bezügliche Beschwerden vom k. k. Handelsministerium als begründet anerkannt werden.

Frachtnachlässe oder Refaktien jeder Art können nur mit Rücksicht auf die Förderung einer Relation oder einer bestimmten Warengattung gewährt werden.

Die Dampfschiffahrtsgesellschaft des Österreichischen Lloyd verpflichtet sich, für die regelmäßige Beförderung der Waren im Sinne des Betriebsreglements Sorge zu tragen.

Artikel 9.

Zum Zwecke der besseren Anpassung an eventuell geänderte Handels- oder Produktionsverhältnisse soll alle zwei Jahre nach Inkrafttreten des Vertrages eine Revision der Tarife des Österreichischen Lloyd stattfinden. Zu diesem Behufe hat eine Einvernahme des Lloyd und eines vom k. k. Handelsministerium aus Vertretern der verschiedenen Interessengruppen zu bildenden Beirates voranzugehen, um festzustellen, welche Änderungen an den Tarifen vorzunehmen sind.

Artikel 10.

Der Lloyd ist verpflichtet, für jene Relationen, welche nicht durch seinen eigenen Dienst bedient werden, jedoch für den heimischen Handel von Bedeutung sind, mit anderen, womöglich österreichischen Schiffahrtsunternehmungen Verbandsdienste einzurichten und hierdurch eine Weiterbeförderung der Waren ohne Inanspruchnahme Dritter in den Anschlußhäfen zu ermöglichen. Der Lloyd wird hierbei für

1907 die fremde Strecke den heimischen Befrachtern nur die ihm selbst erwachsenen Kosten anrechnen.

Artikel 11.

Für den Fall, als die Erstellung direkter kombinierter Land- und Seetarife vom k. k Handelsministerium gewünscht wird und hierbei die Beteiligung der in Betracht kommenden Eisenbahnverwaltungen zu erzielen ist, wird der Lloyd mit den ihm vom k. k. Handelsministerium bezeichneten Bahnen solche Tarife bilden.

Artikel 12.

Alle Abmachungen mit anderen Unternehmungen oder Faktoren, welche direkt oder indirekt eine Verständigung bezüglich der Konkurrenz zum Gegenstande haben, insbesondere solche über Frachtsätze oder Teilung und Bedienung von Verkehrsgebieten, bedürfen der Zustimmung der k. k. Staatsverwaltung.

Die k. k. Staatsverwaltung behält sich vor, ihre Zustimmung zu verweigern, wenn die Vereinbarungen den Interessen des heimischen Wirtschaftslebens zuwiderlaufen.

Die bezügliche Entscheidung wird binnen sechs Wochen nach der Vorlage erfolgen und dem Österreichischen Lloyd wird es freistehen, wenn dies nicht geschieht, nach eigenem Ermessen zu handeln.

Die k. k. Staatsverwaltung kann jedoch die Aufhebung bereits abgeschlossener Abmachungen vom obigen Gesichtspunkte verlangen, in welchem Falle der Österreichische Lloyd sich verpflichtet, die Auflösung zu bewerkstelligen.

Artikel 13.

Sowohl an Bord der Schiffe der Gesellschaft als auch bei ihren Agentien werden Beschwerdebücher aufliegen, in welche die betreffenden Hafenämter und Konsularbehörden, sowie deren landesfürstliche Kommissär oder dessen Stellvertreter jederzeit Einsicht nehmen können.

Artikel 14.

Die Generalversammlungen und die Sitzungen des Verwaltungsrates haben in Wien stattzufinden.

Der Verwaltungsrat des Österreichischen Lloyd ist der Vorstand der Gesellschaft und besteht aus dem Präsidenten und aus acht bis elf Mitgliedern.

Der Präsident wird von Seiner k. und k. Apostolischen Majestät ernannt.

Von den Mitgliedern werden zwei, falls jedoch der Verwaltungsrat aus mehr als acht Mitgliedern besteht, drei vom k. k. Handelsminister aus den kommerziellen, industriellen oder Verkehrskreisen ernannt, die übrigen von der Generalversammlung gewählt. 1907

Sämtliche Mitglieder des Verwaltungsrates müssen österreichische Staatsangehörige sein und ihren ordentlichen Wohnsitz in einem der im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder haben.

Mitglieder des Reichsrates und Beamte, welche mit dem Aufsichtsrechte über die Geschäftsführung der Gesellschaft amtlich befaßt waren, dürfen nicht Verwaltungsräte des Lloyd sein.

Der Präsident und die vom k. k. Handelsminister ernannten Mitglieder sind an die Bestimmungen der Statuten, betreffend den Aktienbesitz der Verwaltungsräte, nicht gebunden.

Dem Präsidenten obliegt die Leitung der laufenden Agenden des Verwaltungsrates und die ständige Wahrnehmung der gesamten Geschäftsführung.

Der k. k. Handelsminister wird unter den von ihm ernannten Verwaltungsräten jenes Mitglied bezeichnen, welches im Falle der Verhinderung des Präsidenten dessen Funktionen zu versehen hat.

Artikel 15.

Die Besorgung des exekutiven Dienstes obliegt der Generaldirektion in Triest, welche unter Leitung eines dem Verwaltungsrate verantwortlichen Generaldirektors steht. Dessen Bestellung unterliegt der Genehmigung des k. k. Handelsministeriums.

Die in Wien und Prag bestehenden Generalagentien bleiben aufrecht und sind dortselbst handelsgerichtlich zu protokollieren.

Dieselben werden befugt sein, auf Verlangen des Absenders den Vertrag über den Seetransport der Frachtgüter und im Falle, daß direkte Abfertigungen bestehen, auch für den ganzen Transport vom Aufgabs- bis zum Bestimmungsorte im Namen des Lloyd abzuschließen.

Insoferne der Lloyd seine Vertretung auf fremden Plätzen durch Handelsfirmen bewerkstelligt, wird er hierbei österreichische Firmen tunlichst berücksichtigen.

Artikel 16.

Der Österreichische Lloyd verpflichtet sich, die Statuten der Gesellschaft mit den Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages in Einklang zu bringen.

1907 Die geänderten Statuten sollen gleichzeitig mit dem Vertrage in Wirksamkeit treten.

Eine Änderung derselben kann während der Dauer des Vertrages ohne Zustimmung des k. k. Handelsministeriums nicht erfolgen.

Die Geschäftsordnung des Verwaltungsrates, sowie die Dienstordnungen unterliegen der Genehmigung des k. k. Handelsministeriums.

Artikel 17.

Sämtliche im In- und Auslande von der Gesellschaft dauernd Angestellten müssen Angehörige der im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder sein. Dasselbe soll in aller Regel auch bezüglich der Personen der Schiffsbemannung der Fall sein.

Die Gesellschaft des Lloyd wird bei Anstellungen im Seedienste den aktiven und Reserveoffizieren, sowie den Reserveseekadetten der k. und k. Kriegsmarine unter gleichen Bedingungen vor anderen Bewerbern den Vorzug geben.

Dieselbe unterwirft sich hinsichtlich der Anstellung gedienter Unteroffiziere des k. u. k. Heeres, der k. u. k. Kriegsmarine, der k. k. Landwehr und Gendarmerie den diesfalls für die subventionierten Eisenbahn- und Dampfschiffahrtsunternehmungen bestehenden gesetzlichen Bestimmungen.

Artikel 18.

Der Österreichische Lloyd verpflichtet sich, dem bestehenden Pensionsfonds jährlich einen Betrag von mindestens 250.000 *K* zuzuführen, sowie alle Vorbereitungen zu treffen, damit spätestens im Jahre 1910 eine Einrichtung für die Altersversorgung der länger gedienten Schiffsmannschaften ins Leben trete. Der Lloyd wird bei diesen Vorkehrungen das Einvernehmen mit der k. k. Regierung pflegen.

Artikel 19.

Das k. k. Handelsministerium übt die Aufsicht über die gesamte Geschäftsgebarung der Gesellschaft und insbesondere über die genaue Einhaltung ihrer Vertragsverpflichtungen durch hierzu bestellte Organe aus.

Dem k. k. Handelsministerium steht auch die Prüfung und die Genehmigung der Bilanz zu.

Dasselbe ist berechtigt, die Geschäftsgebarung des Lloyd zu prüfen und Einsicht in dessen Geschäftsbücher nehmen zu lassen und wird der Lloyd jederzeit dem k. k. Handelsministerium diesbezüglich gewünschte Nachweisungen mit der nötigen Aufklärung vorlegen.

Das k. k. Handelsministerium behält sich das Recht vor, 1907
bei der Gesellschaft einen landesfürstlichen Kommissär zu bestellen und demselben nach Erfordernis Stellvertreter beizugeben.

Ohne Vorwissen des landesfürstlichen Kommissärs oder seiner Stellvertreter darf keine irgendwie wichtige Verwaltungsmaßregel beschlossen werden und sind derselbe oder seine Stellvertreter berechtigt, sämtlichen Sitzungen des Verwaltungsrates, beziehungsweise Komitees und der Generalversammlung beizuwohnen, allfällige den Gesetzen, den Gesellschaftsstatuten oder den mit der k. k. Staatsverwaltung getroffenen Vereinbarungen, sowie dem allgemeinen Interesse widerstreitende Verfügungen zu sistieren und darüber dem k. k. Handelsministerium zur weiteren Veranlassung die Anzeige zu erstatten.

Mit Rücksicht auf die Mühewaltung der vom k. k. Handelsministerium zu bestellenden Kontrollorgane und zur Bedeckung der aus der Ausübung der Regierungsaufsicht erwachsenden Auslagen verpflichtet sich die Gesellschaft des Lloyd, eine jährliche Pauschalsumme, deren Höhe von der k. k. Staatsverwaltung bestimmt wird, an die von derselben zu bezeichnende Staatskasse abzuführen.

Artikel 20.

Der Lloyd verpflichtet sich, halbjährige Nachweisungen über die Abrechnung der einzelnen Linien, sowie halbjährig eine Statistik des Waren- und Passagierverkehres, nach Linien und Echellen geordnet, dem k. k. Handelsministerium in Vorlage zu bringen.

Der Lloyd verpflichtet sich, spätestens bis zum 15. eines jeden Monats die vom Beginn des Jahres bis zum Schlusse des zweitvorhergegangenen Monates erzielten Bruttoeinnahmen und die Zahl der zurückgelegten Seemeilen in den amtlichen Blättern von Wien und Triest zu veröffentlichen.

Artikel 21.

Der Österreichische Lloyd verpflichtet sich, während der Dauer des gegenwärtigen Vertrages bei prinzipiellen Fragen, wie Bestand der Gesellschaft, Kontrahierung von neuen Anlehen, Vornahme von Vermögensbelastungen, Vornahme von Kreditoperationen durch Aufnahme von schwebenden Schulden, Vermehrung oder Verminderung des Aktienkapitals, Änderung, Veräußerung oder Verpfändung des zum Gesellschaftsvermögen gehörigen Dampfschiff- und Immobiliarstandes keine Verfügung ohne Genehmigung der k. k. Staatsverwaltung zu treffen.

1907

Artikel 22.

Falls das Reinerträgnis des Lloyd in einem Jahre 6 Prozent des jeweils eingezahlten Aktienkapitals übersteigt, wird der sich ergebende Überschuß zwischen der k. k. Staatsverwaltung und der Gesellschaft in der Weise geteilt, daß der k. k. Staatsverwaltung ein Drittel und der Gesellschaft zwei Dritteile zugewiesen werden.

Der Österreichische Lloyd wird von dem der Gesellschaft zukommenden Betrage des Reinerträgnisses alljährlich vor Bezahlung einer Dividende an die Aktionäre in einen ordentlichen Reservefonds 5 Prozent hinterlegen; ferner wird die Gesellschaft die Hälfte des nach Ausschüttung einer 4prozentigen Dividende erübrigenden Restes dem ordentlichen Reservefonds insolange und insoweit zuweisen, bis derselbe 10 Prozent des jeweils eingezahlten Aktienkapitals erreicht haben wird.

Artikel 23.

Die Dampfer des Österreichischen Lloyd werden während der Dauer des Vertrages gleich den Schiffen der k. u. k. Kriegsmarine von der Zahlung der Konsularschiffsgebühren bei allen k. u. k. Konsularämtern enthoben sein.

Dagegen haben diese Schiffe die Hafen- und sonstigen Schiffahrtsgebühren in den österreichischen Häfen, sowie die Registergebühr zu entrichten.

Artikel 24.

Für die zur Aus- und Einladung unter normalen Verhältnissen nötige Zeit ist den Dampfschiffen des Österreichischen Lloyd in jedem österreichischen Hafen, den sie regelmäßig besuchen, ein bestimmter Platz am Ufer oder, wo dies die Örtlichkeit nicht gestattet, eine eigene Ankerboje anzuweisen.

Artikel 25.

Es wird den Dampfschiffen des Österreichischen Lloyd auch ferner die Erleichterung zugestanden, daß sich die Hafen- und Seesanitäts-, sowie die Polizeibeamten bei Tag und Nacht an Bord der Dampfer selbst zu begeben haben, um bei der Abfahrt die Abfertigung, bei der Ankunft die Pratica zu erteilen. In diesen Fällen ist die Gesellschaft verpflichtet, die erforderlichen Fahrmittel zur Verfügung zu stellen.

Artikel 26.

Der Österreichische Lloyd verpflichtet sich, den im Dienste reisenden Staatsbeamten und Dienern des auswär-

tigen Ressorts auf allen Linien, nach Maßgabe der dies- 1907
fälligen Bestimmungen, über spezielle Aufforderung des k. und k. Ministeriums des Äußern, freie Fahrt zu gewähren; ebenso genießen die von der k. k. Regierung mit der Ausübung der Staatsaufsicht beim Lloyd betrauten Organe freie Fahrt.

Außerdem wird der Lloyd den vom k. k. Handelsministerium entsendeten Fachberichterstattern oder im Auftrage dieses Ministeriums in besonderer kommerzieller Mission reisenden Personen eine 50prozentige, den gehörig legitimierten Handlungsreisenden inländischer Firmen eine 25prozentige und den aktiven k. und k. Hof- und Staatsbeamten und k. k. Staatsbeamten eine 20prozentige Fahrpreisermäßigung in den normalen Fahrklassen zugestehen.

Die an die Stätte ihrer Wirksamkeit sich begebenden Missionäre und Ordensgeistlichen, die die österreichische Staatsbürgerschaft besitzen, werden derselben Begünstigung weiter zuteil werden, welche sie derzeit genießen.

Artikel 27.

Der Österreichische Lloyd verpflichtet sich, auf den Schiffen der Linien 1, 5 und 9 des Artikels 1 einen von der Seesanitätsverwaltung beeidigten und von derselben als geeignet anerkannten Arzt einzuschiffen, sowie auf jenen Schiffen, die zur Abhaltung einer Quarantäne in die Kontumazanstalten der Levante und des Orients beordert werden und über 25 Passagiere an Bord haben, einen Arzt beizustellen.

Nötigenfalls kann die Seesanitätsverwaltung aus Gründen der öffentlichen Gesundheitspflege auch die Vermehrung des Ärztepersonals, beziehungsweise die Einführung desselben für einen bestimmten Dienst dem Lloyd auferlegen.

Artikel 28.

Der Lloyd ist verpflichtet, in den von ihm berührten Häfen des Auslandes über schriftliche Aufforderung der k. u. k. Konsularbehörden oder k. u. k. Gesandtschaften die heimzusendenden österreichischen Seeleute oder andere mit der Seereisebewilligung (dem Seedienstbuche) versehene derartige Personen zu übernehmen und selbe in den Fällen ganz unentgeltlich, folglich auch ohne Anspruch auf die Vergütung der Verpflegskosten, nach Triest oder einem anderen auf der Fahrt anzulaufenden österreichischen Hafen zu überschiffen, als nicht die allenfalls gesetzlich dem Reeder oder dem Bergungserlös obliegende Kostenvergütung der Heimsendung durch die betreffenden Behörden hereingebracht wird. Den obigen kostenfrei beförderten Personen wird Unterkunft und

1907 Verpflegung gleich den Passagieren dritter Klasse gewährt werden und steht es dem Kapitän des Dampfers frei, sie geeignetenfalls während der Überfahrt im Schiffsdienste zu verwenden; die Lloydagenten und Kapitäne sollen aber nicht verhalten werden, gegen ihre Zustimmung mehr als zwölf Personen auf einem Schiffe zu gleicher Zeit zu übernehmen.

Für sonstige, über schriftliche Aufforderung der k. u. k. Konsularämter oder k. u. k. Gesandtschaften heimzusendende, mittellose österreichische Staatsangehörige ist jedesmal die tarifmäßige Passagiergebühr der dritten Klasse nebst den Verpflegskosten bei Heimsendungen aus Hafenplätzen jenseits des Suezkanals mit täglich 2 *K* 50 *h*, aus allen anderen Hafenplätzen aber mit täglich 1 *K* 50 *h* zu vergüten, welche Vergütung in Triest durch die k. k. Seebehörde über den Nachweis der stattgefundenen Beförderung veranlaßt werden wird. Sind diese mittellosen Angehörigen stellungspflichtig, so ist ihnen freie Fahrt zu gewähren.

In gleicher Art wird auch in den in Alinea 1 ausgenommenen Fällen der Hereinbringung eines Ersatzes für den Transport von Seeleuten die nachträgliche Erfolgung der Vergütung an den Lloyd veranlaßt werden. Dieselben Bedingungen wie für den Transport mittelloser österreichischer Staatsangehöriger haben auch für die über Ansuchen einer k. k. Behörde erfolgende Beförderung mittelloser aus den im Reichsrate vertretenen Königreichen und Ländern in ihre Heimat abgeschafften Ausländer Anwendung zu finden.

Bei den oben bezeichneten Heimsendungen wird darauf Rücksicht genommen werden, daß Kranke (namentlich auch Irrsinnige) nur in solcher Weise eingeschifft werden, daß jede unzukömmliche Störung oder Belästigung der Passagiere vermieden wird und daß für die notwendige Beaufsichtigung die entsprechenden Vorkehrungen getroffen werden.

Die Einschiffung von Häftlingen wird durch die Konsulatsbehörden im Einvernehmen mit den Agentien erfolgen. An Bord übernimmt das Lloydpersonal zugleich mit den behördlichen Organen die Überwachung dieser Personen; während des Aufenthaltes in den Häfen kann erforderlichenfalls die Hilfe der Konsulatsbehörden für die Beaufsichtigung der Häftlinge in Anspruch genommen werden.

Artikel 29.

Fahrten (Hin- und Rückfahrten), deren Ausführung den Bestimmungen dieses Vertrages nicht entspricht, werden als nicht vertragsmäßig angesehen und werden daher für dieselben die vertragsmäßigen Vergütungen seitens der k. k. Staatsverwaltung nicht geleistet. Insbesondere gelten als nicht mehr vertragsmäßig jene Fahrten, welche mit amtlich

nicht anerkannten Dampfern zurückgelegt wurden, sowie auch 1907
jene, deren Ausführung infolge Verschulden der Gesellschaft vom Fahrplane sich so weit entfernt, daß über ein Viertel der vorgeschriebenen Zwischenechellen ausgelassen oder der im Artikel 30 zugestandene konventionalstraffreie Spielraum so weit überschritten wird, daß die Fahrt nicht mehr als regulär absolviert angesehen werden kann.

Artikel 30.

Es werden folgende Konventionalstrafen festgesetzt, welchen der Lloyd im Falle der mangelhaften oder fehlenden Durchführung von Vertragsleistungen, und zwar unabhängig von den hierfür in Wegfall kommenden vertragsmäßigen Vergütungen unterliegt.

A. Bei Überschreitungen der fahrplanmäßigen Abfahrts- oder Ankunftszeiten an den Ausgangs-, End- und wichtigeren Anschlußpunkten werden Geldbeträge von den Meilengeldern abgezogen, und zwar:

1. Für die Eillinien in der Levante über den konventionalstraffreien Spielraum von 3 Stunden bis zu 200 *K* pro Stunde;

2. für die übrigen Levantelinien über den konventionalstraffreien Spielraum von 5 Stunden bis 100 *K* pro Stunde;

3. für die Bombay-Eillinie bei einem konventionalstraffreien Spielraum von 6 Stunden über den fahrplanmäßigen Kalendertag hinaus bis zu 500 *K* pro Stunde;

4. für die übrigen überseeischen Linien bei einem konventionalstraffreien Spielraum von 24 Stunden über den fahrplanmäßigen Kalendertag hinaus bis zu 250 *K* pro Stunde.

B. Bei Auslassung einer fahrplanmäßig obligatorischen Echelle auf allen Linien wird eine Geldstrafe bis zu 500 *K* von den Meilengeldern in Abzug gebracht.

Es wird für die sub *A* und *B* genannten Fälle jene Unregelmäßigkeit nicht in Anrechnung gebracht und auch nicht in den konventionalstraffreien Spielraum einbezogen, welche durch außerordentliche Ereignisse herbeigeführt wurde, die bei Anwendung der gehörigen Sorgfalt nicht zu vermeiden waren oder durch verspätete, nicht durch Lloydorgane verursachte Zufuhr der Post bewirkt wurde.

C. Bei Ausfall einer ganzen Fahrt (Hin- oder Rückfahrt) wird neben dem für die entfallene Leistung vorzunehmenden Abzuge eine Konventionalstrafe bis zur Höhe eben dieses Abzuges eingehoben, wenn der Lloyd nicht nachweist, daß trotz Anwendung der gehörigen Sorgfalt die Ausführung der Fahrt unmöglich war.

D. Für entgegen den Bestimmungen des Artikels 7 verschiffte Ware unterliegt der Lloyd einer Konventionalstrafe,

1907 welche bis zur Höhe der hierfür eingehobenen Frachtsumme bemessen werden kann.

Artikel 31.

Der Österreichische Lloyd verpflichtet sich über Aufforderung des k. u. k. Reichskriegsministeriums, im Mobilisierungs- oder Kriegsfalle seine sämtlichen zur Verfügung stehenden Schiffe dem Bedarfe gemäß gegen entsprechende Vergütung in den Dienst der k. u. k. Kriegsmarine, beziehungsweise Heeresverwaltung zu stellen.

Wenn erforderlich, sind auch jene Schiffe für militärische Zwecke beizustellen, welche zwar schon beladen, aber noch nicht abgefahren sind, sowie jene, welche zeitgerecht zurückbeordert werden können.

Damit die Unternehmung den Anforderungen des k. u. k. Reichskriegsministeriums vollkommen entsprechen könne, wird das k. k. Handelsministerium gestatten, daß im Mobilisierungs- oder Kriegsfalle einzelne, eventuell auch alle vertragsmäßigen In- und Auslandsfahrten eingestellt werden.

Artikel 32.

Die Ersatzpflichten der Heeresverwaltung und der Kriegsmarine bei Verlust oder Beschädigung von Schiffen samt Zubehör, welche im Mobilisierungs- und Kriegsfalle übergeben wurden, regelt das abzuschließende Übereinkommen, beziehungsweise der mit der k. u. k. Kriegsmarine abgeschlossene Vertrag.

Artikel 33.

Die Vergütungsansprüche der Unternehmung bei gemieteten Schiffen sowie bei Durchführung von Militärtransporten im Frieden und im Kriege werden gleichfalls durch das abzuschließende Übereinkommen, beziehungsweise durch den mit der k. u. k. Kriegsmarine abgeschlossenen Vertrag festgesetzt.

Artikel 34.

Für den Fall, als der von den Begünstigungen für Militärtransporte handelnde Teil des vorgenannten Übereinkommens aus irgend einem Grunde außer Wirkung gesetzt würde, wird unter allen Umständen die Verpflichtung aufrecht bleiben, daß die Unternehmung Militärtransporte, einzeln reisende Militärpersonen und Militärgegenstände um die Hälfte der für Zivilparteien bestehenden Tarifsätze befördert.

1907 von statistischen Ermittlungen zum Zwecke gänzlicher oder teilweiser Neubemessung der Pauschalvergütung kann von jedem der beiden Teile verlangt werden, wenn eine wesentliche Änderung in der Stärke des Verkehres oder in der Benützung von Schiffsrouten stattfindet. Die Einzelheiten des Verfahrens werden in dem im Artikel 44 erwähnten Postübereinkommen geregelt.

Die k. k. Postverwaltung hat das Recht, sich der Vermittlung des Österreichischen Lloyd zur Beförderung und Ausfolgung von Paketsendungen nach ausländischen Hafenorten zu bedienen, die auf den Fahrten der Lloyddampfer regelmäßig angelaufen werden oder wohin der Lloyd die Beförderung durch Vermittlung anderer Transportanstalten, mit denen er in regelmäßiger Verbindung steht, zu bewerkstelligen in der Lage ist.

Die im vorstehenden Absatze erwähnten Paketsendungen müssen den im österreichisch-inländischen Verkehre für Postfrachtstücke festgesetzten Bedingungen entsprechen und können mit Wertangabe versehen und mit Nachnahme belastet werden.

Die dem Lloyd für solche Sendungen zukommenden Gebührenanteile werden im gemeinsamen Einvernehmen der k. k. Postverwaltung und des Lloyd festgesetzt und können nur im Einvernehmen beider Teile geändert werden. Der Tarif dieser Gebühren soll sich hinsichtlich der Abstufungen für die Bemessung der Gewichts-, Wert- und Nachnahmegebühren den im internationalen Postpaketverkehre jeweilig geltenden Gebührensätzen nach Möglichkeit annähern und darf für Pakete, die den für Postpakete des Weltpostvereines festgesetzten Versendungsbedingungen entsprechen, nicht höher sein als die im jeweilig geltenden Postpaketvertrage des Weltpostvereines festgesetzten Gebühren. Die Einzelheiten hinsichtlich des Tarifes und die sonstigen Versendungsbedingungen für solche Paketsendungen werden durch das im Artikel 44 erwähnte Übereinkommen geregelt.

Artikel 39.

Der Lloyd haftet für die ihm übergebenen Postsendungen nach den jeweiligen Postvorschriften, für höhere Gewalt und Seegefahr jedoch nur, wenn die Sendung bei ihm versichert war.

Artikel 40.

Der Lloyd hat sich der Vermittlung von Briefsendungen für eigene Rechnung sowohl in der österreichisch-ungarischen Monarchie als im Auslande zu enthalten und dafür zu sorgen, daß auch dessen Bedienstete sich hiernach benehmen.

Auf Wunsch der k. k. Postverwaltung hat die Gesellschaft auf ihren Schiffen Sammlungskästen zum Einlegen und Sammeln der Briefsendungen aufzustellen. 1907

Auf jedem Schiffe ist ein eigenes, entsprechend geräumiges und gesichertes Lokal, welches abgesperrt und unter besonderer Aufsicht des den Postdienst besorgenden gesellschaftlichen Schiffsoffiziers zu bleiben hat, zur Unterbringung der Postsendungen zu bestimmen.

Auf Verlangen des k. k. Handelsministeriums haben an einzelnen Orten entsprechend befähigte Agenten des Lloyd die Postgeschäfte für Rechnung des Staates nach den jeweiligen, für die k. k. Postämter in der Levante bestehenden Postvorschriften unter Haftung der Gesellschaft gegen eine mäßige Provision zu besorgen.

Von jedem Wechsel der mit der Besorgung des Postdienstes betrauten Agenten wird die Gesellschaft der Post- und Telegraphendirektion in Triest, beziehungsweise dem Botschaftspostamte in Konstantinopel, rechtzeitig die Anzeige erstatten.

Die von dem Lloyd und seinen Agenten eingehobenen Postgebühren werden für Rechnung der k. k. Postverwaltung abgeführt.

Artikel 41.

Der Lloyd genießt für die mit seinen Agenten, sowie auch für die zwischen diesen gewechselte Diensteskorrespondenz, insoweit sie mit den Lloydschiffen befördert wird und mit dem Namen des Absenders und der Bezeichnung „Diensteskorrespondenz des Lloyd" versehen ist, die Portofreiheit.

Artikel 42.

Sollte es der k. k. Postverwaltung angemessen erscheinen, die Postsendungen durch eigene Organe begleiten zu lassen, so ist dem Postbeamten ein Platz erster Klasse nebst einer zur Postmanipulation geeigneten Kabine und dem Kondukteur oder Diener ein Platz zweiter Klasse nebst einem abgesonderten, geschlossenen Raum zur Aufbewahrung der Postsendungen unentgeltlich zuzuweisen. Auch ist den jeweilig von Seite der Postanstalt entsendeten Aufsichtsbeamten unentgeltlich ein Platz erster Klasse einzuräumen.

Ebenso ist den Verkehrsbeamten der k. k. Postanstalt, die einem k. k. Postamte in der Levante zur Dienstleistung zugewiesen oder aus der Levante nach dem Inlande versetzt werden, bei den aus diesem Anlasse notwendigen Reisen, sowie bei Versetzungen und Exponierungen innerhalb der Levante unentgeltlich ein Platz erster Klasse einzuräumen.

1907 Für die Verpflegung haben die betreffenden Organe, wenn diesfalls keine besondere Vereinbarung besteht, den ermäßigten Satz von 3 *K* pro Tag zu entrichten.

Artikel 43.

Falls der Dampfer unterwegs einen Unfall erleidet, so hat der Kapitän, und zwar wenn ein diensttuender Postbeamter an Bord ist, nach dessen Anhörung für die sicherste und schnellste Beförderung der Post zu sorgen. Die hieraus erwachsenden Kosten hat die Unternehmung zu tragen.

Artikel 44.

Die sonstigen Modalitäten über die Abwicklung des Postdienstes werden von der k. k. Postverwaltung und der Gesellschaft des Lloyd durch ein eigenes Übereinkommen geregelt.

Artikel 45.

Jede Verletzung der Vertragsverpflichtungen, bezüglich derer der Lloyd nicht nachzuweisen vermag, daß sie außerhalb seines Verschuldens liegt, ist, sofern besondere Strafen nicht vorgesehen sind, mit einer Konventionalstrafe von 500 bis 2000 *K* für jeden einzelnen Fall zu belegen.

Artikel 46.

Der Lloyd verpflichtet sich, über Verlangen der Staatsverwaltung ein Segelschulschiff gegen entsprechendes Entgelt in Dienst zu stellen.

Artikel 47.

Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages wird auf 15 Jahre vom 1. Jänner 1907 an festgesetzt.

Urkund dessen sind zwei gleichlautende Exemplare dieses Vertrages ausgefertigt und mit den erforderlichen Unterschriften und Siegeln versehen worden.

Schlußprotokoll.

Bei der am heutigen Tage stattgefundenen Unterzeichnung des Schiffahrts- und Postvertrages mit der Dampfschifffahrtgesellschaft des Österreichischen Lloyd sind noch folgende Vereinbarungen in das gegenwärtige Protokoll niedergelegt worden.

Ad Artikel 1 und 2.

Die im Artikel 1 angeforderten Mindestgeschwindigkeiten müssen eingehalten werden

für die Linien 1, 5 und 9 längstens ab 31. Dezember 1908, 1907
für die übrigen Linien sukzessive längstens ab 31. Dezember 1911.

Innerhalb der sich hiernach ergebenden Zwischenzeiten ist mit folgenden Mindestgeschwindigkeiten zu fahren:

auf der Linie 1 mit 11½ Seemeilen,

auf den Linien 2, 3, 4, 6, 7, 8, 10, 11 und 12 mit 9 Seemeilen,

auf der Linie 5 mit 13 Seemeilen,

auf der Linie 9 mit 11 Seemeilen,

und wird als Entgelt für diese geringeren Geschwindigkeiten die k. k. Staatsverwaltung nur jene Meilengelder zu bezahlen haben, welche im Sinne des Artikels II des Schifffahrts- und Postvertrages vom 12. August 1891 für die in den Zwischenzeiten zulässigen Mindestgeschwindigkeiten entfallen.

Es werden daher bei den Linien:

1 und 9 pro Seemeile	*K* 5·60
2, 3, 4, 6, 7 und 8 pro Seemeile	„ 3·60
bei der Linie 5 pro Seemeile	„ 7·10
bei den Linien 10, 11 und 12 pro Seemeile	„ 3·40

bezahlt werden.

Ad Artikel 2.

Auf die Meilengelder werden dem Lloyd monatliche, unverzinsliche Vorschüsse im Betrage von je 580.000 *K* flüssig gemacht, welche am ersten Werktage jeden Monates fällig sind.

Die Abrechnung über den Gesamtbetrag der Meilengelder eines Jahres wird nach Vollendung aller vertragsmäßigen Fahrten dieses Jahres und nach Vorlage einer vom Lloyd zu liefernden, mit den amtlichen Bescheinigungen der zuständigen Hafen- und Konsularbehörden zu belegenden Nachweisung über die Zahl und Ausdehnung der ausgeführten vertragsmäßigen Fahrten stattfinden. Auf Grund dieser Nachweisung wird der Gesamtbetrag der dem Lloyd zukommenden Meilengelder festgestellt und hiervon jener Restbetrag flüssig gemacht werden, der sich bei Berücksichtigung der monatlichen Vorschüsse, sowie nach Abzug der etwaigen Konventionalstrafen (Artikel 30) oder Rückersätze (Artikel 8) ergibt. Sollte diese Abrechnung jedoch ergeben, daß die Forderung des Lloyd geringer ist als die Summe der Vorschüsse des betreffenden Jahres, so wird der vom Lloyd zu viel empfangene Betrag von der nächsten oder mehreren der folgenden Vorschußzahlungen in Abzug gebracht, beziehungsweise unmittelbar nach Abschluß der letzten auf Grund dieses Vertrages zu pflegenden Abrechnung seitens des Lloyd bar rückerstattet werden.

1907 Die k. k. Staatsverwaltung behält sich das Recht vor, im Falle einer Unterbrechung oder Reduktion des vertragsmäßigen Dienstes den Betrag der monatlichen Vorschüsse nach Bedarf zu vermindern oder diese unbeschadet der Bestimmung im vorletzten Absatze des Artikels 2 des Vertrages, zeitweilig ganz einzustellen.

Dasselbe gilt sinngemäß während der in den Bestimmungen ad Artikel 1 und 2 vorgesehenen Übergangszeit.

Für die Feststellung des Betrages der Meilengelder haben insbesondere folgende Grundsätze zu gelten:

Eine Vergütung für eine eventuelle über den im Artikel 1 angeführten Durchlauf sich ergebende Mehrleistung findet grundsätzlich nicht statt. Der k. k. Staatsverwaltung verbleibt es jedoch vorbehalten, tatsächlich absolvierte Mehrleistungen, insbesondere wenn sie fahrplanmäßig sichergestellt sind, mit Minderleistungen, für welche Abzüge erfolgen sollten, zu kompensieren.

Abzüge an Meilengeldern sind in den folgenden Fällen vorzunehmen:

1. Bei Ausfall einer ganzen Hin- oder Rückfahrt, wenn dieselbe nicht durch eine andere von der k. k. Staatsverwaltung anerkannte gleichwertige Fahrt ersetzt worden ist, das ganze auf die betreffende Fahrt entfallende Meilengeld.

2. Bei Minderleistungen gegenüber dem im Artikel 1 bezeichneten Durchlaufe das entsprechende Meilengeld, und zwar:

a) wenn dieselben höherer Gewalt (im weiteren Sinne, inklusive Quarantäne) zuzuschreiben sind, nur dann, wenn sie mehr als ein Viertel des Normaldurchlaufes betragen, und zwar für die dieses eine Viertel übersteigende Quote;

b) in allen anderen Fällen für die ganze Minderleistung.

Unter außerordentlichen Ereignissen im Sinne des Artikels 2 *B*, Absatz 4, sind unter anderem Krieg, Mobilisierung, Blockade, Epidemien, Unmöglichkeit der Navigation usw. zu verstehen.

Ad Artikel 3.

Die Versicherung der im vertragsmäßigen Dienste verwendeten Dampfer hat bei Versicherungsanstalten ersten Ranges zu erfolgen; für einen Teil des Wertes derselben kann die Deckung jedoch im eigenen Assekuranzfonds der Gesellschaft gefunden werden.

Über die näheren Modalitäten der Durchführung wird der Österreichische Lloyd das Einvernehmen mit dem k. k. Handelsministerium pflegen. Die für die Versicherung der Dampfer bei Versicherungsanstalten zu leistenden Prämien dürfen nicht dem Assekuranzfonds entnommen werden.

Die k. k. Seebehörde wird unter Zuziehung von Sachverständigen eine kommissionelle Untersuchung der Schiffe und deren Geschwindigkeiten vornehmen und hierüber ein Zertifikat ausstellen. Die Kommissionskosten trägt der Österreichische Lloyd. 1907

Diese Untersuchung muß mindestens alle vier Jahre, sowie nach jeder größeren Havarie wiederholt werden.

Der Bruttoraumgehalt der neu einzustellenden Dampfer soll wenigstens betragen:

für die Eillinien in der Levante 3000 Tonnen
" " übrigen Levantelinien 2800 "
" " überseeischen Linien 4000 "

Für den Fall außerordentlicher Ereignisse können mit Genehmigung des k. k. Handelsministeriums zum Zwecke des ungestörten Fortganges des Dienstes vorübergehend auch Schiffe eingestellt werden, welche nicht allen vertragsmäßigen Bedingungen entsprechen.

Der Lloyd wird in Ausführung der Verpflichtung zur Erneuerung des Schiffsmaterials innerhalb der ersten zwölf Vertragsjahre neue Schiffe von zusammen mindestens 120.000 Tonnen Tragfähigkeit und hiervon längstens bis 31. Dezember 1911 solche von insgesamt 60.000 Tonnen Tragfähigkeit in den Dienst stellen.

Es sollen in den Dienst neu eingestellt werden:

Spätestens am 31. Dezember 1907:

2 Levantedampfer mit mindestens je 3000 Tonnen;
1 Überseedampfer mit mindestens 4000 Tonnen.

Spätestens am 31. Dezember 1908:

5 Levantedampfer mit mindestens je 3000 Tonnen.

Spätestens am 31. Dezember 1909:

4 Levantedampfer mit mindestens je 2800 Tonnen;
2 Alexandriendampfer mit mindestens je 3000 Tonnen.

Spätestens am 31. Dezember 1910:

2 Levantedampfer mit mindestens je 2800 Tonnen;
2 Überseedampfer mit mindestens je 4000 Tonnen.

Summe: 13 Levantedampfer, 3 Überseedampfer, 2 Alexandriendampfer.

Die Nichteinhaltung des vorstehenden Bauprogrammes unterliegt einer Konventionalstrafe von 500 *K* pro Dampfer für jeden Tag der verspäteten Indienststellung.

Zur Förderung dieses Zweckes wird die k. k. Staatsverwaltung dem Lloyd für jede innerhalb der ersten fünf Vertragsjahre bis zum Gesamtbelaufe von 60.000 Tonnen Tragfähigkeit neu in den Dienst gestellte Tonne von Schiffen inländischer Konstruktion 100 *K* aus den Subventionsraten der letzten fünf Vertragsjahre vorschußweise flüssig machen,

1907 jedoch für Rechnung je eines der ersten fünf Vertragsjahre nicht mehr als 1,200.000 *K*.

Diese vorschußweisen Zahlungen werden für jeden einzelnen Dampfer in vier gleichen Raten flüssig gemacht, und zwar die erste Rate bei Kiellegung, die zweite bei der Beplattung, die dritte beim Stapellauf, die vierte bei der Einstellung des Schiffes in den vertragsmäßigen Dienst.

Die bezüglichen Bescheinigungen sind seitens der k. k. Seebehörde auszustellen.

Sollte aus welchem Grunde immer ein Schiff, für welches seitens der k. k. Staatsverwaltung Vorauszahlungen geleistet worden sind, in den vertragsmäßigen Dienst nicht eingestellt werden, so ist der Österreichische Lloyd verpflichtet, die empfangenen Vorauszahlungen rückzuerstatten, beziehungsweise werden dieselben von den gemäß Artikel 2 entfallenden Subventionsbeträgen in Abzug gebracht.

Die geleisteten Vorschüsse sind zinsenfrei in gleichen Raten in den letzten fünf Vertragsjahren zurückzuerstatten, und zwar in den Jahren 1917, 1918, 1919 und 1920 bis spätestens 31. Dezember jeden Jahres; im Jahre 1921 wird die Jahresrate in gleichen Monatsraten von den zu leistenden Subventionsbeträgen in Abrechnung gebracht.

Bei nicht rechtzeitiger Rückerstattung in den Jahren 1917 bis 1920 ist die k. k. Staatsverwaltung berechtigt, eine dementsprechende Reduktion an dem Betrage der nächstfälligen monatlichen Subventionsvorschüsse vorzunehmen.

Im Interesse der Leistungsfähigkeit des Schiffsmateriales verpflichtet sich der Lloyd, den vollen Betrag der Summe der während der Vertragsdauer sich ergebenden jährlichen Abschreibungen vom Werte der dem vertragsmäßigen Dienste gewidmeten Schiffe zu Schiffsbauten für diesen Dienst zu verwenden. Die Abschreibungen dürfen nicht weniger als jährlich 5 Prozent des Anschaffungswertes der betreffenden Dampfer betragen und sind solange fortzusetzen, bis deren Buchwert auf den Materialwert herabgesetzt ist.

Ad Artikel 4.

Neue Fahrordnungen müssen zwei Monate vor deren Inkrafttreten dem k. k. Handelsministerium vorgelegt werden; spätestens innerhalb eines Monates nach deren Präsentierung muß eine bezügliche Erledigung erfolgen; erfolgt diese nicht, so gelten die Fahrpläne als genehmigt.

Der Lloyd verpflichtet sich ausdrücklich, in die Fahrpläne der Kobe-Linie im Interesse einer möglichsten Förderung des direkten Verkehrs von und nach Ostasien für die Hinfahrt nur einen indischen Deviationshafen, auf der Rück-

fahrt höchstens zwei solche, und zwar entweder östlich oder 1907
westlich von Colombo, aufzunehmen.

Die k. k. Seebehörde wird das Recht haben, im eigenen Wirkungskreise zu bewilligen:

1. Fahrplanänderungen, welche im Falle von sanitären Maßnahmen im Interesse der Seesanität oder des Handelsverkehres gelegen, anzusehen sind.

2. Abweichungen von den Fahrplänen in einzelnen Fällen, wenn sie durch wichtige, insbesondere kommerzielle Interessen gerechtfertigt erscheinen, unter der Bedingung, daß der Zeitverlust im Endhafen bei den Eillinien in der Levante nicht mehr als 6 Stunden, bei den übrigen Levantelinien nicht mehr als 24 Stunden, bei der Bombay-Eillinie höchstens 1 Tag, bei den übrigen überseeischen Linien höchstens 4 Tage betrage.

Ad Artikel 5.

Zum Zwecke der besseren Anpassung an eventuell geänderte Verkehrsverhältnisse wird alle 5 Jahre, vom Inkrafttreten des Vertrages an gerechnet, eine Revision des Fahrtennetzes des Österreichischen Lloyd erfolgen, wobei nach vorheriger Einvernahme von Vertretern der verschiedenen Interessengruppen, sowie der Handels- und Gewerbekammern die Lloyddienste in bezug auf deren Relationen seitens der Vertragschließenden einer genauen Prüfung zu unterziehen und die nötigen Änderungen im gegenseitigen Einvernehmen unter der im Artikel 2 angegebenen Voraussetzung vorzunehmen sind.

Insbesondere kann hierbei die k. k. Staatsverwaltung verlangen und verpflichtet sich der Lloyd zu der entsprechenden Durchführung, daß bestimmte Dienste des Lloyd aufzulassen und an deren Stelle solche neue einzurichten sind, deren Gesamtwert für den Lloyd jenem der aufzugebenden Dienste gleichkommt. Die bezügliche Schätzung wird, falls keine Einigung erzielt wird, durch eine als Schiedsgericht fungierende Kommission vorgenommen.

Die Kommission besteht aus zwei von der k. k. Staatsverwaltung, zwei vom Österreichischen Lloyd delegierten Fachmännern, welche mit Stimmenmehrheit einen außenstehenden Sachverständigen als Vorsitzenden zu wählen haben, dessen Votum bei Stimmengleichheit den Ausschlag gibt. Wird bei der Wahl keine Einigung erzielt, so wird der Vorsitzende vom Präsidenten des für den Sitz der Gesellschaft zuständigen k. k. Oberlandesgerichtes ernannt.

Ad Artikel 6.

Für den Fall des Bezuges der im Artikel 6 genannten Gegenstände und Materialien aus dem Auslande, falls der-

1907 selbe auf dem Seewege erfolgt und der Lloyd den Transport nicht mit eigenen Dampfern besorgen sollte, wird der Lloyd unter gleichen Verhältnissen der heimischen Schiffahrt den Vorzug geben.

Ad Artikel 7.

Der Österreichische Lloyd wird weder entgegen dem Interesse des Triester Verkehrs Laderaum freihalten noch für konkurrierende Häfen günstigere Frachtbedingungen gewähren.

Auch wird die Unternehmung die in Triest direkt zur Einladung oder Löschung gelangende Ware nicht höher tarifieren als die in Triest anlangende und nach dem Auslande bestimmte Überschiffungsware, insofern durch einen solchen Vorgang Interessen des heimischen Wirtschaftslebens beeinträchtigt werden würden.

Der Österreichische Lloyd verpflichtet sich, über Aufforderung des k. k. Handelsministeriums Mustersendungen österreichischer Produkte, deren Gesamtgewicht 10 Tonnen oder deren Raumgehalt insgesamt 10 Kubikmeter pro Schiff nicht übersteigen darf, auf allen seinen Schiffen kostenfrei zu befördern.

Ad Artikel 8.

Gleichzeitig mit diesem Vertrage treten die genehmigten Tarife in Kraft.

Die Gesellschaft ist zur Anwendung der Tarife und der Bestimmungen des gegenwärtig geltenden Betriebsreglements vom 16. Oktober 1903 in jedem Verkehre verpflichtet, für den sie eine staatliche Leistung in Empfang nimmt.

Für Waren, welche im Tarife nicht enthalten sind und bei Aufnahme neuer Echellen hat die Tariferstellung unter Genehmigung des k. k. Handelsministeriums nach Maßgabe der Tarife für ähnliche Waaren, beziehungsweise Relationen zu erfolgen.

Die Gesellschaft ist verpflichtet, alle von ihr gewährten wie immer gearteten Begünstigungen dem k. k. Handelsministerium halbmonatlich zur Anzeige zu bringen. Auf Frachtermäßigungen oder Begünstigungen jeder Art, welche einem Befrachter gewährt werden, hat auch jeder andere inländische Befrachter Anspruch. Waren dieselben an bestimmte Bedingungen geknüpft und verweigert die Gesellschaft einem anderen Befrachter, welcher dieselben nicht erfüllt, aus diesem Grunde die gleiche Begünstigung, so entscheidet das k. k. Handelsministerium über Anlagen des Befrachters darüber, ob ihm die angesprochene Begünstigung auch ohne Erfüllung der einschränkenden Bedingung gleichwohl zuzuerkennen ist.

Ad Artikel 9. 1907

Innerhalb der zweijährigen Revisionsperiode genehmigte Tarifänderungen gelten nur bis zum Ablaufe der betreffenden Revisionsperiode.

Tarifänderungen sind, sofern sie Erhöhungen enthalten, drei Monate vor dem Inkrafttreten zu publizieren.

Über Einschreiten wegen Tarifänderung wird eine Entscheidung innerhalb 4 Wochen getroffen werden.

Ad Artikel 10.

Der Lloyd verpflichtet sich, insbesondere einen Verbandsdienst von Singapore nach den Sundainseln und nach Siam, sowie von Hongkong oder Shanghai bis Tientsin, eventuell auch von Port Said nach den Häfen der ostafrikanischen Küste bis Kapstadt einzurichten. Ferner wird der Lloyd bemüht sein, die eigenen Verschiffungsbedingungen auch bei den bezüglichen fremden Unternehmungen zu erzielen. Bei Umladungen nach vom Lloyd nicht angelaufenen Häfen hat die Gesellschaft die Frachten und die eventuellen Überschiffungsspesen von den Umschlagplätzen bis an den Bestimmungsort den Befrachtern mit jenem Betrage in Rechnung zu stellen, den sie selbst effektiv auslegt. Der Lloyd hat die Zuschlagsraten unter Angabe der betreffenden Schiffahrtsgesellschaften dem k. k. Handelsministerium bekanntzugeben. Bei Abschluß und Abwicklung des Frachtgeschäftes hat der Lloyd die Interessen der Befrachter mit der Sorgfalt eines ordentlichen Kaufmannes wahrzunehmen und zu vertreten.

Ad Artikel 12.

Der Lloyd wird alle zur Zeit des Inkrafttretens des gegenwärtigen Vertrages bestehenden derlei Abmachungen der k. k. Staatsverwaltung im Sinne der Bestimmungen des Artikels 12 vorlegen.

Ad Artikel 13.

Die an Bord der Schiffe aufgelegten Beschwerdebücher sind mit Seitenzahlen zu versehen und amtlich zu paraphieren. Bei Verabreichung neuer Beschwerdebücher werden die alten eingefordert und zurückgelegt, sobald alle in denselben befindlichen Beschwerden ihre Erledigung gefunden haben. Das Beschwerdebuch wird von dem mit der Aufbewahrung desselben beauftragten Schiffsoffizier den Reisenden auf Verlangen verabfolgt. Die niedergeschriebenen Beschwerden sind von dem Kapitän sogleich gründlich zu untersuchen. Hierauf hat derselbe unter Einreichung der Beschwerde in

1907 beglaubigter Abschrift und der etwaigen Verhandlungen an das Hafenamt, beziehungsweise an das k. u. k. Konsularamt des Ausgangshafens Bericht zu erstatten, damit der Sachverhalt geprüft und die Erledigung der Beschwerde veranlaßt werden kann. In allen für die Reisenden der verschiedenen Klassen bestimmten gemeinsamen Räumen ist durch einen Anschlag ersichtlich zu machen, welcher Schiffsoffizier mit der Aufbewahrung des Beschwerdebuches und der Verabfolgung desselben an die Reisenden beauftragt ist.

Ad Artikel 14.

Die Inkompatibilitätsbestimmung des Artikel 14, Absatz 6, bezieht sich nicht auf Funktionäre, welche während der Dauer des Vertrages vom 12. August 1891 Verwaltungsratsstellen inne hatten.

Ad Artikel 16.

Die Statuten haben die Bestimmung zu enthalten, daß das Aktienkapital des Lloyd, welches dermalen 25,200.000 *K* — zerlegt in 24.000 Aktien à 1.050 *K* — beträgt, in der Weise um 10,800.000 *K*, sohin auf 14,400.000 *K* reduziert werde, daß für je zwei der dermalen im Umlaufe befindlichen Aktien drei neue auf 400 *K* lautende Aktien ausgegeben werden, ferner die Bestimmung, daß das Aktienkapital um 14,400.000 *K* durch Ausgabe von 36.000 neuen Aktien à 400 *K* mit Dividendenberechtigung vom 1. Jänner 1907 ab erhöht werde, so daß das gesamte Aktienkapital aus 28,800.000 *K* — zerlegt in 72.000 Stück Aktien à 400 *K* — bestehen wird.

Ad Artikel 24.

Den Dampfern der im Artikel 1, sub 1, 5 und 9 genannten Linien wird bei Zuweisung von Liegeplätzen in Triest präferente Behandlung zugesichert.

Ad Artikel 26.

Über die längs der österreichischen Küste stattfindenden regelmäßigen Dampfschiffahrten hat die Verwaltung des Lloyd die Fahrordnung (Fahrplan) den Finanz-Landesdirektionen, beziehungsweise Finanzdirektionen, in deren Verwaltungsgebiete die zu berührenden Häfen liegen, schriftlich anzuzeigen und denselben jede Änderung wenigstens acht Tage bevor sie in Wirksamkeit tritt, zur Verständigung der Unterbehörden und Ämter gleichfalls schriftlich anzumelden.

Jene Abgeordneten der leitenden Finanzbehörden und jene Beamten und Angestellten der Wachanstalt, welche mit der Kontrolle des zollamtlichen Verkehres längs der Küste

und der die Abfertigung desselben bewirkenden Zollämter 1907
besonders beauftragt werden und sich darüber gegen den Kapitän des betreffenden Dampfers des Lloyd durch eine von der leitenden Finanzbehörde ausgestellte, den Namen und die Diensteigenschaft des damit beteilten Beamten oder Angestellten angebende Legitimationsurkunde ausweisen, sind befugt, zum Zwecke dienstlicher Revisionen und Nachforschungen die Dampfer des Lloyd auf der in der Legitimationsurkunde bezeichneten Küstenstrecke zu begleiten und die Ausschiffung der Passagiere und Waren zu überwachen.

Die an Bord anwesenden Angestellten des Lloyd, sowie dessen Agenten in den berührten Häfen, sind in solchen Fällen verpflichtet, dem Ersuchen der Finanzorgane um Auskünfte oder Hilfeleistung bereitwillig zu entsprechen.

Inhaber einer Legitimationsurkunde der erwähnten Art müssen innerhalb der in dieser Urkunde bezeichneten Strecke mit dem fahrplanmäßigen Dampfer unentgeltlich befördert werden, und zwar Beamte auf einem Platze I. Klasse, Wachangestellte des Mannschaftsstandes auf einem Platze II. Klasse. Für die Verpflegung haben die betreffenden Organe, wenn diesfalls keine besondere Vereinbarung besteht, den ermäßigten Satz von 3 *K* pro Tag zu entrichten.

Die Räume der in den einzelnen Häfen bestehenden Agentien des Lloyd samt den dazu gehörigen Magazinen sind der gefällsamtlichen Kontrolle im Sinne der einschlägigen Vorschriften unterworfen.

Ad Artikel 30.

Das k. k. Handelsministerium wird die Konventionalstrafen ermäßigen, eventuell von denselben absehen, wenn die Unregelmäßigkeiten durch Warenoperationen entstanden sind, die nachweislich im Interesse des heimischen Exportes oder Importes notwendig waren.

Ad Artikel 35.

Insofern erhebliche finanzielle Mehrbelastungen des Lloyd hieraus resultieren, wird dieser Mehraufwand bis zum behördlich überprüften Selbstkostenpreise seitens der Militärverwaltung vergütet.

Ad Artikel 40.

Die Haftung des Lloyd für die Besorgung der Postgeschäfte durch seine Agenten erstreckt sich hinsichtlich jener Agentien, bei denen der Postdienst durch ein von der k. k. Postverwaltung beigestelltes Fachorgan ausgeübt wird, nicht auf den durch ein Verschulden dieses Organs verursachten

1907 Schaden, es sei denn, daß dieser Schade von dem Lloydagenten durch die Anwendung der pflichtgemäßen Sorgfalt bei Überwachung des Dienstes hätte verhindert werden können.

Ad Artikel 47.

Der Lloyd verpflichtet sich, für eines der beiden Vertragsexemplare die entsprechenden Stempelgebühren zu entrichten; der entfallende Stempelbetrag wird auf 15 Jahresraten derart verteilt, daß der entsprechende Teilbetrag immer von der ersten, auf Rechnung der Subvention zu leistenden Monatsrate eines jeden Jahres in Abzug gebracht werden wird.

Die Empfangsbestätigungen über die dem Österreichischen Lloyd zufolge des Artikels 2 zukommenden Meilengelder und Rückersätze der für die Durchfahrt des Suezkanales bezahlten Gebühren, sowie über die im Sinne der Bestimmungen ad Artikel 3 zu leistenden Vorschüsse sind von der Stempelgebühr befreit.

Das gegenwärtige Protokoll bildet einen integrierenden Bestandteil des Vertrages, auf welchen es sich bezieht und besitzt gleiche Rechtskraft mit demselben.

2809.

23 février 1907.

Loi concernant le réglement du trafic maritime régulier dalmate.

R. G. Bl. 1907, Nr. 43.

Gesetz vom 23. Februar 1907, betreffend die Neuordnung des regulären dalmatinischen Schiffahrtsverkehres.

Mit Zustimmung beider Häuser des Reichsrates finde Ich anzuordnen, wie folgt:

Artikel 1.

Zum Zwecke der Einrichtung, beziehungsweise Ausgestaltung von regelmäßigen, sowohl die beschleunigte Beförderung der Post, der Passagiere und Eilgüter als auch einen tunlichst intensiven Warenverkehr pflegenden Schiffahrtsverbindungen zwischen Triest, beziehungsweise Istrien einerseits und den dalmatinischen, sowie albanesischen Häfen anderseits wird die Regierung ermächtigt, alle diesfalls erforderlichen Vorkehrungen, beziehungsweise Vorbereitungen

im Jahre 1907 zu treffen, damit diese Schiffahrtsbedingungen, 1907
sei es teilweise als Staatsschiffahrt im Anschlusse an die k. k. Staatsbahnen, sei es anderweitig, im Vertragswege spätestens am 1. Jänner 1908 aktiviert werden können.

Zur Bestreitung der einzelnen im Absatz 1 berührten Maßnahmen, soweit deren Durchführung schon während des Jahres 1907 möglich und geboten erscheint, insbesondere zur Anschaffung von Schiffen, wird der Regierung ein Kredit im Betrage von 1·8 Millionen Kronen zur Verfügung gestellt.

Artikel 2.

Die Gesetzesvorlage über die nähere Einrichtung dieser Schiffahrtsverbindungen ist rechtzeitig der verfassungsmäßigen Genehmigung zu unterbreiten.

Artikel 3.

Mit dem Vollzuge dieses Gesetzes, welches mit dem Tage seiner Kundmachung in Wirksamkeit tritt, sind Meine Minister des Handels und der Finanzen und Mein Eisenbahnminister beauftragt.

Wien, am 23. Februar 1907.

Franz Joseph m. p.

Beck m. p. *Korytowski* m. p.
Fořt m. p. *Derschatta* m. p.

2810.

23 février 1907.

Loi concernant l'assistance à prêter à la marine marchande et aux constructions navales.

R. G. Bl. 1907, Nr. 44.

Gesetz vom 23. Februar 1907, betreffend die Unterstützung der Handelsmarine und die Förderung des Schiffbaues.

Mit Zustimmung beider Häuser des Reichsrates finde Ich anzuordnen, wie folgt:

Artikel I.

Seehandelsschiffen, welche ausschließlich die freie Schiffahrt betreiben, wird unter den Bedingungen und Vorschriften dieses Gesetzes seitens des Staates:

a) ein Betriebszuschuß,
b) ein Reisezuschuß,

unter der Voraussetzung gewährt, daß

1907 1. dieselben während der Geltungsdauer des gegenwärtigen Gesetzes im österreichischen Schiffsregister für die weite Fahrt oder die große Küstenfahrt eingetragen sind,

2. sie die Klasse *A*, I. oder II. Kategorie des Schiffsklassifizierungsinstitutes „Veritas" in Triest oder einer anderen heimischen Anstalt von gleichem Werte besitzen und

3. dieselben zu wenigstens zwei Dritteilen Eigentum von Angehörigen der im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder sind. Solchen Staatsangehörigen werden Aktiengesellschaften gleichgeachtet, welche in den genannten Königreichen und Ländern errichtet sind und daselbst ihren Sitz haben, wenn der Verwaltungsrat und ein eventuell vorhandener Aufsichtsrat wenigstens zu zwei Dritteilen aus Angehörigen der im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder besteht. Sollte aber neben dem Verwaltungsrate oder dem Aufsichtsrate ein Vorstand eingesetzt sein, so muß derselbe zur Gänze aus solchen Staatsangehörigen bestehen.

Die mit der Geschäftsführung betrauten leitenden Organe müssen Angehörige der im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder sein.

Artikel II.

Den im Artikel I erwähnten Seehandelsschiffen wird der Betriebszuschuß vorbehaltlich der sich aus Artikel X ergebenden Konsequenzen gewährt, wenn

1. zur Zeit ihrer Eintragung in das österreichische Schiffsregister seit ihrem Stapellaufe nicht mehr als zwei Jahre verflossen sind und

2. dieselben, insofern es sich um Dampfer handelt, die bei der Probefahrt bei halber Ladung eine Geschwindigkeit von mindestens 10 Seemeilen entwickeln.

Artikel III.

Der Betriebszuschuß wird für Seehandelsschiffe von mindestens 400 Bruttotonnen Raumgehalt gewährt, wenn die gesetzlichen Bedingungen erfüllt sind, frühestens vom Tage, an welchem das Schiff die Berechtigung zur Flaggenführung erlangt, bis zum Ablaufe des fünfzehnten Jahres vom Tage des Stapellaufes.

Der Betriebszuschuß wird nach dem Alter des Schiffes berechnet und für die nach dem 1. Jänner 1907 registrierten Schiffe in den ersten drei Jahren nach dem Stapellaufe für jede Tonne des Bruttoraumgehaltes bemessen mit jährlich:

1. 10 *K* für Seehandelsschiffe aus Eisen und Stahl, deren Bau auf inländischen Werften nach dem 1. Juli 1907 vollendet wird.

2. Für alle übrigen Seehandelsschiffe aus Eisen und Stahl: 1907

a) 7 *K*, wenn sie bis Ende 1910 registriert werden;

b) 6 *K*, wenn sie nach dem 31. Dezember 1910 registriert werden.

3. 6 *K* für auf inländischen Werften erbaute Segelschiffe aus Holz oder gemischter Konstruktion.

Diese Beträge werden mit Beginn des vierten Jahres um 5 Prozent und mit Beginn des zehnten Jahres um 10 Prozent derselben jährlich vermindert.

Seehandelsschiffen über 7000 Bruttotonnen Raumgehalt wird der Betriebszuschuß nur in dem Ausmaße wie Seehandelsschiffen von 7000 Bruttotonnen gewährt.

Artikel IV.

Wenn ein Schiff wegen Wiederherstellung nach erlittener Havarie mehr als sechs Monate oder aus einer anderen Ursache mehr als drei Monate ununterbrochen sich in Abrüstung befindet oder handelsuntätig ist, verliert es für den betreffenden Zeitabschnitt den Betriebszuschuß.

Die Zuerkennung der einzelnen Jahresraten des Betriebszuschusses wird nur dann erfolgen, wenn das betreffende Schiff innerhalb des vorausgegangenen Jahres einen einheimischen Hafen mindestens einmal handelstätig angelaufen hat.

Schiffen, welche Fahrten zwischen ausländischen Häfen auf dem Meere oder auf Flüssen im Anschlusse an österreichische Transportanstalten behufs Übernahme, beziehungsweise Zubringung von Gütern im Interesse der österreichischen Produktion unternehmen (Artikel VII, 3. Absatz), kann die Verpflichtung des Anlaufens eines einheimischen Hafens erlassen werden.

Artikel V.

Ein Reisezuschuß wird den im Artikel I bezeichneten Schiffen für Reisen außerhalb der Grenzen der kleinen Küstenfahrt (Gesetz vom 7. Mai 1879, R. G. Bl. Nr. 65, über die Registrierung der Seehandelsschiffe) gewährt, wenn die vom Schiffe beförderte, von einem österreichischen Hafen ausgeführte, beziehungsweise nach einem solchen Hafen bestimmte Warenladung wenigstens einem Dritteile des Nettoraumgehaltes des Schiffes oder einem Raumgehalte von wenigstens 1700 Nettotonnen entspricht und wenn diese Reisen im Interesse des einheimischen Handels und Verkehres und nicht mit Dampfern neben einer von der Staatsverwaltung subventionierten regelmäßigen Linie unternommen werden.

Vorbehaltlich der aus den Bestimmungen des Artikels XIII sich ergebenden Konsequenzen beträgt der Reisezuschuß für je 100 Seemeilen Fahrt pro Tonne des Nettoraumgehaltes 10 *h*.

1907 Wenn es sich um eine im besonderen Interesse der österreichischen Produktion gelegene Förderung einer bestimmten Relation handelt, kann der Handelsminister ausnahmsweise das oben festgesetzte Ausmaß der Ladung bis zu einem Viertel des Nettoraumgehaltes herabsetzen, doch kann dies nicht auf Schiffe, welche Auswanderer befördern, Anwendung finden.

Dampfern über 5000 Tonnen Nettoraumgehalt wird der Reisezuschuß nur in dem Ausmaße wie Dampfern von 5000 Nettotonnen gewährt.

Die Bemessung des Reisezuschusses erfolgt nach der kürzesten maritimen Distanz.

Zwischenhäfen kommen bei der Distanzbemessung nur dann in Anrechnung, wenn in denselben eine von österreichischen Häfen ausgeführte, beziehungsweise nach solchen bestimmte Ladung gelöscht, beziehungsweise geladen wird, welche wenigstens einem Sechsteile des Nettoraumgehaltes des Schiffes entspricht.

Artikel VI.

Die Staatsverwaltung ist ermächtigt, im Verordnungswege für einzelne Artikel (Beschaffenheit der Ladung) oder für einzelne Relationen oder in beiden Beziehungen den Reisezuschuß ganz auszuschließen oder in einem niedereren Ausmaße festzusetzen.

Derartige Verfügungen sind gegebenenfalls spätestens sechs Monate vor ihrem Inkrafttreten, und zwar im Laufe des Monates Jänner kundzumachen, und finden auf Fahrten, welche im Zeitpunkte der Kundmachung in Ausführung begriffen sind, keine Anwendung.

Im Jahre 1907 kann eine solche Verfügung nur im Monate Juni erlassen werden und tritt mit 1. Jänner 1908 in Kraft.

Artikel VII.

Die Staatsverwaltung ist ermächtigt, den Reisezuschuß auch für Fahrten zwischen ausländischen Häfen auf dem Meere oder auf Flüssen zuzuerkennen, die im Anschlusse an österreichische Transportanstalten behufs Übernahme, beziehungsweise Zubringung von Gütern als im Interesse der österreichischen Produktion und der Erweiterung ihrer Beziehungen gelegen erkannt werden.

Desgleichen ist die Staatsverwaltung ermächtigt, ausnahmsweise den Reisezuschuß für Fahrten innerhalb der Grenzen der kleinen Küstenfahrt zu gewähren.

Artikel VIII.

Unternehmungen, welche auf dem Gebiete der im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder den Bau von See-

handelsschiffen gewerbsmäßig betreiben, wird für den Bau 1907
der im Artikel I bezeichneten Seehandelsschiffe, welche in ihren Anlagen nach dem 1. Juli 1907 von Stapel gehen, innerhalb der aus Artikel XI sich ergebenden Grenzen ein einmaliger Bauzuschuß gewährt.

Der Bauzuschuß wird bei Verwendung von mindestens 50 Prozent heimischen Materials gewährt und beträgt:

1. bei Dampfern aus Eisen und Stahl:

a) für den Schiffskörper 40 *K* für jede Bruttotonne,

b) für im Inlande hergestellte neue Schiffsmaschinen, neue Kessel, neue Rohrleitungen und Hilfsmaschinen jeder Art 8 *K* für je 100 *kg*.

2. Bei Segelschiffen aus Eisen und Stahl für den Schiffskörper 14 *K* für jede Bruttotonne.

Für jedes Prozent des über 50% verwendeten heimischen Materials wird die Bauvergütung um 1% ihres Betrages erhöht.

3. Bei Segelschiffen aus Holz oder gemischter Konstruktion für den Schiffskörper 10 *K* für jede Bruttotonne.

Für Segelschiffe, welche Auxiliarmaschinen besitzen, wird neben dem für Segelschiffe normierten Bauzuschuß auch die unter 1, *b)* vorgesehene Vergütung gewährt.

Der Bauzuschuß wird auch bei Verwendung von weniger als 50% inländischen Materials zuerkannt, wenn das benötigte Material erwiesenermaßen in den im Reichsrate vertretenen Königreichen und Ländern nicht in genügender Quantität oder nicht den für die Verwendung aufgestellten Bedingungen gemäß oder nur zu einem unverhältnismäßig späten Termine oder nur zu einem Preise, inklusive Transportkosten, beschafft werden kann, welcher den Auslandspreis, inklusive Transportkosten, übersteigt; jedoch wird in diesem Falle für jedes Prozent, um welches die Verwendung heimischen Materials unter 50% sinkt, die Bauvergütung um je ½% ihres Betrages vermindert.

Die in diesem Artikel genannten Prozente sind stets vom Werte zu verstehen und sind dieselben nach Schiffskörper (1, *a*) und Schiffsmaschinen (1, *b*) gesondert zu berechnen.

Die beabsichtigte Inanspruchnahme des Bauzuschusses ist bei der Baulegung des betreffenden Schiffes von der Unternehmung, welche den Bau ausführt, bei der k. k. Seebehörde behufs Ausübung der im Artikel XVIII vorgesehenen besonderen Kontrolle anzumelden.

Die Bestimmung im Punkte 1, *b)* ist sinngemäß anwendbar für den Fall der Auswechslung der dort angeführten Schiffsausrüstungen.

Für die zur Zeit der Inkraftsetzung dieses Gesetzes im Bau befindlichen Schiffe, Maschinen und Kessel werden die in diesem Gesetze normierten Bauzuschüsse nicht gewährt.

1907

Artikel IX.

Die im österreichischen Schiffsregister eingetragenen Seehandelsschiffe sind auf die Geltungsdauer dieses Gesetzes von der Entrichtung der Erwerbsteuer befreit.

Ferner wird den während der Geltungsdauer dieses Gesetzes auf inländischen Werften neuerbauten Seehandelsschiffen auf die Dauer von zehn Jahren, vom Tage der Ausfertigung des Registerbriefes des betreffenden Schiffes gerechnet, die Befreiung von der Erwerbsteuer gewährt.

Befinden sich steuerfreie und steuerpflichtige Schiffe im Besitze eines und desselben Unternehmers, so hat die Veranlagung der allgemeinen Erwerbsteuer nach der mittleren Ertragsfähigkeit nur der steuerpflichtigen Schiffe zu erfolgen. Bei Veranlagung der Erwerbsteuer der der öffentlichen Rechnungslegung unterworfenen Unternehmungen hingegen ist der aus der Verwendung der steuerfreien Schiffe (nach Abrechnung der auf diese Schiffe entfallenden Quote der gemeinsamen Auslagen) erzielte Reinertrag aus der Besteuerungsgrundlage auszuscheiden; ist jedoch diese unmittelbare Ermittlung des Reinertrages nicht möglich, so ist derselbe aus dem Gesamtreinertrage im Verhältnisse der von den steuerfreien zu den von allen Schiffen zurückgelegten Tonnenmeilen zu berechnen und mit diesem Betrage aus der Besteuerungsgrundlage auszuscheiden.

Die vorstehenden Bestimmungen dieses Artikels finden auf Schiffe, welche einem von der Staatsverwaltung auf Grund spezieller Gesetze subventionierten Unternehmer gehören, keine Anwendung.

Gesellschaftsverträge, betreffend die Umwandlung von Schiffahrtsgesellschaften in Aktiengesellschaften, deren Statuten den Voraussetzungen des Artikels I, Z. 3, entsprechen, sind stempel- und gebührenfrei, sofern die umzuwandelnde Gesellschaft am 1. Jänner 1907 bereits bestand. Bei Zutreffen der vorstehenden Voraussetzungen wird auch für die sonstige Ausgabe von Aktien zum Zwecke der Einlösung von Schiffen einer nicht als Aktiengesellschaft bestehenden Schiffahrtsgesellschaft die Stempel- und Gebührenfreiheit eingeräumt.

Artikel X.

Der durch das gegenwärtige Gesetz für die nach dem 1. Jänner 1907 registrierten Seehandelsschiffe normierte Betriebszuschuß wird für je 18.000 Bruttotonnen, darunter höchstens 3000 Bruttotonnen Segelschiffe, für jedes Jahr, somit während der Geltungsdauer dieses Gesetzes für insgesamt 180.000 Bruttotonnen, darunter höchstens 30.000 Bruttotonnen Segelschiffe, gewährt werden.

Wenn in einem Jahre das Jahreskontingent von 18.000 1907
Bruttotonnen nicht erreicht wird, so ist der Rest auf das folgende Jahr vorzutragen.

Seehandelsschiffe ausländischer Konstruktion können zum Genusse des Betriebszuschusses nur insofern zugelassen werden, als die für dieses Jahr zur Verfügung stehende Tonnenanzahl durch Schiffe einheimischer Konstruktion nicht erschöpft ist.

Seehandelsschiffen, welche als Ersatz begünstigter Schiffe von deren Eigentümern neu in den Dienst gestellt werden, wird, falls in dem Zeitpunkte, in welchem sie die Berechtigung zur Flaggenführung erlangen, die für das betreffende Jahr zur Verfügung stehende Tonnenzahl bereits erschöpft ist, unter den Bedingungen und Vorschriften dieses Gesetzes der Betriebszuschuß gewährt, jedoch nur nach Maßgabe der Höhe und der Dauer des Betriebszuschusses der ausgeschiedenen begünstigten Schiffe.

Artikel XI.

Der im Artikel VIII normierte einmalige Bauzuschuß wird für insgesamt 270.000 Bruttotonnen gewährt. In einem Jahre wird der Bauzuschuß für höchstens 25.000 Bruttotonnen flüssig zu machen sein.

Artikel XII.

Die auf Grund dieses Gesetzes für die Unterstützung der Handelsmarine jahrweise zu verwendenden Beträge sind im Staatsvoranschlage nach Betriebszuschuß und Reisezuschuß gesondert anzusprechen. Der hierauf zu verwendende Gesamtbetrag, einschließlich der auf Grund des Gesetzes vom 27. Dezember 1893, R. G. Bl. Nr. 189, noch aushaftenden Betriebszuschüsse darf für das

Jahr	1907	den	Betrag	von	4·2	Millionen Kronen
„	1908	„	„	„	4·4	„ „
„	1909	„	„	„	4·7	„ „
„	1910	„	„	„	5·0	„ „
„	1911	„	„	„	5·3	„ „

und vom Jahre 1912 ab während der Geltungsdauer dieses Gesetzes jährlich den Betrag von 5·6 Millionen Kronen nicht überschreiten.

Die für den Bauzuschuß erforderlichen Beträge sind alljährlich im Staatsvoranschlage innerhalb der aus Artikel XI sich ergebenden Grenzen anzusprechen.

Artikel XIII.

Die Zuerkennung des Anspruches auf den Betriebszuschuß erfolgt innerhalb der im Artikel X gezogenen Grenzen

1907 und vorbehaltlich der aus dem dritten Absatze des Artikels X sich ergebenden Konsequenzen nach der Reihenfolge der diesbezüglichen mit dem Nachweise über die erfüllten gesetzlichen Bedingungen bei der k. k. Seebehörde eingebrachten Gesuche.

Ist einem Schiffe der Anspruch auf den Betriebszuschuß zuerkannt worden, so erfolgt die Flüssigmachung der einzelnen Jahresquoten desselben über jedesmaliges spezielles, mit dem Nachweise über den Fortbestand der gesetzlichen Bedingungen belegtes, bei der k. k. Seebehörde eingebrachtes Gesuch am Schlusse jedes einzelnen Jahres, vom Tage des Stapellaufes an gerechnet. Wird die Flüssigmachung der einzelnen Jahresquote nicht binnen einem Jahre, von diesem Termine an gerechnet, mit einem entsprechend belegten Gesuche angefordert, so erlischt der Anspruch auf diese Jahresquote.

Der Reisezuschuß nach Artikel V, VI und VII ist innerhalb dreier Monate nach Vollendung der betreffenden Reise unter Nachweis der erfüllten gesetzlichen Bedingungen bei der k. k. Seebehörde anzusprechen.

Gesuche, welche nach Ablauf der vorgeschriebenen Frist, jedoch nicht später als innerhalb eines Jahres nach Vollendung der Reise eingebracht werden, finden nur dann Berücksichtigung, wenn die Verzögerung keinem Verschulden auf Seite der ansprechenden Partei zuzuschreiben ist.

Die Flüssigmachung der bis längstens 31. Dezember angesprochenen Reisezuschüsse erfolgt nach Prüfung der bezüglichen Gesuche bis längstens 31. Jänner des folgenden Jahres.

Sollte die Summe dieser Reisezuschüsse den hierfür zur Verfügung stehenden Betrag übersteigen, so ist nach Maßgabe der verfügbaren Summe eine proportionelle Herabminderung der Reisezuschüsse vorzunehmen.

Dieser Betrag wird in der Weise ermittelt, daß von dem im Sinne des Artikels XII für das betreffende Jahr normierten Gesamtbetrage der für dieses Jahr präliminierte Betriebszuschuß abgezogen wird.

Die Flüssigmachung des Bauzuschusses erfolgt innerhalb der aus Artikel XI sich ergebenden Grenzen nach Fertigstellung der Ausrüstung des betreffenden Schiffes nach der Reihenfolge der mit dem Nachweise über die erfüllten gesetzlichen Bedingungen bei der k. k. Seebehörde eingebrachten Gesuche um Flüssigmachung.

Der Bauzuschuß muß binnen einem Jahre nach Fertigstellung der Ausrüstung des betreffenden Schiffes mit einem entsprechend belegten Gesuche angefordert werden, widrigenfalls die Anspruchsberechtigung erlischt.

Artikel XIV. 1907

Von den durch dieses Gesetz gewährten Betriebs- und Reisezuschüssen sind 5% in Abzug zu bringen.

Insolange hierüber keine anderweitige gesetzliche Verfügung getroffen wird, fließen die in Abzug gebrachten Beträge je nach dem Heimatshafen des betreffenden Schiffes dem österreichisch-illyrischen oder dalmatinischen Marineunterstützungsfonds zu.

Artikel XV.

Schiffe, welche im Genusse des Betriebszuschusses stehen, können, wenn sie im Auslande erbaut worden sind, vor Ablauf von fünf Jahren und, wenn sie im Inlande erbaut worden sind, vor Ablauf von vier Jahren nach Zuerkennung des Betriebszuschusses nur über besondere Bewilligung des Handelsministers an das Ausland oder eine Schiffahrtsunternehmung, die von der Staatsverwaltung auf Grund spezieller Gesetze subventioniert ist, übergehen.

Die Bewilligung darf nicht erteilt werden für Verkäufe an eine gesetzlich subventionierte Schiffahrtsunternehmung, welche in irgend einer Weise aus Staatsmitteln eine Bauunterstützung genießt.

Die im ersten Absatz vorgesehene Bewilligung wird nur dann erteilt werden, wenn vorher der ganze für diese Schiffe als Betriebszuschuß auf Grund des Artikels III bezogene Betrag der Staatsverwaltung zurückgestellt sein wird.

Reeder, welche eine derartige Schiffsveräußerung ohne Bewilligung des Handelsministers vornehmen, haften der Staatsverwaltung für die Rückerstattung der vollen für dieses Schiff als Betriebszuschuß auf Grund des Artikels III bezogenen Beträge, und zwar mehrere Miteigentümer des veräußerten Schiffes zur ungeteilten Hand. Außerdem können Reeder, welche eine derartige Veräußerung vorgenommen haben, für die Zukunft des Rechtes verlustig erklärt werden, für in ihrem Eigentume stehende Schiffe den Betriebszuschuß zu erlangen.

Schiffe, welche durch Veräußerung nach dem Auslande den Betriebszuschuß verloren haben, können, wenn sie auch neuerdings im Inlande registriert werden, denselben nicht wieder erwerben und haben auch keinen Anspruch auf die Steuerbefreiung.

Artikel XVI.

Unternehmungen, welche die Bestimmungen über den Bauzuschuß zu dem Zwecke ausnützen, um bei den bezüglichen Schiffsverkäufen einen unverhältnismäßig höheren Gewinn zu erzielen, als dies bei Schiffen der Fall ist, für welche die

1907 ebengenannten Begünstigungen nicht bestehen, können für die Dauer eines oder mehrerer Jahre seitens der Staatsverwaltung der Begünstigungen des Artikels VIII verlustig erklärt werden.

Ebenso kann dies im Falle geschehen, als innerhalb eines Jahres nach dem Stapellaufe ein den Bauzuschuß genießendes Schiff von dem Werftunternehmen oder mit dessen offener oder versteckter Beteiligung an das Ausland verkauft wird.

Artikel XVII.

Reeder, deren Schiffe im Genusse eines Betriebszuschusses stehen, sind verpflichtet, diese Schiffe der Staatsverwaltung im Kriegs- oder Mobilisierungfalle über Anforderung gegen entsprechende Vergütung zur Verfügung zu stellen.

Schiffe, welche im Genusse des Betriebszuschusses stehen, dann solche, welche eine Reise unternehmen, für welche der Reisezuschuß anzusprechen beabsichtigt wird, sind verpflichtet, über Aufforderung der k. k. Seebehörde über die vorgeschriebene Anzahl von Schiffsjungen hinaus einen Seemann, welcher die nautische Schule absolviert hat und, wenn sie einen Raumgehalt von mindestens 600 Tonnen brutto haben, zwei solche Seeleute als Kadetten anzuheuern, dann eine angemessene Zahl von Merkantilleutnanten, welche ihre Einschiffung behufs Erlangung der Rangeigenschaft zum Kapitän ableisten wollen, sowie eine angemessene Zahl von Maschineneleven gegen Ersatz der Verpflegskosten über den normalen Mannschaftsstand hinaus an Bord zu nehmen und ihrer Qualifikation entsprechend dienstlich zu verwenden.

Artikel XVIII.

Schiffe, auf welche die Bestimmungen dieses Gesetzes Anwendung finden, unterliegen einer besonderen Kontrolle der Seebehörde.

Artikel XIX.

Die Bestimmungen zur Ausführung dieses Gesetzes werden im Verordnungswege erlassen.

Artikel XX.

Das gegenwärtige Gesetz tritt mit 1. Februar 1907 in Wirksamkeit und bleibt bezüglich der Bestimmungen, betreffend den Bauzuschuß, bis zur Erschöpfung der im Artikel XI normierten Gesamttonnenzahl, im übrigen bis zum 31. Dezember 1916 in Kraft.

Die auf Grund dieses Gesetzes erworbenen Ansprüche bleiben auch nach Ablauf der Geltungsdauer desselben in Kraft.

Artikel XXI. 1907

Die in der Zeit bis 31. Dezember 1906 auf Grund des Gesetzes vom 27. Dezember 1893, R. G. Bl. Nr. 189, erworbenen Ansprüche auf den Betriebszuschuß bleiben nach Maßgabe des erwähnten Gesetzes aufrecht.

Für die zur Zeit des Inkrafttretens des gegenwärtigen Gesetzes in der Ausführung begriffenen Reisen gebührt der Reisezuschuß nach Maßgabe der Bestimmungen des Gesetzes vom 27. Dezember 1893, R. G. Bl. Nr. 189.

Diese Reisezuschüsse, ferner alle anderen auf Grund der Bestimmungen des Gesetzes vom 27. Dezember 1893, R. G. Bl. Nr. 189, entstandenen, aber etwa noch nicht befriedigten Ansprüche auf den Reisezuschuß, endlich alle noch nicht befriedigten Ansprüche auf Betriebszuschußquoten für die Betriebszeit vor dem 1. Jänner 1907 sind außerhalb der im Artikel XII des gegenwärtigen Gesetzes normierten Gesamtbeträge zu begleichen.

Artikel XXII.

Mit dem Vollzuge dieses Gesetzes sind Mein Handelsminister und Mein Finanzminister beauftragt.

Wien, am 23. Februar 1907.

Franz Joseph m. p.

Beck m. p. *Korytowski* m. p. *Fořt* m. p.

2811.

23 février 1907.

Loi sur le réglement provisoire du trafic maritime avec le Brésil.

R. G. Bl. 1907, Nr. 46.

Gesetz vom 23. Februar 1907, betreffend die provisorische Regelung des brasilianischen Schiffahrtsverkehres.

Mit Zustimmung beider Häuser des Reichsrates finde Ich anzuordnen, wie folgt:

§ 1.

In Ergänzung des Artikels II des Gesetzes vom 28. Dezember 1906, R. G. Bl. Nr. 260, womit die Regierung ermächtigt wurde, den mit dem Gesetze vom 25. Juni 1891, R. G. Bl. Nr. 106, genehmigten Schiffahrts- und Postvertrag zwischen der k. k. Staatsverwaltung und der Dampfschiffahrtsgesellschaft des Österreichischen Lloyd, insoweit sich dessen Bestimmungen auf den Verkehr mit Brasilien beziehen, auf

1907 eine Zeitdauer bis zum Zustandekommen einer definitiven Regelung des bezeichneten Verkehrs, längstens aber bis zum 31. Dezember 1907 aufrecht zu erhalten, wird die Regierung ermächtigt, das im Entwurfe beiliegende Übereinkommen, betreffend die provisorische Versehung des brasilianischen Schiffahrtsverkehrs, mit der bezeichneten Gesellschaft abzuschließen.

§ 2.

Mit dem Vollzuge dieses Gesetzes, welches mit dem Tage der Kundmachung in Wirksamkeit tritt, sind Meine Minister des Handels und der Finanzen beauftragt.

Wien, am 23. Februar 1907.

Franz Joseph m. p.

Beck m. p. *Korytowski* m. p. *Fořt* m. p.

Übereinkommen vom 1907, zwischen der k. k. Staatsverwaltung und der Dampfschiffahrtsgesellschaft des Österreichischen Lloyd, betreffend die provisorische Versehung des brasilianischen Schiffahrtsverkehres.

Artikel I.

Die Dampfschiffahrtsgesellschaft des Österreichischen Lloyd verpflichtet sich, im Jahre 1907 die nachstehend bezeichneten Fahrten unter den im folgenden festgesetzten Bedingungen zu unterhalten.

Artikel II.

Der Lloyd wird neun Fahrten von Triest nach Santos und zurück und über Aufforderung der k. k. Staatsverwaltung, falls es das Verkehrsbedürfnis erheischt, noch weitere drei derartige Fahrten, jede Fahrt zu 12.504 Seemeilen, mit mindestens neun Seemeilen Geschwindigkeit ausführen.

Der Lloyd wird ferner sechs der im vorstehenden Absatze bezeichneten neun, beziehungsweise zwölf Fahrten von Triest nach Santos bis Buenos Aires über Aufforderung der k. k. Staatsverwaltung, falls es das Verkehrsbedürfnis erheischt, ausdehnen.

Die bezügliche Aufforderung kann nur zu Beginn eines jeden Halbjahres an den Lloyd gerichtet werden.

Artikel III.

Die Vergütung für die vertragsmäßige Ausführung der obangeführten Fahrten beträgt unterschiedslos 4 *K* pro See-

meile, wobei die eventuell zu befahrende Teilstrecke Santos— 1907
Buenos Aires und zurück mit 1974 Seemeilen in Rechnung gestellt wird.

Sollten jedoch die in einem Jahre auf der Linie Triest—Santos erzielten Bruttoeinnahmen durchschnittlich pro Fahrt den analogen Betrag überschreiten, der im Durchschnitte der letzten fünf Jahre auf dieser Linie pro Fahrt vereinnahmt wurde, so reduziert sich das vorangeführte Meilengeld für alle Fahrten des betreffenden Jahres, einschließlich der eventuellen Fahrten von Santos nach Buenos Aires und zurück, auf *K* 3·40 pro Seemeile.

Artikel IV.

Auf die durch dieses Übereinkommen geregelten Fahrten finden in allen übrigen Beziehungen die Bestimmungen des vom Jahre 1907 an geltenden neuen Schiffahrts- und Postvertrages zwischen der k. k. Staatsverwaltung und der Dampfschiffahrtsgesellschaft des Österreichischen Lloyd sinngemäße Anwendung.

Artikel V.

Der Lloyd erklärt sich bereit, das gegenwärtige Übereinkommen unverändert auch für das Jahr 1908 in Geltung zu belassen, wenn bis 1. November 1907 nicht eine definitive Regelung des Schiffahrtsverkehrs nach Brasilien im legislativen Wege erfolgt sein sollte.

Urkund dessen sind zwei gleichlautende Exemplare dieses Übereinkommens ausgefertigt und mit den erforderlichen Unterschriften und Siegeln versehen worden.

2812.

22 février 1907.

Ordonnance ministérielle concernant la modification de quelques dispositions du commentaire au tarif douanier.

R. G. Bl. 1907, Nr. 53.

Verordnung der Ministerien der Finanzen, des Handels und des Ackerbaues vom 22. Februar 1907, betreffend die Abänderung einiger Bestimmungen der Erläuterungen zum Zolltarife vom 13. Februar 1906.

Die nachfolgenden Bestimmungen der auf Grund des Artikels V des Zolltarifgesetzes vom 13. Februar 1906, R. G. Bl. Nr. 20, mit Kundmachung vom 13. Juni 1906, R. G. Bl.

1907 Nr. 115, hinausgegebenen Erläuterungen zum Zolltarife werden in folgender Weise ergänzt, beziehungsweise abgeändert:

Alinea 5 der Bemerkungen zu Nr. 163 hat zu lauten wie folgt:

Wird bei der zollamtlichen Untersuchung von zum vertragsmäßigen Zollsatze von 4·25 *K* pro 100 *kg* erklärten, zum Gebrauche in der Textildruckerei und -färberei hergerichteten, natürlichen, flüssigen Farbstoffextrakten die Zutat eines Beizmittels konstatiert, so sind derlei Farbstoffextrakte nur dann nach 163 *a* abzufertigen, wenn der Aschengehalt, bezogen auf die Trockensubstanz, nicht mehr als 10% beträgt; Farbstoffextrakte mit einem größeren Aschengehalte sind nach Nr. 626 zu verzollen. In Zweifelsfällen sind der Sendung Muster amtlich zu entnehmen und zur Untersuchung an die k. k. landwirtschaftlich-chemische Versuchsstation in Wien einzusenden. Bis zum Eintreffen des diesfälligen Befundes kann die Abfertigung solcher Extrakte nur gegen Sicherstellung des Zolles nach dem Satze der Nr. 626 stattfinden.

Alinea 1 der Bemerkungen zur Anmerkung nach Nr. 206 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

Unter Garbenbindern dieser Anmerkung werden die für Mähmaschinen, Strohpressen u. dgl. in Verwendung kommenden groben, einfachen oder gezwirnten, meist nur locker gedrehten (auch gefärbten, geteerten u. dgl.) Garne in Knäueln im Stückgewichte von mindestens 1 *kg* oder auf Haspeln verstanden.

Am Schlusse der Bemerkungen zu Nr. 254 ist folgende Verweisung aufzunehmen:

Wegen Seidenbiesen mit Baumwollseele siehe allgemeine Bemerkungen zu Nr. 255—260.

In die allgemeinen Bemerkungen zu den Nrn. 255—260 ist folgendes neues drittes Alinea aufzunehmen:

Seidenbiesen (Gimpen, Gorl, Schnüre u. dgl.) mit Baumwollseele, in der Stärke unter 3 *mm* gehören zu Nr. 254.

Am Schlusse der Bemerkung 5, Alinea 15 zu Nr. 299 ist die Verweisung aufzunehmen:

Stickereischablonen s. auch Alinea 10 der Bemerkungen zu Nr. 647.

In Bemerkung 3, Alinea 2, zweite Zeile der allgemeinen Bemerkungen zu den Nrn. 375—377 sind die Worte:

oder mit farbigem Glas überfangen

zu streichen.

Bei Nr. 506 sind in der Bemerkung 2, Alinea 1, vorletzte Zeile, die Worte:

als fein bearbeitete Waren nach Nr. 517 *b*

zu streichen und dafür die Worte:

als n. b. b. fein bearbeitete Metallwaren nach den Nrn. 514—520 einzusetzen.

In der allgemeinen Bemerkung 13 zur Klasse XL, Alinea 1, ist in der Klammer nach dem Worte „Tabelle" die Nr. „II" zu streichen.

Nach Alinea 3 dieser Bemerkung ist folgendes neues Alinea einzuschalten:

Kann die tarifarische Zugehörigkeit einer Maschine auf Grund dieser Behelfe seitens des Zollamtes nicht in zweifelloser Weise bestimmt werden, so hat die Verzollung nach dem in Betracht kommenden höheren Zollsatze, respektive unter Sicherstellung der Differenz zwischen dem beanspruchten und dem in Betracht kommenden höheren Zollsatze zu erfolgen. 1907

Alinea 7 derselben Bemerkung hat folgendermaßen zu lauten:

Als Maschinen für einen bestimmten Verwendungszweck sind anzusehen: Lokomobile zu landwirtschaftlichen Zwecken (Nr. 527), Textilmaschinen der Nr. 531 — mit Ausnahme der Zeugdruckroleaux-, Stick- und Kratzensetzmaschinen — ferner der Nrn. 532, 534 *a* 1, *b* und *c*, Baumwollwalzenrauhmaschinen, die eigentliche Papiermaschine mit dem Trockenapparat, Walzenstühle (Anmerkung 1, 2 und 3 zu Nr. 538).

An Stelle der Alinea 8 dieser Bemerkung tritt folgende Bestimmung:

Die Zollsätze der Nr. 531, 532 und 534 *a* 1, *b* und *c* für die obengenannten Textilmaschinen, beziehungsweise die vertragsmäßigen Zollsätze für die anderen genannten Maschinen, sowie für Bestandteile, deren Zugehörigkeit zu denselben nachgewiesen erscheint, sind im allgemeinen nur beim Bezuge durch Industrielle oder Landwirte, welche sie benötigen, anwendbar.

In Alinea 11 derselben Bemerkung sind die Worte:

I. und II.

zu streichen.

In Alinea 15 derselben Bemerkung ist statt

Tabellen

zu setzen:

Tabelle

In Alinea 20 ist nach dem Worte „Tabelle" die Ziffer „I" zu streichen.

In Alinea 22 ist statt der Worte:

in Tabelle I genannten

einzusetzen:

gegen Bestätigung definitiv zu beziehenden

In Alinea 25 ist nach dem Worte „Tabelle" die Ziffer „II" zu streichen.

Die Tabellen I und II zur 13. allgemeinen Bemerkung sind zu streichen und durch die zuliegende Tabelle zu ersetzen.

In Bemerkung 2 zu Nr. 529 sind in der drittletzten Zeile die Worte

der Nachweis erbracht wird

zu streichen und an deren Stelle die folgenden Worte zu setzen:

auf Grund gelieferter Nachweise zweifellos erkannt wird,

Bemerkung 4, Alinea 2 zu Nr. 529 ist zu streichen.

In der allgemeinen Bemerkung 2, Alinea 3 zu den Nrn. 531—533 ist in der vorletzten Zeile statt „2. bis 12." zu setzen „2. bis 13."

1907 Am Schlusse der Bemerkungen zu Nr. 534 ist folgende Verweisung aufzunehmen:

Über die Bezugsmodalitäten bei Maschinen dieser Nr. im allgemeinen s. die 13. der allgemeinen Bemerkungen zu Klasse XL.

Am Schlusse der Bemerkung 1 zu Nr. 546 ist folgender Satz anzufügen:

Als blechartige Hülle sind Metallüberzüge in der Stärke von mehr als 0·2 *mm* anzusehen.

Alinea 10 der Bemerkungen zu Nr. 647 ist durch nachstehende Bestimmung zu ergänzen:

Mittels Kopierverfahrens vorgezeichnete Unterlagen aus Papier zur Ausführung von Stickereien, auch Spachtelstickereien, Bandnähereien, dgl. Arbeiten, die in der Regel gleichzeitig mit dem erforderlichen Stickmateriale eingehen, gehören gleichfallls zu dieser Nummer.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Korytowski m. p. *Auersperg* m. p. *Fořt* m. p.

2813.

14. février 1907.

Publication ministérielle concernant la liste des voies ferrées faisant partie de la convention internationale sur le transport par chemins de fer du 14 octobre 1890.

R. G. Bl. 1907, Nr. 54.

Kundmachung des Eisenbahnministeriums vom 14. Februar 1907, betreffend die Liste der Eisenbahnstrecken, auf welche das internationale Übereinkommen über den Eisenbahnfrachtverkehr vom 14. Oktober 1890, R. G. Bl. Nr. 186 ex 1892, Anwendung findet.

Die Liste der Eisenbahnstrecken, auf welche das internationale Übereinkommen über den Eisenbahnfrachtverkehr vom 14. Oktober 1890, R. G. Bl. Nr. 186 ex 1892, Anwendung findet, hat unter Berücksichtigung der seit der Kundmachung vom 18. März 1906, R. G. Bl. Nr. 74, erfolgten Änderungen und Ergänzungen zu lauten, wie folgt:

Liste der Eisenbahnstrecken, auf welche das internationale Übereinkommen über den Eisenbahnfrachtverkehr Anwendung findet.

Österreich-Ungarn (nebst Bosnien-Hercegovina).

I. Im Reichsrate vertretene Königreiche und Länder. (Einschließlich Liechtenstein.)

A. Sämtliche Linien, welche durch die nachbenannten Bahnverwaltungen und Gesellschaften mit dem Sitze in Österreich oder in Ungarn betrieben werden.

1. K. k. österreichische Staatsbahnen, mit Einschluß der 1907
auf fürstlich Liechtensteinschem Gebiete gelegenen Strecke der Linie Feldkirch—Buchs;

dagegen mit Ausschluß:

a) folgender dalmatinischen Linien der k. k. österreichischen Staatsbahnen:

α) Spalato—Siverič—Knin,

β) Perkovič-Slivno—Sebenico,

γ) Spalato—Sinj;

b) der schmalspurigen Lokalbahn Unzmarkt—Mauterndorf (Murtalbahn).

2. Lokalbahn Aujezd-Luhatschowitz—Luhatschowitz.

3. Aussig—Teplitzer Eisenbahn.

4. Böhmische Kommerzialbahnen.

5. Böhmische Nordbahn.

6. Lokalbahn Brünn—Lösch.

7. Buschtěhrader Eisenbahn.

8. Friedländer Bezirksbahnen, bestehend aus den Lokalbahnen:

Friedland—Reichsgrenze nächst Hermsdorf;

Friedland—Reichsgrenze nächst Heinersdorf (Strecke bis Heinersdorf a. T.) und

Raspenau—Weißbach.

9. Gablonzer elektrische Bahnen.

10. Kaschau—Oderberger Bahn (auf österreichischem Gebiete betriebene Linien).

11. Mährisch-Schlesische Lokalbahn-Aktiengesellschaft (Lokalbahn Hruschau—Polnisch-Ostrau).

12. Neutitscheiner Lokalbahn.

13. Niederösterreichische Landesbahnen, bestehend aus den Linien: Gänserndorf—Mistelbach; Gmünd—Litschau—Heidenreichstein und Gmünd—Groß-Gerungs; Korneuburg—Hohenau und St. Pölten—Mariazell nebst Abzweigung Obergrafendorf—Ruprechtshofen.

14. Österreichische Nordwestbahn.

15. Österreichisch-ungarische Staatseisenbahn-Gesellschaft.

16. Přivoz-Mährisch-Ostrau—Witkowitzer Lokalbahn.

17. Salzburger Eisenbahn- und Tramway-Gesellschaft.

18. Salzkammergut-Lokalbahn.

19. Steyrtalbahn.

20. Südbahn-Gesellschaft (auf österreichischem Gebiete betriebene Linien) mit Ausschluß der Lokalbahnen:

c) Grobelno—Rohitscher (Rohitscher Lokalbahn),

d) Kapfenberg—Seebach—Au,

e) Kühnsdorf—Eisenkappel,

f) Mödling—Hinterbrühl nächst Wien (mit elektrischem Betriebe),

1907 *g)* Pöltschach—Gonobitz,
h) Preding-Wieselsdorf—Stainz,
i) Überetscherbahn (Lokalbahn Bozen—Kaltern) und die elektrisch betriebene Kleinbahn Kaltern—Mendel (Mendelbahn).

21. Süd-Norddeutsche Verbindungsbahn.

22. Stauding—Stramberger Lokalbahn.

23. Eisenbahn Wien—Aspang mit Ausschluß:

k) der Zahnradstrecke Puchberg — Hochschneeberg der Schneebergbahn.

24. Die von den Königlich ungarischen Staatseisenbahnen betriebenen Strecken der k. k. österreichischen Staatsbahnen von Lawoczne bis zur ungarischen Landesgrenze, von Fehring bis zur ungarischen Landesgrenze und von Sianki bis zur ungarischen Landesgrenze, sowie der österreichisch-ungarischen Staatseisenbahn-Gesellschaft von Marchegg bis zur ungarischen Landesgrenze, endlich die von der Györ—Sopron—Ebenfurter Eisenbahn-Gesellschaft [1]) betriebene Strecke der im Betriebe der Südbahn-Gesellschaft stehenden Wien—Pottendorf—Wiener-Neustädter Bahn von Ebenfurt bis zur ungarischen Landesgrenze.

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden.

I. Italienischer Verwaltungen.

Die durch die Generaldirektion der italienischen Staatsbahnen betriebenen Strecken von der italienisch-österreichischen Grenze:

25. bei Cormons bis Cormons.

26. bei Pontebba bis Pontafel in der Richtung aus Italien.

27. bei Peri bis Ala.

Die durch die italienische Eisenbahn-Gesellschaft „Società Veneta per costruzione ed esercizio di ferrovie secondarie italiane" betriebene Strecke von der italienisch-österreichischen Grenze:

28. bei Cervignano bis Cervignano.

II. Deutscher Verwaltungen.

Die durch die Königlich bayrischen Staatseisenbahnen betriebenen Strecken von der deutsch-österreichischen Grenze:

29. bei Kiefersfelden bis Kufstein.

30. bei Salzburg bis Salzburg.

31. bei Waldsassen bis Eger.

Anmerkung. [1]) Raab—Ödenburg—Ebenfurter Eisenbahn-Gesellschaft.

32. bei Schirnding bis Eger. 1907
33. bei Asch bis Eger.

Die durch die Königlich sächsischen Staatseisenbahnen betriebenen Strecken von der deutsch-österreichischen Grenze:

34. bei Brambach bis Eger.
35. bei Bärenstein bis Weipert.
36. bei Markersdorf bis Hermsdorf i. B.
37. bei Moldau bis Moldau.
38. bei Schöna bis Bodenbach.
39. bei Schöna bis Tetschen.
40. bei Neusalza-Spremberg bis zur österreichisch-deutschen Grenze bei Taubenheim.
41. bei Alt- und Neu-Gersdorf bis zur österreichisch-deutschen Grenze bei Ebersbach.
42. bei Seifhennersdorf bis Warnsdorf.
43. bei Groß-Schönau bis Warnsdorf.
44. bei Zittau bis Reichenberg.

Die durch die Königlich preußischen Staatseisenbahnen betriebenen Strecken von der deutsch-österreichischen Grenze:

45. bei Heinersdorf a. T. bis Heinersdorf a. T.
46. bei Grünthal bis Grünthal.
47. bei Neusorge bis Halbstadt.
48. bei Jägerndorf bis Jägerndorf.
49. bei Troppau bis Troppau.
50. bei Oderberg bis Oderberg.
51. bei Goczallowitz bis Dzieditz.
52. bei Neuberun bis Oświecim.

III. Russischer Verwaltungen.

Die durch die Verwaltung der Russischen Süd-West-Bahnen in der Richtung aus Rußland betriebenen Strecken von der russisch-österreichischen Grenze:

53. bei Radziwiłów bis Brody.
54. bei Wołoczysk bis Podwołoczyska.
55. bis Österreichisch-Nowosielitza.

IV. Rumänischer Verwaltungen.

Die durch die Königlich rumänischen Staatseisenbahnen in der Richtung aus Rumänien betriebene Strecke von der rumänisch-österreichischen Grenze:

56. bei Itzkany bis Itzkany.

C. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe der bosnisch-hercegovinischen Staatsbahnen befinden.

57. Gravosa—Landesgrenze bei Uskoplje.
58. Landesgrenze bei Glavska—Landesgrenze bei Nagumanak.

1907 59. Landesgrenze bei Igalo—Zelenika.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von österreichischen Verwaltungen im Auslande betrieben sind, ist zu vergleichen:
Deutschland, Ziffer 100 bis und mit 117.
Italien, Ziffer 7.
Rußland, Ziffer 41, 42, 43, 44.
Schweiz, Ziffer 22, 23.

II. Ungarn.

Sämtliche Linien, welche durch die nachbenannten Bahnverwaltungen und Gesellschaften mit dem Sitze in Ungarn oder in Österreich betrieben werden.

1. Königlich ungarische Staatseisenbahnen und die im Betriebe derselben stehenden Lokalbahnen und Linien anderer Bahnen mit Ausnahme:
der schmalspurigen Linie Garam-Berzencze—Selmezbánya,[1])
der normalspurigen Lokalbahn Soroksár—Szt. Lörincz und
der schmalspurigen Lokalbahn im Taracztal.

2. Südbahn-Gesellschaft (auf ungarischem Gebiete betriebene Linien) und die im Betriebe derselben stehenden Lokalbahnen.

3. Kaschau-Oderberger Bahn (auf ungarischem Gebiete betriebene Linien) und die im Betriebe derselben stehenden Lokalbahnen und Linien anderer Bahnen mit Ausnahme:
der schmalspurigen Strecke Gölniczbánya—Szomolnok[2]) der Lokalbahn im Gölnicztal,
der normalspurigen Flügelbahn Tarpatak—Tátra-Lomnicz und
der Zahnradbahn Csorba—Csorbató.[3])

4. Györ—Sopron—Ebenfurter Eisenbahn-Gesellschaft[4]) und die im Betriebe derselben stehende Lokalbahn Fertövidék.

5. Vereinigte Arader und Csanáder Eisenbahnen mit Ausnahme:
der schmalspurigen Lokalbahn Borossebes—Meuyháza und der Ersten Alföldер schmalspurigen landwirtschaftlichen Eisenbahn.

6. Eisenbahn im Szamosthal und die im Betriebe derselben stehende Lokalbahn Zsibó—Nagybánya.

7. Eisenbahn Mohács—Pécs.[5])

8. Schmalspurige Lokalbahn Nagy-Károly—Somkut.

9. Slavonische Drautalbahn.

10. Schmalspurige Lokalbahn Segesvár—Szentágota.[6])

11. Lokalbahn Szatmár—Erdöd.

Anmerkung. [1]) Gran-Bresnitz—Schemnitz. [2]) Gölniczbanya—Schmölnitz. [3]) Csorba—Csorbasee. [4]) Raab—Ödenburg—Ebenfurter Eisenbahn-Gesellschaft. [5]) Mohács—Fünfkirchen. [6]) Schäßburg—Szentágota.

12. Budapester Lokalbahnen und die im Betriebe derselben stehende Linie Haraszti—Ráczkeve. 1907

13. Die von den k. k. österreichischen Staatsbahnen betriebenen Strecken der königlich ungarischen Staatseisenbahnen von Mezö-Laborcz bis zur österreichischen Landesgrenze, von Körösmező bis zur österreichischen Landesgrenze, die der Kaschau—Oderberger Bahn von Orló bis zur österreichichen Landesgrenze, die der Holics—Gödinger Lokalbahn von Holics bis zur österreichischen Landesgrenze und die der im übrigen im Betriebe der Königlich ungarischen Staatsbahnen stehenden ungarischen Norwest-Lokalbahn von Kutti bis zur österreichischen Landesgrenze.

14. Die von der Österreichisch-ungarischen Staatseisenbahn-Gesellschaft betriebenen Strecken der königlich ungarischen Staatseisenbahnen von Tepla-Trencsén-Teplitz[1]) bis zur österreichischen Landesgrenze am Vlárapaß, von Bruck-Királyhida[2]) bis zur österreichischen Landesgrenze und von Szakolcza[3]) bis zur österreichischen Landesgrenze.

III. Bosnien-Hercegovina.

1. K. und k. Militärbahn Banjaluka—Doberlin.

2. Bosnisch-hercegovinische Staatsbahnen, einschließlich der von denselben betriebenen elektrischen Stadtbahn in Sarajevo.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von den bosnisch-hercegovinischen Staatsbahnen in Österreich betrieben werden, ist zu vergleichen:

Österreich, Ziffer 58, 59, 60.

Deutschland.

A. Von deutschen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

I. Staats- und unter Staatsverwaltung stehende Eisenbahnen.

1. Reichs-Eisenbahnen in Elsaß-Lothringen.

2. Militär-Eisenbahn.

3. Königlich preußische Staatseisenbahnen — einschließlich der gemeinschaftlich mit ihnen betriebenen Großherzoglich hessischen Staatseisenbahnen — sowie die unter preußischer Staatsverwaltung stehenden Privatbahnen, mit Ausschluß:

der Oberschlesischen schmalspurigen Zweigbahnen.

4. Königlich bayerische Staatseisenbahnen nebst den von ihnen betriebenen Lokalbahnen Augsburg—Haunstetten, Lam—

Anmerkung. [1]) Tepla-Trentschin-Teplitz. [2]) Bruck a. d. Leitha (Bruck-Königsbrücke). [3]) Skalitz.

1907 Kötzting und Röthenbach b. L—Weiler, jedoch mit Ausschluß der Lokalbahnen:

a) Augsburg—Göggingen—Pfersee;

b) Augsburger Lokalbahn.

5. Königlich sächsische Staatseisenbahnen.

6. Königlich württembergische Staatseisenbahnen.

7. Großherzoglich badische Staatseisenbahnen und die unter Staatsverwaltung stehenden Privatbahnen.

8. Großherzoglich mecklenburgische Staatseisenbahnen, einschließlich der Dampffährenverbindung über die Ostsee zwischen Warnemünde und Gjedser; wegen dieser Dampffährenverbindung siehe B. VI, 133.

9. Großherzoglich Oldenburgische Staatseisenbahnen.

II. Privateisenbahnen unter eigener Verwaltung.

10. Achern—Ottenhöfener Nebenbahn.

11. Altona—Kaltenkirchener Eisenbahn.

12. Die von den Badischen Lokaleisenbahnen (Aktiengesellschaft) betriebenen Nebenbahnen:

a) Bruchsal—Ubstadt—$\frac{\text{Hilsbach}}{\text{Menzingen}}$;

b) Bühl—Oberbühlertal (Bühlertalbahn);

c) Karlsruhe—Ettlingen—$\frac{\text{Herrenalb}}{\text{Pforzheim}}$ (Albtalbahn);

d) Neckarbischofsheim—Hüffenhardt;

e) Wiesloch—$\frac{\text{Meckesheim}}{\text{Waldangelloch.}}$

13. Die bayerischen von der Lokalbahn-Aktiengesellschaft in München betriebenen Lokalbahnen:

a) Bad Aibling—Feilnbach;

b) Fürth—Zirndorf—Cadolzburg;

c) Markt Oberdorf—Füssen;

d) München—Wolfratshausen—Bichl;

e) Murnau—Garmisch-Partenkirchen;

f) Murnau—Oberammergau;

g) Sonthofen—Oberstdorf;

h) Stadtamhof—Donaustauf—Wörth;

i) Türkheim—Wörishofen.

14. Bentheimer Kreisbahn.

15. Biberach—Oberharmersbacher Nebenbahn.

16. Brandenburgische Städtebahn.

17. Braunschweigische Landes-Eisenbahn.

18. Braunschweig—Schöninger Eisenbahn.

19. Bröltaler Eisenbahn.

20. Brohltal-Eisenbahn.

21. Butzbach—Licher Eisenbahn.

22. Cöln—Bonner Kreisbahnen. 1907
23. Crefelder Eisenbahn.
24. Cronberger Eisenbahn.
25. Dahme—Uckroer Eisenbahn.
26. Deggendorf—Mettener Lokalbahn.
27. Dessau—Wörlitzer Eisenbahn.
28. Diedenhofen—Mondorfer Eisenbahn.
29. Eisern—Siegener Eisenbahn.
30. Eutin—Lübecker Eisenbahn.
31. Frankfurter Verbindungsbahn (Frankfurt a. Main).
32. Georgs-Marienhütte-Eisenbahn.
33. Gera—Meuselwitz—Wuitzer Eisenbahn.
34. Gernrode—Harzgeroder Eisenbahn.
35. Gotteszell—Viechtacher Lokalbahn.
36. Greifswald—Grimmener Eisenbahn.
37. Halberstadt—Blankenburger Eisenbahn.
38. Haltingen—Kanderner Nebenbahn.
39. Hildesheim—Peiner Kreiseisenbahn.
40. Hoyaer Eisenbahn (Hoya—Eystrup).
41. Kahl—Schöllkrippener Lokalbahn.
42. Kaysersberger Talbahn, einschließlich der Bahn Colmar—Winzenheim.
43. Kerkerbachbahn.
44. Königsberg—Cranzer Eisenbahn.
45. Kreis Altenaer Schmalspurbahn.
46. Kreisbahn Eckernförde—Kappeln.
47. Kreis Bergheimer Nebenbahnen.
48. Kremmen—Neu-Ruppin—Wittstocker Eisenbahn.
49. Kronzingen—Staufen—Sulzburger Nebenbahn.
50. Lahrer Straßenbahn.
51. Lausitzer Eisenbahn (Rauscha—Freiwaldau; Muskau—Teuplitz—Sommerfeld; Hansdorf—Priebus).
52. Liegnitz—Rawitscher Eisenbahn.
53. Lübeck—Büchener Eisenbahn.
54. Ludwigs-Eisenbahn (Nürnberg—Fürth).
55. Meckenbeuren—Tettnanger Nebenbahn.
56. Mecklenburgische Friedrich Wilhelm-Eisenbahn.
57. Meppen—Haselünner Eisenbahn.
58. Möckmühl—Dörzbacher Nebenbahn.
59. Mödrath—Liblar—Brühler Eisenbahn.
60. Mosbach—Mudauer Eisenbahn.
61. Mühlhausen—Ebelebener Eisenbahn.
62. Nauendorf—Gerlebogker Eisenbahn.
63. Neubrandenburg—Friedländer Eisenbahn.
64. Neuhaldensleber Eisenbahn.
65. Neustadt—Gogoliner Eisenbahn.
66. Niederlausitzer Eisenbahn.

1907 67. Nordhausen—Wernigeroder Eisenbahn.
68. Oschersleben—Schöninger Eisenbahn.
69. Osterwieck—Wasserlebener Eisenbahn.
70. Paulinenaue—Neu-Ruppiner Eisenbahn.
71. Peine—Ilseder Eisenbahn.
72. Pfälzische Eisenbahnen.
73. Prignitzer Eisenbahn.
74. Reinickendorf — Liebenwalde — Groß - Schönebecker Eisenbahn.
75. Rhein—Ettenheimmünsterer Lokalbahn.
76. Rhene—Diemeltal-Eisenbahn (Bredelar—Martenberg).
77. Rinteln—Stadthagener Eisenbahn.
78. Rosheim—St. Naborer Nebenbahn.
79. Ruppiner Kreisbahn.
80. Schaftlach—Gmund—Tegernseer Lokalbahn.
81. Stendal—Tangermünder Eisenbahn.
82. Strahlsund—Triebseer Eisenbahn.
83. Straßburger Straßenbahnen.
84. Die von der Süddeutschen Eisenbahngesellschaft betriebenen Nebenbahnen:

a) Frei-Weinheim—Jugenheim—Partenheim (Selztalbahn);
b) Hetzbach—Beerfelden;
c) Hüfingen—Furtwangen (Bergtalbahn);
d) Mannheim—Weinheim—Heidelberg—Mannheim;
e) Osthofen—Westhofen;
f) Reinheim—Reichelsheim;
g) Riegel $\frac{\text{Breisach}}{\text{Gottenheim}}$ (Kaiserstuhlbahn);
h) Sprendlingen—Fürfeld;
i) Worms—Offstein und
k) Zell—Todtnau.

85. Südharz-Eisenbahn.
86. Teutoburger-Wald-Eisenbahn.
87. Die unter der Betriebsverwaltung thüringischer Nebenbahnen stehenden Linien:

a) Arnstadt—Ichtershausen;
b) Greußen—Ebeleben—Keula;
c) Hohenebra—Ebeleben;
d) Ilmenau—Großbreitenbach und
e) Wutha—Ruhla.

88. Vorwohle—Emmerthaler Eisenbahn.
89. Westfälische Landeseisenbahn.
90. Wittenberge—Perleberger Eisenbahn.
91. Die von der Direktion der Württembergischen Eisenbahngesellschaft betriebenen Nebenbahnen:

a) Anstetten—Gerstetten;

b) Anstetten—Laichingen; 1907
c) Ebingen—Onstmettingen;
d) Gaildorf—Untergröningen;
e) Nürtingen—Neuffen und
f) Vaihingen-Sersheim—Enzweihingen.

92. Die von der Direktion der Württembergischen Lokaleisenbahnen betriebenen Nebenbahnen:
a) Aalen—Ballmertshofen;
b) Ballmertshofen—Dillingen;
c) Reutlingen—Gönningen.

93. Württembergische Nebenbahnen:
a) Filderbahn;
b) Korntal—Weißach (Strohgäubahn).

94. Zschipkau—Finsterwalder Eisenbahn.

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe außerdeutscher Eisenbahnverwaltungen befinden.

I. Russischer Verwaltungen.

95. Die von den Nord-West-Bahnen betriebene Strecke von der russisch-deutschen Grenze bei Eydtkuhnen bis Eydtkuhnen.

96. Die von den Weichselbahnen betriebene Strecke von der russisch-deutschen Grenze bei Prostken bis Prostken.

97. Die von den Weichselbahnen betriebene Strecke von der russisch-deutschen Grenze bei Illowo bis Illowo.

98. Die von der Warschau—Wiener Eisenbahn betriebene Strecke von der russisch-deutschen Grenze bei Skalmierzyce.

99. Die von der Herby-Czenstochauer Eisenbahn betriebene Strecke von der russisch-deutschen Grenze bei Herby bis Preußisch-Herby.

II. Österreichischer Verwaltungen.

Die von den k. k. österreichischen Staatsbahnen betriebenen Strecken von der österreichisch-deutschen Grenze:

100. bei Myslowitz bis Myslowitz.
101. bei Hennersdorf bis Ziegenhals.
102. bei Niklasdorf bis Ziegenhals.
103. bei Heinersdorf bis Heinersdorf (in Oberschlesien).
104. bei Johanngeorgenstadt bis Johanngeorgenstadt.
105. bei Adorf bis Adorf.
106. bei Furh i. W. bis Furh i. W.
107. bei Passau bis Passau.
108. bei Braunau bis Simbach.
109. bei Lochau bis Lindau.

Die von der Österreichischen Nordwestbahn betriebene Strecke von der österreichisch-deutschen Grenze:

1907 110. bei Wichstadtl bis Mittelwalde.

Die von der Österreichisch-ungarischen Staatseisenbahngesellschaft betriebene Strecke von der österreichisch-deutschen Grenze:

111. bei Mittelsteine bis Mittelsteine.

Die von der Süd-Norddeutschen Verbindungsbahn betriebenen Strecken von der österreichisch-deutschen Grenze:

112. bei Liebau bis Liebau.

113. bei Seidenberg bis Seidenberg.

Die von der Böhmischen Nordbahn betriebenen Strecken von der österreichisch-deutschen Grenze:

114. bei Ebersbach bis Ebersbach.

115. bei Sebnitz bis Sebnitz.

Die von der Buschtěhrader Eisenbahn betriebenen Strecken von der österreichisch-deutschen Grenze:

116. bei Reitzenhain bis Reitzenhain.

117. bei Klingenthal bis Klingenthal.

III. Schweizerischer Verwaltungen.

Die von den Schweizerischen Bundesbahnen betriebenen Strecken von der schweizerisch-deutschen Grenze:

118. bei Konstanz bis Konstanz.

119. bei Rielasingen bis Singen.

120. bei Waldshut bis Waldshut.

121. bei Lottstetten bis zur deutsch-schweizerischen Grenze bei Altenburg-Rheinau.

IV. Französischer Verwaltungen.

Die den Reichseisenbahnen in Elsaß-Lothringen gehörigen, von der Französischen Ostbahn mitbetriebenen Strecken von der französisch-deutschen Grenze:

122. bei Altmünsterol bis Altmünsterol.

123. bei Avricourt bis Deutsch-Avricourt.

124. bei Chambrey bis Chambrey.

125. bei Novéant bis Novéant.

126. bei Amanweiler bis Amanweiler.

127. bei Fentsch bis Fentsch.

V. Niederländischer Verwaltungen.

128. Die von der Nordbrabant-Deutschen Bahn betriebene Strecke von der niederländisch-deutschen Grenze bei Gennep bis Wesel.

129. Die von der Gesellschaft für den Betrieb von niederländischen Staatseisenbahnen betriebenen Strecken von der niederländisch-deutschen Grenze:

a) bei Elten bis Welle; 1907
b) bei Herzogenrath bis Herzogenrath;
c) bei Aachen bis Aachen;[1])
d) bei Dalheim bis Dalheim;[2])
e) bei Grona bis Gronau.[1])

130. Die von der Gesellschaft für den Betrieb von niederländischen Staatseisenbahnen betriebene und von der Holländischen Eisenbahn-Gesellschaft mitbetriebene Strecke von der niederländisch-deutschen Grenze bei Elten bis Emmerich.

131. Die von der Holländischen Eisenbahn-Gesellschaft betriebene und von der Gesellschaft für den Betrieb von niederländischen Staatseisenbahnen mitbetriebene Strecke von der niedeiländisch-deutschen Grenze bei Gildehaus bis Salzbergen.

132. Die von der Holländischen Eisenbahn-Gesellschaft betriebene Strecke von der niederländisch-deutschen Grenze bei Alstätte bis Ahaus.

VI. Dänischer Verwaltungen.

133. Die von den Dänischen Staatsbahnen in Gemeinschaft mit den Großherzoglich mecklenburgischen Staatseisenbahnen betriebene Dampffährenverbindung Warnemünde—Gjedser.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von deutschen Verwaltungen im Auslande betrieben sind, ist zu vergleichen:
Österreich, Ziffer 30 bis und mit 52.
Dänemark, Ziffer 3, 4.
Frankreich, Ziffer 19, 20, 21, 22, 23, 24.
Luxemburg, Ziffer 2, 3.
Niederlande, Ziffer 5, 6, 7, 8, 9, 10,
Rußland, Ziffer 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40.
Schweiz, Ziffer 24, 25, 26, 27. 28, 29.

Belgien.

A. Von belgischen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

1. Belgische Staatsbahnverwaltung.
2. Belgische Nordbahn.
3. Gent—Terneuzen.
4. Mecheln—Terneuzen.
5. Westflandrische Eisenbahn.

---

[1]) Die Gesellschaft für den Betrieb von niederländischen Staatseisenbahnen besorgt nur den Zugdienst in beiden Richtungen.

[2]) Auf dieser Strecke besorgt die Gesellschaft für den Betrieb von niederländischen Staatseisenbahnen nur den Zugdienst in der Richtung von den Niederlanden nach Deutschland und umgekehrt die Preußische Staatseisenbahn auf der niederländischen Strecke bei Dalheim bis Vlodrop (Liste: Niederlande B 10) in der Richtung von Dalheim nach den Niederlanden.

1907 6. Eisenbahn von Chimay.
7. Termonde—St. Nicolas.
8. Hasselt—Maeseyck.

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden.

I. Französischer Verwaltungen.

Die von der Französischen Nordbahn betriebenen Strecken von der belgisch-französischen Grenze:
9. bei Comines bis Comines.
10. bei Halluin bis Menin.

II. Luxemburgischer Verwaltungen.

11. Die von der Luxemburgischen Prinz Heinrich-Bahn betriebene Strecke von der belgisch-luxemburgischen Grenze bei Rodange bis Athus.

Anmerkung: Betreffend die Bahnstrecken, welche von belgischen Verwaltungen im Auslande betrieben sind, ist zu vergleichen:
Frankreich, Ziffer 15, 16, 17, 18.
Niederlande, Ziffer 11, 12.

Dänemark.

A. Von dänischen Verwaltungen betriebene Strecken.

1. Die dänischen Staatsbahnen, einschließlich der von denselben betriebenen Dampffährenverbindungen:
a) über den Limfjord (Oddesund Nord—Oddesund Syd und Nykjöbing Morsö—Glyngöre);
b) über den kleinen [lille] Belt (Fredericia—Strib);
c) über den großen [store] Belt (Nyborg—Korsör);
d) über den Öresund (Helsingör—Helsingborg und Kopenhagen [Kjöbenhavn]—Malmö);
e) über den Masnedsund (Masnedö—Orehoved);
f) zwischen Gjedser und Warnemünde — wegen dieser Dampffährenverbindung siehe unter B. 4;
aber mit Ausschluß:
der von der südfünenschen Eisenbahn-Gesellschaft betriebenen Staatsbahnstrecke Nyborg—Faaborg und
der Dampfschiffstrecke Korsör—Kiel.

2. Folgende unter Staatsverwaltung stehende Privateisenbahnstrecken:
a) Orehoved—Gjedser;
b) Aalestrup—Viborg;
c) Sorö—Vedde.

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Eisenbahnverwaltungen befinden. 1907

I. Deutscher Verwaltungen.

3. Die von den Königlich preußischen Staatsbahnen betriebene Strecke von der deutsch-dänischen Grenze bei Farris bis Vamdrup.

4. Die in Gemeinschaft mit den Großherzoglich mecklenburgischen Staatsbahnen betriebene Dampffährenverbindung Gjedser—Warnemünde.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von dänischen Verwaltungen im Ausland betrieben sind, ist zu vergleichen:
Deutschland, Ziffer 133.

Frankreich.

A. Von französischen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

Die Linien von allgemeiner Bedeutung.

1. Der Nordbahn.

2. Der Ostbahn, einschließlich der für Rechnung der Konzessionäre betriebenen Linien von Monthermé nach Monthermé, Vrigne-Meuse nach Vrigne-aux-Bois, Carignan nach Messempré, Charmes nach Rambervillers, Avricourt nach Blamont und Cirey, Saint-Dizier nach Vassy.

3. Der Westbahn.

4. Der Paris-Lyon-Mittelmeerbahn, einschließlich der für Rechnung der Konzessionäre betriebenen Linie des alten Hafens in Marseille und derjenigen von Arles nach Saint-Louis.

5. Der Orléansbahn.

6. Der Südbahn.

7. Der Staatsbahnen, einschließlich der für Rechnung des Departements Indre-et-Loire betriebenen Lokalbahn von Ligré-Rivière nach Richelieu.

8. Der beiden Ringbahnen von Paris, einschließlich der strategischen Linie von Valenton nach Massy-Palaiseau.

9. Der Gesellschaft für Departemental-Eisenbahnen.

10. Der Eisenbahngesellschaft von Somain nach Anzin bis zur belgischen Grenze.

11. Der Eisenbahngesellschaft des Médoc.

Die Linien von lokaler Bedeutung:

12. Der Gesellschaft für Departemental-Eisenbahnen.

13. Von Marileux nach Châtillon-sur-Chalaronne.

14. Von Castelnau nach Margaux und von Pauillac nach Port des Pilotes (Gesellschaft des Médoc).

1907 **B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden.**

I. Belgischer Verwaltungen.

15. Die von der belgischen Staatsbahnverwaltung betriebene Strecke von der belgisch-französischen Grenze bei Doische bis Givet.

16. Die von der Belgischen Nordbahn betriebene Strecke von der französisch-belgischen Grenze bei Heer-Agimont bis Givet.

17. Die von der Westflandrischen Eisenbahngesellschaft betriebene Strecke von der französisch-belgischen Grenze bei Abeele bis Hazebrouck.

18. Die von der Eisenbahngesellschaft von Chimay betriebene Strecke von der französisch-belgischen Grenze bei Momignies bis Anor.

II. Deutscher Verwaltungen.

Die der Französischen Ostbahn gehörigen, von den Reichseisenbahnen in Elsaß-Lothringen mitbetriebenen Strecken von der deutsch-französischen Grenze:

19. bei Altmünsterol bis Petit-Croix.
20. bei Deutsch-Avricourt bis Igney-Avricourt.
21. bei Chambrey bis Moncel.
22. bei Novéant bis Pagny-sur-Moselle.
23. bei Amanweiler bis Batilly.
24. bei Fentsch bis Audun-le-Roman.

III. Schweizerischer Verwaltungen.

Die von den Schweizerischen Bundesbahnen betriebenen Strecken von der französisch-schweizerischen Grenze:

25. bei Delle bis Delle.
26. bei Vallorbe bis Pontarlier.
27. bei Les Verrières-Suisses bis Pontarlier.
28. bei Crassier bis Divonne-les-Bains.

IV. Italienischer Verwaltungen.

29. Die von der Generaldirektion der italienischen Staatsbahnen betriebene Strecke von der italienisch-französischen Grenze bei Modane bis Modane.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von französischen Verwaltungen im Auslande betrieben sind, ist zu vergleichen:

Deutschland, Ziffer 122, 123, 124, 125, 126, 127.
Belgien, Ziffer 9, 10.
Italien, Ziffer 4.
Schweiz, Ziffer 30, 31, 32, 33.

Italien. 1907

A. Von italienischen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

1. Die sämtlichen von der Generaldirektion der Staatsbahnen betriebenen Linien.

2. Die von der Società Veneta per costruzione ed esercizio di ferrovie secondarie italiane betriebenen Linien:

a) Cividale—Portogruaro,
b) Parma—Suzzara,
c) Bologna S. V.—Portomaggiore,
d) Budrio—Massalombarda,
e) Arezzo—Pratovecchio—Stia,
f) Conegliano—Vittorio,
g) S. Giorgio di Nogaro bis zur italienisch-österreichischen Grenze bei Cervignano, und
h) Ferrara—Copparo.

3. Die Nord-Mailand-Eisenbahnen in Mailand, nämlich:

i) Mailand—Bovisa—Seveso S. Pietro—Merone Pontenuovo (Gemeinschaftsbahnhof der Linie Como—Lecco der Staatsbahnen)—Incino-Erba, mit Abzweigungen von Bovisa nach Mailand—Librera (Staatsbahnen) und von Seveso S. Pietro nach Camnago (Gemeinschaftsbahnhof der Linie Chiasso — Mailand der Staatsbahnen),
k) Mailand—Bovisa—Saronno,
l) Saronno—Malnate—Varese Nord—Laveno Nord, mit Abzweigungen von Varese Nord nach Varese und von Laveno Nord nach Laveno Mombello (Staatsbahnen),
m) Saronno—Grandate,
n) Como Lago Nord—Camerlata—Grandate—Malnate, mit Abzweigung von Camerlata nach Albate — Camerlata (Staatsbahnen),
o) Novara Nord—Busto Arsizio Nord—Saronno—Seregno (Gemeinschaftsbahnhof der Linie Chiasso—Mailand der Staatsbahnen), mit Abzweigungen von Novara Nord nach Novara (Staatsbahnen) und von Busto Arsizio Nord nach Busto Arsizio (Staatsbahnen),
p) Castellanza—Lonate-Ceppino in Val d'Olona.

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden.

I. Französischer Verwaltungen.

4. Die von der Paris-Lyon-Mittelmeerbahn betriebene Strecke von der italienisch-französischen Grenze bei Ventimiglia bis Ventimiglia.

II. Schweizerischer Verwaltungen.

5. Die von der Gotthardbahn betriebene Strecke von der italienisch-schweizerischen Grenze bei Pino bis Luino.

1907 6. Die von den schweizerischen Bundesbahnen betriebene Strecke von der italienisch-schweizerischen Grenze bei Iselle bis Domodossola.[1])

III. Österreichischer Verwaltungen.

7. Die von den k. k. österreichischen Staatsbahnen in der Richtung nach Italien mitbetriebene Strecke von der italienisch-österreichischen Grenze bei Pontafel bis Pontebba.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von italienischen Verwaltungen im Auslande betrieben sind, ist zu vergleichen:

Österreich, Ziffer 25, 26, 27, 28.
Frankreich, Ziffer 29.
Schweiz, Ziffer 34.

Luxemburg.

A. Von luxemburgischen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

1. Prinz Heinrich-Bahn.

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden.

Deutscher Verwaltungen.

2. Die von den Reichseisenbahnen in Elsaß-Lothringen betriebenen sämtlichen Linien der Wilhelm-Luxemburg-Eisenbahn.

3. Die von den Königlich preußischen Staatsbahnen betriebene Strecke von der deutsch-luxemburgischen Grenze bei Ulflingen bis Ulflingen.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von luxemburgischen Verwaltungen im Auslande betrieben sind, ist zu vergleichen:

Belgien, Ziffer 11.

Niederlande.

A. Von niederländischen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

1. Gesellschaft für den Betrieb von Niederländischen Staatseisenbahnen.
2. Holländische Eisenbahn-Gesellschaft.
3. Niederländische Zentral-Eisenbahn-Gesellschaft.
4. Nord-Brabant-Deutsche Eisenbahn-Gesellschaft.

---

[1]) Die schweizerischen Bundesbahnen besorgen ab Iselle transit den Zugdienst (Zugförderung und Zugbegleitung) auf Rechnung der italienischen Staatsbahnen; der Stationsdienst wird von den letzteren selbst besorgt.

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden. 1907

I. Deutscher Verwaltungen.

5. Die von den Großherzoglich Oldenburgischen Staatsbahnen betriebene Strecke von der deutsch-niederländischen Grenze bei Neuschanz bis Neuschanz.

Die von den Königlich preußischen Staatsbahnen betriebenen Strecken von der deutsch-niederländischen Grenze:

6. bei Borken bis Winterswyk.
7. bei Bocholt bis Winterswyk.
8. bei Straelen bis Venlo.
9. bei Kaldenkirchen bis Venlo.
10. bei Dalheim bis Vlodrop.

II. Belgischer Verwaltungen.

11. Die von der Mecheln-Terneuzen-Eisenbahn-Gesellschaft betriebene Strecke von der belgisch-niederländischen Grenze bei La Clinge bis Terneuzen.

12. Die von der Gent-Terneuzen-Eisenbahngesellschaft betriebene Strecke von der belgisch-niederländischen Grenze bei Selzaete bis Terneuzen.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von den niederländischen Verwaltungen im Auslande betrieben sind, ist zu vergleichen: Deutschland, Ziffer 128, 129, 130, 131, 132.

Rumänien.

Königlich rumänische Staatseisenbahnen.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von der rumänischen Verwaltung im Auslande betrieben sind, ist zu vergleichen: Österreich, Ziffer 56.

Rußland.

A. Vom Staate betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

1. Nicolaibahn (mit Zweigbahn nach dem Hafen und den Eisenbahnen von Nowotorshok und Rshew—Wjasma) unter Ausschluß der Sektion nach Borowitschi.
2. Nord-West-Bahnen.
3. Moskau—Brester Eisenbahn.
4. Moskau—Kursk, Moskau—Nishninowgorod und Muromer Eisenbahnen.
5. Sysran—Wjasma-Eisenbahn.
6. Catherine-Eisenbahn.
7. Riga — Orel-Eisenbahn (mit der Riga — Tuckumer Eisenbahn).

1907 8. Libau—Romny-Eisenbahn.
9. Weichsel-Bahnen.
10. Südbahnen.
11. Ssamara—Slatouster Eisenbahn.
12. Polessier Eisenbahnen.
13. Süd-West-Bahnen.
14. Perm-Eisenbahn.
15. Sibirische Eisenbahn.
16. Transkaukasische Eisenbahnen.
17. Nordbahnen.
18. Taschkent-Eisenbahn.
19. Mittelasiatische Bahn, mit den Linien:
Krasnowodsk—Andishan,
Merw—Kuschka,
Tschernjajewo—Taschkent, und
Gortschakowo—Margelan.

B. Von Privatverwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

20. Warschau—Wien-Eisenbahn.
21. Wladikaukaser Eisenbahn.
22. Lodser Eisenbahn.
23. Moskau—Kiew—Woronesch-Eisenbahn.
24. Moskau—Kasan-Eisenbahn.
25. Moskau—Windau—Rybinsker Eisenbahn.
26. Rjasan—Uralsk-Eisenbahn.
27. Süd-Ost-Bahnen.
28. Belgorod—Ssumy-Eisenbahn.
29. Die Lokalbahnen der I. Gesellschaft für Lokalbahnen in Rußland:
Pernau—Reval, mit den Linien:
Walk—Pernau,
Moisekull—Fellin,
Fellin—Reval-Hafen,
Allenkull—Weißenstein.
Swientziany;
Südbahnen, mit den Linien:
Rudnitza—Olwiopol,
Dochno—Tschetschelnik,
Berschad—Berschad-Fabrik,
Shitomir—Gaiworon,
Cholonewskaja—Ssemka,
Woronowizy—Winniza.
30. Die Lokalbahn Nowosybkow.
31. Herby—Czenstochauer Eisenbahn.
32. Livländische Lokalbahn (Walk—Marienburg—Stockmannshof).

C. Grenzstrecken, welche sich im Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden. 1907

I. Deutscher Verwaltungen.

Die von den Königlich preußischen Staatsbahnen betriebenen Strecken von der deutsch-russischen Grenze:

33. bei Eydtkuhnen bis Wirballen.
34. bei Ottlotschin bis Alexandrowo.
35. bei Schoppinitz bis Sosnowice (Linie der früheren Rechte Oder-Ufer-Eisenbahn).
36. bei Schoppinitz bis Sosnowice (Linie der früheren Oberschlesischen Eisenbahn).
37. bei Prostken bis Grajewo,
38. bei Illowo bis Mlawa.
39. bei Szczepiorno bis Kalisch.
40. bei Herby bis Russisch-Herby.

II. Österreichischer Verwaltungen.

Die von den k. k. österreichischen Staatsbahnen betriebene Strecke von der österreichisch-russischen Grenze:

41. bei Szczakowa bis Granica und

die in der Richtung nach Rußland betriebenen Strecken von der österreichisch-russischen Grenze:

42. bei Brody bis Radziwiłów,
43. bei Podwołoczyska bis Wołoczysk,
44. bei Nowosielitza bis Nowosielitza.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von russischen Verwaltungen im Auslande betrieben sind, ist zu vergleichen:

Deutschland, Ziffer 95, 96, 97, 98, 99.
Österreich, Ziffer 53, 54, 55.

Schweiz.

A. Von schweizerischen Verwaltungen betriebene Bahnen und Bahnstrecken.

1. Schweizerische Bundesbahnen, ausschließlich der von ihnen betriebenen Seilbahn Cossonay Bahnhof S. B. B. — Cossonay Stadt.
2. Gotthardbahn.
3. Neuenburger Jurabahn.
4. Emmentalbahn.
5. Langental—Huttwilbahn.
6. Tößtalbahn.
7. Schweizerische Seetalbahn.
8. Schweizerische Südostbahn.
9. Rorschach—Heidenbahn.

1907 10. Sihltalbahn.
11. Thunerseebahn.
12. Önsingen—Balstalbahn.
13. Bern—Neuenburgbahn (direkte Linie).
14. Freiburg—Murten—Insbahn.
15. Le Pont—Brassusbahn.
16. Regionalbahn Saignelégier—Glovelier.
17. Ürikon—Baumabahn.
18. Schmalspurige Eisenbahn Yverdon—St. Croix.
19. Schmalspurige Rhätische Bahn.
20. Schmalspurige Straßenbahn Aarau—Schöftland.
21. Schmalspurige Wynentalbahn.

B. Bahnstrecken, welche sich im Betriebe oder Mitbetriebe auswärtiger Verwaltungen befinden.

I. Österreichischer Verwaltungen.

Die von den k. k. österreichischen Staatsbahnen betriebenen Strecken von der österreichisch-schweizerischen Grenze:

22. bei Buchs bis Buchs.
23. bei St. Margrethen bis St. Margrethen.

II. Deutscher Verwaltungen.

Die von den Großherzoglich badischen Staatseisenbahnen betriebenen Strecken von der deutsch-schweizerischen Grenze:

24. bei Gottmadingen bis zur schweizerisch-deutschen Grenze bei Wilchingen.
25. bei Stetten bis Basel badische Bahn.
26. bei Leopoldshöhe bis Basel badische Bahn.
27. bei Grenzach bis Basel badische Bahn.
28. Die von den Großherzoglich badischen Staatseisenbahnen mitbetriebene Verbindungsbahn zwischen Basel badische Bahn und Basel schweizerische Bundesbahn.
29. Die von den Reichseisenbahnen in Elsaß-Lothringen betriebene Strecke von der deutsch-schweizerischen Grenze bei St. Ludwig bis Basel schweizerische Bundesbahn.

III. Französischer Verwaltungen.

Die von der Gesellschaft der Paris-Lyon-Mittelmeerbahn betriebenen Strecken von der französisch-schweizerischen Grenze:

30. bei St. Gingolph bis Bouveret.
31. bei Chêne-Bourg bis Genf-Eaux-Vives.
32. bei La Plaine bis Genf-Cornavin.
33. bei Col-des-Roches bis Le Locle.

IV. Italienischer Verwaltungen. 1907

34. Die von der Generaldirektion der italienischen Staatsbahnen betriebene Strecke von der italienisch-schweizerischen Grenze bei Chiasso bis Chiasso.

Anmerkung. Betreffend die Bahnstrecken, welche von schweizerischen Verwaltungen im Auslande betrieben sind, ist zu vergleichen:

Deutschland, Ziffer 118, 119, 120, 121.
Frankreich, Ziffer 25, 26, 27, 28.
Italien, Ziffer 5, 6.

Derschatta m. p.

2814.

27 mars 1907.

Publication ministérielle concernant un arrangement pris avec le Lloyd autrichien sur le trafic maritime avec le Brésil.

R. G. Bl. 1907, Nr. 94.

Kundmachung der Ministerien des Handels und der Finanzen vom 27. März 1907, betreffend den Abschluß eines Übereinkommens mit der Dampfschiffahrts-Gesellschaft des Österreichischen Lloyd über die provisorische Versehung des brasilianischen Schiffahrtsverkehres.

In Ausführung des Gesetzes vom 23. Februar 1907, R. G. Bl. Nr. 46, betreffend die provisorische Regelung des brasilianischen Schiffahrtsverkehres wurde das dem bezogenen Gesetze im Entwurfe beiliegende Übereinkommen zwischen der k. k. Staatsverwaltung und der Dampfschiffahrts-Gesellschaft des Österreichischen Lloyd, betreffend die provisorische Versehung des brasilianischen Schiffahrtsverkehres am 16. März 1907 abgeschlossen.

Korytowski m. p. *Fořt* m. p.

2815.

27 mars 1907.

Publication ministérielle concernant un nouveau traité de navigation et de poste conclu avec le Lloyd autrichien.

R. G. Bl. 1907, Nr. 95.

Kundmachung der Ministerien des Handels und der Finanzen vom 27. März 1907, betreffend den Abschluß eines neuen

1907 *Schiffahrts- und Postvertrages mit der Dampfschiffahrts-Gesellschaft des Österreichischen Lloyd.*

In Ausführung des Gesetzes vom 23. Februar 1907, R. G. Bl. Nr. 42, betreffend den Abschluß eines neuen Schiffahrts- und Postvertrages mit der Dampfschiffahrts-Gesellschaft des Österreichischen Lloyd wurde dieser Vertrag nach dem dem bezogenen Gesetze beiliegenden Entwurfe am 16. März 1907 abgeschlossen.

Korytowski m. p. *Fořt* m. p.

2816.

16 avril 1907.

Ordonnance ministérielle portant modifications à certaines dispositions de l'ordonnance pour la mise à exécution de la loi douanière du 13 février 1906 et du commentaire.

R. G. Bl. 1907, Nr. 106.

Verordnung der Ministerien der Finanzen, des Handels und des Ackerbaues vom 16. April 1907, betreffend die Abänderung einiger Bestimmungen der Durchführungsvorschrift zum Zolltarifgesetze vom 13. Februar 1906, R. G. Bl. Nr. 22 und der Erläuterungen zum Zolltarife.

Die nachfolgenden Bestimmungen der Durchführungsvorschrift zum Zolltarifgesetze vom 13. Februar 1906, R. G. Bl. Nr. 22 und der auf Grund des Artikels V des Zolltarifgesetzes vom 13. Februar 1906, R. G. Bl. Nr. 20, mit Kundmachung vom 13. Juni 1906, R. G. Bl. Nr. 115, hinausgegebenen Erläuterungen zum Zolltarife werden in folgender Weise ergänzt, beziehungsweise abgeändert:

I. Zur Durchführungsvorschrift.

Im § 3 der Durchführungsvorschrift, Tabelle *A*, ist die Position „Kandierte Früchte (Pomeranzenschalen, Zitronat etc.") abzuändern wie folgt:

Kandierte Früchte (Pomeranzenschalen, Zitronat etc.), ferner kandierte Gewürze, Wurzeln, Blumenblätter u. dgl. . .

II. Zu den Erläuterungen. 1907

In Bemerkung 2, Alinea 1, der Erläuterungen zu Nr. 37 (am Schlusse) ist das Wort „Wacholderbeeren" zu streichen und in Bemerkung 1, Alinea 3, zu Nr. 62 nach dem Worte „Jujuben" einzufügen: „Wacholderbeeren".

In der allgemeinen Bemerkung 1 zur Klasse XI ist am Ende des 4. Alineas an Stelle des Wortes „Elainsäure" einzufügen: „Elain- und andere Fettsäuren".

Vor der Bemerkung 4 zu den Nrn. 88 bis 90 ist als ein neues Alinea aufzunehmen:

Cottonstearinfettsäure, siehe Nrn. 95 und 97.

In dem 4. Alinea der Bemerkung zu Nr. 93 ist in der ersten Zeile zwischen den Worten „rötlichgelbe" und „und nach" einzufügen: „bis braune"; weiters ist an diesen Absatz noch anzufügen:

Der Gehalt desselben an freier Fettsäure, welcher oft bis 80% beträgt, ändert nicht die Behandlung des Palmöles nach dieser Nummer. Palmöl gibt mit Salmiakgeist eine Emulsion.

An Stelle des 5. Alineas zu Nr. 93 ist zu setzen:

Das aus den Palmkernen durch Pressung oder Extraktion erhaltene Palmkernöl, auch Palmkernfett genannt, ist weiß bis gelblich gefärbt und gibt mit Salmiakgeist gleichfalls eine Emulsion.

Weiters ist das letzte Alinea zu 93 zu streichen und wie folgt zu ersetzen:

Fettsäuren aus den Stoffen dieser Nummer, die auch als entglyzerinierte Fette im Handel vorkommen, gehören, falls sie erst bei 40° Celsius flüssig werden, zu Nr. 95, andernfalls jedoch zu Nr. 97.

An Stelle des 2. Absatzes der Bemerkungen zu Nr. 95 ist zu setzen:

Wie Stearinsäure und Palmitinsäure sind auch die verschiedenen festen Fettsäuren des Handels zu verzollen, welche erst bei 40° Celsius flüssig werden, während alle anderen Fettsäuren wie Elainsäure der Nr. 97 abzufertigen sind.

Das 2. und 3. Alinea der Bemerkung 2 zu Nr. 97 ist zu streichen und durch folgende Absätze zu ersetzen:

Wie Elainsäure sind auch alle anderen Fettsäuren des Handels, wie z. B. Leinöl-, Erdnußöl-, Cottonöl, Palmkernöl-, Kokosnußölfettsäure, zu behandeln, sofern ihr Gehalt an freier Fettsäure mehr als 50% beträgt und sie bei einer Temperatur unter 40° Celsius flüssig werden. Fettsäuren mit höherem Schmelzpunkt gehören zu Nr. 95. Das Vorhandensein von weniger als 50% freier Fettsäure hat die Behandlung als Fett (Klasse XI), beziehungsweise als Öl (Klasse XII) nach näherer Beschaffenheit zur Folge.

Jedoch sind ohne Rücksicht auf ihren Gehalt an freier Fettsäure Palmöl der Nr. 93, ferner Abfallfette, Knochenfett und Walkfett der Nr. 101 stets nach diesen Nummern abzufertigen, kommen daher für die Behandlung als Fettsäure der Nrn. 95 und 97 nicht in Betracht.

Fettsäuren lösen sich in Salmiakgeist fast vollständig auf, während die Neutralfette und die Öle der Klasse XII eine Emulsion geben.

1907 Zur Bestimmung, ob eine Fettsubstanz, welche sich in Salmiakgeist nicht löst, weniger als 50% freie Fettsäure enthält, dient folgendes Verfahren: Man erwärmt 5 Gramm des Fettes in einem weithalsigen Kölbchen mit zirka 50 cm^3 Alkohol bis zum Schmelzen, schüttelt wiederholt um und kühlt hierauf durch Einstellen in kaltes Wasser ab. Dann setzt man einige Tropfen alkoholischer Phenolphtaleinlösung und 5 cm^3 der für die Prüfung des Essigs vorrätigen Kalilauge zu. Der Zusatz der Lauge muß langsam und unter fortwährendem Umschütteln erfolgen; erscheint die Flüssigkeit nun rot gefärbt, so waren weniger als 50% freie Fettsäure in der Probe vorhanden. Die Rotfärbung muß beim ruhigen Stehen wenigstens eine Viertelminute bestehen bleiben. Bei einem höheren Gehalt an freier Fettsäure als 50% erscheint die Flüssigkeit nach Zusatz der Lauge farblos und es bedarf weiterer Lauge, um bleibende Rotfärbung hervorzurufen.

Zur Ermittlung des Schmelzpunktes von Fettsäuren der Nrn. 95 oder 97 dient folgende Methode: Man taucht einen Glasstab in die geschmolzene Fettsäure, so daß er sich am unteren Ende mit einer dünnen Schicht überzieht, läßt diese erkalten und bringt dann den Stab in Wasser von höchstens 37° Celsius; schmilzt die Fettmasse in dem Wasser ab, so liegt eine unter 40° Celsius schmelzende Fettsäure vor. Im anderen Falle ist die Ware der chemischen Untersuchung zuzuführen, sofern nicht die Partei der Verzollung nach Nr. 95 zustimmt.

In Alinea 1 der Bemerkungen zu Nr. 101 sind in der dritten und vierten Zeile die Worte „einschließlich der Fettsäuren" zu streichen, weiters in der sechsten Zeile die Worte „Abschöpf-, Abwasch-" zu ersetzen durch: „Abfall- (Abschöpf-, Abwasch- etc.)".

Schließlich ist als letzter Absatz den Bemerkungen zu Nr. 101 einzufügen:

Wegen Abfallfette, Knocheufett und Walkfett siehe auch Nr. 97.

In Alinea 1 der Bemerkungen zu Nr. 142 sind in der sechsten Zeile die Worte: „ , auch Bimsstein, natürlicher, roh" zu streichen.

In Bemerkung 1 zu Nr. 150 ist in der sechsten Zeile vor dem Worte „ungeformt" zu setzen „roh" und nach dem Worte „ungeformt" zu setzen „roh" und nach dem Worte „ungeformt" einzufügen: „auch gemahlen".

In Bemerkung 1 zu Nr. 150 ist in der linken Spalte die in der 13. Zeile von unten mit dem Worte „Ton" beginnende, bis zu dem Worte „Trippel" reichende Stelle zu streichen und durch folgendes zu ersetzen:

Ton, natürlicher, nicht feuerfester (gemeiner Ziegel- und Töpferton, Hafnererde, Lehm, Mergel, Pfeifenerde, Porzellanerde und andere plastische Tone zur Erzeugung von Steingut, Porzellan etc.); Ton, feuerfester (auch Bauxit und Schieferton), roh, gemahlen oder geschlämmt oder in Brocken gebrannt.

Nach dem ersten Absatz der Bemerkung 2 zu Nr. 150 ist folgendes neues Alinea einzuschalten:

Wegen Vorprüfung, ob zollfreier Ätzkalk oder hydraulischer Kalk (Wasserkalk) der Nr. 399 vorliegt, siehe Bemerkung 1, letztes Alinea, zu Nr. 399.

Der zweite Absatz der Bemerkung 3 zu Nr. 150 („Hydraulischer Kalk [Wasserkalk], Nr. 399") ist zu streichen. 1907

Das dritte Alinea der Bemerkung 2 zu Nr. 393 ist durch folgenden Absatz zu ersetzen:

Als Dachschiefer werden alle Schieferplatten von weniger als 10 *mm* Stärke und einem Umfange unter 2 *m* angesehen.

Weiters ist an Stelle des fünften Alineas der Bemerkung 2 zu dieser Nummer folgender Absatz zu setzen:

Als Tafelschiefer sind Schieferplatten zu behandeln, welche eine Stärke von weniger als 10 *mm*, sowie einen Umfang von 2 *m* und darüber aufweisen.

Am Schlusse der Bemerkung 1 zu Nr. 399 ist folgendes neues Alinea einzufügen:

Zur Vorprüfung, ob zollfreier Ätzkalk der Nr. 150 oder Zement (hydraulischer Kalk, Wasserkalk) vorliegt, dient folgendes Verfahren:

Eine gepulverte Probe von 1 bis höchstens 2 *g* wird im Becherglase mit Wasser verrührt, dann mit verdünnter Salzsäure (1 Volumen konzentrierte, rauchende Säure: 3 bis 4 Volumen Wasser) in reichlichem Überschusse versetzt und durch mindestens zwei Minuten aufgekocht (zur Austreibung aller Kohlensäure); dann wird filtriert, das klare Filtrat mit einigen Tropfen Salpetersäure aufgekocht, hierauf mit verdünntem Ätzammoniak (1 Volumen Ammoniak: 2 bis 3 Volumen destillierten Wassers) im Überschusse versetzt und wieder zum Kochen erhitzt. (Starker Ammoniakgeruch muß dabei vorherrschend bleiben.) Ein reichlicher, flockiger, mehr oder weniger rostig gefärbter, auf dem Filter gallertartig erscheinender Niederschlag (Kieselerde, Tonerde- und Eisenoxydhydrat) deutet auf hydraulischen Kalk.

Bei solchem Befunde ist eine Warenprobe zur Prüfung an die k. k. landwirtschaftlich-chemische Versuchsstation in Wien einzusenden.

Ämter niederer Kategorie als Hauptzollämter können zwar die Verzollung ohne Vornahme dieser Untersuchung und ohne Sicherstellung vornehmen, haben jedoch Proben an das nächstgelegene Hauptzollamt zur Überprüfung einzusenden.

Das Alinea 1 der Bemerkung 2 zu Nr. 399 ist durch folgende Bestimmungen zu ersetzen:

Zu Nr. 399 gehört auch Schamottespeise, Schamottemehl oder Schamottemörtel, das ist ein aus gebranntem feuerfesten Ton erzeugtes, mehr oder minder feines, sich scharf anfühlendes Pulver (auch gemengt mit ungebranntem feuerfesten Ton oder Quarzkörnern), ferner sogenanntes Kapselscherbenmehl, ein grob gemahlenes Mehl aus den Scherben unbrauchbarer feuerfester Kapseln (Muffeln).

Alinea 3 der Bemerkungen zu Nr. 437 hat zu lauten:

Maschinenwalzen aus schmiedbarem Eisen oder Stahl, sowie alle eisernen Maschinenwalzen in Verbindung mit anderen Materialien, Klasse XL.

In der Bemerkung 2 zur Nr. 445 sind vor dem Worte „Messerputzmaschinen" folgende Worte einzuschalten:

Kotschutzbleche für Fahrräder aus Schwarzblech, dressiertem oder dekapiertem Blech, auch am Rande gebörtelt, aber weder gebohrt noch sonst weiter bearbeitet.

Der letzten Verweisung nach Bemerkung 7 zu Nr. 445 sind nach den Worten „Fahrradreifen (Felgen)" folgende Worte anzufügen: „und Kotschutzbleche für Fahrräder".

1907 In der allgemeinen Bemerkung 2, Alinea 2, zu den Nrn. 481 und 483 sind in der vierten Zeile von unten nach dem Worte „Eisen" innerhalb der Klammer einzufügen die Worte: „nicht für den Maschinenbetrieb".

Nach dem nächsten Alinea sind folgende Verweisungen aufzunehmen:

Walzen aus nicht schmiedbarem Guß, Nr. 437.
Maschinenwalzen aus schmiedbarem Eisen oder Stahl, Klasse XL.

In der allgemeinen Bemerkung 6 zu den Nrn. 481 und 483 ist nach dem vierten Alinea als neues Alinea einzuziehen:

Eiserne Maschinenwalzen in Verbindung mit anderen Materialien, Klasse XL.

Ein gleichlautender Einzug ist nach der allgemeinen Bemerkung 3 zu den Nrn. 484—486 zu machen.

Die allgemeine Bemerkung 2, Alinea 2, zur Klasse XL wird durch nachstehenden Wortlaut ersetzt:

Demgemäß sind Dampfzylinder, Exzenter, Stirn- und Zahnräder, Schwungräder, Riemenscheiben, Riemenabstellvorrichtungen, Kolben, Kurbeln, Spindeln, Seiltragrollen, Trichter und Schläuche aus Holz für Müllereimaschinen, Egoutteure (mit Metalltuch überzogene zylindrische Versteifungen aus unedlen Metallen für die Papierfabrikation), Maschinenwalzen aus schmiedbarem Eisen oder Stahl, sowie alle eisernen Maschinenwalzen in Verbindung mit anderen Materialien, Förderschalen, Flaschenzugsrollen, Transmissionswellen, Röhrenspiralen für Heizvorrichtungen etc., Kuppelungen aller Art für Maschinen, Transmissionen etc., Riemen- und Seilspannvorrichtungen, Riemenleitrollen, Fundament- und Lagerungsplatten mit maschinellen oder konstruktiven Teilen (angegossenen Ständern, Lagern, für die Ständer ausgesparten Vertiefungen etc.), Lager und Lagerstühle u. dgl. als Bestandteile von Maschinen und Apparaten anzusehen. Dagegen sind separat, sowie mit der Maschine, zu der sie gehören, zusammen eingehende, jedoch an diese nicht anmontierte Fundament- und Lagerungsplatten ohne maschinelle oder konstruktive Teile, ferner separat eingehende Roste und Roststäbe nach Beschaffenheit des Materiales zu verzollen.

Walzen aus schmiedbarem Guß, Nr. 437.
Walzen aus unedlen Metallen, Nr. 500.

In der 7. derselben allgemeinen Bemerkungen, Alinea 1, sind nach dem Worte „Walzen" vor dem Beistrich einzuschalten die Worte: „aus nicht schmiedbarem Guß oder unedlen Metallen" und nach dem Schlusse dieses Alineas ist als neues Alinea einzuschalten:

Maschinenwalzen aus schmiedbarem Eisen oder Stahl, sowie alle eisernen Maschinenwalzen in Verbindung mit anderen Materialien, separat eingehend, sind dagegen stets als Maschinenbestandteile zu behandeln.

Nach dem 2. Alinea derselben allgemeinen Bemerkung ist folgendes neues Alinea einzuschieben:

Mit Maschinen, zu denen sie gehören, eingehende Reserve- oder Wechselwalzen aus nicht schmiedbarem Eisenguß oder unedlen Metallen sind, als über die einmalige Adjustierung hinausgehend, stets nach ihrer tarifmäßigen Beschaffenheit separat zu verzollen.

In der allgemeinen Bemerkung 13, Alinea 6 (früher 5), 1907
zur Klasse XL ist in der drittletzten Zeile das Wort „Fundamentplatten" und der folgende Beistrich zu streichen und nach dem Schlusse dieses Alineas im Kontexte der folgende Satz anzuschließen:

Bei nach dem Stückgewichte zu verzollenden Maschinen und Apparaten sind die damit eingehenden und zugehörigen, mit konstruktiven oder maschinellen Teilen versehenen Fundament- und Lagerungsplatten, sowie alle mit den Maschinen etc. bereits zusammengebauten Fundament- und Lagerungsplatten in das Stückgewicht dieser Maschine einzubeziehen.

Die in der Bemerkung 3, Alinea 1, zu Nr. 534 in der achten Zeile von unten als Hilfsmaschinen für die Weberei angeführten „Strähnbürstmaschinen" sind zu streichen.

In Bemerkung 7, Alinea 1, zu Nr. 539 ist am Schlusse im Kontexte der folgende Satz anzufügen:

Mit den Maschinen bereits zusammengebaute Fundamentplatten sind jedoch in das Stückgewicht der Maschine einzubeziehen und mit dieser zu verzollen.

Der in der Bemerkung 1, Alinea 3, zu Nr. 552 mit den Worten „Von den Fahrradreifen" beginnende, bis zum Schlusse des Alineas sich erstreckende Satz ist zu streichen und durch den folgenden Wortlaut zu ersetzen:

Von den Fahrradreifen (Felgen) und Kotschutzblechen für Fahrräder gehören jene aus Schwarzblech, dressiertem oder dekapiertem Blech, auch am Rande gebörtelt, aber weder gebohrt (mit Ausnahme des Ventilloches bei Felgen) noch sonst weiter bearbeitet, zu Nr. 445; alle gebohrten Felgen und Kotschutzbleche ohne Unterschied, dann alle Felgen und Kotschutzbleche aus abgeschliffenen, verzinnten oder sonst bearbeiteten Blechen, auch nicht gebohrt, sowie alle Kotschutzbleche, denen Befestigungsteile, wie Kloben oder dergleichen, anhaften, fallen dagegen unter Nr. 552.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Korytowski m. p. *Auersperg* m. p. *Fořt* m. p.

2817.

7 mai 1907.

Ordonnance ministérielle sur la restriction partielle de l'exercice de la juridiction consulaire en Bulgarie.

R. G. Bl. 1907, Nr. 117.

Verordnung des k. und k. gemeinsamen Ministers des Äußern vom 7. Mai 1907, wodurch die Ausübung der Konsulargerichtsbarkeit in Bulgarien teilweise eingeschränkt wird.

Infolge Ermächtigung Seiner k. und k. Apostolischen Majestät und im Einverständnisse mit den Regierungen der

1907 beiden Staatsgebiete wird die Gerichtsbarkeit der k. und k. österreichisch-ungarischen Konsularämter in Bulgarien auf Grund des § 17 des österreichischen Gesetzes vom 30. August 1891, R. G. Bl. Nr. 136, beziehungsweise des § 17 des ungarischen Gesetzartikels XXXI vom Jahre 1891 in nachstehender Weise eingeschränkt:

1. In Zivil- und Handelsprozessen zwischen österreichischen oder ungarischen Staatsangehörigen einerseits und bulgarischen Untertanen anderseits können Vorladungen, sowie andere gerichtliche Aktenstücke den in Bulgarien wohnhaften österreichischen oder ungarischen Staatsangehörigen ohne Dazwischenkunft der k. und k. Konsularämter eingehändigt werden.

Die fürstlich bulgarischen Gerichtsbehörden sind in Hinkunft nicht mehr verpflichtet, die k. und k. Konsularämter behufs Entsendung von Delegierten von der Abhaltung jener Tagsatzungen zu verständigen, bei denen die zwischen österreichischen oder ungarischen Staatsangehörigen einerseits und Bulgaren anderseits entstandenen Prozesse zur Verhandlung oder zur Entscheidung gelangen.

2. Die Eröffnung und Durchführung der kaufmännischen Konkurse von österreichischen oder ungarischen Staatsangehörigen, die in Bulgarien den Wohnsitz haben, wird aus der Gerichtsbarkeit der k. und k. Konsularbehörden ausgeschieden.

3. Diese Einschränkungen der Konsulargerichtsbarkeit finden nur mit dem Vorbehalte Anwendung, daß die österreichischen und die ungarischen Staatsangehörigen in Bulgarien nicht ungünstiger behandelt werden dürfen als die Angehörigen anderer Staaten.

Die vorstehende Verordnung tritt am 18. Mai 1907 in Kraft.

Aehrenthal m. p.

Diese Verordnung wird hiermit gemäß § 18 des Gesetzes vom 30. August 1891, R. G. Bl. Nr. 136, verlautbart.

Klein m. p.

2818.

11 mai 1907.

Ordonnance ministérielle portant renonciation à l'exercice de la juridiction consulaire au Zanzibar.

R. G. Bl. 1907, Nr. 126.

Verordnung des k. und k. gemeinsamen Ministers des Außern vom 11. Mai 1907, wodurch die Ausübung der Konsulargerichtsbarkeit in Zanzibar aufgehoben wird.

AUTRICHE-HONGRIE.

Infolge Ermächtigung Seiner k. und k. Apostolischen 1907
Majestät und im Einverständnisse mit den Regierungen der beiden Staatsgebiete wird die bisher bestandene Gerichtsbarkeit der österreichisch-ungarischen Konsuln in Zanzibar auf Grund des § 17 des Gesetzes vom 30. August 1891, R. G. Bl. Nr. 136, beziehungsweise des § 17 des ungarischen Gesetzartikels XXXI vom Jahre 1891 vollständig aufgehoben.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Aehrenthal m. p.

Diese Verordnung wird hiermit gemäß § 18 des Gesetzes vom 30. August 1891, R. G. Bl. Nr. 136, verlautbart.

Klein m. p.

2819.

17 mai 1907.

Ordonnance ministérielle complétant le règlement de port pour le port de Constance.

R. G. Bl. 1907, Nr. 128.

Verordnung des Handelsministeriums im Einvernehmen mit den Ministerien des Innern, der Finanzen und der Eisenbahnen vom 17. Mai 1907, womit die mit Ministerialverordnung vom 1. Juni 1894, R. G. Bl. Nr. 114, erlassene Hafenordnung für den k. k. Bodenseehafen von Bregenz ergänzt wird.

Die Ministerialverordnung vom 1. Juni 1894, R. G. Bl. Nr. 114, womit eine Hafenordnung für den k. k. Bodenseehafen von Bregenz, sowie Bestimmungen für die öffentlichen Anlandestellen von Hard, Fussach und Lochau erlassen wurden, wird in nachstehender Weise ergänzt:

Artikel I.

Im § 7 dieser Verordnung ist nach dem 4. Absatze einzuschalten:

Nach Abfuhr der Güter ist der Platz sofort durch den Benützer reinigen zu lassen; im Unterlassungsfalle wird die Reinigung von der Hafenbehörde auf seine Kosten veranlaßt.

Die Hafenbehörde ist befugt, die Entfernung der gelagerten Gegenstände innerhalb 24 Stunden jederzeit zu verlangen und nach Ablauf dieser Frist auf Kosten des säumigen Hinterlegers bewirken zu lassen.

Von allen Gegenständen, welche nach der Ausladung oder Abladung länger als sieben Tage auf den Lagerplätzen und Anlegestellen liegen bleiben, ist für jede weitere, auch

1907 nur angefangene 24stündige Lagerzeit folgende Gebühr an die Hafenbehörde zu Handen des Hafenmeisters in Bregenz zu entrichten, und zwar:

a) von eigentlichen Handelsgütern 5 *h* pro 100 *kg*;

b) von sogenannten Massengütern, wie

Steinen, Ziegeln	$^1/_{20}$ *h*	pro	100 *kg*,
Sand, Kies	$^1/_{10}$ „	„	100 „ ,
Scheitholz, Brennholz	$^1/_4$ „	„	100 „ ,
Brettern, Latten	$^1/_5$ „	„	100 „ ,
Floß- und Stammholz	1 „	„	Stück ,
Kalk, Gips etc. in Fässern	2 „	„	„ ,
Getreide, Stroh, Heu etc.	$^1/_5$ „	„	100 *kg*,

Bruchteile von 100 *kg* werden hierbei für voll gerechnet.

Artikel II.

Die gegenwärtige Verordnung tritt zwei Monate nach ihrer Kundmachung in Kraft.

Korytowski m. p. *Bienerth* m. p.
Fořt m. p. *Derschatta* m. p.

2820.

21 décembre 1904.

Traité conclu à Athènes avec la Grèce pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. Ratifié par S. M. I^le & R^le Ap. le 31 décembre 1906; échange des ratifications à Athènes, le 28/15 janvier 1907.

R. G. Bl. 1907, Nr. 129.

Staatsvertrag vom 21. (8.) Dezember 1904 zwischen der österreichisch-ungarischen Monarchie und dem Königreiche Griechenland wegen wechselseitiger Auslieferung von Verbrechern.

(Abgeschlossen zu Athen am 21. (8.) Dezember 1904, von Seiner k. und k. Apostolischen Majestät ratifiziert am 31. Dezember 1906, in den beiderseitigen Ratifikationen ausgewechselt in Athen am 28. (15.) Jänner 1907.)

Nos Franciscus Josephus Primus,

divina favente clementia Austriae Imperator;

Apostolicus Rex Hungariae, Rex Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae, Galiciae, Lodomeriae et Illyriae; Archidux Austriae; Magnus Dux Cracoviae; Dux Lotharingiae, Salisburgi, Styriae, Carinthiae, Carnioliae, Bucovinae, superioris et inferioris Silesiae; Magnus Princeps Transilvaniae; Marchio Moraviae; Comes Habsburgi et Tirolis etc. etc.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, 1907
tenore praesentium facimus:

Posteaquam a Plenipotentiario Nostro atque ab illo Majestatis Suae Graeciae Regis praevie collatis consiliis mutuisque deliberationibus conventio de mutua maleficorum extraditione die $\frac{\text{vicesima prima}}{\text{octava}}$ mensis Decembris anni millesimi nongentesimi quarti Athenis inita et signata fuit, tenoris sequentis:

Urtext.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohème etc., et Roi Apostolique de Hongrie

et

Sa Majesté le Roi des Hellènes

étant convenus de conclure un Traité pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, ont muni dans ce but de Leurs pleins-pouvoirs, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohème etc., et Roi Apostolique de Hongrie:

Monsieur le Baron Charles de Macchio, Grand'Croix de l'Ordre de François Joseph, Chevalier de l'Ordre de Léopold, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la Cour d'Athènes,

Sa Majesté le Roi des Hellènes:

Monsieur Athos Romanos, Commandeur de l'Ordre du Sauveur, Son Ministre des Affaires Étrangères,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article 1er.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement dans les circonstances et les conditions établies par le présent Traité, les individus qui étant poursuivis ou condamnés pour un crime ou un délit commis sur le territoire de l'État requérant, se réfugieraient sur le territoire de l'État requis.

Article 2.

L'extradition ne sera accordée que pour les infractions aux lois pénales indiquées ci-après, lorsqu'elles seront prévues par les législations de l'État requérant et de l'État requis:

1° Assassinat, empoisonnement, parricide, infanticide, meurtre.

2° Coups portés ou blessures faites volontairement, avec préméditation, ayant causé une maladie paraissant incurable,

1907 une incapacité permanente de travail personnel, la perte de l'usage absolu d'un organe, une mutilation grave ou la mort sans intention de la donner.

3° Bigamie.

4° Enlèvement de mineurs.

5° Exposition ou délaissement d'un enfant audessous de l'âge de 7 ans.

6° Vol, soustraction, abus de confiance, tromperie, escroquerie, extorsion.

7° Privation volontaire et illégale de la liberté individuelle commise par des particuliers.

8° Fausse monnaie comprenant la contrefaçon et l'altération de la monnaie, l'émission et la mise en circulation avec connaissance de la monnaie contrefaite ou altérée.

9° Contrefaçon ou falsification d'effets publics ou de billets de banque, de titres publics ou privés; émission ou mise en circulation avec connaissance de ces effets, billets ou titres contrefaits ou falsifiés; faux en écritures ou dans les dépêches télégraphiques et usage avec connaissance de ces dépêches, effets, billets ou titres contrefaits, fabriqués ou falsifiés.

10° Contrefaçon ou falsification de sceaux, timbres, poinçons, timbres-poste ou autres timbres adhésifs; usage avec connaissance de ces objets contrefaits ou falsifiés; usage préjudiciable et avec une intention frauduleuse de vrais sceaux, timbres et poinçons.

11° Faux témoignage.

12° Faux serment.

13° Concussion, détournement, commis par des fonctionnaires publics; corruption de fonctionnaires publics.

14° Banqueroute frauduleuse et fraudes commises dans les faillites.

15° Incendie volontaire.

16° Destruction, dégradation ou suppression volontaire et illégale d'un titre public ou privé commise dans le but de causer du dommage à autrui.

17° Recèlement des objets obtenus à l'aide d'un des crimes ou délits prévus par la présente Convention.

Sont comprises dans les qualifications précédentes la complicité et la tentative, lorsqu'elles sont punies par les législations de l'État requérant et de l'État requis.

En matière correctionnelle, lorsqu'il s'agit d'une infraction prévue par un des paragraphes ci-dessus, l'extradition aura lieu :

1° Pour les condamnés contradictoirement ou par défaut, lorsque la peine prononcée sera au moins d'un an d'emprisonnement.

2° Pour les prévenus, lorsque le maximum de la peine applicable au fait incriminé sera, d'après les législations de l'État requérant et de l'État requis, au moins de deux ans d'emprisonnement. 1907

Article 3.

Dans aucun cas les Parties contractantes ne seront tenues à se livrer leurs sujets.

Si le prévenu ou le condamné n'est pas sujet d'une des Parties contractantes, le Gouvernement saisi de la demande d'extradition restera libre de donner à cette demande la suite qui lui paraîtra convenable et de livrer le prévenu, pour être jugé, soit à son propre pays soit au pays où le crime ou le délit aura été commis.

Article 4.

L'extradition n'aura pas lieu :

1° Si depuis les faits imputés, depuis la poursuite ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise, d'après les lois du Pays requis, au moment où la demande est faite.

2° Lorsque la demande d'extradition sera motivée par le même fait pour lequel l'individu réclamé a été poursuivi et mis hors de cause, ou est encore poursuivi ou a déjà été jugé dans le pays auquel l'extradition est demandée.

Article 5.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans le Pays requis pour une infraction autre que celle qui a donné lieu à la demande d'extradition, son extradition pourra être différée jusqu'à la fin de la poursuite et, en cas de condamnation, jusqu'au moment où il aura subi sa peine.

Dans le cas où il serait poursuivi ou détenu dans le même pays à raison d'obligations contractées envers des particuliers, son extradition aura lieu néanmoins sous réserve, pour ceux-ci, de faire valoir ensuite leurs droits devant l'Autorité compétente.

Article 6.

L'extradition ne sera pas accordée, si l'infraction pour laquelle elle est demandée, est considérée par la Partie requise comme un délit politique ou un fait connexe à un semblable délit, ou si l'individu réclamé prouve que la demande d'extradition a été faite, en réalité, dans le but de le poursuivre pour une infraction de cette nature.

1907 L'étranger dont l'extradition aura été accordée ne pourra être poursuivi ou puni pour aucun délit politique antérieur à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à un semblable délit, ni pour aucun des crimes ou délits non prévus par la présente Convention.

L'individu extradé ne pourra être poursuivi ou jugé pour aucune infraction autre que celle qui a motivé l'extradition. Cela ne s'applique pas aux infractions commises après l'extradition.

Article 7.

La demande d'extradition devra toujours être faite par la voie diplomatique.

Article 8.

L'extradition sera accordée conformément aux règles prescrites par la loi du Pays requis.

Article 9.

L'extradition sera accordée sur la production de l'original ou de l'expédition authentique soit du jugement ou de l'arrêt de condamnation, soit de l'ordonnance de la Chambre du Conseil, de l'arrêt de la Chambre des mises en accusation ou de l'acte de procédure criminelle émané du juge compétent, décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi du prévenu ou de l'accusé devant la juridiction répressive.

Elle pourra être également accordée sur la production du mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force, décerné par l'Autorité étrangère judiciaire compétente, pourvu que ces actes renferment l'indication précise du fait pour lequel ils ont été délivrés.

Ces pièces seront accompagnées d'une copie du texte de la loi applicable au fait incriminé et d'une traduction en langue française et, autant que possible, du signalement de l'individu réclamé ou de toute autre indication de nature à constater son identité.

Dans le cas où il y aurait doute sur la question de savoir si le crime ou délit, objet de la poursuite, rentre dans les prévisions de la présente Convention, le Gouvernement requis pourra demander toutes les explications qu'il considérerait nécessaires ou utiles pour éclairer sa conviction, après quoi il statuera sur la suite à donner à la demande d'extradition.

Le Gouvernement requérant en fournissant au Gouvernement requis ces explications mettra en même temps à la disposition de ce dernier tous les documents nécessaires ou utiles pour éclairer sa conviction.

Article 10. 1907

En cas d'urgence, l'arrestation provisoire pourra être effectuée sur avis, transmis par la poste ou le télégraphe et toujours par voie diplomatique, de l'existence d'un des documents mentionnés à l'article 9, à la condition, toutefois, que cet avis sera régulièrement donné au Ministre des Affaires Étrangères du pays requis.

L'arrestation provisoire aura lieu dans les formes et suivant les règles établies par la législation du Gouvernement requis. Elle cessera d'être maintenue si dans le délai de trois semaines, à partir du moment où elle aura été effectuée, le Gouvernement requis n'a pas reçu communication de l'un des documents mentionnés à l'article 9 de la présente Convention.

Article 11.

Quand il y aura lieu à extradition, tous les objets provenant du crime ou du délit ou pouvant servir de pièces à conviction qui seront trouvés en la possession de l'individu réclamé au moment de son arrestation ou qui seront découverts ultérieurement, seront, si l'Autorité compétente de l'État requis en ordonne ainsi, saisis et soumis à l'État requérant.

Cette remise se fera même si l'extradition ne peut s'accomplir par suite de l'évasion ou de la mort de l'individu réclamé.

Sont cependant réservés les droits que des tiers auraient pu acquérir sur les dits objets qui devront, le cas échéant, leur être rendus, sans frais, à la fin du procès.

Article 12.

Les frais d'arrestation, d'entretien et de transport de l'individu dont l'extradition aura été accordée, ainsi que ceux de consignation et de transport des objets qui, aux termes de l'article précédent, doivent être restitués ou remis, resteront à la charge de l'État requérant et de l'État requis dans les limites de leurs territoires respectifs.

Les frais de transport ou autres sur les territoires des États intermédiaires sont à la charge de l'État réclamant.

Les frais de transport ou autres par mer resteront également à la charge de l'État réclamant.

L'individu à extrader sera conduit au port du pays requis ou au point de la frontière que désignera le Gouvernement réclamant.

Article 13.

Si l'individu réclamé et arrêté dans les conditions de la présente Convention n'est pas livré et emmené dans les trois

1907 mois après son arrestation, il sera mis en liberté et ne pourra plus être réclamé pour la même cause.

Article 14.

L'extradition, par voie de transit sur les territoires respectifs des États contractants, d'un individu n'appartenant pas aux pays de transit sera accordée sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des documents mentionnés dans l'article 9, pourvu que le fait, servant de base à l'extradition, soit compris dans la présente Convention et ne rentre pas dans les prévisions des articles 4 et 6.

Les frais de transit seront à la charge de la Partie requérante.

Article 15.

Lorsque dans la poursuite d'une affaire pénale non politique l'audition de personnes se trouvant dans l'un des pays des Parties contractantes, ou tout autre acte d'instruction seront jugés nécessaires, une commission rogatoire accompagnée d'une traduction en langue française sera adressée à cet effet par la voie diplomatique et il y sera donné suite en observant les lois du pays dans lequel l'audition ou l'acte d'instruction devra avoir lieu.

Toutefois les commissions rogatoires tendant à faire opérer soit une visite domiciliaire, soit la saisie du corps du délit ou de pièces à conviction, ne pourront être exécutées que pour un des faits énumérés à l'article 2 et sous la réserve exprimée au dernier paragraphe de l'article 11 ci-dessus.

Les Gouvernements respectifs renoncent au remboursement des frais résultant de l'exécution des commissions rogatoires en matière pénale, même dans le cas où il s'agirait d'expertise, pourvu toutefois que cette expertise n'ait pas entraîné plus d'une vacation.

Article 16.

En matière pénale non politique, lorsque le Gouvernement de l'une des Parties contractantes jugera nécessaire la notification d'un acte de procédure ou d'un jugement à un individu résidant sur le territoire de l'autre pays, la pièce, transmise diplomatiquement et accompagnée d'une traduction en langue française, sera signifiée à personne par l'Autorité compétente et le document constatant la notification sera renvoyé par la même voie au Gouvernement requérant sans restitution des frais.

Article 17. 1907

Lorsque dans une cause pénale non politique, instruite dans l'un des pays des Parties contractantes, la communication de pièces de conviction ou de documents se trouvant entre les mains des Autorités de l'autre pays sera jugée nécessaire ou utile, la demande en sera faite par la voie diplomatique et on y donnera suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent et sous l'obligation de renvoyer les pièces et documents.

Les Gouvernements respectifs renoncent au remboursement des frais résultant, dans les limites de leurs territoires respectifs, dé l'envoi et de la restitution des pièces de conviction et documents.

Article 18.

Les Gouvernements respectifs s'engagent à se communiquer réciproquement, sans restitution de frais, les condamnations pour crimes ou délits de toute espèce qui auront été prononcées par les tribunaux de l'une des Parties contractantes contre les sujets de l'autre.

Cette communication sera effectuée moyennant l'envoi par la voie diplomatique d'un bulletin ou extrait, accompagné d'une traduction en langue française, de la décision définitive, au Gouvernement du pays auquel appartient le condamné.

Article 19.

Le présent Traité entrera en vigueur trois mois après l'échange des ratifications.

Les faits antérieurs à la mise en vigueur du Traité ne pourront être l'objet d'une demande d'extradition que dans le cas où les personnes réclamées se seraient réfugiées sur le territoire de l'État requis après l'échange des ratifications.

Chacune des Parties contractantes pourra en tout temps dénoncer le présent Traité en prévenant l'autre Partie de son intention six mois à l'avance.

Il sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Athènes aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Athènes, le $\frac{\text{huit}}{\text{vingt et un}}$ Décembre mil neuf cent quatre.

Le Baron *Charles de Macchio* m. p.
(L. S.)
A. Romanos m. p.
(L. S.)

GRÈCE.

1907 Übersetzung.

Seine Majestät der Kaiser von Österreich, König von Böhmen etc. und Apostolischer König von Ungarn

und

Seine Majestät der König der Hellenen

sind übereingekommen, einen Vertrag wegen gegenseitiger Auslieferung der Verbrecher abzuschließen, und haben zu diesem Behufe mit ihren Vollmachten versehen, nämlich:

Seine Majestät der Kaiser von Österreich, König von Böhmen etc. und Apostolischer König von Ungarn:

den Herrn Karl Freiherrn von Macchio, Großkreuz des Franz Joseph-Ordens, Ritter des Leopold-Ordens, Allerhöchst Ihren außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am Hofe zu Athen,

Seine Majestät der König der Hellenen:

Herrn Athos Romanos, Komtur des Erlöserordens, Allerhöchst Ihren Minister des Äußern,

die, nachdem sie sich ihre Vollmachten mitgeteilt und sie in guter und gehöriger Form befunden haben, über nachfolgende Artikel übereingekommen sind:

Artikel 1.

Die hohen vertragschließenden Teile verpflichten sich, unter den in diesem Vertrage festgestellten Umständen und Bedingungen, sich gegenseitig diejenigen Personen auszuliefern, die wegen eines auf dem Gebiete des ersuchenden Staates begangenen Verbrechens oder Vergehens verfolgt werden oder verurteilt sind und sich auf das Gebiet des ersuchten Staates geflüchtet haben.

Artikel 2.

Die Auslieferung wird nur wegen der nachstehend aufgeführten strafgesetzwidrigen Handlungen, sofern sie sich sowohl nach dem Rechte des ersuchenden wie nach dem des ersuchten Staates als solche darstellen, bewilligt werden:

1. Meuchelmord, Vergiftung, Elternmord, Kindesmord, Mord.

2. Vorsätzlich und mit Vorbedacht verübte Mißhandlung oder Verletzung, wenn diese eine voraussichtlich unheilbare Krankheit, dauernde Arbeitsunfähigkeit, den Verlust des unumschränkten Gebrauches eines Organes, eine schwere Verstümmelung oder, ohne den Vorsatz zu töten, den Tod zur Folge gehabt hat.

3. Zweifache Ehe.

4. Entführung von Minderjährigen.

5. Aussetzen oder Verlassen eines Kindes im Alter von 1907
unter 7 Jahren.

6. Diebstahl, Unterschlagung, Vertrauensmißbrauch, Betrug, Prellerei, Erpressung.

7. Absichtliche und ungesetzliche Freiheitsberaubung, begangen durch Privatpersonen.

8. Münzfälschung, umfassend die Nachmachung und die Veränderung von Münzen, das wissentliche Ausgeben und Inverkehrbringen von nachgemachten oder veränderten Münzen.

9. Nachmachung oder Fälschung von öffentlichen Wertpapieren, von Bankscheinen, von öffentlichen oder Privatschuldverschreibungen, wissentliches Ausgeben oder Inverkehrbringen solcher nachgemachter oder gefälschter Wertpapiere, Scheine oder Verpflichtungsurkunden; Urkundenfälschung und Fälschung von telegraphischen Depeschen und wissentlicher Gebrauch von solchen nachgemachten oder falschen oder verfälschten Depeschen, Wertpapieren, Scheinen oder Verpflichtungsurkunden.

10. Nachahmung oder Fälschung von Siegeln, Stempeln, Punzen, Postmarken oder anderen durch Ankleben zu befestigenden Marken; wissentlicher Gebrauch solcher nachgemachter oder gefälschter Gegenstände, mißbräuchliche und in betrügerischer Absicht erfolgte Verwendung echter Siegel, Stempel und Punzen.

11. Falsches Zeugnis.

12. Meineid.

13. Amtsmißbrauch und Unterschlagung, verübt durch öffentliche Beamte; Bestechung öffentlicher Beamter.

14. Betrügerischer Bankerott und betrügerische Benachteiligungen im Konkurse.

15. Vorsätzliche Brandstiftung.

16. Vorsätzliche und gesetzwidrige Zerstörung, Beschädigung oder Unterdrückung einer öffentlichen oder privaten Verpflichtungsurkunde, begangen in der Absicht, einem anderen Schaden zuzufügen.

17. Hehlerei bezüglich solcher Gegenstände, die durch eines der in diesem Vertrage vorgesehenen Verbrechen oder Vergehen erworben wurden.

In den angeführten Tatbeständen sind inbegriffen die Mitschuld und der Versuch, sofern sie nach dem Rechte des ersuchenden wie des ersuchten Staates strafbar sind.

Wegen Vergehen wird die Auslieferung, wenn es sich um eine in den obigen Paragraphen angeführte Straftat handelt, stattfinden:

1. Bei Verurteilten, auch wenn die Verurteilung in Abwesenheit des Beschuldigten erfolgte, sofern die verhängte Strafe mindestens auf ein Jahr Freiheitsentziehung lautet.

1907 2. Bei Beschuldigten, wenn das höchste Ausmaß der auf die Straftat anwendbaren Strafe nach dem Rechte des ersuchenden, wie des ersuchten Staates mindestens zwei Jahre Freiheitsentziehung beträgt.

Artikel 3.

In keinem Falle sind die vertragschließenden Teile gehalten, ihre eigenen Staatsangehörigen auszuliefern.

Wenn der Beschuldigte oder Verurteilte nicht Staatsangehöriger eines der vertragschließenden Teile ist, steht es der Regierung, an welche das Auslieferungsbegehren gerichtet wurde, frei, diesem Begehren nach ihrem Ermessen stattzugeben und den Beschuldigten zum Zwecke der Verurteilung entweder in sein Heimatland oder an das Land, wo das Verbrechen oder Vergehen verübt wurde, zu überstellen.

Artikel 4.

Die Auslieferung findet nicht statt:

1. Wenn seit der Verübung der Tat oder seit der gerichtlichen Verfolgung oder seit der Verurteilung nach den Gesetzen des um die Auslieferung angegangenen Landes im Zeitpunkte, da das Begehren gestellt wird, die Verjährung der strafgerichtlichen Verfolgung oder der Strafe eingetreten ist;

2. wenn sich das Auslieferungsbegehren auf dieselbe Straftat gründet, wegen welcher der Auszuliefernde in dem Lande, das die Auslieferung gewähren soll, in Untersuchung gewesen und außer Verfolgung gesetzt worden ist oder noch verfolgt wird oder bereits abgeurteilt wurde.

Artikel 5.

Ist der Auszuliefernde in dem um die Auslieferung angegangenen Lande wegen einer anderen Straftat als derjenigen, auf die sich das Auslieferungsbegehren gründet, in Untersuchung oder Strafe, so kann seine Auslieferung bis zur Beendigung des Strafverfahrens und im Falle einer Verurteilung bis zum Ende der Strafverbüßung aufgeschoben werden.

Falls er im gleichen Lande wegen Verpflichtungen, die er gegenüber Privaten einging, verfolgt oder angehalten würde, findet seine Auslieferung dessenungeachtet statt; jedoch bleibt es den Anspruchberechtigten vorbehalten, ihre Rechte später von der zuständigen Behörde geltend zu machen.

Artikel 6.

Die Auslieferung wird nicht bewilligt, wenn die Straftat, auf die sich das Auslieferungsbegehren gründet, von dem

ersuchten Teile als politisches Delikt oder als eine mit einem 1907
solchen Delikte zusammenhängende Handlung angesehen wird oder wenn der Auszuliefernde nachweist, daß das Auslieferungsbegehren tatsächlich zum Zwecke seiner Verfolgung wegen einer derartigen Straftat gestellt wurde.

Der Fremde, dessen Auslieferung bewilligt wurde, darf weder wegen eines vor der Auslieferung verübten politischen Delikts noch wegen einer mit einem solchen Delikte zusammenhängenden Handlung noch wegen eines der in dieser Übereinkunft nicht vorgesehenen Verbrechen oder Vergehen verfolgt oder bestraft werden.

Der Ausgelieferte darf nur wegen der Straftat, um derentwillen die Auslieferung erfolgt ist, in Untersuchung gezogen oder verurteilt werden. Das bezieht sich nicht auf die nach der Auslieferung begangenen strafbaren Handlungen.

Artikel 7.

Das Auslieferungsbegehren muß immer auf diplomatischem Wege gestellt werden.

Artikel 8.

Die Bewilligung der Auslieferung erfolgt nach dem Gesetze des ersuchten Staates.

Artikel 9.

Die Auslieferung wird zugestanden gegen Beibringung der Urschrift oder einer beglaubigten Ausfertigung des verurteilenden Erkenntnisses oder Beschlusses oder aber eines Auftrages der Ratskammer, Beschlusses der Anklagekammer oder eines vom zuständigen Richter ausgestellten strafprozessualen Aktes, wodurch der Beschuldigte oder Angeklagte in aller Form und mit voller Rechtswirkung vor die Strafgerichtsbarkeit verwiesen wird.

Die Auslieferung wird ferner zugestanden gegen Beibringung des Haftbefehles oder jedes anderen einem Haftbefehle gleichkommenden Aktes, der von der zuständigen ausländischen Gerichtsbehörde erlassen wurde, vorausgesetzt, daß diese Akte die genaue Angabe der Tat enthalten, die hierzu Veranlassung gab.

Diesen Aktenstücken ist beizugeben eine Abschrift des auf die Straftat anzuwendenden Gesetzestextes, ferner eine französische Übersetzung und womöglich die Personsbeschreibung des Auszuliefernden oder sonstige Angaben, die zur Sicherstellung der Personsidentität dienen können.

Wenn sich Zweifel ergeben, ob das den Gegenstand der Verfolgung bildende Verbrechen oder Vergehen unter die

1907 Bestimmungen dieses Vertrages falle, kann die um die Auslieferung angegangene Regierung alle zur Klarstellung notwendigen oder nützlichen Auskünfte einholen, worauf sie darüber entscheidet, ob dem Begehren Folge zu geben sei.

Bei der Übermittlung dieser Aufklärungen hat die um die Auslieferung ersuchende Regierung der ersuchten Regierung alle Urkunden zur Verfügung zu stellen, deren Kenntnis notwendig oder förderlich ist, um sich ein Urteil bilden zu können.

Artikel 10.

In dringenden Fällen kann die vorläufige Verhaftung auf die durch die Post oder mittels eines Telegramms auf diplomatischem Wege erfolgte Benachrichtigung vom Vorhandensein einer der im Artikel 9 erwähnten Urkunden vorgenommen werden, unter der Bedingung jedoch, daß diese Benachrichtigung regelmäßig an das Ministerium des Äußern des ersuchten Landes gerichtet wird.

Die vorläufige Verhaftung findet mit den Förmlichkeiten und gemäß den Vorschriften statt, die durch die Gesetzgebung des ersuchten Staates angeordnet sind. Die Verhaftung wird aufgehoben, wenn der darum ersuchten Regierung nicht innerhalb der Frist von drei Wochen, von dem Zeitpunkte der Haftnahme an gerechnet, eine der im Artikel 9 des vorliegenden Übereinkommens erwähnten Urkunden zukommt.

Artikel 11.

Wenn der Auslieferung stattgegeben wird, sollen alle vom Verbrechen oder Vergehen herrührenden oder als Beweismittel dienlichen Gegenstände, die im Zeitpunkte der Verhaftung im Besitze des Auszuliefernden vorgefunden oder später zutage gefördert wurden, auf Verlangen der zuständigen Behörde des ersuchten Staates mit Beschlag belegt und dem ersuchenden Staate übergeben werden.

Diese Übergabe wird auch dann stattfinden, wenn die Auslieferung wegen Flucht oder Ablebens des Verfolgten nicht durchgeführt werden kann.

Es bleiben jedoch die Rechte dritter Personen auf solche Gegenstände vorbehalten und diese müssen ihnen erforderlichenfalls nach Beendigung des Strafverfahrens kostenfrei zurückgestellt werden.

Artikel 12.

Die Kosten der Haftnahme, der Verpflegung und des Transportes des Ausgelieferten, sowie die Kosten der Übergabe und Beförderung der Gegenstände, die im Sinne des

vorausgehenden Artikels zurückgestellt oder übersendet 1907
werden müssen, werden von dem ersuchenden und ersuchten Staate je innerhalb der Grenzen ihrer Gebiete bestritten.

Die Transport- und sonstigen Kosten auf den Gebieten der zwischenliegenden Staaten fallen dem ersuchenden Staate zur Last.

Die Transport- und sonstigen Kosten bei Benützung des Seeweges fallen ebenfalls dem ersuchenden Staate zur Last.

Der Auszuliefernde wird bis zum Hafen des ersuchten Staates oder bis zu dem vom ersuchenden Staate bezeichneten Grenzpunkte geleitet werden.

Artikel 13.

Wenn der gesuchte und unter den Bedingungen des vorliegenden Übereinkommens in Haft genommene Verbrecher innerhalb dreier Monate nach seiner Haftnahme nicht übergeben und weggeführt wurde, ist er in Freiheit zu setzen und es kann aus dem gleichen Grunde seine Auslieferung nicht mehr begehrt werden.

Artikel 14.

Die Durchlieferung über eines der Gebiete der vertragschließenden Staaten wird, sofern der Durchzuliefernde nicht ein Angehöriger des betreffenden Staates ist, auf die bloße Vorweisung der Urschrift oder einer beglaubigten Ausfertigung einer der im Artikel 9 erwähnten Urkunden bewilligt werden, vorausgesetzt, daß die der Auslieferung zugrunde liegende Straftat im vorliegenden Übereinkommen enthalten ist und nicht unter die in den Artikeln 4 und 6 festgesetzten Ausnahmen fällt.

Die Durchlieferungskosten fallen dem ersuchenden Teile zur Last.

Artikel 15.

Wenn sich im Verlaufe einer nicht politischen Strafsache die Abhörung von Personen, die sich auf einem der Gebiete der vertragschließenden Teile befinden, oder irgend welche andere Untersuchungshandlung als notwendig herausstellt, soll zu diesem Behufe auf diplomatischem Wege ein mit französischer Übersetzung versehenes Ersuchschreiben übersendet werden und diesem soll unter Beobachtung der Gesetze des Landes, wo die Abhörung oder der betreffende Untersuchungsakt stattzufinden hat, Folge gegeben werden.

Doch soll den Ersuchschreiben, welche die Vornahme einer Hausdurchsuchung oder die Beschlagnahme eines corpus delicti oder einzelner Beweisgegenstände bezwecken, nur dann

1907 stattgegeben werden, wenn es sich um eine der im Artikel 2 aufgezählten Straftaten handelt und unter dem im Schlußabsatze des Artikels 11 festgesetzten Vorbehalte.

Die Regierungen verzichten wechselseitig auf den Ersatz der durch den Vollzug von strafgerichtlichen Ersuchschreiben verursachten Kosten, und zwar auch in dem Falle von Sachverständigengutachten, vorausgesetzt, daß ein derartiges Gutachten nicht mehr als eine Amtshandlung notwendig gemacht hat.

Artikel 16.

Wenn die Regierung eines der vertragschließenden Teile in einer nicht politischen Strafsache die Zustellung eines Aktes des Verfahrens oder eines Urteiles an einen auf dem Gebiete des anderen Landes wohnhaften Adressaten für notwendig erachtet, wird dieses Aktenstück, sofern es auf diplomatischem Wege übersendet wurde und mit einer französischen Übersetzung versehen ist, von der zuständigen Behörde zu eigenen Handen zugestellt werden und die Urkunde über die vorgenommene Zustellung wird auf demselben Wege an die ersuchende Regierung ohne Kostenersatzanspruch zurückgeleitet werden.

Artikel 17.

Wenn in einer nicht politischen, in einem der Länder der vertragschließenden Teile anhängigen Strafsache die Mitteilung von Beweisstücken oder Akten, die sich bei den Behörden des anderen Landes befinden, für notwendig oder nützlich erachtet wird, ist das Ersuchen auf diplomatischem Wege zu stellen, und es wird ihm, sofern nicht besondere Erwägungen entgegenstehen, unter der Verpflichtung der Rückstellung der Beweisstücke und Akten Folge gegeben werden.

Die Regierungen verzichten wechselseitig auf den Ersatz der innerhalb ihrer Gebiete durch die Übersendung und Rückstellung der Beweisstücke und Akten verursachten Kosten.

Artikel 18.

Die Regierungen verpflichten sich zur gegenseitigen kostenlosen Mitteilung der Verurteilungen, die vor den Gerichten des einen der vertragschließenden Teile gegen die Angehörigen des anderen Teiles wegen Verbrechens oder Vergehens irgend welcher Art erfolgt sind.

Diese Mitteilung findet derart statt, daß auf diplomatischem Wege eine Strafkarte oder ein Auszug aus dem rechtskräftigen Erkenntnisse im Geleite einer französischen

Übersetzung an die Regierung des Landes, dem der Verurteilte angehört, übersendet wird. 1907

Artikel 19.

Dieser Vertrag tritt 3 Monate nach dem Austausche der Ratifikationen in Kraft.

Die dem Inkrafttreten des Vertrages vorausgegangenen Handlungen können den Gegenstand eines Auslieferungsbegehrens nur dann bilden, wenn die Verfolgten sich erst nach dem Austausche der Ratifikationen auf das Gebiet des ersuchten Staates geflüchtet haben.

Jeder der vertragschließenden Teile kann diesen Vertrag jederzeit künden, hat aber den anderen Teil von seiner Absicht 6 Monate vorher zu verständigen.

Der Vertrag wird ratifiziert werden und die Ratifikationen werden sobald als möglich in Athen ausgetauscht werden.

Zu Urkund dessen haben ihn die beiderseitig Bevollmächtigten unterschrieben und ihre Siegel beigedrückt.

Geschehen in zweifacher Ausfertigung in Athen am 8./21. Dezember 1904.

Karl Freiherr *von Machio* m. p.
(L. S.)
A. Romanos m. p.
(L. S.)

Nos visis et perpensis conventionis hujus stipulationibus, illas omnes et singulas ratas hisce confirmatasque habere profitemur ac declaramus verbo Nostro Caesareo et Regio promittentes Nos omnia quae in illis continentur fideliter executioni mandaturos esse.

In quorum fidem majusque robur praesentes ratihabitionis Nostrae tabulas, manu Nostra signavimus sigilloque Nostro adpresso firmari jussimus.

Dabantur Viennae die tricesima prima mensis Decembris anno Domini millesimo nongentesimo sexto, Regnorum Nostrorum quinquagesimo nono.

(L. S.) *Franciscus Josephus* m. p.

Aloisius Liber Baro ab *Aehrenthal* m. p.

Ad mandatum Sacrae Caesareae et Regiae Apostolicae Majestatis proprium:
Otho Eques de *Weil* m. p.
Caesareus et Regius Consiliarius aulicus ac ministerialis.

Der vorstehende Auslieferungsvertrag wird mit Wirksamkeit für die im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder kundgemacht.

Wien, am 18. Mai 1907.

Beck m. p. *Klein* m. p.

1907

2821.

7 mai 1907.

Ordonnance ministérielle concernant l'autorisation de la douáne principale de Bozen à traiter en douane les soieries lisses.

R. G. Bl. 1907, Nr. 133.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 7. Mai 1907, betreffend die Ermächtigung des k. k. Hauptzollamtes Bozen zur Abfertigung glatter Seidenwaren.

Das k. k. Hauptzollamt Bozen wird zur selbständigen Verzollung von n. b. b. glatten Ganzseidengeweben der Nr. 250 *a)* und von n. b. b. glatten Halbseidengeweben der Nr. 256 *a)* ermächtigt.

Korytowski m. p. *Fořt* m. p.

2822.

4 juin 1907.

Ordonnance ministérielle sur la modification de certaines dispositions du commentaire au tarif douanier du 13 février 1906.

R. G. Bl. 1907, Nr. 140.

Verordnung der Ministerien der Finanzen, des Handels und des Ackerbaues vom 4. Juni 1907, betreffend die Abänderung einiger Bestimmungen der Erläuterungen zum Zolltarife vom 13. Februar 1906.

Die nachfolgenden Bestimmungen der auf Grund des Artikels V des Zolltarifgesetzes vom 13. Februar 1906, R. G. Bl. Nr. 20, mit Kundmachung vom 13. Juni 1906, R. G. Bl. Nr. 115, hinausgegebenen Erläuterungen zum Zolltarife werden in folgender Weise ergänzt, beziehungsweise abgeändert:

In der Bemerkung zu Nr. 48 ist an Stelle der mit der Verordnung vom 6. Dezember 1906, R. G. Bl. Nr. 231, verfügten Ergänzung der Erläuterungen nach dem zweiten Alinea einzufügen:

Senfsaat in Säcken, Ballen und anderen im Großhandel üblichen Aufmachungen im Bruttogewichte von mindestens 5 *kg* ist auch im vertragsmäßigen Verkehre wie Senfsaat in Fässern zu behandeln.

In Bemerkung 2, Alinea 1, zu Nr. 56 ist in der 8. Zeile nach dem Worte: „Ziersträucher" zu setzen:

(z. B. nicht blühende Rosen).

Die Worte:

„alles (außer den Koniferen) im unbeblätterten Zustande; ebenso auch die Gehölzsämlinge und die jungen Gehölzpflanzen zur Weiterkultur"

sind zu streichen und statt dessen anzufügen: 1907

Hierher gehören auch Sämlingspflanzen (Gehölzsämlinge), das sind direkt aus dem Samen gezogene, bereits verholzte junge, niedere Exemplare der oberwähnten Bäume und Sträucher, auch nicht veredelt; ebenso gehören hierher die jungen Gehölzpflanzen zur Weiterkultur, das sind mehrjährige, größere Gehölzsämlinge.

Bemerkung 5, Alinea 1, ist zu streichen und statt dessen zu setzen:

Unter Nr. 56 *e* fallen nebst Setzlingen, Stecklingen, Propfreifern und Schößlingen alle nicht unter Nr. 56 *a)* inklusive *d)* fallenden lebenden Gewächse, somit insbesondere alle Warm- und Kalthauspflanzen. So sind z. B. nach Nr. 56 *e* zu behandeln:

Die ursprünglichen vier letzten Alineas der Bemerkung 5 sind zu streichen.

In der durch die Verordnung vom 6. Dezember 1906, R. G. Bl. Nr. 231, nach dem 3. Alinea der Bemerkung 5 aufgenommenen Bestimmung, betreffend die Forstpflanzen, ist anstatt der Worte: „die Setzlinge von Laubhölzern" zu setzen:

„junge Laubhölzer"

und anstatt der Worte: „von Nadelhölzern" aufzunehmen:

„und junge Nadelhölzer".

Nach Alinea 2 der Bemerkung 1 zu Nr. 86 ist als neues Alinea aufzunehmen:

Käselabpräparate, siehe Nr. 108 *d* und 622.

In Alinea 2 der Bemerkung 4 zu Nr. 108 ist in der vorletzten Zeile nach dem Worte: „Seifen" einzufügen:

, und Käselabpräparate, flüssig, mit Alkohol versetzt;

In Bemerkung 3, Alinea 5, zu Nr. 148 sind die Worte:

„und gebranntes Schieferschwarz (schwarze Kreide etc.)"

zu streichen und durch nachstehenden Passus zu ersetzen:

und gemahlene schwarze Kreide (Schieferschwarz etc.) mit einem Aschengehalt von weniger als 50%.

In Alinea 1 der Bemerkungen zu 293 ist die Verweisung am Schlusse:

Spezialpackpapier . . . bis . . . zerreißbar)"

zu streichen und zu Nr. 291 als 6. Alinea der Bemerkungen folgenderweise zu übertragen:

Wie Pergamentpapier ist auch Spezialpackpapier zu verzollen, ein mit Magnesiumchlorid und Tonerde imprägniertes, schmutzig graubraunes oder gelbes Papier von großer Festigkeit und pergamentähnlicher Beschaffenheit.

In Bemerkung 5 zu Nr. 299, Alinea 16, 7. und 6. Zeile von unten, ist die Verweisung:

„sowie Briefmarken (alte, überstempelte als Handelsware und neue)"

zu streichen.

Alinea 1 der allgemeinen Bemerkung 10 zur Klasse XL ist zu streichen und durch folgende Fassung zu ersetzen:

1907 Zusammengebaute, verschieden tarifierte Maschinen — mit Ausnahme der Arbeitsmaschinen in untrennbarer Verbindung mit Dampfmotoren — sind entsprechend den tarifmäßigen Merkmalen der einzelnen Maschinen separat zu verzollen. Im Falle die Trennung nicht tunlich wäre, hat die Partei glaubwürdige Gewichtsspezifikationen beizubringen oder es kann über ihr Ansuchen und auf ihre Kosten die Schätzung des auf die einzelnen Maschinen entfallenden Gewichtes unter Zuziehung eines Sachverständigen vorgenommen werden, widrigens die zusammengebauten Maschinen als ein Ganzes nach dem auf die höchst belegte Maschine anzuwendenden Zollsatze abzufertigen sind. Die Schätzung des Stückgewichtes der höchst belegten Maschine behufs Feststellung des anzuwendenden Zollsatzes erfolgt in diesem Falle durch das Zollamt und ist in Zweifelsfällen von den in Frage kommenden der höchste Zollsatz als Grundlage für die Berechnung der Zollgebühren zu nehmen.

In Alinea 7 derselben Bemerkung sind im letzten Satze die Worte:

„die behufs Gewichtsermittlung der beiden Maschinen erforderliche Trennung durchführen"

zu streichen und an deren Stelle zu setzen:

das Gewicht der einzelnen Maschinen gemäß den Bestimmungen des 1. Alineas dieser Bemerkung feststellen.

In Bemerkung 10, Alinea 1, drittletzte Zeile, zu Nr. 535 sind die Worte:

„einnadelige Zirkelnadel-"

zu streichen.

Der Bemerkung 1, Alinea 2, zu Nr. 552 ist nach Eliminierung des Punktes anzufügen:

und mit Federn, Stützen oder Befestigungsteilen montierte Fahrradsättel, ferner bearbeitete Lagerkugeln, die keinen größeren Durchmesser als 12·7 *mm* haben.

Fahrradsättel ohne Federn etc. Nr. 338.

In Bemerkung 2, Alinea 2, zu Nr. 552 ist das Wort:

„Fahrradsättel"

zu streichen.

In Alinea 2 der Bemerkungen zu Nr. 605 sind die Worte

„gebranntes Schieferschwarz (schwarze Kreide usw.)",

ferner in Alinea 3 die Worte:

„nicht gebrannte schwarze Kreide"

zu streichen und nach Alinea 3 folgende neue Bestimmung einzuschieben:

Gemahlene schwarze Kreide (Schieferschwarz etc.) gehört ohne Rücksicht auf einen vermuteten Brennprozeß oder eine nicht nachweisbare Beimischung anderer Schwärzen zu Nr. 148 *b*, falls der Aschengehalt 50% überschreitet; andernfalls hat die Behandlung nach Nr. 605 einzutreten.

Nach dem letzten Alinea der Bemerkungen zu Nr. 622 ist als neues Alinea aufzunehmen:

Käselabpräparate, flüssig (flüssige Essenz, Labextrakt), ohne Alkohol, dann in Pulverform (getrocknete. gepulverte Kälbermagen, sogenanntes Naturlab), auch mit Kochsalz, Salpeter, Milchzucker etc. versetzt, sind nach dieser Nummer zu verzollen.

Käselabpräparate, flüssig, mit Alkohol versetzt, siehe Nr. 108 (Bemerkung 4). 1907

In den Bemerkungen zu Nr. 647 sind in dem 8. Alinea nach dem Worte „Pappendeckel" die Worte einzuschalten:

, auch mit an den Rändern aufgeklebten Streifen aus Baumwoll- oder Leinengeweben.

Nach dem 9. Alinea derselben Bemerkungen ist folgendes neues Alinea aufzunehmen:

Im vertragsmäßigen Verkehre sind Bücher, Kalender etc. in Einbänden aus baumwollenen und leinenen Geweben mit der einfachen Grundbindung glatter Leinengewebe, auch mit Moirépressung, gleich den in Buchbinderleinwand eingebundenen, zollfrei zu behandeln.

In Alinea 10 der Bemerkungen zu Nr. 647 ist nach dem Worte: „Papiergeld etc." einzufügen:

Briefmarken (alte, überstempelte und neue), auch in gebrauchte Hefte eingeklebt (Albums mit Briefmarken Nr. 300).

Alinea 2 der Bemerkung 4 zu Nr. 654 hat nachstehend zu lauten:

Beim Bezuge von Weintrestern zur Branntweinerzeugung unter Kontrolle im vertragsmäßigen Verkehre sind die im Erlaubnisscheinverkehre geltenden, auf die Kontrolle der Verarbeitung Bezug habenden Vorschriften sinngemäß anzuwenden. (D. V. § 2, P. 4, Alinea 4, und P. 5—8.)

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Korytowski m. p. *Auersperg* m. p. *Fořt* m. p.

2823.

25 mai 1907.

Publication ministérielle concernant l'autorisation de la douane secondaire de Ière classe à Riva de traiter dans le trafic par chemins de fer, certaines marchandises sous le régime de l'acquit à caution.

R. G. Bl. 1907, Nr. 152.

Kundmachung des Finanzministeriums vom 25. Mai 1907, betreffend die Gestattung der Anwendung des Ansageverfahrens im Eisenbahnverkehre bei der Anweisung von Waren unter Kolloverschluß an das Nebenzollamt I. Klasse in Riva.

An das Nebenzollamt I. Klasse in Riva können im Eisenbahnverkehre Waren im summarischen Ansageverfahren gemäß der Vorschrift vom 18. September 1857, R. G. Bl. Nr. 175, zur Anweisung gelangen, wobei jedoch stets der Kolloverschluß zur Anwendung zu kommen hat.

Korytowski m. p.

1907 **2824.**

25 juin 1907.

Ordonnance ministérielle concernant la modification de quelques dispositions du commentaire douanier.

R. G. Bl. 1907, Nr. 156.

Verordnung der Ministerien der Finanzen, des Handels und des Ackerbaues vom 25. Juni 1907, betreffend die Abänderung einiger Bestimmungen der Erläuterungen zum Zolltarife vom 13. Februar 1906.

Die nachfolgenden Bestimmungen der auf Grund des Artikels V des Zolltarifgesetzes vom 13. Februar 1906, R. G. Bl. Nr. 20, mit Kundmachung vom 13. Juni 1906, R. G. Bl. Nr. 115, hinausgegebenen Erläuterungen zum Zolltarife werden in folgender Weise ergänzt, beziehungsweise abgeändert:

In der Bemerkung 1 zu Nr. 81 sind die Worte:

„Abfälle von der Bereitung des Bienenwachses (Wachskot, Bienenkrube, Bienenrab und Bienenerde), Nr. 652"

zu streichen und ist dafür folgende Bestimmung als zweites Alinea anzufügen:

Bei der Verzollung von Wachskot, das ist dem Rückstande von der Bienenwachsbereitung, welcher nach dem Auskochen und der Klärung des ausgepreßten Wachses in den Kesseln zurückbleibt und aus einer erdfarbenen, mit verschiedenen Unreinigkeiten, insbesondere Stroh und anderen Pflanzenfasern durchsetzten, in Klumpen zerfallenden Masse besteht, ist ein 50%iger Anteil zollfrei zu belassen und der Zoll mithin nur nach der Hälfte des Verzollungsgewichtes zu bemessen. — Wachspreßrückstände siehe Bemerkung 14 zu Nr. 652.

In Alinea 2 der Bemerkungen zu Nr. 100 ist vor dem Worte „Zusätze" einzuschalten:

beträchtliche.

Als neuer Satz ist diesem Alinea anzufügen:

Als beträchtlich ist ein Zusatz an Seife dann anzunehmen, wenn die fraglichen Schmieren beim Verreiben auf der Hand unter Zusatz von einigen Tropfen Wasser eine seifige Emulsion geben. In Zweifelsfällen ist die Untersuchung durch die k. k. landwirtschaftlich-chemische Versuchsstation in Wien zu veranlassen.

In dem letzten Alinea der Bemerkung 3 zu Nr. 287 ist die Verweisung des Spezialpackpapiers zu Nr. 293 zu ersetzen durch die Verweisung zu Nr. 291.

In Bemerkung 2, Alinea 3, zu Nr. 298 sind die ersten vier Zeilen zu streichen und durch folgende Bestimmung zu ersetzen:

Dagegen sind ausländische Kursbücher mit den Fahrplänen der Eisenbahnen und Dampfschiffe, sowie Fahrpläne, auch in Plakatform mit Bildern ausgestattet und Plakate dieser Verkehrsunternehmungen, die . . . . .

In Bemerkung 1, Alinea 13, zu Nr. 468 ist nach den 1907 Worten:

„Nadelspitzen bleiben"

einzuschalten:

ebenso wie die Politur.

Die Bemerkung 3, Alinea 1, zur selben Nummer ist zu ergänzen wie folgt:

Die unter diese Nummer fallenden Nadeln sind im polierten Zustande von der Einhebung des Zuschlages für die Politur befreit.

In Bemerkung 1 zu Nr. 469 ist der zweite Satz:

„Alle . . . bis . . . Schaftende"

zu streichen und hat der Schlußsatz zu lauten:

Die Vergoldung des Öhrs und auch der Spitzen ist ebenso wie die Politur der Nadeln für die Verzollung nach Nr. 469 von keinem Belang

In Bemerkung 3 zu dieser Nummer ist die Einschaltung in der Klammer zu ergänzen durch die Worte:

beziehungsweise poliert.

In Bemerkung 7, Alinea 2, zu Nr. 479 sind die Worte:

„Obst- und Gemüseschälmesser aus zugeschärftem Stahlblech mit grobem Holzgriff,"

zu streichen, ebenso die auf Seite 25 der Abbildungen zu den Erläuterungen, oben mit 3 bezeichnete Abbildung eines Gemüseschälmessers.

Alinea 2 der Bemerkung 1 zu Nr. 535 ist durch folgende Bestimmung zu ersetzen:

Bei Verzollung von Nähmaschinen mit anmontierten Elektromotoren ist nach der allgemeinen Bemerkung 10, Alinea 1, zur Klasse XL vorzugehen.

In Bemerkung 3 zu Nr. 574 ist in der sechsten Zeile nach „Nr. 574" ein Punkt (.) zu setzen, der restliche Text bis zum Schlusse dieser Bemerkung zu streichen und an dessen Stelle als neue Alineas aufzunehmen:

Magnetapparate für gewerbliche oder landwirtschaftliche Zwecke zum Entfernen von Eisenteilen aus Getreide, Mehl, Korkmehl, Kehricht, Sand u. dgl., sowie Magnetarmaturen, das sind vereinigte Magnetstäbe und derlei Hufeisenmagnete zur Herstellung von Magnetapparaten zu gewerblichen oder landwirtschaftlichen Zwecken oder zum Baue von Maschinen der Klasse XL überhaupt, sind nach den Bestimmungen der allgemeinen Bemerkungen zur Klasse XL abzufertigen.

Magnete als Spielzeug nach tarifmäßiger Beschaffenheit.

Das zweite Alinea der Bemerkungen zu Nr. 621 zu ergänzen, wie folgt:

Umschließungen komprimierter Gase sind hierbei ebenso wie die der verflüssigten Gase nach den für Flüssigkeiten geltenden Grundsätzen zu behandeln. Nachdem jedoch komprimierte Gase in kleinen Quantitäten aus Sicherheitsgründen in relativ besonders starken und schweren Zylindern zum Versand gelangen, wird gestattet, daß das Umschließungsgewicht für solche kleinere Zylinder im Bruttogewichte bis 25 *kg*, welche auf Grund des § 14, *A.* Z. 1, Alinea 5, der Durch-

1907 führungsvorschrift im entleerten Zustande zur Wiederausfuhr gelangen, nur mit 50% ihres effektiven Gewichtes bei Berechnung der Differenz auf das Bruttogewicht der eingeführten komprimierten Gase in Anrechnung gebracht wird.

So ist beispielsweise ein Zylinder Sauerstoff im Sporkogewichte von 22 *kg* mit netto 2 *kg* Gasinhalt, für welchen bei der Einfuhr der höhere Zollsatz nach Beschaffenheit der Umschließung vom Gesamtbruttogewichte von 22 *kg* sicherzustellen ist, im Falle der Wiederausfuhr der Umschließung definitiv wie folgt zu verzollen:

Nettogewicht des Sauerstoffes		2 *kg*
50% des Zylindergewichtes per . .	20 *kg*	10 „
Zusammen brutto . . .		12 *kg*

zum Zollsatze der Nr. 621 von 15 *K*.

Dagegen ist im Falle der unterbleibenden Wiederausfuhr der höher belegten Zylinder stets der Zollsatz nach Beschaffenheit der Umschließung vom Gesamtbruttogewichte einzuheben.

Die Verzollung nach dem Gesamtbruttogewichte des Gases einschließlich der Umschließung hat — auch im Falle der Wiederausfuhr der letzteren — unter allen Umständen bei verflüssigten Gasen Platz zu greifen.

In Bemerkung 2 zu Nr. 637 sind im Absatz *d* die Worte:

„Graphitschmiere, ungefärbte — bis — Harzseife",

dann im Absatze *e* die Worte:

„Maschinenschmierfett — bis — werden"

zu streichen.

Die Bemerkung 14 zu Nr. 652 ist durch folgende Bestimmung zu ersetzen:

Nach Nr. 652 sind auch Wachspreßrückstände (auch Bienenkeule, Bienenrab, Bienenerde genannt, zu unterscheiden von Wachskot, vergleiche Bemerkung 1, Alinea 2 zu Nr. 81), das sind die bei der ersten Darstellung des Bienenwachses in der Wachspresse verbleibenden Rückstände zu behandeln.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Korytowski m. p. *Auersperg* m. p. *Fořt* m. p.

2825.

3 juillet 1907.

Ordonnance ministérielle sur la mise à exécution de la loi du 23 février 1907 concernant l'aide à apporter à la marine marchande et aux constructions navales.

R. G. Bl. 1907, Nr. 157.

Verordnung des Handelsministeriums und des Finanzmisteriums vom 3. Juli 1907 zur Durchführung des Gesetzes vom 23. Februar 1907, R. G. Bl. Nr. 44, betreffend die Unterstützung der Handelsmarine und die Förderung des Schiffbaues.

Auf Grund des Artikel XIX des Gesetzes vom 23. Februar 1907, R. G. Bl. Nr. 44, betreffend die Unterstützung der

Handelsmarine und die Förderung des Schiffbaues, wird 1907 folgendes verordnet:

Zu Artikel I.

Anspruchsberechtigung, Erfordernisse der Geltendmachung.

Als Seehandelsschiffe im Sinne des Artikel I sind jene Schiffe anzusehen, die regelmäßig nicht zu Fahrten verwendet werden, die auf Grund besonderer vertragsmäßiger Abmachungen mit der Staatsverwaltung unternommen werden. Der Anspruch auf den Betriebs- oder Reisezuschuß kann vom Reeder oder dessen Bevollmächtigten erst nach Eintragung des Schiffes in das österreichische Schiffsregister geltend gemacht werden. Das Ansuchen hat den Nachweis zu enthalten, daß die gesetzlichen Erfordernisse erfüllt sind und ist bei der Seebehörde einzureichen.

Über die Zuerkennung des Zuschusses entscheidet mit Ausnahme der in Artikel VII bestimmten Fälle die Seebehörde, gegen deren Entscheidung binnen 14 Tagen vom Tage der Zustellung an gerechnet der Rekurs an das Handelsministerium offen steht.

Der Nachweis der Klassifikation des Schiffes hat durch Vorlage eines vom Schiffsklassifizierungsinstitute „Veritas" oder einer anderen gleichwertigen heimischen Anstalt ausgefertigten Zertifikates zu geschehen. Befindet sich das Schiff im Auslande, erfolgt der Nachweis durch Vorlage einer von der Klassifikationsanstalt abgegebenen Erklärung.

Das Handelsministerium entscheidet darüber, ob eine Anstalt als dem Schiffsklassifikationsinstitute „Veritas" gleichwertig anzusehen ist.

Die österreichische Staatsangehörigkeit der Reeder ist durch Urkunden jüngsten Datums nachzuweisen.

Aktiengesellschaften haben ihre behördlich genehmigten Statuten und einen Auszug aus dem Handelsregister, sowie den Nachweis der Staatsangehörigkeit von zwei Dritteilen der Mitglieder des Verwaltungsrates und eines eventuell vorhandenen Aufsichtsrates, ferner sämtlicher mit der Geschäftsführung betrauten leitenden Organe vorzulegen.

Alle Personalveränderungen des Verwaltungsrates, Aufsichtsrates, Vorstandes oder der mit der Geschäftsführung betrauten leitenden Organe sind der Seebehörde unverzüglich anzuzeigen. Dies gilt insbesondere für jeden Wechsel der Staatsangehörigkeit.

Die Seebehörde kann hinsichtlich des Nachweises der österreichischen Staatsangehörigkeit Erleichterungen gewähren.

Zu Artikel II.

Stapellauf.

Der Tag des Stapellaufes ist für im Inlande erbaute Schiffe durch eine Bestätigung des zuständigen Hafenkapi-

1907 tanates nachzuweisen, für im Auslande erbaute durch eine auf Urkunden gegründete Bescheinigung des k. u. k. Konsularamtes, in dessen Amtssprengel die betreffende Werft liegt.

Probefahrt.

Zur Feststellung der für Dampfer vorgeschriebenen Mindestgeschwindigkeit ordnet die Seebehörde auf Ansuchen und Kosten des Reeders eine Probefahrt an, an der behördliche Organe teilzunehmen haben.

Die Seebehörde kann bei Schiffen ausländischer Konstruktion die Vornahme der Probefahrt im Auslande bewilligen. Dieser Probefahrt müssen Organe oder Delegierte der Seebehörde beiwohnen.

Die Bestimmung der Dauer der Probefahrt liegt im Ermessen der behördlichen Organe.

Veranstaltet die Schiffbauunternehmung vor Übergabe des Schiffes an den Reeder eine Probefahrt, so kann die Seebehörde die Teilnahme ihrer Organe zur Feststellung bewilligen, ob die vorgeschriebene Mindestgeschwindigkeit erreicht wird.

Zu Artikel III.

Betriebszuschuß.

Über die Anspruchsberechtigung auf den Betriebszuschuß entscheidet die Seebehörde.

Dauer des Genusses.

Bei Berechnung des Betriebszuschusses wird zuerst der nach dem Bruttotonnengehalt zu berechnende Stammbetrag ermittelt, welcher nach Maßgabe der folgenden Bestimmungen die für die drei ersten Jahre vom Tage des Stapellaufes entfallende Jahresquote darstellt.

Schiffe, welche im Laufe des ersten Jahres vom Tage des Stapellaufes in den Genuß des Betriebszuschusses treten, erhalten demnach für dieses Jahr nicht die volle Jahresquote, sondern nur jenen Betrag, welcher nach Abzug des für den Zeitraum vom Tage des Stapellaufes bis zu dem Tage der Erlangung des Rechtes zur Flaggenführung, beziehungsweise bis zum Tage, an welchem die gesetzlichen Bedingungen erfüllt waren, entfallenden proportionalen Teilbetrages von der ersten Jahresquote verbleibt.

Diese Bestimmung findet in den Fällen der Erlangung des Betriebszuschusses in einem späteren Jahre sinngemäße Anwendung.

Vermessung des Schiffes.

Der Raumgehalt von Schiffen, die im Inlande nicht vermessen werden konnten, wird auf Grund der urkundlich

nachgewiesenen Vermessung im Auslande festgesetzt, sofern 1907
es sich um Staaten handelt, deren Meßbriefe in Österreich anerkannt werden. Weicht das in den betreffenden Staaten eingeführte Maß von dem österreichischen ab, so wird der Raumgehalt aus der fremden Eichung auf die in Österreich geltende nach den besonders zu erlassenden Weisungen gerechnet.

Wurde die Vermessung in einem Staate vorgenommen, dessen Meßbriefe in Österreich nicht anerkannt werden, so wird über die Anspruchsberechtigung auf den Betriebszuschuß erst dann entschieden, wenn durch Eichung im Inlande oder in sonst anerkannter Weise verläßliche Vermessungsdaten beigebracht worden sind.

Veränderung des Raumgehaltes.

Der der ursprünglichen Zuerkennung der Anspruchsberechtigung auf den Betriebszuschuß zugrunde gelegte Raumgehalt des Schiffes bleibt so lange maßgebend, als nicht durch einen Umbau der Bruttoraumgehalt verringert worden ist. Im letzteren Falle tritt vom Tage der Fertigstellung des Schiffsumbaues an eine verhältnismäßige Verminderung des Betriebszuschusses ein; der neue Tonnengehalt ist durch amtliche Eichung festzustellen.

Vormerkung der Anspruchsberechtigung.

Wird die Anspruchsberechtigung zuerkannt, so ist dies im Schiffsregister von Amts wegen vorzumerken und durch das hierzu beauftragte Hafen- oder Konsularamt im Registerbriefe einzutragen. Über die anspruchsberechtigten Schiffe wird vom Schiffsregisteramte ein besonderes Register geführt. Über die Zuerkennung der Anspruchsberechtigung auf den Betriebszuschuß erhält der Reeder ein Zertifikat, in dem auch die bei Entscheidung über die Anspruchsberechtigung berechneten Jahresquoten anzugeben sind. Wenn sich infolge einer Verminderung des Tonnengehaltes die Jahresquoten des Betriebszuschusses ändern, werden die neu berechneten Jahresbeträge dem Reeder in einem besonderen Zertifikate bekanntgegeben.

Zu Artikel IV.

Verwendungsausweis des Schiffes.

Den Gesuchen um Flüssigmachung der einzelnen Jahresquoten des Betriebszuschusses ist ein Verwendungsausweis nach Muster I des Anhanges anzuschließen, aus welchem die in dem betreffenden Betriebsjahre zurückgelegten Reisen ersichtlich sind. Die Übereinstimmung des Verwendungsausweises mit dem Schiffstagebuche bedarf einer amtlichen

1907 Bestätigung, die im Inlande von einem Hafenamte, im Auslande von einem k. u. k. Konsularamte einzuholen ist.

Abrüstung oder Einstellung der Handelstätigkeit.

Hat sich ein Schiff durch mehr als drei Monate ununterbrochen im Zustande der Abrüstung befunden oder seine Handelstätigkeit eingestellt, so ist dies in der hafen- oder konsularamtlichen Bestätigung ausdrücklich zu erwähnen und anzugeben, aus welchem Grunde die Unterbrechung stattfand.

Verpflichtung zum Anlaufen eines österreichischen Hafens.

Zur Erfüllung der Bedingung, daß das Schiff innerhalb des vorausgegangenen von Jahrestag zu Jahrestag des Stapellaufes zu berechnenden Jahres mindestens einmal einen einheimischen Hafen handelstätig angelaufen haben muß, genügt es, wenn das Schiff in diesem Zeitraum mindestens eine Lade- oder Löschoperation in einem österreichischen Hafen vorgenommen hat.

Wird für ein zwischen ausländischen Häfen verkehrendes Schiff die Enthebung von der Pflicht angesprochen, in jedem Betriebsjahre mindestens einmal einen einheimischen Hafen anzulaufen, so sind die darauf bezüglichen Umstände genau darzulegen. Die Entscheidung trifft das Handelsministerium.

Zu Artikel V.

Reisen im Interesse des einheimischen Handels und Verkehres.

Gegen die Entscheidung der Seebehörde, ob eine Reise als im Interesse des einheimischen Handels und Verkehres unternommen anzusehen ist, steht binnen 14 Tagen, vom Tage der Zustellung an gerechnet, der Rekurs an das Handelsministerium offen.

Als neben einer von der Staatsverwaltung subventionierten regelmäßigen Linie unternommene Reisen gelten jene, die zwischen Häfen stattfinden, welche fahrplanmäßig obligatorisch durch eine regelmäßige, vertragsmäßig direkte Linie verbunden sind; für Transport-, Lade- und Löschungsleistung im Verkehre zwischen solchen Häfen wird kein Reisezuschuß gewährt.

Distanzbemessung.

Bei der Distanzbemessung gilt als Ausgangs- oder Endhafen jener Hafen, in welchem die erste, beziehungsweise letzte anrechenbare Drittelladung oder eine Ladung eingeschifft, beziehungsweise gelöscht wurde, welche einem Raumgehalte von wenigstens 1700 Nettotonnen entspricht. Kommen jedoch innerhalb der Grenzen der kleinen Küstenfahrt mehrere solche Häfen in Betracht, so wird die Distanz von, bezie-

hungsweise bis zu jenem Hafen bemessen, der vom anderen 1907
Endpunkt der Reise am weitesten entfernt ist, vorausgesetzt, daß die Waren nach Gebieten bestimmt sind oder von Gebieten kommen, die außerhalb der Grenzen der kleinen Küstenfahrt liegen. Innerhalb dieser Grenzen werden Zwischenhäfen nicht angerechnet.

Kommen außerhalb der Grenzen der kleinen Küstenfahrt mehrere Häfen in Betracht, so wird die Distanz bei der Ausreise bis zu jenem ausländischen Hafen bemessen, in dem die in österreichischen Häfen eingenommene Ladung vollständig gelöscht oder so weit vermindert wurde, daß sie weniger als einem Drittel des Nettoraumgehaltes oder nicht mehr einem Raumgehalte von 1700 Nettotonnen entspricht; bei der Heimreise jedoch von jenem ausländischen Hafen angefangen, in welchem eine nach einem österreichischen Hafen bestimmte Ladung eingenommen wurde, die wenigstens einem Drittel des Nettoraumgehaltes oder einem Raumgehalte von wenigstens 1700 Nettotonnen entspricht, oder wodurch die nach einem österreichischen Hafen bestimmte Ladung auf diese Menge ergänzt wurde.

Der Transport von Reisenden wird keinesfalls angerechnet.

Die Reeder haben alle von der Seebehörde verlangten Angaben über die Ladefähigkeit des Schiffes und die tatsächlich geladenen Warenmengen zu liefern.

Reisevormerkung.

Wer beabsichtigt, Anspruch auf den Reisezuschuß zu erheben, hat bei Antritt der Reise dem k. k. Hafen- oder k. u. k. Konsularamte des Abfahrtshafens eine gehörig ausgefüllte Reisevormerkung nach Muster 2 des Anhanges vorzulegen, die nach genauer Prüfung der vorgelegten Ladungsurkunden beglaubigt wird. Dasselbe hat in jedem Hafen zu geschehen, in welchem eine den Anspruch auf den Reisezuschuß begründende oder für die Distanzbemessung in Betracht kommende Ladung oder Löschung von Waren vorgenommen wird.

Die für die Bemessung des Reisezuschusses maßgebenden, von der Partei einzusetzenden Angaben in der Reisevormerkung müssen ebenso wie die amtlichen Bestätigungen die Menge der geladenen oder gelöschten Waren in Gewichts- oder Raumtonnen mit Worten anführen und dürfen keine Korrekturen enthalten. Eventuell notwendige Berichtigungen sind ebenso wie die ursprünglichen Angaben amtlich zu beglaubigen.

Befindet sich in einem ausländischen Hafen kein k. u. k. Konsularamt, so ist die Beglaubigung bei der ausländischen

1907 Hafen- oder Zollbehörde einzuholen und im nächsten Anlaufshafen, wo sich ein k. u. k. Konsulat oder k. k. Hafenamt befindet, zur amtlichen Bestätigung vorzulegen. Fehlt in einem ausländischen Hafen auch eine Hafen- oder Zollbehörde oder kann von der dort bestehenden Behörde die Beglaubigung der Reisevormerkung nicht erwirkt werden, so hat dies der Kapitän des Schiffes im nächsten Anlaufshafen, in welchem sich ein k. u. k. Konsular- oder k. k. Hafenamt befindet, unter Vorlage des Schiffstagebuches und sonstiger Beweisurkunden anzumelden. Hat sich das Amt die sichere Überzeugung von der Richtigkeit der Angaben verschafft, ist die fehlende Bestätigung unter Anführung der Begleitumstände zu erteilen.

Nach Vollendung der Reise ist die mit den amtlichen Beglaubigungen versehene Juxte der Reisevormerkung abzutrennen und dem Ansuchen um Flüssigmachung des Reisezuschusses anzuschließen.

Wer es unterläßt, während der ganzen Reise die Reisevormerkung zu führen, verliert den Anspruch auf Reisezuschuß, den Fall ausgenommen, daß die Unmöglichkeit sie zu führen, nachgewiesen wird und die Tatsachen, welche die Reisevormerkung dartun soll, in anderer Weise unzweifelhaft erwiesen werden.

Die zu Büchern gebundenen Reisevormerkungsformulare werden den Reedern bei den Hafenkapitanaten gegen Vergütung des Kostenpreises ausgefolgt und mit dem ausdrücklichen Vermerk versehen, für welches Schiff sie bestimmt sind. Für dasselbe Schiff kann ein neues Reisevormerkungsbuch nur gegen Abgabe des alten Buches erfolgt werden, doch können die Schiffe ein Reserve-Reisevormerkungsbuch erhalten, in welchem Falle seitens des ausfolgenden Amtes auf dem in Gebrauch befindlichen Buche die geschehene Ausfolgung des Reservebuches und auf diesem das Vorhandensein des ersteren Buches angemerkt werden muß.

Die abgelieferten Reisevormerkungsbücher sind seitens des übernehmenden Hafenkapitanates der Seebehörde in Vorlage zu bringen.

Herabsetzung der vorgeschriebenen Drittelladung.

Die Herabsetzung des vorgeschriebenen Ausmaßes der Ladung bis zu einem Viertel des Nettoraumgehaltes kann vom Handelsminister entweder von Amts wegen verfügt oder auf Ansuchen für einzelne Reisen bewilligt werden. In letzterem Falle hat die ansuchende Partei das Interesse der österreichischen Produktion an der Förderung der betreffenden Relation darzutun.

Zu Artikel VI. 1907

Ausschluß und Herabsetzung des Reisezuschusses.

Das Handelsministerium bestimmt im Einvernehmen mit dem Finanzministerium, für welche Artikel der Ladung und für welche Relation der Reisezuschuß ausgeschlossen oder in einem niederen Ausmaße bemessen wird.

Den k. k. Hafenämtern und den in Seehäfen residierenden k. u. k. Konsularämtern, sowie den Handels- und Gewerbekammern sind Verzeichnisse dieser im Verordnungswege bestimmten Artikel und Relationen jeweilig zu übermitteln.

Tritt für einzelne Artikel eine Kürzung des Reisezuschusses ein und hat ein Dampfer verschiedene Waren an Bord, für die der Reisezuschuß in verschiedener Höhe festgesetzt ist, so wird der Reisezuschuß im Verhältnisse der Mengen der einzelnen Warengattungen bemessen.

Zu Artikel VII.

Reisen zwischen ausländischen Häfen und innerhalb der Grenzen der kleinen Küstenfahrt.

Über die Zuerkennung des Reisezuschusses für Fahrten zwischen ausländischen Häfen oder innerhalb der Grenzen der kleinen Küstenfahrt entscheidet das Handelsministerium im Einvernehmen mit dem Finanzministerium. Die Gesuche sind im Wege der Seebehörde dem Handelsministerium vorzulegen.

Zu Artikel VIII.

Bauzuschuß.

Bauerklärung.

Schiffbauunternehmungen, welche ein Seehandelsschiff in Bau nehmen, für das sie den Bauzuschuß zu beanspruchen beabsichtigen, haben bei der Kiellegung des Schiffes der Seebehörde eine Bauerklärung vorzulegen, die folgende Nachweise zu enthalten hat:

1. Einen Auszug aus dem Handelsregister zum Nachweis des gewerbsmäßigen Betriebes des Baues von Seehandelsschiffen;
2. Gattung und Material des Schiffes (ob Dampfer oder Segler, ob aus Stahl, Eisen, Holz oder gemischter Konstruktion);
3. die hauptsächlichen Dimensionen;
4. Menge und Wert des zu verwendenden Materials, beziehungsweise der Schiffsmaschinen, Kessel, Rohrleitungen und Hilfsmaschinen jeder Art, sowie die Bezugsanstalten, soweit dies bei der Kiellegung möglich ist;
5. für wessen Rechnung das Schiff gebaut wird.

ellung von entsprechenden Kontrollmaßregeln vom strengen 1907
achweise der Identität ausnahmsweise abzusehen.

Die hiernach zulässigen einzelnen Veredlungsarten sowie e denselben angepaßten Vorschriften über die Kontrolle nd im gegenseitigen Einvernehmen beider Regierungen im erordnungswege zu bestimmen.

Die Vornahme der Veredlung einer innerhalb der einheitchen Zollgrenze erzeugten Ware im Auslande gegen zollbeünstigte Rückeinfuhr ist, soweit der Tarif diesfalls keine esondere Bestimmung enthält, nur ausnahmsweise in jenen 'ällen zulässig, in welchen es sich um bereits eingelebte erartige Erleichterungen des kleinen Grenzverkehres handelt.

Artikel XIV.

Von den Eingangsabgaben befreit sind ferner:

1. Waren und Gegenstände, welche zur Reparatur eineführt werden, unter der Bedingung, daß die Wiederausıhr der reparierten Waren und Gegenstände binnen einer ewissen, im vorhinein festgesetzten Frist geschieht und die lentität der ein- und wiederausgeführten Waren sicherestellt werden kann.

Waren und Gegenstände, welche zur Reparatur ausgeıhrt wurden, bei ihrem Wiedereintritte in repariertem Zuande, sofern deren Identität sichergestellt werden kann; e fremdländischen Zutaten aber müssen tarifmäßig verzollt erden. Diese Begünstigung kann im Verordnungswege für n Verkehr mit einem Staate, der nicht Reziprozität gewährt, ıfgehoben werden.

2. Waren und Gegenstände, welche in die Freigebiete ler Zollausschlüsse ausgeführt werden, um daselbst veredelt, pariert oder bearbeitet zu werden und aus dem betreffenden reigebiete oder Zollausschlusse veredelt, repariert oder bearıitet wiedereingeführt werden.

3. Waren, welche unter Zollkontrolle (Vormerkverfahren) ısgeführt und unverändert zurückgebracht werden.

Waren, welche in fremde Staaten, in die Freigebiete ler in die Zollausschlüsse ohne Anwendung des Vormerkırfahrens gesendet wurden, ohne dort in den freien Verkehr esetzt worden zu sein. Sofern indes aus anhaftenden Faıikszeichen, Marken u. dgl. oder in Ermanglung dessen aus r äußeren Beschaffenheit der Ware zweifellos hervorgeht, ıß die Ware ein zurückgelangtes Erzeugnis eines der beiden aatsgebiete ist und durch beigebrachte Behelfe die Identität r aus- und eingeführten Ware glaubwürdig dargetan erheint, findet der zollfreie Wiedereintritt auch dann statt, enn diese Ware außerhalb der einheitlichen Zollgrenze in

1907

Bauüberwachung.

Nach vorläufiger Prüfung der vorgelegten Bauerklärung hat die Seebehörde behördliche Organe mit der ständigen Überwachung des Baues zu beauftragen.

Die Schiffbauunternehmungen sind verpflichtet, diese Organe in jeder Weise in der Erfüllung ihrer Aufgabe zu unterstützen.

Die behördlichen, mit der Bauüberwachung beauftragten Organe haben im Einvernehmen mit der Werft den Vorgang festzusetzen, der zur Feststellung der Identität des bezogenen und verwendeten Materiales einzuhalten ist und der Seebehörde den gefaßten Beschluß zur Genehmigung vorzulegen.

Ansuchen um Zuerkennung des Bauzuschusses.

Nach Fertigstellung der Ausrüstung ist ein besonderes Ansuchen um Zuerkennung des Bauzuschusses an die Seebehörde zu richten. Folgende Angaben müssen durch Belege nachgewiesen sein:

1. Die Menge und der Wert des zum Baue des Schiffskörpers, der Schiffsmaschinen, Kessel, Rohrleitungen und Hilfsmaschinen jeder Art verwendeten Materiales, sowie die betreffenden Bezugsquellen durch die Lieferungsverträge, Kaufurkunden, Frachtbriefe, Einfuhrsbescheinigungen der Zollbehörde usw. Unter Schiffskörper sind außer dem Rumpfe alle mit dem Schiffe in festes Gefüge und dauernde Verbindung gebrachten Teile mit Ausnahme der maschinellen Einrichtungen zu verstehen.

2. Wie viel Prozente des verwendeten Materiales inländischer Erzeugung sind; bei Verwendung von weniger als 50% inländischen Materiales, daß das übrige Material im Inlande nicht in genügender Menge oder nicht den für die Verwendung aufgestellten Bedingungen gemäß oder zu einem unverhältnismäßig späten Termine oder nur zu einem Preise hätte beschafft werden können, der samt Transportkosten den Auslandspreis samt Transportkosten übersteigt.

Bemessung des Bauzuschusses.

Wurden für den Bau des Schiffskörpers mehr als 50% inländischen Materiales verwendet, so wird der pro Bruttotonne festgesetzte Einheitssatz für jedes volle Prozent des mehr verwendeten inländischen Materiales um 1% erhöht; bei gerechtfertigter Verwendung von weniger als 50% inländischen Materiales wird dieser Einheitssatz für jedes volle Prozent weniger verwendeten inländischen Materiales um ein halbes Prozent herabgesetzt.

Der Gesamtbetrag der für den Schiffskörper gebührenden 1907
Bauprämie wird daher durch Multiplikation des so erhöhten oder verminderten Einheitssatzes mit dem Brutto-Tonnengehalt des Schiffes ermittelt.

Wurden bei der maschinellen Einrichtung mehr als 50% inländischen Materiales verwendet, so wird der für je 100 *kg* festgesetzte Einheitssatz für jedes volle Prozent des mehrverwendeten inländischen Materiales um 1% erhöht. Bei gerechtfertigter Verwendung von weniger als 50% inländischen Materiales wird dieser Einheitssatz für jedes volle Prozent weniger verwendeten inländischen Materiales um ein halbes Prozent herabgesetzt.

Der Gesamtbetrag der für die Maschinenanlage gebührenden Bauprämie wird daher ermittelt durch Multiplikation des so erhöhten oder herabgesetzten Einheitssatzes mit jener Zahl, welche angibt, wieviel Male 100 *kg* der im Artikel VIII, zweiter Absatz, 1 *b*, genannten inländischen Erzeugnisse verwendet wurden.

Bei Verwendung von weniger als 50% inländischen Materiales entfällt, wenn dies nicht im Sinne des Artikels VIII gerechtfertigt wird, jeder Bauzuschuß.

Die vorstehenden Bestimmungen finden in dem Falle sinngemäße Anwendung, daß der Bauzuschuß für neue Schiffsmaschinen, neue Kessel, neue Rohrleitungen und neue Hilfsmaschinen in Anspruch genommen wird, die als Ersatz für die alte maschinelle Einrichtung in einen alten Schiffskörper eingebaut werden.

Sämtliche Angaben in Gesuchen um Zuerkennung des Bauzuschusses müssen mit den von der Seebehörde geforderten Belegen versehen und von den mit der Baukontrolle betrauten behördlichen Organen bestätigt sein.

Über alle Mitteilungen, welche Pläne, Preise und Bezugsquellen betreffen, ist das Amtsgeheimnis zu wahren.

Zu Artikel IX.

Steuerbefreiung.

Von der zehnjährigen Steuerbefreiung sind Schiffe der auf Grund besonderer Gesetze von der Staatsverwaltung subventionierten Schiffahrtsgesellschaften ausgeschlossen.

Dies gilt daher nicht für die Schiffe jener Gesellschaften, welche nur auf Grund von Spezialverträgen für die Beförderung der Post eine Entschädigung beziehen.

Gebührenbegünstigung.

Zu den im letzten Absatz des Artikels IX bezeichneten Schiffahrtsgesellschaften gehören auch solche Seeschiffahrtsunternehmungen, deren Fahrzeuge nach Schiffsanteilen (Carati)

1907 im Eigentum mehrerer Personen stehen, sofern diese Caratistengesellschaften hereits am 1. Jänner 1907 bestanden.

Bei Zutreffen der im letzten Absatze des Artikels IX bezeichneten Voraussetzungen erstreckt sich die daselbst vorgesehene Befreiung von den Stempel- und unmittelbaren Gebühren auch auf diejenigen Fälle, in denen eine Schifffahrtsgesellschaft in mehrere Aktiengesellschaften oder eine Mehrheit von Schiffahrtsgesellschaften in eine Aktiengesellschaft umgewandelt wird.

Zu Artikel X.

Kontingentierung der Tonnenzahl beim Betriebszuschusse.

Von den zur Erlangung der Anspruchsberechtigung auf den Betriebszuschuß angemeldeten Schiffen werden im Rahmen der für ein Jahr verfügbaren Tonnenzahl in erster Linie Schiffe inländischer Konstruktion berücksichtigt.

Betriebszuschuß für Schiffe ausländischer Konstruktion.

Ist die für ein Jahr verfügbare Tonnenzahl durch Schiffe inländischer Konstruktion nicht aufgebraucht, so kann die Anspruchsberechtigung zum Bezuge des Betriebszuschusses Schiffen ausländischer Konstruktion zuerkannt werden, sofern ihre Anmeldung vor Ablauf des betreffenden Jahres erfolgt ist.

Wenn in einem Jahre die verfügbare Tonnenzahl zwar noch nicht erschöpft ist, der erübrigende Rest aber für das in der Reihenfolge der Anmeldungen nächste Schiff nicht ausreicht, so wird diesem Schiffe, falls es inländischer Konstruktion ist, in dem betreffenden Jahre der Betriebszuschuß nur für eine der noch verfügbaren Tonnenzahl gleiche Anzahl von Bruttotonnen zuerkannt; einem Schiffe ausländischer Konstruktion kann der Betriebszuschuß in diesem Ausmaße zuerkannt werden. Für die restliche Zahl von Bruttotonnen erlangt das Schiff das Recht auf den Betriebszuschuß erst mit dem 1. Jänner des folgenden Jahres, und zwar nach Maßgabe der Bestimmungen über den Vorrang der Schiffe inländischer Konstruktion.

Erschöpfung des Jahreskontingentes.

Ist die für ein Jahr verfügbare Tonnenzahl vollständig erschöpft, so wird den weiteren etwa noch angemeldeten Schiffen inländischer Konstruktion die Berechtigung zum Bezuge des Betriebszuschusses erst auf Rechnung der für das nächste Kalenderjahr verfügbaren Tonnenzahl zuerkannt.

Ebenso wird bei Schiffen ausländischer Konstruktion in dem Falle, daß in dem betreffenden Jahre überhaupt solche Schiffe zur Berechtigung zum Bezuge des Betriebszuschusses

zugelassen werden, die in den Vorjahren erfolgte Anmeldung 1907
berücksichtigt.

Beginn der Berechtigung.

Die Berechtigung zum Bezuge des Betriebszuschusses beginnt jedoch keinesfalls in einem früheren Zeitpunkt als ein Jahr vor dem Jahrestage des Stapellaufes des betreffenden Schiffes, der in das Kalenderjahr fällt, aus dessen verfügbarer Tonnenzahl die Zuerkennung erfolgt.

Übertragung des Kontingentüberschusses.

Ist die für ein Jahr verfügbare Tonnenzahl durch Zuerkennung von Betriebszuschüssen nicht erschöpft worden, wird die restliche Tonnenzahl auf das folgende Jahr übertragen, in welchem also neben diesem Reste weitere 18.000 Bruttotonnen zur Verfügung stehen. Ein etwa unverwendeter Rest darf auf das drittfolgende Jahr nicht übertragen werden; wohl aber wird der nach Verwendung des übertragenen Restes unverwendete Teil der neuen 18.000 Tonnen abermals auf das nächste Jahr vorgetragen.

Publikation der verfügbaren Tonnenzahl.

Im Jänner jedes Jahres wird die für dieses Jahr verfügbare Gesamttonnenzahl verlautbart. Die jeweils im Laufe des Jahres noch verfügbare Tonnenzahl wird von der Seebehörde in Vormerkung gehalten und auf Anfrage jedem Interessenten mitgeteilt.

Ersatzschiffe.

Ein Schiff, das auf Grund des Schlußabsatzes des Artikels X die Berechtigung zum Bezuge des Betriebszuschusses erlangt, tritt rücksichtlich der Höhe und der Dauer des Betriebszuschusses derart an die Stelle des ausgeschiedenen Schiffes, daß ihm der Betriebszuschuß höchstens für die Tonnenzahl des ausgeschiedenen Schiffes und mit jenen Beträgen, die sich nach dessen Alter ergeben und für den Zeitraum bewilligt wird, welcher von der vom Stapellauf des ausgeschiedenen Schiffes an berechneten 15jährigen Periode noch erübrigt. Falls das Ersatzschiff einen kleineren Tonnengehalt besitzt als das ausgeschiedene, so wird der Betriebszuschuß des Ersatzschiffes entsprechend der geringeren Tonnenzahl verhältnismäßig gemindert.

Auf Grund des Schlußabsatzes des Artikels X wird der Betriebszuschuß für ein Ersatzschiff nur dann gewährt, wenn zur Zeit, als der Anspruch darauf frühestens geltend gemacht werden konnte, das ist zur Zeit der Erlangung des Rechtes zur Flaggenführung, die für das betreffende Jahr verfügbare Tonnenzahl bereits erschöpft ist.

1907 Hat ein Schiff die Anspruchsberechtigung auf den Betriebszuschuß als Ersatzschiff für ein ausgeschiedenes erworben, kann es nachträglich nicht mehr die Anspruchsberechtigung zu Lasten der in den nächsten Jahren verfügbaren Tonnenzahl erlangen.

Zu Artikel XI.

Liquidierung des Bauzuschusses.

Ist in einem Jahre der Bauzuschuß bereits für Schiffe mit dem Gesamttonnengehalte von 25.000 Bruttotonnen flüssig gemacht worden, so werden etwa noch weiter zuerkannte Bauzuschüsse erst im folgenden Jahre liquidiert. Ist der Bauzuschuß für Schiffe im Gesamttonnengehalte von 270.000 Bruttotonnen gewährt worden, werden Ansuchen um weitere Bauzuschüsse nicht mehr berücksichtigt.

Bauzuschüsse für maschinelle Einrichtungen werden nur für Schiffe gewährt, deren Schiffskörper im Inlande gebaut wurde.

Die Bauzuschüsse im Falle der Auswechslung der maschinellen Einrichtungen werden, wenn die gesetzlichen Bedingungen zutreffen, während der Geltungsdauer der Bestimmungen über den Bauzuschuß (Artikel XX) gewährt.

Die Seebehörde hat die Inanspruchnahme der Bauzuschüsse sowohl für die einzelnen Jahre als auch für die Geltungsdauer der bezüglichen gesetzlichen Bestimmungen in Vormerkung zu halten und den Interessenten auf Anfragen bekannt zu geben.

Zu Artikel XIII.

Liquidierung

a) des Betriebszuschusses.

Gesuche um Zuerkennung des Betriebs-, beziehungsweise Bauzuschusses, die nicht mit allen erforderlichen Belegen versehen sind, werden nach dem Zeitpunkte eingereiht, in dem die Belege vervollständigt wurden.

Den Gesuchen um Zuerkennung des Betriebszuschusses sind insbesondere folgende Belege anzuschließen:

a) Urkunden zum Nachweise, daß das Schiff, um dessen Betriebszuschuß angesucht wird, zu wenigstens zwei Dritteilen Eigentum von Angehörigen der im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder ist. Der Nachweis der österreichischen Staatsangehörigkeit der Reeder ist vorzulegen.

Bei Aktiengesellschaften sind beizulegen:

1. Ein Auszug aus dem Handelsregister;

2. ein Exemplar ihrer behördlich genehmigten 1907
Statuten;

3. der Nachweis der österreichischen Staatsangehörigkeit von zwei Dritteilen der Mitglieder des Verwaltungsrates und eines eventuell vorhandenen Aufsichtsrates, ferner sämtlicher mit der Geschäftsführung betrauten leitenden Organe.

b) Klassifikationszertifikate, eventuell Erklärung, ausgefertigt vom Schiffsklassifizierungsinstitute „Veritas" oder einer anderen heimischen Anstalt von gleichem Werte, aus welchen erhellen muß, daß das Schiff die Klasse *A*, I. oder II. Kategorie des Schiffsklassifizierungsinstitutes „Veritas" in Triest oder einer anderen heimischen Anstalt von gleichem Werte besitzt.

c) Zertifikat über den Stapellauf.

d) Protokoll über das Resultat der Probefahrt, ausgefertigt von den hierzu delegierten behördlichen Organen.

e) Meßbrief, falls zur Zeit der Einbringung des Gesuches das Schiff im Inlande nicht vermessen worden wäre.

Um die Flüssigmachung der Jahresquote des Betriebszuschusses ist bei der Seebehörde unter Angabe einer im Inlande gelegenen Zahlstelle und eines etwa zur Empfangnahme bevollmächtigten Vertreters des Reeders anzusuchen. Hierbei ist insbesondere nachzuweisen, daß sich während des Bezugsjahres kein die Anspruchsberechtigung oder deren Umfang abändernder Umstand ergeben hat.

Die Seebehörde prüft das vorgelegte Gesuch und ordnet bei Erfüllung der gesetzlichen Voraussetzungen innerhalb 60 Tagen, von der Einreichung an gerechnet, die Zahlungsanweisung an.

Ist ein Schiff durch Schiffbruch oder in anderer Weise verloren gegangen, wird der Betriebszuschuß nur bis zum Tage des Verlustes flüssig gemacht. Ist ein Schiff verschollen, wird der Betriebszuschuß nur bis zu jenem Tage flüssig gemacht, an dem das Schiff nachweisbar den letzten Hafen verlassen hat, unbeschadet jedoch nachträglicher Ansprüche, wenn das Schiff wieder aufgefunden werden sollte.

Ist das Schiff bei Ablauf des Betriebsjahres auf der Reise, so wird der Betriebszuschuß nur bis zu jenem Tage angewiesen, an welchem das Schiff nachweisbar seine letzte Reise angetreten hat. Um Anweisung des restlichen Betrages kann später abgesondert oder am Schlusse des darauffolgenden Betriebsjahres angesucht werden.

b) des Reisezuschusses.

Die Gesuche um Zuerkennung des Reisezuschusses sind in der Regel innerhalb dreier Monate, vom Tage der Vollen-

1907 dung der betreffenden Reise an gerechnet, ordnungsmäßig belegt, der Seebehörde zu überreichen.

Gesuche, welche nicht alle gesetzlichen Erfordernisse gehörig nachweisen, sind innerhalb 30 Tagen nach der Einreichung zurückzuweisen und können nach Behebung der Mängel innerhalb dreier Monate, vom Tage der Vollendung der betreffenden Reise an, wieder vorgelegt werden. In diese Frist wird jedoch die Zeit von der Überreichung des Gesuches bis zur Verständigung des Gesuchstellers über die Mängel seiner Eingabe nicht eingerechnet. Verstreicht die dreimonatliche Frist, ohne daß die auf Verschulden der Partei beruhenden Mängel behoben werden, kann der Reisezuschuß für die betreffende Reise nicht mehr angesprochen werden. Wird von der Partei nachgewiesen, daß es ihr aus Gründen, die außerhalb ihres Verschuldens liegen, nicht möglich war, das Gesuch um Zuerkennung des Reisezuschusses innerhalb dieser dreimonatlichen Frist einzubringen oder zu vervollständigen, wird auch ein längstens ein Jahr nach Vollendung der Reise eingebrachtes Gesuch noch berücksichtigt.

Sind alle gesetzlichen Erfordernisse erfüllt, erhält der Gesuchsteller innerhalb 60 Tagen von der Einreichung an gerechnet, eine amtliche Verständigung über die Zuerkennung des Reisezuschusses, wenngleich dieser eventuell, prozentuell herabgesetzt, erst im Jänner des folgenden Jahres flüssig gemacht wird.

Im Jänner jedes Jahres ist der für das betreffende Jahr für Reisezuschüsse verfügbare Betrag zu verlautbaren. Die Seebehörde hat die Summe der im laufenden Jahre bereits angesprochenen Reisezuschüsse in Vormerkung zu halten und Interessenten auf Anfrage mitzuteilen.

In die Abrechnung über die Reisezuschüsse eines Jahres im Sinne des 5. und 6. Absatzes des Artikel XIII des Gesetzes sind alle jene Reisezuschüsse einzubeziehen, welche im Laufe des Jahres angesprochen wurden und für die bis spätestens 31. Dezember alle zur Entscheidung über den erhobenen Anspruch erforderlichen Behelfe vorliegen. Die Entscheidungen über diese Gesuche und die Amtshandlungen über allfällige Rekurse dagegen sind so zu beschleunigen, daß die Rekursentscheidung noch vor dem 31. Jänner des darauffolgenden Jahres stattfinden kann. Reisezuschüsse, deren Zuerkennung in mangelhaft belegten, zur Ergänzung zurückgestellten Gesuchen angesprochen wurde, werden in die Abrechnung jenes Jahres einbezogen, in dem das vervollständigte Gesuch wieder eingebracht wurde.

Zu Artikel XIV.

Der 5%ige Abzug ist von den als Betriebs- und Reisezuschuß tatsächlich ausgezahlten Beträgen zu berechnen.

Zu Artikel XV. 1907

Verkauf prämiierter Schiffe.

Um die Bewilligung, ein im Genuß des Betriebszuschusses stehendes Schiff ausländischer Konstruktion vor Ablauf von fünf Jahren, ein Schiff inländischer Konstruktion vor Ablauf von vier Jahren nach Zuerkennung der Anspruchsberechtigung auf den Betriebszuschuß in das Ausland oder an eine staatlich subventionierte Schiffahrtsunternehmung zu veräußern, ist im Wege der Seebehörde bei dem Handelsministerium anzusuchen.

In diesem Gesuche ist die Person des Käufers namhaft zu machen, der Nachweis über die Rückerstattung aller für das betreffende Schiff als Betriebszuschuß bezogenen Beträge zu erbringen und der beabsichtigte Verkauf zu begründen.

Geschieht eine derartige Veräußerung ohne Bewilligung, so wird unbeschadet der Haftung des Reeders für den der Staatsverwaltung zurückzuerstattenden Betrag das Handelsministerium auf Antrag der Seebehörde entscheiden, ob der Reeder des Rechtes verlustig zu erklären ist, in Hinkunft für ihm gehörige Schiffe den Betriebszuschuß zu genießen.

Die Beschränkungen in der Veräußerungsfreiheit der im Genuß des Betriebszuschusses stehenden Schiffe werden im Schiffsregister, im Registerbriefe und in dem Zertifikat über Zuerkennung der Anspruchsberechtigung auf den Betriebszuschuß angemerkt.

Zu Artikel XVII.

Dienstleistung der Schiffe im Mobilisierungs- oder Kriegsfalle.

Die Vergütung für die Heranziehung eines Schiffes zur Dienstleistung im Mobilisierungs- oder Kriegsfalle wird unter Berücksichtigung der dem Schiffe obliegenden privatrechtlichen Verpflichtungen fallweise von der Seebehörde im Einvernehmen mit der betreffenden Militärbehörde bemessen. Die Vergütung erstreckt sich auf die durch die Einberufung in die Heimat oder überhaupt nach einem bestimmten Hafen erforderliche Reise, wofern hierfür keine Ladung gegen entsprechende Fracht genommen werden konnte. Eventuelle Mehrforderungen des Reeders sind im ordentlichen Rechtswege geltend zu machen.

Keinesfalls darf aber die Überlassung des Schiffes an die Staatsverwaltung verweigert oder verzögert werden.

Die Heranziehung eines Schiffes zu einer solchen Verwendung ist womöglich einige Zeit früher dem Reeder anzukündigen.

Die Reeder sind verpflichtet, der k. u. k. Kriegsverwaltung im Wege der k. k. Seebehörde jederzeit alle gewünschten

1907 **Muster I.**

Doppeladler.

Verwendungs-

zum Zwecke der Erlangung

des österreichischen $\frac{\text{Dampfers}}{\text{Seglers}}$ . . . . . .

Reeder: . . . . . .

Für die Betriebszeit vom . . . . . 19 . .

Abfahrt am	Von	Ankunft am	In

Amtliche

Die Übereinstimmung der obigen Angaben über die Verwendung des . . . . . 19 . . mit dem Schiffstagebuche wird

Eine Unterbrechung der Tätigkeit des Schiffes in der Dauer von

(L. S.) . . . . . .

Auf Grund der Art. VI und XIII des Gesetzes vom 23. Februar 1907, R. G. Bl. Nr. 44, betreffend die Unterstützung der Handelsmarine und die Förderung des Schiffbaues. 1907

ausweis

des Betriebszuschusses

Bruttotonnengehalt . . . . . .

Schiffsführer: . . . . . .

bis zum . . . . . 19 . .

Abfahrt am	Von	Ankunft am	In

Bestätigung:

Schiffes in der Zeit vom . . . . . 19 . . bis zum

hiermit amtlich bestätigt.

. . . . . Monaten . . . . . Tagen hat . . . . stattgefunden.

am . . . . . 19 . .

1907 **Muster 2.** Doppel-

Nr. 1.

Reise-

zum Zwecke der Erlangung

des österreichischen Dampfers/Seglers . . . . . .

Reeder: . . . . . Schiffsführer: . . . . . .

1. Brutto-Tonnengehalt: . . . . . .
2. Netto-Tonnengehalt: . . . . . .
3. Ladefähigkeit in { Raumtonnen à 40 Kubikfuß engl.: . . . . . / Gewichtstonnen à 1000 *kg*: . . . . . .

Einschiffungshafen: . . . . . .

Umhüllung		Gattung der geladenen Waren	Warenmenge in Worten		Hauptdimensionen der Raumgüter
Quantität	Form		Gewichtstonnen	Raumtonnen	

Löschungshafen: . . . . . .

Amtliche Bestätigung der Einschiffung.

Die Einschiffung der oben bezeichneten Waren in der Gesamtmenge von . . . . . Gewichtstonnen und . . . . . Raumtonnen im Hafen von . . . . . wird hiermit auf Grund der vorgewiesenen Dokumente . . . . . bestätigt.

Darunter befinden sich folgende Waren, für welche nicht der volle Reisezuschuß gebührt:

. . . . . Gewichts(raum)tonnen . . . . . .

. . . . . Gewichts(raum)tonnen . . . . . .

. . . . . am . . . . . 19 . .

adler. 1907

vormerkung
des Reisezuschusses

Auf Grund des Art. V des Gesetzes vom 23. Februar 1907, R. G. Bl. Nr. 44, betreffend die Unterstützung der Handelsmarine und die Förderung des Schiffbaues.

4. Tauchung { vorne: . . . . . .
achter: . . . . . .

Ankunft im Einschiffungshafen: . . . . . 19 . .

Abfahrt vom Einschiffungshafen: . . . . . 19 . .

Umhüllung		Gattung der geladenen Waren	Warenmenge in Worten		Hauptdimensionen der Raumgüter
Quantität	Form		Gewichtstonnen	Raumtonnen	

Ankunft im Löschungshafen: . . . . . 19 . .

Amtliche Bestätigung der Löschung.

Die Löschung der oben bezeichneten Waren in der Gesamtmenge von . . . . . Gewichtstonnen und . . . . . Raumtonnen im Hafen von . . . . . wird hiermit auf Grund der vorgewiesenen . . . . . Dokumente . . . . . bestätigt.

Darunter befinden sich folgende Waren, für welche nicht der volle Reisezuschuß gebührt:

. . . . . Gewichts(Raum)tonnen . . . . . .
. . . . . Gewichts(Raum)tonnen . . . . . .

(L. S.) . . . . . am . . . . . 19 .

1907 und im Hinblicke auf die Verwendung des Schiffes im Kriegs- oder Mobilisierungsfalle als erforderlich bezeichneten Auskünfte auf das genaueste und gewissenhafteste zu erteilen.

Einschiffung von Absolventen nautischer Schulen etc.

Absolvierte Schüler der nautischen Schulen, Merkantilleutnants und Maschineneleven österreichischer Staatsangehörigkeit, die ihre Einschiffung zur Erlangung der Rangeigenschaften eines Merkantilleutnants, Kapitäns oder Maschinisten ableisten wollen, haben sich rechtzeitig vor Antritt einer Reise bei dem Reeder oder Kapitän des zu ihrer Einschiffung verpflichteten Schiffes zu melden.

Die auf diese Weise eingeschifften Kadetten, Merkantilleutnants und Maschineneleven haben Anspruch auf Unterkunft und Verpflegung in der für die betreffende Charge üblichen Beschaffenheit und Menge und sind zum Ersatz der Verpflegskosten verpflichtet, die nach den für die übliche Verpflegung der übrigen Bemannung erwachsenden Kosten zu berechnen sind.

Zu Artikel XVIII.

Kontrolle durch die Seebehörde.

Die Reeder sind verpflichtet, den von der Seebehörde mit der Ausübung der Kontrolle über das Schiff betrauten Organen in jeder Weise an die Hand zu gehen, Untersuchungen und Besichtigungen zu gestatten und zu erleichtern und die gewünschten Auskünfte zu erteilen.

Die Kosten der Bauüberwachung jener Schiffe, für die der Anspruch auf den Bauzuschuß erhoben wird, hat die Schiffbauunternehmung zu tragen.

Diese Verordnung tritt mit ihrer Kundmachung in Wirksamkeit.

Korytowski m. p. *Fořt* m. p.

2826.

28 juin 1907.

Publication ministérielle concernant la convention vétérinaire conclue le 25 janvier 1905 entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne.

R. G. Bl. 1907, Nr. 161.

Kundmachung des Ackerbauministeriums vom 28. Juni 1907, betreffend das unter Nr. 25 im X. Stücke des Reichsgesetzblattes vom Jahre 1806 publizierte Viehseuchenübereinkommen vom 25. Jänner 1905 zwischen Österreich-Ungarn und dem Deutschen Reiche.

ALLEMAGNE.

Mit Rücksicht auf die derzeitige administrative Einteilung 1907
in den im Reichsrate vertretenen Königreichen und Ländern hat es

in Anlage I

des zitierten Übereinkommens auf Seite 303, Zeile 11 von oben, statt Untergänserndorf richtig „Gänserndorf" zu heißen.

Auf Seite 304 ist bei X (Erstes Sperrgebiet in Böhmen) die Bezirkshauptmannschaft „Preßnitz", bei XIII (Viertes Sperrgebiet in Böhmen) die Bezirkshauptmannschaft „Nachod" und bei XV (Sechstes Sperrgebiet in Böhmen) die Bezirkshauptmannschaft „Kamenitz a. d. Linde", dann auf Seite 306 bei XXV (Viertes Sperrgebiet in Galizien) die Bezirkshauptmannschaft „Zborów" einzutragen.

In Anlage II *a)*

hat es auf Seite 307, Zeile 9 von oben, statt Untergänserndorf richtig „Gänserndorf", ferner auf Seite 308 in der 26. Zeile von oben statt „Feistritz" richtig „Leibnitz" und auf Seite 311 in der 12. Zeile von oben statt „Ungarisch-Brod" richtig „Ungarisch-Hradisch" zu heißen.

Auf Seite 309 ist bei XVIII (Drittes Sperrgebiet in Tirol) die Bezirkshauptmannschaft „Ampezzo", bei XIX (Viertes Sperrgebiet in Tirol) die Bezirkshauptmannschaft Mezolombardo und bei XXIII (Drittes Sperrgebiet in Böhmen) die Bezirkshauptmannschaft Preßnitz, dann auf Seite 310 bei XXIX (Neuntes Sperrgebiet in Böhmen) die Bezirkshauptmannschaft „Kamenitz a. d. Linde" und endlich auf Seite 312 bei XLI (Sechstes Sperrgebiet in Galizien) die Bezirkshauptmannschaft „Zborów" einzutragen.

Endlich hat es auf Seite 321, rechte Spalte, vorletzte Zeile von unten, statt Warnsdorf richtig „Rumburg" zu heißen.

Auersperg m. p.

2827.

18 juillet 1907.

Ordonnance ministérielle sur la protection des droits d'auteurs vis-à-vis du Danemarc.

R. G. Bl. 1907, Nr. 168.

Verordnung des Justizministeriums vom 18. Juli 1907, über den Urheberrechtsschutz im Verhältnisse zu Dänemark.

I. Nach Artikel 36 des dänischen Gesetzes vom 29. März 1904 über das Urheberrecht an Werken der Literatur und Kunst können die Bestimmungen dieses Gesetzes unter der Voraussetzung der Gegenseitigkeit durch königliche Verordnung ganz oder teilweise auf die Werke von Ausländern

1907 zur Anwendung gebracht werden, auch wenn diese Werke nicht durch einen dänischen Verleger veröffentlicht werden.

Auf Grund dieser Bestimmung wird das angeführte Gesetz durch königliche Verordnung mit Wirksamkeit vom 1. August 1907 auf die von österreichischen Staatsbürgern geschaffenen und nach deren heimatlichen Gesetzen geschützten Werke der Literatur und Kunst mit der Maßgabe anwendbar erklärt, daß der Schutz eines solchen Werkes in Dänemark nicht länger dauert als der Schutz, den das Werk nach den österreichischen Gesetzen genießt. Der Schutz wird auch den vor dem 1. August 1907 geschaffenen oder veröffentlichten Werken derart zukommen, daß die Zulässigkeit der im Artikel 37, Absatz 2 und 3 des dänischen Gesetzes vom 29. März 1904 genannten Handlungen davon abhängt, ob sie vor der Veröffentlichung der königlichen Verordnung begonnen worden sind.

II. Da demnach die Gegenseitigkeit gewährleistet ist, wird gemäß Artikel I des Gesetzes vom 26. Februar 1907, R. G. Bl. Nr. 58, verordnet:

Die Bestimmungen des Gesetzes vom 26. Dezember 1895, R. G. Bl. Nr. 197, betreffend das Urheberrecht an Werken der Literatur, Kunst und Photographie, finden auf die nicht im Inlande erschienenen, in Dänemark geschützten Werke der Literatur und Kunst dänischer Staatsbürger mit der Einschränkung Anwendung, daß die Dauer des Schutzes eines solchen Werkes in den im Reichsrate vertretenen Königreichen und Ländern die in Dänemark geltende Schutzfrist nicht übersteigt.

III. Diese Verordnung tritt mit 1. August 1907 in Kraft.

Sie gilt auch für die vor diesem Tage erschienenen Werke. Die Bestimmungen der §§ 66 und 67 des Gesetzes vom 26. Dezember 1895, R. G. Bl. Nr. 197, ferner der §§ 9 bis 15 der Verordnung des Justizministeriums vom 29. Dezember 1895, R. G. Bl. Nr. 198, finden auf solche Werke mit der Änderung Anwendung, daß auch bloß begonnene Vervielfältigungen und Nachbildungen, deren Herstellung bisher nicht verboten war, vollendet und gleich den bereits erlaubterweise hergestellten verbreitet werden können. Wo in den angeführten Vorschriften von dem Beginne der Wirksamkeit des Gesetzes vom 26. Dezember 1895, R. G. Bl. Nr. 197, die Rede ist oder Fristen von diesem Zeitpunkte an berechnet werden, ist an Stelle dieses Zeitpunktes der Beginn der Wirksamkeit der gegenwärtigen Verordnung maßgebend.

Klein m. p.

1907

2828.

30 décembre 1907.

Loi autorisant le gouvernement à régler, provisoirement, pour l'époque du 1 janvier au 31 décembre, les rapports commerciaux étrangers et à soumettre à la ratification les conventions du sucre des 28 août et 19 décembre 1907.

R. G. Bl. 1907, Nr. 288.

Gesetz vom 30. Dezember 1907, womit die Regierung ermächtigt wird, die Handelsbeziehungen mit dem Auslande für die Zeit vom 1. Jänner bis 31. Dezember 1908 provisorisch zu regeln und die Brüsseler Zuckerakte vom 28. August und vom 19. Dezember 1907 der Ratifikation zuzuführen.

Mit Zustimmung beider Häuser des Reichsrates finde Ich anzuordnen, wie folgt:

§ 1.

Die Regierung ist ermächtigt, die Handels- und Verkehrsbeziehungen mit jenen auswärtigen Staaten, bezüglich welcher sich eine Verlängerung der bestehenden Vereinbarungen oder der Abschluß neuer Vereinbarungen als notwendig erweist, ganz oder teilweise auf der bisherigen Grundlage zu regeln oder an die Stelle der bisher getroffenen Vereinbarungen neue Bestimmungen treten zu lassen, mit der Maßgabe jedoch, daß, insofern und insoweit diese Verlängerung, beziehungsweise Neuvereinbarung ihre Wirkung über den 31. Dezember 1908 erstrecken sollte, dieselbe jedenfalls vorgängig der verfassungsmäßigen Behandlung zu unterziehen sein wird.

Im Falle und soweit eine solche Verlängerung oder anderweitige Vereinbarung nicht stattfindet, ist die Regierung ermächtigt, bis zum 31. Dezember 1908 im Verordnungswege zweckentsprechende Vorkehrungen zur Regelung der bezüglichen Verkehrsverhältnisse zu treffen.

Die Regierung ist ferner ermächtigt, die Brüsseler Zuckerakte vom 28. August und vom 19. Dezember 1907 der Ratifikation zuzuführen.

1907

§ 2.

Mit dem Vollzuge dieses Gesetzes, welches mit dem Tage seiner Kundmachung in Kraft tritt, ist Mein Gesamtministerium beauftragt.

Wien, am 30. Dezember 1907.

Franz Joseph m. p.

Beck m. p.
Korytowski m. p.
Marchet m. p.
Fiedler m. p.
Geßmann m. p.
Prášek m. p.
Klein m. p.
Bienerth m. p.
Derschatta m. p.
Ebenhoch m. p.
Peschka m. p.
Abrahamowicz m. p.
Georgi m. p.

2829.

30 décembre 1907.

Loi approuvant le traité sur le réglement des rapports réciproques commerciaux entre l'Autriche et la Hongrie, puis l'arrangement visant la double imposition et autres questions d'impôts directs et celui sur la quote-part contributive afférente à la dette commune.

R. G. Bl. 1907, Nr. 278.

Gesetz vom 30. Dezember 1907, womit der Vertrag, betreffend die Regelung der wechselseitigen Handels- und Verkehrsbeziehungen zwischen den im Reichsrate vertretenen Königreichen und Ländern und den Ländern der heiligen ungarischen Krone, das Übereinkommen über die Vermeidung von Doppelbesteuerungen, sowie über einige andere Angelegenheiten der direkten Besteuerung und das Additional-Übereinkommen zu dem Übereinkommen in Betreff der Beitragsleistung der Länder der heiligen ungarischen Krone zu den Lasten der allgemeinen Staatsschuld genehmigt und in Kraft gesetzt werden.

Mit Zustimmung beider Häuser des Reichsrates finde Ich anzuordnen, wie folgt:

§ 1.

Die folgenden, vom Ministerium der im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder mit dem Ministerium der

Länder der heiligen ungarischen Krone abgeschlossenen Vereinbarungen d. d. Budapest, 8. Oktober 1907, und zwar: 1907

I. der Vertrag, betreffend die Regelung der wechselseitigen Handels- und Verkehrsbeziehungen zwischen den im Reichsrate vertretenen Königreichen und Ländern und den Ländern der heiligen ungarischen Krone nebst Anlagen und Schlußprotokoll;

II. das Übereinkommen über die Vermeidung von Doppelbesteuerungen solcher Unternehmungen, die ihren Geschäftsbetrieb auf beide Staaten ausdehnen, sowie über einige andere Angelegenheiten der direkten Besteuerung;

III. das Additional-Übereinkommen zu dem Übereinkommen in Betreff der Beitragsleistung der Länder der heiligen ungarischen Krone zu den Lasten der allgemeinen Staatsschuld

werden genehmigt.

§ 2.

Dieses Gesetz tritt am 1. Jänner 1908 unter der Voraussetzung in Kraft, daß die im § 1 angeführten Vereinbarungen gleichzeitig und gleichlautend auch in den Ländern der heiligen ungarischen Krone wirksam werden und daß das Gesetz, betreffend die Beitragsleistung der im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder zu dem Aufwande für die gemeinsamen Angelegenheiten der österreichisch-ungarischen Monarchie, am 1. Jänner 1908 in Kraft tritt.

§ 3.

Mit dem Vollzuge dieses Gesetzes ist Mein Gesamtministerium beauftragt.

Wien, am 30. Dezember 1907.

Franz Joseph m. p.

Beck m. p.
Korytowski m. p.
Marchet m. p.
Fiedler m. p,
Geßmann m. p.
Prášek m. p.
Klein m. p.
Bienerth m. p.
Derschatta m. p.
Ebenhoch m. p.
Peschka m. p.
Abrahamowicz m. p.
Georgi m. p.

1907 I.

Vertrag, betreffend die Regelung der wechselseitigen Handels- und Verkehrsbeziehungen zwischen den im Reichsrate vertretenen Königreichen und Ländern und den Ländern der heiligen ungarischen Krone.

Auf Grund des Gesetzes vom 21. Dezember 1867, R. G. Bl. Nr. 146 und des ungarischen Gesetzartikels XII vom Jahre 1867, wonach die von Zeit zu Zeit vorzunehmende Regelung der wechselseitigen Handels- und Verkehrsbeziehungen zwischen den im Reichsrate vertretenen Königreichen und Ländern und den Ländern der heiligen ungarischen Krone vorgesehen ist, wurde zu diesem Zwecke der folgende Vertrag abgeschlossen:

Artikel I.

Die Gebiete der beiden vertragschließenden Teile umgibt während der Dauer dieses Vertrages und im Sinne desselben eine einheitliche Zollgrenze.

Die vertragschließenden Teile verpflichten sich gegenseitig, während der Geltungsdauer dieses Vertrages Verkehrsgegenstände, welche aus einem Staatsgebiete in das andere übergehen, mit Ein-, Aus- oder Durchfuhrabgaben welcher Art immer nicht zu belasten und zu diesem Zwecke eine Zwischenzollinie nicht zu errichten.

Innerhalb der einheitlichen Zollgrenze gelten während der Dauer dieses Vertrages die Bestimmungen des einen integrierenden Teil dieses Vertrages bildenden und in der Anlage *A* enthaltenen Vertrags-Zolltarifes, welcher dem für die im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder und dem für die Länder der heiligen ungarischen Krone geltenden autonomen Tarife entspricht, sowie die demgemäß fernerhin in Geltung verbleibenden Zollvorschriften.

In den bestehenden Zollausschüssen bleiben die bisherigen Vorschriften aufrecht.

Die bestehenden Zollgesetze und Zollvorschriften, sowie die Zolltarife der vertragschließenden Teile bleiben für die Dauer dieses Vertrages in Kraft, insoweit sie nicht im gemeinsamen Einverständnis abgeändert werden.

Mit inneren Abgaben, welcher Art immer und für wen immer sie eingehoben werden, darf der eine vertragschließende Teil die aus dem Gebiete des anderen vertragschließenden Teiles eingeführten Artikel nur in solchem Maße belasten, in welchem er die ähnlichen Gewerbserzeugnisse oder Produkte seines eigenen Gebietes belastet.

Artikel II. 1907

Die mit fremden Staaten abgeschlossenen Verträge, welche die Regelung wirtschaftlicher Beziehungen bezwecken, insbesondere Handels-, Zoll-, Schiffahrts- und Konsularverträge, haben für die im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder und für die Länder der heiligen ungarischen Krone gleich bindende Kraft.

Artikel III.

Die Verhandlung und der Abschluß von neuen, im Artikel II erwähnten Verträgen geschieht mit Rechtswirksamkeit für beide Staaten vorbehaltlich der verfassungsmäßigen Genehmigung beider Legislativen durch den gemeinsamen Minister des Äußern auf Grundlage der Vereinbarungen, welche zwischen den Regierungen beider Staaten zu treffen sind.

Erfolgt der Abschluß derartiger Verträge nicht ausschließlich in französischer Sprache, so sind diese gleichförmig auch in deutscher und ungarischer Sprache auszufertigen und beide als Originaltexte zu unterzeichnen.

Artikel IV.

Wenn bei Ablauf eines der im Artikel II oder III erwähnten Verträge der eine vertragschließende Teil von dem darin vorbehaltenen Rechte der Kündigung gegenüber den fremden Staaten Gebrauch gemacht wissen will, so hat er spätestens sechs Monate vor Ablauf des Kündigungstermines dem anderen vertragschließenden Teile hiervon Mitteilung zu machen, um über den weiteren Vorgang das Einvernehmen zu pflegen.

Kommt innerhalb dieser Frist ein Einverständnis nicht zustande, so hat der gemeinsame Minister des Äußern die Kündigung vorzunehmen, sobald auch nur der eine der vertragschließenden Teile sie begehrt.

Verträge ohne Ablaufstermin sind auf Wunsch eines vertragschließenden Teiles spätestens sechs Monate nach Bekanntgabe dieses Wunsches an den anderen vertragschließenden Teil zu kündigen.

Artikel V.

Der Mahlverkehr der Mühlen in den von einer einheitlichen Zollgrenze umgebenen Gebieten der beiden vertragschließenden Teile, welcher auf Grund des Artikels X, Punkt 2 des Zolltarifgesetzes vom 25. Mai 1882, R. G. Bl. Nr. 47 (des

1907 Artikels X, Punkt 2 des ungarischen Gesetzartikels XVI vom Jahre 1882), zulässig war, bleibt aufgehoben.

Die bei der Einfuhr von Mehl in die dazio consumo-pflichtigen Orte Dalmatiens eingehobene Konsumsteuer wird mit Ende 1910 eingestellt oder in der Weise geregelt werden, daß sie auch von dem in Dalmatien erzeugten Mehl in gleichem Betrage eingehoben werden wird.

Artikel VI.

Die Einhebung und Verwaltung der Zölle bleibt innerhalb der Grenzen des betreffenden Staates den Regierungen der beiden vertragschließenden Teile überlassen.

In einem Staatsgebiete eingehobene Zölle dürfen ohne Zustimmung der Regierung desselben in dem anderen Staatsgebiete unter keinem wie immer gearteten Titel rückvergütet werden.

Zur gegenseitigen Überwachung der Einhaltung eines übereinstimmenden Verfahrens in der Verwaltung und Einhebung der Zölle werden von den vertragschließenden Teilen Inspektoren bestellt, welche das Recht haben, in den auf das Zollwesen bezüglichen Geschäftsgang der Zoll- und Finanzbehörden des anderen Staates Einsicht zu nehmen und ihre Wahrnehmungen den vorgesetzten Ressortministern zur Kenntnis zu bringen.

Die Regierungen der beiden Staaten werden den gesetzgebenden Körperschaften mit möglichster Beschleunigung einen Gesetzentwurf über das Zollverfahren vorlegen.

Artikel VII.

Die Hafen- und Seesanitätsverwaltung wird in den Gebieten der beiden vertragschließenden Teile in Beziehung auf die Ausübung der Seeschiffahrt, das Seesanitätswesen und die Seefischerei durch die beiderseitigen Regierungen nach gleichen Normen und überhaupt in möglichst übereinstimmender Weise geführt.

Die derzeit geltenden Vorschriften über die Führung der Flagge der Seehandelsschiffe der beiden vertragschließenden Teile bleiben unverändert in Kraft.

In Beziehung auf die Ausübung der Seeschiffahrt und der Seefischerei werden die Schiffe und Angehörigen der beiden vertragschließenden Teile sowie die beiden Staaten selbst einander gleichgestellt. Insbesondere werden die Seehandelsschiffe der beiden vertragschließenden Teile in den Häfen beider Staaten die gleiche Behandlung genießen. Die Quali-

fikationsmerkmale der Seeleute sind in beiden Staatsgebieten 1907
an die gleichen Bedingungen zu knüpfen und genießen in beiden Staaten die gleiche Gültigkeit.

Alle Angelegenheiten, die sich auf den Schutz der Seehandelsschiffe, ihrer Besatzung oder einzelner Seeleute und die Vertretung ihrer Interessen im Auslande beziehen, gehören in die Kompetenz der k. u. k. Konsulardmter und des gemeinsamen Ministers des Äußern, ohne Rücksicht auf die Zuständigkeit der Schiffe, der Besatzung oder der Seeleute. In den Angelegenheiten, die in das Gebiet der Hafen- und Seeverwaltung gehören, werden die Konsulardmter wie bisher mit den inländischen Behörden direkt verkehren.

Die Schiffahrtsgebühren sind in den Häfen beider Staaten nach gleicher Norm zu bemessen; ausgenommen hiervon sind die Gebühren von rein lokaler Bedeutung, wie: die Gebühren für die Benützung bestimmter Hafenteile und für Lotsen, ferner die Gebühren für die Marineunterstützungsfonds.

In Beziehung auf die Entrichtung der Hafengebühr sind die Schiffe, Häfen, Reeden und andere Punkte der Seeküste der beiden vertragschließenden Teile gleichgestellt.

Sämtliche Schiffahrtsgebühren kommen grundsätzlich dem einhebenden Staate zugute.

Die Schiffe beider Staaten, welche die Begünstigung der einmaligen Entrichtung der Hafengebühr für das laufende Kalenderjahr in Anspruch nehmen, haben die betreffende Gebühr in jenem Hafen zu entrichten, in welchem sie registriert sind.

Den Schiffen der beiden vertragschließenden Teile gleichgestellte fremde Schiffe, welche dieselbe Begünstigung in Anspruch nehmen, können die Hafengebühr in jedem Hafen des einen oder des anderen Staatsgebietes nach ihrer Wahl entrichten. Die Hälfte der in Häfen des einen Staatsgebietes derart eingehobenen Gebühr wird im Restitutionswege an die Seeverwaltung des anderen vertragschließenden Teiles abgeführt.

Das gleiche hat bezüglich der Gebühren jener Schiffe zu gelten, welche nach Entrichtung der Gebühr während der Dauer der für 20, beziehungsweise 60 Tage zugestandenen Gebührenfreiheit einen Hafen, eine Reede oder einen anderen Punkt der Seeküste des anderen Staatsgebietes anlaufen und dort Handelsoperationen vollziehen.

Der Bau von Leuchttürmen, welche zufolge ihrer Lage dem Verkehre nach den Häfen beider Staatsgebiete förderlich sind, hat auf gemeinschaftliche Kosten stattzufinden; der Aufwand hiefür wird nach einem billigen Schlüssel zu verteilen sein.

1907

Artikel VIII.

Alle Angelegenheiten in Betreff der Schiffahrt auf solchen Flüssen, auf welche die Bestimmungen der Wiener Kongreßakte und der Donauakte vom Jahre 1857 Anwendung finden, gehören, sofern sie sich auf das Verhältnis zu dritten Staaten beziehen, unter den im Artikel III näher bezeichneten Vorbehalten zum Wirkungskreise des gemeinsamen Ministers des Äußern.

In Beziehung auf sämtliche Binnengewässer, welche in ihrem Laufe beide Staatsgebiete berühren, werden die vertragschließenden Teile in allen Angelegenheiten, welche die Ausübung der Schiffahrt, die Flußpolizei, die Korrektion und Instandhaltung betreffen, einverständlich vorgehen.

Rücksichtlich der Ausübung der Schiffahrt und Flößerei auf allen Binnengewässern werden die Angehörigen beider Staaten vollständig gleich behandelt.

Die Flußhandelsschiffe beider Staaten, wenn sie die Flußschiffahrt über deren Grenzen hinaus betreiben, haben im Auslande, falls sie in die Lage kommen, eine Flagge zu hissen, die für Seehandelsschiffe vorgeschriebene Flagge zu führen.

Die Flußhandelsschiffe der vertragschließenden Teile führen innerhalb der beiden Staatsgebiete ihre nationale Flagge am Heck.

Beim Landen eines Flußhandelsschiffes in dem Gebiete des anderen Staates ist überdies für die Dauer des jeweiligen Aufenthaltes auch noch die Flagge des anderen Staates auf Mast zu hissen.

Artikel IX.

Die Hauptbahnen in beiden Staatsgebieten sollen, insoweit militärische oder allgemeine Verkehrsinteressen dies erfordern, nach gleichen Grundsätzen gebaut, betrieben und verwaltet werden.

Insbesondere sollen die Grundzüge der Verkehrsvorschriften für Hauptbahnen, die Vorschriften über das Signalwesen, über die Veröffentlichung der Tarife und Tarifnachlässe im Personen- und Güterverkehre, über den Transport explosiver Gegenstände, dann das Eisenbahnbetriebsreglement in beiden Staatsgebieten, sowie für den Wechselverkehr zwischen diesen unverändert beobachtet werden, insolange sie nicht im gemeinsamen Einverständnisse abgeändert werden.

Eine derartige Abänderung wird hinsichtlich des Eisenbahnberiebsreglements namentlich für den Fall solcher legislatorischer Maßnahmen, welche die Grundsätze des Transportrechtes berühren, jedem der beiden Staaten vorbehalten.

1907 Die periodischen Handelsberichte der Konsulate sind durch den gemeinsamen Minister des Äußern den beiden Handelsministern und Ackerbauministern gleichzeitig mitzuteilen.

Den Ressortministern steht es zu, im Einvernehmen mit dem gemeinsamen Minister des Äußern auf ihre Kosten zum Zwecke des Studiums kommerzieller, landwirtschaftlicher oder technischer Fragen Fachberichterstatter ins Ausland zu entsenden, die den Schutz und die Unterstützung der k. u. k. Missionen oder Konsulate genießen und durch ihre Vermittlung bei den betreffenden ausländischen Behörden zum Zwecke der Einholung der für die Erfüllung ihrer Aufgabe notwendigen Informationen eingeführt werden sollen.

Die Entscheidung letzter Instanz in allen Angelegenheiten der Konsulargebühren, deren Einhebung und Bemessung sowie über die dagegen eingebrachten Rekurse erfolgt im administrativen Wege durch den gemeinsamen Minister des Äußern, und zwar, insoferne dies erforderlich ist, nach vorhergegangenem Einvernehmen mit den beteiligten Ministern.

Bei Errichtung fremder Konsularämter und bei Zulassung fremder Konsuln zur Ausübung ihrer Funktionen in einem der beiden Staatsgebiete wird der gemeinsame Minister des Äußern im Einvernehmen mit der Regierung des betreffenden Staates vorgehen.

Artikel XII.

Die beiden Handelsminister werden sich das statistische Material, welches den auswärtigen Handel der von einer einheitlichen Zollgrenze umgebenen Gebiete der beiden vertragschließenden Teile betrifft, wechselseitig mitteilen und für die Zusammenstellung zu einem Gesamtoperate sowie für die Veröffentlichung auf Grund zu treffender Vereinbarungen Sorge tragen.

Ebenso werden die Handelsminister geeignete Vorkehrungen treffen, damit das auf den Verkehr zwischen den Gebieten der beiden vertragschließenden Teile bezügliche statistische Material nach einverständlich festgestellten Grundsätzen gesammelt und von beiden Staaten selbständig veröffentlicht werde.

Artikel XIII.

Das Salz- und Tabakgefälle wird in den beiden Staaten während der Dauer dieses Vertrages nach gleichartigen Gesetzen und Vorschriften verwaltet, welche auch nur im gemeinsamen Einverständnisse abgeändert werden können.

Die derzeit geltenden Gesetze und Verordnungen, betreffend den Verkehr mit versteuertem Branntwein, Bier, Mineralöl und Zucker zwischen den beiden Staatsgebieten (Überweisungsverfahren), bleiben mit folgenden Abänderungen auch weiterhin aufrecht und dürfen nur im Einverständnisse beider Vertragsteile abgeändert werden: 190

1. Sollte der Steuersatz in beiden Staaten nicht der gleiche sein, so wird die gegenseitige Abgabevergütung nach dem Steuersatze jenes Staates geleistet, in welchem der Steuersatz niedriger ist.

2. Bei der Bemessung der Biersteuervergütung wird ein Extraktgehalt von 12·5 Saccharometergraden zugrunde gelegt.

Im Falle einer Verschiedenheit im Ausmaße der Abgabesätze auf die erwähnten Steuergegenstände darf aus Anlaß der Einhebung oder Rückerstattung der Abgabedifferenz eine Ausfuhr- oder Erzeugungsprämie nicht gewährt werden.

Eine Rückerstattung der Abgabedifferenz in dem Verhältnisse, wie sie bezüglich des Gesamtbetrages der Abgabe von den über die einheitliche Zollgrenze ausgeführten Steuergegenständen derselben Art gewährt wird, ist gestattet.

Auf dem Gebiete der mit der industriellen Produktion in enger Verbindung stehenden indirekten Abgaben, namentlich der Bier-, Branntwein-, Mineralöl- und Zuckersteuer hat jeder der beiden vertragschließenden Teile Verfügungen zu vermeiden, durch welche die Konkurrenzfähigkeit der beteiligten Industrien des anderen Teiles beeinträchtigt werden könnte; sollte gleichwohl eine derartige Beeinträchtigung der Industrie des einen Teiles eintreten, so steht diesem das Recht zu, auf die betreffenden Verkehrsgegenstände beim Bezuge aus dem Gebiete des anderen Staates, eventuell auch aus Bosnien und der Hercegovina, die entsprechende Ausgleichsabgabe einzuheben.

Jedem Vertragsteile steht das Recht zu, sich von der Einhaltung der in diesem Artikel getroffenen Vereinbarungen im Gebiete des anderen Vertragsteiles durch Entsendung von Beamten zu den leitenden Behörden sowie zu den einhebenden und kontrollierenden Ämtern und Organen des anderen Vertragsteiles zu überzeugen. Die zu diesem Behufe bestimmten Beamten sind vom Finanzminister des anderen Staates mit der notwendigen Beglaubigung zu versehen. Diesen Beamten steht auch das Recht zu, in Begleitung eines zuständigen Amtsfunktionärs in die der Verzehrungssteuerkontrolle unterliegenden Gewerbeunternehmungen einzutreten und der Kontrollamtshandlung beizuwohnen.

In Beziehung auf die erwähnten vier Abgabearten wird insbesondere folgendes vereinbart:

1907 *A.* Auf dem Gebiete der Biersteuer.

Das derzeit bestehende Steuersystem, sowie die Bestimmungen über die Steuerrückvergütung für das über die einheitliche Zollgrenze ausgeführte Bier dürfen nur im gemeinsamen Einverständnis abgeändert werden.

Jeder Teil ist berechtigt, Brauereien von verhältnismäßig geringem Betriebsumfange besondere Begünstigungen zu gewähren.

Falls in einem Staatsgebiete die Biersteuer nach dem Extraktgehalte der Stammwürze in einem höheren Ausmaße eingehoben wird als im anderen Staatsgebiete, findet beim Bezug von Bier aus diesem Staatsgebiete zum Zwecke der Einhebung der Abgabedifferenz eine Untersuchung des Bieres auf den Stammwürzegehalt dann nicht statt, wenn ein von einer ausdrücklich hierzu befugten Amtsstelle des Versendungsstaates ausgefertigtes Zeugnis über den fachmännisch erhobenen Stammwürzegehalt des versendeten Bieres beigebracht wird. Ferner ist im Falle des Bestandes verschiedener Abgabesätze auf Bier bei Einhebung, beziehungsweise Restitution der Differenz das Umrechnungsverhältnis von Bier auf Bierwürze einvernehmlich festzusetzen.

B. Auf dem Gebiete der Branntweinsteuer.

Es dürfen nur im gemeinsamen Einverständnisse Bestimmungen getroffen werden, welche sich beziehen auf:

a) den unmittelbaren Gegenstand der Besteuerung;

b) das System der Steuerstafelung (Kontingentierung);

c) die Ausfuhrbonifikation und das Prinzip der Abgaberestitution bei der Ausfuhr über die einheitliche Zollgrenze;

d) die abgabefreie und abgabebegünstigte Verwendung von Branntwein, worunter die Gewährung der Abgabefreiheit oder Abgabebegünstigung in Betreff einer etwa bestehenden Abgabedifferenz (Zuschlag) nicht verstanden wird.

Während des Bestandes des derzeitigen Kontingentierungssystems kann jeder Vertragsteil das Gesamtkontingent selbständig festsetzen; hierbei ist jedoch der Durchschnittskonsum in den jeweilig unmittelbar vorausgegangenen zwei Kalenderjahren zugrunde zu legen.

Jedem Teile steht das Recht zu, im Falle der Einfuhr von versteuertem Branntwein aus dem anderen Gebiete die administrativ durchzuführende entsprechende Korrektur des Gesamtkontingentes jenes Staates zu fordern, aus welchem die Einfuhr von Branntwein stattgefunden hat.

Diese Korrektur des Kontingentes hat stets für die jeweilig unmittelbar folgende Betriebsperiode Platz zu greifen.

Von dem erwähnten Rechte darf der durch die Mehr- 1907
einfuhr betroffene Staat nur dann Gebrauch machen, wenn die Menge des im Überweisungsverfahren insgesamt bezogenen Branntweines jene des im Überweisungsverfahren insgesamt versendeten Branntweines in den dem 1. Juni des jeweilig laufenden Jahres unmittelbar vorausgegangenen zwölf Monaten um 1% des eigenen Kontingentes für die jeweilig laufende Betriebsperiode übersteigt.

Erzeugungsbonifikationen dürfen einseitig nicht in einem weiteren Umfange und nicht in einem höheren Ausmaße als gegenwärtig gewährt werden.

Die derzeitigen Bestimmungen über die Besteuerung gewisser Brennereien im Wege der Pauschalierung nach der Leistungsfähigkeit der Brennvorrichtung dürfen einseitig nicht zu Gunsten der Brennereien abgeändert werden.

C. Auf dem Gebiete der Mineralölsteuer.

Das derzeitige System der Mineralölsteuer, die Definition des Steuergegenstandes, die Bestimmungen über den gebundenen Verkehr mit unversteuertem Mineralöl zwischen den beiden Staatsgebieten dürfen nur im gemeinsamen Einverständnis abgeändert werden.

Es wird jedoch jedem Vertragsteile das Recht eingeräumt, für sein Gebiet das Mineralölmonopol einzuführen. Der das Monopol einführende Vertragsteil ist verpflichtet, den für das Monopol erforderlichen Bedarf an Mineralöl, abgesehen von dem zollbegünstigt zugelassenen Quantum von Rohöl, aus Bezugsquellen der Vertragsteile insolange und insoweit zu decken, als sich der Bezugspreis nicht höher stellt wie der Preis gleichwertigen ausländischen Rohöles, vermehrt durch den Einfuhrzoll.

D. Auf dem Gebiete der Zuckersteuer.

Es dürfen nur im Einverständnis abgeändert werden die Bestimmungen, betreffend:

a) das System der Besteuerung;

b) die abgabefreie und abgabebegünstigte Verwendung von Zucker, worunter die Gewährung der Abgabefreiheit oder der Abgabebegünstigung in Betreff einer etwa bestehenden Abgabedifferenz (Zuschlag) nicht verstanden wird;

c) die Ausfuhr von Zucker über die einheitliche Zollgrenze.

Artikel XIV.

Das bestehende metrische Maß- nnd Gewichtssystem kann nur im gemeinsamen Einverständnis abgeändert werden.

1907 In den Gebieten der beiden vertragschließenden Teile sollen in Beziehung auf die Bestimmungen über den Feingehalt der Gold- und Silberwaren und deren Überwachung gleiche Grundsätze zur Anwendung kommen, die nur im gemeinsamen Einverständnis abgeändert werden können.

Beiden vertragschließenden Teilen steht es frei, sich durch Inspektoren von der richtigen Anwendung dieser Grundsätze in dem Gebiete des anderen zu überzeugen; die gemachten Wahrnehmungen sind den betreffenden Resortministern zur Kenntnis zu bringen.

Artikel XV.

Die Angehörigen des einen Staates, welche in dem Gebiete des anderen Handel und Gewerbe treiben wollen oder Arbeit suchen, werden bezüglich des Gewerbeantrittes, der Gewerbeausübung und der zu zahlenden Steuern und sonstigen öffentlichen Abgaben den Einheimischen gleichgestellt sein.

Die Handels- und Gewerbetreibenden des einen Staates sind in dem Gebiete des anderen unter denselben Bedingungen wie die Einheimischen berechtigt, die Artikel ihres Gewerbebetriebes dort in Kommission zu geben, Zweigetablissements und Niederlagen zu errichten, Arbeiten und Waren auf Bestellung zu liefern und bestellte Arbeiten überall zu verrichten. Bestellungen und Subskriptionen zu sammeln und Ankäufe zu machen.

Die Handlungsreisenden des einen Staates sind zu ihrem Geschäftsbetrieb in dem anderen Staatsgebiete gleich den einheimischen Handlungsreisenden gemäß den hierfür in dem betreffenden Staate geltenden Vorschriften berechtigt.

Die für Handlungsreisende des einen Staates von ihrer zuständigen Behörde ausgefertigten Legitimationskarten, sowie die punzierungsamtlichen Legitimationen des einen Staates haben jedoch auch für das andere Staatsgebiet Giltigkeit; die Beschaffung von besonderen derartigen Legitimationen kann seitens des letzteren Staates nicht gefordert werden.

Die Angehörigen des einen Staates werden ferner bezüglich des Markt- und Meßverkehres in dem anderen Staatsgebiete den Einheimischen völlig gleichgestellt sein.

Die Bestimmungen dieses Artikels finden jedoch auf den Gewerbebetrieb im Umherziehen, einschließlich des Hausierhandels, keine Anwendung.

Artikel XVI.

1. Neue Erfindungen, welche eine gewerbliche Anwendung zulassen, werden in beiden Staaten, abgesehen von den durch die derzeit in beiden Teilen bestehenden Gesetze geschaffenen

Ausnahmen, deren Aufhebung oder Einschränkung jedem 1907
Teile freisteht, auf allen Gebieten der Industrie vollen gesetzlichen Schutz genießen.

2. Die Angehörigen des einen Staates, sowie Personen, welche in diesem ihren Wohnsitz oder ihre Niederlassung haben, werden in dem Gebiete des anderen Staates in allem, was den Schutz der Erfindungen betrifft, dieselben Rechte wie die eigenen Angehörigen genießen.

3. Falls eine der im vorhergehenden Punkte genannten Personen oder ein dem Kreise dieser Personen angehöriger Rechtsnachfolger einer solchen Person eine von ihr in dem einen Staate zum Patentschutz angemeldete Erfindung binnen drei Monaten auch in dem anderen Staate zum Patentschutze anmeldet, so wird diese Anmeldung

a) allen Anmeldungen derselben Erfindung vorgehen, welche in dem anderen Staate nach dem Zeitpunkte der Anmeldung im Heimatsstaate eingereicht worden sind;

b) durch Umstände, welche nach dem Zeitpunkte der im Heimatsstaate bewirkten Anmeldung eingetreten sind, den Charakter der Neuheit nicht verlieren.

Diese Frist beginnt:

a) mit dem Tage, an welchem auf die erste im Heimatsstaate bewirkte Anmeldung der Beschluß über die Erteilung des Patentes zugestellt wurde; oder

b) falls gegen diesen Beschluß ein Rechtsmittel zulässig war, mit dem Eintritte der Rechtskraft des Beschlusses, oder

c) falls dagegen ein Rechtsmittel ergriffen wurde, mit der Zustellung des rechtskräftigen Beschlusses, oder

d) falls es zu einem Beschlusse nicht kommt, mit der Zustellung des Bescheides, mit welchem der Anmelder vom Eintritte der Rechtskraft verständigt wird.

Die vorstehend gewährleisteten Prioritätsrechte müssen jedoch bei sonstigem Verluste derselben bei der Anmeldung der Erfindung ausdrücklich in Anspruch genommen werden.

4. Der Schutz einer in dem einen Staate im Sinne der Punkte 2 und 3 dieses Artikels angemeldeten Erfindung kann in diesem Staate keinen ausgedehnteren Umfang und keine längere Dauer besitzen als in jenem Staatsgebiete, in dem die Erfindung zuerst angemeldet wurde.

5. Die Einfuhr einer in dem Gebiete des einen Staates hergestellten Ware in das Gebiet des anderen zieht in dem letzteren nachteilige Folgen für das der Erfindung gewährte Schutzrecht nicht nach sich.

6. Die von den Patentbehörden des einen Staates herausgegebenen Ausfertigungen und Publikationen bedürfen, wenn sie bei den Patentbehörden des anderen Staates zur Verwendung gelangen, keiner Beglaubigung.

1907 7. Aus dem Gebiete des einen der beiden Staaten stammende patentfähige Erfindungen, welche auf behördlichen oder sonstigen, den volkswirtschaftlichen Interessen dienlichen Ausstellungen in dem Gebiete des anderen zur Schau gestellt werden, genießen daselbst einen zeitweiligen Schutz nach Maßgabe der Gesetze dieses Staates.

8. Die noch im gemeinsamen Einvernehmen erteilten Privilegien behalten, solange sie keiner Umwandlung im Sinne der bestehenden Patentgesetzgebung unterzogen wurden, während ihrer Dauer auch fernerhin in beiden Staatsgebieten unverändert Geltung. Die Verlängerung sowie die Stattgebung oder Versagung von Anträgen auf gänzliche oder teilweise Ungiltigkeitserklärung solcher Privilegien erfolgt im gegenseitigen Einvernehmen der beiden Handelsminister.

Kommt ein Einvernehmen nicht längstens binnen drei Monaten nach Zustellung des Antrages zustande, so entscheidet jeder Handelsminister für das Gebiet des betreffenden Staates selbständig und verständigt hiervon den Handelsminister des anderen.

Über Feststellungsklagen entscheidet jeder Handelsminister selbständig.

In allen übrigen, ein solches Privilegium berührenden Angelegenheiten trifft der zuständige Handelsminister die Entscheidung oder Verfügung selbständig und teilt sie dem Handelsminister des anderen Staates zur Eintragung in das dortige Privilegienregister mit.

Für die Erwirkung der Verlängerung eines solchen Privilegiums in dem Gebiete des anderen Staates gebührt diesem eine Registrierungsgebühr im Betrage von 25% der bisherigen Privilegientaxe.

Für die im gemeinsamen Einvernehmen erteilten Privilegien ist, insoweit nach den Bestimmungen dieses Punktes ein Einvernehmen zu pflegen ist, derjenige der beiden Handelsminister zuständig, bei welchem seinerzeit das Gesuch um Erteilung des Privilegiums eingebracht wurde.

Artikel XVII.

1. Handels- und Fabriksmarken, Muster und Modelle sowie die im Handel und Verkehr benützten Namen, Firmen, Wappen und Benennungen von Etablissements werden in beiden Staaten vollen gesetzlichen Schutz genießen.

2. Die Angehörigen des einen Staates sowie Personen, welche im Gebiete dieses Staates ihren Wohnsitz oder ihre gewerbliche Niederlassung haben, werden im Gebiete des anderen Staates in Betreff des Schutzes ihrer Handels- und Fabriksmarken, Namen, Firmen, Wappen und geschäftlichen

Benennungen ihrer Etablissements, dann ihrer Muster und 1907
Modelle sowie hinsichtlich des Schutzes gegen unlauteren Wettbewerb in jeder Hinsicht dieselben Rechte genießen wie die eigenen Angehörigen.

3. Für einheimische Marken wird mit der bei der zuständigen Registrierungsbehörde eines der beiden Staaten bewirkten Registrierung der gesetzliche Schutz auch für das Gebiet des anderen Staates erworben, ohne daß es hierfür der Bestellung eines Vertreters im Gebiete des letzteren bedarf.

Desgleichen wird durch die Hinterlegung eines Musters oder Modelles für eine der im Punkte 2 genannten Personen bei der zuständigen Behörde des einen Staates der Schutz auch für das andere Staatsgebiet erworben, ohne daß es hierfür der Bestellung eines Vertreters in dem letzteren bedarf.

Sobald auch nur von einer der beiden Regierungen eine zentrale Musterhinterlegungsstelle errichtet sein wird, werden bei der anderen die Muster und Modelle in so vielen Exemplaren zu hinterlegen sein, daß eines dieser Exemplare an die Zentralstelle des anderen Staates übermittelt werden kann; diese Übersendung wird längstens innerhalb sechs Monaten nach Ablauf des Hinterlegungsmonates zu erfolgen haben.

Für Verfügungen und Entscheidungen, welche eine solche Marke, ein solches Muster oder Modell betreffen, sind die Behörden jenes Staates zuständig, in welchem die Hinterlegung der Marke, des Musters oder Modelles erfolgt ist.

Die folgenden Klagen können jedoch nicht bloß bei der zuständigen Behörde des Heimatsstaates, sondern auch bei der des anderen Staates, bei dieser jedoch nur mit Rechtswirkung des Erkenntnisses für dessen Gebiet angebracht werden:

a) Klagen auf Löschung einer Marke wegen Ähnlichkeit mit einer älteren zu Recht bestehenden Marke,

b) Klagen wegen Vorgebrauchs,

c) Klagen auf Grund des Rechtes an einem Namen, Wappen, einer Firma oder einer Etablissementsbezeichnung,

d) Feststellungsklagen, das sind Klagen auf Feststellung des ausschließlichen Gebrauchsrechtes an einer Marke ungeachtet des Bestandes einer prioritätsälteren Marke,

e) Klagen auf Löschung einer Marke wegen Freizeicheneigenschaft, diese jedoch nur innerhalb einer Frist von drei Jahren von der Registrierung gerechnet, nach deren Ablauf diese Anfechtung nur mehr bei der zuständigen Behörde des Heimatsstaates stattfindet.

1907 Das im vorstehenden Absatze für die Klagen unter *a)* bis *d)* Verfügte gilt auch für Klagen auf Ungiltigkeits- oder Erloschenerklärung des Rechtes an Mustern oder Modellen, sowie auch bezüglich etwaiger musterrechtlicher Feststellungsklagen. Jedoch wird das Musterrecht nicht als erloschen erklärt werden, wenn nach dem Muster hergestellte Erzeugnisse aus dem Gebiete des einen Staates in das des anderen eingeführt werden oder das Muster auch nur in einem der beiden Staaten benützt wurde.

4. Die in jedem der beiden Staaten hinsichtlich der Marken zuständigerweise vorgenommenen Registrierungen und getroffenen sonstigen Verfügungen und Entscheidungen werden sich die beiden Handelsminister oder die etwa künftig an deren Stelle tretenden Zentralbehörden allmonatlich gegenseitig behufs Aufnahme in die geführten Register und zum Zwecke der Durchführung und Verlautbarung mitteilen.

Die allmonatliche Mitteilung der hinsichtlich registrierter Muster und Modelle getroffenen Verfügungen und Entscheidungen hat erst nach Eintritt der im Punkte 3, Absatz 3 erwähnten Voraussetzung stattzufinden.

5. Es wird der für die Verwaltung des Markenschutzwesens zuständigen Zentralbehörde jedes der beiden Staaten frei stehen zu erklären, daß einer ihr im Sinne der Punkte 3 und 4 von der Behörde des anderen Staates übermittelten Marke der Schutz in ihrem Staate nicht gewährt werden kann.

Eine derartige Verweigerung des Schutzes kann nur aus Gründen erfolgen, die auch gegenüber einer einheimischen Marke nach dem Gesetze geltend gemacht werden können. Jedoch wird keiner der beiden Staaten einer in dem anderen Staate registrierten Marke den Schutz lediglich deshalb verweigern, weil sie den in seinem Gebiete geltenden Vorschriften über die Zusammensetzung und äußere Gestaltung der Marken nicht entspricht, soferne sie in dieser Beziehung nur der Gesetzgebung des anderen Staates genügt.

Öffentliche Wappen aus den Gebieten des einen Teiles werden in den Gebieten des anderen Teiles nicht als Freizeichen angesehen werden. Marken, welche solche Wappen enthalten, dürfen nur für denjenigen registriert werden, welcher das Recht zur Benützung dieser Wappen besitzt. Dies gilt auch für Ausführungen der Wappen, welche Abweichungen von der offiziellen Ausführungsform aufweisen, soferne trotz dieser Abweichungen Verwechslungen im Verkehre zu erwarten sind. Diese Bestimmungen finden insbesondere auch auf das österreichische Erblandswappen und auf die heilige ungarische Krone Anwendung.

Der Gebrauch einer in einem der beiden Staatsgebiete üblichen Sprache in einer Marke wird, auch ohne daß die

Ware mit der Angabe ihres Herkunftsortes versehen ist, 1907
nicht als zur Irreführung über die Herkunft der Ware geeignet angesehen werden und wird aus diesem Grund allein einer Marke der Schutz nicht verweigert werden.

Dagegen wird jeder der beiden Staaten berechtigt sein, Warenbezeichnungen von der Registrierung auszuschließen, welche in ihrem Gesamteindrucke durch die Verwendung der nationalen Farben in ihrer heraldischen Reihenfolge und Richtung oder durch die Verwendung von Darstellungen nationaler Embleme, Monumente und Architekturwerke dieses Staates, von Namen oder Bildnissen historischer oder auf dem Gebiete des Staatslebens, der Kunst oder Wissenschaft berühmter Persönlichkeiten dieses Staates für den Konsumenten als offenbarer Hinweis auf die Herkunft der Ware aus diesem Staate wirken müßten, soferne nicht in der Warenbezeichnung gleichzeitig mit ausreichender Deutlichkeit die wahre Herkunft (Ort oder Land) der Ware oder doch der Umstand, daß sie nicht aus diesem Staate stamme, angegeben oder aus ihr zu entnehmen ist.

In der Verwendung der nationalen Farben für die Herstellung von Inschriften, Arabesken u. dgl., sowie von Umrahmungslinien als Bestandteilen einer Marke wird für sich allein ein Hinweis auf die Herkunft der Ware nicht erblickt werden.

Der Verkehr mit einer Ware, welche mit einer nach den vorstehenden Bestimmungen zum Schutze zugelassenen Marke in ihrer registrierten Gestalt versehen ist, sowie die Verwendung dieser Marke in geschäftlichen Kundgebungen wird aus dem Gesichtspunkte einer Irreführung über die Herkunft der Ware in keinem der beiden Staaten behindert werden. Bei Beurteilung der Frage, ob die Ausstattung oder Bezeichnung einer Ware, insoweit sie nicht als Marke registriert ist oder etwaige einer registrierten Marke beigefügte Zusätze zur Irreführung über die Herkunft der Ware geeignet sind, haben die in den vorstehenden Absätzen enthaltenen Bestimmungen Anwendung zu finden.

6. Von der im Punkte 5 eingeräumten Befugnis der Verweigerung des Schutzes muß binnen längstens einem Jahre nach dem Einlangen der von der Behörde des anderen Staates eingesandten Marke Gebrauch gemacht und jene Behörde davon verständigt werden. Hierbei sind die Gründe für die Verweigerung des Schutzes anzugeben.

Diese Verweigerung des Schutzes hat die hiervon verständigte Behörde des Ursprungsstaates dem Anmelder sofort bekanntzugeben. Gegen die Verweigerung stehen dem Anmelder dieselben Rechtsmittel zu, als wenn die Marke von ihm unmittelbar in dem Staate hinterlegt worden wäre, in dem ihr der Schutz versagt wurde.

1907 Die Fristen für diese Rechtsmittel werden von der Zustellung der Verständigung über die Verweigerung des Schutzes seitens der Behörde des anderen Staates zu laufen beginnen.

7. Jeder der beiden Staaten wird für jede von den im Punkte 2 genannten Personen bei der zuständigen Behörde dieses Staates hinterlegte oder erneuerte Marke pro Stück 25% der Registrierungsgebühr und für jedes für die genannten Personen hinterlegte Muster oder Modell pro Stück oder verschlossenes Paket 25% der Hinterlegungsgebühr dem anderen Staate zur Deckung der Registrierungs-, Hinterlegungs- und Verlautbarungskosten vergüten.

Diese Vergütung hat hinsichtlich der Muster und Modelle erst nach Eintritt der im Punkte 3, Absatz 3 erwähnten Voraussetzung stattzufinden.

8. Hinsichtlich des Schutzes von Marken ausländischer Unternehmungen und von Mustern oder Modellen solcher Personen, welche in keinem der beiden Staatsgebiete ihren Wohnsitz oder ihre Niederlassung haben, gelten die mit den betreffenden Staaten geschlossenen Verträge.

Es bleibt diesen Unternehmungen und Personen unbenommen, ihre Marken, Muster und Modelle auch bloß für einen der beiden Staaten bei der zuständigen Registrierungsstelle in Wien oder Budapest zu hinterlegen. Die durch eine in einem der beiden Staaten bereits vor dem Inkrafttreten dieses Vertrages bewirkte Hinterlegung erworbene Priorität einer Marke, eines Musters oder Modelles bleibt hierdurch unberührt.

Artikel XVIII.

Das Post-, Telegraphen- und Telephonwesen wird in jedem der beiden Staaten selbständig geregelt und verwaltet.

Der Post-, Telegraphen- und Telephonverkehr zwischen den Gebieten der beiden vertragschließenden Teile wird durch besondere Übereinkommen festgestellt.

Sollten derlei Übereinkommen nicht zustande gebracht werden können, so finden auf den Verkehr zwischen den beiden Staatsgebieten die Bestimmungen des Weltpostvertrages und des internationalen Telegraphenvertrages Anwendung.

Artikel XIX.

Die im Gebiete eines der beiden Staaten gesetzmäßig errichteten Aktiengesellschaften (Kommanditgesellschaften auf Aktien), Gesellschaften mit beschränkter Haftung, Versicherungsgesellschaften und Erwerbs- und Wirtschaftsgenossenschaften sind berechtigt, ihre Wirksamkeit auf das Gebiet

des anderen Staates in den dort gesetzlich zulässigen Geschäften auszudehnen und daselbst Zweigniederlassungen zu gründen. 1907

Sie sind in solchen Fällen den einheimischen Gesellschaften und Anstalten gleichgestellt und bezüglich ihres Geschäftsbetriebes im Gebiete des anderen Staates nur denjenigen Vorschriften unterworfen, welche für den gleichartigen Geschäftsbetrieb der einheimischen Unternehmungen gelten.

Die von den vertragschließenden Teilen über die gegenseitige Zulassung und den Geschäftsbetrieb von Aktiengesellschaften, Versicherungsgesellschaften und Erwerbs- und Wirtschaftsgenossenschaften getroffenen besonderen Vereinbarungen bleiben während der Dauer dieses Vertrages unverändert in Kraft.

Artikel XX.

Die aus einem Staate herstammenden Tiere, tierischen Rohprodukte und giftfangenden Gegenstände werden in dem anderen Staate im allgemeinen grundsätzlich nicht anders behandelt werden als die gleichartigen Transporte des eigenen Staates. Es können demgemäß Transporte, die aus seuchenfreien Gegenden stammen und am Bestimmungsorte gesund anlangen, in den freien Verkehr des anderen Staates treten.

Im Falle der Feststellung einer ansteckenden Tierkrankheit bei einem eingebrachten Transporte kann dessen Rücksendung erfolgen; im Falle der Einschleppung einer solchen Krankheit oder bei deren Bestande, insbesondere in einem Grenzbezirke, kann die Einfuhr der empfänglichen Tiergattung beschränkt oder verboten werden. Diese Verfügungen sind nach Maßgabe der von den beiden Regierungen auf die Dauer dieses Vertrages vereinbarten Durchführungsmodalitäten zu treffen und werden, soweit es sich nicht um die Rücksendung verseuchter Transporte oder um die im Verkehre der Grenzbezirke zunächst den dortigen Behörden obliegenden Vorkehrungen handelt, von den zuständigen Ressortministern veranlaßt.

Artikel XXI.

Im Interesse des Schutzes der Weinproduktion und des Verkehres mit Wein wird vereinbart:

1. In den Ländern der heiligen ungarischen Krone ist spätestens innerhalb Jahresfrist nach Inslebentreten dieses Vertrages ein neues Weingesetz zu schaffen, welches in Bezug auf den Schutz des Naturweines, die Beschränkung der Erzeugung von weinhältigen und weinähnlichen Getränken sowie den Verkehr mit Wein und mit den anderen vorhin bezeich-

1907 neten Getränken mindestens ebenso strenge Bestimmungen enthalten wird wie das österreichische Gesetz vom 12. April 1907, R. G. Bl. Nr. 210.

2. In den im Reichsrate vertretenen Königreichen und Ländern wird während der Dauer dieses Vertrages kein neues Gesetz geschaffen werden, welches in Bezug auf den Verkehr mit Wein, Weinmost und Weinmaische minder strenge Bestimmungen enthielte als das Gesetz vom 12. April 1907, R. G. Bl. Nr. 210.

In den im Reichsrate vertretenen Königreichen und Ländern haben beim Verkehr mit Wein über den Gebrauch von Bezeichnungen, die auf den Ursprung aus dem Tokajer Weingebiete hinweisen, folgende Bestimmungen zu gelten:

a) als falsche Bezeichnung im Sinne der §§ 11 und 12 des Lebensmittelgesetzes vom 16. Jänner 1896, R. G. Bl. Nr. 89 ex 1897, ist es anzusehen, wenn Wein, der nicht aus dem Tokajer Weingebiete stammt, als Tokajer Wein, Tokajer Ausbruch, Hegyaljaer, Máslás, Szamorodner (Szamorodni) oder mit einer sonstigen auf den Ursprung aus dem Tokajer Weingebiete hinweisenden Angabe bezeichnet wird;

b) dasselbe gilt für den Gebrauch einer der sub *a)* angeführten Bezeichnungen für Süß(Dessert)wein, der unter Verwendung von Rosinen oder Korinthen hergestellt wurde.

c) Das Tokajer Weingebiet umfaßt:

α) Aus dem Gebiete des Komitates Zemplén: das Gebiet der Gemeinde Bekecs, Bodroghalász (früher Petrahó), Bodrogkeresztur, Bodrogolaszi, Bodrogszadány, Erdöbénye, Erdöhorváti, Golop, Józseffalva, Károlyfalva, Kisfalud, Kistoronya, Legyesbénye, Mád, Mezözombor, Monok, Olaszliszka, Ond, Rátka, Sárospatak, Sátoraljaujhely, Szegilong, Szerencs, Szöllöske, Tállya, Tarzal, Tokaj, Tolcsva, Vámosujfalu, Végardó;

β) aus dem Komitate Abauj-Torna: das Gebiet der Gemeinde Abaujszántó.

Die beiden Regierungen werden im Interesse der Landwirtschaft die geeigneten Vorkehrungen treffen, damit in beiden vertragschließenden Staaten zur Hintanhaltung der Fälschung auch von anderen wichtigeren landwirtschaftlichen Produkten und von solchen Artikeln, welche der landwirtschaftlichen Produktion dienen, möglichst übereinstimmende Grundsätze in Geltung treten.

Die königlich ungarische Regierung verpflichtet sich, einen Gesetzentwurf, betreffend die Reform des Geschäftsverkehres an der Budapester Börse, der Gesetzgebung ehestens vorzulegen.

Artikel XXII. 1907

Zur Vorbereitung und Vermittlung gleichartiger Grundlagen für die in den Artikeln II und III erwähnten internationalen Verträge, für die Gesetzgebung und Verwaltung der Zölle, der indirekten Abgaben und der sonstigen Angelegenheiten, auf welche sich dieser Vertrag bezieht, wird eine Zoll- und Handelskonferenz zusammentreten, welche die beiderseitigen Minister des Handels, der Finanzen und des Ackerbaues oder je nach dem Gegenstande auch die anderen Ressortminister und, insoweit der Gegenstand der Verhandlung die Verhältnisse zu fremden Staaten berührt, der gemeinsame Minister des Äußern oder deren Vertreter bilden und zu welcher, so oft es der Gegenstand erfordert, Fachmänner aus beiden Staaten, insbesondere Mitglieder der Handels- und Gewerbekammern und der landwirtschaftlichen Korporationen zu berufen sind. Die Ressortminister der beiden Staaten sowie der gemeinsame Minister des Äußern haben das Recht, so oft sie dies für nötig halten, die Einberufung der Zoll- und Handelskonferenz zu verlangen, deren Beschickung nicht abgelehnt werden kann.

Abgesehen von den Fällen einer besonderen Einberufung wird die Konferenz behufs Behandlung laufender Geschäfte, insbesondere in Angelegenheiten der Zollverwaltung, regelmäßig, und zwar gewöhnlich in jedem Monate einmal und womöglich abwechselnd in Wien und Budapest zusammentreten.

Artikel XXIII.

An Stelle der in dem Gesetze vom 20. Dezember 1879, R. G. Bl. Nr. 136 (ungarischer Gesetzartikel LII vom Jahre 1879), bezogenen Bestimmungen des Zoll- und Handelsbündnisses vom 27. Juni 1878, R. G. Bl. Nr. 62 (ungarischer Gesetzartikel XX vom Jahre 1878), haben die entsprechenden Bestimmungen dieses Vertrages auf Bosnien und die Hercegovina Anwendung zu finden.

Auf dem Gebiete der mit der industriellen Produktion in enger Verbindung stehenden indirekten Abgaben sind in Bosnien und der Hercegovina im Sinne des vorbezogenen Gesetzes die von den Regierungen der beiden vertragschließenden Teile einvernehmlich als notwendig erkannten Bestimmungen zu erlassen.

Artikel XXIV.

Wenn zwischen den Regierungen der beiden Staaten über die Auslegung oder Anwendung dieses Vertrages und der ihm beigeschlossenen Bestimmungen etwa eine solche

1907 Meinungsverschiedenheit entsteht, welche die beiden Regierungen im Wege unmittelbarer Verhandlungen beizulegen nicht in der Lage wären, so wird sie auf Verlangen des einen oder anderen Staates durch Schiedsspruch erledigt.

Das Schiedsgericht wird derart gebildet, daß jeder der vertragschließenden Teile innerhalb des ersten Halbjahres nach Inkrafttreten dieses Vertrages aus den eigenen Angehörigen vier ständige Schiedsrichter ernennt, von denen er in jedem einzelnen Streitfalle zwei bezeichnet, die in diesem Fall als Schiedsrichter zu fungieren haben. Scheidet einer der ständigen Schiedsrichter, sei es durch Tod, Abberufung oder Zurücklegung seiner Stelle aus, so hat die Ergänzung auf die volle Zahl binnen vier Wochen stattzufinden.

Der Obmann des Schiedsgerichtes wird einer im vorhinein festgestellten Liste entnommen. Diese Liste kommt in der Weise zustande, daß die österreichische Regierung aus den obersten richterlichen Kreisen der Länder der heiligen ungarischen Krone, die ungarische Regierung aus den obersten richterlichen Kreisen der im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder je fünf Persönlichkeiten bezeichnet.

Die österreichische Regierung wählt aus den von der ungarischen Regierung vorgeschlagenen Persönlichkeiten, die ungarische Regierung aus den von der österreichischen Regierung vorgeschlagenen Persönlichkeiten je zwei aus. Diese vier Persönlichkeiten bilden die ständige Liste, aus welcher der Obmann für jeden einzelnen Fall durch das Los bestimmt wird.

Diese ständige Liste ist innerhalb des ersten Halbjahres nach dem Inkrafttreten dieses Vertrages fertigzustellen. Die etwa notwendig werdende Ergänzung der Liste erfolgt binnen sechs Wochen in derselben Weise wie die Neubildung, auch wenn es sich bloß um eine Persönlichkeit handelt.

Der Obmann ist Vorsitzender des Schiedsgerichtes, das nach Stimmenmehrheit entscheidet.

Beim ersten Streitfalle hat das Schiedsgericht seinen Sitz im Gebiete des beklagten vertragschließenden Teiles, beim zweiten im Gebiete des anderen vertragschließenden Teiles, in einem Orte, der von der betreffenden Regierung bestimmt wird. Diese hat für die Beistellung der Räumlichkeiten, der Schreibkräfte und des Dienstpersonals zu sorgen, deren das Schiedsgericht für seine Tätigkeit bedarf.

Die beiden vertragschließenden Teile werden sich im einzelnen Falle oder ein- für allemal über das Verfahren vor dem Schiedsgerichte verständigen. In Ermanglung einer solchen Verständigung wird das Verfahren vom Schiedsgerichte selbst bestimmt. Das Verfahren kann schriftlich sein, wenn keiner der beiden vertragschließenden Teile Einspruch

erhebt; in diesem Falle kann von der Bestimmung des vor- 1907
hergehenden Absatzes abgewichen werden.

Die Behörden jedes der beiden Staaten werden auf das vom Schiedsgericht an die betreffende Regierung zu richtende Ersuchen wegen Ladung und Vernehmung von Zeugen und Sachverständigen in der gleichen Weise Rechtshilfe leisten wie auf das Ersuchen der inländischen Zivilgerichte.

Dem in diesem Artikel vorgesehenen Schiedsspruch sind die in den Artikeln IV, XI, XX und XXII berührten Fragen und Gegenstände nicht unterworfen.

Dasselbe gilt von den in den Artikeln II und III erwähnten Fragen und Gegenständen, insofern es sich um die Form des Abschlusses und nicht um den Inhalt der dort erwähnten Verträge handelt.

Über die Frage, ob für die Erledigung einer zwischen den beiden Regierungen bestehenden Meinungsverschiedenheit im Sinne der vorliegenden Bestimmungen das Schiedsgericht zuständig sei, entscheidet dieses selbst.

Die in der Anlage *B* angeschlossene Geschäftsordnung für das Schiedsgericht bildet einen integrierenden Bestandteil des Vertrages.

Artikel XXV.

Dieser Vertrag tritt am 1. Jänner 1908 in Kraft und hat bis zum 31. Dezember 1917 wirksam zu bleiben.

Spätestens zu Beginn des Jahres 1915 sind Verhandlungen über die Regelung der Zoll- und Handelsbeziehungen zwischen den beiden Staaten für die Zeit vom 1. Jänner 1918 an einzuleiten.

Budapest, den 8. Oktober 1907.

Beck m. p.
Korytowski m. p.
Auersperg m. p.
Fort m. p.
Derschatta m. p.
Wekerle m. p.
Kossuth m. p.
Darányi m. p.

Anlage A des Vertrages.

Vertrags-Zolltarif der beiden Staaten der österreichisch-ungarischen Monarchie.

Artikel I.

Die nachfolgenden Bestimmungen gelten für die von einer einheitlichen Zollgrenze umgebenen Gebiete der im

1907 Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder und der Länder der heiligen ungarischen Krone, sowie für die mit denselben zollgeeinten Länder und Landesteile. In den Freigebieten und in den Zollausschlüssen finden sie keine Anwendung.

Artikel II.

In der Einfuhr ist jede Ware zollpflichtig, soweit sie nicht ausdrücklich als zollfrei bezeichnet ist und unterliegt jenem Zolle, welcher im beiliegenden Einfuhrzolltarife für die Tarifnummer, zu welcher die Ware gehört, vorgezeichnet ist.

Wo im Tarife nicht ausdrücklich anderes bestimmt ist, sind bei verzehrungssteuerpflichtigen Gegenständen nach Maßgabe der bezüglichen gesetzlichen Bestimmungen noch die inneren Staats- oder sonstigen öffentlichen Verbrauchsabgaben und Zuschläge zu entrichten.

Die Regierungen der beiden vertragschließenden Staaten sind ermächtigt, im gegenseitigen Einvernehmen bei der Einfuhr von Waren, die einer inneren Verbrauchsabgabe unterliegende Zusätze enthalten oder zu deren Herstellung einer inneren Verbrauchsabgabe unterliegende Artikel verwendet werden und für deren Similäre in den beiden Staatsgebieten der abgabenfreie Bezug nicht gestattet ist, außer dem Zolle einen der Höhe der inneren Verbrauchsabgabe entsprechenden Zollzuschlag einzuheben.

Für die Warendurchfuhr ist ein Zoll nicht zu entrichten.

In der Ausfuhr unterliegen nur die im beiliegenden Ausfuhrzolltarife angeführten Gegenstände dem daselbst vorgezeichneten Zolle.

Artikel III.

Für die nachgenannten Getreidearten sollen die Zollsätze des Einfuhrzolltarifes durch vertragsmäßige Abmachungen nicht unter die folgenden Sätze ermäßigt werden:

	Kronen pro 100 Kilogramm
Nr. 23. Weizen, Halbfrucht, Spelz	6·30
„ 24. Roggen	5·80
„ 25. Gerste	2·80
„ 26. Hafer	4·80
„ 27. Mais	2·80

Artikel IV.

Waren, welche aus Staaten kommen, die österreichische oder ungarische Schiffe oder Waren österreichischer oder ungarischer Provenienz in irgendeiner Weise ungünstiger

behandeln als jene anderer Staaten, können bei der Einfuhr 1907
außer dem im Tarife enthaltenen Zolle einem Zuschlage bis zu 200% desselben oder bis zur Höhe des vollen Handelswertes der Ware, und wenn sie in dem Tarife als zollfrei bezeichnet sind, einem spezifischen Zolle bis zu 100% des Handelswertes der Ware unterworfen werden.

Die beiden Regierungen sind ermächtigt, diese Verfügungen im gegenseitigen Einverständnisse im Verordnungswege zu treffen.

Artikel V.

Im Verordnungswege zu erlassende Erläuterungen, die im Bedarfsfalle ergänzt und abgeändert werden können, haben im Sinne und nach dem Wortlaute des Zolltarifes die einzelnen Waren ihrer Beschaffenheit und ihrem Verwendungszwecke gemäß in die einzelnen Tarifnummern einzureihen.

Neu in den Verkehr kommende Waren sind jenen Tarifnummern zuzuweisen, in denen die ihnen nach Beschaffenheit und Verwendungszweck am nächsten stehenden Waren angeführt sind.

Artikel VI.

Für die tarifmäßige Beurteilung einer Ware kommt in der Regel der Zustand in Betracht, in dem die Ware zur Einfuhr gelangt; die tarifmäßige Einreihung der Ware erfolgt zunächst nach dem Material, das der betreffenden Ware ihren Charakter verleiht.

Aus verschiedenen Stoffen zusammengesetzte Waren, die nicht im Tarife besonders belegt oder im Verordnungswege einer besonderen Tarifnummer zugewiesen sind und deren Bestandteile unter verschiedene Tarifnummern gehören, sind nach ihrem Hauptbestandteile und, wenn derselbe zweifelhaft ist, nach demjenigen Bestandteile zu verzollen, welcher im Tarife höher belegt ist.

Mechanische Gemenge aus verschieden tarifierten Gemengteilen sind, wenn dergleichen Gemenge als solche im Tarife nicht besonders belegt oder im Verordnungswege einer besonderen Tarifnummer zugewiesen sind, nach demjenigen Gemengteile zu verzollen, welcher im Tarife höher belegt ist, sofern dieser nicht in einer für unerheblich zu erachtenden Menge vorhanden ist.

Artikel VII.

Die Ein- und Durchfuhr von Gegenständen der Staatsmonopole beider Staaten ist, soferne der Tarif nicht besondere Bestimmungen enthält, nur gegen besondere Bewilligung gestattet.

1907 Die beiden Regierungen sind ermächtigt, im Verordnungswege den Verkehr mit bestimmten Waren aus öffentlichen Rücksichten und insbesondere aus Gründen der Sanitäts- und Sicherheitspflege zu beschränken. Soweit es sich um die Erlassung von Ein-, Aus- und Durchfuhrverboten handelt, werden die beiden Regierungen im gegenseitigen Einvernehmen die erforderlichen Verfügungen inhaltlich gleichlautend erlassen. Bis auf weiteres bleiben die hierauf bezüglichen Vorschriften in Geltung.

Artikel VIII.

Die Regierungen der beiden vertragschließenden Staaten sind ermächtigt, im gegenseitigen Einverständnisse die Zölle für Getreide und Hülsenfrüchte in Fällen schlechten Ausfalles der heimischen Ernten für alle oder einzelne Fruchtgattungen zeitweilig an allen oder einzelnen Grenzen unter den gegen Mißbrauch schützenden Kontrollen und Beschränkungen außer Kraft zu setzen oder zu ermäßigen.

Artikel IX.

Von der Entrichtung des Einfuhrzolles sind befreit:

1. die für den unmittelbaren Gebrauch Seiner k. u. k. Apostolischen Majestät bestimmten Gegenstände;

2. die für den unmittelbaren Gebrauch souveräner Fürsten auswärtiger Staaten während eines vorübergehenden Aufenthaltes innerhalb der einheitlichen Zollgrenze eingehenden Gegenstände;

3. Gegenstände, welche zum unmittelbaren Gebrauche der am k. u. k. Hofe akkreditierten diplomatischen Personen bestimmt sind, nach Maßgabe der besonderen Vorschriften;

4. Amtserfordernisse der in den beiden Staatsgebieten befindlichen Konsularämter fremder Staaten, und zwar: Amtsschilder, Flaggen, Embleme, Amtsstampiglien, Amtsdrucksorten, insoweit der betreffende fremde Staat in dieser Hinsicht Reziprozität gewährt;

5. Artikel der Staatsmonopole für Staatsfabriken und Staatsniederlagen (mit Berücksichtigung der in Artikel XIII *C*, Absatz 2 des Vertrages enthaltenen Bestimmung) oder von Bewohnern der Umgebungen der Freigebiete, beziehungsweise Zollausschlüsse aus Verschleißstätten der Freigebiete, beziehungsweise Zollausschlüsse erkauft;

6. Militäreffekten, als: Monturen, Rüstungsstücke, Waffen, Munition, Heeresgeräte (wozu auch Betterfordernisse, ärztliche und Spitalrequisiten gehören), dann Pferde, im Verkehr zwischen Truppenkörpern oder Kriegsmarineetablissements innerhalb und außerhalb der einheitlichen Zollgrenze; Spreng-

[illegible]

[illegible]

Staat [illegible]

[illegible]

Tische und [illegible]

wäsche [illegible]

werkzeug [illegible]

Erben [illegible]

[illegible]

ausge[illegible]

brauchsart [illegible]

dann [illegible]

[illegible]

gungen [illegible]

Staates. [illegible]

aufgehoben [illegible]

11. [illegible]

Särgen. [illegible]

zur Verzierung [illegible]

derselben [illegible]

12. Gegenstände [illegible]

13. verschiedene [illegible] Aussteuer [illegible]

Geschenke fremder [illegible]

Artikel X

Ferner sind [illegible]

1. Effekten der [illegible]

Wäsche, Kleidungsstücke, [illegible]

geräte und andere Kostbarkeiten. Werkzeuge [illegible]

AUTHENTIC HONORIF

1907 werker und Monteure sowie Geräte und Instrumente der Künstler, Gelehrten, Ärzte und anderer Personen, welche diese Gegenstände zur Ausübung ihrer Kunst oder ihres Berufes benötigen; photographische Apparate, kleine Schreibmaschinen, Reiseuhren, Fahrstühle, Kinderwagen etc.; Patronen der Jäger und Schützen in einer 200 Stück nicht übersteigenden Menge; Bücher; Nahrungsmittel und Arzneien zum Verbrauche während der Reise; Tabak in einer Menge von nicht mehr als 10 Stück Zigarren, 25 Stück Zigaretten oder 35 Gramm Tabak — insofern diese Gegenstände nur zum eigenen Gebrauche des Reisenden bestimmt und hinsichtlich der Beschaffenheit und Menge dem Bedarfe, dem Stande und den sonstigen Verhältnissen desselben angemessen sind.

Fuhrleute und Schiffer werden den Reisenden gleichgehalten.

Auch kann der zollfreie Bezug von gebrauchten Hausgeräten und Einrichtungsstücken Reisenden und im öffentlichen Dienste stehenden Personen bewilligt werden, welche sich durch längere Zeit in einem der beiden Staatsgebiete aufzuhalten gedenken und diese Absicht glaubwürdig dartun.

2. Zum vorübergehenden Gebrauche eingeführte Transportmittel, als: Eisenbahn- und Wasserfahrzeuge mit Einschluß der darauf befindlichen Inventarstücke, die beim Eingange über die einheitliche Zollgrenze zum Personen- oder Warentransporte dienen und nur aus dieser Veranlassung eingehen; ferner leer zurückkommende Eisenbahn- und Wasserfahrzeuge einheimischer Eisenbahnverwaltungen und Schifffahrtsunternehmungen sowie die bereits in den Fahrdienst eingestellten Eisenbahn- und Wasserfahrzeuge fremdländischer Eisenbahnverwaltungen und Schiffahrtsunternehmungen; dann sonstige zum Personen- oder Warentransporte dienende Wagen, Schlitten, Schiebkarren, Saumkörbe, Butten und ähnliche Geräte zum Lasttragen; die betreffenden Zug- und Lasttiere selbst, ihre Geschirre und Decken sowie das mitgeführte Futter — unter der Bedingung, daß die Transportmittel deutliche Spuren des Gebrauches an sich tragen und im übrigen aus den transportierten Personen und Waren, dem Orte der Bestimmung, der Richtung, den Transportmitteln, der Beschaffenheit des Transportes hervorgeht, daß es sich wirklich um eine Personen- oder Warenbeförderung und nicht um eine zum Zwecke der gebührenfreien Einbringung des Transportmittels unternommene Fahrt handelt.

Retourkommende leere gebrauchte Koffer, Reisekörbe etc., in denen Gebrauchsgegenstände von Reisenden ausgeführt wurden.

3. Der Proviant der ein- und auslaufenden Schiffe, unter den im Verordnungswege festgesetzten Bedingungen.

4. Musterkarten und Muster in Abschnitten oder Proben, 1907
welche nur zum Gebrauche als solche geeignet sind, jedoch unter Ausschluß aller Proben von Monopolsgegenständen und Konsumgegenständen.

5. Die Umschließungen und Behältnisse, in denen die zu verzollende Ware verpackt ist, mit Ausnahme der Fälle:

a) wenn dieselben nach den Bestimmungen über die Tara zur Ware selbst gerechnet werden;

b) wenn eine Ware in Umschließungen und Behältnissen vorkommt, in welchen sie der Form und Beschaffenheit nach nicht verpackt zu werden pflegt und welche höher belegt sind als die Ware selbst.

In Betreff der Zollbehandlung von leeren gebrauchten hölzernen Petroleumfässern bleiben die Bestimmungen des Gesetzes vom 25. April 1888, R. G. Bl. Nr. 54 (ungarischer Gesetzartikel XIII vom Jahre 1888), in Wirksamkeit.

6. Mit Ausnahme von Monopolsgegenständen alle Waren, welche weniger als 25 *g* wiegen oder für welche eine Zollgebühr von weniger als 10 *h* zu entrichten wäre. Im Falle von Mißbräuchen kann diese Erleichterung rücksichtlich einzelner Personen oder gewisser Grenzstrecken zeitweilig aufgehoben werden.

Für die mit der Post eingehenden Proben von Konsumgegenständen kann eine weitergehende als die durch die Bestimmungen des vorhergehenden Absatzes festgesetzte Zollbefreiung im Verordnungswege gewährt werden.

Artikel XI.

Von der Entrichtung des Einfuhrzolles werden weiter befreit:

1. Gegenstände der Kunst, Wissenschaft und des Gewerbefleißes, welche für öffentliche Sammlungen wissenschaftlicher, artistischer und gemeinnütziger Anstalten bestimmt sind; Lehrmittel für öffentliche Schulen, mit Ausnahme von Verbrauchsgegenständen; Präzisionsinstrumente für wissenschaftliche Zwecke; Werke der in fremden Staaten sich aufhaltenden österreichischen oder ungarischen Künstler;

2. altertümliche Gegenstände (Antiken, Antiquitäten), wenn ihre Beschaffenheit darüber keinen Zweifel läßt, daß ihr Wert hauptsächlich nur in ihrem Alter liegt und sie sich zu keinem anderen Zwecke und Gebrauche als dem des Sammelns eignen;

3. Waren, welche auf dem Transporte unter Zollkontrolle oder in amtlichen Niederlagen gänzlich verdorben sind. Insoferne die Ware nur dergestalt verdorben ist, daß sie für ihre ursprüngliche Bestimmung nicht mehr geeignet ist, z. B. Wein,

1907 welcher noch als Essig verwendbar erscheint, kann für dieselbe der ihrer tatsächlichen Beschaffenheit entsprechende Zollsatz bewilligt werden. Die Zollbefreiung, beziehungsweise Zollermäßigung kann auch für Waren zugestanden werden, die unter Zollkontrolle vertilgt wurden, beziehungsweise eine derartige Umgestaltung erlitten haben, daß sie in ihrer geänderten Beschaffenheit einer anderen Tarifnummer entsprechen, als in ihrem ursprünglichen Zustande, ferner für die durch die Postverwaltungen bereits verzollten Waren, welche noch vor der Ausfolgung an den Adressaten verdorben sind. Die näheren Bestimmungen werden im Verordnungswege erlassen.

Artikel XII.

Bei Vorhandensein rücksichtswürdiger Umstände kann ferner der Bezug folgender Gegenstände zollfrei oder gegen ermäßigten Eingangszoll bewilligt werden:

1. der zum Kultus für arme Kirchen und Gotteshäuser der verschiedenen Religionen bestimmten Gegenstände (exklusive der Orgeln), dann der Materialien zum Baue oder zur Herstellung und Einrichtung solcher Kirchen und Gotteshäuser;

2. der Lebensmittel, Kleidungsstücke und anderen Gegenstände, die den durch Feuer oder andere Elementarereignisse verunglückten Bewohnern der beiden Staatsgebiete als Geschenk zu ihrem Lebensunterhalt oder zum Aufbau oder zur Einrichtung ihrer Baulichkeiten und für ihren Wirtschaftsbetrieb zukommen;

3. der alten, Merkmale des Gebrauches an sich tragenden Gegenstände, welche mittellose Personen als Geschenke zum eigenen Gebrauche aus fremden Staaten erhalten, soferne sie ihren Verhältnissen angemessen sind.

Artikel XIII.

Die zeitweilig zollfreie Einfuhr von Rohstoffen (mit Ausnahme von Getreide), Halbfabrikaten und Industrieerzeugnissen zur Weiterveredlung kann bewilligt werden:

1. in allen Fällen, in denen die Identität der zur Weiterveredlung eingeführten Ware mit der zur Wiederausfuhr gelangenden veredelten Ware festgehalten werden kann;

2. in jenen Fällen, in denen durch die Sicherstellung der Identität sich bei einzelnen aus wirtschaftlichen oder industriellen Interessen wünschenswerten Veredlungs- oder Bearbeitungsverfahren solche Schwierigkeiten ergeben sollten, welche die Vorteile der zu gewährenden Begünstigung gefährden, sind die beiden Regierungen ermächtigt, bei Fest-

stellung von entsprechenden Kontrollmaßregeln vom strengen 1907
Nachweise der Identität ausnahmsweise abzusehen.

Die hiernach zulässigen einzelnen Veredlungsarten sowie die denselben angepaßten Vorschriften über die Kontrolle sind im gegenseitigen Einvernehmen beider Regierungen im Verordnungswege zu bestimmen.

Die Vornahme der Veredlung einer innerhalb der einheitlichen Zollgrenze erzeugten Ware im Auslande gegen zollbegünstigte Rückeinfuhr ist, soweit der Tarif diesfalls keine besondere Bestimmung enthält, nur ausnahmsweise in jenen Fällen zulässig, in welchen es sich um bereits eingelebte derartige Erleichterungen des kleinen Grenzverkehres handelt.

Artikel XIV.

Von den Eingangsabgaben befreit sind ferner:

1. Waren und Gegenstände, welche zur Reparatur eingeführt werden, unter der Bedingung, daß die Wiederausfuhr der reparierten Waren und Gegenstände binnen einer gewissen, im vorhinein festgesetzten Frist geschieht und die Identität der ein- und wiederausgeführten Waren sichergestellt werden kann.

Waren und Gegenstände, welche zur Reparatur ausgeführt wurden, bei ihrem Wiedereintritte in repariertem Zustande, sofern deren Identität sichergestellt werden kann; die fremdländischen Zutaten aber müssen tarifmäßig verzollt werden. Diese Begünstigung kann im Verordnungswege für den Verkehr mit einem Staate, der nicht Reziprozität gewährt, aufgehoben werden.

2. Waren und Gegenstände, welche in die Freigebiete oder Zollausschlüsse ausgeführt werden, um daselbst veredelt, repariert oder bearbeitet zu werden und aus dem betreffenden Freigebiete oder Zollausschlusse veredelt, repariert oder bearbeitet wiedereingeführt werden.

3. Waren, welche unter Zollkontrolle (Vormerkverfahren) ausgeführt und unverändert zurückgebracht werden.

Waren, welche in fremde Staaten, in die Freigebiete oder in die Zollausschlüsse ohne Anwendung des Vormerkverfahrens gesendet wurden, ohne dort in den freien Verkehr gesetzt worden zu sein. Sofern indes aus anhaftenden Fabrikszeichen, Marken u. dgl. oder in Ermanglung dessen aus der äußeren Beschaffenheit der Ware zweifellos hervorgeht, daß die Ware ein zurückgelangtes Erzeugnis eines der beiden Staatsgebiete ist und durch beigebrachte Behelfe die Identität der aus- und eingeführten Ware glaubwürdig dargetan erscheint, findet der zollfreie Wiedereintritt auch dann statt, wenn diese Ware außerhalb der einheitlichen Zollgrenze in

1907 welcher noch [redacted] gestrichen ist. Durch Verzollung [redacted]
selbe der ihr[redacted] Behandlung nicht ausges[redacted]
Zollsatz bewi[redacted] der Eingangsverzollung
Zollermäßigung[redacted] nachträglich die Bestim[redacted]
die unter Zollk[redacted] kann in rücksichtswürdigen[redacted]
derartige Umg[redacted] zu erleichnenden Fällen die B[redacted]
änderten Besch[redacted] Zollgebühr in dem Falle [redacted]
sprechen, als in[redacted] der Identität der verzo[redacted]
die durch die [redacted] einfuhr gelangenden Gegenstä[redacted]
welche noch vo[redacted]
sind. Die näher[redacted] Ausstellungen, Rennen und Konku[redacted]
wege erlassen. [redacted] Einfuhrung, zu Versuchszwecken
[redacted] eingehenden Gegenstän[redacted]
[redacted] derselben die temporäre Zo[redacted]

Bei Vorha[redacted] Behufe ihrer Nachbildung
ferner der Bezu[redacted] hierzu glaubwürdig darge[redacted]
ermäßigten Eing[redacted] Zuchtvieh, das ist Vieh, welc[redacted]
1. der zum [redacted] Winterfütterung oder zu [redacted]
der verschiedene[redacted] Landwirtschaft ein- oder au[redacted]
sive der Orgel[redacted] die von dem auf fremdl[redacted]
zur Herstellung [redacted] heimischen Vieh gewonnen [redacted]
häuser; [redacted] das in der Zwischenzei[redacted]
2. der Leben[redacted] zollfrei über die Zollgre[redacted]
stände, die den d[redacted]
verunglückten Bew[redacted]
schenk zu ihrem Le[redacted]
Einrichtung ihrer B[redacted]
betrieb zukommen;
3. der alten, Mer[redacted]
Gegenstände, welche [redacted]
eigenen Gebrauche [redacted]
ihren Verhältnissen [redacted]

[redacted] Staatsgebiete in den [redacted]
[redacted] Reichsrate vertretenen [redacted]
[redacted] Länder der heiligen unga[redacted]
[redacted] und andere Wassertiere so[redacted]
[redacted]guisse sind gleichfalls zoll[redacted]

[redacted] zur Ausrüstung von Schiffen [redacted]
[redacted] Sinne des Gesetzes vom 3[redacted]
[redacted]rischer Gesetzartikel XX[redacted]

[redacted]rtikel XV.

[redacted] Rücksicht auf den landwirt[redacted]
[redacted]ungen, welche von de[redacted]
[redacted] dazu gehörige Wirts[redacted]
[redacted] Aussaat zum Fe[redacted]
[redacted] Erzeugnisse des [redacted]
[redacted]delo.

Die zeitweilig [redacted]
nahme von Getreid[redacted]
nissen zur Weiterve[redacted]
1. in allen Fäll[redacted]
terveredlung eingefü[redacted]
gelangenden veredelte[redacted]
2. in jenen Fälle[redacted]
Identität sich bei einz[redacted]
striellen Interessen wü[redacted]
beitungsverfahren solch[redacted]
welche die Vorteile de[redacted]
fährden, sind die beiden [redacted]

[redacted]rste

von Eisenbahnverbindungen vereinbart wird, daß die Anlage 1907
einer gemeinsamen Grenz- und Betriebswechselstation innerhalb der Zollgrenze stattzufinden hat, die zollfreie Einfuhr zuzusichern:

a) für alle zur Ausführung des Baues und der Betriebseinrichtung der Wechselstation sowie der zwischen dieser und der Zollgrenze gelegenen Anschlußstrecke erforderlichen Materialien, Einrichtungsstücke und sonstigen Gegenstände, insoweit die Beistellung dieser Erfordernisse fremdländischen Behörden oder der fremdländischen Bahnunternehmung infolge vertragsmäßiger Übernahme der einschlägigen Herstellungen obliegt;

b) für alle von der fremdländischen Bahnunternehmung zur Besorgung des von ihr übernommenen Betriebsdienstes, einschließlich der Instandhaltung, dann von den fremdländischen Grenzämtern zu Dienstzwecken benötigten Betriebsmittel, Gerätschaften und Verbrauchsmaterialien in den für diesen Zweck nachweislich erforderlichen Mengen;

c) für die Übersiedlungseffekten sowie die Dienstutensilien der innerhalb der einheitlichen Zollgrenze stationierten Beamten und Bediensteten der fremdländischen Eisenbahnverwaltung und der außerdem beteiligten Dienstzweige der Verwaltung des Nachbarstaates.

Artikel XVII.

Die im Zolltarife angegebenen Zollsätze, einschließlich r Zollzuschläge und des Waggeldes, sind in Goldmünze zu richten.

Zollbeträge unter 10 *K*, beziehungsweise Restbeträge er dieser Grenze können in Guldenstücken österreichischer hrung = 2 *K* und in Teilmünzen der Kronenwährung richtet werden.

Die Festsetzung des Wertes der fremdländischen Goldsen, welche bei Zollzahlungen zur Verwendung gelangen , in Kronenwährung erfolgt im Verordnungswege.

Die Regierungen der beiden vertragschließenden Staaten in dem ihnen geeignet erscheinenden Zeitpunkte nach her Feststellung der Aufnahme der Barzahlungen eitigen Einvernehmen bestimmen, daß an Stelle der der Zölle in Goldmünze jene in Zahlungsmitteln ährung zu treten habe.

Artikel XVIII.

r Ansuchen der Parteien und gegen entsprechende stellung können die Zoll- und Nebengebühren mit Ein-

1907 den freien Verkehr getreten ist. Durch Verzollung nationalisierte Waren sind von dieser Behandlung nicht ausgeschlossen.

4. Für Waren, welche der Eingangsverzollung bereits unterzogen wurden, jedoch nachträglich die Bestimmung zur Wiederausfuhr erhalten, kann in rücksichtswürdigen, im Verordnungswege näher zu bezeichnenden Fällen die Rückgabe der bereits entrichteten Zollgebühr in dem Falle bewilligt werden, wenn hinsichtlich der Identität der verzollten und sodann wieder zur Ausfuhr gelangenden Gegenstände ein Zweifel nicht besteht.

Für die zu Schaustellungen, Rennen und Konkurrenzen, ferner für die zur Erprobung, zu Versuchszwecken oder zu vorübergehender Benützung eingehenden Gegenstände kann gegen Wiederausfuhr derselben die temporäre Zollfreiheit bewilligt werden.

5. Waren, welche zum Behufe ihrer Nachbildung bezogen werden und deren Bestimmung hierzu glaubwürdig dargetan wird.

6. Weide- und Arbeitsvieh, das ist Vieh, welches zur vorübergehenden Weide (Winterfütterung) oder zu zeitweiligen Verrichtungen der Landwirtschaft ein- oder ausgeführt wird. Auch die Erzeugnisse, die von dem auf fremdländische Weiden getriebenen einheimischen Vieh gewonnen werden (Milch, Butter, Käse), dann das in der Zwischenzeit zugewachsene junge Vieh dürfen zollfrei über die Zollgrenze eingebracht werden.

Von Fischern der beiden Staatsgebiete in den Küsten- und Grenzgewässern der im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder oder der Länder der heiligen ungarischen Krone gefangene Fische und andere Wassertiere sowie die davon gewonnenen Erzeugnisse sind gleichfalls zollfrei zu behandeln.

7. Die zum Bau und zur Ausrüstung von Schiffen erforderlichen Gegenstände im Sinne des Gesetzes vom 30. März 1873, R. G. Bl. Nr. 51 (ungarischer Gesetzartikel XXV vom Jahre 1872).

Artikel XV.

Im Grenzbezirke sind in bezug auf den landwirtschaftlichen Verkehr auf Grundbesitzungen, welche von der Zollgrenze durchschnitten sind, das dazu gehörige Wirtschaftsvieh und Wirtschaftsgeräte sowie die Aussaat zum Feldbau, dann die auf denselben gewonnenen Erzeugnisse des Ackerbaues und der Viehzucht zollfrei zu behandeln.

Artikel XVI.

Die beiden Regierungen sind ermächtigt, anläßlich internationaler Abmachungen, durch welche behufs Sicherstellung

von Eisenbahnverbindungen vereinbart wird, daß die Anlage 1907
einer gemeinsamen Grenz- und Betriebswechselstation innerhalb der Zollgrenze stattzufinden hat, die zollfreie Einfuhr zuzusichern:

a) für alle zur Ausführung des Baues und der Betriebseinrichtung der Wechselstation sowie der zwischen dieser und der Zollgrenze gelegenen Anschlußstrecke erforderlichen Materialien, Einrichtungsstücke und sonstigen Gegenstände, insoweit die Beistellung dieser Erfordernisse fremdländischen Behörden oder der fremdländischen Bahnunternehmung infolge vertragsmäßiger Übernahme der einschlägigen Herstellungen obliegt;

b) für alle von der fremdländischen Bahnunternehmung zur Besorgung des von ihr übernommenen Betriebsdienstes, einschließlich der Instandhaltung, dann von den fremdländischen Grenzämtern zu Dienstzwecken benötigten Betriebsmittel, Gerätschaften und Verbrauchsmaterialien in den für diesen Zweck nachweislich erforderlichen Mengen;

c) für die Übersiedlungseffekten sowie die Dienstutensilien der innerhalb der einheitlichen Zollgrenze stationierten Beamten und Bediensteten der fremdländischen Eisenbahnverwaltung und der außerdem beteiligten Dienstzweige der Verwaltung des Nachbarstaates.

Artikel XVII.

Die im Zolltarife angegebenen Zollsätze, einschließlich der Zollzuschläge und des Waggeldes, sind in Goldmünze zu entrichten.

Zollbeträge unter 10 *K*, beziehungsweise Restbeträge unter dieser Grenze können in Guldenstücken österreichischer Währung = 2 *K* und in Teilmünzen der Kronenwährung entrichtet werden.

Die Festsetzung des Wertes der fremdländischen Goldmünzen, welche bei Zollzahlungen zur Verwendung gelangen dürfen, in Kronenwährung erfolgt im Verordnungswege.

Die Regierungen der beiden vertragschließenden Staaten können in dem ihnen geeignet erscheinenden Zeitpunkte nach gesetzlicher Feststellung der Aufnahme der Barzahlungen im gegenseitigen Einvernehmen bestimmen, daß an Stelle der Entrichtung der Zölle in Goldmünze jene in Zahlungsmitteln der Kronenwährung zu treten habe.

Artikel XVIII.

Über Ansuchen der Parteien und gegen entsprechende Sicherstellung können die Zoll- und Nebengebühren mit Ein-

1907 schluß der Verzehrungssteuern, Lizenzgebühren, Zoll- und Verzehrungssteuerzuschläge unter den im Verordnungswege zu bestimmenden Modalitäten gegen eine jeweilig von dem k. k. und dem kgl. ung. Finanzminister einvernehmlich festzustellende Verzinsung bis auf sechs Monate kreditiert werden.

Als Zollkredite sind nicht anzusehen: die öffentlichen Transportanstalten und Lagerhausunternehmungen fallweise aus besonderen Rücksichten erteilte Gestattung der wöchentlichen oder monatlichen Nachhineinzahlung der während dieser Zeit aufgelaufenen Eingangsabgaben; ferner die den Kontierungsmagazinen gewährleistete Nachhineinzahlung der innerhalb der Abrechnungsperiode in den freien Verkehr abgesetzten Waren.

Eine Verpflichtung zur Zahlung von fünfprozentigen Verzugszinsen tritt ein:

a) wenn die kreditierte Gebühr am Verfallstage nicht eingezahlt wird, von dem auf den Verfallstag nächstfolgenden Tage angefangen;

b) im Falle der Begleitscheinabfertigung ohne Stellungspflicht, wenn die Gebührenentrichtung nicht innerhalb der im Begleitschein ausgedrückten Zahlungsfrist erfolgt, von dem auf den Ablauf dieser Frist nächstfolgenden Tage angefangen;

c) wenn eine im Vormerkverfahren abgefertigte Ware nicht innerhalb der festgesetzten Frist zur Rückausfuhr gebracht wird, von dem auf den Ablauf dieser Frist nächstfolgenden Tage angefangen, unbeschadet der Entrichtung der im Absatze 1 erwähnten Verzinsung für die von den während der Vormerkfrist nicht ausgeführten Waren aushaftenden Gebühren.

Die Verpflichtung zur Entrichtung von Zinsen tritt jedoch in allen Fällen dann nicht ein, wenn die entfallenden Gebühren in barem vollständig sichergestellt sind.

Von der Forderung der Verzugszinsen in dem sub *c)* angeführten Falle kann abgesehen werden, wenn das Fristversäumnis ohne eigene Schuld des Inhabers des Vormerkscheines durch Unfall oder höhere Gewalt verursacht war.

Artikel XIX.

Außer den im Tarife bei jeder einzelnen Tarifnummer bezeichneten Gebühren (Zöllen, Lizenzgebühren, Konsumabgaben) und den Zollzuschlägen sind im Zollverfahren folgende Nebengebühren zu entrichten:

1. Das Waggeld mit 10 *h* von 100 *kg* des Rohgewichtes jener Waren, deren Abwage von amtswegen oder auf Verlangen der Partei geschieht, nach Maßgabe des tatsächlich gewogenen Quantums.

Für die Ermittlung des Gewichtes durch Berechnung 1907
und für Verwiegungen mittels Privatwage, wie beispielsweise bei der Zollabfertigung in Eisenbahnhöfen, dann in allen Fällen, in denen keine Zollgebühr zu erheben ist, entfällt die Berechnung eines Waggeldes.

Bei Berechnung der Waggebühr werden Gewichtsteile unter 50 *kg* unbeachtet gelassen, Gewichtsteile von 50 *kg* und darüber für 100 *kg* gerechnet.

Wenn das Gesamtgewicht der Ware weniger als 50 *kg* beträgt, sind 5 *h* als Waggeld zu entrichten.

2. Das Lagergeld für Waren, die in amtliche Niederlagen eingelagert werden, in dem durch besondere Anordnung mit Berücksichtigung der örtlichen und sonstigen Verhältnisse festzusetzenden Ausmaße, jedoch in der Regel nicht über 3 *h* für 100 *kg* des Rohgewichtes und den Tag der Einlagerung. Die Partei hat auf mindestens 3 lagerzinsfreie Tage Anspruch; die lagerzinsfreie Zeit kann im Verordnungswege beliebig erweitert werden.

In Fällen außerordentlichen Warenandranges kann der Lagerzins bis auf 5 *h* für 100 *kg* und Tag erhöht oder die Lagerfrist entsprechend beschränkt werden.

Hinsichtlich der Kostenvergütungen für Amtshandlungen, welche außer dem Amtsplatze vorgenommen werden und der Gebühren für amtliche Warenbegleitungen bleiben die bisherigen Bestimmungen aufrecht.

Artikel XX.

Wenn bei der Berechnung der Zoll- und Nebengebühren sich Beträge unter 5 *h* ergeben, so sind jene, welche weniger als 3 *h* betragen, unbeachtet zu lassen und jene, welche 3 *h* und mehr betragen, mit 5 *h* einzuheben.

Artikel XXI.

Die Festsetzung und Änderung der Tara wird mit Berücksichtigung der im Verkehre üblichen Verpackungsarten und deren Gewichtsverhältnisse im gegenseitigen Einvernehmen im Verordnungswege geregelt. Bei Waren, deren Zoll 7 *K* 50 *h* für 100 *kg* nicht überschreitet und für die unmittelbaren Umschließungen von Flüssigkeiten findet, sofern der Tarif nicht eine abweichende Bestimmung enthält, ein Taraabzug nicht statt. Wenn aber Flüssigkeiten, welche nach dem Bruttogewichte zu verzollen sind, in zum Transporte derselben eigens eingerichteten Land- oder Wasserfahrzeugen ohne anderweitige Umschließung eingeführt werden, so ist dem ermittelten Nettogewichte eine der gewöhnlichen Verpackungsart angemessene, im Verordnungswege festzustellende Tara zuzuschlagen.

1907

Erster Teil.

Einfuhr.

I. Kolonialwaren.

	Zoll in Kronen per 100 *kg*
1. Kakaobohnen und Schalen	58·—
Anmerkung. Bei der Einfuhr zur See	48·—
2. Kaffee:	
a) roh	95·—
Anmerkung. Bei der Einfuhr zur See	88·—
b) gebrannt	120·—
3. Tee	240·—
Anmerkung. Bei der Einfuhr zur See	217·—

II. Gewürze.

4. Pfeffer (schwarzer, weißer und roter [spanischer, auch Paprika], langer Pfeffer; Pfefferstaub); Piment (Neugewürz); Ingwer	60·—
5. Zimt	100·—
6. Sternanis (Badian); Gewürznelken (auch Mutternelken); Muskatblüte (Macis); Muskatnüsse in Schalen	145·—
7. Muskatnüsse ohne Schalen	200·—
8. Kardamomen, Safran, Vanille	280·—

Anmerkungen.

1. Die Artikel der Klasse II genießen bei der Einfuhr zur See einen Zollnachlaß von 12·— *K* per 100 *kg*.

2. Gewürze zur Darstellung ätherischer Öle und Essenzen auf Erlaubnisscheine unter den im Verordnungswege festzusetzenden Bedingungen und Kontrollen . . . . . frei

III. Südfrüchte.

9. Feigen:	
a) frische	10·—
b) getrocknete:	
1. in Schachteln, Kistchen oder Körbchen	40·—
2. in Kränzen oder anderweitiger Verpackung	30·—
10. Weinbeeren und Trauben, getrocknet; Korinthen	50·—
Anmerkung. Zur Essigfabrikation auf Erlaubnisscheine unter den im Verordnungswege festzusetzenden Bedingungen und Kontrollen	6·—
11. Zitronen, Limonien, Zedratfrüchte	20·—
12. Pomeranzen	24·—

Anmerkung. Von den zur See aus Produktionsgebieten nach Triest oder Fiume eingeführten und zur Sortierung ausgeschifften Südfrüchten der Nrn. 11 und 12 werden 30% als Skart zollfrei eingelassen.

13. Zitronen, Limonien, Zedratfrüchte und Pomeranzen in Salzwasser eingelegt; Pomeranzen, unreife, kleine; Pomeranzen-, Zedratfrucht- und Zitronenschalen, auch gemahlen oder in Salzwasser eingelegt	10·—
14. Datteln, Pistazien, Bananen (Pisang)	36·—
15. Ananas	30·—
16. Mandeln:	
a) trockene mit oder ohne Schale	36·—

Anmerkung. Dieselben zur Darstellung von Mandelöl in den vormaligen Freihafengebieten von Triest oder Fiume, auf

	Zoll in Kronen per 100 *kg* 1907
Erlaubnisscheine unter den im Verordnungswege festzusetzenden Bedingungen und Kontrollen	frei
b) unreife in der Schale	15·—
17. Pinienkerne (Zirbisnüsse), unausgeschälte; Johannisbrot, Lazeruoli, Kastanien; Kokos- und dergleichen exotische Nüsse zum Genuß; Oliven, frisch, getrocknet und gesalzen	8·—
18. Pinienkerne (Zirbisnüsse), ausgeschälte; Granatäpfel	30·—

IV. Zucker.

19. Rübenzucker und aller Zucker von gleicher Art (Rohrzucker), in jedem Zustande der Reinheit, mit Ausnahme der Melasse	26·—
20. Zucker anderer Art, z. B. Glykose, Stärkezucker, Traubenzucker, Fruchtzucker, Milchzucker u. dgl.; Farbzucker (Zucker- und Bier-Couleur)	26·—
21. Melasse	15·—

Anmerkung. Außer dem Zolle ist für Zucker die Verbrauchsabgabe, und zwar für Zucker der Nr. in dem für Rohrzucker und für Zucker der Nr. 19 in dem für Zucker anderer Art festgesetzten Ausmaße zu entrichten.

V. Tabak.

22. Tabak und Tabakfabrikate aller Art	125·—

Anmerkung. Nebst dem Zolle ist für jedes Kilogramm des der Verzollung zugrunde gelegten Nettogewichtes folgende Lizenzgebühr zu entrichten: nur gegen besondere Bewilligung

für Zigaretten	30·— *K*
„ Zigarren	26·—
„ andere Tabakfabrikate und Rohstoffe	20·—

VI. Getreide; Malz; Hülsenfrüchte; Mehl und Mahlprodukte; Reis.

23. Weizen, Halbfrucht, Spelz	7·50
24. Roggen	7·—
25. Gerste	4·—
26. Hafer	6·—
27. Mais	4·—
28. Heidekorn	2·—
29. Hirse	1·75

Anmerkung zu den Nrn. 23, 27 und 29. Die zollfreie Einfuhr der nachbenannten Getreidearten über zu bestimmende Zollämter und unter den geeigneten Kontrollen kann bewilligt werden:

a) seitens der k. k. Regierung für den Bedarf Dalmatiens und quarnerischen Inseln, und zwar: Mais bis zur Maximalmenge von jährlich 50.000 *q*. Weizen und Hirse bis zur Maximalmenge von jährlich 30.000 *q*.

b) seitens der königlich ungarischen Regierung für das Komitat Lika-Krbava: Mais bis Maximalmenge von jährlich 20.0000 *q*.

30. Malz	5·40
31. Bohnen, Erbsen, Linsen	4·50
32. Wicken, Lupinen	3·—
33. Mehl und Mahlprodukte (gerollte, geschrotete, geschälte Körner; Graupen, Grütze, Gries) aus Getreide und Hülsenfrüchten	15·—
34. Reis, ungeschält und geschält, sowie Bruchreis	6·—

1907

	Zoll in Kronen per 100 *kg*

Anmerkungen.

1. Roher Reis, ganz oder nur teilweise in Hülsen, für Reismühlen zum Polieren, dann derlei Reis, sowie Bruchreis zur Stärkefabrikation auf Erlaubnisscheine unter den im Verordnungswege vorzuzeichnenden Bedingungen und Kontrollen zahlt die Hälfte und bei der Einfuhr zur See ein Viertel des jeweilig bestehenden niedersten Zollsatzes für geschälten Reis.

2. Mahlprodukte aus Reis sind nach Nr. 33 zu verzollen.

VII. Obst, Gemüse, Pflanzen und Pflanzenteile.

Obst:

35. Weintrauben, frische, auch Weinmaische	40·—
36. Nüsse und Haselnüsse, reife	20·—
37. Obst, nicht besonders benanntes, frisch:	
a) feines Tafelobst	20·—
b) anderes unverpackt oder ledig in Säcken:	
1. Äpfel, Birnen und Quitten, unverpackt (alla rinfusa)	frei
2. Äpfel, Birnen und Quitten, ledig in Säcken	2·—
3. Pflaumen und sonstiges nicht unter 1 und 2 genanntes Obst	3·—
c) anderes in sonstiger Verpackung	5·—
38. Pflaumen, gedörrt oder getrocknet:	
a) in Fässern, Kisten, Säcken oder dergleichen Verpackungen im Rohgewichte von über 30 *kg* oder unverpackt	14·—
b) andere	25·—
39. Obst, nicht besonders benanntes, zubereitet (getrocknet, gedörrt, komprimiert, zerschnitten, gepulvert oder sonst zerkleinert; in Salzwasser oder Essig eingelegt, in Fässern; Pflaumenmus ohne Zuckerzusatz)	20·—

Gemüse:

40. Trüffel	40·—
41. Zwiebel und Knoblauch	6·—
42. Kraut, frisches	2·—
43. Gemüse, nicht besonders benannte und andere Gewächse für den Küchengebrauch, frisch:	
a) feine Tafelgemüse	20·—
b) andere	frei
44. Gemüse aller Art (mit Ausnahme der Trüffel) und andere Gewächse für den Küchengebrauch, zubereitet (getrocknet gedörrt, komprimiert, zerschnitten, gepulvert oder sonst zerkleinert):	
a) Dörrgemüse, auch gesalzen	25·—
b) andere, auch gesalzen; dann in Salzwasser oder Essig eingelegt, in Fässern	12·—

Anmerkung. Obst und Gemüse in Büchsen, Flaschen und dergleichen, hermetisch verschlossen oder auf andere als die hier angegebene Art zubereitet, sind als Eßwaren zu behandeln.

Pflanzen und Pflanzenteile:

Sämereien:

45. Raps und Rübsaat (Reps, Rübsen, auch Hedrichsaat, Rettichsaat, Ackersenf u. dgl. ähnlich aussehende ölreiche Samen)	3·50
46. Mohnsamen (auch reife Mohnköpfe)	14·—
Anmerkung. Zur Darstellung von Mohnöl auf Erlaubnisscheine unter den im Verordnungswege vorzuzeichnenden Bedingungen und Kontrollen	3·—

	Zoll in Kronen per Stück 1907
47. Lein- und Hanfsaat, Ölsaat, nicht anderweitig tarifierte . .	frei
48. Senfsaat (auch gemahlen in Fässern)	3·—
49. Kleesaat:	
a) Esparsettesaat	10·—
b) andere	30·—
50. Grassamen	30·—
51. Anis, Koriander, Kümmel, Fenchel	6.—
Anmerkung. Zur Darstellung ätherischer Öle auf Erlaubnisscheine unter den im Verordnungswege vorzuzeichnenden Bedingungen und Kontrollen	1.—
52. Sämereien, nicht besonders benannte	15·—
Anmerkung. Zur Darstellung ätherischer Öle, dann Zuckerrübensamen zu Saatzwecken, auf Erlaubnisscheine unter den im Verordnungswege vorzuzeichnenden Bedingungen und Kontrollen	frei
53. Samen aller Art, in Briefen und dergleichen für den Detailhandel vorgerichtet	50·—
Zierblumen und -blattwerk, dann lebende Gewächse:	
54. Zierblumen (auch Zweige mit Zierfrüchten), abgeschnitten, lose oder zusammengebunden, auch auf Draht:	
a) frisch	50.—
b) getrocknet (auch natürliche Strohblumen), auch gefärbt, getränkt oder sonst zur Erhöhung der Haltbarkeit zugerichtet	12·—
55. Zierblattwerk, -gräser, -zweige (ohne Zierfrüchte und Blüten), abgeschnitten, lose oder zusammengebunden, auch auf Draht:	
a) frisch	25·—
b) getrocknet, auch gefärbt, getränkt oder sonst zur Erhöhung der Haltbarkeit zugerichtet	12·—
56. Lebende Gewächse (auch in gewöhnlichen Töpfen, Kübeln u. dgl.):	
a) blühende Pflanzen	20·—
b) Bäume oder Sträucher	16·—
c) Blumenzwiebel, Blumenknollen und Wurzelstöcke (Rhizomen, Bulben)	6·—
d) Weinreben	2·—
e) sonstige, auch Setzlinge, Stecklinge, Pfropfreiser und Schößlinge	frei
Sonstige Pflanzen und Pflanzenteile:	
57. Zichorienwurzel, getrocknet (nicht gebrannt), auch geschnitten	5·—
58. Kardendisteln	4·—
59. Hopfen	70·— brutto
60. Hopfenmehl (Lupulin)	100·— brutto
61. Seegras, Espartogras (Alfa), Piassava u. dgl. vegetabilisches Polsterungs-, Flecht-, Bürsten- und Besenmaterial; Bast, Raffia; Schilf; Stroh; Heu; Streu; alle diese auch gefärbt; Getreide und Hülsenfrüchte im Stroh oder Kraut	frei
62. Pflanzen und Pflanzenteile, nicht besonders benannte:	
a) frisch	frei
b) getrocknet oder zubereitet (gepulvert oder sonst zerkleinert oder gefärbt)	12·—
Anmerkung. Dieselben bei der Einfuhr zur See . . .	frei

1907

	Zoll in Kronen per 100 *kg*
VIII. Schlacht- und Zugvieh.	
63. Ochsen	60·—
64. Stiere	30·—
65. Kühe	30·—
66. Jungvieh	18·—
67. Kälber	5·—
68. Schafe und Ziegen (auch Widder, Hammel und Böcke)	2·50
69. Lämmer und Kitze	1·50
70. Schweine:	
a) im Gewichte bis 10 *kg* (Spanferkel)	1·50
b) im Gewichte von über 10 *kg* bis einschließlich 120 *kg*	12·—
c) im Gewichte von über 120 *kg*	22·—
71. Pferde:	
a) über 2 Jahre alt	100·—
b) bis zum Alter von 2 Jahren	50·—
Anmerkung. Füllen, welche der Mutter folgen	frei
72. Maultiere, Maulesel und Esel	5.—
IX. Tiere, andere.	
73. Geflügel aller Art (mit Ausnahme des Federwildes):	
a) lebend	8·—
Anmerkung. Die Regierungen der beiden Staaten können einvernehmlich die Umrechnung des Gewichtszolles in Stückzölle im Verordnungswege vornehmen.	
b) tot, auch ausgeweidet, gerupft oder der Extremitäten entledigt	25·—
74. Wildbret und Federwild:	
a) lebend	frei
b) tot, auch zerlegt	20·—
75. Fische, Süßwasserkrebse, Landschnecken, Scampi, frische	20·—
76. Muschel- oder Schaltiere aus der See (z. B. Austern, Hummern, Meerspinnen, Krabben, Schildkröten), frisch, auch abgekocht, jedoch nicht ausgelöst	69·—
77. Tiere, nicht besonders benannte	frei
X. Tierische Produkte.	
78. Milch	frei
79. Geflügeleier, auch Eigelb und Eiweiß, flüssig	8·—
Anmerkung. Eigelb und Eiweiß zur industriellen Verwendung (Albuminfabrikation, Gerberei etc.) unter den im Verordnungswege vorzuzeichnenden Bedingungen und Kontrollen	frei
80. Honig, auch Kunsthonig	28·—
Anmerkungen.	
1. Wabenhonig in Bienenstöcken, ohne lebende Bienen	20·—
2. Bienenstöcke mit lebenden Bienen, auch mit dem Wabenhonig und Wachs	frei
81. Wachs, tierisches:	
a) im natürlichen Zustande	14·—
b) zubereitet (gebleicht, gefärbt, in Täfelchen oder zu Kugeln geformt), auch mit anderen Stoffen versetzt, zum Beispiel Baumwachs, Klebewachs, Wachskitt u. dgl.	28·—
82. Schwämme:	
a) feine und gewöhnliche Schwämme (Bade- und Pferdeschwämme) im natürlichen Zustande, nicht bearbeitet, nicht gewaschen; Pferdeschwämme, gewaschen, weiter bearbeitet, jedoch nicht gebleicht	36·—

	Zoll in Kronen per 100 *kg* 1907
Anmerkung. Bade- und Pferdeschwämme, im natürlichen Zustande, ohne Bearbeitung zum Gebrauche nicht geeignet, zur Bearbeitung bezogen, auf Erlaubnisscheine unter den im Verordnungswege vorzuzeichnenden Bedingungen und Kontrollen, bei der Einfuhr zur See	frei
b) andere Schwämme	145·—
83. Felle und Häute, roh (grün oder trocken, auch gesalzen oder gekalkt, aber nicht weiter bearbeitet)	frei
84. Haare aller Art, roh oder zubereitet (und zwar gehechelt, gesotten, gefärbt oder gebeizt, auch in Lockenform gelegt); Borsten	frei
85. Federn, nicht besonders benannte (auch Bettfedern, Federnkiele); Schmuckfedern, nicht zugerichtet	frei
86. Blasen und Därme, frische, gesalzene oder getrocknete; Goldschlägerhäutchen; Darmseile	8·—
87. Tierische Produkte, nicht besonders benannte	frei

XI. Fette.

Speisefette:

88. Naturbutter, frisch oder gesalzen, auch eingeschmolzen	35·—
89. Schweinefett (Schmeer); Schweineschmalz, Schweinespeck; Gänsefett, auch ausgeschmolzen	45·—
90. Kunstbutter und Margarin, sowie andere Speisefette, nicht besonders benannte	35·—

Anmerkungen.

1. Speisefette, welche sich ihrem Geschmack und ihrer sonstigen Beschaffenheit nach als Surrogate von Schweinefett, Schweineschmalz, Schweinespeck oder Gänsefett darstellen, sind nach Nr. 89 zu behandeln.
2. Speisefette aller Art gegen Denaturierung zur technischen Verwendung . . . 45.—
3. Speisetalg, roh od. geschmolzen, ist nach Nr. 90 zu behandeln.

Technische Fette und Fettsäuren:

91. Fisch- und Robbentran:	
a) in Fässern oder in ähnlichen größeren Behältnissen im Rohgewicht von mindestens 10 *kg*	2·50
b) in Behältnissen von weniger als 10 *kg* Rohgewicht	24·—
92. Tierischer Talg, roh oder geschmolzen; Preßtalg	2·50
93. Vegetabilischer Talg, Palmöl, Palmkern- und Kokosnußöl, festes	2·50
94. Wachs, vegetabilisches:	
a) Japanwachs	2·50
b) Carnaubawachs und anderes nicht besonders benanntes vegetabilisches Wachs:	
1. in natürlichem Zustande	14·—
2. zubereitet (gebleicht, gefärbt, in Täfelchen oder zu Kugeln geformt), auch mit anderen Stoffen versetzt	28·—
Anmerkung. Carnaubawachs und anderes hartes Pflanzenwachs für Zeresinfabriken auf Erlaubnisscheine unter den im Verordnungswege vorzuzeichnenden Bedingungen und Kontrollen	frei
95. Stearinsäure (Stearin), Palmitinsäure (Palmitin)	14·—
96. Paraffin:	
a) unrein, auch Paraffinschuppen	16·—
b) anderes	20·—

1907

	Zoll in Kronen per 100 *kg*
Anmerkung. Paraffin, weiches, mit einer Schmelztemperatur von 42° C. und darunter für die Zündhölzchenerzeugung auf Erlaubnisschein unter den im Verordnungswege vorzuzeichnenden Bedingungen und Kontrollen . . .	7·—
97. Dégras und Elaïnsäure	6·—
98. Ceresin	10·—
99. Vaseline und Lanolin (gereinigtes Wollfett):	
a) in Fässern	24·—
b) in Blechdosen und derlei kleineren Gefäßen	30·—
100. Wagenschmiere:	
a) mit Mineralöl oder Mineralfett	16·—
b) andere	7·—
101. Fette und Fettgemenge, nicht besonders benannte	2·50

XII. Öle, fette.

102. Rüböl in Fässern, Schläuchen und Blasen	12·—
103. Leinöl und andere nicht besonders benannte fette Öle in Fässern, Schläuchen und Blasen, mit Ausnahme der Ölfirnisse	10·—
104. Oliven-, Mais-, Mohn-, Sesam-, Erdnuß-, Bucheckern- und Sonnenblumenöl in Fässern, Schläuchen und Blasen	24·—
105. Baumwollsamenöl in Fässern, Schläuchen und Blasen . . .	40·—
Anmerkungen.	
1. Oliven- und Erdnußöl der Nr. 104, ferner Rizinusöl der Nr. 103 zur technischen Verwendung unter Vorbehalt der Denaturierung bei der Abfertigung durch besonders ermächtigte Hauptzollämter	2·—
2. Sulfuröl	2·—
3. Baumwollsamenöl für die technische Verwendung auf Erlaubnisscheine unter den im Verordnungswege vorzuzeichnenden Bedingungen und Kontrollen	12·—
106. Öle, fette, in Flaschen, Krügen und ähnlichen Behältnissen unter 25 *kg*:	
a) Öle der Nrn. 102 und 103	30·—
b) Öle der Nr. 104	36·—
c) Baumwollsamenöl	48·—
Anmerkungen zur Tarifklasse XII.	
1. Öle der Nrn. 102, 103, 104 und 105, wenn sie im Grenzverkehre in offenen Krügen, Blech- oder Glasflaschen und ähnlichen unverschlossenen Behältnissen für den Bedarf der Grenzbewohner eingehen, sind wie derlei Öl in Fässern zu behandeln.	
2. Öle, fette, in Flaschen und Krügen oder anderen ähnlichen Behältnissen im Gewichte von wenigstens 25 *kg* sind wie Öle, fette, in Fässern zu verzollen.	

XIII. Getränke.

107. Bier:	
a) in Fässern	5·—
b) in Flaschen oder Krügen	18·—
Anmerkung. Außer dem Zolle ist die Verzehrungssteuer in demselben Ausmaße, wie bei der Biererzeugung in Österreich, beziehungsweise in Ungarn, zu entrichten. Die Art der Ermittlung dieser Verzehrungssteuer wird im Verordnungswege bestimmt.	
108. Gebrannte geistige Flüssigkeiten:	
a) Kognak	200·—

	Zoll in Kronen per 100 *kg* 1907
b) Liköre, Punschessenzen und andere mit Zucker oder anderen Stoffen versetzte gebrannte geistige Flüssigkeiten, Franzbranntwein	170·—
c) Arrak, Rum	145·—
d) andere gebrannte geistige Flüssigkeiten	110·—
Anmerkung. Außer dem Zolle ist die Branntweinabgabe nach dem höheren Satze der für Österreich, beziehungsweise für Ungarn festgesetzten Konsumabgabe zu entrichten. Die Art der Ermittlung dieser Konsumabgabe wird im Verordnungswege bestimmt.	
109. Wein, Obstwein, Wein- und Obstmost, Frucht-, Obst- und Beerensäfte, nicht eingedickte; Met:	
a) in Fässern	60·—
b) in Flaschen	75·—
Anmerkung. Weine mit einem Alkoholgehalte von mehr als 22·5 Volumprozenten sind als gebrannte geistige Flüssigkeiten zu behandeln.	
110. Schaumwein	150·—
111. Speiseessig:	
a) in Fässern	12·—
b) in Flaschen und Krügen	24·—
112. Mineralwässer, natürliche oder künstliche	1·50
Anmerkung zu den Nrn. 107, 109 und 111. Getränke, die im Grenzverkehre in Kannen, Krügen, Blechflaschen oder unverpichten Glasflaschen für den Bedarf der Grenzbewohner vorkommen, werden wie Getränke in Fässern behandelt.	

XIV. Eßwaren.

113. Brot, gemeines, sowohl schwarzes als weißes; Schiffszwieback	15·—
114. Bäckereien (Biskuit, Kakes, Kuchen, Oblaten etc.)	150·—
115. Sago und Sagosurrogate, Tapioka, Arrowroot	30·—
116. Teigwaren (d. i. Makkaroni, Nudeln und gleichartige nicht gebackene Erzeugnisse aus Mehl)	40·—
117. Fleisch:	
a) frisch	30·—
b) zubereitet, und zwar gesalzen, getrocknet, geräuchert, gepökelt, auch abgekocht	45·—
118. Fleischwürste	100·—
119. Käse:	
a) feine Tafelkäse	60·—
b) andere	50·—
120. Heringe, gesalzen oder geräuchert	7·—
121. Fische, nicht besonders benannte, gesalzen, geräuchert, getrocknet	30·—
122. Fische, zubereitet (mariniert oder in Öl eingelegt etc.) in Fässern	60·—
123. Kaviar und Kaviarsurrogate	120·—
124. Kaffeesurrogate (auch Zichorien, gebrannt)	45·—
125. Kakaobutter	18·—
126. Kakaopulver	200·—
127. Kakaomasse; Schokolade, Schokoladesurrogate und -fabrikate	200·—
128. Fisch-, Fleisch- und Schaltierkonserven	120·—
129. Gemüsekonserven (mit Ausnahme der Dörrgemüse der Nr. 44 *a)*	120·—
130. Obstkonserven, eingedickter Most, eingedickte Frucht-, Obst- und Beerensäfte; Tamarinden	120·—

1907

	Zoll in Kronen per 100 *kg*
131. Alle in Büchsen, Flaschen u. dgl. hermetisch verschlossenen Genußmittel (mit Ausnahme der unter den Nrn. 114, 126 und 127 genannten)	120·—
132. Eßwaren, nicht besonders benannte	120·—

XV. Holz, Kohlen und Torf.

133. Brennholz, auch Holzborke, Busch, Faschinen, Flechtweiden, Reisig, ausgelaugte Lohe und Lohkuchen	frei
134. Bau- und Nutzholz:	
a) europäisches, hart oder weich, rund, beschlagen, gesägt, geschnitten, gespalten, exklusive Furniere, nicht weiter bearbeitet, auch Eisenbahnschwellen	frei
b) außereuropäisches, rund oder in rohen, mit der Axt behauenen Blöcken, auch gesägt, geschnitten, gespalten, exklusive Furniere, nicht weiter bearbeitet	frei
135. Holzkohlen, Torf und Torfkohlen, Lignite und Steinkohlen, Koks und alle aus diesen Materialien hergestellten festen künstlichen Brennstoffe	frei

XVI. Drechsler- und Schnitzstoffe.

136. Stuhlrohr, roh, ungespalten; Stöcke, Rohre, edlere, roh	frei
137. Kokos- und Koquillasnüsse und Kokosnußschalen; Areka- und Steinnüsse	frei
138. Hörner, Hornscheiben, Hornspitzen, Klauen, Füße, Hufe; Knochen, gespalten, gestreckt oder geschnitten	frei
139. Bernstein (auch Bernsteinmasse); Gagat; Elfenbein und andere Tierzähne; Schildpatt; Meerschaum; Perlmutter und andere Muschelschalen	frei
Die unter den Nrn. 138 und 139 genannten Stoffe, roh oder bloß gespalten, gestreckt oder geschnitten.	
140. Fischbein, rohes; Korallen, rohe (auch gebohrt, jedoch nicht gereinigt oder geschliffen)	frei
141. Zelluloid in Platten, Stäben oder Röhren, auch poliert und unterlegt, nicht weiter bearbeitet	3·50

XVII. Mineralien.

142. Steine, roh oder bloß roh behauen oder auf nicht mehr als drei Seiten gesägt; nicht gespaltene und nicht gesägte Platten	frei
143. Schwefelkies (Pyrit)	—·30
144. Erze, nicht besonders benannte, auch aufbereitete	frei
145. Gips:	
a) roh, auch gemahlen	frei
b) gebrannt	—·60
146. Weiße Kreide, Schwerspat (Baryt, schwefelsaurer, natürlicher):	
a) roh	frei
b) gemahlen, geschlemmt	1·—
147. Schmirgel:	
a) roh	frei
b) gekörnt, gemahlen, geschlemmt	2·—
148. Farberden:	
a) roh	frei
b) gebrannt, gemahlen, geschlemmt, gepreßt	3·—
c) geschönt	12·—
149. Andere Erden und Steine, künstlich gefärbt	12·—

	Zoll in Kronen per 100 *kg* 1907
159. Erden und mineralische Stoffe, nicht besonders benannte, roh, gebrannt, gemahlen oder geschlemmt	frei
alle diese Gegenstände, soweit sie nicht in anderen Tarifklassen enthalten sind.	

XVIII. Arznei- und Parfümeriestoffe.

151. Süßholzsaft, eingedickt in Kisten oder zu Blöcken geformt .	24·—
152. Ambra, grauer; Bibergeil; Bisam (Moschus); Zibeth; Kanthariden; Abelmoschkörner; Cubeben; Opium; Muskatbalsam (Muskatbutter); Kirschlorbeerwasser	36·—
153. Kampfer:	
a) roh	frei
b) gereinigt (raffiniert)	36·—
154. Wohlriechende Wässer (ohne Weingeist), als: Pomeranzenblüten-, Rosen-, Lavendel-, Fenchel-, Pfefferminz-, Millefleurs- u. dgl. Wässer:	
a) im Rohgewichte von mindestens 10 *kg*	7·—
b) im Rohgewichte unter 10 *kg*	15·—
155. Ätherische Öle:	
a) Lorbeer-, Rosmarin- und Wacholderöl, dann leichtes Kampferöl	24·—
b) nicht besonders benannte	60·—

XIX. Farb- und Gerbstoffe.

156. Farbhölzer:	
a) in Blöcken	frei
b) zerkleinert (d. i. geschnitten, geraspelt, gemahlen) . . .	2·50
c) zerkleinert fermentiert	5·—
157. Quebrachoholz und andere Gerbhölzer:	
a) in Blöcken	1·—
b) zerkleinert (d. i. geschnitten, geraspelt, gemahlen) . . .	3·—
158. Eichen- und Nadelholzrinden und -borken	—·60
159. Andere Rinden, dann Wurzeln, Blätter, Blüten, Früchte (z. B. Myrobalanen), Knoppern, Galläpfel u. dgl., auch geschnitten, gemahlen oder sonst zerkleinert, zum Färben oder Gerben .	frei
160. Catechu (japanische Erde); Kino; Kermeskörner, Lac-Dye, Orlean	frei
161. Krappextrakte; Garancine und Garancinette; Lackmus; Sepia roh, in Bläschen	3·50
162. Orseille, Persio, Indigo; Cochenille; Kastanienholzextrakt; Quebrachoholzextrakt; Gerbstoffextrakt, nicht besonders benannte	8·—
Anmerkung. Indigo und Cochenille bei der Einfuhr zur See	frei
163. Farbstoffextrakte, nicht besonders benannte	8·—

XX. Gummen und Harze.

164. Teer, mit Ausnahme von Braunkohlen- und Schieferteer . .	—·50
165. Harz, gemeines; Kolophonium; Pech, nicht besonders benanntes	1·20
166. Steinkohlenteer-, Braunkohlenteer-, Schieferteer-, Petroleum- und Stearinpech	1·20
167. Binder-, Brauer-, Bürstenbinder- und Seilerpech	2·50
168. Asphalterde, Asphaltsteine, roh, auch gemahlen	—·30
169. Asphaltbitumen	5·—
170. Asphaltkitt; Asphaltmastix; Harzzemente (Holzzement) . . .	7·—

1907 Zoll in
per 1(

171. Pflasterplatten und -Würfel aus Asphalt 1
172. Ozokerit (Erdwachs, Bergwachs), roh . . . . . f
173. Terpentin, Terpentinöl, Pechöl (Harzöl); rohes Bernstein-, Hirschhorn- und Kautschuköl, dann Steinkohlenteeröle der Benzolreihe; Vogelleim . . . . . .
174. Kopalharz, Damarharz, Schellack, Gummiarabicum, Gummi-Gedda, Gummi-Senegal, Gummigutti, Tragantgummi; Gummen, Harze und Gummenharze, natürliche Balsame und Pflanzensäfte, nicht besonders benannte . . . . . .

Anmerkung. Die in Nr. 174 genannten Artikel bei der Einfuhr zur See . . . . . f

XXI. Mineralöle, dann Braunkohlen- und Schieferteer.

175. Roh, mit Ausnahme der in der Nr. 176 genannten oder zu Beleuchtungszwecken ohne vorausgegangene, mit Destillation verbundene Raffinierung (Reinigung) nicht verwendbar . . . s

Anmerkung. Rohes und zu Beleuchtungszwecken ohne vorausgegangene Raffinierung (Reinigung) nicht verwendbares Mineralöl, dessen Dichte bei 12° R. (15° C.) 830 Grade übersteigt, auf Erlaubnisscheine unter den im Verordnungswege festzusetzenden Bedingungen und Kontrollen in der jährlichen Maximalmenge von 200.000 *q* . . . . . n

Diese Jahresmaximalmenge wird in der Weise verteilt, daß auf die im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder 10.000 *q*, auf die Länder der heiligen ungarischen Krone 190.000 *q* entfallen.

176. roh, zu Beleuchtungszwecken, ohne vorausgegangene, mit Destillation verbundene Raffinierung (Reinigung) verwendbar 1
n

177. raffiniert (gereinigt) oder halbraffiniert, leichte, deren Dichte 880 Grade oder weniger beträgt 1
n

Anmerkung. Für Mineralöle der beiden vorstehenden Nummern ist außer dem Zolle die Verbrauchsabgabe von 13·— *K* für je 100 *kg* Nettogewicht einzuheben. Die Verbrauchsabgabe (§ 2 des Gesetzes vom 26. Mai 1882, R. G. Bl. Nr. 55, § 2 des ungarischen Gesetzartikels XVIII vom Jahre 1882) ist auch künftighin für jenes mittels Raffinierung (Reinigung) in den im Reichsrate vertretenen Königreichen und Ländern mit Ausnahme des Freigebietes von Triest, beziehungsweise in den Ländern der heiligen ungarischen Krone, mit Ausnahme des Freigebietes von Fiume, hergestellte Mineralöl zu entrichten, dessen Dichte bei der Temperatur von 12° R. (15° C.) 880 Grade nicht überschreitet.

178. raffiniert (gereinigt) oder halbraffiniert, schwere, deren Dichte 880 Grade übersteigt, ferner Schmieröle, auch mit tierischen oder vegetabilischen Ölen oder Fetten gemengt . . 1
n

Anmerkung. Schwere Öle, deren Dichte 880 Grade übersteigt (mit Ausnahme der fertigen Schmieröle), für Petroleumraffinerien (Schmierölfabriken) behufs Erzeugung von Schmierölen auf Grund besonderer Bewilligung und unter Kontrolle . . . . . .
r

	Zoll in Kronen per 100 *kg* 1907
179. Rückstände (Residuen) von der Mineralöldestillation oder -reinigung, zur Verwendung als Schmieröle oder -fette nicht mehr geeignet, mit Ausnahme der festen Rückstände	7·— netto

XXII. Baumwolle, Garne und Waren daraus,

auch gemengt mit anderen vegetabilischen Spinnstoffen, aber ohne Beimischung von Wolle oder Seide.

180. Baumwolle, roh, kardätscht, gebleicht, gefärbt, gemahlen; Abfälle	frei
181. Baumwollwatte mit Ausschluß jener zu Heilzwecken; Fäden zum Putzen von Maschinen etc. vorgerichtet	12·—
182. Vorgespinst, roh, gebleicht, gefärbt, bedruckt:	
a) ein- oder zweifach	12·—
b) drei- oder mehrfach	24·—
Baumwollgarne:	
183. einfach, roh:	
a) bis Nr. 12 englisch	14·—
b) über Nr. 12 bis Nr. 29 englisch	19·—
c) über Nr. 29 bis Nr. 50 englisch	33·—
d) über Nr. 50 bis Nr. 70 englisch	38·—
e) über Nr. 70 englisch	43·—
184. dubliert, roh:	
a) bis Nr. 12 englisch	19·—
b) über Nr. 12 bis Nr. 29 englisch	24·—
c) über Nr. 29 bis Nr. 50 englisch	38·—
d) über Nr. 50 bis Nr. 70 englisch	45·—
e) über Nr. 70 englisch	40·—
185. drei- oder mehrdrähtig, einmal gezwirnt, roh:	
a) bis Nr. 12 englisch	24·—
b) über Nr. 12 bis Nr. 29 englisch	29·—
c) über Nr. 29 bis Nr. 50 englisch	43·—
d) über Nr. 50 englisch	50·—
186. drei- oder mehrdrähtig, wiederholt gezwirnt, roh:	
a) bis Nr. 12 englisch	29·—
b) über Nr. 12 bis Nr. 29 englisch	33·—
c) über Nr. 29 bis Nr. 50 englisch	50·—
d) über Nr. 50 englisch	57·—
187. Baumwollgarne, gebleichte, merzerisierte, gefärbte (auch bedruckte), unterliegen einem Zuschlage zum Zolle für das betreffende rohe Garn, und zwar:	
a) gebleichte von	8·—
b) merzerisierte von	9·—
c) gefärbte (auch bedruckte) von	14·—
d) gebleichte und merzerisierte von	14·—
e) gefärbte (auch bedruckte) und merzerisierte von	16·—
188. Garne, für den Detailverkauf adjustiert:	
a) einfache oder dublierte; drei- oder mehrdrähtige, einmal gezwirnt	83·—
b) drei- oder mehrdrähtige, wiederholt gezwirnt	90·—
Baumwollwaren:	
189. Gemeine, d. i. Gewebe aus Garn Nr. 50 und darunter, auf 5 *mm* im Quadrat 38 Fäden oder weniger zählend:	
a) glatt, auch einfach geköpert:	
1. roh	80·—
2. gebleicht	110·—

1907

	Zoll in Kronen per 100 *kg*
3. gefärbt	130·—
4. bedruckt mit 1 bis 4 Farben oder in 2 Farben bunt gewebt	170·—
5. bedruckt mit 5 oder mehr Farben oder in mehr als 2 Farben bunt gewebt	180·—
b) gemustert:	
1. roh	110·—
2. gebleicht	130·—
3. gefärbt	155·—
4. bedruckt mit 1 bis 4 Farben oder in 2 Farben bunt gewebt	190·—
5. bedruckt mit 5 oder mehr Farben oder in mehr als 2 Farben bunt gewebt	200·—
190. Gemeine, dichte, d. i. Gewebe aus Garn Nr. 50 und darunter, auf 5 *mm* im Quadrat mehr als 38 Fäden zählend:	
a) glatt, auch einfach geköpert:	
1. roh	131·—
2. gebleicht	155·—
3. gefärbt	180·—
4. bedruckt mit 1 bis 4 Farben oder in 2 Farben bunt gewebt	215·—
5. bedruckt mit 5 oder mehr Farben oder in mehr als 2 Farben bunt gewebt	230·—
b) gemustert:	
1. roh	136·—
2. gebleicht	160·—
3. gefärbt	185·—
4. bedruckt mit 1 bis 4 Farben oder in 2 Farben bunt gewebt	220·—
5. bedruckt mit 5 oder mehr Farben oder in mehr als 2 Farben bunt gewebt	235·—
191. Feine, d. i. Gewebe aus Garn über Nr. 50 bis einschließlich Nr. 100:	
a) roh	195·—
b) gebleicht, gefärbt, bedruckt, bunt gewebt	295·—
192. Feinste, d. i. Gewebe aus Garn über Nr. 100	385·—
193. Samte und samtartige Webewaren, auch Samtbänder	230·—
Anmerkung. Zum Satze für Samte sind auch geschnittene Manchester abzufertigen.	
194. Bandwaren (mit Ausschluß der Samtbänder)	226·—
Anmerkung. Im Stück merzerisierte Gewebe oder Gewebe, ganz oder teilweise aus merzerisiertem Garn, sowie dergleichen Samte und Bandwaren, unterliegen einem Zuschlage zum Zolle des betreffenden Gewebes von	18·—
195. Tülle und tüllartige Netzstoffe:	
a) glatt:	
1. roh	380·—
2. gebleicht, gefärbt, bedruckt, bunt gewebt	400·—
Anmerkung. Steifnetze, bobbinetartige	131·—
b) gemustert, mit Ausnahme jener mit spitzenartigen Dessins:	
1. roh	400·—
2. gebleicht, gefärbt, bedruckt, bunt gewebt	440·—
Anmerkung. Tülle und tüllartige Netzstoffe, gemustert mit spitzenartigen Dessins, wie Spitzen.	
196. Bobbinet- oder spitzenartige Vorhänge (Stores, Vitragen u. dgl.) und Möbelnetze, abgepaßt gewebt	440·—
197. Spitzen, auch Luftstickereien (Ätzware)	750·—

	Zoll in Kronen per 100 *kg* 1907
198. Stickereien:	
a) Besatzstreifen (bandes, entre-deux):	
1. nur am Rande bestickt	730·—
2. andere (auch im Fonds bestickt)	800·—
b) Tülle und Spitzen, bestickt	750·—
c) nicht besonders benannte	730·—
199. Posamentier- und Knopfwaren	226·—
200. Wirk- und Strickwaren:	
a) gewirkte und gestrickte Stoffe in ganzen Stücken (Meterware):	
1. roh	220·—
2. gebleicht, gefärbt, bedruckt, bunt gewirkt oder gestrickt	240·—
b) Strümpfe und Socken:	
1. im Gewichte über 1 *kg* per Dutzend Paare	220·—
2. im Gewichte bis einschließlich 1 *kg* per Dutzend Paare	285·—
c) Handschuhe:	
1. im Gewichte über 300 *g* per Dutzend Paare	300·—
2. im Gewichte bis einschließlich 300 *g* per Dutzend Paare	400·—
d) nicht besonders benannte	300·—
201. Technische Artikel:	
a) Glühstrümpfe, nicht ausgeglüht	215·—
b) Trockenfilze, gewebte, auch gerauht	155·—
c) Treibriemen	85·—
d) Gurten und Dochte	75·—
e) Schläuche, gewebt oder geflochten; Bindfaden mit einem Durchmesser von 1 *mm* oder mehr; Netze; grobe, Seile u. dgl. technische Artikel	70·—
Anmerkung. Bindfaden mit einem Durchmesser unter 1 *mm* werden wie Garne behandelt.	
f) Weberlitzen:	
1. aus gezwirnten Garnen	85·—
2. andere	220·—

XXIII. Flachs, Hanf, Jute und andere nicht besonders benannte vegetabilische Spinnstoffe, Garne und Waren daraus,

ohne Beimischung von Baumwolle, Wolle oder Seide.

202. Flachs, Hanf, Jute und andere nicht besonders benannte vegetabilische Spinnstoffe, roh, geröstet, gebrochen, gehechelt, gebleicht, gefärbt und in Abfällen	frei
203. Watten aus diesen Spinnstoffen, mit Ausschluß jener zu Heilzwecken; Fäden zum Putzen von Maschinen etc. vorgerichtet	12·—
Garne:	
204. Leinengarne (aus Flachsfaser oder Flachswerg); Ramiégarne:	
a) einfach, roh	3·60
b) einfach, gebleicht, geäschert oder gefärbt	12·—
c) gezwirnt	43·—
d) für den Detailverkauf adjustiert:	
1. einfach	43·—
2. gezwirnt	83·—
205. Hanfgarne (aus Hanffaser und Hanfwerg, auch gemischt mit anderen zu dieser Klasse gehörigen Spinnstoffen); nicht besonders benannte Garne:	
a) einfach roh	3·60
b) einfach, gebleicht, geäschert oder gefärbt	12·—
c) gezwirnt	43·—

1907

	Zoll in Kronen per 100 *kg*
d) für den Detailverkauf adjustiert:	
1. einfach	43·—
2. gzwirnt	83·—
206. Jutegarne (aus Jute, auch gemischt mit Flachs):	
a) einfach, roh	3·60
b) einfach, gebleicht, geäschert oder gefärbt; gezwirnte Jutegarne	12·—
c) für den Detailverkauf adjustiert:	
1. einfach	43·—
2. gezwirnt	83·—
Anmerkung zu den Nrn. 204, 205 und 206. Sogenannte Garbenbinder in Knäueln oder auf Haspeln	12·—
Leinen-, Hanf-, Jute- etc. Waren:	
207. Gewebe aus Leinen- oder Ramiégarnen, ungemustert (bloß mit einer Grundbindung):	
a) roh:	
1. bis 40 Fäden in Kette und Schuß auf 2 *cm* im Quadrat	15·—
2. mit 41 bis 160 Fäden in Kette und Schuß auf 2 *cm* im Quadrat	29·—
3. über 160 Fäden in Kette und Schuß auf 2 *cm* im Quadrat	190·—
b) gebleicht, geäschert, gefärbt, bedruckt, bunt gewebt:	
1. bis 80 Fäden in Kette und Schuß auf 2 *cm* im Quadrat	48·—
2. mit 81 bis 160 Fäden in Kette und Schuß auf 2 *cm* im Quadrat	95·—
3. über 160 Fäden in Kette und Schuß auf 2 *cm* im Quadrat	190·—
208. Gewebe aus Leinen- oder aus Ramiégarnen, gemustert (mit wechselnden Grundbindungen oder in anderer Musterung mit Ausnahme der Damaste):	
a) roh:	
1. bis 160 Fäden in Kette und Schuß auf 2 *cm* im Quadrat	95·—
2. über 160 Fäden in Kette und Schuß auf 2 *cm* im Quadrat	190·—
b) gebleicht, geäschert, gefärbt, bedruckt, bunt gewebt	190·—
209. Damaste aller Art, auch roh	190·—
210. Battiste; Gaze, Linons und andere undichte Gewebe	330·—
211. Spitzen, Kanten, Tülle und tüllartige Netzstoffe	715·—
212. Stickereien:	
a) Besatzstreifen (bandes, entre-deux):	
1. nur am Rande bestickt	730·—
2. andere (auch im Fond bestickt	800·—
b) Spitzen und Tülle, bestickt)	750·—
c) nicht besonders benannte	730·—
213. Samte und samtartige Webewaren (mit aufgeschnittenem oder nicht aufgeschnittenem Flor)	190·—
214. Bandwaren	200·—
215. Posamentier- und Knopfwaren	200·—
216. Gewebe aus Hanf- und anderen zur Nr. 205 gehörigen Garnen, auch gemischt mit anderen zu dieser Klasse gehörigen Garnen, ungemustert (bloß mit einer Grundbindung):	
a) roh:	
1. bis 40 Fäden in Kette und Schuß auf 2 *cm* im Quadrat	15·—
2. mit 41 bis 160 Fäden in Kette und Schuß auf 2 *cm* im Quadrat	29·—
b) gebleicht, geäschert, gefärbt, bedruckt, bunt gewebt:	
1. bis 80 Fäden in Kette und Schuß auf 2 *cm* im Quadrat	48·—
2. mit 81 bis 160 Fäden in Kette und Schuß auf 2 *cm* im Quadrat	95·—

	Zoll in Kronen per 100 *kg* 1907
Anmerkung. Alle anderen Gewebe aus Hanfgarnen etc. sind wie Gewebe aus Leinengarnen zu verzollen.	
217. Jutegewebe:	
a) roh, ungemustert (bloß mit einer Grundbindung), mit nicht mehr als 40 Fäden in Kette und Schuß auf 2 *cm* im Quadrat	15·—
b) Möbel- und Bekleidungsstoffe, Tapeten, sowie alle Gewebe aus Jute in Verbindung mit anderen vegetabilischen Spinnstoffen, einschließlich der Baumwolle, insofern die Jute in der Fadenzahl überwiegt	100·—
Anmerkung. Jutegewebe, bei welchen Baumwolle, beziehungsweise Flachs, Ramié, Hanf oder nicht besonders benannte vegetabilische Spinnstoffe der Fadenzahl nach überwiegen, sind wie Baumwoll-, beziehungsweise Leinen- oder Hanfgewebe zu verzollen.	
c) nicht besonders benannte	30·—
Anmerkung. Bestickte Jutegewebe, Spitzen, Tülle, Samte und samtartige Webewaren, Band-, Posamentier- und Knopfwaren aus Jute sind wie solche aus Leinen zu behandeln.	
218. Fußteppiche aus Flachs, Hanf, Jute und nicht besonders benannten vegetabilischen Spinnstoffen, auch gebleicht, gefärbt, bedruckt, gemustert:	
a) nicht florartig gewebt	30·—
b) florartig gewebt	100·—
219. Seilerwaren und technische Artikel:	
a) Seile, Taue, Stricke von 5 *mm* Durchmesser oder mehr, auch gebleicht, geteert	18·—
Anmerkung. Kokos- und dergleichen Fasern zu Strängen zusammengedreht (Kokosgarn etc.) zur Fabrikation von Decken u. dgl. auf Erlaubnisschein unter den im Verordnungswege vorzuzeichnenden Bedingungen und Kontrollen	frei
b) Stricke unter 5 *mm* Durchmesser und Bindfaden:	
1. nicht für den Detailverkauf adjustiert	43·—
2. für den Detailverkauf adjustiert (geknäult etc.) im Durchmesser von mehr als 1 *mm*	48·—
3. für den Detailverkauf adjustiert im Durchmesser von 1 *mm* und darunter	83·—
c) Schläuche, gewebt oder geflochten	50·—
d) Treibriemen	85·—
e) Seilerwaren und technische Artikel, nicht besonders benannte	43·—
Anmerkung. Wirk- und Strickwaren aus Spinnstoffen der Klasse XXIII sind nach Nr. 200 zu verzollen.	

XXIV. Wolle, Wollengarne und Wollenwaren,

auch gemengt mit anderen Spinnstoffen, ausschließlich der Seide.

220. Wolle, roh, gewaschen, gekämmt, gefärbt, gebleicht, gemahlen und in Abfällen	frei
221. Woll- und Haarwatten; Hutwatten und Hutfache (bloß angefilzt, nicht gewalkt)	22·—
Garne:	
222. Garne aus groben Tierhaaren (Rindviehhaaren u. dgl.) bis inklusive Nr. 5 metrisch, roh:	

1907

	Zoll in Kronen per 100 *kg*
a) einfach oder dubliert	19·—
b) mehrdrähtig	29·—
Anmerkung. Garne aus groben Tierhaaren über Nr. 5 metrisch, sowie gebleicht, gefärbt, bedruckt, sind nach Nr. 226 wie Streichgarne zu verzollen.	
223. Mohair-, Alpaka- (auch mottled Alpaka-) und Genappesgarn; alle diese einfach oder dubliert, roh, bei der Einfuhr über besonders ermächtigte Zollämter	frei
224. Kammgarn aus Kamelhaar, einfach oder dubliert, roh, bei der Einfuhr über besonders ermächtigte Zollämter	5·—
225. Kammgarne, nicht besonders benannte:	
a) roh, einfach:	
1. bis Nr. 45 metrisch	12·—
2. über Nr. 45 metrisch	21·—
b) roh, dubliert oder mehrdrähtig:	
1. bis Nr. 45 metrisch	17·—
2. über Nr. 45 metrisch	29·—
Anmerkung. Kammgarne, nicht besonders benannte, roh, einfach oder dubliert, über Nr. 30 bis einschließlich Nr. 45 metrisch, für die Posamentenfabrikation auf Erlaubnisscheine unter den im Verordnungswege vorzuzeichnenden Bedingungen und Kontrollen	frei
c) gebleicht, gefärbt, bedruckt, einfach:	
1. bis Nr. 45 metrisch	29·—
2. über Nr. 45 metrisch	38·—
d) gebleicht, gefärbt, bedruckt, dubliert oder mehrdrähtig:	
1. bis Nr. 45 metrisch	38·—
2. über Nr. 45 metrisch	48·—
e) in der Wolle gefärbte oder bedruckte melierte, sowie mit ungefärbter Wolle (rohweiß) einmelierte Kammgarne:	
1. einfach	33·—
2. zwei- oder mehrdrähtig, auch derlei Garne aus Fäden verschiedener Farbe	38·—
Anmerkung. Bedruckte Teppichkettengarne auf Erlaubnisscheine unter den im Verordnungswege vorzuzeichnenden Bedingungen und Kontrollen	29·—
226. Streichgarne und nicht besonders benannte streichgarnartig gesponnene Garne:	
a) roh, einfach	19·—
b) roh, dubliert oder mehrdrähtig	29·—
c) gebleicht, gefärbt, bedruckt:	
1. einfach	29·—
2. dubliert oder mehrdrähtig	38·—
227. Garne für den Detailverkauf adjustiert	52·—
Wollenwaren:	
228. Kotzen; Halinatuch; Tuchenden	29·—
229. Wollene Webewaren, nicht besonders benannte, auch bedruckt:	
a) im Gewichte von mehr als 700 *g* per Quadratmeter	120·—
b) im Gewichte von mehr als 200 bis 700 *g* per Quadratmeter	200·—
c) im Gewichte von 200 *g* und weniger per Quadratmeter	262·—
230. Samte und samtartige Gewebe (mit aufgeschnittenem oder nicht aufgeschnittenem Flor), auch bedruckt	240·—
231. Bandwaren	240·—
232. Posamentier- und Knopfwaren	240·—
233. Wirk- und Strickwaren:	

	Zoll in Kronen per 100 *kg* 1907
a) gewirkte und gestrickte Stoffe in ganzen Stücken (Meterware)	240·—
b) Strümpfe und Socken:	
1. im Gewichte über 1 *kg* per Dutzend Paare	250·—
2. im Gewichte bis einschließlich 1 *kg* per Dutzend Paare	320·—
c) Handschuhe	330·—
d) nicht besonders benannte	250·—
234. Schals und schalartige Gewebe; Spitzen und Spitzentücher; Tülle und tüllartige Netzstoffe	476·—
235. Stickereien, mit Seide bestickt	600.—
236. Stickereien, mit anderen Materialien bestickt	500·—
237. Fußteppiche:	
a) aus Hunds-, Kälber- oder Rindshaaren, auch mit geringer Beimengung von Wolle	30·—
b) Knüpfteppiche	180·—
c) andere und solche aus Filz, auch bedruckt	120·—
238. Filze und Filzwaren (mit Ausnahme von derlei Fußteppichen):	
a) grobe Filze aus Tierhaaren (auch zugeschnitten, geteert oder lackiert)	32·—
b) andere Filze und Filzwaren:	
1. unbedruckt	120·—
2. bedruckt	190·—
239. Technische Artikel:	
a) Siebböden, Seile und Taue aus Roßhaar; grobe Gitter, geknüpfte Netze u. dgl. nicht besonders benannte technische Artikel	35·—
b) Preß- und Filtertücher im Gewichte von mehr als 500 *g* per Quadratmeter	95·—
Anmerkung. Preß- und Filtertücher im Gewichte von 500 *g* oder weniger werden als nicht besonders benannte wollene Webewaren behandelt.	
c) Schläuche, gewebt oder geflochten; Gurten	95·—
d) Treibriemen	100·—

XXV. Seide und Seidenwaren,

auch mit anderen Spinnstoffen gemischt.

240. Seidengaletten (Kokons); Seidenabfälle, ungesponnen	frei
241. Seidenwatte, mit Ausschluß jener zu Heilzwecken	30·—
242. Seide (abgehaspelt oder filiert), auch gezwirnt:	
a) roh	frei
b) weiß gemacht (degummiert)	120·—
c) gefärbt:	
1. schwarz	95·—
2. in anderen Farben	120.—
243. Florettseide (Seidenabfälle, gesponnen), auch gezwirnt:	
a) roh oder weiß gemacht	frei
b) gefärbt:	
1. schwarz	95·—
2. in anderen Farben	120·—
244. Kunstseide, auch gezwirnt:	
a) rohweiß, nicht gefärbt	frei
b) gefärbt:	
1. schwarz	95·—
2. in anderen Farben	120·—
245. Garne aus Seide, Florett- oder Kunstseide in Verbindung mit anderen Spinnmaterialien, auch gezwirnt:	

1907

	Zoll in Kronen per 100 *kg*
a) Garne mit Noppen aus Abfallseide	48·—
b) andere	70·—
Anmerkung. Rohe Kammgarne, von einem Faden unfilierter Seide durchzogen, sind als Kammgarne der Nr. 225 zu behandeln.	
246. Zwirn aus Seide, Florett- oder Kunstseide, auch in Verbindung mit anderen Spinnmaterialien, weiß gemacht oder gefärbt, für den Detailverkauf adjustiert	160·—
Ganzseidenwaren (aus Seide, Florett- oder Kunstseide):	
247. Ganzseidenwaren, bestickt	1400·—
248. Tülle und tüllartige Netzstoffe; Gaze (auch gewebte Kreppe und Flore); Spitzen und Spitzentücher	1350·—
249. Seidenbeuteltuch	900·—
250. Ganzseidengewebe, nicht besonders benannte:	
a) glatte (nicht fassonierte):	
1. ungefärbt oder schwarz gefärbt	1200·—
2. andersfarbig, bedruckt, bunt gewebt	1300·—
b) fassonierte:	
1. ungefärbt oder schwarz gefärbt	1250·—
2. andersfarbig, bedruckt, bunt gewebt	1350·—
251. Samte und samtartige Gewebe (mit aufgeschnittenem oder nicht aufgeschnittenem Flor)	1300·—
252. Wirk- und Strickwaren:	
a) gewirkte oder gestrickte Stoffe in ganzen Stücken (Meterware)	1300·—
b) Strümpfe und Socken	1400·—
c) Handschuhe	1400·—
d) nicht besonders benannte	1400·—
253. Bandwaren:	
a) bestickt oder aus Tüll, Gaze oder anderen Geweben der Nr. 248	1400·—
b) Samtbänder und Bänder mit samtartigen Effekten	1300·—
c) andere:	
1. nicht fassonierte	1300·—
2. fassonierte	1400·—
254. Posamentier- und Knopfwaren	1000·—
Halbseidenwaren (aus Seide, Florett- oder Kunstseide in Verbindung mit anderen Spinnmaterialien):	
255. Halbseidenwaren, bestickt; Tülle und tüllartige Netzstoffe; Gaze (auch gewebte Kreppe und Flore); Spitzen und Spitzentücher	1200·—
256. Halbseidengewebe, nicht besonders benannte:	
a) glatte (nicht fassonierte)	600·—
b) fassonierte	650·—
Anmerkung. Halbseidene Gewebe im Gewichte über 200 *g* per Quadratmeter, auch fassoniert, sind nach *a* abzufertigen.	
257. Samte und samtartige Gewebe (mit aufgeschnittenem oder nicht aufgeschnittenem Flor)	960·—
258. Wirk- und Strickwaren:	
a) gewirkte und gestrickte Stoffe in ganzen Stücken (Meterware)	600·—
b) Strümpfe und Socken	650·—
c) Handschuhe	650·—
d) nicht besonders benannte	650·—

	Zoll in Kronen per 100 *kg* 1907
259. Bandwaren:	
a) bestickt oder aus Tüll, Gaze oder anderen Geweben der Nr. 255	1200·—
b) Samtbänder und Bänder mit samtartigen Effekten	960·—
c) andere:	
1. ripsartig gewebte halbseidene Bänder in der Breite von 6 *cm* oder darunter, schwarz, grau oder braun gefärbt (Hutbänder)	450·—
2. nicht fassonierte andere	600·—
3. fassonierte	650·—
260. Posamentier- und Knopfwaren	600·—
Anmerkungen zu Klasse XXV.	
1. Ganz grobe Gewebe aus rohem Gespinst von Seidenabfällen, welche das Aussehen von grauer Packleinwand haben und zu Preßtüchern, Putzlappen etc. verwendet werden, auch mit einzelnen gefärbten Fäden	57·—
2. Seide, welche in Garnen aus anderen Spinnmaterialien versponnen ist, ohne die Umhüllung derselben zu bilden, oder ohne zusammenhängend durch die ganze Länge des Gewebefadens sich zu ziehen, bleibt bei Geweben aus solchen Garnen außer Beracht.	

XXVI. Konfektionswaren.

261. Künstliche Blumen, fertige, ganz oder teilweise aus Textilstoffen	1100·—
262. Bestandteile künstlicher Blumen, ganz oder teilweise aus Textilstoffen	480·—
Anmerkung. Kautschukpielen zur Fabrikation künstlicher Blumen, auch in Verbindung mit Textilstoffen	48·—
263. Schmuckfedern, zugerichtet und Arbeiten daraus	1100·—
264. Künstliches Federpelzwerk:	
a) aus Strauß- und dergleichen feinen Federn	1100·—
b) aus anderen Federn:	
1. konfektioniert, auch Besatzstreifen	620·—
2. nicht besonders benannte	480·—
265. Perückenmacher- und andere Arbeiten aus Menschenhaaren	240·—
	per Stück
266. Hutstumpen aus Filz	—·40
267. Herren- und Knabenhüte:	
a) aus Seide und Zeugstoffen aller Art, Gibus; auch garniert	150·—
b) aus Filz:	
1. nicht garniert	—·70
2. garniert	1·—
c) aus Stroh, Bast, Hozspan oder anderen Materialien:	
1. nicht garniert	—·50
2. garniert	1·—
268. Damen- und Mädchenhüte aller Art:	
a) nicht garniert	—·70
b) garniert	1·20
269. Hüte aller Art, aufgeputzt	1·80
Anmerkungen.	
1. Damen- und Mädchenhüte in Form und Ausstattung nach Art der Herren- und Knabenhüte sind wie diese zu verzollen.	
2. Mützen, Kappen u. dgl. Kopfbedeckungen, mit Ausnahme der Fez, sind wie Hüte zu verzollen.	

1907

	Zoll in Kronen per Stück
3. Unter Garnitur wird die Ausstattung mit Futter, Einfassung, Hutleder und einfacher Umlegung mit Band, Stoff, Schnur u. dgl. oder auch nur mit einzelnen dieser Bestandteile verstanden.	
270. Fez (türkische Kappen) mit oder ohne Quasten	—·10
271. Fächer aller Art:	per 100 *kg*
a) aus gewöhnlichen Materialien	120·—
b) aus oder mit feinen Materialien	200·—
c) aus oder mit feinsten Materialien	420·—
d) mit Montierungen aus Edelmetallen:	
1. aus Gold	850·—
2. aus Silber	600·—
272. Regen- und Sonnenschirme mit Überzügen aus Zeugstoffen:	
a) ohne Montierung mit Edelmetallen:	per Stück
1. aufgeputzt oder aus Spitzen, Stickereien	2·75
2. aus Ganzseide	2·20
3. aus Halbseide	1·70
4. aus anderen Stoffen	—·70
b) mit Montierungen aus Edelmetallen:	
1. aus Gold	5·—
2. aus Silber	3·—
273. Besatzartikel aus Schnüren, Biesen, Chenillen u. dgl. Posamenten hergestellt, auch weiter konfektioniert (jedoch nicht mit Spitzen oder Stickereien):	per 100 *kg*
a) ganz oder teilweise aus Seide, Florett- oder Kunstseide .	1300·—
b) aus anderen Spinnstoffen	350·—
Anmerkung. Dergleichen Besatzartikel mit Spitzen oder Stickereien konfektioniert werden wie Putzwaren der Nr. 274 behandelt.	
274. Kleidungen, Wäsche, Putzwaren und andere genähte Gegenstände aus Zeugstoffen, nicht besonders benannte, sind nach ihrem Hauptbestandteile, als welcher bei Damenkonfektionen und Putzwaren der höchst belegte Bestandteil gilt, mit einem Aufschlage von 40% zu verzollen.	

Allgemeine Anmerkungen zu den Tarifklassen XXII bis XXVI.

1. Garne in geschlichteten oder geleimten Ketten unterliegen einem Zuschlage von 5% zu dem Zollsatze des verwendeten Garnes.

2. Eingewebte, eingewirkte, eingestrickte etc. Glas-, Porzellan- oder Metallperlen, Glasschmelz, Flitter, Glasgespinste, Fischbeinfäden etc. bleiben bei der Tarifierung von Textilwaren außer Betracht.

3. Textilwaren aller Art in Verbindung mit Metallfäden (Draht, rund oder geplättet) unterliegen einem Zuschlage von 30% zum Zolle der betreffenden Textilware.

4. Für die Verzollung von Stickereien ist der Grundstoff maßgebend und bleibt das Stickmateriale, soweit im Tarife hierüber nicht besondere Bestimmungen enthalten sind, außer Betracht. Bestickte Samte und samtartige Gewebe, sowie gestickte Bänder, letztere insofern sie nicht im Tarife besonders genannt sind, sind als Stickereien zu verzollen.

Bestickte Wirk- und Strickwaren, Posamentier- und Knopfwaren — mit Ausnahme der zu Nr. 247 (bestickte Ganzseidenwaren) und 255 (bestickte Halbseidenwaren) gehörigen — sind nicht als Stickereien, sondern nach ihrer

Zoll in Kronen per 100 *kg* 1907

sonstigen Beschaffenheit zu verzollen. Mit Seide bestickte oder mit Seide durch Näharbeit verzierte baumwollene, leinene und wollene Wirk- und Strickwaren sind wie halbseidene Wirk- und Strickwaren der Nr. 258 zu behandeln; desgleichen sind mit Seide bestickte oder mit Seide durch Näharbeit verzierte baumwollene, leinene und wollene Posamentier- und Knopfwaren wie halbseidene Posamentier- und Knopfwaren der Nr. 260 in Verzollung zu nehmen.

5. Bei Strümpfen, Socken, Handschuhen und nicht besonders benannten Wirk- und Strickwaren bleibt die Konfektion außer Betracht, insofern es sich nicht um gewirkte oder gestrickte Putzwaren (aufgeputzte Phantasieartikel) handelt, welche als Putzwaren nach dem höher belegten Aufputz zu verzollen sind.

Gewebe, die nur mit einfachen Säumen oder mit einzelnen Nähten versehen sind, werden, sofern sie nicht in Gegenständen des Putzwarenhandels bestehen, nicht nach den Zollsätzen für genähte Gegenstände, sondern nur mit einem Zuschlage von 10% zu dem Zolle für das betreffende Gewebe belegt.

6. Säcke aus groben Zeugstoffen sind wie die betreffenden Gewebe zu behandeln.

7. Gebrauchte signierte Säcke aus groben Zeugstoffen, welche zum Füllen mit Getreide eingeführt und binnen 2 Monaten wieder ausgeführt werden, unter den im Verordnungswege vorzuzeichnenden Bedingungen und Kontrollen . . . . frei

8. Gebrauchte signierte Säcke aus groben Zeugstoffen, welche mit Getreide aller Art, Malz, Malzkeimen, Ölsaat, Sämereien, Kaolin, Kohle, Papierstoff gefüllt aus dem freien Verkehre über die einheitliche Zollgrenze ausgetreten sind und im entleerten Zustande zurückkehren, gegen Zertifikat und unter den im Verordnungswege festzusetzenden Bedingungen und Kontrollen . . . . . rrei

XXVII. Bürstenbinder- und Siebmacherwaren.

275. Bürstenbinderwaren, gemeine, d. i. aus nicht weiter zugerichteten Borsten (auch Borstensurrogaten), Stroh, Piassava und anderen vegetabilischen Stoffen, auch montiert mit Holz oder Eisen, ungefärbt, ohne Politur oder Lack:
   a) Besen aus Stroh, Piassava oder anderen vegetabilischen Stoffen 12·—
   b) Pinsel, grobe . . . . . 43·—
   c) andere gemeine Bürstenbinderwaren . . . . . 36·—

276. Bürstenbinderwaren, nicht besonders benannte (mit Ausnahme der Drahtbürsten zu technischen Zwecken), mit Montierungen:
   a) aus gewöhnlichen Materialien . . . . . 72·—
   b) aus feinen Materialien . . . . . 120·—
   c) aus feinsten Materialien . . . . . 240·—
   d) aus Edelmetallen:
      1. aus Gold . . . . . 850·—
      2. aus Silber . . . . . 600·—

   Anmerkungen.
   1. Bei Frotier- und Pferdebürsten bleibt die Verbindung mit Textilwaren außer Betracht.
   2. Feine Pinsel, sofern sie nicht unter *c* und *d* fallen, sind nach *b* zu verzollen.

1907

	Zoll in Kron per 100 k
277. Hölzerne Siebe, fertige, mit Böden aus Holzgeflechten oder Eisendraht; Holzsiebböden	40·—
278. Siebmacherwaren, nicht besonders benannte, mit Böden:	
a) aus Roßhaar oder Draht	72·—
b) aus anderen Spinnmaterialien (ausgenommen Roßhaar und Seide)	120·—
c) mit Böden aus Seide	240·—

XXVIII. Nicht in anderen Tarifklassen benannte Waren aus Stroh, Rohr, Bast, Spann u. dgl.

279. Stuhlrohr:	
a) gespalten, auch abgeschält (Peddigrohr), roh	1·20
b) gebeizt, gefärbt, lackiert, bronziert oder zugeschnitten	12·—
280. Grobe Fußdecken und Matten (Wagendecken u. dgl.), ungefärbt oder gefärbt	12·—
Anmerkung. Kokosläufer (nach Art der Laufteppiche hergestellt)	20·—
281. Flechtwaren, nicht besonders benannte:	
a) gemeine, d. i. grobe Waren zum häuslichen oder gewerblichen Gebrauche, auch in Verbindung mit Holz	12·—
b) feine, sofern sie nicht unter *c* gehören, auch in Verbindung mit gewöhnlichen Marerialien	36·—
c) feinste, d. i. Flechtwaren mit seidenen oder anderen Gespinsten, mit Roßhaar oder Metallfäden durchzogen oder durchwirkt, auch in Verbindung mit gewöhnlichen oder feinen Materialien	120·—
d) in Verbindung mit anderen feinsten Materialien	240·—
282. Korbflechtwaren (auch aus Flechtweiden):	
a) gemeine (grobe Pack-, Trag-, Wagen- und Wäschkörbe, Fischreusen u. dgl.) aus ungeschälten oder geschälten Ruten etc., weder gebeizt, gefärbt, gefirnißt, noch lackiert, auch in Verbindung mit Holz, Eisen oder unedlen Metallen	12·—
b) feine, d. i. alle anderen, soweit sie nicht unter *c* fallen, auch in Verbindung mit gewöhnlichen oder feinen Materialien	120·—
c) feinste, d. i. solche in Verbindung mit feinsten Materialien	240·—
Anmerkung. Korbmöbel sind als Holzwaren der Klasse XXXIV zu behandeln.	
283. Waren dieser Klasse mit Montierungen aus Edelmetallen:	
a) aus Gold	850·—
b) aus Silber	600·—

XXIX. Papier und Papierwaren.

284. Papierzeug, gebleicht oder ungebleicht:	
a) aus Lumpen (Halbzeug)	frei
b) aus Holz, Stroh, Esparto und ähnlichen Fasern:	
1. mechanisch geschliffen	1·50
2. auf chemischem Wege erzeugt	1·50
Anmerkung. Papierzeug beim Eingange in Bogen-, Rollen- oder Pappenform wird nur dann nach dieser Nummer verzollt, wenn es durchlocht ist oder dessen Durchlochung über Ansuchen der Partei unter amtlicher Überwachung erfolgt.	
285. Pappen (Pappendeckel):	
a) ordinäre im Gewichte von 300 *g* und mehr per Quadratmeter	7·20

	Zoll in Kronen per 100 *kg* 1907
b) Preßspäne, Schieferpappe, Glanzpappe	7·20
c) feine Kartons, dann alle mit Farben bestrichenen oder gemusterten, auch dessiniert gepreßten	15·—
286. Teer- und Steinpappen	7·20
Papier:	
287. Packpapier im Gewichte von 30 *g* und mehr per Quadratmeter:	
a) ungefärbt	7·20
b) in der Masse gefärbt oder geteert	10·—
288. Löschpapier:	
a) ordinäres, nicht gefärbt	7·20
b) feines, auch Löschkartons	14·—
c) dessiniert gepreßtes (Löschdamast)	36·—
289. Zeichenpapier, Malerpappe, Kupferdruckpapier	20·—
290. Buntpapier, auch lackiertes und weißgestrichenes Papier:	
a) glatt	27·—
b) dessiniert gepreßt, genarbt oder guffriert	40·—
291. Pergamentpapier	20·—
292. Papier, für photographische Zwecke präpariert:	
a) nicht lichtempfindlich (Albumin-, Gelatine-, Pigment- etc. Papiere)	30·—
b) lichtempfindlich	50·—
293. Andere chemische Papiere	30·—
294. Gold- und Silberpapier und Papier mit Gold- und Silbermustern (echt oder unecht, auch bronziert), Spitzen- u. dgl. durchschlagenes Papier	40·—
295. Tapeten	60·—
296. Papier, nicht besonders benanntes:	
a) glatt	12·—
b) rastriert	20·—
c) dessiniert gepreßt, kreppartig hergestellt, guffriert oder genarbt	36·—
297. Papier- und Pappendeckel mit Unter- oder Zwischenlagen von Leinwand (auch Baumwolleinwand); Hutfutter aus Papier, auch mit Geweben überzogen	36·—
Papierwaren:	
298. Drucksorten, Ankündigungen und Plakate:	
a) zwei- oder mehrfarbig oder mit Gold oder Silber bedruckt oder auf photo-mechanischem Wege hergestellt	72·—
b) andere	24·—
299. Luxuspapeterien, nicht besonders benannte Massenerzeugnisse der Bilddruckmanufaktur, Spielwaren, alle diese auch in Verbindung mit gewöhnlichen oder feinen Materialien; Papierwäsche; Blumen und Blumenbestandteile aus Papier	100·—
Anmerkung. Waren dieser Nummer in Verbindung mit feinsten Materialien sind nach Nr. 300 *d* zu behandeln.	
300. Waren aus Papier, Pappe oder Papiermasse, nicht besonders benannte:	
a) aus Papiermasse, Pappendeckel, Papier, mit Ausnahme von Papier der Nrn. 290 *b*, 294 und 296 *c*	36·—
b) aus oder mit Papier der Nrn. 290 *b*, 294 und 296 *c*, dann alle mit Bildern oder Malereien	72·—
Anmerkung. Die unter *a* und *b* fallenden Waren auch in Verbindung mit gewöhnlichen Materialien.	
c) in Verbindung mit feinen Materialien oder Buchbinderleinwand	120·—

1907

	Zoll in K per 10
d) in Verbindung mit feinsten Materialien	240
Anmerkung. Hierher gehören insbesondere auch Kartonage- und Buchbinderarbeiten (Schachteln, Etuis, Mappen, Einband- und Albumdecken, Albumbestandteile, fertige Albums, konfektionierte oder Luxuskalender, Notiz- und Vormerkbücher, Schreibhefte etc.), mit Ausschluß der zu Nr. 647 gehörigen gebundenen Bücher, Karten, Zeitschriften und Musikalien.	
301. Formerarbeiten aus Steinpappe, Asphalt und ähnlichen Stoffen:	
a) weder angestrichen, noch lackiert, auch in Verbindung mit Holz oder Eisen	20
b) andere, auch in Verbindung mit gewöhnlichen Materialien	40
Anmerkung. Formerarbeiten in Verbindung mit feinen und feinsten Materialien sind nach Nr. 300 c und *d*, Spielwaren u. dgl. aus Steinpappe etc. nach Nr. 299 abzufertigen.	
302. Spielkarten	145
Anmerkung. Spielkarten unterliegen auch dem Verbrauchsstempel nach den bestehenden Vorschriften und sind nach der Menge und Beschaffenheit der Spiele und deren Blätterzahl zu erklären.	
303. Waren dieser Klasse mit Montierungen aus Edelmetallen:	
a) aus Gold	850
b) aus Silber	600

XXX. Kautschuk und Guttapercha und Waren daraus.

304. Kautschuk, Guttapercha (auch Balata), roh oder gereinigt; Abfälle davon, alte abgenützte Stücke von daraus hergestellten Waren; aus Kautschukabfällen regenerierter Kautschuk (Mitchelgummi)	fr
305. Kautschuklösungen	6
306. Kautschukteig	10
307. Kautschukfäden nicht übersponnen (auch flach, nicht über 3 *mm* breit)	3
308. Platten unvulkanisiert, geschnitten, gestrichen, gewalzt (Patentplatten)	40
309. Waren aus Patentplatten, nicht besonders benannte, vulkanisiert oder nicht, auch in Verbindung mit gewöhlichen oder feinen Materialien	130
310. Kinderspielwaren aus weichem Kautschuk, auch in Verbindung mit gewöhnlichen oder feinen Materialien	100
311. Schuhwaren, auch in Verbindung mit Textilwaren aller Art oder mit anderen Materialien	120
312. Waren aus weichem Kautschuk, nicht besonders benannte, auch in Verbindung mit gewöhnlichen oder feinen Materialien	100
313. Hartgummi (hart oder lederhart) in Platten, Stäben und Röhren, auch poliert, jedoch nicht weiter bearbeitet	30
314. Hartgummiwaren, nicht besonders benannte:	
a) roh gepreßt, mit sichtbaren Preßnähten	84
b) andere, auch in Verbindung mit gewöhnlichen oder feinen Materialien	135
315. Gewebe und Wirkstoffe mit Kautschuk überzogen, getränkt, bestrichen oder durch Zwischenlagen von Kautschuk verbunden, wenn die darin verarbeiteten Gespinste bestehen:	
a) ganz oder teilweise aus Seide, Florett- oder Kunstseide	200
b) aus anderen Textilstoffen, auch derlei Filze	130

	Zoll in Kronen per 100 kg 1907
316. Elastische Gewebe, Wirk- und Posamentierwaren, wenn die darin verarbeiteten Gespinste bestehen:	
a) ganz oder teilweise aus Seide, Florett- oder Kunstseide	200·—
b) aus anderen Textilstoffen:	
1. Schuhelastiques	170·—
2. andere	185·—
317. Kleidungen und andere durch Kleben, Nähen u. dgl. konfektionierte Gegenstände aus den in den Nrn. 315 und 316 genannten Stoffen sind wie diese mit einem Aufschlage von 20% zu verzollen.	
318. Kautschukwaren in Verbindung mit feinsten Materialien	240·—
319. Kautschukwaren mit Montierungen aus Edelmetallen:	
a) aus Gold	850·—
b) aus Silber	600·—
320. Technische Artikel:	
a) Gewebe zu Krempelbelegen für Kratzenfabriken auf Erlaubnisscheine unter den im Verordnungswege vorzuzeichnenden Bedingungen und Kontrollen	7·—
b) Schläuche aus oder mit Kautschuk, auch mit Gewebelagen oder Drahteinlagen	70·—
Anmerkung. Schläuche aus Patentplatten sind nach Nr. 309 zu behandeln.	
c) Dichtungen	100·—
d) Treibriemen	100·—
e) Pneumatiques (Schläuche und Mäntel)	150·—
f) Isoliermaterial aus Patentplatten, auch vulkanisiert	130·—
g) Ausrüstungen für technische und elektrotechnische Zwecke, zu Instrumenten etc. aus Hartgummi mit Ausnahme der zu Nr. 314 a gehörigen Rohpressungen aus Hartgummi	135·—
Anmerkung. Für den Telephon- und Mikrophonbau auf Erlaubnisscheine unter den im Verordnungswege vorzuzeichnenden Bedingungen und Kontrollen	100·—
h) Kautschukdruckbücher und andere nicht besonders benannte technische Artikel	120·—

XXXI. Wachstuch und Waren daraus.

321. Wachstuch, grobes, unbedruckt; Asphaltleinwand	18·—
322. Wagendecken und sonstige Decktücher aus groben Zeugstoffen, im Gewebe, beziehungsweise Garn chemisch präpariert oder mit Öl, Teer oder Fettkompositionen überzogen oder getränkt	60·—
223. Fußbodenbeläge aus Wachstuch, Linoleum, Kamptulikon und ähnlichen Kompositionen:	
a) bis 2 *mm* Dicke	75·—
b) über 2 *mm* Dicke	60·—
324. Buchbinderleinwand	72·—
325. Wachstuch, nicht besonders benanntes, auch Wachsmusselin und Wachstaffet:	
a) Meterware ohne abgepaßtes Dessin	75·—
b) abgepaßt oder Meterware mit abgepaßtem Dessin	85·—
326. Waren aus Wachstuch, Wachsmusselin und Wachstaffet, mit Ausnahme von derlei Sattler-, Riemer- und Taschnerwaren:	
a) auch in Verbindung mit gewöhnlichen oder feinen Materialien	100·—
b) in Verbindung mit feinsten Materialien	240·—
327. Waren dieser Klasse mit Montierungen aus Edelmetallen:	

1907

	Zoll in Kr per 100
a) aus Gold	850·
b) aus Silber	600·

XXXII. Leder und Lederwaren.

Leder:

328. Rinds- und Roßleder, sohllederartig gearbeitet (auch für Treibriemen):	
a) in Rückenstücken (Croupons):	
1. lohgar	50·
2. mineralgar	60·
b) anderes (mit Ausnahme des Abfalleders):	
1. lohgar	43·
2. mineralgar	50·
c) Abfalleder	35·
329. Rinds- und Roßleder, nicht sohllederartig gearbeitet, auch fertig appretiert, jedoch nicht lackiert:	
a) naturfarbig oder schwarz gefärbt	30·
b) anderes	43·
Anmerkung. Kratzenleder für Kratzenfabrikation auf Erlaubnisscheine unter den im Verordnungswege festzusetzenden Bedingungen und Kontrollen	20·
330. Kalbleder, mit Ausnahme des lackierten Leders	60·
331. Bock-, Ziegen- und Zickelfelle, gegerbt, auch gespalten, nicht gefärbt, nicht weiter zugerichtet	5·
332. Schaf- und Lammfelle, gegerbt, nicht gefärbt, nicht weiter zugerichtet:	
a) fleischseitig gespalten	14·
b) andere	30·
333. Bock-, Ziegen- und Zickelleder, zugerichtet, mit Ausnahme des Handschuhleders und des lackierten Leders	60·
334. Schaf- und Lammleder, zugerichtet, mit Ausnahme des Handschuhleders und des lackierten Leders	60·
335. Handschuhleder aller Art	43·
Anmerkung. Handschuhleder, welches zum Färben ausgeführt wird, bei der Wiedereinfuhr in gefärbtem Zustande auf Erlaubnisschein unter den im Verordnungswege festzusetzenden Bedingungen und Kontrollen	20·
336. Lackiertes Leder aller Art	60·
337. Leder, nicht besonders benanntes; Pergament	43·
Anmerkung. Lederausschnitt, dann Abschnitte und Streifen von Leder, die einer Bearbeitung durch Kitten, Ein- oder Ausschneiden von Verzierungen, Lochen, Steppen, Nähen u. dgl. unterworfen wurden, sind, sofern der Tarif keine andere Bestimmung enthält, wie nicht besonders benannte Lederwaren der Nr. 332 zu verzollen.	

Lederwaren:

338. Sattler- und Riemerwaren, auch in Verbindung mit anderen Materialien:	
a) ohne Metallbestandteile oder mit Beschlägen, Schnallen, Ringen, Bügeln und anderen Bestandteilen aus Eisen und Stahl (mit Ausnahme des vernickelten oder mit anderen Metallen überzogenen)	90·
b) mit Beschlägen, Schnallen, Ringen, Bügeln und anderen Bestandteilen aus Messing, Nickel und anderen unedlen Metallen oder damit überzogen (auch derlei aus Eisen und Stahl)	120·

	Zoll in Kronen per 100 *kg* 1907
c) mit silbernen, silberplattierten, versilberten oder vergoldeten Beschlägen, Schnallen, Ringen, Bügeln und anderen Metallbestandteilen	240·—
339. Taschnerwaren, aus Leder, Wachstuch und Zeugstoffen:	
a) mit Montierungen aus Eisen und Stahl (mit Ausnahme des vernickelten oder mit anderen unedlen Metallen überzogenen), auch in Verbindung mit anderen gewöhnlichen oder feinen Materialien	110·—
Anmerkung. Hierher gehören auch derlei Waren aus Wachstuch, Ledertuch, Fußteppichzeug u. dgl. allein.	
b) mit Montierungen aus anderen als den unter *a* genannten Metallen (exklusive Edelmetalle), auch in Verbindung mit gewöhnlichen oder feinen Materialien	175·—
Anmerkung. Hierher gehören auch derlei Waren im Stückgewichte von 1 *kg* und darüber aus Leder allein.	
c) in Verbindung mit feinsten Materialien, dann Ledergalanteriewaren im Stückgewichte unter 1 *kg* aus Leder allein	240.—
340. Schuhwaren aller Art, aus oder mit Leder, auch in Verbindung mit Textilwaren oder mit anderen Materialien, das Paar im Gewichte:	
a) von mehr als 1200 *g*	100·—
b) von mehr als 600 bis 1200 *g*	125·—
c) von 600 *g* oder darunter	145·—
341. Handschuhe, lederne (auch bloß zugeschnittene oder in Verbindung mit Textilwaren), auch bestickte	150·—
Anmerkung. Handschuhe, lederne, mit Besatz, Überzug aus feinem Pelzwerk versehen, sind wie Kürschnerwaren der Nr. 346 *b* zu behandeln.	
342. Lederwaren, nicht besonders benannte:	
a) aus Leder allein oder in Verbindung mit gewöhnlichen oder feinen Materialien	110·—
b) aus Leder in Verbindung mit feinsten Materialien	240·—
343. Waren dieser Klasse mit Montierungen aus Edelmetallen:	
a) aus Gold	850·—
b) aus Silber, mit Ausnahme von Sattler- und Riemerwaren der Nr. 338 *c*	600·—
344. Technische Artikel:	
a) Rahmenleder für Schuhe (sogenannte Weltings); zugeschnittenes Sattelleder für Fahrradsättel; Rohhautblöcke, nicht weiter bearbeitet	60·—
Anmerkung. Fahrradsättel fallen unter Nr. 338.	
b) Treibriemen, flache, auch Schlagriemen:	
1. aus lohgarem Leder	70·—
2. aus fett- oder mineralgarem Leder, sowie aus Rohhäuten	80·—
c) Treibschnüre aus Leder, rund oder kantig, auch gedreht	80·—
d) technische Artikel, nicht besonders benannte, aus Leder oder Rohhaut, wie Transportbecher, Webervögel, Zahnräder, Manschetten, Scheiben und Ringe für Dichtungen u. dgl.	75·—

XXXIII. Kürschnerwaren.

345. Pelzwerk, zugerichtet, nicht konfektioniert:	
a) aus gemeinen Fellen	24·—
b) aus feinen Fellen	120·—
346. Pelzwerk, konfektioniert:	
a) aus gemeinen Fellen	200·—
b) aus feinen Fellen	480·—

1907

Zoll in Kronen per 100 *kg*

XXXIV. Holzwaren; Waren aus Drechsler- und Schnitzstoffen.

347. Werkholz und Sägewaren: gehobelt, genutet oder gespundet; zugeschnittenes Reifholz, auch mit Schloß; vorgerichtetes Faßholz; Reisigbesen; alle diese roh, nicht gebeizt, gefärbt etc. 5·—
348. Holzdraht und Holzwolle:
a) roh . . . . . 5·—
b) gebeizt oder gefärbt . . . . . 12·—
349. Holzstifte (Holznägel), auch gebeizt oder gefärbt . . . . . 12·—
350. Friese, Riemen, Stäbe und Tafeln, gehobelt, sowie Parketten (verleimte oder anders zusammengefügte Tafeln); alle diese weder furniert noch eingelegt:
a) roh . . . . . 5·—
b) gebeizt, gefärbt, gefirnißt, lackiert oder poliert . . . . . 7·20
351. Furniere, auch durch Zusammenleimen von Furnieren hergestellte Platten:
a) nicht eingelegt:
1. roh . . . . . 7·—
2. gefärbt, gebeizt, gefirnißt, lackiert oder poliert . . . . 14·—
b) eingelegt oder mit eingepreßtem Dessin; Holzmosaik zur weiteren Verwendung für Holzwaren . . . . . 30·—
352. Holzleisten (für Möbel, Rahmen etc.):
a) glatt oder profiliert:
1. roh . . . . . 10·—
2. gebeizt, gefärbt, gefirnißt, lackiert, grundiert, poliert, dann alle furnierten . . . . . 15·—
3. mit Masse belegt oder mit Verzierungen aus Masse, mit gefrästen oder gepreßten Ornamenten . . . . . 36·—
4. bronziert, vergoldet, versilbert, fein bemalt . . . . . 50·—
b) mit fein durchbrochener oder Bildhauerarbeit, dann mit eingelegter Arbeit . . . . . 70·—
353. Rahmen (zu Bildern, Spiegeln etc.), sofern sie nicht unter Nr. 362 fallen:
a) aus Holzleisten der 352 *a* 1 und 2 . . . . . 25·—
b) aus Holzleisten der Nr. 352 *a* 3 . . . . . 48·—
c) aus Holzleisten der Nr. 352 *a* 4 und *b* . . . . . 80·—
354. Stöcke aus Holz oder Rohr:
a) grob bearbeitet, roh, auch mit Zwingen . . . . . 7·—
b) grob bearbeitet, gebeizt, gefärbt, gefirnißt, lackiert oder poliert, auch mit Zwingen . . . . . 18·—
c) fein bearbeitet, dann alle in Verbindung mit gewöhnlichen Materialien (mit Ausnahme der Zwingen) . . . . . 36·—
d) in Verbindung mit feinen Materialien . . . . . 60·—
e) mit Gespinsten oder Darmsaiten umflochten . . . . . 120·—
f) in Verbindung mit feinsten Materialien . . . . . 240·—
355. Hölzernes Spielzeug:
a) grobes, bloß gehobelt, geschnitzt oder gedrechselt, roh, ohne Verbindung mit anderen Stoffen . . . . . 15·—
b) fein gearbeitet, roh, dann alles gebeizte, gefärbte, lackierte, polierte, bemalte, auch in Verbindung mit gewöhnlichen Materialien . . . . . 55·—
c) in Verbindung mit feinen Materialien . . . . . 120·—
d) in Verbindung mit feinsten Materialen . . . . . 240·—

Anmerkung. Spielzeug aus anderen zu dieser Klasse gehörigen Schnitzstoffen wie Waren aus diesen.

356. Waren, nicht besonders benannte, aus gewöhnlichem Holz, auch gehobelt (glatt oder profiliert), grob gedrechselt oder

	Zoll in Kronen per 100 *kg* 1907
grob geschnitzt, auch verleimt, verfugt oder in anderer Weise zusammengebaut:	
a) roh, nicht in Verbindung mit anderen Materialien:	
1. aus weichem Holz	8·—
2. aus hartem Holz oder furniert (mit gewöhnlichem Holz)	15·—
b) roh, mit Beschlägen oder sonst in Verbindung mit Eisen oder anderen unedlen Metallen:	
1. aus weichem Holz	12·—
2. aus hartem Holz oder furniert (mit gewöhnlichem Holz)	20·—
c) gebeizt, gefärbt, gefirnißt, lackiert, poliert, dann alle in Verbindung mit Leder oder gewöhnlichen Materialien, mit Ausnahme der unter *b* tarifierten:	
1. aus weichem Holz	16·—
2. aus hartem Holz oder furniert (mit gewöhnlichem Holz)	24·—
357. Waren, nicht besonders benannte, aus feinen Hölzern oder mit solchen furniert, auch gehobelt (glatt oder profiliert), grob gedrechselt oder grob geschnitzt, auch verleimt, verfugt oder in anderer Weise zusammengebaut:	
a) roh, auch mit Beschlägen oder sonst in Verbindung mit Eisen oder anderen unedlen Metallen	20·—
b) gebeizt, gefärbt, gefirnißt, lackiert, poliert, dann alle in Verbindung mit Leder oder gewöhnlichen Materialien, mit Ausnahme der unter *a* tarifierten	34·—
358. Waren, nicht besonders benannte, aus Holz fein gedrechselt, dann alle mit eingebrannten, gepreßten oder gefrästen Ornamenten, auch in Verbindung mit Leder oder gewöhnlichen Materialien; gepolsterte Waren ohne Überzug	40·—
359. Waren, nicht besonders benannte, aus Holz mit fein durchbrochener oder Bildhauerarbeit; vergoldete, versilberte oder bronzierte Holzwaren (mit Ausnahme der Holzleisten und Rahmen); fein bemalte Holzwaren; nicht besonders benannte Waren aus Holz in Verbindung mit feinen Materialien, mit Ausschluß von Leder und von Überzügen aus Textilwaren	50·—
360. Waren, nicht besonders benannte, aus Holz mit eingelegter Arbeit (Boule, Intarsien, Holzmosaik); nicht besonders benannte Waren aus Holz mit Überzügen aller Art	72·—
Anmerkung. Nicht besonders benannte, Waren aus Holz in Verbindung mit feinsten Materialien sind nach Nr. 362 *b* zu behandeln.	
361. Waren, nicht besonders benannte, aus anderen Drechsler- und Schnitzstoffen als Holz:	
a) aus nicht anderweitig genannten vegetabilischen Schnitzstoffen (mit Ausnahme von Knöpfen aus Areka-, Steinnuß u. dgl.), auch in Verbindung mit gewöhnlichen Materialien	48·—
b) aus Bein, Horn und anderen animalischen nicht unter *c* genannten Schnitzstoffen, auch in Verbindung mit gewöhnlichen oder feinen Materialien:	
1. Hornfischbein	130·—
2. andere	120·—
Anmerkung. Nach Nr. 361 *b* 2 sind auch Knöpfe aus Areka-, Steinnuß u. dgl. zu behandeln.	
c) aus Meerschaum, Lava, Zelluloid und ähnlichen künstlichen Schnitzstoffen (mit Ausnahme von Imitationen der unter *d* und *e* genannten Stoffe), auch in Verbindung mit gewöhnlichen oder anderen feinen Materialien	120·—
d) aus Bernstein, Gagat, echt oder imitiert, auch in Verbindung mit gewöhnlichen, feinen oder anderen feinsten Materialien	240·—

1907

	Zoll in Kronen per 100 *kg*
e) aus Elfenbein, Perlmutter, Schildpatt, echt oder imitiert, auch in Verbindung mit gewöhnlichen, feinen oder anderen feinsten Materialien	270·—
Anmerkungen.	
1. Zur weiteren Verarbeitung vorgerichtete Stücke von den zu Nr. 361 *b* 2, *d* und *e* gehörigen Stoffen	24·—
2. Waren der Nr. 361 *a* in Verbindung mit feinen Materialien werden nach *b* 2, in Verbindung mit feinsten Materialien nach *d* behandelt; nach dieser letzteren Post sind auch Waren der Nr. 361 *b* und *c* in Verbindung mit feinsten Materialien zu verzollen.	
362. Galanteriewaren (Nippes und Toilettegegenstände):	
a) aus Holz oder aus den zu Nr. 361 *a* gehörigen Schnitzstoffen, auch in Verbindung mit gewöhnlichen oder feinen Materialien	120·—
b) dergleichen in Verbindung mit feinsten Materialien	240·—
363. Korkgries, Korkmehl und Kork in Würfeln	4·—
364. Kork in Platten und Scheiben	8·—
365. Korksteine	17·—
366. Stöpsel, Sohlen und andere Waren aus Kork, auch in Verbindung mit gewöhnlichen Materialien	30·—
Anmerkungen.	
1. Korkwaren in Verbindung mit feinen oder feinsten Materialien werden nach Nr. 362 *a*, beziehungsweise *b* behandelt.	
2. Korkstöpsel, neue, in der Längsrichtung durchschnitten, sowie gebrauchte, behufs Weinrebenveredlung von Produzenten bezogen, unter den im Verordnungswege vorzuzeichnenden Bedingungen	frei
367. Waren dieser Klasse mit Montierungen aus Edelmetallen:	
a) aus Gold	850·—
b) aus Silber	600·—

XXXV. Glas und Glaswaren.

368. Glasmasse; Email- und Glasurmasse; gemahlenes Glas (Glasstaub)	3·60
369. Glasstängelchen, Glasplättchen und Glasröhrchen ohne Unterschied der Farbe (wie solche zur Perlenbereitung, Kunstbläserei und Knopffabrikation gebraucht werden)	3·60
Hohlglas:	
370. Hohlglas, gemeines, d. i. ungeschliffen, ungemustert, unabgerieben, ungepreßt:	
a) in seiner natürlichen Farbe, jedoch nicht weiß	5·—
b) weiß, auch halbweiß (durchsichtig)	10·— brutto
c) farbig (in der Masse gefärbt oder überfangen)	30·—
371. Hohlglas mit nur eingeriebenen Stöpseln oder abgeschliffenen Böden oder Rändern:	
a) in seiner natürlichen Farbe oder weiß (durchsichtig)	10.— brutto
b) farbig (in der Masse gefärbt oder überfangen)	30·—
372. Hohlglas, raffiniert:	
a) geätzt, geschliffen, gemustert, abgerieben oder geschnitten:	
1. in seiner natürlichen Farbe oder weiß (durchsichtig)	20·—
2. farbig (in der Masse gefärbt oder überfangen)	30·—

	Zoll in Kronen per 100 *kg* 1907
b) bemalt, vergoldet, versilbert	30·—
c) mit Glas übersponnen oder mit Auflagen von Glas versehen	30·—
373. Glaskolben (Glasbirnen) für elektrische Glühlampen	30·—
374. Gepreßtes und massives Glas, nicht besonders benanntes:	
a) roh, auch verwärmt, auch mit abgeschliffenen Rändern oder Böden, naturfarbig oder weiß (durchsichtig)	20·—
b) anderes (farbig, bemalt etc.)	30·—
Tafelglas:	
375. Spiegel- und Tafelglas, nicht besonders benanntes, roh, ungeschliffen, nicht poliert, nicht gemustert, nicht belegt, nicht gefärbt:	
a) Spiegelglas, gegossen oder geblasen; rohes Gußglas in der Stärke von mehr als 5 *mm*	4·—
b) Tafelglas und rohes Gußglas in der Stärke von 5 *mm* und darunter mit einem Umfange der einzelnen Tafel von:	
1. 240 *cm* oder darunter	10·— brutto
2. über 240 bis 400 *cm*	11·— brutto
3. über 400 *cm*	13·— brutto
376. Spiegel- und Tafelglas, nicht besonders benanntes, gefärbt, ungeschliffen, nicht poliert, nicht gemustert, nicht belegt	24·— brutto
377. Spiegel- und Tafelglas, nicht besonders benanntes, geschliffen, poliert, gemustert, gebogen, auch gefärbt oder überfangen:	
a) nicht facettiert, nicht belegt	28·— brutto
b) facettiert, jedoch nicht belegt; Kathedralglas, auch weiß	30·— brutto
c) belegt	33·—
Anmerkung. Spiegel- und Tafelglas, bemalt, vergoldet oder versilbert, auch durch Auftragen oder Einbrennen von Farben gemustert, ist nach Nr. 377 *c* zu behandeln.	
378. Eingerahmte Spiegel	40·—
379. Drahtglas (gegossene Tafeln oder Platten mit Drahteinlagen)	24·— brutto
380. Trockenplatten für photographische Zwecke, lichtempfindliche	30·— brutto
381. Optisches Glas, roh, nicht zu Linsen geschliffen, in Stücken, Tafeln oder in Linsenform, gegossen, gepreßt oder geschnitten, auch angeschliffen, weiß oder farbig	3·60
382. Gläser für Taschenuhren, Brillengläser und andere optische Gläser, geschliffen	180·—
383. Glasperlen:	
a) aus weißem oder farbigem Glase, jedoch nicht bemalt, vergoldet oder versilbert	5·—
b) bemalt, vergoldet oder versilbert	30·—
c) Imitationen echter Perlen	240·—
384. Glasbehänge, massive, zu Kronleuchtern etc., auch farbig, geschliffen, mit oder ohne Ösen; Glasgespinst, auch gefärbt	5·—
385. Glasknöpfe mit oder ohne Ösen, Glaskoralen, Glasfügelchen, Glastropfen, auch aus farbigem Glase:	
a) weder bemalt, noch vergoldet oder versilbert	5·—
b) bemalt, vergoldet oder versilbert	30·—
386. Unechte Steine, ungefaßt	30·—

1907

	Zoll in Kronen per 100 *kg*
387. Arm- und Halsbänder aus Glas; Arbeiten aus Glasperlen (mit Ausnahme der Imitationen echter Perlen), aus unechten Steinen, Glasplättchen, Glasgespinst u. dgl., auch in Verbindung mit gewöhnlichen oder feinen Materialien	120·—
388. Glas- und Emailwaren, nicht besonders benannte:	
a) auch in Verbindung mit anderen als den unter *b* bis *d* genannten Materialien	36·—
b) in Verbindung mit Kautschuk, Leder oder mit nicht vernickelten Bestandteilen aus Eisen oder unedlen Metallen	72·—
c) in Verbindung mit anderen feinen Materialien	120·—
d) in Verbindung mit feinsten Materialien	240·—
389. Künstliche Zähne ohne Montierung aus Edelmetallen	240·—
390. Waren dieser Klasse mit Montierungen aus Edelmetallen:	
a) aus Gold	850·—
b) aus Silber	600·—

XXXVI. Steinwaren

aus Steinen, nicht gebrannten Erden, Zementen und Steingemengen.

391. Steine auf mehr als drei Seiten gesägt, jedoch sonst roh oder bloß roh behauen; Steinplatten in der Stärke von mehr als 16 *cm*, bloß gesägt oder gespalten	1·—
392. Feuerfeste Steine aus Quarzit, in Ziegelform behauen oder gesägt:	
a) im Einzelgewicht bis zu 5 *kg*	2·—
b) im Einzelgewicht über 5 *kg*	3·—
393. Schiefer:	
a) in Platten bloß geschnitten	2·—
b) Dachschiefer und anderer Tafelschiefer	2·50
c) weiter verarbeitet, auch geschliffen, geschwärzt, liniiert, auch in Rahmen von rohem Holz	10·—
394. Steinplatten in der Stärke von 16 *cm* oder weniger (mit Ausnahme der Schieferplatten und Lithographiesteine):	
a) roh (behauen, gespalten, gesägt):	
1. aus nicht unter 2 und 3 genannten Steinen	3·60
2. aus Alabaster, Marmor oder Serpentin	6·—
3. aus Granit, Porphyr, Syenit und ähnlichen harten Steinen	5·—
b) weiter bearbeitet, auch geschliffen oder poliert:	
1. aus nicht unter 2 und 3 genannten Steinen	7·—
2. aus Alabaster, Marmor oder Serpentin	20·—
3. aus Granit, Porphyr, Syenit und ähnlichen harten Steinen	20·—
395. Nicht besonders benannte Arbeiten aus Steinen, welche nicht in den beiden folgenden Nummern genannt sind:	
a) behauen, gesägt oder gestockt:	
1. schlicht profiliert oder schlicht gearbeitet, nicht gedreht	1·20
2. anders profiliert, ornamentiert oder gedreht	3·60
b) ganz oder teilweise geschliffen, poliert, vergoldet oder versilbert	8·—
396. Nicht besonders benannte Arbeiten aus Alabaster, Marmor und Serpentin:	
a) behauen, gesägt oder gestockt:	
1. schlicht profiliert oder schlicht gearbeitet, nicht gedreht	5·—
2. anders profiliert, ornamentiert oder gedreht	8·—
b) ganz oder teilweise geschliffen, poliert, vergoldet oder versilbert	20·—
397. Nicht besonders benannte Arbeiten aus Granit, Porphyr, Syenit und ähnlichen harten Steinen:	

	Zoll in Kronen per 100 *kg* 1907
a) behauen, gesägt oder gestockt:	
1. schlicht profiliert oder schlicht gearbeitet, nicht gedreht	3·60
2. anders profiliert, ornamentiert oder gedreht	7·20
b) ganz oder teilweise geschliffen, poliert, vergoldet oder versilbert	20·—
Anmerkung. Die unter *a* 2 und *b* der Nr. 395, dann in den Nrn. 396 und 397 genannten Arbeiten, auch in Verbindung mit Holz oder grob gearbeiteten Bestandteilen aus Eisen oder anderen unedlen Metallen. Die unter *a* 1 der Nr. 395 genannten Arbeiten in Verbindung mit den eben erwähnten Materialien fallen hierdurch unter *a* 2 der genannten Nummer.	
398. Wärmeschutzmassen aus Kieselgur, gemengt mit Asbest, Haaren, Sägespänen u. dgl.	4·—
Anmerkung. Geformte Wärmeschutzmassen aus Kieselgur wie Korksteine der Nr. 365.	
399. Zement	1·80
400. Waren aus Zement oder Gips, nicht besonders benannte, auch in Verbindung mit Holz oder grob gearbeiteten Bestandteilen aus Eisen oder anderen unedlen Metallen:	
a) weder geschliffen, noch angestrichen oder lackiert	3·60
b) geschliffen, angestrichen oder lackiert	7·—
401. Asbestwaren:	
a) Asbestpapier und Asbestpappen, ungeformt	12·—
b) dergleichen geformt, auch durchlocht; ungeformt oder geformt mit Drahteinlagen	30·—
c) Asbestgespinste, auch in Verbindung mit anderen Spinnmaterialien oder Drähten	30·—
d) Asbestgewebe, auch in Verbindung mit anderen Spinnmaterialien oder Drähten	48·—
e) andere Asbestwaren, auch in Verbindung mit anderen Materialien, sofern sie nicht unter Nr. 409 *c* fallen	72·—
402. Mühlsteine, auch mit eisernen Reifen oder Metallhülsen; Lithographiesteine	1·20
403. Natürliche Schleif- und Wetzsteine:	
a) ohne Verbindung	1·20
b) in Verbindung mit Holz, Eisen oder anderen unedlen Metallen	8·—
404. Künstliche Schleif- und Wetzsteine, auch in Verbindung mit Holz, Eisen oder anderen unedlen Metallen:	
a) aus Schmirgel, Karborundum oder ähnlichen harten Schleifmitteln	22·—
b) andere	12·—
405. Mineralische Putz-, Schleif- und Poliermittel, für den Detailverkauf adjustiert	12·—
406. Schleifpapier	12·—
407. Schleiftuch, Schleifbänder u. dgl. Schleifmittel	16·—
408. Steinwaren, feine, d. i. Luxusgegenstände (Briefbeschwerer, Leuchter, Schalen, Tintenfässer u. dgl. Nippes; Statuen, Büsten, Tierfiguren und andere plastische Erzeugnisse im Gewichte bis zu 5 *kg*), Spielzeug; alle diese auch in Verbindung mit gewöhnlichen Materialien	40·—
409. Steinwaren in Verbindung mit anderen Materialien, soweit eine solche nicht bei anderen Nummern dieser Klasse besonders vorgesehen ist:	
a) mit gewöhnlichen Materialien	36·—
b) mit feinen Materialien	72·—
c) mit feinsten Materialien	120·—

1907

	Zoll in Kronen per 100 *kg*
410. Waren dieser Klasse mit Montierungen aus Edelmetallen:	
a) aus Gold	850·—
b) aus Silber	600·—

XXXVII. Tonwaren.

411. Ziegel, nicht feuerfeste, unglasiert:	
a) gewöhnliche Mauer-, Dach- und Pflasterziegel aus Ton (Lehm), ungebrannt oder gebrannt, nicht weiter bearbeitet	—·20
b) Fassonziegel (Keil-, Radial-, gelochte Ziegel etc.), Verblender, Schwimmziegel, Dachfalzziegel, aus Ton (Lehm), ungebrannt oder gebrannt, nicht weiter bearbeitet	1·20
c) angestrichen, imprägniert, gedämpft	1·50
412. Ziegel, nicht feuerfeste, glasiert	2·40
413. Ziegel, feuerfeste:	
a) Dinas-, Magnesit-, Bauxit- und Graphitziegel:	
1. im Einzelgewicht bis zu 5 *kg*	2·—
2. im Einzelgewicht über 5 *kg*	3·—
b) andere:	
1. im Einzelgewicht bis zu 10 *kg*	1·20
2. im Einzelgewicht über 10 *kg*	2·40
414. Klinker und Pflasterungsmaterial aus gemeinem Steinzeug über 30 *mm* stark	2·40
415. Tonröhren:	
a) unglasiert, porös, aus nicht feuerfestem Material (Drainröhren)	frei
b) glasiert	2·50
416. Röhren aus gemeinem Steinzeug oder feuerfesten Materialien	3·—
417. Wand- und Bodenbelagplatten bis zu 30 *mm* stark (mit Ausnahme jener aus Porzellan):	
a) unglasiert:	
1. einfarbig über 15 bis 30 *mm* stark	3·60
2. einfarbig bis 15 *mm* stark	10·—
3. mehrfarbig über 15 bis 30 *mm* stark	7·20
4. mehrfarbig bis 15 *mm* stark	15·—
b) glasiert:	
1. einfarbig	12·—
2. mehrfarbig, bemalt, bedruckt, vergoldet oder versilbert	20·—
Anmerkung. Wand- und Bodenbelagplatten aus Porzellan werden nach Nr. 424 *b* behandelt.	
418. Bauornamente (auch aus Terrakotta), glasiert oder unglasiert	7·20
419. Ordinäre Öfen und derlei Ofenbestandteile	7·20
420. Retorten, Schmelztiegel, Muffeln, Kapseln, Düsen, Rührscheite u. dgl. technische Artikel:	
a) aus Graphit	6·—
b) aus feuerfesten Materialien oder gemeinem Steinzeug; dann künstliche Schleif- und Wetzsteine aus gebrannten Erden	3·—
421. Gewöhnliches Töpfergeschirr und nicht besonders benannte Waren aus gemeinem Steinzeug; schwarzes Graphitgeschirr	3·—
422. Gewöhnliches Töpfergeschirr aus gemeiner, sich farbig brennender Tonerde	1·80
Anmerkung. Die in den Nrn. 411 bis 417 *a* 1, 420 *b* und 421, dann 422 genannten Waren in Verbindung mit Holz oder grob gearbeiteten Bestandteilen aus Eisen oder anderen unedlen Metallen	5·—
423. Isolations- und Montierungsbestandteile für elektrotechnische Zwecke, nicht in Verbindung mit anderen Materialien:	

	Zoll in Kronen per 100 *kg* 1907
a) weiß	20·—
b) farbig, gerändert, bemalt, bedruckt, versilbert, vergoldet	36·—
424. Porzellan:	
a) Pfeifenköpfe und Pfeifenbestandteile; Spielzeug (mit Ausnahme der Puppenköpfe) und Galanteriewaren (Nippes und Toilettegegenstände):	
1. weiß	20·—
2. farbig, gerändert, bemalt, bedruckt, versilbert, vergoldet, auch in Verbindung mit gewöhnlichen Materialien	40·—
b) anderes:	
1. weiß	17·—
2. farbig, gerändert, bemalt, bedruckt, versilbert, vergoldet, auch in Verbindung mit gewöhnlichen Materialien	36·—
425. Tonwaren, nicht besonders benannte:	
a) Steingutwaren für technische und hygienische Zwecke, soweit sie nicht zu Nr. 423 gehören:	
1. einfarbig	15·—
2. zwei- oder mehrfarbig, gerändert, bemalt, bedruckt, versilbert, vergoldet	25·—
b) andere:	
1. einfarbig	12·—
2. zwei- oder mehrfarbig, gerändert, bemalt, bedruckt, versilbert, vergoldet	20·—
426. Tonwaren, andere (nicht anderweitig tarifierte), in Verbindung:	
a) mit gewöhnlichen Materialien	36·—
b) mit feinen Materialien	120·—
c) mit feinsten Materialien	240·—
427. Waren dieser Klasse mit Montierungen aus Edelmetallen:	
a) aus Gold	850·—
b) aus Silber	600·—

XXXVIII. Eisen und Eisenwaren.

Eisen und Eisenhalbfabrikate:

428. Roheisen; Eisen und Stahl, alt gebrochen und in Abfällen zum Schmelzen und Schweißen	1·90
Anmerkungen.	
1. Eisenfeile und Hammerschlag	frei
2. Weißblechabfälle für Entzinnungsanstalten auf Erlaubnisscheine unter den im Verordnungswege vorzuzeichnenden Bedingungen und Kontrollen	frei
429. Luppeneisen; Ingots	3·80
430. Flußeisenzaggel und Zaggel aus abgeschweißtem Schweißeisen, Bramen, Platinen	4·80
431. Eisen und Stahl in Stäben, geschmiedet, gewalzt oder gezogen:	
a) nicht fassoniert	6·50
b) fassoniert	8·40
c) Ziereisen, ornamentiert	9·50
d) appretiert, nicht unter *e* gehörig	12·—
e) vernickelt, mit Kupfer, Kupferlegierungen oder Aluminium plattiert oder poliert	20·—
432. Blech und Platten:	
a) roh (Schwarzblech), in der Stärke:	
1. von 2 *mm* oder mehr	9·50
2. unter 2 *mm* bis 1 *mm*	10·70
3. unter 1 *mm* bis 0·6 *mm*	11·30
4. unter 0·6 *mm* bis 0·4 *mm*	12·50

1907

	Zoll in Kronen per 100 *kg*
5. unter 0·4 *mm* bis 0·25 *mm*	13·70
6. unter 0·25 *mm*	15·—
b) dressiert oder dekapiert, in der Stärke:	
1. von 1 *mm* oder mehr	12·—
2. unter 1 *mm* bis 0·6 *mm*	13·70
3. unter 0·6 *mm* bis 0·4 *mm*	15·—
4. unter 0·4 *mm*	16·—
c) verzinnt, verzinkt, verbleit, verkupfert, vermessingt, gefirnißt, geschliffen, in der Stärke:	
1. von 1 *mm* oder mehr	19·—
2. unter 1 *mm* bis 0·6 *mm*	20·—
3. unter 0·6 *mm* bis 0·4 *mm*	21·50
4. unter 0·4 *mm*	24·—
d) vernickelt, mit Kupfer, Kupferlegierungen oder Aluminium plattiert oder poliert	24·—
e) dessiniert (farbig oder gepreßt), moiriert, lackiert	29·—
433. Bleche und Platten, durchgeschlagene, gelochte, vertiefte oder zugeschnittene:	
a) Schwarzbleche	17·—
b) dressierte oder dekapierte	21·—
c) andere	36·—
434. Draht:	
a) in der Stärke:	
1. von 1·5 *mm* oder mehr	9·50
2. unter 1·5 *mm* bis 0·5 *mm*	12·50
3. unter 0·5 *mm*	15·—
b) verzinnt, verzinkt, verbleit, verkupfert, vermessingt, gefirnißt, in der Stärke:	
1. von 1·5 *mm* oder mehr	14·30
2. unter 1·5 *mm* bis 0·5 *mm*	18·—
3. unter 0·5 *mm*	21·—
c) vernickelt, mit Kupfer, Kupferlegierungen oder Aluminium plattiert oder poliert	24·—
435. Gehärteter Draht:	
a) roh	16·—
b) poliert oder sonst weiter bearbeitet	38·—
Eisenwaren:	
436. Stahlsand	7·20
437. Walzen aus nicht schmiedbarem Guß:	
a) roh, auch gescheuert	8·25
b) in anderer Weise gewöhnlich oder fein bearbeitet	21·—
438. Röhren aus nicht schmiedbarem Guß, einschließlich von derlei Röhrenverbindungsstücken:	
a) roh, auch gescheuert, auch mit Asphalt oder Teer überzogen; mit einer Wandstärke:	
1. von 7 *mm* oder mehr	7·20
2. unter 7 *mm*	10·50
b) in anderer Weise gewöhnlich bearbeitet; mit einer Wandstärke:	
1. von 7 *mm* oder mehr	12·—
2. unter 7 *mm*	19·—
c) fein bearbeitet; mit einer Wandstärke:	
1. von 7 *mm* oder mehr	21·50
2. unter 7 *mm*	24·50
439. Röhren aus Schmiedeisen, gewalzt oder gezogen, oder aus schmiedbarem Guß, auch mit gebörtelten, angelöteten oder auf-	

	Zoll in Kronen per 100 *kg* 1907
geschweißten Flanschen, mit Ausnahme von derlei Röhrenverbindungsstücken; Wellrohre:	
a) roh, auch gescheuert, mit Gewinden oder mit gebohrten oder abgedrehten Flanschen	15·50
b) in anderer Weise gewöhnlich bearbeitet	20·—
c) fein bearbeitet	29·—
440. Röhren aus Platten und Blechen genietet, gelötet oder gefalzt:	
a) roh oder gewöhnlich bearbeitet:	
1. Ofenröhren, auch Kniestücke aus Schwarzblech	17·—
2. andere	21·—
b) fein bearbeitet	29·—
441. Röhrenverbindungsstücke (Fittings) und Flanschen aus schmiedbarem Eisen:	
a) roh oder gewöhnlich bearbeitet	22·—
b) fein bearbeitet	30·—
442. Eisenkonstruktionen (fertige Objekte oder fertig gearbeitete Bestandteile von solchen) aus Eisen oder Stahl in Stäben, Blechen oder Platten, genietet, verschraubt etc., auch grob angestrichen	17·
443. Eiserne Fässer:	
a) genietet, gepreßt, gefalzt, gelötet, geschweißt, auch grob angestrichen	21·—
b) in anderer Weise gewöhnlich oder fein bearbeitet, auch in Verbindung mit gewöhnlichen Materialien	36·—
444. Kesselschmiedwaren, mit Ausnahme der zur Klasse XL gehörigen, geschmiedet, genietet, gepreßt:	
a) gewöhnlich bearbeitet	21·—
b) fein bearbeitet, auch in Verbindung mit gewöhnlichen Materialien	29·—
445. Blechwaren, nicht besonders benannte:	
a) aus rohem Schwarzblech	18·—
b) aus Schwarzblech, grob angestrichen oder aus dressierten Blechen, auch grob angestrichen	23·—
c) abgeschliffen, fein angestrichen oder gefirnißt, verbleit, verzinkt, verzinnt (auch aus Weißblech); auch in Verbindung mit gewöhnlichen Materialien	38·—
d) bemalt, bedruckt, bronziert, lackiert; emailliert oder aus dessinierten Blechen; auch in Verbindung mit gewöhnlichen Materialien	66·50
e) poliert, verkupfert, vermessingt, vernickelt, mit Kupfer, Kupferlegierungen oder Aluminium plattiert oder versilbert; auch in Verbindung mit gewöhnlichen oder feinen Materialien	120·—
446. Schienen, ohne Rücksicht auf das Profil, auch gebohrt, auf den laufenden Meter im Gewichte:	
a) von 15 *kg* oder mehr	6·—
b) unter 15 *kg*	7·20
447. Schienenbefestigungsmittel: Laschen, Keile, Schienennägel, Unterlagsplatten, Fixierungsringe etc. (mit Ausnahme von Schrauben, Schraubenbolzen und Muttern), Eisenbahnschwellen, Schienenstühle	14·—
448. Eisenbahnachsen und Radeisen (Naben, Radreifen [Tyres], Räderscheiben, Radsterne), auch abgedreht, abgeschliffen	14·50
449. Eisenbahnräder und Eisenbahnradsätze, fertige, mit einem Durchmesser:	
a) von 36 *cm* oder mehr	14·50
b) unter 36 *cm*	20·—

1907

	Zoll in Kronen per 100 *kg*
450. Ausweichvorrichtungen, Kreuzungsstücke, Schiebebühnen, Wechsel, Bremsvorrichtungen, Puffer u. dgl. schwere Eisenbahnmaterialien:	
a) roh, auch gescheuert	14·—
b) in anderer Weise gewöhnlich bearbeitet	20·—
451. Achsen, Achsenstummel, Achsenbüchsen und Achsenstößel für Straßenfahrzeuge:	
a) roh, nicht weiter bearbeitet	10·50
b) weiter bearbeitet:	
1. gewöhnliche Achsen und Bestandteile zu solchen	21·—
2. Öl- und Halbölachsen, dann Patentachsen, sowie Bestandteile zu solchen, auch in Verbindung mit Bestandteilen aus unedlen Metallen	48·—
Werkzeuge:	
452. Sensen und Sicheln, auch in Verbindung mit Holz	16·—
453. Schwere Schmiedezangen, Brechstangen, Geißfüße und Steinbohrer, auch an der Schneide oder Kante geschliffen	12·—
454. Krampen, Hauen und Schaufeln (einschließlich der Kellen), auch in Verbindung mit Holz:	
a) roh, auch an der Schneide oder Kante geschliffen	17·50
b) in anderer Weise gewöhnlich oder fein bearbeitet	22·—
455. Heu-, Dung- und andere grobe Gabeln, Rechen und Harken, auch in Verbindung mit Holz:	
a) roh, auch an der Spitze zugerichtet	24·—
b) in anderer Weise gewöhnlich oder fein bearbeitet, auch poliert oder vernickelt	35·—
456. Hämmer, Schlegel; Äxte, Beile, Hacken; Zangen mit Ausschluß der schweren Schmiedezangen; Ambosse, Amboßstöckel und Schmiedegesenke:	
a) im Stückgewichte von 500 *g* oder mehr:	
1. schwarz oder gewöhnlich bearbeitet	38·—
2. fein bearbeitet	48·—
b) im Stückgewichte von weniger als 500 *g*, sowie alle ganz oder teilweise polierten oder vernickelten, ohne Rücksicht auf das Stückgewicht	60·—
457. Feilen und Raspeln, mit einer Hieblänge:	
a) über 250 *mm*	30·—
b) von 150 bis 250 *mm*	60·—
c) unter 150 *mm*	75·—
Anmerkung. Geschmiedete, auch bloß abgestückte, sowie geschliffene, jedoch nicht gehauene Feilenkörper sind nach Nr. 483 b zu verzollen.	
458. Sägen und ungezähnte Sägeblätter, auch ganz oder teilweise poliert oder vernickelt:	
a) Laubsägen	150·—
b) andere	60·—
459. Fräser, Reibahlen (mit Ausnahme der Winkelreibahlen), Gewinde- und Spiralbohrer, Schneidebacken; Ahlen; alle diese auch ganz oder teilweise poliert oder vernickelt; im Stückgewichte:	
a) von 250 *g* oder mehr	60·—
b) unter 250 *g*	85·—
460. Hobel- und Stemmeisen, Meißel, nicht anderweitig genannte Bohrer, Stempel, Stanzen und andere nicht besonders genannte Werkzeuge; alle diese auch ganz oder teilweise poliert oder vernickelt	60·—

	Zoll in Kronen per 100 *kg* 1907
461. Nägel und Drahtstifte:	
a) Schuhnägel und Zwecken; Hufnägel; geschnittene Nägel, nicht besonders benannte	24·—
b) Drahtstifte, auch gescheuert	16·—
c) Nägel, andere:	
1. roh, auch gescheuert	18·—
2. in anderer Weise gewöhnlich bearbeitet; nicht in Verbindung mit anderen Materialien	20·—
d) fein bearbeitet, dann alle mit Köpfen aus anderen gewöhnlichen Materialien	36·—
462. Schraubenmuttern und Bolzen, ohne Gewinde; Nieten:	
a) roh, mit einer Schaftdicke, beziehungsweise Lochweite:	
1. von 14 *mm* oder mehr	12·—
2. unter 14 bis 7 *mm*	19·—
3. unter 7 *mm*	24·—
b) gewöhnlich oder fein bearbeitet, mit einer Schaftdicke, beziehungsweise Lochweite:	
1. von 14 *mm* oder mehr	19·—
2. unter 14 bis 7 *mm*	24·—
3. unter 7 *mm*	29·—
463. Schrauben, Schraubenmuttern und Bolzen, mit Gewinde:	
a) roh, mit einer Schaftdicke, beziehungsweise Lochweite:	
1. von 14 *mm* oder mehr	21·50
2. unter 14 bis 7 *mm*	29·—
3. unter 7 bis 4 *mm*	36·—
4. unter 4 *mm*	43·—
b) gewöhnlich oder fein bearbeitet, mit einer Schaftdicke, beziehungsweise Lochweite:	
1. von 14 *mm* oder mehr	29·—
2. unter 14 bis 7 *mm*	36·—
3. unter 7 bis 4 *mm*	43·—
4. unter 4 *mm*	50·—
464. Ketten, mit Ausnahme der gegossenen und der Gelenkketten:	
a) mit einer Gliederstärke von mehr als 6 *mm*:	
1. roh, auch gescheuert oder geteert	13·—
2. in anderer Weise gewöhnlich oder fein bearbeitet	23·—
b) mit einer Gliederstärke von 2 bis 6 *mm*:	
1. roh, auch gescheuert oder geteert	22·—
2. in anderer Weise gewöhnlich oder fein bearbeitet	36·—
c) mit einer Gliederstärke unter 2 *mm*:	
1. roh, auch gescheuert oder geteert	36·—
2. in anderer Weise gewöhnlich oder fein bearbeitet	40·—
465. Gelenkketten, mit Ausnahme der zu Nr. 552 gehörigen Fahrradketten	42·—
466. Drahtwaren, nicht besonders benannte:	
a) roh oder gewöhnlich bearbeitet:	
1. aus Draht in der Stärke von 1·5 *mm* oder mehr	22·—
2. aus Draht unter 1·5 *mm* Stärke	38·—
b) fein angestrichen, verzinnt, verzinkt	40·—
Anmerkung. Drahtseile der Nr. 466 *a* 2 und *b*	36·—
c) in anderer Weise fein bearbeitet, auch poliert oder vernickelt; mit Gespinstfäden übersponnener Draht	60·—
467. Kratzen aller Art; Weberkämme, Weberkammzähne, auch in Bunden oder Ringen; Weberlitzen aus Draht; Maillons	90·—
468. Nadeln, soweit sie nicht unter Nr. 469 fallen; Schreibfedern und Federhülsen; Stahlperlen, auch vergoldet oder versilbert;	

1907

	Zoll in Kronen per 100 *kg*
Fischangeln, Hafteln, Schnallen, Knöpfe, Fingerhüte und dergleichen kleine Gebrauchsgegenstände	120·—
Anmerkung. Sogenannte Nadelschäfte sind als Drahtwaren, nicht besonders benannte, der Nr. 466 zu behandeln.	
469. Nähnadeln (einschließlich der Heft-, Stick- und Stopfnadeln), auch mit vergoldetem Öhr; Näh-, Strick- und Wirkmaschinennadeln	240·—
470. Federnstahl (bandartig geplätterter Stahl in Bunden oder Ringen, durch Härten gefedert), auch poliert, in der Stärke:	
a) von 0·5 *mm* oder mehr	36·—
b) unter 0·5 *mm*	84·—
471. Federn:	
a) Blatt- und Spiralfedern für Eisenbahn- und Straßenbahnfahrzeuge	15·50
b) andere Wagenfedern	21·—
c) Möbel- und andere grobe Federn:	
1. roh, auch gescheuert oder grob angestrichen	36·—
2. in anderer Weise gewöhnlich oder fein bearbeitet	60·—
d) Federn, nicht besonders benannte, auch poliert oder in Verbindung mit gewöhnlichen oder feinen Materialien	120·—
472. Bänder (Scharniere, Riegel, Fenster- und Türangeln, Angelknöpfe und Angelteile, Tür-, Fenster-, Möbel- und Wagenbeschläge); Sporerwaren; alle diese, mit Ausnahme der zu den Kunstschlosserarbeiten gehörigen, auch in Verbindung mit unedlen Metallen:	
a) roh, auch gescheuert, gebohrt oder grob angestrichen	24·—
b) geschliffen, fein angestrichen, gefirnißt, verbleit, verzinkt, verzinnt oder in anderer Weise gewöhnlich bearbeitet (auch aus Weißblech)	40·—
c) in anderer Weise fein bearbeitet	50·—
473. Schlösser, Schlüssel und andere Schloßbestandteile:	
a) Schlösser, gewöhnliche, mit Ausnahme der Sicherheitsschlösser und der zu den Kunstschlosserarbeiten gehörigen, im Stückgewichte:	
1. von mehr als 300 *g*	38·—
2. von 300 *g* oder darunter	50·—
b) Sicherheitsschlösser, auch mit Kunstschlosserarbeiten	65·—
Anmerkung. Die mit den Schlössern eingehenden, zu denselben gehörigen Schlüssel werden mit den Schlössern zusammen verzollt; dagegen sind dieselben bei Erhebung des Stückgewichtes außer Betracht zu lassen.	
c) gewöhnlich oder fein bearbeitete Schlüssel und Schloßbestandteile, mit Ausnahme der Schloßfedern	50·—
Anmerkung. Unbearbeitete Schlüssel und Schloßbestandteile sind nach Beschaffenheit zu verzollen.	
474. Kunstschlosserarbeiten mit geschmiedeten, gepreßten oder getriebenen Ornamenten, auch in Verbindung mit unedlen Metallen	65·—
475. Eiserne Kassen und Sicherheitskassetten:	
a) nicht fertig gearbeitete, bloß aus Eisen in Platten und Stäben	24·—
b) fertig gearbeitete (auch dergleichen Tresoreinsätze), auch in Verbindung mit Kunstschlosserarbeiten:	
1. mit Isoliermaterialien gefüllt	36·—
2. ohne Isoliermaterialien	70·—
476. Eiserne Möbel, mit Ausnahme der zu den Kunstschlosserarbeiten gehörigen; Turngeräte:	

	Zoll in Kronen per 100 *kg* 1907
a) roh, oder grob angestrichen, auch in Verbindung mit Holz	20·—
b) in anderer Weise gewöhnlich oder fein bearbeitet, auch in Verbindung mit anderen Materialien	60·—
77. Sporen aller Art	120·—
78. Waffen und Waffenbestandteile:	
a) Hieb und Stichwaffen, sowie Bestandteile von solchen	75·—
b) Schußwaffen:	
1. Geschütze und Geschützteile	60·—
2. Zimmer- und Bolzengewehre, auch zerlegt	72·—
3. fertige Handfeuerwaffen, andere, auch feinst bearbeitet	150·—
c) Bestandteile von Handfeuerwaffen:	
1. Läufe, auch fertig gearbeitet	60·—
2. andere rohe, nicht gehärtete, nicht eingesetzte, nicht brünierte Bestandteile von Handfeuerwaffen	75·—
3. andere fertig gearbeitete Bestandteile von Handfeuerwaffen, auch feinst bearbeitet	150·—
79. Messerschmiedwaren und Bestandteile zu solchen:	
a) Bestandteile zu Messerschmiedwaren, gegossen, gepreßt oder geschmiedet, roh, auch mit abgepreßtem Grat, nicht weiter bearbeitet	45·—
Anmerkungen.	
1. Weiter bearbeitete Bestandteile zu Messerschmiedwaren (gebohrt, gefeilt, gehärtet, geschliffen etc.) sind wie fertige Messerschmiedwaren zu verzollen.	
2. Aus Blech gepreßte Gabeln zum Verzinnen für die Fabrikation von Zinnstahlbestecken auf Erlaubnisscheine unter den im Verordnungswege vorzuzeichnenden Bedingungen und Kontrollen	36·—
b) grobe Messer und Scheren für den gewerblichen oder landwirtschaftlichen Gebrauch	55·—
c) Scheren (mit Ausnahme der groben für den gewerblichen oder landwirtschaftlichen Gebrauch), auch feinst bearbeitet	175·—
d) Taschen- und Schnappmesser aller Art, auch feinst bearbeitet	150·—
e) alle anderen Messerschmiedwaren, auch feinst bearbeitet	175·—
80. Galanteriewaren (Nippes, Toilette- und Schmuckgegenstände); Spielwaren; auch in Verbindung mit gewöhnlichen oder feinen Materialien	120·—
Anmerkung. Rohe Bestandteile zu Waren dieser Nummer (bloß gegossen, gepreßt etc.) sind nach Beschaffenheit zu verzollen.	
81. Waren aus nicht schmiedbarem Guß, nicht besonders benannte, auch mit Verbindungsstücken aus schmiedbarem Eisen oder in Verbindung mit Holz:	
a) roh oder bloß gescheuert, bei einem Stückgewichte:	
1. von mehr als 100 *kg*	6·—
2. von mehr als 40 *kg* bis 100 *kg*	7·50
3. von mehr als 5 *kg* bis 40 *kg*	8·50
4. von 5 *kg* oder darunter	10·50
b) in anderer Weise gewöhnlich bearbeitet, bei einem Stückgewichte:	
1. von mehr als 100 *kg*	11·—
2. von mehr als 40 *kg* bis 100 *kg*	16·—
3. von mehr als 5 *kg* bis 40 *kg*	18·—
4. von 5 *kg* oder darunter	22·—

1907

	Zoll in Kronen per 100 *kg*
c) fein bearbeitet, bei einem Stückgewichte:	
1. von mehr als 100 *kg*	20·—
2. von mehr als 40 *kg* bis 100 *kg*	25·—
3. von mehr als 5 *kg* bis 40 *kg*	30·—
4. von 5 *kg* oder darunter	36·—
482. Kunstguß und anderer feiner nicht schmiedbarer Guß, auch mit Verbindungsstücken aus schmiedbarem Eisen oder in Verbindung mit Holz:	
a) roh oder bloß gescheuert	36·—
b) in anderer Weise gewöhnlich oder fein bearbeitet, auch in Verbindung mit anderen gewöhnlichen Materialien	50·—
483. Waren aus schmiedbarem Eisen, nicht besonders benannte, auch in Verbindung mit nicht schmiedbarem Guß oder Holz:	
a) roh oder gescheuert oder grob angestrichen, bei einem Stückgewichte:	
1. von mehr als 25 *kg*	10·—
2. von mehr als 3 *kg* bis 25 *kg*	12·—
3. von mehr als 0·5 *kg* bis 3 *kg*	14·—
4. von 0·5 *kg* oder darunter	16·—
b) in anderer Weise gewöhnlich bearbeitet, bei einem Stückgewichte:	
1. von mehr als 25 *kg*	20·—
2. von mehr als 3 *kg* bis 25 *kg*	22·—
3. von mehr als 0·5 *kg* bis 3 *kg*	24·—
4. von 0·5 *kg* oder darunter	28 —
c) fein bearbeitet, bei einem Stückgewichte:	
1. von mehr als 25 *kg*	30·—
2. von mehr als 3 *kg* bis 25 *kg*	32·—
3. von mehr als 0·5 *kg* bis 3 *kg*	36·—
4. von 0·5 *kg* oder darunter	40·—
484. Eisenwaren in Verbindung mit gewöhnlichen Materialien	40·—
485. Eisenwaren in Verbindung mit feinen Materialien	120·—
486. Eisenwaren, vergoldet oder versilbert, oder in Verbindung mit feinsten Materialien	240·—

Anmerkung. Namentlich angeführte vergoldete oder versilberte Eisenwaren, dann alle besonders benannten Gegenstände, die wegen ihrer Verbindung in eine der drei vorhergehenden Nummern fallen würden, jedoch mit Sätzen von mindestens *K* 40·—, beziehungsweise *K* 120·— oder *K* 240·— tarifiert sind, werden nach ihren speziellen Nummern behandelt.

487. Waren dieser Klasse mit Montierungen aus Edelmetallen:	
a) aus Gold	850·—
b) aus Silber	600·—

Allgemeine Anmerkungen zur Klasse XXXVIII.

1. Im Sinne des Zolltarifes ist unter schmiedbarem Eisen auch Stahl, Weich- und Stahlguß begriffen.

2. Hinsichtlich der Bearbeitung, im Gegensatze zu roh, werden die bei Eisenwaren vorkommenden Bearbeitungsarten in drei Stufen unterschieden.

Dieser Unterscheidung entsprechend werden, sofern bei speziellen Nummern dieser Klasse einzelne Bearbeitungsarten nicht namentlich angeführt oder sonstige Ausnahmen festgesetzt sind, angesehen:

Zoll in Kronen per 100 *kg* 1907

a) als gewöhnlich bearbeitet: alle gescheuerten, gelochten, gebohrten oder mit eingeschnittenen Gewinden versehenen, sowie alle ganz oder teilweise gefeilten, abgeschruppten, abgedrehten, abgeschmirgelten, gehobelten, geschliffenen oder mit einem groben Anstrich versehenen; dann alle vernieteten, verschraubten oder in ähnlicher Weise nachträglich zusammengefügten Eisenteile, soweit sie nicht der weiteren Bearbeitung wegen unter *b* und *c* fallen.

Dagegen wird das Beseitigen der Guß- und Preßnähte (Grate) durch Abmeißeln, Feilen oder Bestoßen, das Ebnen von Bruchflächen, das Abstechen der Gußköpfe, dann bei Stahlguß das Vorschruppen zum Zwecke der Prüfung auf Fehlerfreiheit, nicht als Bearbeitung angesehen.

b) als fein bearbeitet: alle ganz oder teilweise verzinnten, verzinkten, verbleiten, verkupferten, vermessingten, oxydierten, fein angestrichenen, gefirnißten, lackierten, bemalten, bronzierten oder emaillierten Eisenwaren; endlich

c) als feinst bearbeitet: alle polierten, gravierten, vernickelten, mit Kupfer, Kupferlegierungen oder Aluminium plattierten Eisenwaren.

Insoferne im Tarife nicht besondere Bestimmungen getroffen sind, unterliegen feinst bearbeitete Waren einem Zuschlage von 50% zum Zolle für die betreffende Ware. Sind bei der betreffenden Ware besondere Zollsätze für die gewöhnliche oder feine Bearbeitung vorgesehen, so ist der Berechnung des 50%igen Zuschlages der Zollsatz für die feine Bearbeitung zugrunde zu legen.

XXXIX. Unedle Metalle und Waren daraus.

Rohmetalle und Halbfabrikate:

488.	Unedle Metalle, roh, alt, gebrochen oder in Abfällen:	
	a) Blei, auch legiert mit Antimon, Arsen, Zinn oder Zink	4·80
	b) Zinn, auch legiert mit Antimon, Blei oder Zink; Britanniametall	frei
	c) Zink, auch legiert mit Blei oder Zinn	2·40
	d) Kupfer (auch raffiniert), Elektrolyt-, Rosetten- und Zementkupfer	frei
	e) Nickel	frei
	f) Aluminium, Magnesium, sowie Legierungen dieser Metalle untereinander	frei
	g) nicht besonders benannte	frei
	h) Legierungen aus unedlen Metallen, nicht besonders benannte	frei
489.	Gesägte Platten (Planchen), d. i. aus Blöcken von Rohmetallen oder Metallegierungen durch Sägen gewonnene Platten für die unmittelbare Verarbeitung durch Walzen oder Ziehen	7·20
490.	Nickelanoden	14·50
491.	Bleche und Platten (gewalzt, gestreckt), nicht weiter bearbeitet:	
	a) aus Blei	12·—
	b) aus Zinn oder Britanniametall	9·50
	c) aus Zink	7·20

1907

	Zoll in Kronen per 100 *kg*
d) aus Kupfer, Nickel, Aluminium und anderen nicht besonders benannten unedlen Metallen und Metallegierungen, in der Stärke:	
1. über 0·5 *mm*	19·—
2. von 0·5 *mm* oder darunter	24·—
492. Bleche und Platten, vertieft oder gelocht:	
a) aus Blei	12·—
b) aus Zinn oder Britanniametall	9·50
c) aus Zink	12·—
d) aus Kupfer, Nickel, Aluminium und anderen nicht besonders benannten unedlen Metallen und Metallegierungen	25·—
493. Bleche und Platten aller Art, geschliffen, poliert, gefirnißt, lackiert, vernickelt, vermessingt, verkupfert oder mit anderen unedlen Metallen überzogen, dessiniert (farbig oder gepreßt)	29·—
494. Bleche und Platten, vergoldet oder versilbert, auch mit Gold oder Silber plattiert	60·—
495. Gezaintes Metall und geschlagene Lote zur Erzeugung von Blattmetall	24·—
496. Stangen, Stäbe und Drähte (gewalzt, gestreckt oder gezogen):	
a) aus Blei	12·—
b) aus Zinn oder Britanniametall	9·50
c) aus Zink:	
1. Stangen und Stäbe	7·20
2. Drähte	12·—
d) aus Kupfer, Nickel, Aluminium und anderen unedlen Metallen und Metallegierungen, in der Stärke:	
1. über 0·5 *mm*	19·—
Anmerkung. Gewalzte Stangen, Walzdraht, sowie aus Planchen u. dgl. geschnittene Streifen aus den unter *d* genannten unedlen Metallen und Metallegierungen für Drahtziehereien auf Erlaubnisscheine unter den im Verordnungswege vorzuzeichnenden Bedingungen und Kontrollen	12·—
2. über 0·25 bis 0·5 *mm*	24·—
3. von 0·25 *mm* oder darunter	28·—
497. Stangen, Stäbe und Drähte, poliert, gefirnißt, lackiert, vernickelt, vermessingt, verkupfert oder mit anderen unedlen Metallen überzogen, dessiniert gepreßt:	
a) aus Blei, Zinn, Britanniametall oder Zink	29·—
b) aus Kupfer, Nickel, Aluminium und anderen unedlen Metallen und Metallegierungen, in der Stärke:	
1. über 0·25 *mm*	29·—
2. von 0·25 *mm* oder darunter	36·—
498. Kupferdraht, zementierter; Drähte aus unedlen Metallen oder Metallegierungen, versilbert oder mit Silber plattiert; alle diese auch geplättet, jedoch nicht weiter bearbeitet	72·—
499. Drähte aus unedlen Metallen oder Metallegierungen, vergoldet oder mit Gold plattiert, auch geplättet, jedoch nicht weiter bearbeitet, in der Stärke:	
a) über 0·5 *mm*	72·—
b) von 0·5 *mm* oder darunter	300·—
Metallwaren:	
500. Röhren und Walzen, nicht weiter bearbeitet:	
a) aus Blei	12·—
b) aus Zinn oder Britanniametall	9·50
c) aus Zink:	
1. gezogen, gegossen oder gewalzt	12·—

	Zoll in Kronen per Stück 1907
2. aus Zinkblech	28·—
d) aus anderen unedlen Metallen oder Metallegierungen, auf den laufenden Meter im Gewichte:	
1. von 1 *kg* und mehr	28·—
2. von weniger als 1 *kg*	48·—
Anmerkung Weiter bearbeitete, dann gravierte, dessinierte, fassonierte, vernickelte oder mit anderen unedlen Metallen überzogene, jedoch nicht vergoldete oder versilberte Röhren und Walzen unterliegen zu obigen Zollsätzen einem Zuschlage von	7·—
501. Gußstücke, grobe nicht weiter bearbeitet, nicht ornamentiert, auch in Verbindung mit Holz oder grob gearbeiteten Bestandteilen aus Eisen:	
a) aus Blei	12·—
b) aus anderen unedlen Metallen und Metallegierungen (mit Ausnahme von Alumfnium und Nickel), im Stückgewichte von mehr als 10 *kg*	20·—
502. Kessel und Kesselschmiedwaren, grobe nicht weiter bearbeitet (mit Ausnahme der zur Klasse XL gehörigen Arbeiten):	
a) Kessel aus Blei	12·—
b) Kessel aus anderen unedlen Metallen und Metallegierungen (mit Ausnahme von Aluminium und Nickel); bloß aufgetiefte Schalen; geschmiedete oder gewalzte Böden und Feuerbüchsen; alle diese im Stückgewichte von mehr als 10 *kg*	24·—
Anmerkung zu den Nrn. 501 und 501. Andere Gußstücke, Kessel und Kesselschmiedwaren, auch solche aus Nickel oder Aluminium, werden als Metallwaren nach Beschaffenheit verzollt.	
503. Schnellot; Kugeln und Schrote aus Blei	12·—
504. Schlaglot	24·—
505. Blei- und Zinnfolien (Staniol), blank, gemustert, gefärbt oder lackiert; Flaschenkapseln, Tuben und ähnliche Waren aus Zinn, verzinntem Blei oder Bleilegierungen	48·—
506. Buchdruckerlettern (auch dergleichen Linien, Einfassungen und Ornamente):	
a) aus Schriftmetall	28·—
b) aus Messing oder anderen unedlen Metallen	50·—
507. Drahtseile aus unedlen Metallen oder Metallegierungen	48·—
508. Siebböden, Metalltuch und sonstige Drahtgewebe:	
a) mit weniger als 20 einfachen Drähten auf 1 *cm* im Quadrat	55·—
b) andere	125·—
Anmerkung. Wie sonstige Drahtgewebe sind auch breitgeflochtene Drahtwaren zu behandeln.	
509. Metallperlen, auch vergoldet oder versilbert; Kinderspielwaren; Nadeln, Ösen, Knöpfe, Schnallen, Hafteln, Fingerhüte und andere kleine Gebrauchsgegenstände; Schreibfedern und Federhülsen aus unedlen Metallen und Metallegierungen; alle diese soweit sie nicht zu Nr. 520 gehören	120·—
510. Herren- und Frauenschmuck, weder vergoldet noch versilbert, auch in Verbindung mit gewöhnlichen oder feinen Materialien, soweit derselbe nicht zu Nr. 520 gehört	120·—
511. Galanteriewaren (Nippes und Toilettegegenstände), weder vergoldet noch versilbert, auch in Verbindung mit gewöhnlichen oder feinen Materialien, soweit sie nicht zu Nr. 520 *b* gehören	140·—
512. Blattmetall (unechtes Blattgold und unechtes Blattsilber)	130·—
513. Bronzepulver und Bronzefarben	130·—

1907

	Zoll in Kronen per 100 *kg*
514. Waren, nicht besonders benannte, aus Blei, Zinn und Legierungen dieser Metalle untereinander, auch in Verbindung mit gewöhnlichen Materialien:	
a) gewöhnlich bearbeitet	48·—
b) fein bearbeitet	85·—
515. Waren, nicht besonders benannte, aus Zink und Zinklegierungen, auch in Verbindung mit gewöhnlichen Materialien:	
a) gewöhnlich bearbeitet	60·—
b) fein bearbeitet	95·—
516. Gußwaren aus Kupfer und anderen nicht anderweitig genannten unedlen Metallen oder Metallegierungen, auch in Verbindung mit gewöhnlichen Materialien, mit Ausnahme der zur Nr. 501 gehörigen groben Gußstücke:	
a) roh, auch gefeilt, nicht ornamentiert	48·—
b) weiter bearbeitet oder ornamentiert:	
1. Kleingußwaren im Stückgewichte von weniger als 50 *g*, dann alle ornamentierten Gußwaren	120·—
2. sonstige Gußwaren, gewöhnlich bearbeitet	52·—
Anmerkung. Dergleichen fein bearbeitet werden nach Nr. 517 *b)* behandelt.	
517. Waren, nicht besonders benannte, aus Kupfer und anderen nicht anderweitig genannten unedlen Metallen oder Metallegierungen, auch in Verbindung mit gewöhnlichen Materialien:	
a) gewöhnlich bearbeitet	55·—
b) fein bearbeitet	120·—
518. Waren, nicht besonders benannte, aus Nickel, auch in Verbindung mit gewöhnlichen oder feinen Materialien	120·—
519. Waren, nicht besonders benannte, aus Britanniametall, auch in Verbindung mit gewöhnlichen oder feinen Materialien	120·—
520. Waren aller Art aus Aluminium und aluminiumähnlichen Legierungen, auch in Verbindung mit gewöhnlichen oder feinen Materialien:	
a) für technische Zwecke	120·—
b) andere	150·—
521. Waren aus unedlen Metallen oder Metallegierungen in Verbindung mit feinen Materialien	120·—
522. Waren aus unedlen Metallen oder Metallegierungen, ganz oder teilweise vergoldet oder versilbert, mit Gold oder Silber plattiert oder in Verbindung mit feinsten Materialien	240·—
Anmerkung. Namentlich angeführte, vergoldete oder versilberte Metallwaren, dann alle besonders genannten Gegenstände, die wegen ihrer Verbindung in eine der beiden vorhergehenden Nummern fallen würden, jedoch mit Sätzen von mindestens *K* 120·—, beziehungsweise *K* 240·— oder mehr tarifiert sind, werden nach ihren speziellen Nummern behandelt.	
523. Bouillons, Flitter (auch Folienflitter) und Gespinste aus unedlen Metallen oder Metallegierungen:	
a) nicht versilbert, nicht vergoldet	145·—
b) versilbert oder silberplattiert	240·—
c) vergoldet oder mit Gold plattiert	480·—
524. Leonische Waren (Borten, Posamente etc.) aus unedlen Metallen oder Metallegierungen:	
a) aus nicht vergoldeten und nicht versilberten Drähten, Bouillons, Flittern und Metallgespinsten	260·—
b) aus vergoldeten oder versilberten Drähten, Bouillons, Flittern und Metallgespinsten:	

	Zoll in Kronen per 100 *kg* 1907
1. in Verbindung mit Seide, auch mit Montierungen aus Gold oder Silber	850·—
2. andere, auch mit Montierungen aus Silber	700·—
525. Waren dieser Klasse, sofern sie nicht unter Nr. 524 *b* gehören, mit Montierungen aus Edelmetallen:	
a) aus Gold	850·—
b) aus Silber	600·—

Allgemeine Anmerkungen zur Klasse XXXIX.

1. Das Besteigen der Guß- und Preßnähte (Grate) durch Abmeißeln, Feilen oder Bestoßen, sowie das Ebnen von Bruchflächen wird nicht als Bearbeitung angesehen.

2. Als fein bearbeitet sind alle bemalten, bronzierten, lackierten, patinierten, vernierten, vermessingten, verkupferten, vernickelten, emaillierten, alle fein polierten oder in anderer ähnlicher Weise fein gearbeiteten Metallwaren anzusehen.

Dagegen haben alle in anderer Weise bearbeiteten Metallwaren (gelocht, gebohrt oder mit eingeschnittenen Gewinden versehen, ganz oder teilweise gefeilt, abgedreht, gehobelt, geschliffen oder einfach poliere, verzinnt, verzinkt, verbleit etc.) als gewöhnlich bearbeitet zu gelten.

XL. Maschinen, Apparate und Bestandteile derselben aus Holz, Eisen oder unedlen Metallen, mit Ausnahme der in die Klassen XLI und XLII gehörigen.

526. Dampfkessel; Destillier-, Kühl- und Kochapparate; Zisternen und Tanks; alle diese fertig gearbeitet, auch mit dazu gehöriger und anmontierter Armatur:	
a) aus Eisen	26·—
b) aus Eisen, mit Bestandteilen aus unedlen Metallen	32·—
c) aus unedlen Metallen	40·—
527. Lokomotiven und Tender; Lokomobile	29·—
528. Dampfmaschinen und andere nicht besonders benannte Motoren (mit Ausnahme der zu den Klassen XLI und XLII gehörigen Motoren); Arbeitsmaschinen, in untrennbarer Verbindung mit Dampfmotoren (Dampfbagger, Dampfkräne, Dampfhämmer, Dampfpumpen, Dampfspritzen u. dgl.); bei einem Stückgewichte:	
a) von 2 *q* oder darunter	40·—
b) von mehr als 2 *q* bis 25 *q*	32·—
c) von mehr als 25 *q* bis 100 *q*	26·—
d) von mehr als 100 *q* bis 1000 *q*	22·—
e) über 1000 *q*	20·—
529. Werkzeugmaschinen	24·—
530. Landwirtschaftliche Maschinen und Apparate, nicht besonders benannte:	
a) Dampfpflüge	10·—
b) Dreschmaschinen	18·—
c) andere:	
1. aus Holz (d. i. mit 75% oder mehr Holz)	17·—
2. aus Eisen	24·—
531. Maschinen für die Vorbereitung und Verarbeitung von Flachs, Hanf, Jute und anderen zu Klasse XXIII gehörigen Spinnstoffen, von Kammwolle und Seide; dann alle zur	

1907

		Zoll in Kronen per 100 *kg*
	Spinnerei und Zwirnerei dieser Spinnstoffe gehörigen Maschinen; Zeugdruckrouleauxmaschinen; Stickmaschinen; Kratzensetzmaschinen	7·—
532.	Maschinen für die Vorbereitung und Verarbeitung von Baumwolle nebst den zur Spinnerei und Zwirnerei derselben gehörigen Maschinen, soweit sie nicht unter die folgende Nummer fallen	15·—
533.	Vorbereitungs- und Verarbeitungsmaschinen, Spinn- und Zwirnmaschinen, alle diese für Abfall- oder Streichgarnspinnerei aus Baumwolle und Wolle	15·—
534.	Web- und Wirkstühle, dann Hilfsmaschinen für die Weberei und Wirkerei	15·—
535.	Nähmaschinen und Strickmaschinen:	
	a) Gestelle, auch zerlegt	20·—
	b) Köpfe, fertig gearbeitete Bestandteile von Köpfen (mit Ausnahme der Nadeln)	78·—
	c) Bestandteile zu Köpfen, unfertig gearbeitet, auch aus rohem Guß; Näh- und Strickmaschinen mit Gestell	50·—
536.	Maschinen und Apparate, nicht besonders benannte, aus Holz (d. i. mit 75% und mehr Holz)	18·—
537.	Maschinen und Apparate, nicht besonders benannte, aus unedlen Metallen (d. i. mit mehr als 50% unedler Metalle)	40·—
538.	Maschinen und Apparate, nicht besonders benannte, andere, bei einem Stückgewichte:	
	a) von 2 *q* oder darunter	30·—
	b) von mehr als 2 *q* bis 10 *q*	28·—
	c) über 10 *q*	24·—

Anmerkungen.

1. Kupfer- und Messingwalzen und -platten, graviert oder nicht, für inländische Zeugdruckereien und Appreturanstalten gegen besondere Bewilligung . . . . . frei

2. Bei der Tarifierung von Maschinen, Apparaten oder deren Bestandteilen bleiben Verbindungen mit anderen Materialien außer Betracht.

3. Als Teile von Maschinen und Apparaten sind solche nicht namentlich tarifierte Gegenstände zu verzollen, welche keinen anderen Gebrauch als zur Zusammensetzung von Maschinen, beziehungsweise Apparaten zulassen.

Einzeln zur Einfuhr gelangende Maschinen-, beziehungsweise Apparatenbestandteile sind wie die betreffenden Maschinen (Apparate) zu verzollen.

Die in den vorstehenden Nummern aufgestellten Zölle werden für solche Bestandteile dann angewendet, wenn bei der Eingangsverzollung seitens der Partei die zur tarifmäßigen Beurteilung der betreffenden Maschine (beziehungsweise des Apparates) nötigen Nachweise beigebracht werden. Liegen solche Nachweise nicht vor, so werden Maschinen- und Apparatenbestandteile (ausgenommen jene von Näh- und Strickmaschinen) folgendermaßen verzollt:

Bestandteile aus Holz allein oder mit 75% oder mehr Holz nach Nr. 536;

Bestandteile aus unedlen Metallen allein oder mit mehr als 50% unedler Metalle nach Nr. 537;

alle übrigen Bestandteile, bei einem Stückgewichte:

von mehr als 2 *q* nach Nr. 528 *b*;

von 2 *q* oder darunter nach Nr. 528 *a*.

Zoll in Kronen per 100 *kg* 1907

4. Kratzenbeschläge sind stets nach Nr. 467 separat in Verzollung zu nehmen.

5. Nicht besonders benannte Teile von Maschinen oder Apparaten, welche ihrer Beschaffenheit nach unter 481 *a*, beziehungsweise Nr. 483 *a* gehören, sind nach diesen Nummern zu verzollen, sofern sie unbearbeitet sind. Zerlegt zur Einfuhr gelangende Maschinen oder Apparate sind von dieser Begünstigung ausgeschlossen.

XLI. Elektrische Maschinen und Apparate und elektrotechnische Bedarfsgegenstände.

39. Dynamomahchinen und Elektromotoren (mit Ausnahme der Automobilmotoren), auch in untrennbarer Verbindung mit mechanischen Vorrichtungen oder Apparaten; Transformatoren (rotierende oder ruhende Umformer); im Stückgewichte:	
a) von 25 *kg* oder darunter	72·—
b) von mehr als 25 *kg* bis 5 *q*	50·—
c) von mehr als 5 *q* bis 30 *q*	43·—
d) von mehr als 30 *q* bis 80 *q*	36·—
e) über 80 *q*	24·—
40. Telegraphen-, Läute-, Signal- und Eisenbahnsicherungsapparate, elektrische; Telephone und Mikrophone; Blitzschutzvorrichtungen (exklusive Blitzableiter); Meß- und Zählapparate, elektrische; im Stückgewichte:	
a) von 5 *kg* oder darüber	120·—
b) unter 5 *kg*	240·—
41. Schalt- und Kontaktvorrichtungen, montierte Sicherungen u. dgl., elektrische Leitungsapparate; alle diese in Fassungen (Dosen u. dgl.) im Stückgewichte bis zu 250 *g*	180·—
42. Lampen, elektrische (Bogen-, Glüh- u. dgl. Lampen), montierte Fassungen zu elektrischen Lampen; montierte Glaskörper für elektrische Lichterscheinungen	200·—
43. Apparate, elektrische und elektrotechnische Vorrichtungen (Regulatoren, Widerstände, Anlasser u. dgl.), nicht besonders benannte	120·—

Anmerkung. Bei der separaten Einfuhr von Bestandteilen zu den in Nr. 539 genannten Dynamomaschinen, Elektromotoren etc. sind jene fertig gearbeiteten Teile, die infolge ihrer Konstruktion sich unzweifelhaft als Bestandteile solcher Maschinen erkennen lassen nach dieser Nummer abzufertigen, und zwar nach lit. *b* bis *e* dann, wenn seitens der Partei die zur Beurteilung der Zugehörigkeit dieser Teile zu einer nach *b* bis *e* abzufertigenden Maschine nötigen Nachweise erbracht werden. Liegen solche Nachweise nicht vor, so tritt die Verzollung nach lit. *a* ein.

Separat zur Verzollung gelangende andere Bestandteile zu solchen Maschinen etc. sind, soferne sie sich als Maschinenbestandteile darstellen, wie separat eingehende Maschinenbestandteile der Klasse XL, alle übrigen nach Beschaffenheit des Materials zu behandeln.

Bestandteile von anderen in diese Klasse gehörigen Apparaten und elektrotechnischen Bedarfsartikeln, soferne dieselben nicht namentlich angeführt sind, werden wie die betreffenden Apparate etc. dann in Verzollung genommen, wenn sie sich nach ihrer Konstruktion als fertig gearbeitete Teile solcher Apparate etc. darstellen; andere Bestandteile sind nach ihrer sonstigen Beschaffenheit zu verzollen.

1907

	Zoll in Kronen per 100 *kg*
Nicht besonders benannte elektrische Apparate und elektrotechnische Vorrichtungen im Stückgewichte unter 5 *kg* mit anmontierten elektrischen Meß- und Zählapparaten sind nach Nr. 540 *b* zu verzollen.	
544. Kabel und isolierte Drähte für elektrische Leitungen:	
a) mit Metallbewehrung	48·—
b) ohne Metallbewehrung, mit einer Isolation:	
1. von Papier, Asbest und anderen Stoffen (mit Ausnahme Kautschuk, Guttapercha und Gespinstfäden)	60.—
2. von Kautschuk oder Guttapercha	95·—
3. von Gespinstfäden, auch in Verbindung mit Asbest, Papier u. dgl. mit Kautschuk, Guttapercha oder deren Ersatzstoffen	145·—
545. Akkumulatoren mit Bleiplatten, sowie Bleiplatten für solche	36·—
546. Elektrische Kohlen:	
a) Beleuchtungskohle (Kohlenkerzen) im Gewichte von 1 *kg* und darunter per laufendes Meter	48·—
b) andere	24·—

XLII. Fahrzeuge.

Straßenfahrzeuge:

547. Lastwagen und Lastschlitten	15·— per Stück
548. Personenwagen ohne Leder- und Polsterarbeit	60·—
549. Personenwagen mit Leder- und Polsterarbeit	180·—
Anmerkung. Für Schlitten ist bei Nr. 548 die Hälfte, bei Nr. 549 zwei Drittel des Zolles zu entrichten.	
550. Fahrräder, komplett, auch zerlegt; fertige Fahrradrahmen, auch in Verbindung mit anderen Fahrradteilen; Garnituren für Fahrräder	60·—
551. Räder für Fahrräder (gespannte Räder), einzelne, fertige, separat eingehend:	
a) ohne Pneumatikreifen	20·—
b) mit Pneumatikreifen	24·—
552. Fahrradbestandteile (Röhrenverbindungsstücke, Gabeln, Lenkstangen, Sattelstützen, Kettenräder, Pedale, Ventile, Bremsteile, Naben und Getriebe [auch zerlegt], Fahrradketten, Tretkurbeln, Speichen mit Gewinde, Speichennippel, gebohrte Felgen etc.), bearbeitete	per 100 *kg* 190·—
Anmerkung. Roh gepreßte oder geschmiedete, dann roh gegossene (auch von den Gußnähten befreite) Bestandteile von Fahrrädern sind nach Beschaffenheit des Materials zu verzollen.	
553. Automobile, auch zerlegt (auch Rahmengestelle, Chassis, einschließlich der anmontierten Motoren), im Stückgewichte:	
a) bis 4 *q*	150·—
b) von mehr als 4 *q* bis 18 *q*	120·—
c) von mehr als 18 *q* bis 32 *q*	100·—
d) über 32 *q*	60·—
554. Automobilmotoren (separat eingehend), im Stückgewichte:	
a) bis 50 *kg*	150·—
b) von mehr als 50 *kg* bis 2 *q*	120·—
c) von mehr als 2 *q* bis 4 *q*	100·—
d) über 4 *q*	60·—
Anmerkung. Bei der separaten Einfuhr von Bestandteilen zu Automobilmotoren etc. sind jene fertig gearbeiteten	

	Zoll in Kronen per 100 *kg* 1907
Teile, die infolge ihrer Konstruktion sich unzweifelhaft als Bestandteile solcher Motoren erkennen lassen, nach dieser Nummer abzufertigen, und zwar nach lit. *b* bis *d* dann, wenn seitens der Partei die zur Beurteilung der Zugehörigkeit dieser Teile zu einem nach *b* bis *d* abzufertigenden Motor nötigenden Nachweise erbracht werden. Liegen solche Nachweise nicht vor, so tritt die Verzollung nach lit *a* ein. Separat zur Verzollung gelangende andere Bestandteile zu solchen Motoren sind, soferne sie sich als Maschinenbestandteil darstellen, wie separat eingehende Maschinenteile nach Klasse XL, alle übrigen nach Beschaffenheit des Materials zu behandeln.	
Fahrzeuge für Eisenbahnen und Straßenbahnen:	
555. Güterwagen und Untergestelle:	
a) aus Eisen	24·—
b) aus Eisen und Holz	19·—
556. Ungepolsterte Personenwagen, ferner Post-, Kondukteur- und andere Dienstwagen für Eisenbahnen	26·—
557. Gepolsterte Personenwagen für Eisenbahnen; Personenwagen für Straßenbahnen, gepolstert oder ungepolstert	32·—
Anmerkung. Wagen für elektrische Bahnen können je nach Wunsch der Partei auf eine der folgenden Arten verzollt werden:	
a) Wenn der Motor abmontiert und gesondert zur Verzollung gestellt wird, ist dieser nach Nr. 539, der Wagen selbst dagegen nach jener Nummer zu verzollen, unter die er seiner sonstigen Beschaffenheit nach fällt;	
b) wird der Motor nicht abmontiert, sondern zusammen mit dem Wagen zur Verzollung gebracht, so gelangt jener Zollsatz zur Einhebung, unter den der Wagen seiner sonstigen Beschaffenheit nach fällt und außerdem für je 100 *kg* des Gesamtgewichtes von Wagen und Motor ein Zuschlag von	8·—
Schiffe:	per Tonne Tragfähigkeit
558. Schiffe, hölzerne (auch mit Eisen oder Kupfer beschlagen) . .	1.—
	per 100 *kg* Metallgewicht
559. Schiffe aus Eisen oder aus anderen unedlen Metallen; Dampfschiffe	14·50
Anmerkung. Utensilien zum Schiffahrtsbetrieb (z. B. Segel und Segelstangen, Anker und Ankerketten, Schiffseile, Beischiffe), insoweit deren Anzahl den gewöhnlichen Bedarf nicht überschreitet, werden nicht gesondert verzollt. Andere Inventarstücke, sowie bei Dampfschiffen die Dampfmaschinen unterliegen der besonderen tarifmäßigen Verzollung.	

XLIII. Edelmetalle, Edel- und Halbedelsteine und Waren daraus; Münzen.

560. Gold, Silber, Platin und andere Edelmetalle, nicht besonders benannte, roh, auch alt gebrochen und in Abfällen	frei
561. Münzen:	
a) aus Edelmetallen	frei
b) aus unedlen Metallen	frei

1907

		Zoll in Kronen per 1 *kg*
	Anmerkung. Medaillen, Schau- und Denkmünzen ohne Öhr sind bei der Einfuhr in einzelnen Stücken zollfrei, dagegen bei gleichzeitiger Einfuhr mehrerer Stücke desselben Gepräges (als Handelsware), sowie alle Medaillen etc. mit Öhr, nach Beschaffenheit des Materiales zu verzollen.	
562.	Platten, Bleche, Stangen und Drähte aus Edelmetallen:	
	a) aus Gold oder Platin	5·50
	b) aus Silber, auch vergoldet oder mit Gold plattiert (mit Ausnahme der zur Nr. 564 gehörigen Drähte)	2·40
563.	Echtes Blattgold und Blattsilber:	
	a) Hammersilber (sogenannte Lothe)	—·60
	b) fertiges Blattsilber	1·50
	c) Blattgold	6·—
564.	Drähte aus Feinsilber oder aus Feinsilber mit einer Seele aus unedlen Metallen, auch vergoldet oder mit Gold plattiert, mit einem Durchmesser von 2 *mm* oder darunter	6·—
565.	Bouillons, Flitter und Gespinste aus Edelmetallen; Gewebe, Geflechte, Posamente und andere Arbeiten aus derlei Drähten, Flittern und Gespinsten	12·—
566.	Halbwaren aus Edelmetallen, nicht gelötet, wie Galerien, Chatons, Pressungen, Kugeln, Ringschienen, auch dessinierte Bleche:	
	a) aus Gold und Platin	11·—
	b) aus Silber	7·—
567.	Goldarbeiten und andere nicht besonders benante Waren, ganz oder teilweise aus Gold oder Platin, auch in Verbindung mit echten oder unechten Perlen oder Korallen, Edel- oder Halbedelsteinen und nachgeahmten Edelsteinen	30·—
568.	Silberarbeiten und andere nicht besonders benannte Waren, ganz oder teilweise aus Silber, auch vergoldet oder in Verbindung mit echten oder unechten Perlen oder Korallen, Edel- oder Halbedelsteinen und nachgeahmten Edelsteinen:	
	a) Bestecke und Löffel, auch Besteckhefte im Stückgewichte über 10 *g*	12·—
	b) Bestecke und Löffel, auch Besteckhefte im Stückgewichte von 10 *g* oder darunter	15.—
	c) in Silber gefaßter echter Diamant- oder Perlenschmuck	30·—
	d) andere Arbeiten, ferner mit Gold plattierte Silberarbeiten (Doublêware)	30·—
569.	Platinwaren für den wissenschaftlichen oder gewerblichen Gebrauch	6·—
570.	Nicht besonders benannte Arbeiten ganz oder teilweise aus echten oder unechten Korallen, unechten Perlen (mit Ausnahme der zu den Nrn. 567 und 568 gehörigen); Granatwaren	7·—
571.	Steine, echte (Edel- und Halbedelsteine), Korallen (echt und unecht), bearbeitet (geschliffen, geschnitten), ungefaßt; echte Perlen, ungefaßt	per 100 *kg* 60·—
572.	Waren aus Halbedelsteinen (mit Ausnahme der zu den Nrn. 567 und 568 gehörigen)	240·

XLIV. Instrumente und Uhren.

Instrumente (mit Ausnahme der zur Klasse XLI gehörigen und der musikalischen Instrumente):

573. Instrumente, chirurgische und andere medizinische Instrumente:

		Zoll in Kronen per 1 *kg* 1907
	a) aus Glas	1·20
	b) aus anderen Materialien	1·70
574.	Instrumente, mathematische und physikalische	1·70
575.	Instrumente, optische:	
	a) Zwicker, Brillen, Lorgnetten und andere Augengläser:	
	1. in Fassungen, mit Ausnahme solcher aus Edelmetallen	5·50
	2. in Fassungen aus Silber	7·50
	3. in Fassungen aus Gold oder Platin	11·—
	b) Operngucker, Ferngläser und andere optische Instrumente:	
	1. in Fassungen mit Ausnahme jener aus Edelmetallen oder Aluminium	4·80
	2. in Fassungen aus Silber oder Aluminium	6·—
	3. in Fassungen aus Gold oder Platin	10·—
	c) Fassungen und Gehäuse für Zwicker, Brillen u. dgl. Augengläser, dann für andere optische Instrumente:	
	1. aus unedlen Metallen, Perlmutter, Schildpatt, Elfenbein (echt oder imitiert)	3·—
	2. aus anderen Materialien, mit Ausnahme der Edelmetalle	2·40
	Anmerkung. Fassungen aus Edelmetallen sind nach Klasse XLIII zu behandeln.	
576.	Instrumente, nicht besonders benannte	1·70
577.	Meßwerkzeuge für den gewerblichen Gebrauch (Maßstäbe, Gliedermaßstäbe, Winkel-, Greif- und Lochzirkel, Drahtlehren u. dgl.):	per 100 *kg*
	a) Meterstäbe und Gliedermaßstäbe aus Holz	80·—
	b) andere	110·—
578.	Wagen und Wagenbestandteile, mit Ausnahme der zu Nr. 574 gehörigen Präzisionswagen:	
	a) Dezimal- und Brückenwagen	36·—
	b) andere	72·—
	Musikalische Instrumente:	
579.	Klaviere, Pianinos, Harmoniums u. dgl. Tasteninstrumente (mit Ausnahme der Orgeln)	110·—
580.	Kirchen- und andere Pfeifenorgeln	30·—
581.	Mund- und Ziehharmonikas	60·—
582.	Musikalische Instrumente, nicht besonders benannte	24·—
583.	Mechaniken zu Klavieren und Pianinos; Stimmen und Stimmplatten zu Harmoniums	48·—
	Anmerkung. Andere Bestandteile zu musikalischen Instrumenten (mit Ausnahme der Saiten, der einfachen Resonanzböden und der Metallrahmen für Klaviere und Pianinos) sind wie die betreffenden Instrumente zu behandeln. Resonanzböden und Metallrahmen sind nach Beschaffenheit zu verzollen.	
584.	Saiten:	
	a) Saiten aus Messing und anderen unedlen Metallen	24·—
	b) Stahlsaiten	38·—
	c) Darmsaiten	120·—
	d) übersponnene Saiten	120·—
	e) Seidensaiten	500·—
	Uhren:	
585.	Taschenuhren:	per Stück
	a) mit goldenen oder vergoldeten Gehäusen	2·40
	b) mit silbernen oder versilberten Gehäusen	1·20
	c) mit anderen Gehäusen	—·70

1907 Zoll in per

586. Gehäuse zu Taschenuhren:
a) goldene oder vergoldete . . . . . .
b) silberne oder versilberte . . . . . .
c) andere . . . . . .

Anmerkung. Mittelstücke von Uhrgehäusen (sogenannte Carrures) sind, auch wenn sie ohne Deckel eingehen, wie vollständige Gehäuse zu verzollen.

587. Uhrwerke zu Taschenuhren, auch Uhrwerkplatinen und Rohwerke (Ebauches) . . . . . .
588. Uhrfurnituren für Taschenuhren: per
a) weder versilbert noch vergoldet 1
b) versilbert oder vergoldet 2
589. Uhren und Uhrwerke, nicht besonders benannte; Uhrengestelle; Triebe mit eingesetzten Zapfen und aufgenieteten Rädern . . 2
590. Furnituren aller Art für Uhren der Nr. 589 1
591. Turmuhren und Turmuhrenbestandteile . . . . . .

XLV. Kochsalz.

592. Kochsalz, sowohl in unvermengtem Zustande (Stein-, Sud- und Meersalz), als auch gemengt mit anderen Stoffen (Viehsalz, Salzlaugen, Salzsoolen), insoweit solche Gemenge nicht in eine andere Nummer eingereiht sind . . . . . nur bes Bew

Anmerkungen.

1. Nebst dem Zolle ist für das der Verzollung zu Grunde gelegte Gewicht die Lizenzgebühr von *K* 20·— pro *q* zu entrichten.

2. Das k. k., beziehungsweise das kgl. ungarische Finanzministerium kann die zoll- und lizenzgebührenfreie Einfuhr von fremdländischem Salz zu Gewerbs-, Fabriks- und anderen industriellen Zwecken, für welche der Bezug einheimischen Fabrikssalzes nach den diesfälligen Vorschriften zulässig ist, unter den im Verordnungswege festzusetzenden Bedingungen und Kontrollen gestatten.

593. Kochsalz, chemisch reines (Chlornatrium chemice purum), dann feste kochsalzhaltige Quellenprodukte, zu Heil- und wissenschaftlichen Zwecken unter den im Verordnungswege festzusetzenden Bedingungen und Kontrollen . . . . . .
594. Salzsoolen und kochsalzhaltige Mutterlaugen zu Heilzwecken unter den im Verordnungswege festzusetzenden Bedingungen und Kontrollen . . . . . .
595. Meerwasser im natürlichen Zustande (d. i. nicht angereichert)

XLVI. Chemische Hilfsstoffe und chemische Produkte.

596. Grundstoffe (Elemente), besonders benannte:
a) Schwefel in Stücken und Stangen), auch gemahlen und Schwefelblüte; Phosphor; Antimon, metallisches (Antimon-Regulus, Spießglanz-Regulus); Quecksilber . . . . . .
b) Arsen, metallisches (Arsenik) . . . . . .
597. Oxyde und Basen, besonders benannte:
a) Ätzkali (kaustisches Kali, Kaliumhydroxyd), Ätznatron (kaustische Soda, Natriumhydroxyd), festes . . . . . .
b) Ätzkali- und Ätznatronlauge (wässerige Lösungen von Ätzkali und Ätznatron) . . . . . .

	Taxe en Kronen par 100 kg
c) Bariumhydroxyd (Ätzbaryt, kaustischer Baryt); Magnesia gebrannt (Magnesiumoxyd, chemisch reine)	1·20
d) Bariumsuperoxyd	12·—
e) Tonerde, künstliche (Tonerdehydrat, Aluminiumhydroxyd)	3·60
f) Arsenigsäure (Arsenitanhydrid)	1·20
g) Zinkweiß (weißes Zinkoxyd; Zinkgrau (graues Zinkoxyd)	9·60
h) Zinnoxyd, künstliches (Zinnasche)	24·30
i) Bleiasche	2·40
k) Bleiglätte in Schuppen und Stücken (Silber- und Goldglätte)	4·80
l) Bleiglätte, gemahlen, in Pulverform; Massicot und Mennige	9·60
m) Kohlensäure, verflüssigte	7·20
n) Ammoniakwasser (Gaswasser), angereichert	1·20
o) Salmiakgeist und Hirschhornsalz	3·60
p) Ammoniak, flüssiges (verflüssigtes Ammoniakgas)	24·50
q) Wasserstoffsuperoxyd	24·—

498. **Säuren, besonders benannte:**

a) Phosphorsäure, flüssige	frei
b) Salzsäure, Salpetersäure (Scheidewasser); Bisulfit, roher	1·20
c) Schwefelsäure (Schwefelsäurehydrat):	
1. nicht rauchende	2·—
2. rauchende	3·—
d) Borsäure:	
1. roh	frei
2. raffiniert	7·20
e) Oxalsäure (Zuckersäure, Kleesäure)	12·—
f) Flußsäure (Fluorwasserstoffsäure)	24·—

Salze und sonstige Verbindungen, besonders benannte:

499. **Kalium-, Natrium- und Ammoniumsalze, besonders benannte:**

a) Dungsalze (Kalirohsalze in ihrer natürlichen Zusammensetzung, sogenannte Abraumsalze und Abfallsalze, sowie Düngungsmittel, künstliche, aus Salzgemengen); Chlorkalium (salzsaures Kali); Chilisalpeter (Natronsalpeter); Borax, roh; Weinstein, roh; Weinhefe, trockene; Schlempekohle	frei
Anmerkung. Dungsalze dürfen nur in Gemäßheit der im Verordnungswege festgesetzten Vorschriften abgefertigt werden.	
b) Glaubersalz (Natriumsulfat, schwefelsaures Natron)	—·50
c) Kali, schwefelsaures (Duplikatsalz, Kaliumsulfat); Kali und Natron, zweifach schwefelsaures (Kalium- und Natriumhydrosulfat); Weinsteinpräparat; Pottasche (kohlensaures Kali, Kaliumkarbonat) bis zu einem Gehalte von 85% kohlensaures Kali	1·90
d) Soda (kohlensaures Natrium, Natriumkarbonat), roh oder kristallisiert	1·50
e) Pottasche mit einem Gehalte von mehr als 85% kohlensaures Kali; Wasserglas, festes	3·60
f) Soda, kalziniert; Wasserglas, flüssiges	2·40
g) Schwefelsaures und salzsaures Ammoniak (Ammoniumsulfat, Ammoniumchlorid, Salmiak)	3·60
h) Kalisalpeter (Kaliumnitrat)	4·80
i) Doppeltkohlensaures Kali und Natron (Kalium- und Natriumbikarbonat, Sodabikarbonata); Borax, raffiniert;	

1907

	Zoll in Kronen per 100 *kg*
Natriumsulfit, festes (schwefligsaures Natron); Natriumbisulfit, festes (doppeltschwefligsaures Natron), Natriumhyposulfit, festes (unterschweflisaures Natron)	7·20
k) Natriumnitrit; rohes mangansaures und übermangansaures Kali und Natron (Kalium- und Natriummanganat und Hypermanganat); oxalsaures Kali (Kleesalz); Weinstein, raffiniert; kohlensaures Ammoniak	9·60
l) Zweifach schwefligsaures Natron in wässeriger Lösung (Bisulfitlauge)	3·60
m) Chromsaures Kali und Natron (Kalium- und Natriumchromat, gelbes und Kalium- und Natrium-Bichromat, rotes); Ammoniak, essigsaures (Ammoniumazetat); Kalium-Kaliumazetat (essigsaures und holzessigsaures Kali); Natriumazetat (essigsaures und holzessigsaures Kali); Natriumazetat (essigsaures und holzsaures Natron)	14·50
n) Ferro- und Ferridzyan-Kalium, -Natrium (gelbes und rotes Blutlaugensalz); Ferrozyankalzium	20·—
o) Kalium- und Natronsulfid (Schwefelkalium und -Natrium), auch Schwefelleber; Ammoniumsulfid (Schwefelammonium); chlorsaures Kali und Natron (Kalium- und Natriumchlorat); phosphorsaures Natrium (Natriumphosphat)	24·—
600. Kalzium-, Strontium-, Barium- und Magnesiumsalze, besonders benannte:	
a) Zitronensaurer und weinsaurer Kalk; Chlormagnesium . .	frei
b) Strontiumkarbonat, künstliches; Strontiumhydroxyd (Ätzstrontian)	—·50
c) Chlorkalzium, unreines; Annaline (künstlicher schwefelsaurer Kalk), Schwefelbarium, rohes; künstlicher kohlensaurer Baryt (Bariumkarbonat)	1·20
d) Spodium (Knochenkohle)	2·40
e) Chlorkalk	3·60
f) Gaskalk	3·60
g) Glanzweiß, Barytweiß (künstlicher schwefelsaurer Baryt); Magnesiumsulfat (schwefelsaure Magnesia, Bittersalz) . .	7·20
h) Schwefligsaurer, doppeltschwefligsaurer und unterschwefligsaurer Kalk (Kalziumsulfit, -Bisulfit und -Hyposulfit), in festem Zustande	9·60
i) Schwefligsaurer, doppeltschwefligsaurer und unterschwefligsaurer Kalk in wässeriger Lösung	3·60
k) Holzessigsaurer Kalk	14·50
l) Kohlensaurer Kalk (Kalziumkarbonat), künstlicher; phosphorsaurer Kalk (Kalziumphosphat), künstlicher; Kalziumkarbid; salpetersaurer Strontian (Strontiumnitrat); Chlorbarium (Bariumchlorid); salpetersaurer Baryt (Bariumnitrat)	24·—
601. Aluminium-, Eisen-, Chrom-, Nickel- und Kobaltverbindungen, besonders benannte:	
a) Eisenbeizen aller Art; Eisenvitriol; Zaffer, Smalte, Streuglas	1·20
b) Alaune; schwefelsaure und salzsaure Tonerde (Aluminiumsulfat, Chloraluminium, Aluminiumchlorid)	3·60
c) Essigsaure und holzessigsaure Tonerde	14·50
d) Schwefeleisen (Eisensulfid), künstliches; Eisenchlorid (Eisensesquichlorid), festes; Nickelsulfat (schwefelsaures Nickeloxydul), auch Nickelammoniumsulfat (schwefelsaures Nickeloxydul), auch Nickelammoniumsulfat (schwefelsaures Nickelammoniak)	24·—
602. Kupfer-, Blei-, Zink- und Zinnverbindungen, besonders benannte:	

	Zoll in Kronen per 100 *kg* 1907
a) Kupfervitriol; Admonter Vitriol (gemischter Eisen- und Kupfervitriol)	3·60
b) Zinkvitriol	3·60
c) Grünspan	7·20
d) Bleiweiß	9·60
e) Holzessigsaures Blei; Zinnsalz (Zinnchlorür) und andere Zinnpräparate; schwefelsaures Bleioxyd (Bleisulfat), auch Bleisatz; Bleizucker; Bleiessig	14·50
f) Salpetersaures Kupferoxyd (Kupfernitrat); salpetersaures Bleioxyd (Bleinitrat); Zinkchlorid (Chlorzink); Schwefelzink, weißes; Lithopone, Griffithsweiß	24·—
3. Schwefel-, Selen-, Antimon- und Arsenverbindungen, besonders benannte:	
a) Spießglanz; Schwefelkohlenstoff	frei
b) Schwefelarsen (Arsenikschwefel, Operment, Realgar)	1·20
c) Selenschlamm	3·60
d) Chlorschwefel	24·—
4. Organische Verbindungen, besonders benannte:	
a) Glyzerin, roh	3·—
b) Glyzerin, raffiniert, d. i. wasserhell oder andersfarbig, aschefrei	12·—
c) Anilinöl; Nitrobenzol; Anthrazen, roh; Naphthalin, roh; Karbolsäure, roh	3·60
d) Pyridinbasen	24·—
e) Kresol (Kresolsäure, Mutterlauge von der kristallisierten reinen Karbolsäure)	9·60
f) Kreolin, Lysol und ähnliche Präparate	24·—
Sonstige chemische Hilfsstoffe und Produkte:	
5. Ruß, Kohlenpulver und gemahlene Schwärzen (mit Ausnahme der zu Nr. 600 *d* gehörigen gekörnten Knochenkohle)	4·—
6. Rußbister	6·—
7. Zubereitete Schwärzen	15·—
8. Schuhwichse:	
a) schwarz, nicht flüssig	12·—
b) andere, auch sogenannte Ledercreme	60·—
9. Kitte	7·—
10. Gelatine (gereinigte getrocknete tierische und vegetabilische Gallerte), auch gepulvert und Waren daraus	30·—
11. Leim aller Art, auch Hausenblase	14·50
12. Albumin und Albuminoide; Kasein, Kaseogomme	14·50
13. Stärke (auch Stärkemehl)	16·—
14. Stärkegummi (Dextrin, Leiogomme, Gommeline) und andere nicht besonders benannte Gummisurrogate; Kleister, Schlichte und ähnliche stärkemehlhaltige Klebe- und Appreturmittel	18·—
15. Preßhefe	55·—
Anmerkung. Dieser Zollsatz begreift den Branntweinsteuerzuschlag von der mit der Branntweinerzeugung verbundenen Preßhefeerzeugung in sich.	
616. Hefe, andere, mit Ausnahme der Weinhefe und der Preßhefe	24·—
Anmerkung. Samenhefe (Mutterhefe) für Brauereien unter den im Verordnungswege zu bestimmenden Bedingungen und Kontrollen	frei
617. Phosphate, mit Säuren aufgeschlossen (Superphosphate)	frei
618. Seifensurrogate, nicht parfümierte; Poliment; Putzpasten, nicht seifenhältige; Stärkeglanz	24·—

1907

	Zoll in Kronen per 100 *kg*
619. Kollodium, Chloroform, Methylalkohol (Holzgeist), Azeton, Essigsäure, konzentrierte	60·—
620. Äther:	
a) Äthyläther (Schwefeläther)	145·—
b) andere einfache, sowie alle zusammengesetzten, auch Önantäther:	
1. in Fässern	200·—
2. in anderen Umschließungen	300·—
621. Verflüssigte Gase, nicht besonders benannte	15·—
	vom Werte
622. Chemische Hilfsstoffe und Produkte, nicht besonders benannte	15%
Anmerkung. Ergibt sich bei Anwendung dieses Wertzollsatzes eine Zollbelastung, welche *K* 120·— per 100 *kg* übersteigt, so ist der Zoll nach diesem Satze von *K* 120·— einzuheben.	

XLVII. Firnisse, Farb-, Arznei- und Parfümeriewaren.

Firnisse:	per 100 *kg*
623. Ölfirnisse (ohne Zusatz von Harzen, Terpentin oder Mineralöl):	
a) in Fässern	12·—
b) in Blechkarnistern, Flaschen u. dgl.	24·—
624. Lackfirnisse (mit Zusatz von Harzen, Terpentin, Mineralöl oder Alkohol)	60·—
Farben:	vom Werte
625. Teerfarbstoffe	15%
Anmerkung.	
1. Ergibt sich bei Anwendung dieses Wertzollsatzes eine Zollbelastung, welche *K* 120·— per 100 *kg* übersteigt, so ist der Zoll nach diesem Satze von *K* 120·— einzuheben.	
	per 100 *kg*
2. Derivate der trockenen Destillation des Steinkohlenteers zur Weiterverarbeitung in der Teerfarbenfabrikation auf Erlaubnisschein unter den im Verordnungswege vorzuzeichnenden Bedingungen und Kontrollen	frei
626. Farben, nicht besonders benannte	24·—
627. Alle Farben in Zeltchen, Säckchen, Pasten, Tuben, Blasen, Näpfchen, Gläsern, Muscheln und Kasten	65·—
628. Tinten, Tintenpulver, Sigellack	24·—
629. Bleistifte, Farbstifte, Zeichenkreide, gefaßt und ungefaßt; Reißkohle, Tusche. flüssige wie feste	60·—
Arznei- und Parfümeriewaaren:	
630. Arzneiwaren, zubereitete, sowie alle durch ihre Inschriften, Etiketten, Umschläge u. dgl. sich als Arznei-, auch Tierheilmittel ankündigenden Stoffe; zu Heilzwecken vorgerichtete Watten und Verbandmittel	57·—
Anmerkung. Arzneiwaren, zubereitete, mit einem Alkoholgehalte von mehr als 15 Volumprozenten sind als versetzte gebrannte geistige Flüssigkeiten zu behandeln.	
631. Essige, Fette und Öle, parfümierte:	
a) in Umschließungen von 5 *kg* oder mehr	24·—
in Umschließungen unter 5 *kg*	180·—
632. Alkoholische aromatische Essenzen	300·—
633. Parfümeriewaaren (sowie alle durch Adjustierung, Etiketten, Gebrauchsanweisungen u. dgl. als Parfümeriewaren sich ankün-	

	Zoll in Kronen per 100 *kg* 1907
digenden, wohlriechenden Substanzen oder Gemenge); kosmetische Mittel:	
a) nicht alkoholhaltige (Schminken, parfümierte Puder, Haaröle, Pomaden, Zahnpasten, Räucherkerzchen) . . .	180·—
b) alkoholhaltige	300·—

XLVIII. Kerzen, Seifen und Wachswaren.

634. Pechfackeln	3·60
635. Unschlittkerzen	14·—
636. Kerzen und Fettfabrikate, nicht besonders benannte, aus Stearin, Walrat, Palmitin, Paraffin und sonstigen Fettstoffen	28·—
637. Seife:	
a) gemeine	12·—
b) feine, d. i. parfümierte oder in Täfelchen, Kugeln, Büchsen, Töpfen	36·—
638. Wachskerzen, Wachsfackeln, Wachsstöcke, Nachtlichte, Zündkerzchen	60·—
639. Waren aus bossiertem Wachs	120·—

XLIX. Zündwaren.

640. Zündwaren, gemeine, und zwar: Schwefelfäden, Zündhölzchen, Reibfidibus; Feuerschwamm, natürlicher, gebeizt; Feuerschwamm, künstlicher; Zunder (natürlicher und künstlicher); Zunderpapier	17·—
641. Feuerwerkskörper	72·—
642. Lunten (Zünd- und Sprengschnüre)	60·—
643. Patronenhülsen, Zündhütchen und Zündkapseln, leere, nicht gefüllt	100·—
644. Patronen, Zündhütchen und Zündkapseln mit Zündmasse, auch fertig adjustiert (geladen)	145·— nur gegen besondere Bewilligung
645. Schießmittel, andere (zum Schießen aus Feuerwaffen); Sprengmittel aus den Bestandteilen des Schießpulvers (Salpeter, Schwefel und Kohle)	145·— nur gegen besondere Bewilligung
646. Alle nicht unter der vorhergehenden Tarifnummer begriffenen Sprengmittel und Explosivstoffe	60·— nur gegen besondere Bewilligung

L. Literarische und Kunstgegenstände.

647. Bücher, Druckschriften, auch Kalender mit literarischen Beigaben, Zeitungen, Karten (wissenschaftliche), Musikalien, Papier, beschriebenes, Akten und Manuskripte	frei
648. Kupfer- und Stahlstiche, Steindrucke, Holzschnitte, Kunstdrucke in Farben u. dgl.; alle diese mit Ausnahme der zu Nr. 299 gehörigen Massenerzeugnisse der Bilddruckmanufaktur; Photographien	frei
649. Gemälde auf Holz oder unedlen Metallen, auf Leinwand oder Stein; Originalbilder und Zeichnungen auf Papier . . .	frei

1907

Zoll in Kronen per 100 *kg*

650. Bilddruckplatten aus unedlen Metallen, Stein oder Holz . . frei

651. Statuen (auch Büsten und Tierfiguren), sowie Basreliefs und Hautreliefs aus Steinen, in Stücken, schwerer als 5 *kg*; desgleichen Statuen, Büsten und Tierfiguren aus Metall oder Holz, jedoch mindestens in natürlicher Größe . . . . . frei

Anmerkungen.

1. Broschierte oder in Pappe oder Papier gebundene Bücher, Bilderwerke etc. oder auf Leinwand oder Pappe aufgezogene Karten und Bilder sind nach Nr. 647 und 648 zu behandeln. Bücher, Kalender, Bilder, Musiknoten etc. in Einbänden, ganz oder teilweise mit Geweben, Buchbinderleinwand, Wachstuch, Leder, Zelluloid etc. überzogen oder damit ausgestattet, sind nach Beschaffenheit des Einbandes zu verzollen.

Einbände, Mappen, Kartons u. dgl., in welche Bücher, Bilder etc. eingelegt oder eingeschoben sind, werden separat nach Beschaffenheit des Materiales behandelt.

2. Eingerahmte Bilder und Zeichnungen auf Papier (Nr. 648 und 649) sind nach Beschaffenheit des Materials der Rahmen zu behandeln. Bei Gemälden (Nr. 649) in Rahmen werden die letzteren separat nach ihrer Beschaffenheit verzollt; im Falle die Trennung untunlich erscheint, ist die Hälfte des Gesamtgewichtes nach Beschaffenheit des Rahmens zu verzollen.

LI. Abfälle.

652. Dünger, tierische und andere, auch künstliche Düngungsmittel (nicht aus Salzgemengen) mit Ausnahme der zur Nr. 617 gehörigen Superphosphate; Holz- und Kohlenasche; Knochen; Knochenasche; Knochenmehl; tote Knochenkohle, nur zu Dungzwecken verwendbar; Thomasschlacke und andere Schlacken; Späne von Hörnern und Klauen; Blut, flüssiges und eingetrocknetes; Tierflechsen; Fleischabfälle zu Dungzwecken; Rückstände von der Blutlaugensalzfabrikation; Ammoniakwasser (Gaswasser), nicht angereichert . . . . . frei

653. Kleie (auch Mandelkleie); Reisabfälle; Malzkeime; Spreu; Rückstände, feste, von der Fabrikation fetter Öle, auch gemahlen; Schlempe, Spülicht; Rübenschnitzel, ausgelaugte . . frei

654. Treber und Trester:

a) Weintreber und Weintrester . . . . . 15·—

Anmerkung. Dieselben zur Branntweinerzeugung auf Erlaubnisscheine unter den im Verordnungswege vorzuzeichnenden Bedingungen und Kontrollen . . . . . frei

b) andere . . . . . frei

655. Weinhefe, teigförmig . . . . . 5·—

Anmerkungen.

1. Dieselbe zur Branntweinerzeugung auf Erlaubnisscheine unter den im Verordnungswege vorzuzeichnenden Bedingungen und Kontrollen . . . . . frei

2. Flüssige Weinhefe ist als Wein zu verzollen.

656. Abfälle von der Glasfabrikation, auch Herdglas, Glas- und Tonscherben; Abfälle von Bade- und Pferdeschwämmen; Leimleder . . . . . frei

657. Lumpen (Hadern) und andere Abfälle zur Papierfabrikation, das ist leinene, baumwollene, seidene und wollene Lumpen, Papierabschnitzel (Papierspäne), Makulatur (beschriebene und

Zoll in Kronen per 100 *kg* 1907

bedruckte), alte Netze, altes Tauwerk und alte Stricke; Scharpie (gezupfte Leinwand); Hutabschnitte . . . . . frei

Anmerkung. Abfälle, die im Tarife nicht eigens angeführt sind und keine anderweitige Verwendung zulassen, werden wie die Rohstoffe, aus denen sie bestehen, behandelt.

Allgemeine Anmerkung zum Einfuhrzolltarif.

Für die zolltarifmäßige Beurteilung der Waren in Verbindung mit anderen Materialien werden, soweit diese Verbindungen im Sinne der Durchführungsvorschriften nicht außer Betracht zu bleiben haben oder im Tarife selbst über die Verbindung nicht besondere Bestimmungen getroffen sind, die zur Verbindung verwendeten Stoffe in drei Gruppen zusammengefaßt und im Tarife als feinste, feine und gewöhnliche Materialien bezeichnet.

Dieser Einteilung gemäß sind anzusehen:

a) als feinste Materialien: Elfenbein, Schildpatt, Perlmutter, Bernstein, Gagat (echt oder imitiert); Seidenwaren, Spitzen, Stickereien auf Textilwaren, künstliche Blumen und Blattwerk der Nummern 261 und 262; zugerichtete Schmuckfedern, Perückenmacherarbeiten und andere Arbeiten aus Menschenhaaren; Halbedelsteine, echt vergoldete oder versilberte unedle Metalle (auch derlei Eisen oder Stahl), echt vergoldete oder versilberte leonische Drähte oder Gespinste und Arbeiten aus denselben, sowie Arbeiten aus unechten leonischen Drähten und Gespinsten;

b) als feine Materialien: Kautschuk, Leder, nicht besonders benanntes Wachstuch, Wachsmusselin, Wachstaffet, Buchbinderleinwand; Bein oder Horn, künstliche Schnitzstoffe (mit Ausnahme von Imitationen der zu *a* gehörigen Stoffe); ornamentiertes, vernickeltes Eisen oder Stahl, fein gearbeitete (ornamentierte, vernickelte) unedle Metalle, Nickel, Aluminium; Meerschaum und dessen Imitationen, Lava, unechte leonische Drähte und Gespinste, andere Textilwaren (mit Ausnahme der unter *a* genannten und der zu den gewöhnlichen Materialien gehörigen Seilerwaren und groben Gewebe der Nummern 207 *a* 1, 216 *a* 1 und 217 *a*); Verbindungen mit Arbeiten aus bossiertem Wachs; Stickereien (nicht mit Seide) auf anderen Stoffen als Textilwaren;

c) als gewöhnliche Materialien alle jene, welche nicht unter *a* und *b* besonders genannt sind.

Die mit Edelmetallen montierten Gegenstände sind nach den besonderen Bestimmungen im Tarife abzufertigen, sofern sie nicht den Charakter von Waren der Klasse XLIII besitzen.

Zweiter Teil.

Ausfuhr.

58. Lumpen (Hadern) und andere Abfälle zur Papierfabrikation, das ist leinene, baumwollene, seidene und wollene Lumpen, auch mazerierte (Halbzeug, feste oder flüssige Papiermasse), Papierabschnitzel (Papierspäne), Makulatur (beschriebene und bedruckte), alte Netze, altes Tauwerk und alte Stricke 9·60

Alle anderen hier nicht aufgeführten Waren sind zollfrei.

1907 **Anlage B des Vertrages.**

Geschäftsordnung für das Schiedsgericht.

§ 1.

Vor Beginn des Verfahrens hat eine Verständigung beider Teile über die schriftliche Feststellung des Streitgegenstandes zu erfolgen. Diese Feststellung wird von jedem Teile den von ihm bestellten Schiedsrichtern und von beiden gemeinschaftlich dem Obmanne mitgeteilt.

§ 2.

Der Verständigung beider Teile bleibt es vorbehalten, ob noch vor dem Zusammentritte des Schiedsgerichtes auf schriftlichem Wege eine vorbereitende Mitteilung von auf den Tatbestand oder die Rechtsfrage bezüglichen Ausführungen oder von Aktenstücken, Beweisurkunden und sonstigen Behelfen an die Schiedsrichter und den anderen Teil erfolgen soll.

§ 3.

Jeder Teil veranlaßt, daß die von ihm bestellten Schiedsrichter sich zu der Verhandlung des Schiedsgerichtes rechtzeitig einfinden; die Einladung des Obmannes erfolgt gemeinschaftlich durch die Schiedsrichter.

§ 4.

Beide Teile können beim Schiedsgerichte besondere Vertreter als Vermittler zwischen ihnen und dem Schiedsgerichte und zur Wahrnehmung ihrer Rechte und Interessen bestellen.

Die Mitglieder des Schiedsgerichtes können Fragen an sie richten und Aufklärungen von ihnen verlangen.

Die Vertreter haben das Recht, Anträge zu stellen, Einwendungen vorzubringen und Zwischenfragen aufzuwerfen. Die über den Umfang dieser Berechtigung vom Schiedsgericht getroffenen Entscheidungen sind endgiltig und können zu keiner weiteren Diskussion Anlaß bieten.

§ 5.

Das Schiedsgericht entscheidet über die Sprache, deren es sich bedienen wird.

§ 6.

Auf Antrag eines Teiles oder auf Beschluß des Schiedsgerichtes geht der mündlichen Verhandlung ein Vorverfahren voraus.

Das Vorverfahren ist dazu bestimmt, daß die beabsichtigten auf den Tatbestand oder die Rechtsfrage bezüglichen

Ausführungen, sowie die zum Beweise vorzulegenden Aktenstücke, Beweisurkunden und sonstigen Behelfe den Schiedsrichtern und der Gegenpartei auf schriftlichem Wege mitgeteilt werden, soweit es nicht schon vorher auf Grund des § 2 geschehen ist. 1907

Diese Mitteilung erfolgt in der erforderlichen Zahl von Exemplaren oder Abschriften an den Obmann. Bei Aktenstücken und Urkunden genügt Abschrift der maßgebenden Stellen. Der Obmann stellt je ein Stück den Schiedsrichtern und dem anderen Teile zu.

Für die Mitteilung bestimmt das Schiedsgericht angemessene, den Zeitraum von vier Wochen regelmäßig nicht überschreitende Fristen.

§ 7.

Die mündliche Verhandlung dient der Erörterung der Beweisgründe der Parteien und ist nicht öffentlich. Sie wird vom Obmann geleitet. Dieser läßt durch einen oder mehrere Schriftführer, die er aus den dem Schiedsgerichte beigestellten Schreibkräften oder erforderlichenfalls aus anderen geeigneten Personen bestimmt, ein Protokoll aufnehmen, welches den wesentlichen Inhalt der Verhandlung wiederzugeben hat und von ihm sowie von den Schriftführern zu unterzeichnen ist. Vor Unterzeichnung soll den Schiedsrichtern sowie den Vertretern, die an der Verhandlung teilgenommen haben, Gelegenheit geboten werden, Abänderungen des Protokolls oder Zusätze zu beantragen, worüber — wenn keine Einigung erzielt werden kann — das Schiedsgericht entscheidet.

§ 8.

Die Vertreter sind befugt, in der mündlichen Verhandlung alle Rechtsbehelfe vorzubringen, die sie zur Verteidigung ihrer Sache für nützlich halten.

Hat jedoch ein Vorverfahren stattgefunden, so ist das Schiedsgericht befugt, die in diesem nicht vorgebrachten Aktenstücke, Beweisurkunden oder sonstigen Behelfe, welche ihm etwa ein Teil ohne Einwilligung des anderen nachträglich vorlegen will, von der Verhandlung auszuschließen.

§ 9.

Das Schiedsgericht kann von beiden Teilen die Vorlegung aller nötigen Aktenstücke, Beweisurkunden und sonstigen Behelfe verlangen und alle nötigen Aufklärungen fordern. Es ist befugt, Beweisaufnahmen aller Art vorzunehmen, insbesondere Zeugen und Sachverständige selbst zu vernehmen oder durch einen ersuchten Richter des betreffenden Staates vernehmen oder laden zu lassen.

1907

§ 10.

Der nach Schluß der mündlichen Verhandlung nach geheimer Beratung ergehende Schiedsspruch ist schriftlich abzufassen und mit Gründen zu versehen.

Er soll von den Mitgliedern des Schiedsgerichtes unterzeichnet werden. Ein in der Minderheit gebliebenes Mitglied darf bei der Unterzeichnung die Verweigerung seiner Zustimmung feststellen.

Lehnt ein Mitglied die Unterzeichnung ab oder ist es daran verhindert, so ist dieser Umstand von den anderen Mitgliedern unter dem Schiedsspruche zu beurkunden.

§ 11.

Der gefällte Schiedsspruch ist als solcher in der letzten Sitzung des Schiedsgerichtes durch dessen Obmann zu verkünden. Der Verkündigung können die Vertreter der beiden Teile beiwohnen.

Der Schiedsspruch ist jedenfalls in schriftlicher Ausfertigung zuzustellen. Die Zustellung erfolgt an die Vertreter beider Teile oder in deren Ermangelung an die letzteren selbst.

Gleichzeitig soll eine schriftliche Ausfertigung oder eine von dem Obmanne zu beglaubigende Abschrift der Protokolle zugestellt werden.

§ 12.

Das gehörig zugestellte schiedsgerichtliche Urteil entscheidet den Streitfall endgiltig und inappellabel.

§ 13.

Die Akten des Schiedsgerichtes sind demjenigen Teile, in dessen Gebiet das Schiedsgericht zusammengetreten ist, zur Verwahrung zu übergeben. Abschriften davon sind dem anderen Teile zu übersenden.

§ 14.

Beide Teile behalten sich vor, im einzelnen Falle die vorausgehenden Bestimmungen im gegenseitigen Einverständnis abzuändern oder zu ergänzen.

§ 15.

Dem Schiedsgerichte bleibt es vorbehalten, im Rahmen des Artikels XXIV des Vertrages, betreffend die Regelung der wechselseitigen Handels- und Verkehrsbeziehungen, zu den vorstehenden Bestimmungen und den etwaigen besonderen Vereinbarungen beider Teile ergänzende Bestimmungen über das Verfahren im konkreten Falle selbst zu treffen.

§ 16. 1907

Nach Vorschrift des Vertrages, betreffend die Regelung der wechselseitigen Handels- und Verkehrsbeziehungen, hat derjenige vertragschließende Teil, in dessen Gebiet das Schiedsgericht zusammentritt, für die Beistellung der Räumlichkeiten, der Schreibkräfte und des Dienstpersonals zu sorgen, deren das Schiedsgericht für seine Tätigkeit bedarf.

Abgesehen hiervon hat jeder Teil seine eigenen Kosten und die Hälfte der gemeinschaftlichen Kosten zu tragen.

Als eigene Kosten gelten unter anderem die Entschädigungen, die den Schiedsrichtern und den Vertretern jedes Teiles beim Schiedsgerichte, sowie den auf seinen Antrag vernommenen Zeugen und Sachverständigen für Reisen, Aufenthalt usw. zu gewähren sind.

Schlußprotokoll.

Anläßlich der Unterzeichnung des Vertrages betreffend die Regelung der wechselseitigen Handels- und Verkehrsbeziehungen zwischen den im Reichsrate vertretenen Königreichen und Ländern und den Ländern der heiligen ungarischen Krone wurden die folgenden Vereinbarungen in dieses Schlußprotokoll aufgenommen:

Zu Artikel I.

1. Die vertragschließenden Teile sind dahin übereingekommen, während der Dauer dieses Vertrages bei Handhabung der Bestimmungen des in der Anlage A enthaltenen Vertrags-Zolltarifes (Vertrags-Zolltarif der beiden Staaten der österreichisch-ungarischen Monarchie) im gegenseitigen Einvernehmen vorzugehen.

2. Der Ausdruck „Österreichisch-ungarisches Zollgebiet", der in den bisher abgeschlossenen Handelsverträgen Anwendung fand, sowie der Ausdruck „Vertrags-Zollgebiet" („Vertragszollgebiet der beiden Staaten der österreichisch-ungarischen Monarchie"), welcher in den mit der Geltungsdauer bis 1917 abzuschließenden Handelsverträgen Anwendung finden soll, bedeutet die von einer einheitlichen Zollgrenze umgebenen Gebiete der beiden vertragschließenden Teile.

Ebenso ist der den abgeschlossenen Verträgen zu Grunde liegende „österreichisch-ungarische Zolltarif", sowie der „Vertrags-Zolltarif" („Vertrags-Zolltarif der beiden Staaten der österreichisch-ungarischen Monarchie"), welcher den mit der Geltungsdauer bis 1917 abzuschließenden Handelsverträgen zugrundezulegen sein wird, mit dem für die im Reichsrate

1907 vertretenen Königreiche und Länder und mit dem für die Länder der heiligen ungarischen Krone geltenden autonomen Tarife identisch.

Zu Artikel III.

Die Verträge des Artikels III werden durch den gemeinsamen Minister des Äußern oder durch einen gemeinsamen Vertreter und durch je einen Vertreter der beiden Regierungen unterfertigt werden.

Zu Artikel IV.

Die beiden vertragschließenden Teile kommen überein, von dem in den Handelsverträgen mit dem Deutschen Reiche, Belgien, Italien, Rußland und der Schweiz vorgesehenen Rechte der Kündigung dieser Verträge auf den 31. Dezember 1915 einseitig keinen Gebrauch zu machen.

Sollte einer dieser Verträge von Seite des betreffenden fremden Staates auf den 31. Dezember 1915 gekündigt werden, so sollen die Handels- und Verkehrsbeziehungen mit diesem Staate, jedoch nur für die Zeit bis zum 31. Dezember 1917 geregelt werden.

Es wird ferner übereinstimmend festgestellt, daß die Kündigung von Verträgen ohne festen Ablauftermin für einen Zeitpunkt vor dem Ablauftermin dieses Vertrages auf Grund des im dritten Absatze des Artikels IV vorgesehenen Rechtes der einseitigen Kündigung von keinem der beiden Teile gefordert wird.

Zu Artikel VI.

Es herrscht Einverständnis darüber, daß jedem der beiden vertragschließenden Teile die volle Freiheit zusteht, Streckenzugsverkehre zwischen Einbruchsstellen des eigenen Verwaltungsgebietes nach eigenem Ermessen zu bewilligen oder derlei bestehende Verkehre aufzuheben.

Dagegen ist die Bewilligung oder Aufhebung von Streckenzugsverkehren zwischen Grenzzollämtern der beiden vertragschließenden Staaten an das vorhergehende Einverständnis der beiden Regierungen gebunden.

Zu Artikel VII.

Die beiden vertragschließenden Teile kommen überein, daß in Beziehung auf die laut Absatz 1 des Artikels VII nach gleichen Normen oder in möglichst übereinstimmender Weise zu verwaltenden Angelegenheiten bei Nichterzielung eines Einverständnisses in folgenden Gegenständen von der gleichartigen Regelung abgesehen werden kann:

a) in Betreff der Hafenpolizeiordnungen,

b) in Betreff der Seemannsordnung, insoweit sich diese auf 1907
das Dienstverhältnis der gesamten Schiffsbesatzungen bezieht.

Zu Artikel VIII.

Es wird übereinstimmend festgestellt, daß die beiden Regierungen hinsichtlich der subventionierten Schiffahrtsunternehmungen nach erfolgtem Einvernehmen zwischen diesen ein besonderes Übereinkommen auf paritätischer Grundlage schließen werden.

Die Flußschiffe des einen vertragschließenden Teiles, welche in dem Gebiete des anderen Lokalverkehre gegen staatliche Subvention betreiben, werden für die Dauer eines solchen Subventionsverhältnisses und in Ausübung dieses Dienstes neben ihrer nationalen Flagge auf Mast die Flagge des subventionierenden Staates am Heck führen.

Zu Artikel XIII.

I. Es besteht Einverständnis darüber, daß jedem Vertragsteile das Recht zusteht, mit Zustimmung der Regierung des anderen Vertragsteiles Viehsalz unter Wahrung des Grundsatzes zu verabfolgen, daß jedem Monopolsgebiete die Abgabe von dem in demselben zum Verbrauche gelangenden Salze gesichert wird.

II. Im Hinblick auf die durch die Brüsseler Zuckerkonvention geschaffene Sachlage wird behufs Regelung des Verkehrs mit versteuertem Zucker folgendes vereinbart:

Für die im Verkehre zwischen den beiden Staatsgebieten sowie mit Bosnien und der Hercegovina vorkommenden, dem Überweisungsverfahren unterliegenden Zuckersendungen wird vom 1. Jänner 1908 angefangen auf die Dauer der Wirksamkeit der Brüsseler Zuckerkonvention vom 5. März 1902, R. G. Bl. Nr. 25 vom Jahre 1903 (ungarischer Gesetzartikel II vom Jahre 1903), eine Gebühr im Ausmaße von 3 *K* 50 *h* pro 100 *kg* Reingewicht Konsumzucker und von 3 *K* 20 *h* pro 100 *kg* Reingewicht Rohzucker eingehoben.

Die einzuhebende Gebühr ist von dem Versender zu entrichten, bevor die Sendung von dem Versendungsamte abgefertigt wird und ist der Finanzverwaltung des Bestimmungsgebietes der Sendung auf Grund jährlicher Abrechnung zu erfolgen.

Die Gewichtsgrenze der dem Überweisungsverfahren nicht unterliegenden Zuckersendungen wird mit 5 *kg* festgesetzt.

Unter den von den beiden Finanzministern einvernehmlich festzusetzenden Modalitäten bleiben von der Entrichtung der Gebühr frei:

1. Die dem Überweisungsverfahren unterliegenden Transitosendungen.

1907 2. Außerdem für je ein Kalenderjahr:

a) im Verkehr aus den im Reichsrate vertretenen Königreichen und Ländern nach den Ländern der heiligen ungarischen Krone 225.000 *q* Zucker,

b) im Verkehre aus den Ländern der heiligen ungarischen Krone nach den im Reichsrate vertretenen Königreichen und Ländern 50.000 *q* Zucker.

3. Die im Überweisungsverfahren nach Bosnien und der Hercegovina abgefertigten Zuckersendungen bis zu der von den beiden Finanzministern einvernehmlich für je ein Kalenderjahr festzusetzenden Maximalmenge. Von dieser jeweilig festgesetzten Maximalmenge dürfen aus den im Reichsrate vertretenen Königreichen und Ländern ein Drittel, aus den Ländern der heiligen ungarischen Krone zwei Drittel abgefertigt werden.

Zu Artikel XV.

Es besteht Einverständnis darüber, daß die Bestimmungen des Artikels XV über den Gewerbebetrieb auf das Apothekergeschäft und das Handelsmäkler(Sensalen)geschäft keine Anwendung zu finden haben.

Zu Artikel XVII.

Zu Punkt 2. Die beiden Regierungen werden Vorsorge treffen, damit zur Hintanhaltung unlauteren Wettbewerbes in beiden Staaten dem Wesen nach übereinstimmende Grundsätze in Geltung treten.

Zu Punkt 3 Alinea 1 wird festgestellt, daß unter einheimischen Marken im Sinne dieses Punktes auch Marken von Unternehmungen verstanden werden, welche von österreichischen oder ungarischen Staatsangehörigen in einem Konsularjurisdiktionsgebiete betrieben werden.

Das im Sinne des Punktes 3, Absatz 3, an die Zentralstelle des anderen Staates zu übersendende Musterexemplar wird hinsichtlich der für die Hinterlegung vorgeschriebenen Form keinen anderen als den für die Hinterlegung im eigenen Staate zur Anwendung gelangenden Vorschriften unterliegen.

Unter der im Punkte 3, Absatz 5 lit. *b*, angeführten Klage auf Löschung einer Marke wegen Vorgebrauchs wird eine an die in § 4 der Markenschutznovelle vom 30. Juli 1895, R. G. Bl. Nr. 108 (ungarischer Gesetzartikel XLI vom Jahre 1895), gekennzeichneten Voraussetzungen gebundene Klage verstanden.

Zu Punkt 5. Hinsichtlich des Gebrauches des kaiserlichen Adlers und des Wappens der Länder der heiligen ungarischen Krone seitens der k. und k. Hoflieferanten besteht Einverständnis, daß der gleichzeitige Gebrauch dieser Zeichen,

wenn er in einer der Parität entsprechenden Weise erfolgt, 1907
weder zur Verweigerung der Registrierung einer Marke noch zur Beanstandung einer Warenausstattung oder geschäftlichen Kundgebung im Verkehr Anlaß bieten wird. Waren und geschäftliche Kundgebungen, welche mit einer dem Erfordernisse der paritätischen Anbringung der gedachten Zeichen nicht entsprechenden Ausstattung versehen sind, können noch binnen zwei Jahren nach dem Inkrafttreten dieses Vertrages in Verkehr gebracht werden.

Durch vorstehende Bestimmungen wird der Gebrauch des kaiserlichen Adlers für sich allein durch k. und k. Hoflieferanten und sonstige hierzu berechtigte Unternehmer österreichischer Staatsangehörigkeit sowie anderseits der Gebrauch des Wappens der Länder der heiligen ungarischen Krone für sich allein durch k. und k. Hoflieferanten und sonstige hierzu berechtigte Unternehmer ungarischer Staatsangehörigkeit nicht berührt.

Die im Punkt 6, Alinea 2 und 3 dieses Artikels erwähnten Rechtsmittel gelten, unbeschadet ihrer sonstigen Erfordernisse, auch dann als rechtzeitig eingebracht, wenn sie binnen der Rechtsmittelfrist bei der die Zustellung vermittelnden Behörde eingereicht werden. Diese Behörde hat die betreffende Eingabe binnen acht Tagen nach dem Einlangen der zuständigen Behörde des anderen Staates zu übersenden.

Das zwischen beiden Teilen bestehende Urheberrechtsübereinkommen vom Jahre 1887, das sich nach der übereinstimmenden Auffassung beider Teile auch auf die Urheber von Werken der Photographie und deren Rechtsnachfolger, die Verleger inbegriffen, erstreckt, kann während der Dauer dieses Vertrages nur dann gekündigt werden, wenn die Bestimmungen der Berner Konvention zum Schutze des Urheberrechtes im Verhältnisse zwischen beiden Teilen Wirksamkeit erlangen sollten.

Zu Artikel XVIII.

Es wird übereinstimmend festgestellt, daß den in Absatz 3 des Artikels XVIII dieses Vertrages bezeichneten internationalen Übereinkommen auch die in Artikel 19 des Weltpostvertrages vorgesehenen Spezialübereinkommen über den Austausch von Briefen und Schachteln mit Wertangabe, von Postanweisungen, von Postpaketen, über den Postauftragsdienst sowie über die Vermittlung von Abonnements auf Zeitungen und periodische Druckschriften durch die Post gleichzuhalten sind.

Zu Artikel XIX.

Die Versicherungsgesellschaften sind bei Ausdehnung ihres Geschäftsbetriebes auf das Gebiet des anderen vertrag-

1907 schließenden Teiles auf die dort nach den gegenwärtig bestehenden oder in Hinkunft zu erlassenden Vorschriften gesetzlich zulässigen Geschäfte beschränkt.

Es besteht Übereinstimmung darüber, daß der Zulässigkeit eines Geschäftsbetriebes in beiden Gebieten durch die Vorschriften der betreffenden Staaten insofern Grenzen gesetzt sind, als in einem Gebiete verbotene Geschäfte in diesem durch Gesellschaften des anderen Gebietes nicht betrieben werden dürfen, mag auch in ihrem Heimatstaat ein solches Verbot nicht bestehen.

Zu Artikel XXI.

Um den im Artikel XXI des Vertrages gewährleisteten Schutz des Tokajer Weines wirksam zu gestalten, verpflichtet sich die Regierung der im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder, die in den §§ 4 und 7 des Gesetzes vom 12. April 1907, R. G. Bl. Nr. 210, vorgesehene Beschränkung in Betreff des Verkehres mit Süß(Dessert)weinen strengstens zu handhaben und in der Durchführung dieser Bestimmung keinerlei Erleichterung Platz greifen zu lassen.

Bei der Reform des Geschäftsverkehres der Budapester Warenbörse wird sich die königlich ungarische Regierung von dem Gesichtspunkte leiten lassen, daß Börsegeschäfte, welche einen unreellen Charakter, insbesondere einen solchen von Spielgeschäften an sich tragen, hintanzuhalten sind, und daß das Betreiben von Börsegeschäften, jedoch ohne die Einführung eines Registrierungszwanges, auf den Kreis der hierzu Berufenen beschränkt werde.

Spezialbestimmungen.

I.

Erfolgt die Verlängerung des Privilegiums der Österreichisch-ungarischen Bank nicht und erlischt daher der Münz- und Währungsvertrag vom Jahre 1892, so sind die wechselseitigen staatsfinanziellen Leistungen und Verbindlichkeiten derart zu erfüllen, beziehungsweise abzurechnen, daß die in den Währungsgesetzen vom 2. August 1892, R. G. Bl. Nr. 126 (ungarischer Gesetzartikel XVII vom Jahre 1892), festgesetzte Münzeinheit, das ist die Goldkrone per $0{\cdot}30\dot{4}87\dot{8}$ *g* fein als Maßstab zugrunde zu legen ist.

Derselbe Grundsatz hat auch auf jene staatlichen Gefälle und sonstigen Leistungen an den Staat Anwendung zu finden, in Beziehung auf welche eine vertragsmäßige Regelung zwischen den beiden Staaten besteht.

II. 1907

Beide Regierungen kommen überein, daß die an einer österreichischen Börse kotierten ungarischen Staatsschuldverschreibungen, sowie die an der Budapester Börse kotierten österreichischen Staatsschuldverschreibungen, mit Ausnahme jedoch der künftig etwa zu emittierenden Prämienanleihen, gegenseitig auch im Gebiete des anderen vertragschließenden Staates zur Anlage von Geldern der Sparkassen und der Versicherungsanstalten aller Art, soweit es sich nicht um an Mündelsicherheit gebundene Anlagen handelt, sowie zur Verwendung für Geschäftskautionen in allen Zweigen der Staatsverwaltung und zur Kautionsleistung im gerichtlichen Verfahren als geeignet behandelt werden sollen.

Diese Bestimmung hat nur für den Fall der Verlängerung des Privilegiums der Österreichisch-ungarischen Bank, und zwar vom Zeitpunkte der Allerhöchsten Sanktion der betreffenden Gesetze bis zum Ablaufe dieses Vertrages zu gelten.

Das vorstehende Schlußprotokoll bildet einen integrierenden Bestandteil des Vertrages, zu welchem es gehört und tritt gleichzeitig mit diesem in Kraft.

Budapest, den 8. Oktober 1907.

Beck m. p.
Korytowski m. p.
Auersperg m. p.
Fořt m. p.
Derschatta m. p.
Wekerle m. p.
Kossuth m. p.
Darányi m. p.

II.

Übereinkommen, welches über die Vermeidung von Doppelbesteuerungen solcher Unternehmungen, die ihren Geschäftsbetrieb auf beide Staaten ausdehnen, sowie über einige andere Angelegenheiten der direkten Besteuerung zwischen dem Finanzminister der im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder einerseits und dem Finanzminister der Länder der heiligen ungarischen Krone anderseits abgeschlossen worden ist.

Vorbehaltlich der nach den beiderseitigen Gesetzgebungen erforderlichen Genehmigung durch die gesetzgebenden Faktoren wird hiermit folgendes festgesetzt:

1907

Erster Abschnitt.

In Betreff der Ersten k. k. privilegierten Donau-Dampfschiffahrtsgesellschaft und der Ungarischen Fluß- und Seeschiffahrtsgesellschaft, dann anderer Dampfschiffahrtsunternehmungen auf der Donau.

§ 1.

Die Ermittlung der Besteuerungsgrundlage für die Erste k. k. privilegierte Donau-Dampfschiffahrtsgesellschaft hat nach den Steuergesetzen der im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder, die Ermittlung der Besteuerungsgrundlage für die Ungarische Fluß- und Seeschiffahrts-Aktiengesellschaft nach den in den Ländern der heiligen ungarischen Krone geltenden Steuergesetzen durch die Steuerbehörden am Sitze der betreffenden Gesellschaften zu erfolgen.

§ 2.

Behufs Teilung der so ermittelten Besteuerungsgrundlage werden drei Strecken unterschieden, und zwar:

a) die österreichische von Passau bis Dévény (Theben),
b) die ungarische von Dévény (Theben bis Orsova mit Einschluß der ungarischen Nebenflüsse der Donau) und
c) die ausländische.

§ 3.

Als Maßstab, nach welchem die ermittelte Besteuerungsgrundlage auf diese drei Strecken aufzuteilen ist, haben die auf jeder dieser Strecken erzielten Bruttoeinnahmen zu dienen, welche daher von den Gesellschaften für jede dieser Strecken abgesondert an die Steuerbehörde ihres Sitzes nachzuweisen sind.

Als Bruttoeinnahmen gelten die aus dem Verkehre zwischen Plätzen der betreffenden Strecke erzielten Einnahmen und die nach dem Längenverhältnisse auf die betreffende Strecke entfallende Quote der aus dem Transitoverkehre erzielten Einnahmen.

§ 4.

Die dieser Art ermittelte Besteuerungsgrundlage für die Strecke sub *b)* der Ersten k. k. privilegierten Donau-Dampfschiffahrtsgesellschaft wird sohin behufs Vorschreibung der Steuer nach den Steuergesetzen der Länder der heiligen ungarischen Krone an den königlich ungarischen Finanzminister, die Besteuerungsgrundlage für die Strecke sub *a)* der Ungarischen Fluß- und Seeschiffahrts-Aktiengesellschaft aber behufs Vorschreibung der Steuer nach den Steuergesetzen der im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder an den Finanzminister der im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder mitgeteilt werden.

Insoweit die nach dieser Besteuerungsgrundlage in den 1907
im Reichsrate vertretenen Königreichen und Ländern entfallende Steuer geringer sein sollte, als die gemäß § 100, Absatz 2 ff., des Gesetzes vom 25. Oktober 1896, R. G. Bl. Nr. 220, vorzuschreibende Minimalsteuer, ist diese letztere Steuer vorzuschreiben; für die Ermittlung des Anlagekapitals im Sinne des § 100, Absatz 4, des zitierten Gesetzes hat der im vorstehenden § 3 festgesetzte Teilungsmaßstab zu gelten.

§ 5.

Im übrigen haben die Bestimmungen des § 12, Absatz 5, 6, 7, sowie die §§ 14, 15 und 16 des nachfolgenden Abschnittes dieses Übereinkommens auch auf die Besteuerung der genannten beiden Donau-Dampfschiffahrtsgesellschaften Anwendung zu finden.

§ 6.

Die in den vorstehenden §§ 1 bis 5 enthaltenen Bestimmungen sollen auch auf etwa neu entstehende österreichische oder ungarische Dampfschiffahrtsunternehmungen auf der Donau, welche ihren Geschäftsbetrieb auf beide Staaten ausdehnen, sinngemäße Anwendung finden.

Ausländische Dampfschiffahrtsunternehmungen auf der Donau, welche einen Geschäftsverkehr zwischen Orten der in § 2, lit. *a)* und *b)* bezeichneten Strecke ausüben, werden in jedem der beiden Staaten selbständig zur Besteuerung herangezogen werden, wobei behufs Ermittlung der Besteuerungsgrundlage der im § 3 bezeichnete Maßstab zur Anwendung zu gelangen hat.

Zweiter Abschnitt.

In Betreff anderer Erwerbsunternehmungen, welche ihren Geschäftsbetrieb auf beide Staaten ausdehnen.

§ 7.

Wird der Betrieb einer Unternehmung von den in dem einen Staatsgebiete gelegenen Betriebsstätten aus auf das andere Staatsgebiet ausgedehnt, ohne daß dortselbst Betriebsstätten errichtet werden, so hat die Besteuerung lediglich dort stattzufinden, wo sich die Betriebsstätten befinden.

§ 8.

Halten Unternehmungen in beiden Staatsgebieten Betriebsstätten, so sind dieselben im allgemeinen selbständig nach den Steuergesetzen des Betriebsortes und daher unter gleichen Verhältnissen niemals höher als einheimische zu besteuern; zu diesem Behufe sind auch die Betriebsmerkmale,

1907 beziehungsweise die Einnahmen und Ausgaben dieser Betriebsstätten soweit als möglich getrennt nachzuweisen.

§ 9.

Soweit jedoch Einnahmen oder Ausgaben vorkommen, welche den Betriebsstätten in beiden Staatsgebieten gemeinsam sind, werden dieselben nach einem angemessenen Schlüssel aufzuteilen sein.

Als solcher hat bei Unternehmungen, die auf gewerbliche Produktion gerichtet sind, rücksichtlich gemeinsamer Einnahmen in der Regel das in den einzelnen Betriebsstätten verwendete Anlage- und Betriebskapital zu dienen, während die Verteilung gemeinsamer Ausgaben regelmäßig nach Verhältnis der in den einzelnen Betriebsstätten erzielten und der auf dieselben nach vorstehender Bestimmung aufgeteilten Einnahmen zu erfolgen hat. Doch steht es den beiderseitigen Finanzministern frei, sich erforderlichenfalls auf einen anderen Verteilungsmaßstab zu einigen.

Diese Bestimmungen finden auch auf Handelsunternehmungen mit der Maßgabe Anwendung, daß Einnahmen, welche aus dem Verkaufe der von einer in dem anderen Staatsgebiete gelegenen Betriebsstätte angekauften Waren erzielt werden, sowie die diesen Einnahmen entsprechenden Ausgaben auf die beteiligten Betriebsstätten regelmäßig zu gleichen Teilen aufzuteilen sind.

§ 10.

Als Betriebsstätten sind insbesondere Verkaufskontore und Fabriksniederlagen anzusehen, welche von dem durch sie erzielten Handelsgewinn nach demselben Verhältnisse zu besteuern sind, welches für die gleiche Erzeugnisse verschleißenden steuerpflichtigen Parteien im eigenen Staatsgebiete zur Anwendung gelangt.

Als Verkaufskontor ist das Halten eines Bureaus, beziehungsweise auch nur eines stabilen Angestellten des Unternehmens zum Behufe der Vermittlung von Verkäufen der eigenen Erzeugnisse, als Niederlage das Halten eines Warenlagers in eigenen Lokalitäten zum Behufe des Verkaufes dieser Waren durch Bedienstete des Unternehmens anzusehen.

Hingegen ist das Halten eines Lagers seitens eines selbständigen Agenten in von ihm gemieteten Lokalitäten sowie das Übergeben von Waren in Kommission an einen als Kommissionär oder Eigenhändler etablierten Kaufmann, endlich der Verkauf aus in den Lagerräumen der Transportanstalten und Spediteure unterhaltenen Lagern — soweit dieser Verkauf nicht durch ein eigenes Verkaufskontor vermittelt wird —

dem Halten einer Betriebsstätte nicht gleichzuhalten; ebenso- 1907
wenig wird das Suchen von Bestellungen im Umherreisen durch den Geschäftsinhaber oder in seinen Diensten stehende Handelsreisende nur unter Mitführung von Mustern, sowie die Lieferung von Waren auf Grund solcher Bestellungen in jenem Staatsgebiete, in welchem die Erwerbsunternehmung eine Betriebsstätte nicht besitzt, eine Besteuerung dieser Erwerbsunternehmung zur Folge haben; dasselbe gilt für Warenlieferungen auf Grund von Bestellungen, welche durch selbständige Agenten — auch wenn sie mit Mustern oder einem dem vorstehenden entsprechenden Lager versehen sind — vermittelt oder ohne eine solche Vermittlung vom Käufer unmittelbar beim Verkäufer durchgeführt wurden.

§ 11.

Die Besteuerung der im vorstehenden Paragraphen erwähnten Agenten, Kommissionäre und Eigenhändler wird durch die Bestimmungen des vorliegenden Übereinkommens nicht berührt, erfolgt vielmehr nach den Steuergesetzen ihres Betriebsortes von dem Gewinne, der sich für sie aus diesem Warenumsatze ergibt.

§ 12.

1. Bezüglich der Kreditinstitute und Assekuranzgesellschaften — mit Ausnahme der auf dem Prinzipe der Wechselseitigkeit beruhenden Versicherungsgesellschaften —, welche in einem der beiden Staatsgebiete bestehen und außer ihrem statutenmäßigen Stammsitze handelsgerichtlich zu protokollierende Filialen oder Zweigniederlassungen in dem anderen Staatsgebiete haben, wird das Übereinkommen getroffen, daß diese Filialen in ihrem Standorte auf Grund der im Sinne der nachfolgenden Bestimmungen ermittelten steuerbaren Reinerträgnisse abgesondert besteuert werden sollen.

2. Die Ermittlung und Feststellung der steuerbaren Reinerträgnisse der vorerwähnten Unternehmungen sowie ihrer Filialen und Zweiganstalten im anderen Staatsgebiete wird von den Steuerbehörden desjenigen Staates, in welchem sich der Sitz der Unternehmung befindet, nach den Gesetzen eben dieses Staates vorgenommen.

3. Insofern bei der zum Behufe der Erhebung der steuerbaren Reinerträgnisse der Filialen vorzunehmenden Teilung der Auslagen für die Filialen und für die Mutteranstalt solche Auslagen vorkommen, welche für die Filialen und die Mutteranstalt gemeinsam gemacht und speziell für jede derselben nicht nachgewiesen werden können, sind diese Auslagen im Verhältnisse der Bruttoeinnahmen zu teilen. In jenen Fällen aber, wo die Feststellung der steuerbaren Reinerträgnisse der

1907 Filialen oder Zweiganstalten besondere Schwierigkeiten darbieten würde, ist das gesamte steuerbare Reinerträgnis der Unternehmung auf die Hauptunternehmung und die Filialen in demselben Verhältnisse aufzuteilen, in welchem das besonders nachzuweisende Bruttoerträgnis der Filialen zu dem Bruttoerträgnisse der Hauptunternehmung selbst steht.

4. Die Operate dieser Ermittlung werden sich die beiden Finanzminister gegenseitig mitteilen.

5. Von der auf diese Art für die Zweiganstalt ermittelten Besteuerungsgrundlage — eventuell dem gesetzlich vorgeschriebenen Durchschnitte solcher Besteuerungsgrundlagen — ist sodann die Steuer samt allen Zuschlägen in jenem Ausmaße zu bemessen, welches sich nach den Steuergesetzen im Staatsgebiete der Zweiganstalt ergibt. Insoweit jedoch die nach dieser Besteuerungsgrundlage in den im Reichsrate vertretenen Königreichen und Ländern entfallende Steuer geringer sein sollte als die gemäß § 100, Absatz 2 ff. des Gesetzes vom 25. Oktober 1896, R. G. Bl. Nr. 220, vorzuschreibende Minimalsteuer ist diese letztere Steuer vorzuschreiben; für die Ermittlung des Anlagekapitals im Sinne des § 100, Absatz 4, des zitierten Gesetzes hat der im vorstehenden Absatz 3 festgesetzte Teilungsmaßstab zu gelten.

6. Allfällige Einwendungen gegen die Feststellung der Besteuerungsgrundlage sind von dem betreffenden Finanzminister dem Finanzminister des anderen Staates mitzuteilen; vor Austragung dieser Verhandlung darf eine Steuerbemessung auf Grund eines von dem übermittelten Teilungsentwurfe abweichenden Maßstabes nicht stattfinden. Die Verständigung des Steuerpflichtigen durch die Steuerbehörde, daß solche Einwendungen erhoben worden sind, unterbricht die Verjährung des Bemessungsrechtes.

7. Gegen die Besteuerungsgrundlage kann ein Rechtsmittel nur in dem Staate, in welchem die Besteuerungsgrundlage ermittelt wird, nach den dort geltenden gesetzlichen Bestimmungen ergriffen werden.

Änderungen der Besteuerungsgrundlage in dem sie ermittelnden Staate haben entsprechend Rückwirkung auf die Besteuerung im anderen Staatsgebiete.

8. Speziell für wechselseitige Versicherungsgesellschaften werden die Steuerbehörden der im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder jene Momente, welche den Steuerbehörden in den Ländern der heiligen ungarischen Krone die Ermittlung des Reinertrages ermöglichen, feststellen, wohingegen letztere Steuerbehörden die Jahresnettoprämien (abzüglich des Bonus) für die einzelnen Betriebstätten in den im Reichsrate vertretenen Königreichen und Ländern erheben werden.

§ 13. 1907

Hinsichtlich der übrigen Unternehmungen findet die Verfassung von Teilungsentwürfen nicht statt, vielmehr hat die Veranlagung von den Steuerbehörden des Staates, in welchem sich die Betriebsstätten befinden, nach den in §§ 8, 9, 10 ausgesprochenen Grundsätzen selbständig zu geschehen. Soweit hierbei jedoch Umstände in Frage kommen, welche für die Steuerpflicht der Betriebsstätte von besonderem Belange sind oder auf die Festsetzung, beziehungsweise Aufteilung eines das Gesamtunternehmen, beziehungsweise die Betriebsstätten im anderen Staatsgebiete betreffenden Faktors Bezug haben, wird über Verlangen des Steuerpflichtigen zwecks Feststellung dieser Umstände die Mitwirkung der anderseitigen Finanzverwaltung in Anspruch genommen, beziehungsweise deren Äußerung eingeholt werden.

Die beiderseitigen Finanzverwaltungen sind auch berechtigt, derartige Erhebungen und Äußerungen von Amts wegen zu veranlassen; sie werden sich in dieser Beziehung bereitwillig Rechtshilfe leisten.

§ 14.

Über Aufforderung der Steuerbehörde ist ein im Inlande wohnender Machthaber zu bestellen, welcher sohin die zur Besteuerung der inländischen Betriebsstätte nach den Gesetzen des betreffenden Staates erforderlichen Steuererklärungen abzugeben, innerhalb der bestehenden gesetzlichen Vorschriften abverlangte nähere Aufklärungen über die Betriebsverhältnisse der inländischen Betriebsstätte zu liefern und Zustellungen rechtswirksam entgegenzunehmen hat.

§ 15.

Alle auf Grund dieses Übereinkommens zu führenden Korrespondenzen sind durch die beiderseitigen Finanzminister zu vermitteln.

§ 16.

Alle auf Grund dieses Übereinkommens zu pflegenden Erhebungen zur Feststellung der Besteuerungsgrundlage für Betriebsstätten im anderen Staatsgebiete sind in jeder Beziehung den Erhebungen zur Feststellung der Besteuerungsgrundlage inländischer Betriebstätten gleichzuhalten.

Dritter Abschnitt.

In Betreff der Vermeidung einiger Fälle von Doppelbesteuerungen.

§ 17.

Ungarische Staatsangehörige, welche in den im Reichsrate vertretenen Königreichen und Ländern am Allerhöchsten

1907 Hofe, in den gemeinsamen Ministerien und dem gemeinsamen Obersten Rechnungshofe oder bei dem kgl. ungarischen Ministerium am Allerhöchsten Hoflager in Wien angestellt sind oder im gemeinsamen Heere oder in der Kriegsmarine dienen, sind rücksichtlich ihres aus den Ländern der heiligen ungarischen Krone fließenden Einkommens der Rentensteuer und der Personaleinkommensteuer nicht zu unterziehen.

Hingegen werden auch Staatsangehörige der im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder, welche sich in den Ländern der heiligen ungarischen Krone in analogen Stellungen befinden, rücksichtlich des ihnen aus den im Reichsrate vertretenen Königreichen und Ländern zufließenden Einkommens zur Kapitalzinsen- und Rentensteuer und dem allgemeinen Einkommensteuerzuschlage in den Ländern der heiligen ungarischen Krone nicht herangezogen werden.

Desgleichen unterliegen auch der Ehegatte und minderjährige Kinder dieser Personen, welche im gemeinsamen Haushalte mit ihnen leben, hinsichtlich der ihnen aus dem anderen Staatsgebiete zufließenden Rentenbezüge nicht der Renten-, beziehungsweise Kapitalzinsen- und Rentensteuer.

§ 18.

Dienstbezüge, einschließlich der Pensionen, welche aus Staats-, Hof-, Länder-, Komitats-, Stadt-, Bezirks- oder Gemeindekassen zur Auszahlung gelangen, werden nur zu Gunsten und nach den Steuergesetzen jenes Staates der Besteuerung unterzogen, aus welchem die Zahlung erfolgt.

Anderweitige Dienstbezüge unterliegen der Besteuerung am Wohnsitze der Empfänger.

§ 19.

Zinsen von Kapitalien, welche seitens einer der öffentlichen Rechnungslegung unterworfenen Unternehmung in dem anderen Staatsgebiete als jenem ihres Sitzes eloziert wurden, werden in diesem anderen Staatsgebiete der Kapitalzinsen- und Rentensteuer, beziehungsweise der Rentensteuer nicht unterzogen und lediglich durch die für die Unternehmung am Sitze derselben zu bemessende Steuer getroffen werden.

Vierter Abschnitt.

Schlußbestimmungen.

§ 20.

Mit dem Beginne der Wirksamkeit des gegenwärtigen Übereinkommens treten rücksichtlich der unter dieses Übereinkommen fallenden Steuerpflichtigen alle mit diesem Über-

einkommen im Widerspruche stehenden steuergesetzlichen 1907
Bestimmungen außer Wirksamkeit; dies gilt insbesondere auch von dem durch das Gesetz vom 28. Juli 1871, R. G. Bl. Nr. 89 (Gesetzartikel XVII vom Jahre 1870), genehmigten Übereinkommen d. d. $\frac{\text{Buda, 18. Dezember 1869}}{\text{Wien, 7. Jänner 1870}}$ sowie von dem durch das Gesetz vom 11. April 1873, R. G. Bl. Nr. 54 (Gesetzartikel XIII vom Jahre 1873), genehmigten Übereinkommen d. d. 28. März 1871.

§ 21.

Dieses Übereinkommen ist vom 1. Jänner 1908 an wirksam.

Die beiden Finanzminister sind jedoch ermächtigt, Steuern, welche die in diesem Übereinkommen geregelten Fälle betreffen, auch für frühere Jahre zur Abschreibung zu bringen, sofern diese Steuern bei Anwendung der Grundsätze des vorliegenden Übereinkommens nicht vorzuschreiben gewesen wären.

§ 22.

Jedem der beiden Finanzminister bleibt die Kündigung dieses Übereinkommens, und zwar in der Weise vorbehalten, daß sich dieselbe entweder auf den gesamten Inhalt oder aber auch nur auf einzelne Abschnitte dieses Übereinkommens erstrecken kann.

Falls die Kündigung dieses Übereinkommens vor dem 1. September eines Jahres erfolgt, verliert dasselbe bereits für das dem Kalenderjahre der Kündigung nächstfolgende Jahr seine bindende Kraft.

Findet die Kündigung nach dem genannten Zeitpunkte statt, so soll das Übereinkommen erst vom zweitfolgenden Kalenderjahre angefangen als aufgelöst gelten.

Budapest, den 8. Oktober 1907.

Beck m. p.
Korytowski m. p.
Auersperg m. p.
Fořt m. p.
Derschatta m. p.
Wekerle m. p.
Kossuth m. p.
Darányi m. p

III.

Additional-Übereinkommen zu dem Übereinkommen in Betreff der Beitragsleistung der Länder der heiligen ungarischen Krone zu den Lasten der allgemeinen Staatsschuld.

Das zwischen dem Ministerium der im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder und dem Ministerium der

1907 Länder der heiligen ungarischen Krone abgeschlossene Übereinkommen in Betreff der Beitragsleistung der letzteren zu den Lasten der allgemeinen Staatsschuld vom 24. Dezember 1867 (Gesetz vom 24. Dezember 1867, R. G. Bl. Nr. 3 ex 1868 und ungarischer Gesetzartikel XV vom Jahre 1867) wird durch folgende Bestimmungen abgeändert und ergänzt.

Artikel I.

a) Der bis zur planmäßigen Tilgung oder früheren Zurückzahlung des ganzen Domänenanlehens auf die Länder der heiligen ungarischen Krone entfallende jährliche Anteil an der Verzinsung dieses Anlehens wird im Vergleichswege mit 990.000 fl. in klingender Münze gleich 1,980.000 *K* festgestellt;

b) die in den ungarischen Kassen noch angelegten Kautionen und Depositen (§ 2, Absatz 4, des Gesetzes vom 24. Dezember 1867, R. G. Bl. Nr. 3 ex 1868 und des Gesetzartikels XV vom Jahre 1867) werden von der k. ungarischen Finanzverwaltung für eigene Rechnung zur Verzinsung und Rückzahlung übernommen; zuzüglich der Zinsen von den seitens der k. ungarischen Finanzverwaltung bereits zurückgezahlten Kautionen und Depositen beziffern sich die im Sinne des vorbezogenen § 2, Absatz 4, in Abzug zu bringenden Zinsen auf 28.330 fl. 24 kr. gleich 56.660 *K* 48 *h*;

c) nach Abzug der sub *a)* und *b)* bezifferten Beträge von 990.000 fl. in klingender Münze gleich 1,980.000 *K* und 28.330 fl. 24 kr. gleich 56.660 *K* 48 *h* beträgt der einer weiteren Änderung nicht unterliegende Jahresbeitrag der Länder der heiligen ungarischen Krone zu den Zinsen der allgemeinen Staatsschuld 29,169.669 fl. 76 kr. gleich 58,339.339 *K* 52 *h*, darunter in klingender Münze 10,786.000 fl. gleich 21,572.000 *K*.

Artikel II.

Die Länder der heiligen ungarischen Krone verpflichten sichten sich, diesen Zinsenbeitrag von 58,339.339 *K* 52 *h* durch Kapitalszahlung in Barem längstens binnen 22 Jahren nach Aufrufung der noch aushaftenden Obligationen der durch das Gesetz vom 20. Juni 1868, R. G. Bl. Nr. 66, geschaffenen, in Noten und in klingender Münze mit 4·2% verzinslichen einheitlichen Rentenschuld zur Umwandlung in Obligationen mit geringerer Verzinsung zu tilgen.

Die seitens der Länder der heiligen ungarischen Krone abzustattende Kapitalszahlung beträgt, wenn sie längstens innerhalb der ersten zehn Jahre der im vorstehenden Absatze

bezeichneten Frist geleistet wird, 1.348,886.462 *K* 89 *h*, dar- 1907
unter in klingender Münze 498,774.566 *K* 47 *h*; bei späterer Leistung erhöht sich die Kapitalszahlung vom elften Jahre bis zum zweiundzwanzigsten Jahre jährlich um 3,345.452 *K* 53 *h*, darunter in klingender Münze 1,237.040 *K* 10 *h*, bis zum Betrage von 1.389,031.893 *K* 33 *h*, darunter in klingender Münze 513,619.047 *K* 62 *h*.

Werden die Zahlungen in Raten geleistet, so ist zur Feststellung des restlichen Ablösungskapitals die geleistete Ratenzahlung von jenem Kapitale, welches nach vorstehendem Absatze auf das Jahr der Ratenzahlung entfällt, abzuziehen, der sohin verbleibende Rest aber im 11. bis 22. Jahre obiger Frist in demselben Verhältnis zu erhöhen, in welchem das gesamte Ablösungskapital in diesen Jahren steigen würde; der Jahresbeitrag der Länder der heiligen ungarischen Krone zu den Zinsen verringert sich in demselben Verhältnis, in welchem sich im Jahre der Ratenzahlung das Ablösungskapital verringert.

Artikel III.

Die Regierung der im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder wird, wenn die Kapitalsabstattung in vollem Ausmaße auf einmal erfolgt, den gleichen Betrag einheitlicher Rente der Verzinsungstermine Februar—August und April—Oktober, soweit diese noch aushaftet, zur Rückzahlung kündigen; ein gleichartiger Vorgang wird eingehalten werden, wenn die Kapitalsabstattung auf einmal in jenem Betrage voll geleistet wird, welcher gemäß Artikel II dem auf die einheitliche Rente der Verzinsungstermine Februar—August oder dem auf die einheitliche Rente der Verzinsungstermine April—Oktober, und zwar bezüglich letzterer Kategorie in klingender Münze entfallenden Zinsenbeitrage Ungarns entspricht.

Die Obligationen der ungarischen Staatsrentenschuld der zum Zwecke der Kapitalsabstattung auszugebenden besonderen, als solche deutlich erkennbaren Kategorie, sowie die Zinsen, beziehungsweise Kupons dieser Obligationen sind in den im Reichsrate vertretenen Königreichen und Ländern in steuer- und gebührenrechtlicher Beziehung den Obligationen der österreichischen Staatsrentenschuld und deren Zinsen, beziehungsweise Kupons gleich zu behandeln und können in den im Reichsrate vertretenen Königreichen und Ländern zur Anlage von Pupillarvermögen sowie zu gesetzlich gleichgehaltenen Vermögensanlagen und zu Dienst- und Geschäftskautionen verwendet werden. Bis zur Höhe des Nominalbetrages dieser Obligationen haben die erwähnten Begünstigungen auch auf jene Obligationen der ungarischen

1907 Staatsrentenschuld Anwendung zu finden, die etwa später im Wege der Konversion an Stelle der ersteren treten.

Artikel IV.

Die Regierung der im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder ist berechtigt, jederzeit und ohne weiteres Einvernehmen mit der Regierung der Länder der heiligen ungarischen Krone die derzeit 4·2%tige einheitliche Rente in eine niedriger verzinsliche Schuld zu konvertieren oder zurückzuzahlen.

Eine Änderung in der Höhe des Jahresbeitrages der Länder der heiligen ungarischen Krone zu den Zinsen der allgemeinen Staatsschuld hat infolge einer derartigen Konvertierung nicht einzutreten und hat die ganze hieraus resultierende Zinsenersparnis den im Reichsrate vertretenen Königreichen und Ländern zugute zu kommen.

Artikel V.

Wenn zwischen den beiden Regierungen über die Auslegung oder Anwendung dieses Additional-Übereinkommens oder des zwischen dem Ministerium der im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder und dem Ministerium der Länder der heiligen ungarischen Krone abgeschlossenen Übereinkommens vom 24. Dezember 1867 (Gesetz vom 24. Dezember 1867, R. G. Bl. Nr. 3 ex 1868 und ungarischer Gesetzartikel XV vom Jahre 1867) eine Meinungsverschiedenheit entsteht, so soll sie auf Verlangen der einen oder anderen Regierung durch Schiedsspruch erledigt werden.

Hinsichtlich der Zusammensetzung des Schiedsgerichtes und des Verfahrens vor demselben haben die Bestimmungen des Artikels XXIV des Vertrages, betreffend die Regelung der wechselseitigen Handels- und Verkehrsbeziehungen, und zwar auch nach Ablauf des bezeichneten Vertrages zu gelten.

Artikel VI.

Jene Bestimmungen des zwischen dem Ministerium der im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder und dem Ministerium der Länder der heiligen ungarischen Krone abgeschlossenen Übereinkommens vom 24. Dezember 1867 (Gesetz vom 24. Dezember 1867, R. G. Bl. Nr. 3 ex 1868, ungarischer Gesetzartikel XV vom Jahre 1867), welche mit diesem Additional-Übereinkommen nicht übereinstimmen, haben mit dem Zeitpunkte des Inkrafttretens des Additional-Übereinkommens außer Geltung zu treten.

Artikel VII. 1907

Dieses Additional-Übereinkommen tritt gleichzeitig mit dem Vertrage, betreffend die Regelung der wechselseitigen Handels- und Verkehrsbeziehungen in Kraft.

Budapest, den 8. Oktober 1907.

Beck m. p.
Korytowski m. p.
Auersperg m. p.
Fořt m. p.
Derschatta m. p.
Wekerle m. p.
Kossuth m. p.
Darányi m. p.

2830.

30 décembre 1907.

Loi autorisant le ministère autrichien à conclure avec le ministère hongrois un arrangement sur la modification du § 8 de la loi du 27 juin 1878.

R. G. Bl. 1907, Nr. 279.

Gesetz vom 30. Dezember 1907, wodurch das Ministerium der im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder zum Abschlusse einer Vereinbarung mit dem Ministerium der Länder der heiligen ungarischen Krone wegen Änderung des § 8 des Gesetzes vom 27. Juni 1878, R. G. Bl. Nr. 63, ermächtigt wird.

Mit Zustimmung beider Häuser des Reichsrates finde Ich anzuordnen, wie folgt:

§ 1.

Das Ministerium der im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder wird ermächtigt, mit dem Ministerium der Länder der heiligen ungarischen Krone ein Übereinkommen abzuschließen, wonach der § 8 des Gesetzes vom 27. Juni 1878, R. G. Bl. Nr. 63, den im § 2 angegebenen abgeänderten Wortlaut zu erhalten hat.

§ 2.

Der § 8 des Gesetzes vom 27. Juni 1878, R. G. Bl. Nr. 63, wird abgeändert und hat zu lauten:

„§ 8. Die Versicherungsgesellschaften des einen Staatsgebietes sind im Falle der Ausdehnung ihrer Tätigkeit auf das andere Staatsgebiet durch Errichtung einer Zweigniederlassung (§ 1) bezüglich des Betriebes der Geschäfte in

1907 dem anderen Staatsgebiete jenen Vorschriften unterworfen, welche die dortigen Gesetze und Verordnungen den einheimischen Versicherungsunternehmungen vorschreiben. Dieselben sind verpflichtet, den Geschäftsbetrieb der Zweigniederlassung, entsprechend den im dortigen Staatsgebiete für die einheimischen Versicherungsgesellschaften bestehenden Vorschriften, einzurichten und den diesbezüglich in Handhabung der Staatsaufsicht seitens der kompetenten Behörden erteilten Weisungen nachzukommen.

Binnen drei Tagen nach erwirkter handelsgerichtlicher Eintragung der Zweigniederlassung hat die Gesellschaft hierüber der zur Ausübung der Staatsaufsicht über Versicherungsgesellschaften kompetenten Behörde unter Vorlage des Registerauszuges die Anzeige zu erstatten.

Der Behörde sind außerdem die von ihr verlangten weiteren Belege vorzulegen.

In gleicher Weise ist seitens der Gesellschaft im Falle einer im Heimatlande rechtsgiltig erfolgten und gemäß § 4 im anderen Staatsgebiete zur besonderen Eintragung gelangten Ergänzung oder Änderung ihrer Statuten vorzugehen.

Das Aufhören der Gesellschaft ist gleichzeitig mit der gemäß § 4 bei dem Gerichtshofe erfolgenden Anmeldung seitens der Gesellschaft der kompetenten Aufsichtsbehörde zur Anzeige zu bringen.

Im Falle der Nichtbefolgung dieser Bestimmungen kann von der Aufsichtsbehörde nach vorheriger Verwarnung in Gemäßheit des § 6 die Löschung der Zweigniederlassung veranlaßt werden."

§ 3.

Mit dem Vollzuge dieses Gesetzes ist Mein Gesamtministerium beauftragt.

Wien, am 30. Dezember 1907.

Franz Joseph m. p.

Beck m. p.
Korytowski m. p.
Marchet m. p.
Fiedler m. p.
Geßmann m. p.
Prášek m. p.
Klein m. p.
Bienerth m. p.
Derschatta m. p.
Ebenhoch m. p.
Peschka m. p.
Abrahamowicz m. p.
Georgi m. p.

AUTRICHE-HONGRIE.

[illegible]

[illegible] 1917.

Loi sur la [illegible] au budget commun.

[illegible]

Gesetz vom 8. Dezember 1917 [illegible] im Reichsrate [illegible] und [illegible] wande für die gemeinsamen Angelegenheiten [illegible] [illegible].

Nachdem die Legislativverhandlungen [illegible] des Gesetzes vom 21. Dezember 1907, R. G. Bl. Nr. [illegible] ungarischer Gesetzartikel [illegible] vom Jahre 1907, über die gemeinsamen Angelegenheiten stattfanden und die Delegationen sich hierüber über die Bereitstellung weiterer Summen der Monarchie zum Aufwande für die gemeinsamen Angelegenheiten für die Periode vom 1. Jänner 1908 bis 31. Dezember 1917 geeinigt haben, finde ich mit Zustimmung beider Häuser des Reichsrates anzuordnen, wie folgt:

§ 1.

Zur Bestreitung des Aufwandes für jene Angelegenheiten, welche im § 1 des Gesetzes vom 21. Dezember 1907, R. G. Bl. Nr. 146, als den im Reichsrate vertretenen Königreichen und Ländern und den Ländern der heiligen ungarischen Krone gemeinsam erklärt sind, haben die im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder 63·4%, und die Länder der heiligen ungarischen Krone 36·4% beizutragen.

§ 2.

Das Reinerträgnis des Zollgefälles, welches sich nach Abzug der Gefällsrückgaben und der Rückgaben der Zollgefällssicherstellungen sowie der gemäß Absatz 2 bemessenen Zollregiepauschalien und des auf Grund des § 13, Alinea 2, des Gesetzes vom 20. Dezember 1879, R. G. Bl. Nr. 136, an die Landesregierung Bosniens und der Hercegovina zu entrichtenden Zollpauschales ergibt, ist zur Deckung des Aufwandes der gemeinsamen Angelegenheiten zu verwenden und deshalb von dem Erfordernisse für gemeinsame Angelegenheiten vorweg abzuziehen.

Die von dem Zollerträgnisse in Abzug zu bringenden Zollregiepauschalien werden in Abänderung des Gesetzes vom 27. März 1869, R. G. Bl. Nr. 117, für das Jahr 1908 für die im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder mit 5,500.000 *K*, für die Länder der heiligen ungarischen Krone

1907 mit 1,600.000 *K* festgesetzt; vom Jahre 1909 haben diese Zollregiepauschalien jährlich um ein Prozent zu steigen.

§ 3.

Sowohl die im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder als auch die Länder der heiligen ungarischen Krone verpflichten sich, zur Deckung ihrer Beiträge jeden Monat eine Quote ihrer Monatseinnahmen in Abfuhr zu bringen, welche zu diesen in demselben Verhältnisse steht wie die Summe jener Beiträge zur Gesamtsumme des Ausgabebudgets des betreffenden Jahres.

Sollte die Gesamtsumme der monatlichen Quote die Summe jener Beiträge nicht erreichen, so verpflichten sich jene Länder, die Differenz ohne Rücksicht auf ihre Einnahmen vollständig und in solchen Zeiträumen abzuführen, daß der gemeinsame Finanzhaushalt nicht ins Stocken gerät.

§ 4.

Mit dem Tage, an welchem dieses Gesetz in Kraft tritt, verliert das Gesetz vom 8. Juni 1871, R. G. Bl. Nr. 49, betreffend die auf die Militärgrenze entfallende Beitragsleistung zu den gemeinsamen Angelegenheiten, seine Wirksamkeit.

§ 5.

Die Bestimmungen dieses Gesetzes gelten für die Dauer von zehn Jahren, das ist für die Zeit vom 1. Jänner 1908 bis 31. Dezember 1917.

Dieses Gesetz tritt gleichzeitig mit dem Vertrage, betreffend die Regelung der wechselseitigen Handels- und Verkehrsbeziehungen zwischen den im Reichsrate vertretenen Königreichen Ländern und den Ländern der heiligen ungarischen Krone und unter der Voraussetzung in Wirksamkeit, daß die gleichen Bestimmungen über die Beitragsleistung zu den gemeinsamen Angelegenheiten auch in den Ländern der heiligen ungarischen Krone Gesetzeskraft erlangen.

Wien, am 30. Dezember 1907.

Franz Joseph m. p.

Beck m. p.
Korytowski m. p.
Marchet m. p.
Fiedler m. p.
Geßmann m. p.
Prášek m. p.
Klein m. p.
Bienerth m. p.
Derschatta m. p.
Ebenhoch m. p.
Peschka m. p.
Abrahamowicz m. p.
Georgi m. p.

1907

2832.

31 décembre 1907.

Ordonnance ministérielle sur le réglement du commerce des bestiaux avec la Hongrie.

R. G. Bl. 1907, Nr. 282.

Verordnung der Minister des Ackerbaues und des Handels vom 31. Dezember 1907, mit welcher Vorschriften über den Viehverkehr mit den Ländern der heiligen ungarischen Krone erlassen werden.

I. Teil.

Gemäß Artikel XX des mit dem Gesetze vom 30. Dezember 1907, R. G. Bl. Nr. 278, genehmigten Vertrages, betreffend die Regelung der wechselseitigen Handels- und Verkehrsbeziehungen zwischen den im Reichsrate vertretenen Königreichen und Ländern und den Ländern der heiligen ungarischen Krone, haben für den Viehverkehr die im Nachstehenden kundgemachten, mit der königlich ungarischen Regierung vereinbarten Durchführungsmodalitäten zu gelten:

Der nach Maßgabe der veterinärpolizeilichen Vorschriften sich vollziehende gegenseitige Verkehr mit Tieren, tierischen Rohstoffen und giftfangenden Gegenständen unterliegt keiner anderweitigen Beschränkung. Es können demgemäß gesunde Tiere, welche aus seuchenfreien Gegenden des einen Staates stammen, in das Gebiet des anderen Staates ohne weitere Beschränkungen eingeführt werden und unterliegen dortselbst, soferne sie bei ihrem Einlangen am Bestimmungsorte durch die Organe des Staates, nach dessen Gebiete die Einfuhr stattgefunden hat, gesund befunden worden sind, den für inländische Provenienzen geltenden Vorschriften.

§ 1.

Behufs Nachweises der seuchenfreien Provenienz der Tiere müssen die Transporte mit behördlichen Ursprungs- und Gesundheitszeugnissen gedeckt sein, die besagen, daß am Herkunftsorte und in den Nachbargemeinden, beziehungsweise in den angrenzenden Gemeinderayons, innerhalb der letzten 40 Tage vor der Absendung eine ansteckende Krankheit, hinsichtlich deren die Anzeigepflicht besteht und die auf die betreffende Tiergattung, für welche die Zeugnisse ausgestellt sind, übertragbar ist, nicht geherrscht hat.

Das vereinzelte Auftreten von Milzbrand, Rauschbrand, Rotlauf oder Wut in einer Nachbargemeinde steht der Ausstellung des Zeugnisses nicht entgegen, ist jedoch auf ihm

1907 ersichtlich zu machen. Dasselbe gilt bezüglich des Bläschenausschlages für Ochsen und Wallache.

Ferner ist das Vorkommen der Schafräude bei Ausstellung von Bescheinigungen für Einhufer und die Räude der Einhufer hinsichtlich der Bescheinigungen für Schafe überhaupt nicht zu berücksichtigen.

Insofern die Fristen für die amtliche Erklärung des Erlöschens einer Seuche in den beiden Staaten verschieden sind, wird die längere Frist als maßgebend erachtet.

In Gemeindegebieten von mehr als 350 Quadratkilometern soll es nicht ausgeschlossen sein, nach Maßgabe ihrer Konfiguration und der dadurch bedingten veterinärpolizeilichen Sicherstellung eine Unterteilung in kleinere Rayons vorzunehmen. Die beiden Teile werden sich von Fall zu Fall über die Frage der Zulässigkeit einer solchen Teilung sowie über die Festsetzung der natürlichen Grenzen dieser Rayons verständigen. Eine solche Unterteilung hat rücksichtlich der Lungenseuche keine Giltigkeit.

Die Ursprungs- und Gesundheitszeugnisse (Viehpässe) für Tiere, welche aus nicht gesperrten Gebieten stammen und zur Ausfuhr nach dem anderen Staate bestimmt sind, haben, unbeschadet des sonst vorgeschriebenen Inhaltes, den Nachweis der individuellen Gesundheit der Tiere zu enthalten und die Seuchenfreiheit der betreffenden Gemeinden und Nachbargemeinden, beziehungsweise Veterinärbezirke (5. Absatz dieses Paragraphen) hinsichtlich der in Betracht kommenden Tiergattungen zu bestätigen.

Die Dauer der Giltigkeit der Ursprungs- und Gesundheitszertifikate beträgt acht Tage.

Bei Eisenbahn- und Schiffstransporten muß vor der Verladung eine besondere Untersuchung durch einen staatlich angestellten oder von der Staatsbehörde hierzu besonders ermächtigten Tierarzt vorgenommen und der Befund in das Zeugnis eingetragen werden.

Die von den Viehmärkten zur Ausfuhr nach dem anderen Staatsgebiete gelangenden Zucht- und Nutzrinder müssen mit besonderen Kennzeichen versehen sein und sind von den mit der Überwachung der Viehmärkte betrauten Tierärzten zu untersuchen. Der Befund, sowie auch die Kennzeichen sind auf dem Viehpasse, welcher insbesondere auch das genaue Nationale der Tiere enthalten muß, ersichtlich zu machen.

Sendungen von frischem Fleische müssen mit Zertifikaten des Inhaltes versehen sein, daß die betreffenden Tiere bei der vorschriftsmäßigen Beschau im lebenden Zustande und nach der Schlachtung von einem behördlichen Tierarzte für gesund befunden worden sind.

§ 2. 1907

Wenn die Rinderpest in dem einen Staatsgebiete auftritt, so steht der Regierung des anderen Staates das Recht zu, die Einfuhr von Wiederkäuern, Schweinen und tierischen Rohstoffen sowie von giftfangenden Gegenständen bis zum vollen Erlöschen der Krankheit zu beschränken oder zu verbieten.

Wenn aus dem einen Staatsgebiete durch den Viehverkehr die Lungenseuche, die Maul- und Klauenseuche, die Schweinepest oder eine andere Krankheit von gleicher Gefährlichkeit in das andere Staatsgebiet eingeschleppt worden ist, so steht der Regierung des letzteren das Recht zu, die Einfuhr der für die betreffende Krankheit empfänglichen Tiergattungen aus dem Verwaltungsbezirke (in den im Reichsrate vertretenen Königreichen und Ländern: Bezirkshauptmannschaft oder Stadt mit eigenem Statute; in den Ländern der heiligen ungarischen Krone, und zwar in Ungarn: Stuhlrichterbezirk, beziehungsweise Stadt mit Jurisdiktionsrecht, in Kroatien-Slawonien: Bezirk, beziehungsweise Stadt mit Magistrat), aus welchem der verseuchte Transport stammt, bis zur amtlichen Erklärung des Erlöschens der betreffenden Krankheit im Sinne der bezüglichen gesetzlichen Bestimmungen zu beschränken oder zu verbieten. Diese Verfügung kann sich auf jeden angrenzenden Verwaltungsbezirk erstrecken, von dessen Grenze der Ort, aus welchem der verseuchte Transport stammt, weniger als zehn Kilometer entfernt ist.

Die Anordnung von Beschränkungen oder Verboten im gegenseitigen Viehverkehre wird von den betreffenden Zentralstellen (in den im Reichsrate vertretenen Königreichen und Ländern von dem betreffenden Minister; in den Ländern der heiligen ungarischen Krone, und zwar in Ungarn: von dem betreffenden Minister, beziehungsweise hinsichtlich Kroatien-Slavoniens: von dem Banus) veranlaßt, welchem von den Unterbehörden über vorgekommene Beanstandungen einzelner Transporte sowie über das Auftreten von Seuchen im Gebiete des anderen Teiles in dem Falle, und zwar in der Regel auf telegraphischem Wege, Bericht zu erstatten ist, als die Erlassung solcher Anordnungen für notwendig erachtet wird.

Die Zentralstelle bestimmt die Art und den Umfang der zu treffenden Anordnungen sowie den Termin für deren Inkraftreten und verständigt hiervon telegraphisch die Zentralstelle des anderen Teiles. Transporte, welche spätestens am Tage nach Eintreffen der telegraphischen Verständigung bei der Zentralstelle des anderen Teiles abgerollt sind, werden noch zur Einfuhr zugelassen.

1907 Im Verkehre zwischen den Grenzbezirken (in den im Reichsrate vertretenen Königreichen und Ländern: Bezirkshauptmannschaft oder Stadt mit eigenem Statute; in den Ländern der heiligen ungarischen Krone, und zwar in Ungarn: Stuhlrichterbezirk, beziehungsweise Stadt mit Jurisdiktionsrecht, in Kroatien-Slawonien: Bezirk, beziehungsweise Stadt mit Magistrat) beider Teile untereinander kann jedoch die Grenzbezirksbehörde im Falle des Bestandes einer Seuche im angrenzenden Bezirke des anderen Teiles oder bei Konstatierung einer ansteckenden Tierkrankheit an einem von dort zum Eintritte gelangten Tiere den Eintritt der für die betreffende Krankheit empfänglichen Tiergattungen aus dem betroffenen Bezirke provisorisch beschränken oder verbieten.

Diese Verfügung ist der Grenzbezirksbehörde des anderen Teiles sofort mitzuteilen.

Diese Maßnahmen, welche sich auf den mittels Eisenbahn oder Schiff erfolgenden Transitverkehr über das gesperrte Gebiet nicht beziehen, werden von der vorgesetzten Behörde (das ist der Behörde zweiter Instanz), an welche sie von der erlassenden Grenzbezirksbehörde berichtet werden, auf dem kürzesten Wege genehmigt oder abgeändert.

Die hiervon gleichzeitig verständigte betreffende Zentralstelle gibt derartige Maßnahmen der Zentralstelle des anderen Teiles gleichfalls telegraphisch bekannt und bleibt es der letzteren vorbehalten, wegen etwa gewünschter Änderungen sich mit der ersteren direkt ins Einvernehmen zu setzen.

Die Beschränkungen des Grenzviehverkehres sind außer Kraft zu setzen, sobald in dem gesperrten Bezirke die Krankheit, welche hierzu Anlaß geboten hat, amtlich als erloschen erklärt worden ist.

§ 3.

Behufs tunlichster Hintanhaltung der Verschleppung der Maul- und Klauenseuche durch den Verkehr mit Nutz- und Zuchtvieh nehmen beide Regierungen in Aussicht, im Falle besonders gefahrdrohenden Auftretens der genannten Seuche, sofern es sich um den Export von zu Nutz- oder Zuchtzwecken bestimmten Klauentieren nach dem Gebiete des anderen Staates handelt, im Wege autonomer Verfügungen hinsichtlich des in Betracht kommenden Tierverkehres entsprechende, auch über jenes Maß hinausgehende Anordnungen zu treffen, welches diesbezüglich in dem gegenwärtigen Übereinkommen als erforderlich, beziehungsweise zulässig bezeichnet wird.

Sollten Zweifel darüber entstehen, ob die in der Weise getroffenen Verfügungen als ausreichend anzusehen sind, kann die sofortige Einberufung einer Kommission von Fachmännern

beider Staaten verlangt werden, welche ihr Gutachten darüber 1907
abzugeben hat, ob und welche Maßnahmen zu ergreifen wären, um Seuchenverschleppungen ohne unbegründete Behinderung des Verkehres hintanzuhalten.

Wird in der erwähnten Kommission eine einstimmige Einigung nicht erzielt oder wird der einvernehmlich gestellte Antrag dieser Kommission von der betreffenden Regierung innerhalb acht Tagen nicht entsprechend beachtet, so ist der Versuch zu machen, in dieser Angelegenheit eine Einigung im Schoße der Zoll- und Handelskonferenz herbeizuführen. Die von der Zoll- und Handelskonferenz eventuell beantragten Vorkehrungen sind von dem Ackerbauminister des exportierenden Staates nur im Falle der von ihm erteilten Genehmigung dieser Anträge durchzuführen.

§ 4.

Der Verkehr mit Schweinen wird auf die Dauer, als wegen Herrschens der Schweinepest (Schweineseuche) die Gefahr der Verschleppung besteht, der nachstehenden besonderen Regelung unterzogen.

1. Die Ausfuhr von Nutz- und Zuchtschweinen wird von der betreffenden Regierung des einen Staates in den anderen Staat zum freien Verkehr in Gemäßheit der in diesen „Durchführungsmodalitäten" festgestellten Voraussetzungen und überdies nur unter folgenden Bedingungen zugelassen werden:

a) Die Ausfuhr von Nutz- und Zuchtschweinen darf nur mittels Eisenbahn und über fallweise Bewilligung seitens der Zentralstelle jenes Staates erfolgen, aus welchem die Ausfuhr stattfinden soll.

b) Die Bewilligung zu dieser Ausfuhr wird nur über spezielles Einschreiten für solche Schweine erteilt werden, hinsichtlich welcher die Seuchenfreiheit der Herkunftsgemeinde und der Nachbargemeinden, beziehungsweise Veterinärbezirke (§ 1, Absatz 5, dieser Durchführungsmodalitäten) sichergestellt ist und die während und nach Ablauf einer 40tägigen Observation vollkommen seuchenunbedenklich befunden werden.

c) Diese Observation wird nur in solchen Gemeinden zugelassen werden, welche samt den Nachbargemeinden, beziehungsweise Veterinärbezirken (§ 1, Absatz 5, dieser Durchführungsmodalitäten) seuchenfrei sind, und zwar nur dann, wenn eine den veterinärpolizeilichen Anforderungen entsprechende Isolierung der Tiere ermöglicht ist.

d) Die betreffenden Tiere sind beim Beginne der Observation durch staatstierärztliche Organe sicher zu kennzeichnen und während der Dauer der Observation

1907 beisammen und in Evidenz zu halten; der Gesundheitszustand derselben ist durch periodische Untersuchungen zu kontrollieren.

Nach beendigter anstandsloser Observation ist der Zentralstelle Bericht zu erstatten und deren Bewilligung zur Ausfuhr einzuholen. Hierauf sind die Tiere einer neuerlichen, die vollzogene Observation ersichtlich machenden Kennzeichnung zu unterziehen und unmittelbar zur Verladung nach dem Bestimmungsorte abzutransportieren.

e) Der Transport der Tiere zur nächsten Verladestation hat auf seuchenfreien Wegen ohne mittlerweilige Einstellung in Gehöfte u. dgl. stattzufinden. Wenn die Verladestation sich vom Observationsorte so weit entfernt befindet, daß im Falle des Triebes die Verladung nicht an demselben Tage bewerkstelligt werden könnte, hat der Transport mittelst Wagen stattzufinden. Die Verladung hat in einer jede Infektionsgefahr ausschließenden Weise zu erfolgen.

f) Die Beschau dieser Schweine unmittelbar vor der Entlassung aus der Observation und bei der Verladung in der Aufgabestation wird — von begründeten Ausnahmen abgesehen — durch denselben Staatstierarzt erfolgen, der die Tiere während der Observation überwacht hat.

g) Dem Veterinärdelegierten des anderen Staates wird seitens der in Betracht kommenden Zentralstelle Gelegenheit geboten werden, unverweilt von jeder erteilten Bewilligung zur Observation von Nutz- und Zuchtschweinen in Kenntnis zu gelangen. Ebenso wird die die Ausfuhr bewilligende Zentralstelle von dieser Bewilligung unter Angabe des weiterhin nicht mehr abänderlichen Bestimmungsortes der Tiere gleichzeitig mit der Erteilung derselben die Zentralstelle des anderen Staates telegraphisch verständigen.

2. Der Verkehr mit Schlachtschweinen regelt sich im allgemeinen nach den Bestimmungen des Artikels XX des im Titel genannten Vertrages, beziehungsweise dieser „Durchführungsmodalitäten".

Abgesehen von dem darin vereinbarten freien Verkehre dürfen überhaupt gesunde Schlachtschweine, welche aus seuchenfreien Gehöften (räumlich selbständigen Stallungen und Szállásen) stammen, nach den Konsummärkten und öffentlichen Schlachthäusern des anderen Staates eingebracht werden.

Die Einbringung von Schlachtschweinen der oben bezeichneten Art nach Orten, in welchen sich Konsummärkte oder öffentliche Schlachthäuser nicht befinden, darf nur über fallweise Bewilligung der Regierung des anderen Staates zur

Schlachtung unter tierärztlicher Aufsicht und überhaupt nur 1907
unter Umständen erfolgen, welche die Gefahr einer Seuchenverschleppung ausschließen.

3. Auf den Viehpässen ist in deutlicher Weise ersichtlich zu machen, ob die zur Ausfuhr gelangenden Schweine als Schlachtschweine oder als Nutz- und Zuchtschweine anzusehen sind und hinsichtlich der letzteren, daß deren Ausfuhr laut Punkt 1 dieses Paragraphen bewilligt wurde. Weiterhin ist auf den Viehpässen der ursprüngliche Herkunftsort der Schweine anzuführen.

4. Die als Schlachtschweine eingebrachten Schweine müssen binnen acht Tagen der Schlachtung zugeführt werden; in dem sub Punkt 2, Absatz 3 dieses Paragraphen bezeichneten Falle hat jedoch die Schlachtung schon binnen drei Tagen zu erfolgen. Diese Fristen sind vom Tage des Einlangens an dem Bestimmungsorte, bei Konsummärkten vom Tage des Auftriebes auf dem Markte zu berechnen.

5. Die beiden Regierungen verpflichten sich, falls trotz der Durchführung dieses Übereinkommens durch Nutz- und Zuchtschweine wiederholt Verschleppungen der Schweinepest in den anderen Staat stattfinden sollten, während der Dauer dieser Gefahr die Erteilung von Bewilligungen zur Ausfuhr von Nutz- und Zuchtschweinen auf notorisch seuchenungefährliche Gebiete zu beschränken.

Sollte sich auch diese Maßnahme im allgemeinen nicht bewähren, so behält sich jede Regierung vor, eventuell die Erteilung solcher Bewilligungen bis auf weiteres zu sistieren.

§ 5.

Die beiden Regierungen werden die bisher geübte Kontrolle des Gesundheitszustandes und der Provenienz der nach dem anderen Staate bestimmten Tiere auch fernerhin handhaben.

Übrigens räumen sich die beiden Teile gegenseitig die Befugnis ein, behufs Einholung von Erkundigungen über den Gesundheitszustand der Viehbestände, die Einrichtung von Viehmärkten, Schlachthäusern, Mastanstalten, Viehkontumazanstalten u. dgl., sowie über die Durchführung der bestehenden veterinärpolizeilichen Vorschriften Delegierte in den anderen Staat ohne vorgängige Anmeldung zu entsenden oder dort auch dauernd zu exponieren. Beide Teile werden ihre Behörden anweisen, den erwähnten Fachorganen des anderen Teiles, sobald dieselben sich als solche legitimieren, auf Wunsch Unterstützung zu gewähren und Auskunft zu erteilen.

§ 6.

Viehtransporte aus dem Gebiete des einen Staates, die in dem anderen Staate am Bestimmungsorte mit einer an-

1907 steckenden Tierkrankheit behaftet befunden worden sind, hinsichtlich deren die Verpflichtung zur Anzeige besteht, unterliegen der gleichen Behandlung wie die similären Sendungen aus dem eigenen Gebiete und können demgemäß in das Aufgabsgebiet zurückgesendet werden.

Über Wunsch des Eigentümers wird die kompetente politische Behörde am Bestimmungsorte die Verwertung der betreffenden Tiere im Wege der sofortigen Schlachtung gestatten, wenn dies der Krankheitszustand der Tiere zuläßt und die Möglichkeit einer Verschleppung der Krankheit ausgeschlossen werden kann. Diese Bewilligung wird in der Regel jedoch nur dort erteilt, wo die Eisenbahnstation mit dem Schlachthause mittelst Schienenstranges verbunden ist.

Bei der Konstatierung der Krankheit kann ein Sachverständiger des Ursprungslandes (§ 5) intervenieren, falls ein solcher binnen 24 Stunden herangezogen werden kann.

Im Falle einer Meinungsverschiedenheit hinsichtlich der Natur der Erkrankung findet eine Überprüfung durch ein staatliches höheres Veterinärorgan des Bestimmungslandes statt, dessen Gutachten dann für das weitere Verfahren maßgebend ist.

Das ganze Verfahren muß jedoch unter allen Umständen spätestens binnen 48 Stunden, vom Zeitpunkte der Beanstandung gerechnet, abgewickelt werden.

Die erwachsenden Kosten sind von der Partei zu tragen.

§ 7.

Größere isolierte Viehetablissements, die unter unmittelbare staatliche Überwachung gestellt sind und über entsprechende bauliche Einrichtungen und einen veterinärpolizeilich gesicherten Betrieb verfügen, werden hinsichtlich der veterinärpolizeilichen Verwaltung als eigene Administrationsgebiete betrachtet. Dieselben können dementsprechend nur im Falle einer Verseuchung der dortigen Viehbestände unter Sperre gestellt werden.

Die Voraussetzungen für die Anerkennung derartiger Etablissements als eigene Administrationsgebiete werden im gegenseitigen Einvernehmen festgesetzt. (Anlage.)

Dem betreffenden Minister (in Kroatien-Slawonien dem Banus) bleibt es vorbehalten, die auf dem eigenen Gebiete gelegenen Viehetablissements, bezüglich deren es anerkannt ist, daß sie den oberwähnten Voraussetzungen entsprechen, als Sondergebiete zu erklären.

§ 8.

Die Tilgung der Lungenseuche hat in beiden Staaten nach den gleichen Grundsätzen zu erfolgen und hat ins-

besondere die sofortige obligatorische Schlachtung aller er- 1907
krankten und aller ansteckungsverdächtigen Tiere stattzufinden.

§ 9.

Änderungen in den bestehenden Tierseuchengesetzen sind gleichmäßig auf den Verkehr mit Tieren aus dem Gebiete des anderen Staates anwendbar. Es ist jedoch selbstverständlich, daß die dem beiderseitigen Viehverkehr durch diese Durchführungsmodalitäten gebotenen Garantien während der Dauer des gegenwärtigen Übereinkommens nur im gegenseitigen Einvernehmen abgeändert werden können.

§ 10.

Beide Regierungen werden von der periodischen Verlautbarung der von Tierseuchen betroffenen Gemeinden des anderen Staates absehen und die dortseits publizierten periodischen amtlichen Tierseuchenausweise auch den politischen Behörden I. Instanz sowie allen Beschautierärzten des anderen Staates unmittelbar und ohne Verzug zusenden.

§ 11.

Die beiden Regierungen verpflichten sich, dieses Übereinkommen in loyalster Weise zu handhaben, so daß einerseits Seuchenverschleppungen mit allem Nachdrucke hintangehalten und anderseits dem Verkehre mit Tieren aus dem anderen Staate keine unbegründeten Schwierigkeiten entgegengesetzt werden.

§ 12.

Jede der beiden Regierungen wird im eigenen Wirkungskreise gleichzeitig analoge Vorkehrungen zur Durchführung der vorstehenden Abmachungen treffen und werden dieselben in Verhandlung treten, um beiderseits tunlichst auf gleichen Grundlagen beruhende veterinärpolizeiliche Vorschriften zur Geltung zu bringen.

Hinsichtlich der Hintanhaltung der Ein- und Durchfuhr von Tieren, Fleisch und tierischen Rohstoffen aus Staaten, aus welchen die Ein- und Durchfuhr solcher Artikel mit veterinärpolizeilichen Gefahren verbunden ist, wird gleichartig vorgegangen werden.

Anlage.

Verkehr mit Schweinen aus Mastanstalten.

Hinsichtlich des Verkehres mit Schweinen werden jene Schweinemastanstalten als Sondergebiete in veterinärpolizeilicher Richtung anerkannt, welche unter der unmittelbaren

1907 Aufsicht je eines ausschließlich nur für ihre Zwecke bestellten staatlichen Tierarztes stehen, hinsichtlich der Zu- und Abfuhr von Schweinen an einen von der kompetenten Zentralstelle vorgeschriebenen regelmäßigen Betrieb gebunden sind und bezüglich ihrer baulichen Anlage den nachstehenden Anforderungen entsprechen:

a) Die betreffenden Anstalten müssen außerhalb von Ortschaften und Städten angelegt und von ihrer Umgebung als solche räumlich vollkommen abgeschlossen sein; dieser Abschluß selbst muß derartig hergestellt sein, daß die dortselbst untergebrachten Schweine gegen jeden unüberwachten Verkehr völlig gesichert sind; diese Anstalten müssen überdies durch Schienenstränge mit der Eisenbahn in direkter Verbindung stehen;

b) die einzelnen Szálláse müssen durch Mauerwerk oder gut verfugte und entsprechend hohe Holzwände voneinander getrennt sein, vollkommen undurchlässige Bodenflächen aufweisen, mit Aus- und Einladerampen versehen sein; im Falle die Schweine nicht direkt aus den betreffenden Szállásen zur Verladung gelangen können, sondern zu diesem Behufe aus dem Szálláse zur Laderampe getrieben werden, müssen auch die Triebwege von gleicher Bodenbeschaffenheit sein; schließlich muß das Etablissement auch mit einer funktionstüchtigen Kanalisation mit ständigem Wasserlaufe ausgestattet sein.

II. Teil.

§ 1.

Die aus den Ländern der heiligen ungarischen Krone eingebrachten Tiere sind am Bestimmungsorte der tierärztlichen Beschau zu unterziehen.

§ 2.

Im Eisenbahnverkehre ist rücksichtlich der vorgeschriebenen tierärztlichen Beschau die Ausladestation als Bestimmungsort anzusehen.

§ 3.

Parteien, welche Tiere im Straßenverkehre aus den Ländern der heiligen ungarischen Krone nach den im Reichsrate vertretenen Königreichen und Ländern einführen, haben das Einlangen der Tiere binnen 24 Stunden dem Gemeindevorsteher des Bestimmungsortes anzuzeigen.

Dieser ist verpflichtet, die Anzeige binnen 24 Stunden an die politische Behörde I. Instanz zu leiten, welche tun-

lichst sofort nach Eintreffen der Anzeige die Vornahme der 1907
tierärztlichen Beschau zu verfügen hat.

Die tierärztliche Beschau kann auch schon vor Einlangen der Tiere am Bestimmungsorte unmittelbar nach dem Grenzübertritte vorgenommen werden.

Hierdurch wird die der Partei obliegende Anzeigepflicht nicht berührt.

Nicht verbotswidrig eingebrachte Tiere, bezüglich welcher bei der Beschau veterinärpolizeiliche Bedenken nicht festgestellt wurden, sind unverzüglich dem freien Verkehre zu übergeben.

Schlußbestimmungen.

Die Einbringung von Tieren aus den Ländern der heiligen ungarischen Krone entgegen den in dieser Verordnung normierten Bestimmungen, beziehungsweise entgegen den auf Grund derselben erlassenen behördlichen Anordnungen ist verboten.

Übertretungen dieser Vorschriften werden nach den Bestimmungen der Gesetze vom 29. Februar 1880, R. G. Bl. Nr. 35 und vom 24. Mai 1882, R. G. Bl. Nr. 51, geahndet.

Vorstehende Verordnung tritt am 1. Jänner 1908 in Kraft.

Gleichzeitig treten die bisher in Geltung gestandenen, mit vorstehenden Anordnungen in Widerspruch stehenden Bestimmungen außer Wirksamkeit.

Fiedler m. p. *Ebenhoch* m. p.

2833.

30 décembre 1907.

Loi portant prorogation des effets de la loi du 30 août 1891 sur l'exercice de la jurisdiction consulaire.

R. G. Bl. 1907, Nr. 286.

Gesetz vom 30. Dezember 1907, wegen Verlängerung der Wirksamkeit des Gesetzes vom 30. August 1891, R. G. Bl. Nr. 136, über die Ausübung der Konsulargerichtsbarkeit.

Mit Zustimmung beider Häuser des Reichsrates finde Ich anzuordnen, wie folgt:

§ 1.

Die Wirksamkeit der §§ 1 bis 18, 22 und 23 des Gesetzes vom 30. August 1891, R. G. Bl. Nr. 136, womit Bestimmungen über die Ausübung der Konsulargerichtsbarkeit getroffen werden, wird bis 31. Dezember 1909 ausgedehnt.

1907 Hinsichtlich der Einschränkung der Konsulargerichtsbarkeit in Ägypten und der Aufhebung der Konsulargerichtsbarkeit in Tunis (§ 19 des Gesetzes über die Ausübung der Konsulargerichtsbarkeit) bleiben die bestehenden Anordnungen in Geltung.

§ 2.

Für die Dauer der Wirksamkeit des Gesetzes über die Ausübung der Konsulargerichtsbarkeit bleibt auch das Gesetz vom 22. Jänner 1902, R. G. Bl. Nr. 40, betreffend die Regelung des Konsulargebührenwesens, weiter in Kraft (§ 9 des letzteren Gesetzes).

§ 3.

Die im § 1, Absatz 1, bezeichneten Bestimmungen des Gesetzes vom 30. August 1891, R. G. Bl. Nr. 136, können vor dem 31. Dezember 1909 nur dann aufgehoben oder insofern abgeändert werden, als das in dem anderen Staatsgebiete der Monarchie bestehende, denselben Gegenstand behandelnde Gesetz gleichfalls aufgehoben oder in gleichartiger Weise abgeändert wird.

§ 4.

Das gegenwärtige Gesetz tritt am 1. Jänner 1908 in Wirksamkeit, vorausgesetzt, daß auch im anderen Staatsgebiete der Monarchie ein Gesetz erlassen wurde, das die Geltungsdauer des ungarischen Gesetzartikels XXXI: 1891 dem § 1 des gegenwärtigen Gesetzes entsprechend verlängert.

§ 5.

Mit dem Vollzuge dieses Gesetzes ist Mein Justizminister betraut.

Wien, am 30. Dezember 1907.

Franz Joseph m. p.

Beck m. p. *Klein* m. p.

2834.

11 décembre 1907.

Ordonnance ministérielle sur le traitement en douane du commerce de perfectionnement des tissus brodés.

R. G. Bl. 1907, Nr. 269.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 11. Dezember 1907, betreffend die zollamtliche Behandlung des Stickereiveredlungsverkehres.

AUTRICHE-HONGRIE.

In Abänderung der Verordnungen der Ministerien der 1907
Finanzen und des Handels vom 27. März 1890, R. G. Bl. Nr. 56, vom 20. Jänner 1894, R. G. Bl. Nr. 29, vom 10. Juli 1895, R. G. Bl. Nr. 97 und vom 8. August 1899, R. G. Bl. Nr. 151, werden für die zollamtliche Behandlung des Stickereiveredlungsverkehres im Einvernehmen mit der königl. ung. Regierung nachstehende Anordnungen getroffen:

§ 1.

Der Stickereiveredlungsverkehr zerfällt in nachstehende, zollamtlich verschieden zu behandelnde Gattungen:

I. In den Verkehr mit Geweben, auch Tüllen, welche nach erfolgter Bestickung roh oder in dem gleichen Appreturszustande wie bei der Einfuhr und unzerteilt oder nur in die durch je einen Identitätsstempel bezeichneten Stücke (Coupons) geteilt wieder ausgeführt werden, und zwar:

A. unter kumulativer Abfertigung von Gewebe und Stickfaden;

B. unter getrennter Abfertigung von Gewebe und Stickfaden.

II. In den Verkehr mit solchen Geweben, auch Tüllen, welche nach erfolgter Bestickung noch der Bleichung, Zerteilung und der kaufrechten Adjustierung unterzogen werden und so zur Wiederausfuhr gelangen.

§ 2.

Die Zollämter, welche zur Abwicklung eines solchen Verkehres angewiesen werden, sind zur Vormerkbehandlung aller Gewebe und Stickfaden im Stickereiveredlungsverkehre, Nebenzollämter II. Klasse in diesem Falle auch zur Eingangsverzollung von Seidengarnen (seidenen Stickfaden) ermächtigt.

§ 3.

In den an die zuständige Finanzbehörde I. Instanz zu richtenden Gesuchen um Bewilligung des Stickereiveredlungsverkehres ist anzugeben, welche der im § 1 bezeichneten Arten des Veredlungsverkehres beabsichtigt werden.

Die Bewilligungen werden auf unbestimmte Zeit gegen Widerruf an Personen oder Etablissements, welche die Bestickung im eigenen Betriebe oder durch Lohnsticker ausführen oder an Arbeitsvermittler (Faktoren, Fergger) erteilt. Diese Personen, beziehungsweise die Eigentümer dieser Etablissements müssen in gefällsamtlicher Beziehung unbeanständet sein und sich ausdrücklich den hier bestimmten Kontrollmaßregeln unterwerfen.

Die Finanzbehörde I. Instanz hat über diese Gesuche binnen 14 Tagen entweder die Bewilligung oder die Verwei-

1907 gerung, letztere unter Angabe der Gründe an die ansuchende Partei gelangen zu lassen, eventuell innerhalb dieser Frist die Gründe bekannt zu geben, aus welchen die Erledigung des Gesuches eine Verzögerung erfahren wird.

I. Veredlungsverkehr mit Geweben (auch Tüllen) und den dazugehörigen Stickfaden gegen Wiederausfuhr der bestickten Gewebe in rohem, beziehungsweise dem gleichen Appreturszustande wie bei der Einfuhr.

A. Abfertigung der Gewebe und Garne zusammen.

(Kumulative Abfertigung.)

§ 4.

Der Veredlungsverkehr nach diesem Abschnitte erstreckt sich auf Baumwollwaren der Tarifnummer 191 *a)* Anmerkung, 192 *a)* Anmerkung und 195 *a)* 1 Anmerkung, zum Besticken mit Stickfaden aller Art, ausschließlich Seide und werden die bezogenen Baumwollwaren und Stickfaden im Eingange zusammen abgefertigt.

Die um Bewilligung dieses Veredlungsverkehres ansuchende Partei hat im Gesuche (§ 3), welchem der Gewerbe- oder Erwerbsteuerschein des Gesuchstellers beizulegen ist, ausdrücklich anzugeben, ob sie die Stickerei selbständig ausübt oder als Arbeitsvermittler (Faktor, Fergger) für Sticker fungiert, ferner den Betrag und die Art der Zollsicherstellung, welche sie zu erlegen beabsichtigt, dann bei welchem Zollamte die für den Veredlungsverkehr bestimmten Waren im Ein- und Ausgange abgefertigt werden sollen.

Personen, welche bereits die Bewilligung zu diesem Veredlungsverkehre besitzen, brauchen zwar nicht neuerlich um dieselbe anzusuchen, es sind jedoch auch auf ihren Verkehr fortan alle Anordnungen dieses Abschnittes anzuwenden.

Die vor der Wirksamkeit dieser Verordnung im Stickereiveredlungsverkehre bezogenen Baumwollgewebe und Stickfaden werden in die erste Einfuhrperiode, welche bis 31. Dezember 1908 dauert, einbezogen.

§ 5.

Die Finanzbehörde I. Instanz weist ein Zollamt, und zwar — falls dagegen nicht besondere Gründe des Zolldienstes obwalten — das von der Partei namhaft gemachte, an, die Ein- und Ausgangsabfertigung für diesen Verkehr vorzunehmen.

Die Ein- und Ausgangsabfertigung im Verkehre einer Partei kann stets nur bei ein und demselben Zollamte erfolgen; mehrere Zollämter können zur Abfertigung des Verkehres einer Partei nicht bestellt werden.

§ 6. 1907

Die erforderliche Zollsicherstellung ist von der Partei in der von ihr im Gesuche angegebenen Art und Höhe vor Beginn des Veredlungsverkehres, d. i. bevor noch die erste Wareneingangspost zur zollamtlichen Behandlung angemeldet wurde, bei dem zugewiesenen Zollamt in barem, in den zu Zollkautionen zugelassenen Wertpapieren, durch Bürgschaft oder durch Hypothekarkaution zu leisten.

Die jeweilige Zollsicherstellung für das Gesamtgewicht der eingeführten Baumwollwaren und Stickfaden ist nach dem Zolle der Anmerkung zu Tarifnummer 192 *a* mit 170 *K* pro 100 *kg* zu berechnen.

Über die erlegte Zollsicherstellung erhält die Partei die vorschriftsmäßige Bestätigung.

§ 7.

Die Ein- und Ausgangsabfertigung im Stickereiveredlungsverkehr nach Abschnitt I *A* dieser Verordnung findet ausschließlich auf Grund des amtlichen Beschaubefundes statt.

Das Zollamt untersucht die Gewebe und Stickfaden nach Gattung und Menge, berechnet die Zollsicherstellung nach § 6 und versieht jedes Gewebestück, beziehungsweise die von der Partei bezeichneten Teilstücke an einem Gewebeende mit dem jährlich wechselnden Amtsstempel (§ 10).

Das Vorhandensein von seitens ausländischer Zollämter bereits angebrachten Identitätsstempeln entbindet das Zollamt nicht von der Vornahme dieser amtlichen Bezeichnung der Gewebe. Beim Bezuge zur Tüchlistickerei (§ 8 *c*) entfällt die Anbringung des Identitätsstempels. Der Umstand, daß in der Einfuhr angestickte oder solche Gewebe vorkommen, auf welchen zur Hervorbringung von Applikationseffekten Stoffstücke befestigt sind, die schon nach ihrer Größe, ihrer Form oder der Art ihrer Verbindung mit dem Stickgrund eine anderweitige Verwendung ausgeschlossen erscheinen lassen, hat bei der Einfuhrsamtshandlung außer Betracht zu bleiben.

Im übrigen ist grundsätzlich jedes Gewebestück, auch wenn es mit einem zweiten durch Nähen etc. zusammengefügt ist, in der Ein- und Ausfuhr als ein besonderes Stück zu behandeln.

§ 8.

In den Vormerkschein (Form. *A*) ist einzutragen:

Die Anzahl der ganzen, nicht weiter zu teilenden Gewebestücke (Coupons);

das Nettogewicht von Gewebe und Stickfaden zusammen;

der Tag der Einfuhr;

1907 die Stickereigattung, mittels welcher die eingeführten Gewebe bestickt werden sollen, und zwar nach folgenden Unterabteilungen:

a) feine Hand- und Crochetstickerei (auch Applikationsstickerei in Kettenstich),

b) Plattstich- und Schifflistickerei,

c) Tüchlistickerei in Platt- und Schifflistich.

Gewebe und Tülle eines Vormerkscheines können nur in einer der genannten Stickereigattungen veredelt werden.

Wenn die zur Einfuhr gelangenden Gewebestücke in weitere Abschnitte (Coupons) von geringerer Länge als das eingeführte Stück erst später geteilt werden sollen, ist seitens der Partei die Anzahl dieser Teilstücke an Stelle des ganzen Stückes anzugeben und müssen die Teilungsstellen dem Zollamte genau bezeichnet werden. Applikationsstickereien sind unter Bedachtnahme auf die Bestimmung des § 7, letzter Absatz wie Stickereien derselben Stickereigattung auf einfachem Stickgrund zu behandeln.

Bei etwa nötigen Nachbezügen von Stickfaden allein, wovon bis auf weitere Anordnung höchstens 5% vom Gewichte der kumulativ bezogenen Baumwollgewebe und Stickfaden nachbestellt werden können, ist nach Vorschrift des § 7 vorzugehen und ein Vormerkschein auszustellen. Das Zollamt hat auf dem von der Partei beizubringenden Vormerkscheine über den früher erfolgten Bezug von Baumwollgeweben und Stickfaden zu bemerken, daß ein Nachbezug von Stickfaden stattfand und die Menge des letzteren anmerkungsweise ersichtlich zu machen. Wünscht die Partei die Verteilung des nachbezogenen Stickfadens auf mehrere Vormerkscheine, so hat sie dieselben beizubringen. Das Zollamt trägt die von der Partei zu bezeichnenden Teilmengen unter Berufung auf den neuen Vormerkschein auf den beigebrachten Vormerkscheinen anmerkungsweise ein.

§ 9.

Das Zollamt hat sich bei der jedesmaligen Einfuhrabfertigung die Überzeugung zu verschaffen, daß die Höhe der Zollsicherstellung, welche auf die im Inlande sich befindenden Gewebe und Stickfaden dieser Partei entfällt, den Betrag der erlegten Zollsicherstellung nicht überschreitet. Bei einer Überschreitung ist für eine angemessene Ergänzung der Kaution sofort Sorge zu tragen.

§ 10.

Der Amtsstempel für die Identifizierung der Gewebe in diesem Veredlungsverkehre ist rechteckig und mit einem Buchstaben versehen, welcher am 1. Jänner jedes Jahres nach Anordnung der Finanzbehörde I. Instanz gewechselt wird.

Die während einer Jahresperiode eingeführten Gewebe 1907
haben innerhalb eines halben Jahres, vom letzten Tage dieser Jahresperiode an gerechnet, zur Wiederausfuhr im bestickten Zustande zu gelangen; es muß also zum Beispiel ein im Laufe des Jahres 1908 eingeführtes Gewebe längstens bis 30. Juni 1909 in diesem Verkehre ausgeführt werden.

§ 11.

Die im bestickten Zustande zur Wiederausfuhr gelangenden Gewebe sind dem Zollamte zu stellen.

Dasselbe konstatiert (bei größeren Warenposten eventuell nur stichprobenweise) die Stückzahl der Gewebe, überzeugt sich, daß jedes Stück an einem Ende mit dem Identitätsstempel versehen ist und der Buchstabe (§ 10) desselben der Vormerkungsperiode entspricht, prüft die Art der Bestickung und die Zugehörigkeit zu dem Vormerkscheine, erhebt das reine Nettogewicht der bestickten Stücke und trägt die Stückzahl sowie das Nettogewicht derselben auf der Rückseite des Vormerkscheines in die daselbst vorgedruckten Rubriken ein.

Applikationsstickereien, bei welchen eine Stofflage den vorschriftsmäßigen Identitätsstempel nicht aufweist, sind von der Ausfuhrbehandlung im Veredlungsverkehre ausgeschlossen.

Der Austritt der zurückgebrachten Gewebe über die Zollinie ist nach den bestehenden allgemeinen Bestimmungen zu überwachen und zu bestätigen.

§ 12.

Sind alle am Vormerkscheine ersichtlich gemachten Gewebestücke zur Ausfuhr gebracht oder ist die im § 10 eingeräumte Wiederausfuhrfrist verstrichen, so schreitet das Amt zur Abrechnung und Abschließung des Vormerkscheines.

Hierbei ist in folgender Weise vorzugehen:

Stimmt die Anzahl der auf der Ausgangsseite des Vormerkscheines abgeschriebenen Gewebestücke, beziehungsweise Teilstücke, mit der Anzahl der im Eingange vorgemerkten überein oder weist die Ausgangsseite (zum Beispiel infolge eines Versehens seitens der Partei oder des Amtes) eine größere Anzahl auf, so wird das erhobene summierte reine Nettogewicht der im bestickten Zustande ausgeführten Gewebe von der Summe der reinen Nettogewichte der im Eingange vorgemerkten Gewebe und Stickfaden abgezogen, wobei für feine Hand- und Crochetstickereien eine Minusdifferenz von höchstens 1% (von Hundert), für Plattstich- und Schifflistickereien von höchstens 7% (von Hundert), für Tüchlistickerei von höchsteus 9% (von Hundert) des reinen

1907 Nettogewichtes der bestickt ausgeführten Gewebe als Abfall zollfrei abgeschrieben werden darf.

Ist das Gewicht der bestickt ausgeführten Gewebe nicht geringer als um diese Differenz, so ist der Vormerkschein einzuziehen, wodurch die für die betreffende Eingangsvormerkpost geleistete Zollsicherstellung wieder frei wird.

Ist das Gewicht der bestickt ausgeführten Gewebe um mehr als diese Differenz geringer, so ist für den Mehrabgang der Zoll als Garn nach Tarifnummer 186 *d* in Verbindung mit Nr. 187 *e*, das ist mit 73 *K* pro 100 *kg* einzuheben.

§ 13.

Ist die Anzahl der ausgeführten Gewebestücke oder Teilstücke geringer als die der eingeführten, so hat das Zollamt an der Hand des im Eingange vorgemerkten Nettogewichtes das durchschnittliche Gewicht für ein Stück zu berechnen (Nettogewicht dividiert durch die Anzahl der Stücke = Durchschnittsgewicht).

Mit diesem Durchschnittsgewichte ist die Anzahl der nicht zur Wiederausfuhr gebrachten Gewebestücke zu multiplizieren. Das hiernach erhaltene Gewicht ist nach der Anmerkung zu Tarifnummer 192 *a* mit 170 *K* pro 100 *kg* zu verzollen.

Die Zahl der nicht zurückgebrachten Gewebestücke und das berechnete Nettogewicht derselben ist zugleich von der betreffenden Eingangsvormerkungspost abzuziehen.

Da hierdurch die Stückzahl im Ein- und Ausgange in Übereinstimmung gebracht ist, ist wegen Abrechnung des Vormerkscheines durch Vergleichung des Nettogewichtes im Ein- und Ausgange nach § 12 zu verfahren.

§ 14.

Die zur Einfuhr gebrachten Gewebe können auch, ohne im Zollgebiete zur Bestickung gelangt zu sein, zur Wiederausfuhr gebracht werden. In diesem Falle ist die Stückzahl und das bei der Ausfuhr im unbestickten Zustande zu erhebende Nettogewicht derselben von der Eingangsvormerkung abzuschreiben.

Die vorhandenen, vorher auf ihre Richtigkeit geprüften Stempel sind hierbei in dauernd kenntlicher Weise zu durchkreuzen.

Beim Austritte über die Zollinie ist derselbe Vorgang wie bei dem bestickt zurückgebrachten Gewebe zu beobachten.

Desgleichen kann auch unverwendet gebliebener Stickfaden in der Menge bis zu 5% des Gesamtgewichtes der eingeführten Gewebe und Stickfaden im Falle der Ausfuhr mit

seinem Nettogewichte abgeschrieben werden. Will die Partei 1907
eine obigen Prozentsatz überschreitende Menge unverwendeten Stickfadens wieder ausführen, so hat sie unter Beibringung eines annehmbaren Nachweises der die Zurücksendung veranlassenden Umstände an die Finanzbehörde I. Instanz ein darauf gerichtetes Gesuch zu stellen.

§ 15.

Vormerkscheine, auf welchen innerhalb der im § 10 bezeichneten Frist keine Wiederausfuhr konstatiert erscheint, sind nach Ablauf dieser Frist verfallen und ist die geleistete Zollsicherstellung definitiv zu verrechnen, beziehungsweise die vorschriftsmäßige Durchführung zu veranlassen.

Eine Verlängerung dieser Frist oder eine Übertragung der vorgemerkten Gewebe und Stickfaden auf andere Vormerkscheine ist ausgeschlossen.

B. Getrennte Abfertigung von Geweben und Stickfaden.

§ 16.

Die Bewilligung zum Stickereiveredlungsverkehr unter getrennter Erklärung von Geweben und Stickfaden erstreckt sich auf Gewebe und Tülle aller Art (mit Ausschluß solcher in Verbindung mit Metallfäden) zum Besticken mit Stickfaden aller Art.

Hinsichtlich der einzubringenden Gesuche und der Bewilligung dieser Art des Verkehres finden die Bestimmungen der §§ 4 und 5 dieser Verordnung sinngemäße Anwendung.

Die jeweilige Zollsicherstellung (§ 6, Abs. 1) für das Gewicht der eingeführten Gewebe ist in nachstehender Weise zu bemessen:

1. Für die im § 4 genannten Baumwollwaren nach Anleitung des § 6, Alinea 2, mit 170 *K* pro 100 *kg*;

2. für andere Baumwollwaren (jedoch mit Ausschluß von solchen der Tarifnummern 196 und 197) mit 400 *K* pro 100 *kg* (Tarifnummer 195 *b* 2);

3. für Leinenwaren mit 715 *K* pro 100 *kg* (Tarifnummer 211);

4. für Wollenwaren mit 476 *K* pro 100 *kg* (Tarifnummer 234);

5. für Seidenwaren (jedoch mit Ausschluß von Bandwaren der Tarifnummer 253 *a*) mit 1300 *K* pro 100 *kg* (Tarifnummer 248 *b*).

Die Zollsicherstellung für Stickmaterial aus Seide beträgt 110 *K* pro 100 *kg*, für alle anderen Stickfaden 73 *K* pro 100 *kg*.

Stellt sich im Laufe des Jahres ein größerer, nicht durch zwischenzeitige Ausfuhr kompensierter Bezug heraus, so ist die erlegte Kaution entsprechend zu ergänzen.

1907

§ 17.

Parteien, welchen dieser Veredlungsverkehr gestattet wurde, erhalten vom Zollamte, bei welchem der Verkehr im Ein- und Ausgange beamtshandelt wird, für jede der angemeldeten Stickereigattungen (Unterteilung nach § 8 *a—c*) besondere Kontobogen (nach Muster *B*), und zwar getrennt für:

1. die im § 4 genannten Baumwollgewebe (Tülle) und Stickfaden;
2. Baumwollgewebe (Tülle) anderer Art und Stickfaden;
3. Leinengewebe (Tülle) und Stickfaden;
4. Wollengewebe (Tülle) und Stickfaden;
5. Seidengewebe (Tülle) und Stickfaden.

Die Partei hat den für jeden beantragten Konto gewidmeten Teil der erlegten Zollsicherstellung dem Zollamte bekanntzugeben. Das Zollamt fertigt der Partei bei der ersten Einfuhr die entsprechende Anzahl Kontobogen *B* aus, in welchen der hierfür bestimmte Teilbetrag der erlegten Zollsicherstellung einzutragen ist.

Das Zollamt selbst eröffnet für die Partei an Stelle des Vormerkregisters ein Amtskonto (nach Muster *C*), beziehungsweise mehrere solcher Kontos.

Bezieht die Partei nebst anderem Garn auch Seide als Stickfaden, so hat sie die in Betracht kommende Zolldifferenz von 37 *K* pro 100 *kg* (Zoll für Seide abzüglich Zollsicherstellung für alle andern Stickfaden, § 16, Alinea 4) definitiv in jedem einzelnen Falle eines Bezuges von Seide zu erlegen.

In diesem Falle sind im Kontobogen und Amtskonto anmerkungsweise die Qualität dieses Stickfadens als Seide und die Verbuchungsdaten der erlegten Zolldifferenz ersichtlich zu machen.

Es steht jedoch der Partei auch frei, sich eigene Konten mit Seide als Stickfaden ausstellen zu lassen, in welchem Falle für den Stickfaden die Zollsicherstellung nach § 16, Alinea 4, mit 110 *K* zu leisten ist.

§ 18.

Der Bezug des nötigen Stickfadens kann getrennt von jenem der Gewebe oder auch mit diesen vereint stattfinden. In jedem Falle hat die Partei die eingeführten Stickfaden zu den einzelnen Konten getrennt, schriftlich in simplo zu erklären. Diese Erklärung hat sich auf das Brutto- sowie auf das Nettogewicht der Stickfaden zu erstrecken.

§ 19.

Nachdem das Zollamt die Warenerklärung geprüft und eventuell eine Richtigstellung veranlaßt hat, trägt es die

Daten derselben in die hierfür bestimmten Rubriken des 1907
Kontobogens *B* und des Amtskontos *C* ein und bemißt gleichzeitig die für den Stickfadenbezug entfallende Zollsicherstellung.

§ 20.

Die im Veredlungsverkehre zur Einfuhr gelangenden Gewebe sind mit ihrem Brutto- und Nettogewichte, nebstbei aber auch nach ihrer Stückzahl zu den einzelnen Konten getrennt schriftlich in simplo zu erklären.

Nach erfolgter Prüfung und eventueller Richtigstellung der Warenerklärung versieht das Zollamt unter Bedachtnahme auf die hier analog anzuwendenden Bestimmungen des § 7 die einzelnen Gewebestücke mit dem für den Verkehr sub *B* zu verwendenden, besonderen ovalen Identitätsstempel, hinsichtlich dessen im übrigen die Anordnungen des § 10, Alinea 1, gelten.

Die erhobenen Gewichte und die Stückzahl werden vom Zollamte in den oder die Kontobogen *B* unter Beobachtung der im § 17 enthaltenen Vorschriften eingetragen. Das Zollamt selbst überträgt diese Daten in das Amtskonto, beziehungsweise die Amtskontos *C*.

§ 21.

Die Wiederausfuhr der bezogenen Gewebe kann im bestickten oder unbestickten Zustande erfolgen; ebenso ist es der Partei gestattet, die für die Bestickung nicht verwendeten Stickfaden, insofern deren Menge zehn Prozent des Gesamtgewichtes der eingeführten Stickfaden nicht übersteigt, wieder auszuführen oder auf das nächste Konto zu übertragen.

Übersteigt das zur Wiederausfuhr oder zur Übertragung auf das nächste Konto gelangende Stickfadenquantum obigen Prozentsatz, so hat die Partei vorerst ein Gesuch, in welchem ein annehmbarer Nachweis der die Zurücksendung oder Übertragung veranlassenden Umstände zu erbringen ist, an die Finanzbehörde I. Instanz zu richten.

Die Wiederausfuhrfrist ist die im § 10 angegebene.

a) Wiederausfuhr der Gewebe im bestickten Zustande.

§ 22.

Die schriftliche in simplo zu überreichende Ausfuhrerklärung der Partei hat die zur Wiederausfuhr bestimmten Gewebe nach Konten gesondert, mit dem für jede dieser einzelnen Posten entfallenden Nettogewichte und der Stückzahl der bestickten Gewebe, anzuführen.

Bei Stellung der bestickten Gewebe zur Wiederausfuhr hat das Zollamt sich die Überzeugung zu verschaffen, daß

1907 die Identitätsstempel der ganzen oder Teilstücke, und zwar mit der für die entsprechende Ausfuhrperiode zulässigen Bezeichnung und der für den Verkehr sub *B* angeordneten Form vorhanden, und in welcher Art die Gewebe bestickt sind. (Feine Hand- und Crochetsickerei [Applikationsstickerei in Kettenstich], Plattstich- und Schifflistickerei, Tüchlistickerei in Platt- und Schifflistich.)

Hierauf überprüft das Zollamt, ob das bestickte Gewebe zu dem Konto, für welches es in der Ausfuhr angemeldet wurde, gehört.

Nachdem das Zollamt die Erfüllung der zur Wiederausfuhr gestellten Gewebe geprüft und die Richtigkeit durch den Befund der zollamtlichen Untersuchung bestätigt hat, trägt es in die hierfür bestehenden Rubriken des Kontobogens *B* und in den Amtsbogen *C* der dem Stempel entsprechenden Einfuhrperiode Stückzahl und Nettogewicht der bestickt austretenden Gewebe ein, überwacht und bestätigt den Austritt nach den bestehenden allgemeinen Bestimmungen.

Werden Applikationsstickereien zur Ausfuhr gestellt, welche auf zwei verschiedene Konten eingeführte Stoffe enthalten, so ist das Nettogewicht dieser Stickereien und die Zahl der vorhandenen Stoffstücke des einen und des anderen Kontos festzustellen. In dem Konto für die mit dem höheren Zollsatze belegten Gewebe ist unter der Überschrift „appliziert auf Gewebe des Konto . . ." in einer das getrennte Summieren dieser Posten ermöglichenden Weise (siehe Beispiel Anlage *B* 3 und 4) in Kolonne 7 der Ausgangsseite das gesamte ermittelte Nettogewicht, in Kolonne 8 die Zahl der zu diesem Konto gehörigen Gewebestücke einzutragen. In dem Konto für die mit dem geringeren Zollsatze belegten Gewebe wird in Kolonne 7 kein Gewicht, sondern nur ein Hinweis auf das andere Konto („siehe Konto . . ."), in Kolonne 8 die Zahl der zu diesem Konto gehörigen Gewebestücke eingesetzt.

§ 23.

Für den Fall, als die Partei Anspruch auf die Zurückstellung eines entsprechenden Teiles der im baren oder in Wertpapieren erlegten Zollsicherstellung erhebt, muß die Ermittlung jenes Zollteilbetrages erfolgen, um welchen die geleistete Zollsicherstellung durch Wiederausfuhr veredelter Gewebe entlastet wurde. Zu diesem Behufe hat das Zollamt für je 100 *kg* der im bestickten Zustande ausgetretenen Gewebe im Falle des § 17, Z. 1 (mit Stickfaden aller Art ausschließlich Seide bestickte im § 4 genannte Gewebe) 140 *K*, im Falle des § 17, Z. 2 (bestickte Baumwollgewebe anderer Art) 280 *K*, im Falle des § 17, Z. 3 (bestickte Leinengewebe

500 *K*, im Falle des § 17, Z. 4 (bestickte Wollengewebe) 1907
200 *K*, im Falle des § 17, Z. 5 (bestickte Seidengewebe)
900 *K* als vorläufig freiwerdende Zollsicherstellung anzunehmen und darnach diese letztere zu berechnen.

Bei Applikationsstickereien (§ 22, letzter Absatz) ist dieser Berechnung immer nur derjenige Betrag zugrunde zu legen, der dem minder belegten Gewebe entspricht.

b) Wiederausfuhr der Gewebe im unbestickten Zustande.

§ 24.

Gelangen unbestickte Gewebe zur Wiederausfuhr, so hat sich das Zollamt von der Richtigkeit der Identitätsstempel zu überzeugen, die von der Partei erklärte Stückzahl und das Nettogewicht zu erheben und mittels Befund zu bestätigen.

Diese erhobenen Angaben sind sodann auf dem betreffenden Kontobogen und Amtskonto in die hierfür eröffneten Geweberubriken einzutragen.

Die vorhandenen Identitätsstempel sind in dauernd kenntlicher Weise zu durchkreuzen.

Die Überwachung und Bestätigung des Austrittes ist nach Vorschrift zu vollziehen.

c) Wiederausfuhr des nicht verwendeten Stickfadens.

§ 25.

Das Zollamt erhebt, eventuell nach Einlangen der bezüglichen Bewilligung der Finanzbehörde I. Instanz (§ 21), das Nettogewicht der zur Wiederausfuhr gelangenden und schriftlich zu erklärenden Stickfaden und trägt dasselbe in die hierfür vorgesehene Stickfadenrubrik (Nr. 11) ein.

Der Austritt des Stickfadens ist nach Vorschrift zu überwachen und zu bestätigen.

d) Übertragung des nicht verwendeten Stickfadens auf die nächste Kontoperiode.

§ 26.

Der Partei ist auch gestattet, den im Laufe einer Kontoperiode nicht verwendeten Stickfaden auf die nächstfolgende Kontoperiode zu übertragen (§ 21).

Einer Vorführung der Stickfaden zum Zollamte bedarf es in diesem Falle nicht.

Das Zollamt trägt das Nettogewicht dieser Stickfaden in die am Kontobogen für die Wiederausfuhr der nicht verwen-

1907 deten Stickfaden vorgezeichnete Rubrik ein. Auf diesem Kontobogen wird mit den auf die nächste Kontoperiode zu übertragenden Stickfaden genau so verfahren, als wenn sie zur Wiederausfuhr gelangt wären.

Gleichzeitig trägt das Zollamt das Stickfadengewicht nach Vorschrift des § 19 in einen Kontobogen für die nächstfolgende Einfuhrsperiode ein.

e) Verzollung von im Veredlungsverkehr nicht verwendeten identifizierten Geweben.

§ 27.

Wünscht die Partei Gewebestücke, welche im Veredlungsverkehr kontiert sind, im Inlande zu belassen, so hat sie dieselben dem Zollamte zu stellen und tarifmäßig in duplo zu erklären. Das Zollamt erhebt das Nettogewicht und merkt diese Daten in den Rubriken „Unbestickt wieder ausgeführte oder zur Einfuhr verzollte Gewebe" (Nr. 9, 10) des Kontobogens und des Amtskontos vor.

Hierauf werden die Identitätsstempel durchkreuzt und der für die Gewebsstücke tarifmäßig entfallende Zollbetrag beeinnahmt.

Gewebestücke, welche bereits bestickt wurden, können nicht mehr diesem Verfahren unterzogen werden.

f) Abrechnung des Kontos.

§ 28.

Der Abschluß und die Abrechnung des Kontos ist vom Zollamte nach Ablauf der im § 21 angegebenen Frist jedenfalls, oder bei vollständiger Erschöpfung des Kontos durch früher erfolgte Wiederausfuhr der eingegangenen Waren über Verlangen der Partei in folgender Weise zu bewirken:

Vorerst summiert das Zollamt die am Kontobogen unter der Rubrik „Stickfaden" eingetragenen Posten der Eingangsvormerkung sowie die Stückzahl und das Nettogewicht der im Eingange vorgetragenen Gewebe.

Hierauf werden die in den Rubriken für die im Veredlungsverkehre nicht verwendeten Stickfaden und Gewebe (Rubriken Nr. 9—11) vorgetragenen Posten in die gleichlautenden Rubriken der Eingangsvormerkung eingesetzt und von den dort bereits ersichtlich gemachten Summen abgezogen.

§ 29. 1907

Nach diesen Rechnungsmanipulationen auf der Eingangsseite des Kontobogens summiert das Zollamt die Stückzahl und das Nettogewicht der im bestickten Zustande ausgeführten Gewebe.

Für Tüchlistickerei (§ 8 *c*) ist zum erhobenen Nettogewichte der im bestickten Zustande ausgeführten Tüchli für Gewebeabfall ein Zuschlag von 2% (von 100) zuzurechnen.

Bei Knoten, auf welche zur Applikationsstickerei verwendete Stoffe eingetragen wurden (§ 22, Alinea 5), ist insbesondere folgender Vorgang zu beobachten: Zunächst ist in dem Konto für das mit dem höheren Zollsatze belegte Gewebe der Abschluß für die darauf ausgeführten gewöhnlichen Stickereien so zu machen, als ob die zur Applikation verwendeten Gewebestücke vollständig fehlen würden. Sodann ist das nach der Summe der Nettogewichte und der Stückzahl auf der Eingangsseite zu ermittelnde durchschnittliche Eingangsgewicht der zur Applikation verwendeten Gewebestücke von der Summe des Nettogewichtes jene Posten abzuziehen, welche als „appliziert auf Gewebe des Konto.." vorgemerkt erscheinen. Die verbleibende Gewichtsdifferenz ist auf das Konto für die mit dem niederen Zollsatze belegten Gewebe zu übertragen und dort der Summe der Kolonne 7 zuzuschlagen. (Siehe Beispiele in der Anlage *B* 3 und *B* 4.)

Stimmt die Anzahl der auf der Ausgangsseite summierten Stücke der im bestickten Zustande ausgetretenen Gewebe mit der auf der Eingangsseite summierten Stückzahl überein oder weist die Ausgangsseite eine größere Anzahl auf (vgl. § 12, Alinea 3), so ist von dem Gesamtnettogewichte der im bestickten Zustande ausgeführten Gewebe das nach Anleitung des § 28 auf der Eingangsseite des Kontobogens gefundene Gesamtnettogewicht der eingeführten Gewebe abzuziehen.

Zu dem auf diese Weise entstehenden Reste ist entsprechend dem beim Stickprozesse sich ergebenden Stickfadenabfalle auf dem Kontobogen für die feine Hand- und Crochetstickerei (§ 8 *a*) ein Zuschlag von 3% (von 100), auf dem Kontobogen für Plattstich- und Schifflistickerei (§ 8 *b*) sowie für Tüchlistickerei (§ 8 *c*) ein Zuschlag von 25% (von 100) hinzuzurechnen.

Die so ermittelte Summe repräsentiert das Gewicht der im Veredlungsverkehr verwendeten Stickfaden.

§ 30.

Ist das auf der Eingangsseite gefundene Stickfadengewicht nicht größer als das auf der Ausgangsseite ersicht-

1907 liche, so ist der Kontobogen als erschöpft einzuziehen und die hierauf entfallende Zollsicherstellung zur Gänze frei.

Ist das auf der Eingangsseite gefundene Stickfadengewicht größer als das auf der Ausgangsseite ermittelte, so ist die Differenz mit 73 *K*, beziehungsweise 110 *K* pro 100 *kg* (§ 16) zu verzollen. Die entfallende Zollgebühr ist definitiv zu beeinnahmen.

§ 31.

Ist die Stückzahl der auf der Ausgangsseite unter den Rubriken Nr. 7 und 8 (für wieder ausgeführte Gewebe im bestickten Zustande) und Nr. 9 und 10 (für im Veredlungsverkehre nicht verwendete Gewebe) eingetragenen Gewebe kleiner als die im Eingange vorgemerkte Stückzahl, so ist das Einzelgewicht der fehlenden Gewebestücke auf die Art zu ermitteln, daß das Gesamtnettogewicht der auf das Konto eingeführten Gewebe durch die Stückzahl dividiert wird. Nach dem so berechneten Durchschnittsgewichte ist der für die fehlenden Stücke entfallende Zoll unter Zugrundelegung des für die Bemessung der Sicherstellung im betreffenden Konto maßgebend gewesenen Zollsatzes zu berechnen und definitiv zu beeinnahmen.

Das der Zollbemessung zugrunde gelegte Gewebegewicht ist von dem Gesamtnettogewichte der eingeführten Gewebe abzuziehen, desgleichen ist die Stückzahl der im Eingange vorgemerkten Gewebe um die fehlenden Stücke zu verringern und des weiteren nach §§ 29 und 30 zu verfahren.

II. Stickereiveredlungsverkehr mit Geweben und Stickfaden gegen Wiederausfuhr der mit Plattstich- oder Schifflistickerei bestickten Gewebe in gebleichtem, zerteiltem und kaufrecht adjustiertem Zustande.

§ 32.

Personen oder Firmen, welche die Bewilligung des Veredlungsverkehres mit Geweben und Stickfaden gegen Wiederausfuhr der mit Plattstich- oder Schifflistickerei bestickten Gewebe in gebleichtem, zerteiltem und kaufrecht adjustiertem Zustande erhalten, sind verpflichtet, Bücher zu führen, aus welchen durch Zusammenhalt von Ordrenummer, Dessinnummer, Laufnummer und der auch in den Kontobüchern und Amtskonten festzuhaltenden Identitätsbezeichnungen (§ 36) jederzeit der Nachweis unzweifelhaft erbracht werden kann, daß die in diesem Verkehre bezogenen Gewebe tatsächlich entweder noch in Händen des Beziehers oder in Verarbeitung begriffen sind oder wieder im verarbeiteten oder unverarbeiteten Zustande zur Ausfuhr gelangt oder verzollt worden sind.

Der Betrieb, für welchen eine solche Bewilligung erteilt 1907
urde, ist während der Dauer der Bewilligung unter gefälls-
ntliche Aufsicht gestellt, und ist dem Vertreter der zustän-
igen Finanzbehörde I. Instanz unter Zuziehung eines Zoll-
eamten der Zutritt zu allen Betriebs- und Lagerräumen und
ie Einsichtnahme in die im Absatz 1 vorgeschriebenen
ücher zu dem Zwecke zu gestatten, damit sie die Vorräte
n roher und fertiger Ware erheben und die Kontrolle über
ie ordnungsmäßige Gebarung in diesem Verkehr an Hand
er Bücher und der zollamtlichen Aufschreibungen durch-
ihren können.

Bei Gefahr im Verzuge ist dem mit der Abwicklung des
erkehres betrauten Zollamte gegen gleichzeitige Anzeige
n die Finanzbehörde I. Instanz gestattet, diese Kontrolle
ıch ohne Intervention eines Vertreters der Finanzbehörde
Instanz vorzunehmen.

§ 33.

Für den Bezug der Gewebe und Stickfaden, welche in
iesem Verkehre stets gesondert erklärt werden müssen,
leiben hinsichtlich der einzubringenden Gesuche und der
ewilligung, der zu leistenden Zollsicherstellung und der
ingangswarenerklärung die §§ 4 in 6, 16 in 20 mit nach-
ehenden Abänderungen maßgebend:

Die Eröffnung von Kontos mit Seide als Stickmaterial
lein (§ 17) ist nicht zulässig; wird Seide als Stickmaterial
diesem Verkehre eingeführt, so ist immer die entfallende
olldifferenz nach Anleitung des § 17 definitiv zu beein-
ahmen. Weiters ist die Eröffnung eigener Kontos für die im
17, sub 1 genannten Gewebe ausgeschlossen. Solche Gewebe
erden mit den sub § 17, Z. 2 angeführten als „Baumwoll-
ewebe aller Art" kontiert und ist hierfür die Sicherstellung
ach § 16, Alinea 3, Z. 2 zu erheben.

Für diese Art des Veredlungsverkehres wird ebenfalls
weilig eine einjährige Vormerkperiode (am 1. Jänner eines
den Jahres beginnend) zugestanden. Dagegen kann die
Viederausfuhr noch innerhalb des ganzen, auf die Eingangs-
ormerkperiode nächstfolgenden Jahres erfolgen.

§ 34.

Die Parteien erhalten von dem in der Bewilligung nam-
aft gemachten Zollamte, bei welchem die Waren im Ein-
nd Ausgange beamtshandelt werden, Kontobücher nach
Muster *D*, und zwar je nach Anmeldung über

1. Baumwollgewebe aller Art (Tülle), roh;
2. Baumwollgewebe aller Art (Tülle), gebleicht, gefärbt,
erzerisiert usw.;

1907 3. Leinengewebe (Tülle);
4. Wollengewebe (Tülle);
5. Seidengewebe (Tülle).

Bei Ausfolgung der Kontos hat die Partei den für jeden beanspruchten Konto gewidmeten Teil der erlegten Zollsicherstellung zu bestimmen und ist dieser Betrag im Kontobuch einzutragen.

Das Zollamt eröffnet für die Partei an Stelle der bisher vorgeschriebenen Führung eines Vormerkregisters ein Amtskonto nach Muster *E*, beziehungsweise mehrere solcher Kontos.

§ 35.

Der Bezug von Geweben und Stickfaden kann auch in diesem Verkehr gleichzeitig oder getrennt stattfinden.

Hinsichtlich des Bezuges, der Erklärung und der Eintragung von Stickfaden haben die Bestimmungen der §§ 18 und 19 sinngemäß Anwendung zu finden.

§ 36.

Der Bezug von Geweben hat in Stücken zu erfolgen, die zur Identitätsfesthaltung Fabrikszeichen und Nummer haben.

Die Gewebe sind mit ihrem Brutto- und Nettogewichte und, soweit es für die Kontierung erforderlich ist, nach dem verschiedenen Zustande der Appretur sowie der vorstehend erwähnten Identitätsbezeichnung nach den einzelnen Konten getrennt schriftlich in simplo zu erklären.

Die Anbringung von amtlichen Identitätsbezeichnungen hat zu entfallen.

Nach Prüfung und eventueller Richtigstellung der Warenerklärung wird das erhobene Nettogewicht sowie die vorhandene Identitätsbezeichnung in das oder in die Kontobücher (Muster *D*) eingetragen.

Das Zollamt überträgt diese Daten in die Amtskontos. (Muster *E*.)

Hinsichtlich der Berechnung der Zollsicherstellung und der Kontrolle der Nichtüberschreitung der Kaution haben die Bestimmungen des § 16 sinngemäß Anwendung zu finden.

§ 37.

Die Wiederausfuhr der bezogenenen Gewebe kann im unbestickten Zustande oder bestickt, und zwar im gleichen Appreturzustande wie bei der Einfuhr oder gebleicht, auch in Streifen, Tüchli u. dgl. geteilt oder kaufrecht adjustiert (Bändli, Einsätze, Festons, Vorhänge, Roben, Blusen u. dgl.) erfolgen.

Bei der Wiederausfuhr von derlei Geweben hat die 1907
Partei eine schriftliche Ausfuhrerklärung in simplo über die zur Wiederausfuhr bestimmten Waren nach Konten und, soweit es für die Kontierung erforderlich ist, nach dem verschiedenen Zustande der Appretur gesondert mit dem für jeden der einzelnen Posten entfallenden Nettogewichte zu überreichen.

Im übrigen haben die Vorschriften der §§ 22 und 24 sinngemäß Anwendung zu finden.

§ 38.

Kommen die Stickereien in Kartons verpackt zur Wiederausfuhr, so ist das Gewicht dieser Umschließung, kommen Stickereien auf Wickelkarten (Rähmchen) aufgemacht, in Kartons verpackt, zur Wiederausfuhr, so ist auch die Stückzahl und Größengattung der verwendeten Wickelarten auf jedem dieser Kartons von der Partei ersichtlich zu machen.

Die vorzunehmende zollamtliche Untersuchung hat sich auf angemessene Stichproben zu beschränken.

Das in dem Kontobuch und Amtskonto einzutragende Nettogewicht für die Stickereien ist durch Abzug des Taragewichtes der Umschließungen und des berechneten Gewichtes der Wickelkarten (Rähmchen) von dem Gesamtgewichte der so verpackten und adjustierten Ware zu erheben.

Sofern die Partei nicht um effektive Gewichtserhebung der verwendeten Wickelkarten auf Grund beizubringender Muster solcher Karten ansucht, sind Wickelkarten (Rähmchen) im Flächenausmaße unter 1200 cm^2 mit einem Gewichte von 100 g, solche mit einem Flächenausmaß über 1200 cm^2 mit einem Gewichte von 200 g in Ansatz zu bringen. Sollte die Wahrnehmung gemacht werden, daß diese Durchschnittsgewichte augenscheinlich in erheblich höherem Maße und in größerem Umfange überschritten werden, so ist wegen Neuregelung derselben im vorgeschriebenen Dienstwege an das Finanzministerium die Anzeige zu erstatten.

Wickelkarten unter 1200 cm^2 sind als „einfache", größere Wickelkarten als „doppelte" zu erklären.

Die weiteren Adjustierungszutaten und die Fabrikationsabfälle werden erst bei Abrechnung des Kontos in Anrechnung gebracht.

Kleinere Zutaten an verzollten oder inländischen Stoffen, wie Applikationen bei Konfektionswaren, eingesetzte Spitzenbändchen bei Tücheln oder sonstige Konfektionierung im kleinen Umfange, bleiben bei Erhebung des Ausfuhrnettogewichtes außer Betracht.

1907 **Bei bestickten Blusen und Roben kann der zur Konfektionierung erforderliche, nicht bestickt zur Wiederausfuhr gelangende Stoff im tatsächlich erforderlichen Ausmaße beigegeben sein und ist derselbe in das Ausfuhrnettogewicht einzubeziehen.**

§ 39.

Auf Grund der schriftlichen Warenausfuhrerklärung der Partei, welche zu prüfen und durch den amtlichen Befund zu bestätigen, eventuell richtigzustellen ist, trägt das Zollamt das Nettogewicht der Stickereien auf der Ausgangsseite der Kontobücher und der Amtskontos in die dortselbst befindlichen Rubriken ein.

Die Überwachung und Bestätigung des Warenantrittes ist zollordnungsmäßig zu vollziehen.

§ 40.

Der Abschluß und die Abrechnung des Kontos ist vom Zollamte nach Ablauf der im § 33 angegebenen Frist jedenfalls, oder bei vollständiger Erschöpfung eines Kontos durch früher erfolgte Wiederausfuhr der eingegangenen Waren über Verlangen der Partei zu bewirken.

Zu diesem Zwecke hat die Partei das, beziehungsweise die Kontobücher dem Zollamte vorzulegen. Unterbleibt die Produzierung dieser Abrechnungsbehelfe, so hat die Abrechnung von Amts wegen auf Grund der Amtskontos und der einschlägigen Amtsdokumente zu erfolgen.

§ 41.

Vorerst ist das Kontobuch in folgender Weise abzuschließen:

Die auf der Eingangsseite eingetragenen Einzelposten der Nettogewichte von Geweben sind zu summieren. Hiervon ist die Summe der in den Rubriken für die in dem Veredlungsverkehr nicht verwendeten Gewebe (§ 37) eingetragenen Posten in Abzug zu bringen. Auf der Eingangsseite sind weiters die Einzelposten der Nettogewichte von Stickfaden zu summieren und ist hiervon die Summe der Nettogewichte der unverwendet wieder ausgeführten Stickfaden in Abzug zu bringen.

Das hiernach für die Abrechnung verbleibende Gewebe- und Stickfadengewicht in der Einfuhr ist zu summieren.

Weicht das ermittelte Garngewicht von dem erfahrungsgemäß durchschnittlich zum Besticken des ermittelten Gewebegewichtes erforderlichen Quantum erheblich ab, so ist das abgerechnete Konto unter Darlegung der näheren Umstände im Dienstwege dem Finanzministerium vorzulegen.

§ 42. 1907

Auf der Ausgangsseite sind zunächst die einzelnen Rubriken (mit Ausnahme der bereits abgeschlossenen Rubriken für unverwendet wieder ausgeführtes Gewebe und unverarbeitet wieder ausgeführte Stickfaden) in den Einzelposten zu summieren.

Vom Nettogewichte der kaufrecht adjustierten Waren sind sodann 5% (von 100) als Äquivalent für den Gewichtszuwachs die Adjustierungszutaten abzuschlagen. Zu diesem Gewichte ist bei kaufrecht adjustierten Waren als Äquivalent für den Gewichtsverlust beim Ausschneiden, und zwar für Stickereien aus Baumwolle ein Zuschlag von 6% (von 100), für Stickereien auf anderen Geweben ein Zuschlag von 3% (von 100) zu addieren. Ferner sind für Stickereien auf im Inlande gebleichten Baumwollgeweben als Äquivalent für den Gewichtsverlust beim Bleichen ein Zuschlag von 10% (von 100) zu dem nach Abschlag der Adjustierungszutaten resultierenden Gewichte zu berechnen.

Für Stickereien auf anderen als in rohem Zustande bezogenen Baumwollgeweben wird ein Bleichabfall nicht in Anrechnung gebracht.

Diese Prozentsätze sind jedoch vorkommenden Falles nicht einzeln der Reihe nach zu berechnen, sondern es wird zum erhobenen Nettogewichte der kaufrecht adjustierten Stickereien auf Baumwollgeweben im gleichen Appreturzustande wie bei der Einfuhr ein Zuschlag von 0·7%, bei Stickereien auf anderen Geweben ein Abschlag von 2·1%, bei Stickereien auf im Inlande nach dem Besticken gebleichten Baumwollgeweben (also für Kontos nach § 34, Z. 1) ein Zuschlag von rund 11% berechnet.

§ 43.

Die aus diesen Rechnungsoperationen sich ergebenden Gewichtssummen sind zuzüglich des Gewichtes der im unveränderten Zustande der Appretur lediglich bestickt zur Wiederausfuhr gelangten Gewebe zu addieren und dieser Hauptsumme als Äquivalent für den Stickfadenabfall beim Besticken bei Stickereien auf Baumwolle 7% (von 100), bei Stickereien auf anderen Geweben 6% (von 100) zuzuschlagen. Erreicht oder übersteigt das so gefundene Gewicht die auf der Eingangsseite für die Abrechnung ermittelte Ziffer (§ 41), so ist das betreffende Konto als abgerechnet anzusehen.

Ist das berechnete Gewicht auf der Eingangsseite größer als das berechnete Gewicht auf der Ausgangsseite, so ist für die Gewichtsdifferenz der Zoll nach der im betreffenden Konto berechneten Sicherstellung für Gewebe definitiv zu beeinnahmen.

1907

§ 44.

Für Tüchlistickerei in Platt- und Schifflistich wird nach Feststellung der Nettogewichte auf der Ein- und Ausgangsseite ohne Anrechnung von Adjustierungszutaten, Ausschneide- und Bleichverlust sowie Garnabfall (§§ 42 und 43) die Abrechnung in der Weise vorgenommen, daß für 100 *kg* ausgeführte, bestickte, gebleichte und kaufrecht adjustierte Tüchli 180 *kg* der im rohen Zustande eingeführten Baumwollgewebe und Stickfaden, beziehungsweise 160 *kg* der im rohen Zustande eingeführten Leinengewebe und Stickfaden in Anrechnung gebracht und des weiteren nach Anleitung des § 43 abgerechnet wird.

Hat die Partei nicht um Ausstellung eines Spezialkontos für Tüchlistickerei auf den beiden genannten Gewebegattungen angesucht oder will sie solche Tüchli auf Baumwolle in nicht adjustiertem oder ungebleichtem Zustande, beziehungsweise auf Leinengeweben in nicht adjustiertem Zustande wieder ausführen, so ist wie auch bei Tüchlistickerei auf allen andern Geweben nach Anordnung der §§ 42 und 43 vorzugehen.

§ 45.

Personen und Firmen, welche bereits Spezialbewilligungen für die Ausübung eines derartigen Veredlungsverkehres besitzen, brauchen nicht um die Erteilung der Bewilligung nach Abschnitt II dieser Verordnung besonders einzuschreiten. Es sind jedoch auch in ihrem Verkehre fortan alle Anordnungen dieses Abschnittes der Verordnung anzuwenden und werden weitergehende Erleichterungen, mit Ausnahme solcher hinsichtlich der Sicherstellung, für erloschen erklärt. Auch können die von diesen Personen und Firmen bisher geführten Konten mit 31. Dezember 1907 abgeschlossen und die sich ergebenden, unverwendet gebliebenen Stickfaden und Gewebe in eigene, genau nach Anordnung dieser Verordnung zu führende Übergangskonten mit Giltigkeitsdauer bis 31. Dezember 1908 übertragen werden.

III. Gewichtserhebungen im Stickereiveredlungsverkehre und Abschluß der Amtskontos.

§ 46.

Die in die Vormerkscheine, Warenerklärungen, Kontobogen, Kontobücher und Amtskontos einzutragenden Nettogewichte müssen bis auf eine Genauigkeit von einer Dezimalstelle ausgedrückt werden.

Die Amtskontos für alle Veredlungsverkehrsarten, welche die gleiche bei Beginn jeder Einfuhrperiode neu beginnende

Numerierung wie die Parteienkontobogen führen, sind in ganz 1907
gleicher Weise wie diese letzteren abzuschließen.

Bei Einsendung der abgeschlossenen Amtskontos an die Zensurbehörde sind alle dazugehörigen Dokumente als Beilagen zu diesen Kontos vorzulegen. Die Numerierung der Beilagen am Amtskonto erfolgt fortlaufend nach Maßgabe der einlangenden Anmeldungen.

IV. Behandlung der zum Nachsticken eingeführten Stickereien und der Applikationsstickereien zum Ausschneiden.

§ 47.

Parteien, welchen der Veredlungsverkehr nach Maßgabe des Abschnittes I dieser Verordnung bewilligt ist, können bestickte Gewebe, welche im Veredlungsverkehre im Zollgebiete bestickt wurden — was aus dem Vorhandensein der an den Geweben angebrachten, nicht durchkreuzten Identitätsstempel ersehen werden kann — zum Nachbessern, Nachsticken, Flodern, Spachteln im Veredlungsverkehr mit oder ohne Beigabe der hierzu nötigen Stickfaden wieder einführen. Dabei sind die Stickstücke neu abzustempeln.

Für diesen Verkehr gelten die Vorschriften für den oben sub I *A* dargestellten Veredlungsverkehr mit dem Unterschiede, daß die Zollsicherstellung nach dem höchsten für Stickereien der betreffenden Tarifklasse in Frage kommenden vertragsmäßigen Zollsatze zu leisten ist und die Menge der nicht zur Ausfuhr gebrachten Waren im Falle der Nichtübereinstimmung der Stückzahl (§ 13) der Verzollung nach dieser Tarifnummer unterzogen wird.

§ 48.

Auch können Applikationsstickereien zum Ausschneiden im Inlande belassen oder zu diesem Zwecke wieder eingeführt werden. Sollen sie zum Ausschneiden gleich im Inlande belassen werden, so sind sie zunächst im unausgeschnittenen Zustande dem Zollamte zu stellen und von diesem so zu behandeln, als ob sie unausgeschnitten zur Ausfuhr gelangen würden.

Sodann sind die zum Ausschneiden im Inlande zu belassenden Applikationsstickereien ebenso wie die zum Ausschneiden wieder eingeführten, unter Bedachtnahme auf § 47, Alinea 2 neu in Vormerkung zu nehmen (Vormerkschein Formular *A*), wobei die durch Sticken vereinigten Gewebelagen als ein Stück zu zählen sind. Werden alle auf der Eingangsseite des Vormerkscheines ersichtlich gemachten Gewebestücke zur Wiederausfuhr gebracht, so wird eine Minus-

1907 differenz im Gewichte der ausgeschnitten wieder ausgeführten Applikationsstickereien nicht weiter in Betracht gezogen.

V. Sonstiger Stickereiverkehr.

§ 49.

Andere als die in der vorstehenden Verordnung geregelten Stickereiverkehre, z. B. auf Geweben in Verbindung mit Metallfäden, Ätzstickerei bei Wiederausfuhr im geätzten Zustande, mit Stickfaden aus leonischen Gespinsten oder Drähten, sind an die Bewilligung des Finanzministeriums gebunden.

§ 50.

Diese Verordnung tritt am 1. Jänner 1908 in Wirksamkeit.

Korytowsky m. p. *Fiedler* m. p.

Beispiel für Plattstich- oder Schifflistickerei. 1907

Formular A.

Kronland: Tirol und Vorarlberg. K. k. Zollamt *Lustenau.*

Vormerkschein Nr. *26* / Zahl *3*

für die Wareneinfuhr im Stickereiveredlungsverkehr bei kumulativer Abfertigung der eingeführten Gewebe und Garne.

Bewilligung der k. k. Finanzbezirksdirektion *Feldkirch*, Z. *1659*, vom *23. März* 1907.

Name der Partei: *Strasser Karl* aus *Hohenems.*

Stickereigattung:*) ***Plattstich- oder Schifflistickerei.***

Kollienzahl	Gewicht der Gewebe nebst dazugehörigem Stickfaden		Anzahl der zu identifizierenden Stücke	Warengattung	Anmerkung des Amtes
	sporko *kg*	netto *kg*			
1	2	3	4	5	6
1	*30·8*	*30*	*40*	*Baumwollgewebe, roh ungemustert, der T. Nr. 192 a) Anmerkung samt dazugehörigem Stickfaden aus Baumwolle*	Form des Amtsstempels: LU X
Unverarbeitet ausgeführt:					Wiederausfuhrfrist bis *30. Juni* 1909.
aus Kol. 4, 5		*2·8*	*4*		Von der Partei erlegte Zollsicherstellung laut Vormerkung *200 K.*
„ „ 6		*0·4*			
		26·8	*36*		Von dieser Sicherstellung durch nebigen Bezug in Anspruch genommen: *51 K.*

K. k. Zollamt *Lustenau*, am *23. Juni* 1908.

L. S. ***Madlener*** *Otto*, *Off.*

*) Stickereigattung nach § 8 *a—c* handschriftlich deutlich vom Amte einzutragen.

1907 **Ausfuhrsbestätigung.**

Datum der Ausfuhr	Nr.	Bestickt wieder-ausgeführt: Stickereigattung: *Platt- oder Schiffli-stickerei*		Unbestickt wieder-ausgeführt: Gewebe		Unverwendetes Garn	Austrittsbestätigung
		Nettogewicht *kg*	Stückzahl	Nettogewicht *kg*	Stückzahl	Nettogewicht *kg*	
1		2	3	4	5	6	7
5./7. 1908	*1*	*6*	*10*	. . .	. . .	. . .	*Madlener, Offizial Vonbun, Respizient*
16./8. 1908	*2*	*9·1*	*12*	. . .	. . .	. . .	*Madlener, Offizial Vonbun, Respizient*
13./10. 1908	*3*	*4*	*6*	. . .	. . .	. . .	*Madlener, Offizial Vonbun, Respizient*
2./2. 1909	*4*	*5·2*	*6*	. . .	. . .	. . .	*Madlener, Offizial Vonbun, Respizient*
18./5. 1909	*5*	. . .	. . .	*2·8*	*4*	*0·4*	*Madlener, Offizial Vonbun, Respizient*
		24·3	*34*	*2·8*	*4*	*0·4*	

Stückzahl im Eingang . . . 36
„ „ Ausgang . . . 34

Stückabgang . . . . 2 im Durchschnittsgewicht von (30:40) = 0·75 kg = 1·5 kg
Gewicht im Eingang (26·8—1·5) = 25·3 kg
„ „ Ausgang . . . . . 24·3 „

Differenz . . . . . 1·— kg
Die zulässige Differenz von 7% Garnabfall, berechnet von dem Gewichte der ausgeführten best. Ware, beträgt 1·7 kg

Daher der Vormerkschein als erschöpft nach § 12 einzuziehen.

1·5 kg Gewebe nach T. Nr. 192 a) Anmerkung mit 2 K 55 h lt. Ehm. Reg. Post 656 verzollt.

K. k. Zollamt *Lustenau*, am *18. Mai* 1909.

L. S. ***Madlener,***
Offizial.

Beispiel für Crochet (auch Applikationsstickerei in Kettenstich.) 1907

Formular A.

Kronland: Tirol und Vorarlberg. K. k. Zollamt *Höchst.*

Vormerkschein Nr. 7 / Zahl 2

für die Wareneinfuhr im Stickereiveredlungsverkehr bei kumulativer Abfertigung der eingeführten Gewebe und Garne.

Bewilligung der k. k. Finanzbezirksdirektion *Feldkirch*, Z. *1947*, vom *14. April* 1907.

Name der Partei: *Huber Franz* aus *Wolfurt.*

Stickereigattung: *)

Crochetstickerei (auch Applikationsstickerei in Kettenstich).

Kollienzahl	Gewicht der Gewebe nebst dazugehörigem Stickfaden		Anzahl der zu identifizierenden Stücke	Warengattung	Anmerkung des Amtes
	sporko *kg*	netto *kg*			
1	2	3	4	5	6
1	*125*	*122*	*48*	*Baumwollgewebe, roh ungemustert, der T. Nr. 192 a) Anmerkung samt dazugehörigem Stickfaden aus Leinen*	Form des Amtstempels: HÖ X
Unverarbeitet ausgeführt:					Wiederausfuhrfrist bis *30. Juni* 1909.
aus Kol. 4, 5		*20*	*8*		Von der Partei erlegte Zollsicherstellung laut Vormerkung *750 K.*
„ „ 6		*4*			
		98	*40*		Von dieser Sicherstellung durch nebigen Bezug in Anspruch genommen: *207·40 K.*

K. k. Zollamt *Höchst*, am *13. Februar* 1908.

L. S. ***Berger,*** *Offizial.*

*) Stickereigattung nach § 8 *a—c* handschriftlich deutlich vom Amte einzutragen.

1907 **Ausfuhrsbestätigung**

Datum der Ausfuhr	Nr.	Bestickt wieder-ausgeführt Stickereigattung *Crochetstickerei* Nettogewicht *kg*	Bestickt wieder-ausgeführt Stickereigattung *Crochetstickerei* Stückzahl	Unbestickt wieder-ausgeführt Gewebe Nettogewicht *kg*	Unbestickt wieder-ausgeführt Gewebe Stückzahl	Unverwendetes Garn Nettogewicht *kg*	Austrittsbestätigung
1		2	3	4	5	6	7
22./2. 1908	*1*	*10*	*4*	. . .	. . .	. . .	*Berger, Offizial Schug, Assistent*
6./5. 1908	*2*	*46*	*18*	. . .	. . .	. . .	*Berger, Offizial Schug, Assistent*
17./9. 1908	*3*	. . .	. . .	*20*	*8*	. . .	*Berger, Offizial Schug, Assistent*
28./12. 1908	*4*	*15·5*	*6*	. . .	. . .	. . .	*Berger, Offizial Schug, Assistent*
7./4. 1909	*5*	*14*	*10*	. . .	. . .	. . .	*Berger, Offizial Schug, Assistent*
10./4. 1909	*6*	. . .	. . .	. . .	. . .	*4*	*Berger, Offizial Schug, Assistent*
		85·5	*38*	*20*	*8*	*4*	

Stückzahl im Eingang . . . 40
„ „ Ausgang . . . 38
Stückabgang . . . . 2 im Durchschnittsgewicht von (122:48 =) 2·5 kg = 5 kg.
Gewicht im Eingang (98—5) = 93 kg
„ „ Ausgang 85·5 kg
Differenz . . . 7·5 kg
Die zulässige Differenz von 1% Garnabfall, berechnet vom Gewichte der ausgeführten best. Ware, beträgt 0·9 kg
daher zollpflicht. Gewichtsabgang 6·6 kg.

5 kg Gewebe nach T. N. 192 a) Anmerkung
6·6 kg Garn nach T. N. 186 d/187 e } *mit 13 K 30 h lt. Ehm. Reg. Post 1068 verzollt.*

K. k. Zollamt *Höchst*, am *10. April* 1909.

L. S.

Berger
Offizial.

Schug
Assistent.

Formular B/I. 1907

Beispiel für Baumwollwaren der Tarifnummer 191a Anmerkung, 192a Anmerkung, 195a 1 Anmerkung und Stickfaden (ausschließlich Seide) in Plattstich- und Schifflistickerei.

Kontobogen

für den der Partei *Albert Huber* aus *Dornbirn* von der k. k. Finanzbezirksdirektion *Feldkirch* mit Erlaß vom *3. März 1907, Z. 6112*, bewilligten Stickereiveredlungsverkehr mit Baumwollwaren der Tarifnummer 191a Anmerkung, 192a Anmerkung, 195a 1 Anmerkung, sowie Stickfaden aller Art (ausschließlich Seide), welche mittels *Plattstich-* und *Schiffli*-Stickerei bestickt werden.

Amtskonto № 16.

Giltig für die Einfuhr vom 1. Jänner 1908 bis 31. Dezember 1908.

Die eingeführten Gewebe sind mit folgendem Amtsstempel identifiziert:

LU X

Die Wiederausfuhr dieser Gewebe hat spätestens am 30. Juni 1909 zu erfolgen, und muß auch an diesem Tage dieser Kontobogen dem Amte übergeben werden.

Höhe der erlegten Zollsicherstellung *2800 K . . h.*

K. k. Zollamt *Lustenau*, am 2. Jänner 1908.

1907

Eingang						
Datum der Erklärung	Nr.	Baumwollwaren der T. Nr. 191a Anmerkung, 192a Anmerkung, 195a 1 Anmerkung		Stickfaden aller Art (ausschließlich Seide)		Amtsbestätigung
		Nettogewicht kg	Stückzahl	Nettogewicht kg	Anmerkung	
1		2	3	4		5
2./1. 1908	1	50·5	56	30	—	Madlener, Offizia Vonbun, Respizien
15./4. 1908	2	178·3	190	—	—	Madlener, Offizia Vonbun, Respizien
7./8. 1908	3	—	—	100	—	Madlener, Offizia Vonbun, Respizien
25./8. 1908	4	10	14	2	—	Madlener, Offizia Vonbun, Respizien
5./10. 1908	5	65·8	76	—	—	Madlener, Offizia Vonbun, Respizien
13./12. 1908	6	121	142	82	—	Madlener, Offizia Vonbun, Respizien
		425·6	478	214	—	
Unbestickt ausgeführt		31	42	20	—	Gewicht des auf de nächste Konto übe tragenen Garnes
		394·6	436	194	—	
Fehlende Stücke (§ 31)		3·6	4			
		391	432			

4 Gewebestücke fehlen im berechneten Durchschnittsgewichte von je (425·6 : 478 =) 0·9 kg; daher für 4 Stück 3·6 kg Gewicht.

1907

Ausgang							
n	Nr.	Baumwollgewebe (Tülle)				Garn unverwendet wiederausgeführt oder auf das nächste Konto übertragen	Austrittsbestätigung oder Bemerkung wegen Verzollung der Gewebe oder wegen Übertragung der Garne auf das nächste Konto
klärung		im bestickten Zustande		unbestickt wiederausgeführt oder zur Einfuhr verzollt			
		Nettogewicht kg	Stückzahl	Nettogewicht kg	Stückzahl	Nettogewicht kg	
6		7	8	9	10	11	12
908	1	47	36	. . .	. . .	. . . .	*Madlener, Off. Vonbun, Resp.*
908	2	65·5	48	. . .	. . .	. . . .	*Madlener, Off. Vonbun, Resp.*
908	3	34	20	.	. .	. . . .	*Madlener, Off. Vonbun, Resp.*
908	4	115	96	. .	. . .	. . . .	*Madlener, Off. Vonbun, Resp.*
908	5	78	76	. . .	. . .	. . . .	*Madlener, Off. Vonbun, Resp.*
908	6	5	4	. . .	. . .	. . . .	*Madlener, Off. Vonbun, Resp.*
908	7	60	56	. . .	. . .	. . . .	*Madlener, Off. Vonbun, Resp.*
908	8	49	38	. . .	. . .	. . . .	*Madlener, Off. Vonbun, Resp.*
908	9	35	24	. . .	. . .	. . . .	*Madlener, Off. Vonbun, Resp.*
909	10	24	16	. . .	. . .	. . . .	*Madlener, Off. Vonbun, Resp.*
909	11	. .	. .	22	30	. . . .	*Madlener, Off. Vonbun, Resp.*
909	12	. .	. .	9	12	. . . .	*Unter Ehm. Reg. Post 540 zur Einfuhr nach T. Nr. 191a Anmerkung, verzollt.*
909	13	25	18	. .	. .	20*)	*Madlener, Off. Vonbun, Resp.*
		537·5	432	31	42	20	*) *Auf das nächste Konto übertragen.*
Colonne nd 3		391	432				*Abrechnung des Kontos nach erfolgter Berechnung des Gewichtes für die fehlenden Stücke nach § 31:*
		146·5	—				
25% abfall		36·6					*Ausgang . . 432 Stück* *Eingang . . 432 „*
tes Garn		183·1					
Gewebe nach T. Nr. 192a, Anung . . . . . 6 K 12 h; 9 kg Garn nach T. Nr. 186d, ... 7 K 96 h — Zus. 14 K 08 h							*Garngewicht im Ausgang . . . . . 183·1 kg* *Im Vergleiche zum Eingangsgewicht . 194 kg*
m. Reg.-Post 749 verzollt.							*fehlendes Garn . . . 10·9 kg*

Lustenau, am 30. Juni 1909. *Madlener, Off.*

1907 **Formular B.2.**

Beispiel für wollene Webewaren in Crochetstickerei (auch Applikation in Kettenstich).

Kontobogen

für den der Partei *Albert Huber* aus *Dornbirn* von der k. k. Finanzbezirksdirektion *Feldkirch* mit Erlaß vom *2. Dezember 1907, Z. 9680,* bewilligten Stickereiveredlungsverkehr mit *Wollengeweben,* sowie Stickfaden aller Art (ausschließlich Seide), welche mittels *Crocket*-Stickerei bestickt werden.

Amtskonto № 17.

Giltig für die Einfuhr vom *1. Jänner 1908* bis *31. Dezember 1908.*

Die eingeführten Gewebe sind mit folgendem Amtsstempel identifiziert.

Die Wiederausfuhr dieser Gewebe hat bis spätestens am 30. Juni 1909 zu erfolgen, und muß auch an diesem Tage dieser Kontobogen dem Amte übergeben werden.

Höhe der erlegten Zollsicherstellung: *2800 K.*

K. k. Zollamt *Lustenau,* am 17. Jänner 1908.

Formulare für alle Gewebe (Tülle, mit Ausschluß von Baumwollwaren der Tarifnummer 191a Anmerkung, 192a Anmerkung und 195a 1 Anmerkung.

Formular B/3. 1907

Beispiel für Seidengewebe in Plattstich- und Schifflistickerei und Applikationsstickerei in Platt- und Schifflistich unter Applizierung der Seidengewebe auf Baumwollgewebe.

Kontobogen

für den der Partei *Franz Thon* aus *Höchst* von der k. k. Finanzbezirksdirektion *Feldkirch* mit Erlaß vom *1. Jänner 1908, Z. 2270,* bewilligten Stickereiveredlungsverkehr mit *Seidengeweben* sowie Stickfaden aller Art (ausschließlich Seide), welche mittels *Plattstich-* und *Schifflistickerei* bestickt werden.

Amtskonto № *18.*

Giltig für die Einfuhr vom *1. Jänner 1908* bis *31. Dezember 1908.*

Die eingeführten Gewebe sind mit folgendem Amtsstempel identifiziert:

Die Wiederausfuhr dieser Gewebe hat bis spätestens am *30. Juni 1909* zu erfolgen, und muß auch an diesem Tage dieser Kontobogen dem Amte übergeben werden.

Höhe der erlegten Zollsicherstellung: *4000 K.*

K. k. Zollamt *Höchst,* am *3. Februar 1908.*

Formular für alle Gewebe (Tülle) mit Ausschluß von Baumwollwaren der T Nr. 191a Anmerkung, 192a Anmerkung und 195a 1. Anmerkung.

1907 **Formular B/2.**

Beispiel für wollene Webewaren in Crochetstickerei (auch Applikation in Kettenstich).

Kontobogen

für den der Partei *Albert Huber* aus *Dornbirn* von der k. k. Finanzbezirksdirektion *Feldkirch* mit Erlaß vom *2. Dezember 1907, Z. 9680,* bewilligten Stickereiveredlungsverkehr mit *Wollengeweben,* sowie Stickfaden aller Art (ausschließlich Seide), welche mittels *Crocket*-Stickerei bestickt werden.

Amtskonto № 17.

Giltig für die Einfuhr vom *1. Jänner 1908* bis *31. Dezember 1908.*

Die eingeführten Gewebe sind mit folgendem Amtsstempel identifiziert:

Die Wiederausfuhr dieser Gewebe hat bis spätestens am 30. Juni 1909 zu erfolgen, und muß auch an diesem Tage dieser Kontobogen dem Amte übergeben werden.

Höhe der erlegten Zollsicherstellung: *2800 K.*

K. k. Zollamt *Lustenau,* am 17. Jänner 1908.

Formulare für alle Gewebe (Tülle) mit Ausschluß von Baumwollwaren der Tarifnummer 191a Anmerkung, 192a Anmerkung und 195a 1 Anmerkung.

Formular B/3. 1907

Beispiel für Seidengewebe in Plattstich- und Schifflistickerei und Applikationsstickerei in Platt- und Schifflistich unter Applizierung der Seidengewebe auf Baumwollgewebe.

Kontobogen

für den der Partei *Franz Thon* aus *Höchst* von der k. k. Finanzbezirksdirektion *Feldkirch* mit Erlaß vom *1. Jänner 1908, Z. 2270,* bewilligten Stickereiveredlungsverkehr mit *Seidengeweben* sowie Stickfaden aller Art (ausschließlich Seide), welche mittels *Plattstich-* und *Schifflistickerei* bestickt werden.

Amtskonto № *18.*

Giltig für die Einfuhr vom *1. Jänner 1908* bis *31. Dezember 1908.*

Die eingeführten Gewebe sind mit folgendem Amtsstempel identifiziert:

HÖ X

Die Wiederausfuhr dieser Gewebe hat bis spätestens am *30. Juni 1909* zu erfolgen, und muß auch an diesem Tage dieser Kontobogen dem Amte übergeben werden.

Höhe der erlegten Zollsicherstellung: *4000 K.*

K. k. Zollamt *Höchst,* am *3. Februar 1908.*

Formular für alle Gewebe (Tülle) mit Ausschluß von Baumwollwaren der T Nr. 191a Anmerkung, 192a Anmerkung und 195a 1. Ar—

1907

Eingang						
Datum der Erklärung	Nr.	Gewebegattung: Wollene Webewaren		Stickfaden aller Art (ausschließlich Seide		Amtsbestätigun
		Nettogewicht kg	Stückzahl	Nettogewicht kg	Anmerkung	
1		2	3	4		5
17./1. 1908	1	4	16	2		Madlener, Offizi Vonbun, Respizie
24./3. 1908	2	3·6	8	. . .	Seide, Zolldifferenz (§ 17) sub Ein. Reg. P. 22 erlegt	Madlener, Offizi Vonbun, Respizie
25./3. 1908	3	. . .	. . .	3		Madlener, Offizi Vonbun, Respizie
15./5. 1908	4	1·1	2	. . .		Madlener, Offizi Vonbun, Respizie
18./9. 1908	5	12	28	2	—	Madlener, Offizi Vonbun, Respizie
		20·7	54	7	—	
Unbestickt ausgeführt		4	6			
		16·7	48			

Datum	N.	Erklärung	Wiederholte Zustände: Stückzahl	Wiederholte Zustände: Stückzahl	Wiederholte Zustände, wieder angeführte oder zur Einfuhr verzollt: Kilogramm	Wiederholte Zustände, wieder angeführte oder zur Einfuhr verzollt: Stückzahl	Wieder in Verkehr angeführt oder zur Zollstelle zurückgesendet: Kilogramm	Anmerkungen über Bemerkung wegen Verzollung der Ware oder wegen Übertragung der Ware auf die nächste Karte
6			7	8	9	10	11	12
3. 1908	1		[illegible]	[illegible]				Madlener. [illegible] Trauna. Lustenau
5. 1908	2		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]		Madlener. [illegible] Trauna. Lustenau
9. 1908	3		[illegible]	[illegible]				Madlener. [illegible] Trauna. Lustenau
2. 1909	4		[illegible]	[illegible]	[illegible]			Madlener. [illegible] Trauna. Lustenau
1. 1909	5		[illegible]		[illegible]	[illegible]		Madlener. [illegible] Trauna. Lustenau
3. 1909	6		[illegible]	[illegible]			[illegible]	Madlener. [illegible] Trauna. Lustenau.
			[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	Übertragung der Karte:
Kolonne 2 u. 3			[illegible]	[illegible]				Ausgang [illegible] Stück Eingang [illegible]
			[illegible]					
u. 5 „ Garnabfall			[illegible]	[illegible]				Gewichtsausgleich: Im Ausgang [illegible] kg Im Vergleiche zum Eingangsgewicht [illegible] kg mehr [illegible] kg
ticktes Garn			[illegible]	[illegible]				
								daher Kontobogen nach § 30 als erschöpft einzuziehen.

Lustenau, am 28. März 1909. Madlener, Obf.

1907

Eingang						
Datum der Erklärung	Nr.	Gewebegattung: Seidengewebe		Stickfaden aller Art (ausschließlich Seide)		Amtsbestätigung
		Nettogewicht kg	Stückzahl	Nettogewicht kg	Anmerkung	
1		2	3	4		5
3./2. 1908	1	21·5	32	10	Seide, Zolldifferenz (§ 17) sub Einn. Reg. P. 207 erlegt	Berger, Offizial Schug, Assistent
17./4. 1908	2	12	18			Berger, Offizial Schug, Assistent
23./5. 1908	3	18·5	28	5·5		Berger, Offizial Schug, Assistent
13./6. 1908	4	29	40			Berger, Offizial Schug, Assistent
4./10. 1908	5	11·2	17	6		Berger, Offizial Schug, Assistent
17./12. 1908	6	14	19			Berger, Offizial Schug, Assistent
		106·2	154	21·5		
Unverwendet ausgeführt		2	3	1·5		
		104·2	151	20		
Fehlende Stücke		1·4	2			
		102·8	149			

Durchschnittsgewicht eines Gewebestückes (106·2 : 154 =) . . 0·7 kg
86 Gewebestücke zur Applikation, Durchschnittsgewicht . . . 60·2 kg
151 aus Kolonne 3
149 aus Kolonne 8

2 Gewebestücke fehlen, Durchschnittsgewicht derselben . . . 1·4 kg

1·4 kg Gewebe nach Tarifnummer 248 b . . 18 K 20 h
und 1·4 kg Garn nach Tarifnummer 186 d, 187 e 1 K 02 h } *zus. 19 K 20 h*
laut Einnahme-Register Post 246 verzollt.

1907

Ausgang							
Datum der Erklärung	Nr.	Seidengewebe im bestickten Zustande		Seidengewebe unbestickt wieder ausgeführt oder zur Einfuhr verzollt		Garn unverwendet wieder ausgeführt oder auf das nächste Konto übertragen	Austrittsbestätigung oder Bemerkung wegen Verzollung der Gewebe oder wegen Übertragung der Garne auf das nächste Konto
		Nettogewicht kg	Stückzahl	Nettogewicht kg	Stückzahl	Nettogewicht kg	
6		7	8	9	10	11	12
4./3. 1908	*1*	*17·3*	*18*				*Berger, Offizial Schug, Assistent*
7./4. 1908	*2*	*13*	*14*	*2*	*3*		*Berger, Offizial Schug, Assistent*
14./6. 1908	*4*	*11·1*	*13*				*Berger, Offizial Schug, Assistent*
9./11. 1908	*6*	*10·1*	*11*	—	—	*1·5*	*Berger, Offizial Schug, Assistent*
2./3. 1909	*8*	*6*	*7*				*Berger, Offizial Schug, Assistent*
		57·5	*63*	*2*	*3*	*1·5*	
Appl. Gewebe		*60·2*	*86*				*Garngewicht im Ausgang 18·6 kg*
Summe		*117·7*	*149*				*Garngewicht im Eingang 20·0 kg*
Aus Kolonne 2 und 3		*102·8*	*149*				
		14·9	—				*fehlendes Garn . . 1·4 kg*
Hiezu 25% Garnabfall		*3·7*					
Versticktes Garn		*18·6*					
Appliziert auf Gewebe des Kontobogens zum Amtskonto 19.							
5./6. 1908	*3*	*41·5*	*22*				
3./7. 1908	*5*	*80*	*43*				
3./1. 1909	*7*	*43*	*21*				
		164·5	*86*				
Aus Kolonne 2 und 3		*60·2*	*86*				
Zum Übertrag in Kontobogen zum Amtskonto 19		*104·3*	—				

Höchst, am 7. März 1909. **Berger,** *Offizial.*

1907 **Formular C I.**

Beispiel für Baumwollwaren der C. Nr. 191 a Anmerkung, 192 a Anmerkung, 195 a I. Anmerkung und Stickfaden (ausschließlich Seide) in Plattstich- und Schifflistickerei.

Amtskonto № 16

für den der Partei *Albert Huber* aus *Dornbirn* von der k. k. Finanzbezirksdirektion *Feldkirch* mit Erlaß vom *3. März 1907, Z. 6112,* bewilligten Stickereiveredlungsverkehr mit Baumwollwaren der T. Nr. 191 a Anmerkung, 192 a Anmerkung, 195 a 1. Anmerkung, sowie Stickfaden aller Art (ausschließlich Seide), welche mittels *Plattstich-* und *Schiffli*-Stickerei*) bestickt werden.

Giltig für die Einfuhr vom *1. Jänner* bis *31. Dezember 1908.*

Die eingeführten Gewebe sind mit folgendem Amtsstempel identifiziert:

LU X

Zu diesem Amtskonto gehören { *6* Stück Einfuhr- / *15* Stück Ausfuhr- } Erklärungen.

Abgeschlossen am *30. Juni 1909.*

Höhe der erlegten Zollsicherstellung laut Vormerkung . . *2800 K* -- *h*

Bei der Abrechnung an Zoll definitiv vereinnahmt:

für Garne	*7 K 96 h*
für Gewebe	*6 K 12 h*
zusammen . . .	*14 K 10 h*

K. k. Zollamt *Lustenau.*

Vorgelegt zur Zensur mit *19* Beilagen am *30. Juni 1909.*

Madlener. Off.

* Stickereigattung nach § 5a c handschriftlich deutlich vom Amte einzutragen.

Formular C 2. 1907

Beispiel für alle Gewebe mit Ausschluß von Baumwollgeweben der T. Nr. 191a Anmerkung, 192a Anmerkung und 195a, I. Anmerkung.

Amtskonto № 17

für den der Partei *Albert Huber* aus *Dornbirn* von der k. k. Finanzbezirksdirektion *Feldkirch* mit Erlaß vom *2. Dezember 1907, Z. 9680,* bewilligten Stickereiveredlungsverkehr mit *Wollengeweben* sowie Stickfaden aller Art (ausschließlich Seide), welche mittels *Crochet*-Stickerei*) bestickt werden.

Giltig für die Einfuhr vom *1. Jänner* bis *31. Dezember 1908.*

Die eingeführten Gewebe sind mit folgendem Amtsstempel identifiziert:

LU X

Zu diesem Amtskonto gehören: 5 Stück Einfuhr- / 6 Stück Ausfuhr- } Erklärungen.

Abgeschlossen am *28. März 1909.*

Höhe der erlegten Zollsicherstellung laut Vormerkung . *2800 K — h*
Bei der Abrechnung an Zoll definitiv vereinnahmt:
für Garne . . . . . .
für Gewebe . . . . .

K. k. Zollamt *Lustenau.*

Vorgelegt zur Zensur mit *11* Beilagen am *30. Juni 1909.*

Madlener, Off.

*) Stickereigattung nach § 8a c handschriftlich deutlich vom Amte einzutragen.

1907

Eingang						
Datum der Erklärung	Nr.	Baumwollgewebe der T. Nr. 191a Anmerkung, 192a Anmerkung, 195a 1. Anmerkung		Stickfaden aller Art (ausschließlich Seide)		Amtsbestätigung
		Nettogewicht *kg*	Stückzahl	Nettogewicht *kg*	Anmerkung	
1		2	3	4		5
2. 1. 1908	*1*	*50·5*	*56*	*30*	—	*Madlener, Offizial Vonbun, Respizient*
15. 1. 1908	*2*	*178·3*	*190*	—	—	*Madlener, Offizial Vonbun, Respizient*
7. 8. 1908	*3*	—	—	*100*	—	*Madlener, Offizial Vonbun, Respizient*
25. 8. 1908	*4*	*10*	*14*	*2*	—	*Madlener, Offizial Vonbun, Respizient*
5. 10. 1908	*5*	*65·8*	*76*	—	—	*Madlener. Offizial Vonbun. Respizient*
13. 12. 1908	*6*	*121*	*142*	*82*	—	*Madlener, Offizial Vonbun, Respizient*
		125·6	*178*	*214*	—	
Unbestickt ausgeführt		*31*	*42*	*20*	-	*Gewicht des auf das nächste Konto übertragenen Garnes*
		394·6	*136*	*194*	—	
Fehlende Stücke (§ 31)		*3·6*	*4*			
		391	*132*			

4 Gewebestücke fehlen im berechneten Durchschnittsgewichte von je 125·6 : 178 = 0·9 kg; daher für 4 Stück 3·6 kg Gewicht.

1907

Ausgang							
m	Nr.	Baumwollgewebe (Tülle)				Garne unverwendet wieder ausgeführt oder auf das nächste Konto übertragen	Austrittsbetästigung oder Bemerkung wegen Verzollung der Gewebe oder wegen Übertragung der Garne auf das nächste Konto
rklärung		im bestickten Zustande		unbestickt wieder ausgeführt oder zur Einfuhr verzollt			
		Nettogewicht kg	Stückzahl	Nettogewicht kg	Stückzahl	Nettogewicht kg	
6		7	8	9	10	11	12
1908	1	47	36	. . .	. . .	. . . .	Madlener, Off. Vonbun, Resp.
1908	2	65·5	48	. . .	. . .	. . . .	Madlener, Off. Vonbun, Resp.
1908	3	34	20	. . .	. . .	. . . .	Madlener, Off. Vonbun, Resp.
1908	4	115	96	. . .	. . .	. . . .	Madlener, Off. Vonbun, Resp.
1908	5	78	76	. . .	. . .	. . . .	Madlener, Off. Vonbun, Resp.
1908	6	5	4	. . .	. . .	. . . .	Madlener, Off. Vonbun, Resp.
1908	7	60	56	. . .	. . .	. . . .	Madlener, Off. Vonbun, Resp.
1908	8	49	38	. . .	. . .	. . . .	Madlener, Off. Vonbun, Resp.
1908	9	35	24	. . .	. . .	. . . .	Madlener, Off. Vonbun, Resp.
1909	10	24	16	. . .	. . .	. . . .	Madlener, Off. Vonbun, Resp.
1909	11	. .	. .	22	30	. . . .	Madlener, Off. Vonbun, Resp.
1909	12	. .	. .	9	12	. . . .	Unter Ehm. Reg. Post 540 zur Einfuhr nach T. Nr. 191a Anmerkung, verzollt.
1909	13	25	18	. . .	. .	20*)	Madlener, Off. Vonbun, Resp.
		537·5	432	31	42	20	*) Auf das nächste Konto übertragen.
Kolonne und 3		391	432				Abrechnung des Kontos nach erfolgter Berechnung des Gewichtes für die fehlenden Stücke nach § 31:
		146·5	—				
zu 25% nabfall		36·6					Ausgang . . 432 Stück Eingang . . 432 „
ktes Garn		183·1					

Gewebe nach T. Nr. 192a, Anlung . . . . . 6 K 12 h
9 kg Garn nach T. Nr. 186d, e . . . . . 7 K 96 h } Zus. 14 K 10 h
Ehm. Reg.-Post 749 verzollt.

Garngewicht im Ausgang . . . . . 183·1 kg
Im Vergleiche zum Eingangsgewicht . 194 kg
fehlendes Garn . . 10·9 kg

Lustenau, am 30. Juni 1909.

Madlener, Off

1907

Eingang						
Datum der Erklärung	Nr.	Gewebegattung: *Wollene Webewaren*		Stickfaden aller Art (ausschließlich Seide)		Amtsbestätigung
		Nettogewicht *kg*	Stückzahl	Nettogewicht *kg*	Anmerkung	
1		2	3	4		5
17./1. 1908	*1*	*4*	*16*	*2*		*Madlener, Offizial Vonbun, Respizient*
24./3. 1908	*2*	*3·6*	*8*	. . .	*Seide, Zolldifferenz (§ 17) sub Finn. Reg. P. 22 erlegt*	*Madlener, Offizial Vonbun, Respizient*
25./3. 1908	*3*	. . .	. .	*3*		*Madlener, Offizial Vonbun, Respizient*
15./5. 1908	*4*	*1·1*	*2*	. . .		*Madlener, Offizial Vonbun, Respizient*
18./9. 1908	*5*	*12*	*28*	*2*	—	*Madlener, Offizial Vonbun, Respizient*
		20·7	*54*	*7*	—	
Unbestickt ausgeführt		*4*	*6*			
		16·7	*48*			

1907

Ausgang							
Datum der Erklärung	Nr.	Wollengewebe im bestickten Zustande		Wollengewebe unbestickt wieder ausgeführt oder zur Einfuhr verzollt		Garne unverwendet wieder ausgeführt oder auf das nächste Konto übertragen	Austrittsbestätigung oder Bemerkung wegen Verzollung der Gewebe oder wegen Übertragung der Garne auf das nächste Konto
		Nettogewicht kg	Stückzahl	Nettogewicht kg	Stückzahl	Nettogewicht kg	
6		7	8	9	10	11	12
24./3. 1908	*1*	*3*	*8*	. . .	. . .	. . . .	*Madlener, Offizial Vonbun, Respizient*
15./5. 1908	*2*	*1·5*	*2*	. . .	. .	. . . .	*Madlener, Offizial Vonbun, Respizient*
18./9. 1908	*3*	*6*	*14*	. . .	. . .	. . . .	*Madlener, Offizial Vonbun, Respizient*
16./12. 1908	*4*	*9·5*	*12*	. . .	. . .	. . . .	*Madlener, Offizial Vonbun, Respizient*
1./1. 1909	*5*	. .	. .	*4*	*6*	. . . .	*Madlener, Offizial Vonbun, Respizient*
28./3. 1909	*6*	*7*	*12*	. . .	. . .	. . . .	*Madlener, Offizial Vonbun, Respizient*
		27	*48*	*4*	*6*	. . . .	*Abrechnung des Kontos:*
Aus Kolonne 2 und 3		*16·7*	*48*				*Ausgang 48 Stück Eingang 48 „*
		10·3	. .				
Hiezu 3% Garnabfall		*0·3*	. .				*Garngewicht im Ausgang 10·6 kg Im Vergleiche zum Eingangsgewicht . 7·6 kg mehr . 3·6 kg*
Versticktes Garn		*10·6*	. .				
							daher Kontobogen nach § 30 als erschöpft einzuziehen.

Lustenau, am 28. März 1909. *Madlener, Off.*

1907 **Formular D/2.**

Formular für den Stickereiveredlungsverkehr nach Abschnitt II der Verordnung.

Kontobuch № 24

für den der Firma *Ferdinand Lang* in *Dornbirn* von der k. k. Finanzbezirksdirektion *Feldkirch* mit Erlaß vom *18. Dezember 1907, Z. 6580*, bewilligten Stickerei-Veredlungsverkehr mit *Wollengeweben (Tüllen)*, sowie *Stickfaden aller Art (ausschließlich Seide)*, welche einer weiteren Appretur durch Bleichen, Zerteilen und kaufrechtes Adjustieren im Inlande unterzogen werden sollen.

Amtskonto № 24.

Die Wiederausfuhr der im Jahre *1908* bezogenen Waren hat spätestens am 31. Dezember 1909 zu erfolgen, und muß auch an diesem Tage dieses Kontobuch zum Behufe der Abrechnung dem gefertigten Amte vorgelegt werden.

Höhe der erlegten Zollsicherstellung: *120.000 K — h.*

K. k. Hauptzollamt II. Dornbirn., am *2. Jänner 1908.*

Nischler, Revident.

Formular D/I. 1907

Formular für den Stickereiveredlungsverkehr nach Abschnitt II der Verordnung.

Kontobuch № 19

für den der Firma *Franz Egger* in *Dornbirn* von der k. k. Finanzbezirksdirektion *Feldkirch* mit Erlaß vom *2. Dezember 1907, Z. 6430,* bewilligten Stickereiveredlungsverkehr mit *Baumwollgeweben aller Art (auch Tüllen), roh, sowie Stickfaden aller Art (ausschließlich Seide),* welche einer weiteren Appretur durch Bleichen, Zerteilen und kaufrechtes Adjustieren im Inlande unterzogen werden sollen.

Amtskonto № 19.

Die Wiederausfuhr der im Jahre 19*08* bezogenen Waren hat spätestens am 31. Dezember 19*09* zu erfolgen, und muß auch an diesem Tage dieses Kontobuch zum Behufe der Abrechnung dem gefertigten Amte vorgelegt werden.

Höhe der erlegten Zollsicherstellung: *60.000 K — h.*

K. k. Hauptzollamt II. Dornbirn, am *2. Jänner 1908.*

Nischler, Revident.

L. S.

1907

Eingang						
Datum der Erklärung	Nr.	Fabriks-zeichen und Nummer (§ 36)	Wollengewebe (Tülle)	Stickfaden aller Art (ausschließlich Seide)	Anmerkung	Amtsbestätigung
			Kilogramm			
1		2	3	4	5	6
2./1. 1908	*1*	*LF 33/147*	*12.006·4*	*4.802*		*Nischler, Rev. Stütz, Offizial*
8./2. 1908	*2*	*LF 240/310*	*8.800*	*2.400·5*		*Nischler, Rev. Stütz, Offizial*
8./3. 1908	*3*	. . . . .	. . . .	*4.060*		*Nischler, Rev. Stütz, Offizial*
8./4. 1908	*4*	*LF 920/1040*	*9.814*	*944*		*Nischler, Rev. Stütz, Offizial*
			30.620·4	*12.206·5*		
Hievon aus Kolonne 8 und 9 ab			*240*	*102*		
			30.380·4	*12.104·5*		
Hiezu Garn aus Kolonne 4			*12.104·5*			
			42.484·9			
Ausgeführt laut Abrechnung			*40.067·1*			
daher Abgang			*2.417·8 welcher nach Tarifnummer 234 zum Zollsatze von 476 K per 100 kg mit 11.508 K 75 h sub Ehm. Reg.-Post 276 verzollt wurde.*			
			Abgerechnet am 31. Dezember 1909.			

1907

Ausgang								
am	Nr.	Unbestickte Rohware	Unverarbeitet ausgeführtes Garn	Bestickte Rohware (im gleichen Appreturszustande wie bei der Einfuhr)	Adjustierte Rohware*) (im gleichen Appreturszustande wie bei der Einfuhr)	Bestickte, gebleichte, nicht adjustierte Ware	Bestickte, gebleichte, adjustierte Ware*)	Nachweis des Austrittes
der lärung		Kilogramm						
7		8	9	10	11	12	13	14
1908	1	. .	. .	4007·5	. . .	. . .	. . .	Begltsch.-Ausf.-R.-P. 22
1908	2	. .	. .	602·3	402·1	. . .	. . .	" " " " 44
1908	3	. .	. .	. . .	1840·1	. . .	. . .	" " " " 60
1908	4	240	102	. . .	. . .	. . .	. . .	" " " " 65
1908	5	. .	. .	3808·2	1040·2	. . .	. . .	" " " " 68
1908	6	. .	. .	6020·8	. . .	. . .	. . .	" " " " 70
1909	7	. .	. .	8812	. . .	. . .	. . .	" " " " 2
1909	8	. .	. .	. . .	4010	. . .	. . .	" " " " 20
1909	9	. .	. .	640	2040	. . .	. . .	" " " " 46
1909	10	. .	. .	4006	782·4	. . .	. . .	" " " " 50
		240	102	27896·8	10114·8	. . .	. . .	

Zur Abrechnung:	*Bestickte Rohware in kg*
Kolonne 10	27.896·8
" *11 abzüglich 2·1% per 212·4 kg*	9.902·4
Zusammen . . .	37.799·2
+ 6% für Garnabfall gemäß § 43	2.267·9
Summe nach § 43 . . .	40.067·1

K. k. Hauptzollamt II. Darnbirn.

hler, Revident. *Stütz, Offizial.*

*) Nettogewicht nach Abzug der Wickelkarten.

1907

Eingang.						
Datum der Erklärung	Nr.	Fabriks-zeichen und Nnmmer (§ 36)	*Rohe* Baumwoll-gewebe aller Art (Kilogramm)	Stickfaden aller Art (aus-schließlich Seide) (Kilogramm)	Anmerkung	Amtsbestätigung
1		2	3	4	5	6
2./1. 1908	*1*	*FE 247/61*	*1.242·6*	*390*		*Nischler, Rev. Stütz, Off.*
6./1. 1908	*2*	*FE 248/92*	*2.200·4*	*420·2*		*Nischler, Rev. Stütz, Off.*
8./2. 1908	*3*	*KK 24/26*	*612*	*202*		*Nischler, Rev. Stütz, Off.*
20./2. 1908	*4*	*LM 612/24*	*1.800·2*	*796*		*Nischler, Rev. Stütz, Off.*
4./3. 1908	*5*	*CL 2296/308*	*822*	*506*		*Nischler, Rev. Stütz, Off.*
5./3. 1908	*6*	*FR 82/96*	*1.412·5*	. . .		*Nischler, Rev. Stütz, Off.*
8./6. 1908	*7*	*FE 640/76*	*2.022*	*860*	*Seide; Zoll-differenz gemäß § 33 mit 6 K 80 h lt. Ehm. Reg.-Post 1897 bar erlegt.*	*Nischler, Rev. Stütz, Off.*
20./7. 1908	*8*	. . . . .	. . .	*720·5*		*Nischler, Rev. Stütz, Off.*
6./8. 1908	*9*	. . . . .	. . .	*18·4*		*Nischler, Rev. Stütz, Off.*
9./8. 1908	*10*	*EZ 648/80*	*1.022*	*620*		*Nischler, Rev. Stütz, Off.*
12./11. 1908	*11*	*FL 612/20*	*1.622*	*860·5*		*Nischler, Rev. Stütz, Off.*
19./11. 1908	*12*	*LM 212/18*	*1.096*	. . .		*Nischler, Rev. Stütz, Off.*
28./12. 1908	*13*	. . . . .	. . .	*512·6*		*Nischler, Rev. Stütz, Off.*
			13.851·7	*5.906·2*		
Hievon aus Kolonne 8 u. 9 ab			*160·5*	*64*		
			13.691·2	*5.842·2*		
Hiezu Garn aus Kolonne 4 .			*5.842·2*			
			19.533·4			
Ausgeführt laut Abrechnung .			*19.504·6*			
Daher Abgang . . .			*28·8*	*welcher nach Tarifnummer 195 b) 2. zum Zollsatze von 400 K sub Ehm. Reg.-Post 3844 mit 115 K 20 h verzollt wurde.*		
				Abgerechnet am 31. Dezember 1909.		

1907

Ausgang							
um der klärung	Nr.	Unbestickte Rohware	Unverarbeitet ausgeführtes Garn	Bestickte Rohware (im gleichen Appreturszustande wie bei der Einfuhr)	Adjustierte Rohware*) (im gleichen Appreturszustande wie bei der Einfuhr)	Bestickte, gebleichte, nicht adjustierte Ware	Bestickte, gebleichte, adjustierte Ware*)	Nachweis des Austrittes
		Kilogramm						
7		8	9	10	11	12	13	14
1908	1	. . .	. .	597	. . .	. .	. . .	Begltsch.-Ausf.-R.-P. 4
1908	2	. .	. .	. . .	120	. .	. . .	" " " " 5
1908	3	. .	. .	. . .	360	. .	. . .	" " " " 9
1908	4	. .	. .	. . .	281	. .	. . .	" " " " 11
1908	5	160·5	64	. . .	. . .	. .	. . .	" " " " 15
1908	6	. .	. .	840·1	. . .	. .	1.221·6	" " " " 19
1908	7	. .	. .	. . .	. . .	. .	172	" " " " 20
1908	8	. .	. .	. . .	. . .	. .	2.320	" " " " 30
1908	9	. .	. .	. . .	. . .	210	. . .	" " " " 37
1908	10	. .	. .	1.222	. . .	471·8	. . .	" " " " 41
1908	11	. .	. .	. . .	. . .	. .	768·1	" " " " 42
1908	12	. .	. .	420	. . .	122	320	" " " " 62
1908	13	. .	. .	. . .	. . .	. .	1.620·5	" " " " 82
1909	14	. .	. .	. . .	. . .	. .	1.812	" " " " 8
1909	15	. .	. .	395	. . .	. .	. . .	" " " " 20
1909	16	. .	. .	1.603	133·2	. .	2.006·2	" " " " 90
		160·5	64	5.077·1	894·2	803·8	10.240·4	

Zur Abrechnung:

		Bestickte Rohware in kg
Kolonne	10	5.077·1
"	11 zuzüglich 0·7% per 6·3 kg	900·5
"	12 mit Hinzurechnung von 10% Bleichverlust 80·4 kg	884·2
"	13 mit Hinzurechnung von 11% gemäß § 42 per 1126·4 kg	11.366·8
	Zusammen . . .	18.228·6
	7% für Garnabfall gemäß § 43	1.276
	Summe nach § 43 . . .	19.504·6

K. k. Hauptzollamt II. Dornbirn.

chler, Revident. *Stütz, Offizial.*

*) Nettogewicht nach Abzug der Wickelkarten.

1907 Formular B/4.

Beispiel für Baumwollwaren in Plattstich- und Schifflistickerei und Applikationsstickerei in Platt- und Schifflistich unter Applizierung von Seidengeweben auf Baumwollgewebe.

Kontobogen

für den der Partei *Franz Thon* aus *Höchst* von der k. k. Finanzbezirksdirektion *Feldkirch* mit Erlaß vom *1. Jänner 1908, Z. 2270,* bewilligten Stickereiveredlungsverkehr mit Baumwollgeweben, *roh, der T. Nrn. 191 a) Anm., 192 a) Anm. und 195 a) 1. Anm.* sowie Stickfaden aller Art (ausschließlich Seide), welche mittels *Plattstich-* und *Schifflistickerei* bestickt werden.

Amtskonto № *19.*

Giltig für die Einfuhr vom *1. Jänner* 1908 bis *31. Dezember* 1908.

Die eingeführten Gewebe sind mit folgendem Amtsstempel identifiziert:

HÖ X

Die Wiederausfuhr dieser Gewebe hat bis spätestens am *30. Juni* 1909 zu erfolgen, und muß auch an diesem Tage dieser Kontobogen dem Amte übergeben werden.

Höhe der erlegten Zollsicherstellung: *4000 K.*

K. k. Zollamt *Höchst,* am *2. Jänner* 1908.

Formular für Baumwollwaren der T. Nr. 191 a Anmerkung, 192 a Anmerkung und 195 a 1. Anmerkung.

Formular E/1. 1907

Formular für den Stickereiveredlungsverkehr nach Abschnitt II der Verordnung.

Amtskonto № 19

für den der Firma *Franz Egger* in *Dornbirn* von der k. k. Finanzbezirksdirektion *Feldkirch* mit Erlaß vom *2. Dezember* 1907, *Z. 6430*, bewilligten Stickereiveredlungsverkehr mit *Baumwollgeweben aller Art (auch Tüllen), roh, sowie Stickfaden aller Art (ausschließlich Seide)*, welche einer weiteren Appretur durch Bleichen, Zerteilen und kaufrechtes Adjustieren im Inlande unterzogen werden sollen.

Zu diesem Amtskonto gehört das am *2. Jänner* 1908 begonnene

Kontobuch № 19.

Die Wiederausfuhr der im Jahre 1908 bezogenen Waren hat bis längstens 31. Dezember 1909 zu erfolgen.

Höhe der erlegten Zollsicherstellung: *60.000 K — h.*

Abgerechnet am *31. Dezember* 1909.

Vorgelegt zur Zensur mit *29* Beilagen.

K. k. Hauptzollamt II. Dornbirn.

Nischler, *Revident.* ***Stütz,*** *Offizial.*

1907

Eingang						
Datum der Erklärung	Nr.	Baumwollgewebe rohe, der T. Nr. 191a Anmerkung, 192a Anmerkung, 195a 1. Anmerkung		Stickfaden aller Art (ausschließlich Seide)		Amtsbestätigung
		Nettogewicht *kg*	Stückzahl	Nettogewicht *kg*	Anmerkung	
1		2	3	4		5
2./1. 1908	*1*	*25·3*	*27*	*20*		*Berger, Offizial Schug, Assistent*
3./2. 1908	*2*	*127·5*	*150*	*55*		*Berger, Offizial Schug, Assistent*
24./6. 1908	*3*	*20·6*	*32*	—		*Berger, Offizial Schug, Assistent*
28./6. 1908	*4*	—	—	*30*		*Berger, Offizial Schug, Assistent*
19./7. 1908	*5*	*145·8*	*155*	*42*		*Berger, Offizial Schug, Assistent*
15./11. 1908	*6*	*56·7*	*63*	*15*		*Berger, Offizial Schug, Assistent*
		375·9	*427*	*162*		
Unbestickt ausgeführt		*21·2*	*23*	**) 10*		**) Gewicht des auf das nächste Konto übertragenen Garnes.*
		354·7	*404*	*152*		
6 Gewebestücke fehlen im berechneten Durchschnittsgewichte von je (375·9 : 427 =) 0·9 kg; daher für 6 Stück 5·4 kg.						
Fehlende Gewebestücke		*5·4*	*6*			
		349·3	*398*			
5·4 kg Gewebe nach T. Nr. 192 a) Anmerkung mit 9 K 20 h laut Einnahme-Reg.-P. 200 verzollt.						

1907

Ausgang							
m	Nr.	Baumwollgewebe (Tülle)				Garn unverwendet wieder ausgeführt oder auf das nächste Konto übertragen	Austrittsbestätigung oder Bemerkung wegen Verzollung der Gewebe oder wegen Übertragung der Garne auf das nächste Konto
rklärung		im bestickten Zustande		unbestickt wieder ausgeführt oder zur Einfuhr verzollt			
		Nettogewicht kg	Stückzahl	Nettogewicht kg	Stückzahl	Nettogewicht kg	
6		7	8	9	10	11	12
1908	1	36	30	. . .	. . .	. . . .	Berger, Off. Schug, Assist.
1908	2	43	36	. . .	. . .	. . . .	Berger, Off. Schug, Assist.
1908	3	44·5	39	. . .	. . .	. . . .	Berger, Off. Schug, Assist.
1908	4	57	51	. . .	. . .	. . . .	Berger, Off. Schug, Assist.
1908	5	*)	22	. . .	. . .	. . . .	Berger, Off. Schug, Assist.
1908	6	32	25	. . .	. . .	. . . .	Berger, Off. Schug, Assist.
1908	7	*)	43	. . .	. . .	. . . .	Berger, Off. Schug, Assist.
1908	8	37·5	32	. . .	. . .	. . . .	Berger, Off. Schug, Assist.
1908	9	57	47	. . .	. . .	. . . .	Berger, Off. Schug, Assist.
1908	10	61·5	52	. . .	. . .	. . . .	Berger, Off. Schug, Assist.
1909	11	*)	21	. . .	. .	. . . .	Berger, Off. Schug, Assist.
1909	12	. .	. .	21·2	23	. . . .	Berger, Off. Schug, Assist.
1909	13	. .	. .	. . .	. .	10**)	Berger, Off. Schug, Assist.
ontobogen		368·5	398	21·2	23	10	
itskonto 18		104·3	—				
		172·8	398				
lonne 2 u. 3		349·3	398				
		123·5	—				
larnabfall		30·9					
ktes Garn		151·1					
ucicht im ng . . .		152					
Konto erschöpft.							

*) s. Konto 18.
**) Auf das nächste Konto übertragen.

Höchst, am 7. März 1909.

Berger, *Offizial.*

1907

Eingang						
Datum der Erklärung	Nr.	Fabriks-zeichen und Nummer (§ 36)	Rohe Baumwoll-gewebe aller Art (Kilogramm)	Stickfaden aller Art (ausschließlich Seide) (Kilogramm)	Anmerkung	Amtsbestät
1		2	3	4	5	6
2./1. 1908	1	FE 247/61	1.242·6	390		Nischler, Rev. 8
6./1. 1908	2	FE 248/92	2.200·4	420·2		Nischler, Rev. 8
8./2. 1908	3	KK 24/26	612	202		Nischler, Rev. 8
20./2. 1908	4	LM 612/24	1.800·2	796		Nischler, Rev. 8
4./3. 1908	5	CL 2296/308	822	506		Nischler, Rev. 8
5./3. 1908	6	FR 82/96	1.412·5	. . .		Nischler, Rev. 8
8./6. 1908	7	FE 640/76	2.022	860	Seide, Zolldifferenz gemäß § 33 mit 6 K 80 h lt. Ehm. Reg.-Post 1897 bar erlegt.	Nischler, Rev. 8
20./7. 1908	8	. . . . .	. . .	720·5		Nischler, Rev. 8
6./8. 1908	9	. . . . .	. . .	18·4		Nischler, Rev. 8
9./8. 1908	10	EZ 618/80	1.022	620		Nischler, Rev. 8
12./11. 1908	11	FL 612/20	1.622	860·5		Nischler, Rev. 8
19./12. 1908	12	LM 212/18	1.036	. . .		Nischler, Rev. 8
28./12. 1908	13	. . . . .	. . .	512·6		Nischler, Rev. 8
			13.851·7	5.906·2		
Hievon aus Kolonne 8 u. 9 ab			160·5	64		
			13.691·2	5.842·2		
Hiezu Garn aus Kolonne 4 .			5.842·2			
			19.533·4			
Ausgeführt laut Abrechnung .			19.504·6			
Daher Abgang . . .			28·8	welcher nach Tarifnummer 195 zum Zollsatze von 400 K sub Reg.-Post 3814 mit 115 K 20 h zollt wurde.		
				Abgerechnet am 31. Dezember 19		

1907

Ausgang								
Datum der Erklärung	Nr.	Unbestickte Rohware	Unverarbeitet ausgeführtes Garn	Bestickte Rohware (im gleichen Appreturszustande wie bei der Einfuhr)	Adjustierte Rohware *) (im gleichen Appreturszustande wie bei der Einfuhr)	Bestickte, gebleichte, nicht adjustierte Ware	Bestickte, gebleichte, adjustierte Ware *)	Nachweis des Austrittes
		Kilogramm						
7		8	9	10	11	12	13	14
12./1. 1908	1	. .	. .	597	. . .	. .	. . .	Begltsch.-Ausf.-R.-P. 4
6./2. 1908	2	. .	. .	. . .	120	. .	. . .	" " " " 5
17./2. 1908	3	. .	. .	. . .	360	. .	. . .	" " " " 9
22./3. 1908	4	. .	. .	. . .	281	. .	. . .	" " " " 11
2./4. 1908	5	160·5	64	. . .	. . .	. .	. . .	" " " " 15
12./4. 1908	6	. .	. .	840·1	. . .	. .	1.221·6	" " " " 19
18./5. 1908	7	. .	. .	. . .	. . .	. .	172	" " " " 20
19./6. 1908	8	. .	. .	. . .	. . .	. .	2.320	" " " " 30
20./7. 1908	9	. .	. .	. . .	. . .	210	. . .	" " " " 37
30./8. 1908	10	. .	. .	1.222	. . .	471·8	. . .	" " " " 41
30./8. 1908	11	. .	. .	. . .	. . .	. .	768·1	" " " " 42
20./10. 1908	12	. .	. .	420	. . .	122	320	" " " " 62
19./11. 1908	13	. .	. .	. . .	. . .	. .	1.620·5	" " " " 82
20./1. 1909	14	. .	. .	. . .	. . .	. .	1.812	" " " " 8
30./3. 1909	15	. .	. .	395	. . .	. .	. .	" " " " 20
4./12. 1909	16	. .	. .	1.603	133·2	. .	2.006·2	" " " " 30
		160·5	64	5.077·1	894·2	803·8	10.240·4	

Zur Abrechnung:

	Bestickte Rohware in kg
Aus Kolonne 10	5.077·1
" " *11 zuzüglich 0·7% per 6·3 kg*	900·5
" " *12 mit Hinzurechnung von 10% Bleichverlust 89·4 kg*	884·2
" " *13 mit Hinzurechnung von 11% gemäß § 42 per 1126·4 kg*	11.366·8
Zusammen . . .	18.228·6
Hiezu 7% für Garnabfall gemäß § 43	1.276
Summe nach § 43 . . .	19.504·6

K. k Hauptzollamt II. Dornbirn.

Nischler, Revident. *Stütz, Offizial.*

*) Nettogewicht nach Abzug der Wickelkarten.

1907

Eingang						
Datum der Erklärung	Nr.	Fabriks-zeichen und Nummer (§ 36)	Wollengewebe (Tülle)	Stickfaden aller Art (ausschließlich Seide)	Anmerkung	Amtsbestätigu
			Kilogramm			
1		2	3	4	5	6
2./1. 1908	*1*	*LF 33/147*	*12.006·4*	*4.802*		*Nischler, Revi Stütz, Offizi*
8./2. 1908	*2*	*LF 240/310*	*8.800*	*2.400·5*		*Nischler, Revi Stütz Offizi*
8./3. 1908	*3*		. . . .	*4.060*		*Nischler, Revi Stütz, Offizi*
8./4. 1908	*4*	*LF 920/1040*	*9.814*	*944*		*Nischler, Revi Stütz, Offizi*
			30.620·4	*12.206·5*		
Hievon aus Kolonne 8 u. 9 ab			*240*	*102*		
			30.380·4	*12.104·5*		
Hiezu Garn aus Kolonne 4 .			*12.104·5*			
			42.484·9			
Ausgeführt laut Abrechnung .			*40.067·1*			
Daher Abgang . . .			*2.417·8*	*welcher nach Tarifnummer 234 z Zollsatze von 476 K per 100 kg 11.508 K 75 h sub Ehm. R·g.-Post verzollt wurde.*		
				Abgerechnet am 31. Dezember 1909		

1907

Ausgang							
atum der rklärung	Nr.	Unbestickte Rohware	Unverarbeitet ausgeführtes Garn	Bestickte Rohware (im gleichen Appreturszustande wie bei der Einfuhr)	Adjustierte Rohware*) (im gleichen Appreturszustande wie bei der Einfuhr)	Bestickte, gebleichte, nicht adjustierte Ware	Bestickte, gebleichte, adjustierte Ware*)	Nachweis des Austrittes
		Kilogramm						
7		8	9	10	11	12	13	14
1. 1908	1	. .	. .	4007·5	. . .	. .	. . .	Begltsch.-Ausf.-R.-P. 22
2. 1908	2	. .	. .	602·3	402·1	. .	. . .	„ „ „ „ 44
5. 1908	3	. .	. .	. . .	1840·1	. .	. . .	„ „ „ „ 60
9. 1908	4	240	102	. . .	. . .	. .	. . .	„ „ „ „ 65
9. 1908	5	. .	. .	3808·2	1040·2	. .	. . .	„ „ „ „ 68
2. 1908	6	. .	. .	6020·8	. . .	. .	. . .	„ „ „ „ 70
1. 1909	7	. .	. .	8812	. . .	. .	. . .	„ „ „ „ 2
5. 1909	8	. .	. .	. . .	4010	. .	. . .	„ „ „ „ 20
8. 1909	9	. .	. .	640	2040	. .	. . .	„ „ „ „ 46
1. 1909	10	. .	. .	4006	782·4	. .	. . .	„ „ „ „ 50
		240	102	27896·8	10.114·8	. .	. . .	

Zur Abrechnung:	*Bestickte Rohware in kg*
Kolonne 10	27.896·8
„ *11 abzüglich 2·1% per 212·4 kg*	9.902·4
Zusammen . . .	37.799·2
zu 6% für Garnabfall gemäß § 43	2.267·9
Summe nach § 43 . . .	40.067·1

K. k. Hauptzollamt II. Dornbirn.

schler, Revident. *Stütz, Offizial.*

*) Nettogewicht nach Abzug der Wickelkarten.

1907 Formular E/E.

Formular für den Stickereiveredlungsverkehr nach Abschnitt II der Verordnung.

Amtskonto № 24

für den der Firma *Ferdinand Lang* in *Dornbirn* von der k. k. Finanzbezirksdirektion *Feldkirch* mit Erlaß vom *18. Dezember 1907, Z. 6580,* bewilligten Stickereiveredlungsverkehr mit *Wollengeweben (Tüllen), sowie Stickfaden aller Art (ausschließlich Seide),* welche einer weiteren Appretur durch Bleichen, Zerteilen und kaufrechtes Adjustieren im Inlande unterzogen werden sollen.

Zu diesem Amtskonto gehört das am *1. Jänner 1908* **begonnene**

Kontobuch № 24.

Die Wiederausfuhr der im Jahre 1908 bezogenen Waren hat bis 31. Dezember 1909 zu erfolgen.

Höhe der erlegten Zollsicherstellung: *120.000 K.*

Abgerechnet am *31. Dezember 1909.*

K. k. Hauptzollamt II. Dornbirn.

Nischler, *Revident.* ***Stütz,*** *Offizial.*

2835.

1907

23 septembre 1907.

oi sur la modification du modus vivendi en vigueur ıns les rapports de commerce avec l'Empire Ottoman.

R. G. Bl. 1907, Nr. 236.

ısetz vom 23. September 1907, betrffend die Abänderung des ltenden modus vivendi für die Handels- und Verkehrsbeziehungen zum Osmanischen Reiche.

Mit Zustimmung beider Häuser des Reichsrates finde h anzuordnen, wie folgt:

§ 1.

Die Regierung wird ermächtigt, den geltenden modus vendi für die Handels- und Verkehrsbeziehungen zum smanischen Reiche in Gemäßheit des Protokollarübereinommens mit der Pforte vom 25. April 1907 dahin abzuändern, ıß die Zölle für die Einfuhr nach der Türkei vom 25. Juni 907 angefangen auf die Dauer von sieben Jahren von 8 auf 1 Prozent des Warenwertes erhöht werde.

§ 2.

Mit dem Vollzuge dieses Gesetzes, welches mit dem Tage iner Kundmachung in Wirksamkeit tritt, ist Mein Gesamtinisterium beauftragt.

Wien, am 23. September 1907.

Franz Joseph m. p.

Beck m. p.
Korytowski m. p.
Auersperg m. p.
Marchet m. p.
Dzieduszycki m. p.
Prade m. p.
Klein m. p.
Bienerth m. p.
Fořt m. p.
Derschatta m. p.
Pacák m. p.
Latscher m. p.

2836.

29 novembre 1907.

rdonnance ministérielle sur la modification de quelues dispositions du commentaire du tarif douanier du 13 février 1906.

R. G. Bl. 1907, Nr. 260.

AUTRICHE-HONGRIE.

1907 *Verordnung der Ministerien der Finanzen, des Handels und des Ackerbaues vom 29. November 1907, betreffend die Abänderung einiger Bestimmungen der Erläuterungen zum Zolltarife vom 13. Februar 1906.*

Die nachfolgenden Bestimmungen der auf Grund des Artikels V des Zolltarifgesetzes vom 13. Februar 1906, R. G. Bl. Nr. 20, mit Kundmachung vom 13. Juni 1906, R. G. Bl. Nr. 115, hinausgegebenen Erläuterungen zum Zolltarife werden in folgender Weise ergänzt, beziehungsweise abgeändert:

In den einleitenden Bemerkungen zum Zolltarife, Punkt 6, ist vor dem 13. Absatze:

„Puppenköpfe . . . ."

als neuer Absatz einzuschalten:

Für die Tarifierung von Puppen ist in der Regel die Beschaffenheit des Körpers (Rumpfes) maßgebend; an Puppen vorhandene Köpfe, Gliedmaßen, Überzüge aus Textilstoffen oder Kleider sind als Verbindungen bei der Tarifierung zu berücksichtigen.

In Bemerkung zu Nr. 27 ist in der dritten Zeile nach dem Worte:

„Kolben"

ein Punkt zu setzen. Der restliche Teil des Alinea hat zu entfallen.

In Bemerkung 2 zu Nr. 37 ist in der siebenten Zeile das Wort:

„Azarolen"

zu streichen.

In Punkt 4, Alinea 3 der allgemeinen Bemerkungen zu Klasse XXI ist der Passus:

„Jod löst sich in Benzol mit lila, in Benzin mit himbeerroter Farbe"

zu streichen.

Alinea 12 der Bemerkungen zu Nr. 201 hat zu lauten:

Zu den Netzen dieser Position gehören alle Netze aus groben Garnen (grobe Fischereinetze, Jagdnetze, Hängematten etc.), ferner große, meist maschinell geknüpfte Netze für technische Zwecke, wie derlei Fischerei-(Stell- und Zug-)Netze, Netze für die Dekorationsmalerei etc. ohne Rücksicht auf die Stärke der verwendeten Garne; andere Netze, z. B. kleine Fischereinetze, Vogelnetze aus feinen Garnen, ferner Ball-, Marktnetze u. dgl. feinere Filet- und Knüpfarbeiten wie Wirkwaren (s. V., Punkt 12 der allgemeinen Bemerkungen zu Klasse XXII—XXV).

Am Schlusse des Alinea 8 der Bemerkungen zu Nr. 219 ist folgende Verweisung aufzunehmen:

S. auch Alinea 12 der Bemerkungen zu Nr. 201.

Am Schlusse des dritten Alinea der Bemerkungen zu 1907
Nr. 290 sind nach dem letzten Worte:

„Papier"

die Worte anzufügen:

, mit Ausnahme derartigen Seidenpapieres im Gewichte unter 30 *g* per Quadratmeter. Gefärbtes Seidenpapier im Gewicht unter 30 *g* per Quadratmeter, Nr. 296.

Der zweite Absatz der Bemerkung 1 zur Nr. 299 ist zu ergänzen durch die Worte:

oder sich als Spielwaren darstellen.

Der erste Absatz der Bemerkung 2 zu Nr. 299 ist wie folgt zu ergänzen:

, sowie Spielwaren aus Watte oder mit Watte, Holzwolle, Sägespänen u. dgl. Füllmaterialien ausgestopften Textilstoffen, wobei die Überzüge als Verbindungen in Betracht zu ziehen sind.

Im dritten Absatz dieser Bemerkung ist nach den Worten:

„Puppen (Gliederpuppen) aus Papiermaché,"

zu streichen der Zwischensatz:

„deren Körper (Rumpf) mit Leder oder anderen feinen Materialien überzogen ist".

An Stelle des Alinea 1 der Bemerkung 2 zu Nr. 356 hat folgender Absatz zu treten:

2. Unter gewöhnlichem Holz versteht man wohlfeilere Holzgattungen, welche zu groben Böttcher-, Drechsler- und Tischlerwaren, Wagner- und Zimmermannsarbeiten, zur Anfertigung von groben Acker-, Garten-, Küchengeräten u. dgl. verwendet werden, wie z. B. Ahorn-, Birken-, Buchen-, Erlen-, Eschen-, Fichten-, Föhren-, Haselnuß-, Kastanien-, Lärchen-, Linden-, Pappeln-, Pitchpine-, Tannen-, Ulmen-, Weidenholz u. dgl.

In den Bemerkungen zu Nr. 357 sind die Worte:

„Ahorn-", „Erlen-", „Eschen-", „Linden-", „Ulmen-"

zu streichen.

Der dritte Satz der Bemerkung 1 zu Nr 445 ist zu streichen und durch folgende Bestimmungen zu ersetzen:

Bei Blechwaren der Nr. 445 a und b ist die Verbindung mit Holz zulässig; in Verbindung mit anderen gewöhnlichen Materialien gehören sie zu Nr. 445 c.

Das Wort:

„daher"

in der drittletzten Zeile dieser Bemerkung ist zu streichen.

1907 In der Bemerkung 3, Alinea 3 zu Nr. 460 sind nach dem Worte:

„Drahtzieheisen",

zu streichen die Worte:

„kleine (für Feindrahtzieher)."

In Bemerkung 6, Alinea 6 zu Nr. 461 sind in der zweiten Zeile die Worte:

„als Schrauben, Nr. 463"

zu streichen und durch folgende Worte zu ersetzen:

als Bolzen, Nr. 462.

Nach dem dritten Alinea der Bemerkung 1 zu Nr 462 ist als neues Alinea einzuziehen:

Hieher gehören auch Stimmnägel (Stimmwirbel, fälschlich auch Klavierschrauben genannt) zu Zithern, Zimbeln und Klavieren, das sind die zum Spannen der Saiten dienenden, am oberen Ende durchlochten und da in einen Vierkant (für den Stimmschlüssel) ausgehenden runden Stifte, welche am unteren Teile zur Herstellung einer rauhen Oberfläche schraubenähnlich gefeilt sind oder feine, wenig tief eingeschnittene Spirallinien aufweisen.

In der Bemerkung 1 zu Nr. 463 dagegen ist das vierte Alinea zu streichen.

Das vierte und fünfte Alinea der Bemerkung 1 zu Nr. 478 ist zu streichen und durch folgende Absätze zu ersetzen:

Unter Zimmer- und Bolzengewehren (Nr. 478 b 2) sind auch derlei Pistolets zu verstehen.

Als Zimmergewehre sind die unter dem Namen Flaubertgewehre (Flaubertkarabiner) bekannten kleinen, leichten Hinterlader mit einem 9 Millimeter nicht überschreitenden Kaliber anzusehen. Zu deren Ladung kann nur fertige Zimmermunition verwendet werden, das sind entweder Zündhütchen, die nur Zündsatz und ein aufgesetztes kleines Geschoß enthalten, oder Schrotpatronen mit schwacher Pulverladung.

Nur bei begründeten Zweifeln, ob unter dem Titel von Zimmergewehren nicht andere Handfeuerwaffen eingebracht werden sollen, ist vor der Abfertigung das Gutachten von Sachverständigen einzuholen.

In den Bemerkungen zu Nr. 485 sind die Worte:

„Velozipedlaternen aus lackiertem Blech mit vernickelten Reflektoren aus Messing"

zu streichen.

In der allgemeinen Bemerkung 1, Alinea 2 zu Klasse XL ist nach dem Beistrich hinter dem Worte:

„Wasserschieber,"

einzuschalten das Wort: 1907

Ventile,

In Alinea 4 derselben Bemerkung ist die mit den Worten:

„ferner die im Tarife selbst

beginnende und bis zu den Worten:

„zugewiesen sind,"

reichende Stelle zu streichen.

Nach dem Worte:

„Eiszellen,"

in der allgemeinen Bemerkung 6, Alinea 1 zu Klasse XL sind die Worte einzufügen:

Transportgefäße für Hängebahnen sowie Hängebügel zu denselben,

In der allgemeinen Bemerkung 7, Alinea 1 ist nach dem Worte:

„Hähne,"

einzuschalten das Wort:

Schmiervasen.

und nach dem Worte:

„Ventile"

die Worte:

(unter 20 Kilogramm).

In dem dritten Alinea dieser Bemerkung ist in der fünften Zeile nach dem Worte:

„ferner"

einzuschalten das Wort:

Kessel,

und diesem Alinea im Kontexte folgender Satz anzuschließen:

Bei obgenannten Werkzeugen und Messern genügt zur Abfertigung nach Klasse XL die Anmontierung an Maschinenbestandteile überhaupt, auch wenn letztere nicht mit kompletten Maschinen, zu denen sie gehören, zur Einfuhr gelangen.

Am Schlusse der allgemeinen Bemerkung 2 d zu Nr. 536 bis 538 ist vor der Verweisung der:

„Kühlapparate"

als neues Alinea aufzunehmen:

Wegen der Zollbehandlung von Vorrichtungen maschinellen oder apparatlichen Charakters im Stückgewichte unter 20 *kg* siehe die allgemeine Bemerkung 1 zu Klasse XL.

Ferner sind in der Bemerkung 1, Alinea 4 zu Nr 538 nach den in Klammern befindlichen Worten:

„(nicht montierte)"

1907 die folgenden Worte:

„und aus Stahlblöcken bestehende schwere Drahtzieheisen mit Zuglöchern für Drahtzugmaschinen"

zu eliminieren.

Nach der Bemerkung 3, Alinea 1 zu Nr. 576 ist als zweites, drittes und viertes Alinea einzuschalten:

Fertige Bestandteile von Phonographen, Grammophonen u. dgl. Sprech- und ähnlichen Maschinen, wie Grammophonstifte, Grammophonmembranen, Bewegungsmechanismen und Schalltrichter zu solchen Instrumenten sind im vertragsmäßigen Verkehre gleichfalls zum Satze der Nr. 576 a mit 24 *h* per Kilogramm zu verzollen.

Federn zu Bewegungsmechanismen dieser Instrumente, Nr 590.

Aufnahmsscheiben und -rollen, auch besprochene (Schallplatten, Schallrollen), zu Grammophonen etc. sind keine integrierenden Bestandteile der Instrumente selbst, daher im vertragsmäßigen Verkehr stets nach Nr. 576 b zu behandeln.

Die Worte:

„u. dgl."

in der vorletzten Zeile des Alinea 8 der Bemerkung zu Nr. 605 sowie die Worte:

„eventuell andere Zusätze",

in Alinea 10 dieser Bemerkung sind zu streichen.

In Alinea 3 der Bemerkungen zu Nr. 633 ist am Schlusse der Passus

„z. B. Adorin"

zu streichen und dafür zu setzen:

, sofern sie als kosmetische Mittel angekündigt oder parfümiert sind; andere, mit Arzneistoffen versetzte oder als Heilmittel angekündigte, Nr. 630.

Nach dem dritten Alinea der Bemerkung zu Nr. 650 ist als neues Alinea einzuschalten:

Galvanos (Klischees), auf galvanoplastischem Wege aus Kupfer hergestellte, mit Blei hintergossene Reproduktionen von Bilddruckplatten, auch auf Holz montiert, dagegen sind nach Nr 517 a, dieselben eventuell vernickelt oder sonst fein bearbeitet nach Nr. 517 b abzufertigen.

Alinea 2 der Bemerkung 2 zu Nr. 655 hat zu lauten, wie folgt:

Beim Bezuge von Weinhefe, teigförmig, zur Branntweinerzeugung unter Kontrolle im vertragsmäßigen Verkehre sind die im Erlaubnisscheinverkehre geltenden, auf die Kontrolle der Verarbeitung Bezug habenden Vorschriften sinngemäß anzuwenden (D. V. § 2, P. 4 Alinea 4, und P. 5—8).

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Korytowski m. p. *Ebenhoch* m. p.

Fiedler m. p.

2837. 1907

7 avril 1906.

Acte général de la conférence internationale d'Algéciras. Conclu à Algéciras; les ratifications signées par S. M. I^le^ et R^le^ Apostolique le 22 décembre et déposées à Madrid, le 31 décembre 1906.

R. G. Bl. 1907, Nr. 222.

Generalakte der internationalen Konferenz in Algeciras, abgeschlossen am 7. April 1906 zwischen Österreich-Ungarn, Deutschland, Belgien, Spanien, den Vereinigten Staaten von Amerika, Frankreich, Großbritannien, Italien, Marokko, den Niederlanden, Portugal, Rußland und Schweden.

(Von Seiner k. und k. Apostolischen Majestät ratifiziert am 22. Dezember 1906, Ratifikationsurkunde in Madrid hinterlegt am 31. Dezember 1906.)

Nos Franciscus Josephus Primus,

divina favente clementia Austriae Imperator;

Apostolicus Rex Hungariae, Rex Bohemiae, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae, Galiciae, Lodomeriae et Illyriae; Archidux Austriae; Magnus Dux Cracoviae; Dux Lotharingiae, Salisburgi, Styriae, Carinthiae, Carnioliae, Bucovinae, superioris et inferioris Silesiae; Magnus Princeps Transilvaniae; Marchio Moraviae; Comes Habsburgi et Tirolis etc. etc.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Cum ad ordinandas vias ac rationes idoneas quibus conditio resque praesentes regni Maurocitani meliores reddantur inter Monarchiam Austro-Hungaricam et reliqua Regimina quorum Plenipotentiarii intererant, conventio in oppido Hispaniae Algeciras vocato die septimo mensis Aprilis anno millesimo nongentesimo sexto inita et signata fuit, tenoris sequentis:

(Urtext.)

Au nom de Dieu tout puissant:

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohème etc. et Roi Apostolique de Hongrie;

Sa Majesté le Roi des Belges;

Sa Majesté le Roi d'Espagne;

Le Président des Etats-Unis d'Amérique;

Le Président de la République Française;

1907 Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes;

Sa Majesté le Roi d'Italie;

Sa Majesté le Sultan du Maroc;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc., etc., etc.;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies;

Sa Majesté le Roi de Suède;

S'inspirant de l'intérêt qui s'attache à ce que l'ordre, la paix et la prospérité règnent au Maroc, et ayant reconnu que ce but précieux ne saurait être atteint que moyennant l'introduction de réformes basées sur le triple principe de la souveraineté et de l'ndépendance de Sa Majesté le Sultan, de l'intégrité de Ses Etats et de la liberté économique sans aucune inégalité, ont résolu, sur l'invitation qui Leur a été adressée par Sa Majesté Chérifienne, de réunir une Conférence à Algéciras pour arriver à une entente sur lesdites réformes, que pour examiner les moyens de se procurer les ressources nécessaires à leur application, et ont nommé pour Leurs Délégués Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand:

Le Sieur Joseph de Radowitz, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique, et

Le Sieur Christian, Comte de Tattenbach, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Très-Fidèle;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc. et Roi Apostolique de Hongrie:

Le Sieur Rodolphe, Comte de Welsersheimb, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique, et

Le Sieur Léopold, Comte Bolesta-Koziebrodzki, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire au Maroc;

Sa Majesté le Roi des Belges:

Le Sieur Maurice, Baron Joostens, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique, et

Le Sieur Conrad, Comte de Buisseret-Steenbecque de Blarenghien, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire au Maroc;

Sa Majesté le Roi d'Espagne:

Don Juan Manuel Sánchez y Gutiérrez de Castro, Duc de Almodóvar del Rio, Son Ministre d'Etat, et

Don Juan Pérez-Caballero y Ferrer, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges:

Le Président des Etats-Unis d'Amérique: 1907

Le Sieur Henry White, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique près Sa Majesté le Roi d'Italie, et

Le Sieur Samuel R. Gummeré, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique au Maroc;

Le Président de la République Française:

Le Sieur Paul Révoil, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République Française auprès de la Confédération Suisse, et

Le Sieur Eugène Regnault, Ministre Plénipotentiaire;

Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes:

Sir Arthur Nicolson, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotiaire près Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies;

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Le Sieur Emile Marquis Visconti Venosta, Chevalier de l'Ordre de la Très-Sainte Annonciade, et

Le Sieur Giulio Malmusi Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire au Maroc;

Sa Majesté le Sultan du Maroc:

El Hadj Mohamed Ben El Arbi Ettorrés, Son Délégué à Tanger et Son Ambassadeur Extraordinaire,

El Hadj Mohamed Ben Abdesselam El Mokri, Son Ministre des Dépenses,

El Hadj Mohamed Es-Seffar, et

Sid Abderrhaman Bennis;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

Le Sieur Jonkheer Hannibal Testa, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc., etc., etc.:

Le Sieur Antoine, Comte de Tovar, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique, et

Le Sieur François-Robert, Comte de Martens Ferrão, Pair du Royaume, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire au Maroc;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies:

Le Sieur Arthur, Comte Cassini, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique, et

Le Sieur Basile Bacheracht. Son Ministre au Maroc;

Sa Majesté le Roi de Suède:

1907 Le Sieur Robert Sager, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique et près Sa Majesté Très-Fidèle.

Lesquels, munis de pleins pouvoirs qui ont été trouvés en bonne et due forme, ont, conformément au programme sur lequel Sa Majesté Chérifienne et les Puissances sont tombées d'accord, successivement discuté et adopté:

I. Une Déclaration relative à l'organisation de la police;

II. Un Règlement concernant la surveillance et la répression de la contrebande des armes;

III. Un Acte de concession d'une Banque d'Etat marocaine;

IV. Une Déclaration concernant un meilleur rendement des impôts et la création de nouveaux revenus;

V. Un Règlement sur les douanes de l'Empire et la répression de la fraude et de la contrebande;

VI. Une Déclaration relative aux services publics et aux travaux publics;

et, ayant jugé que ces différents documents pourraient être utilement coordonnés en un seul instrument, les ont réunis en un Acte général composé des articles suivants:

Chapitre I.

Déclaration relative à l'organisation de la police.

Article premier.

La Conférence, appelée par Sa Majesté le Sultan à se prononcer sur les mesures nécessaires pour organiser la police, déclare que les dispositions à prendre sont les suivantes.

Article 2.

La police sera placée sous l'autorité souveraine de Sa Majesté le Sultan. Elle sera recrutée par le Makhzen parmi les musulmans marocains, commandée par des Caïds marocains et répartie dans les huit ports ouverts au commerce.

Article 3.

Pour venir en aide au Sultan dans l'organisation de cette police, des officiers et sous-officiers instructeurs espagnols, des officiers et sous-officiers instructeurs français seront mis à Sa disposition par leurs Gouvernements respectifs, qui soumettront leur désignation à l'agrément de Sa Majesté Chérifienne. Un contrat passé entre le Makhzen et les instructeurs, en conformité du règlement prévu à l'article 4, déterminera les conditions de leur engagement et fixera leur solde qui

ne pourra pas être inférieure au double de la solde corres- 1907
pondante au garde de chaque officier ou sous-officier. Il leur sera alloué, en outre, une indemnité de résidence variable suivant les localités Des logements convenables seront mis à leur disposition par le Makhzen qui fournira également les montures et les fourrages nécessaires.

Les Gouvernements auxquels ressortissent les instructeurs se réservent le droit de les rappeler et de les remplacer par d'autres, agréés et engagés dans les mêmes conditions.

Article 4.

Ces officiers et sous-officiers prêteront, pour une durée de cinq années à dater de la ratification de l'Acte de la Conférence, leur concours à l'organisation des corps de police chérifiens. Ils assureront l'instruction et la discipline conformément au règlement qui sera établi sur la matière; ils veilleront également à ce que les hommes enrôlés possèdent l'aptitude au service militaire. D'une façon générale, ils devront surveiller l'administration des troupes et contrôler le paiement de la solde qui sera effectué par l'Amin, assisté de l'officier instructeur comptable. Ils prêteront aux autorités marocaines, investies du commandement de ces corps, leur concours technique pour l'exercice de ce commandement.

Les dispositions règlementaires propres à assurer le recrutement, la discipline, l'instrustion et l'administration des corps de police, seront arrêtées d'un commun accord entre le Ministre de la Guerre chérifien ou son délégué, l'inspecteur prévu à l'article 7, l'instructeur français et l'instructeur espagnol les plus élevés en grade.

Le règlement devra être soumis au Corps Diplomatique à Tanger qui formulera son avis dans le délai d'un mois. Passé ce délai, le règlement sera mis en application.

Article 5.

L'effectif total des troupes de police ne devra pas dépasser deux mille cinq cents hommes ni être inférieur à deux mille. Il sera réparti suivant l'importance des ports par groupes variant de cent cinquante à six cents hommes. Le nombre des officiers espagnols et français sera de seize à vingt; celui des sous-officiers espagnols et français, de trente à quarante.

Article 6.

Les fonds, nécessaires à l'entretien et au paiement de la solde des troupes et des officiers et sous-officiers instructeurs, seront avancés au Trésor chérifien par la Banque d'Etat,

1907 dans les limites du budget annuel attribué à la police qui ne devra pas dépasser deux millions et demi de pesetas pour un effectif de deux mille cinq cents hommes.

Article 7.

Le fonctionnement de la police sera, pendant la même période de cinq années, l'objet d'une inspection générale qui sera confiée par Sa Majesté Chérifienne à un officier supérieur de l'armée suisse dont le choix sera proposé à Son agrément par le Gouvernement fédéral suisse.

Cet officier prendra le titre d'Inspecteur général et aura sa résidence à Tanger.

Il inspectera, au moins une fois par an, les divers corps de police et, à la suite de ces inspections, il établira un rapport qu'il adressera au Makhzen.

En dehors des rapports réguliers il pourra, s'il le juge nécessaire, établir des rapports spéciaux sur toute question concernant le fonctionnement de la police.

Sans intervenir directement dans le commandement ou l'instruction, l'Inspecteur général se rendra compte des résultats obtenus par la police chérifienne au point de vue du maintien de l'ordre et de la sécurité dans les localités où cette police sera installée.

Article 8.

Les rapports et communications, faits au Makhzen par l'Inspecteur général au sujet de sa mission, seront, en même temps, remis en copie au Doyen du Corps Diplomatique à Tanger, afin que le Corps Diplomatique soit mis à même de constater que la police chérifienne fonctionne conformément aux décisions prises par la Conférence et de surveiller si elle garantit, d'une manière efficace et conforme aux traités, la sécurité des personnes et des biens des ressortissants étrangers, ainsi que celle des transactions commerciales.

Article 9.

En cas de réclamations dont le Corps Diplomatique serait saisi par la Légation intéressée, le Corps Diplomatique pourra, en avisant le Représentant du Sultan, demander à l'Inspecteur général de faire une enquête et d'établir un rapport sur ces réclamations, à toutes fins utiles.

Article 10.

L'Inspecteur général recevra un traitement annuel de vingt-cinq mille francs. Il lui sera alloué, en outre, une in-

demnité de six mille francs pour frais de tournées. Le Makhzen 1907
mettra à sa disposition une maison convenable et pourvoira à l'entretien de ses chevaux.

Article 11.

Les conditions matérielles de son engagement et de son installation, prévues à l'article 10, feront l'objet d'un contrat passé entre lui et le Makhzen. Ce contrat sera communiqué en copie au Corps Diplomatique.

Article 12.

Le cadre des instructeurs de la police chérifienne officiers et sous-officiers) sera espagnol à Tétouan, mixte à Tanger, espagnol à Larache, français à Rabat, mixte à Casablanca, et français dans les trois autres ports.

Chapitre II.

Règlement concernant la surveillance et la répression de la contrebande des armes.

Article 13.

Sont prohibés dans toute l'étendue de l'Empire Chérifien, sauf dans les cas spécifiés aux articles 14 et 15, l'importation et le commerce des armes de guerre, pièces d'armes, munitions chargées ou non chargées de toutes espèces, poudres, salpêtre, fulmicoton, nitro-glycérine et toutes compositions destinées exclusivement à la fabrication des munitions.

Article 14.

Les explosifs nécessaires à l'industrie et aux travaux publics pourront néanmoins être introduits. Un règlement, pris dans les formes indiquées à l'article 18, déterminera les conditions dans lesquelles sera effectuée leur importation.

Article 15.

Les armes, pièces d'armes et munitions, destinées aux troupes de Sa Majesté Chérifienne, seront admises après l'accomplissement des formalités suivantes:

Une déclaration, signée par le Ministre de la Guerre marocain, énonçant le nombre et l'espèce des fournitures de ce genre commandées à l'industrie étrangère, devra être présentée à la Légation du pays d'origine qui y apposera son visa.

1907 Le dédouanement des caisses et colis contenant les armes et munitions, livrées en exécution de la commande du Gouvernement marocain, sera opéré sur la production :

1° de la déclaration spécifiée ci-dessus,

2° du connaissement indiquant le nombre, le poids des colis, le nombre et l'espèce des armes et munitions qu'ils contiennent. Ce document devra être visé par la Légation du pays d'origine qui marquera au verso les quantités successives précédemment dédouanées. Le visa sera refusé à partir du moment où la commande aura été intégralement livrée.

Article 16.

L'importation des armes de chasse et de luxe, pièces d'armes, cartouches chargées et non chargées, est également interdite. Elle pourra, toutefois, être autorisée :

1° pour les besoins strictement personnels de l'importateur,

2° pour l'approvisionnement des magasins d'armes autorisés conformément à l'article 18.

Article 17.

Les armes et munitions de chasse ou de luxe seront admises pour les besoins strictement personnels de l'importateur, sur la production d'un permis délivré par le Représentant du Makhzen à Tanger. Si l'importateur est étranger, le permis ne sera établi que sur la demande de la Légation dont il relève.

En ce qui concerne les munitions de chasse, chaque permis portera au maximum sur mille cartouches ou les fournitures nécessaires à la fabrication de mille cartouches.

Le permis ne sera donné qu'à des personnes n'ayant encouru aucune condamnation correctionnelle.

Article 18.

Le commerce des armes de chasse et de luxe, non rayées, de fabrication étrangère, ainsi que des munitions qui s'y rapportent, sera réglementé, dès que les circonstances le permettront, par décision chérifienne, prise conformément à l'avis du Corps Diplomatique à Tanger, statuant à la majorité des voix. Il en sera de même des décisions, ayant pour but de suspendre ou de restreindre l'exercice de ce commerce.

Seules, les personnes ayant obtenu une licence spéciale et temporaire du Gouvernement marocain, seront admises à ouvrir et exploiter des débits d'armes et de munitions de chasse. Cette licence ne sera accordée que sur demande écrite

de l'intéressé, appuyée d'un avis favorable de la Légation 1907
dont il relève.

Des règlements pris dans la forme indiquée au paragraphe premier de cet article détermineront le nombre des débits pouvant être ouverts à Tanger et, éventuellement, dans les ports qui seront ultérieurement désignés. Ils fixeront les formalités imposées à l'importation des explosifs à l'usage de l'industrie et des travaux publics, des armes et munitions destinées à l'approvisionnement des débits, ainsi que les quantités maxima qui pourront être conservées en dépôt.

En cas d'infractions aux prescriptions réglementaires, la licence pourra être retirée à titre temporaire ou à titre définitif, sans préjudice des autres peines encourues par les délinquants.

Article 19.

Toute introduction ou tentative d'introduction de marchandises prohibées donnera lieu à leur confiscation et, en outre, aux peines et amendes ci-dessous, qui seront prononcées par la juridiction compétente.

Article 20.

L'introduction, ou tentative d'introduction, par un port ouvert au commerce ou par un bureau de douane, sera punie:

1° D'une amende de cinq cents à deux mille pesetas et d'une amende supplémentaire égale à trois fois la valeur de la marchandise importée;

2° D'un emprisonnement de cinq jours à un an;

ou de l'une des deux pénalités seulement.

Article 21.

L'introduction, ou tentative d'introduction, en dehors d'un port ouvert au commerce ou d'un bureau de douane, sera punie:

1° D'une amende de mille à cinq mille pesetas et d'une amende supplémentaire, égale à trois fois la valeur de la marchandise importée;

2° D'un emprisonnement de trois mois à deux ans;

ou de l'une des deux pénalités seulement.

Article 22.

La vente frauduleuse, le recel et le colportage des marchandises prohibées par le présent règlement seront punis des peines édictées à l'article 2 0

1907

Article 23.

Les complices des délits prévus aux articles 20, 21 et 22, seront passibles des mêmes peines que les auteurs principaux. Les éléments caractérisant la complicité seront appréciés d'après la législation du tribunal saisi.

Article 24.

Quand il y aura des indices sérieux, faisant soupçonner qu'un navire mouillé dans un port ouvert au commerce transporte en vue de leur introduction au Maroc des armes, des munitions ou d'autres marchandises prohibées, les agents de la douane chérifienne devront signaler ces indices à l'autorité consulaire compétente afin que celle-ci procède, avec l'assistance d'un délégué de la douane chérifienne, aux enquêtes, vérifications ou visites qu'elle jugera nécessaires.

Article 25.

Dans le cas d'introduction ou de tentative d'introduction par mer de marchandises prohibées, en dehors d'un port ouvert au commerce, la douane marocaine pourra amener le navire au port le plus proche pour être remis à l'autorité consulaire, laquelle pourra le saisir et maintenir la saisie jusqu'au paiement des amendes prononcées. Toutefois, la saisie du navire devra être levée, en tout état de l'instance, en tant que cette mesure n'entravera pas l'instruction judiciaire, sur consignation du montant maximum de l'amende entre les mains de l'autorité consulaire ou sous caution solvable de la payer, acceptée par la douane.

Article 26.

Le Makhzen conservera les marchandises confisquées soit pour son propre usage, si elles peuvent lui servir, à condition que les sujets de l'Empire ne puissent s'en procurer, soit pour les faire vendre en pays étranger.

Les moyens de transport à terre pourront être confisqués et seront vendus au profit du Trésor chérifien.

Article 27.

La vente des armes réformées par le Gouvernement marocain sera prohibée dans toute l'étendue de l'Empire Chérifien.

Article 28.

Des primes, à prélever sur le montant des amendes prononcées, seront attribuées aux indicateurs qui auront amené

la découverte des marchandises prohibées et aux agents qui 1907
en auront opéré la saisie; ces primes seront ainsi attribuées après déduction, s'il y a lieu, des frais du procès, un tiers à répartir par la douane entre les indicateurs, un tiers aux agents ayant saisi un tiers au Trésor marocain.

Si la saisie a été opérée sans l'intervention d'un indicateur, la moitié des amendes sera attribuée aux agents saisissants et l'autre moitié au Trésor chérifien.

Article 29.

Les autorités douanières marocaines devront signaler directement aux agents diplomatiques ou consulaires les infractions au présent règlement commises par leurs ressortissants, afin que ceux-ci soient poursuivis devant la juridiction compétente.

Les mêmes infractions, commises par des sujets marocains, seront déférées directement par la douane à l'autorité chérifienne.

Un délégué de la douane sera chargé de suivre la procédure des affaires pendantes devant les diverses juridictions.

Article 30.

Dans la région frontière de l'Algérie, l'application du règlement sur la contrebande des armes restera l'affaire exclusive de la France et du Maroc.

De même, l'application du règlement sur la contrebande des armes dans le Riff et, en général dans les régions frontières des Possessions espagnoles, restera l'affaire exclusive de l'Espagne et du Maroc.

Chapitre III.

Acte de concession d'une Banque d'Etat.

Article 31.

Une banque sera instituée au Maroc sous le nom de „Banque d'Etat du Maroc" pour exercer les droits ci-après spécifiés dont la concession lui est acordée par Sa Majesté le Sultan, pour une durée de quarante années à partir de la ratification du présent Acte.

Article 32.

La Banque, qui pourra exécuter toutes les opérations rentrant dans les attributions d'une banque, aura le privilège

1907 exclusif d'émettre des billets au porteur, remboursables à présentation, ayant force libératoire dans les caisses publiques de l'Empire marocain.

La Banque maintiendra, pour le terme de deux ans à compter de la date de son entrée en fonctions, une encaisse au moins égale à la moitié de ses billets en circulation, et au moins égale au tiers après cette période de deux ans révolue. Cette encaisse sera constituée pour au moins un tiers en or ou monnaie or.

Article 33.

La Banque remplira, à l'exclusion de toute autre banque ou établissement de crédit, les fonctions de trésorier-payeur de l'Empire. A cet effet, le Gouvernement marocain prendra les mesures nécessaires pour faire verser dans les caisses de la Banque le produit des revenus des douanes, à l'exclusion de la partie affectée au service de l'Emprunt 1904 et des autres revenus qu'il désignera.

Quant au produit de la taxe spéciale créée en vue de l'accomplissement de certains travaux publics, le Gouvernement marocain devra le faire verser à la Banque, ainsi que les revenus qu'il pourrait ultérieurement affecter à la garantie de ses emprunts, la Banque étant spécialement chargée d'en assurer le service, à l'exception toutefois de l'Emprunt 1904 qui se trouve régi qar un Contrat spécial.

Article 34.

La Banque sera l'agent financier du Gouvernement, tant au dedans qu'au dehors de l'Empire, sans préjudice du droit pour le Gouvernement de s'adresser à d'autres maisons de banque ou établissements de crédit pour ses emprunts publics. Toutefois, pour lesdits emprunts, la Banque jouira d'un droit de préférence, à conditions égales, sur toute maison de banque ou établissement de crédit.

Mais, pour les Bons du Trésor et autres effets de trésorerie à court terme que le Gouvernement marocain voudrait négocier, sans en faire l'objet d'une émission publique, la Banque sera chargée, à l'exclusion de tout autre établissement, d'en faire la négociation, soit au Maroc, soit à l'étranger, pour le compte du Gouvernement marocain.

Article 35.

A valoir sur les rentrées du Trésor, la Banque fera au Gouvernement marocain des avances en compte-courant jusqu'à concurrence d'un million de francs.

La Banque ouvrira, en outre, au Gouvernement, pour une 1907
durée de dix ans à partir de sa constitution, un crédit qui ne pourra pas dépasser les deux tiers de son capital initial.

Ce crédit sera réparti sur plusieurs années et employé en premier lieu aux dépenses d'installation et d'entretien des corps de police organisés conformément aux décisions prises par la Conférence, et subsidiairement aux dépenses de travaux d'intérêt général qui ne seraient pas imputées sur le fonds spécial prévu à l'article suivant.

Le taux de ces deux avances sera au maximum de sept pour cent, commission de banque comprise, et la Banque pourra demander au Gouvernement de lui remettre, en garantie de leur montant, une somme équivalente en Bons du Trésor.

Si, avant l'expiration des dix années, le Gouvernement marocain venait à contracter un emprunt, la Banque aurait la faculté d'obtenir le remboursement immédiat des avances faites conformément au deuxième alinéa du présent article.

Article 36.

Le produit de la taxe spéciale (Articles 33 et 66) formera un fonds spécial dont la Banque tiendra une comptabilité à part. Ce fonds sera employé conformément aux prescriptions arrêtées par la Conférence.

En cas d'insuffisance et à valoir sur les rentrées ultérieures, la Banque pourra ouvrir à ce fonds un crédit dont l'importance ne dépassera pas le montant des encaissements pendant l'année antérieure.

Les conditions de taux et de commission seront les mêmes que celles fixées à l'article précédent pour l'avance en compte-courant au Trésor.

Article 37.

La Banque prendra les mesures qu'elle jugera utiles pour assainir la situation monétaire au Maroc. La monnaie espagnole continuera à être admise à la circulation avec force libératoire.

En conséquence, la Banque sera exclusivement chargée de l'achat des métaux précieux, de la frappe et de la refonte des monnaies, ainsi que de toutes autres opérations monétaires qu'elle fera pour le compte et au profit du Gouvernement marocain.

Article 38.

La Banque, dont le siège social sera à Tanger, établira des succursales et agences dans les principales villes du Maroc et dans tout autre endroit où elle le jugera utile.

1907

Article 39.

Les emplacements nécessaires à l'établissement de la Banque ainsi que de ses succursales et agences au Maroc seront mis gratuitement à sa disposition par le Gouvernement et, à l'expiration de la concession, le Gouvernement en reprendra possession et remboursera à la Banque les frais de construction de ces établissements. La Banque sera, en outre, autorisée à acquérir tout bâtiment et terrain dont elle pourrait avoir besoin pour le même objet.

Article 40.

Le Gouvernement chérifien assurera sous sa responsabilité la sécurité et la protection de la Banque, de ses succursales et agences. A cet effet, il mettra dans chaque ville une garde suffisante à la disposition de chacun de ces établissements.

Article 41.

La Banque, ses succursales et agences, seront exemptes de tout impôt ou redevance ordinaire ou extraordinaire, existants ou à créer; il en est de même pour les immeubles affectés à ses services, les titres et coupons de ses actions et ses billets. L'importation et l'exportation des métaux et monnaies destinés aux opérations de la Banque seront autorisées et exemptes de tout droit.

Article 42.

Le Gouvernement chérifien exercera sa haute surveillance sur la Banque par un Haut Commissaire marocain, nommé par lui, après entente préalable avec le Conseil d'Administration de la Banque.

Ce Haut Commissaire aura le droit de prendre connaissance de la gestion de la Banque; il contrôlera l'émission des billets de Banque et veillera à la stricte observation des dispositions de la concession.

Le Haut Commissaire devra signer chaque billet ou y apposer son sceau; il sera chargé de la surveillance des relations de la Banque avec le Trésor Impérial.

Il ne pourra pas s'immiscer dans l'administration et la gestion des affaires de la Banque, mais il aura toujours le droit d'assister aux réunions des Censeurs.

Le Gouvernement chérifien nommera un ou deux Commissaires adjoints qui seront spécialement chargés de contrôler les opérations financières du Trésor avec la Banque.

1907

Article 43.

Un règlement, précisant les rapports de la Banque et du Gouvernement marocain, sera établi par le Comité spécial prévu à l'article 57 et approuvé par les Censeurs.

Article 44.

La Banque, constituée avec approbation du Gouvernement de Sa Majesté Chérifienne, sous la forme des sociétés anonymes, est régie par la loi française sur la matière.

Article 45.

Les actions intentées au Maroc par la Banque seront portées devant le Tribunal consulaire du défendeur ou devant la juridiction marocaine, conformément aux règles de compétence établies par les traités et les firmans chérifiens.

Les actions, intentées au Maroc contre la Banque, seront portées devant un Tribunal spécial, composé de trois magistrats consulaires et de deux assesseurs. Le Corps Diplomatique établira, chaque année, la liste des magistrats, des assesseurs, et de leurs suppléants.

Ce Tribunal appliquera à ces causes les règles de droit, de procédure et de compétence édictées en matière commerciale par la législation française. L'appel des jugements prononcés par ce Tribunal sera porté devant la Cour fédérale de Lausanne qui statuera en dernier ressort.

Article 46.

En cas de contestation sur les clauses de la concession ou de litiges pouvant survenir entre le Gouvernement marocain et la Banque, le différend sera soumis, sans appel ni recours, à la Cour fédérale de Lausanne.

Seront également soumises à cette Cour, sans appel ni recours, toutes les contestations qui pourraient s'élever entre les actionnaires et la Banque sur l'exécution des Statuts ou à raison des affaires sociales.

Article 47.

Les Statuts de la Banque seront établis d'après les bases suivantes par un Comité spécial prévu par l'article 57. Ils seront approuvés par les Censeurs et ratifiés par l'Assemblée générale des actionnaires.

Article 48.

L'Assemblée générale constitutive de la Société fixera le lieu où se tiendront les Assemblées des actionnaires et les

1907 réunions du Conseil d'Administration; toutefois, ce dernier aura la faculté de se réunir dans toute autre ville s'il le juge utile.

La Direction de la Banque sera fixée à Tanger.

Article 49.

La Banque sera administrée par un Conseil d'Administration; composé d'autant de membres qu'il sera fait de parts dans le capital initial.

Les administrateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de la Société; ce sont eux notamment qui nommeront les Directeurs, Sous-Directeurs et Membres de la Commission, indiquée à l'article 54, ainsi que les Directeurs des Succursales et Agences.

Tous les employés de la Société seront recrutés, autant que possible, parmi les ressortissants des diverses Puissances qui ont pris part à la souscription du capital.

Article 50.

Les Administrateurs, dont la nomination sera faite par l'Assemblée générale des actionnaires, seront désignés à son agrément par les groupes souscripteurs du capital.

Le premier conseil restera en fonctions pendant cinq années. A l'expiration de ce délai, il sera procédé à son renouvellement à raison de trois membres par an. Le sort déterminera l'ordre de sortie des Administrateurs; il seront rééligibles.

A la constitution de la Société, chaque groupe souscripteur aura le droit de désigner autant d'Administrateurs qu'il aura souscrit de parts entières, sans que les groupes soient obligés de porter leur choix sur un candidat de leur propre nationalité.

Les groupes souscripteurs ne conserveront leur droit de désignation des Administrateurs, lors du remplacement de ces derniers, ou du renouvellement de leur mandat, qu'autant qu'ils pourront justifier être encore en possession d'au moins la moitié de chaque part pour laquelle ils exercent ce droit.

Dans le cas où, par suite de ces dispositions, un groupe souscripteur ne se trouverait plus en mesure de désigner un administrateur, l'Assemblée générale des actionnaires, pourvoirait directement à cette désignation.

Article 51.

Chacun des établissements ci-après: Banque de l'Empire Allemand, Banque d'Angleterre, Banque d'Espagne, Banque de France, nommera, avec l'agrément de son Gouvernement, un Censeur auprès de la Banque d'Etat du Maroc.

Les Censeurs resteront en fonctions pendant quatre an- 1907
nées. Les Censeurs sortants peuvent être désignés à nouveau.

En cas de décès ou de démission, il sera pourvu à la vacance par l'établissement qui a procédé à la désignation de l'ancien titulaire, mais seulement pour le temps où ce dernier devait rester en charge.

Article 52.

Les Censeurs qui exerceront leur mandat en vertu du présent Acte des Puissances signataires devront, dans l'intérêt de celles-ci, veiller sur le bon fonctionnement de la Banque et assurer la stricte observation des clauses de la Concession et des Statuts. Ils veilleront à l'exact accomplissement des prescriptions concernant l'émission des billets et devront surveiller les opérations tendant à l'assainissement de la situation monétaire; mais ils ne pourront jamais, sous quelque prétexte que ce soit, s'immiscer dans la gestion des affaires, ni dans l'administration intérieure de la Banque.

Chacun des Censeurs pourra examiner en tout temps les comptes de la Banque, demander, soit au Conseil d'Administration, soit à la Direction, des informations sur la gestion de la Banque et assister aux réunions du Conseil d'Administration, mais seulement avec voix consultative.

Les quatre Censeurs se réuniront à Tanger, dans l'exercice de leurs fonctions, au moins une fois tous les deux ans, à une date à concerter entr'eux, D'autres réunions à Tanger ou ailleurs devront avoir lieu, si trois des Censeurs l'exigent.

Les quatre Censeurs dresseront, d'un commun accord, un rapport annuel qui sera annexé à celui du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration transmettra, sans délai, une copie de ce rapport à chacun des Gouvernements signataires de l'Acte de la Conférence.

Article 53.

Les émoluments et indemnités de déplacement, affectés aux Censeurs, seront établis par le Comité d'étude des Statuts. Ils seront directement versés à ces agents par les Banques chargées de leur désignation et remboursés à ces établissements par la Banque d'Etat du Maroc.

Article 54.

Il sera institué à Tanger auprès de la Direction une Commission dont les membres seront choisis par le Conseil d'Administration sans distinction de nationalité, parmi les notables résidant à Tanger, propriétaires d'actions de la Banque.

1907 Cette Commission, qui sera présidée par un des Directeurs, ou Sous-Directeurs, donnera son avis sur les escomptes et ouvertures de crédits.

Elle adressera un rapport mensuel sur ces diverses questions au Conseil d'Administration.

Article 55.

Le capital, dont l'importance sera fixée par le Comité spécial désigné à l'article 57, sans pouvoir être inférieur à quinze millions de francs, ni supérieur à vingt millions, sera formé en monnaie or et les actions, dont les coupures représenteront une valeur équivalente à cinq cents francs, seront libellées dans les diverses monnaies or, à un change fixe, déterminé par les Statuts.

Ce capital pourra être ultérieurement augmenté, en une ou plusieurs fois, par décision de l'Assemblée Générale des Actionnaires.

La souscription de ces augmentations de capital sera réservée à tous les porteurs d'actions, sans distinction de groupe, proportionnellement aux titres possédés par chacun d'eux.

Article 56.

Le capital initial de la Banque sera divisé en autant de parts égales qu'il y aura de parties prenantes parmi les Puissances représentées à la Conférence.

A cet effet, chaque Puissance désignera une Banque qui exercera, soit pour elle-même, soit pour un groupe de banques, le droit de souscription ci-dessus spécifié, ainsi que le droit de désignation des Administrateurs prévu à l'articl 50. Toute banque, choisie comme chef de groupe, pourra avec l'autorisation de son Gouvernement être remplacée par une autre banque du même pays.

Les Etats, qui voudraient se prévaloir de leur droit de souscription, auront à communiquer cette intention au Gouvernement Royal d'Espagne dans un délai de quatre semaines, à partir de la signature du présent Acte par les représentants des Puissances.

Toutefois, deux parts égales à celles réservées à chacun des groupes souscripteurs seront attribuées au Consortium des banques signataires du contrat du 12 Juin 1904, en compensation de la cession qui sera faite par le Consortium à la Banque d'Etat du Maroc:

1° des droits spécifiés à l'article 33 du contrat;

2° du droit inscrit à l'article 32 (§ 2) du contrat, concernant le solde disponible des recettes douanières sous réserve expresse du privilège général conféré en premier rang par

l'article 11 du même contrat aux porteurs de Titres sur la totalité du Produit des Douanes. 1907

Article 57.

Dans un délai de trois semaines à partir de la clôture de la souscription, notifiée par le Gouvernement Royal d'Espagne aux Puissances intéressées, un Comité spécial, composé, de délégués nommés par les groupes souscripteurs, dans les conditions prévues à l'article 50 pour la nomination des Administrateurs, se réunira afin d'élaborer les Statuts de la Banque.

L'Assemblée générale constitutive de la Société aura lieu dans un délai de deux mois, à partir de la ratification du présent Acte.

Le rôle du Comité spécial cessera aussitôt après la constitution de la Société.

Le Comité spécial fixera lui-même le lieu de ses réunions.

Article 58.

Aucune modification aux Statuts ne pourra être apportée si ce n'est sur la proposition du Conseil d'Administration et après avis conforme des Censeurs et du Haut Commissaire Impérial.

Ces modifications devront être votées par l'Assemblée Générale des Actionnaires à la majorité des trois quarts des membres présents ou représentés.

Chapitre IV.

Déclaration concernant un meilleur rendement des impôts et la création de nouveaux revenus.

Article 59.

Dès que le tertib sera mis à exécution d'une façon régulière à l'égard des sujets marocains, les Représentants des Puissances à Tanger y soumettront leurs ressortissants dans l'Empire. Mais il est entendu que ledit impôt ne sera appliqué aux étrangers,

a) que dans les conditions fixées par le règlement du Corps Diplomatique à Tanger en date du 23 Novembre 1903,

b) que dans les localités où il sera effectivement perçu sur les sujets marocains.

Les autorités consulaires retiendront un tantième pour cent des sommes encaissées sur leurs ressortissants pour couvrir les frais occasionnés par la rédaction des rôles et le recouvrement de la taxe.

1907 Le taux de cette retenue sera fixé, d'un commun accord, par le Makhzen et le Corps Diplomatique à Tanger.

Article 60.

Conformément au droit qui leur a été reconnu par l'article 11 de la Convention de Madrid, les étrangers pourront acquérir des propriétés dans toute l'étendue de l'Empire chérifien et Sa Majesté le Sultan donnera aux autorités administratives et judiciaires les instructions nécessaires pour que l'autorisation de passer les actes ne soit pas refusée sans motif légitime. Quant aux transmissions ultérieures par actes entre vifs ou après décès, elles continueront à s'exercer sans aucune entrave.

Dans les ports ouverts au commerce et dans un rayon de dix kilomètres autour de ces ports, Sa Majesté le Sultan accorde, d'une façon générale, et sans qu'il soit désormais nécessaire de l'obtenir spécialement pour chaque achat de propriété par les étrangers, le consentement exigé par l'article 11 de la Convention de Madrid.

A Ksar el Kebir, Arzila, Azemmour et, éventuellement, dans d'autres localités du littoral ou de l'intérieur, l'autorisation générale ci-dessus mentionnée est également accordée aux étrangers, mais seulement pour les acquisitions dans un rayon de deux kilomètres autour de ces villes.

Partout où les étrangers auront acquis des propriétés, ils pourront élever des constructions en se conformant aux réglements et usages.

Avant d'autoriser la rédaction des actes transmissifs de propriété, le Cadi devra s'assurer conformément à la loi musulmane, de la régularité des titres.

Le Makhzen désignera, dans chacune des villes et circonscriptions indiquées au présent article, le Cadi qui sera chargé d'effectuer ces vérifications.

Article 61.

Dans le but de créer de nouvelles ressources au Makhzen, la Conférence reconnaît, en principe, qu'une taxe pourra être établie sur les constructions urbaines.

Une partie des recettes ainsi réalisées sera affectée aux besoins de la voirie et de l'hygiène municipales et, d'une façon générale, aux dépenses d'amélioration et d'entretien des villes.

La taxe sera due par le propriétaire marocain ou étranger sans aucune distinction: mais le locataire ou le détenteur de la clef en sera responsable envers le Trésor marocain.

Un règlement édicté, d'un commun accord, par le Gouvernement chérifien et le Corps Diplomatique à Tanger, fixera

le taux de la taxe, son mode de perception et d'application 1907
et déterminera la quotité des ressources ainsi créées qui devra être affectée aux dépenses d'amélioration et d'entretien des villes.

A Tanger, cette quotité sera versée au Conseil sanitaire international, qui en réglera l'emploi jusqu'à la création d'une organisation municipale.

Article 62.

Sa Majesté Chérifienne, ayant décidé en 1901 que les fonctionnaires marocains, chargés de la perception des impôts agricoles, ne recevraient plus des populations ni sokhra ni mouna, la Conférence estime que cette règle devra être généralisée autant que possible.

Article 63.

Les Délégués chérifiens ont exposé que des biens habous ou certaines propriétés domaniales, notamment des immeubles du Makhzen, occupés contre paiement de la redevance de six pour cent, sont détenus par des ressortissants étrangers, sans titres réguliers ou en vertu de contrats sujets à révision. La Conférence, désireuse de remédier à cet état de choses, charge le Corps Diplomatique à Tanger de donner une solution équitable à ces deux questions, d'accord avec le Commissaire spécial que Sa Majesté Chérifienne voudra bien désigner à cet effet.

Article 64.

La Conférence prend acte de propositions formulées par les Délégués chérifiens au sujet de la création de taxes sur certains commerces, industries et professions.

Si, à la suite de l'application de ces taxes aux sujets marocains, le Corps Diplomatique à Tanger estimait qu'il y a lieu de les étendre aux ressortissants étrangers, il est, dès à présent, spécifié que lesdites taxes seront exclusivement municipales.

Article 65.

La Conférence se rallie à la proposition faite par la Délégation marocaine d'établir avec l'assistance du Corps Diplomatique :

a) un droit de timbre sur les contrats et actes authentiques passés devant les adoul ;

b) un droit de mutation, au maximum de deux pour cent, sur les ventes immobilières;

1907 *c)* un droit de statistique et de pesage, au maximum de un pour cent ad valorem, sur les marchandises transportées par cabotage;

d) un droit de passeport à percevoir sur les sujets marocains;

e) éventuellement, des droits de quais et de phares dont le produit devra être affecté à l'amélioration des ports.

Article 66.

A titre temporaire, les marchandises d'origine étrangère seront frappées à leur entrée au Maroc d'une taxe spéciale s'élevant à deux et demi pour cent ad valorem. Le produit intégral de cette taxe formera un fonds spécial qui sera affecté aux dépenses et à l'exécution de travaux publics, destinés au développement de la navigation et du commerce en général dans l'Empire chérifien.

Le programme des travaux et leur ordre de priorité seront arrêtés, d'un commun accord, par le Gouvernement chérifien et par le Corps Diplomatique à Tanger.

Les études, devis, projets et cahiers des charges s'y rapportant seront établis par un ingénieur compétent nommé par le Gouvernement chérifien d'accord avec le Corps Diplomatique. Cet ingénieur pourra, au besoin, être assisté d'un ou plusieurs ingénieurs adjoints. Leur traitement sera imputé sur les fonds de la caisse spéciale.

Les fonds de la caisse spéciale seront déposés à la Banque d'Etat du Maroc qui en tiendra la comptabilité.

Les adjudications publiques seront passées dans les formes et suivant les conditions générales prescrites par un Règlement que le Corps Diplomatique à Tanger est chargé d'établir avec le Représentant de Sa Majesté Chérifienne.

Le bureau d'adjudication sera composé d'un représentant du Gouvernement chérifien, de cinq délégués du Corps Diplomatique et de l'ingénieur.

L'adjudication sera prononcée en faveur du soumissionnaire qui, en se conformant aux prescriptions dur cahier des charges, présentera l'offre remplissant les conditions générales les plus avantageuses.

En ce qui concerne les sommes provenant de la taxe spéciale et qui seraient perçues dans les bureaux de douane établis dans les régions visées par l'article 103 du Règlement sur les douanes, leur emploi sera réglé par le Makhzen avec l'agrément de la Puissance limitrophe, conformément aux prescriptions du présent article.

Article 67. 1907

La Conférence, sous réserve des observations présentées à ce sujet, èmet le voeu que les droits d'exportation des marchandises ci-après soient réduits de la manière suivante :

Pois chichss	20	pour	100
Maïs	20	„	100
Orge	50	„	100
Blé	34	„	100

Article 68.

Sa Majesté Chérifienne consentira à élever à dix mille le chiffre de six mille têtes de bétail de l'espèce bovine que chaque Puissance aura le droit d'exporter du Maroc. L'exportation pourra avoir lieu par tous les bureaux de douane. Si, par suite de circonstances malheureuses, une pénurie de bétail était constatée dans une région déterminée, Sa Majesté Chérifienne pourrait interdire temporairement la sortie du bétail par le port, ou les ports qui desservent cette région. Cette mesure ne devra pas excéder une durée de deux années; elle ne pourra pas être appliquée à la fois à tous les ports de l'Empire.

Il est d'ailleurs entendu que les dispositions précédentes ne modifient pas les autres conditions de l'exportation du bétail fixées par les firmans antérieurs.

La Conférence émet, en outre, le voeu qu'un service d'inspection vétérinaire soit organisé au plus tôt dans les ports de la côte.

Article 69.

Conformément aux décisions antérieures de Sa Majesté Chérifienne et notamment à la décision du 28 septembre 1901, est autorisé entre tous les ports de l'Empire le transport par cabotage des céréales, graines, légumes, oeufs, fruits, volailles, et, en général, des marchandises et animaux de toute espèce, originaires ou non du Maroc, à l'exception des chevaux, mulets, ânes et chameaux pour lesquels un permis spécial du Makhzen sera nécessaire. Le cabotage pourra être effectué par des bateaux de toute nationalité, sans que lesdits articles aient à payer les droits d'exportation, mais en se conformant aux droits spéciaux et aux règlements sur la matière.

Article 70.

Le taux des droits de stationnement ou d'ancrage imposés aux navires dans les ports marocains se trouvant fixé

1907 par des traités passés avec certaines Puissances, ces Puissances se montrent disposées à consentir la révision desdits droits. Le Corps Diplomatique à Tanger est chargé d'établir, d'accord avec le Makhzen, les conditions de la révision qui ne pourra avoir lieu qu'après l'amélioration des ports.

Article 71.

Les droits de magasinage en douane seront perçus dans tous les ports marocains où il existera des entrepôts suffisants, conformément aux règlements pris ou à prendre sur la matière par le Gouvernement de Sa Majesté Chérifienne, d'accord avec le Corps Diplomatique à Tanger.

Article 72.

L'opium et le kif continueront à faire l'objet d'un monopole au profit du Gouvernement chérifien. Néanmoins, l'importation de l'opium spécialement destiné à des emplois pharmaceutiques sera autorisée par permis spécial, délivré par le Makhzen, sur la demande de la Légation dont relève le pharmacien ou médecin importateur. Le Gouvernement chérifien et le Corps Diplomatique règleront, d'un commun accord, la quantité maxima à introduire.

Article 73.

Les Représentants des Puissances prennent acte de l'intention du Gouvernement chérifien d'étendre aux tabacs de toutes sortes le monopole existant en ce qui concerne le tabac à priser. Ils réservent le droit de leurs ressortissants à être dûment indemnisés des préjudices que ledit monopole pourrait occasionner à ceux d'entr'eux qui auraient des industries créées sous le régime actuel concernant le tabac. A défaut d'entente amiable, l'indemnité sera fixée par des experts désignés par le Makhzen et par le Corps Diplomatique, en se conformant aux dispositions arrêtées en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Article 74.

Le principe de l'adjudication, sans acception de nationalité, sera appliqué aux fermes concernant le monopole de l'opium et du kif. Il en serait de même pour le monopole du tabac, s'il était établi.

Article 75.

Au cas où il y aurait lieu de modifier quelqu'une des dispositions de la présente déclaration, une entente devra

s'établir à ce sujet entre le Makhzen et le Corps Diplo- 1907
matique à Tanger.

Article 76.

Dans tous les cas prévus par la présente déclaration, où le Corps Diplomatique sera appelé à intervenir, sauf en ce qui concerne les articles 64, 70 et 75, les décisions seront prises à la majorité des voix.

Chapitre V.

Règlement sur les douanes de l'Empire et la répression de la fraude et de la contrebande.

Article 77.

Tout capitaine de navire de commerce, venant de l'étranger ou du Maroc, devra, dans les vingt-quatre heures de son admission en libre pratique dans un des ports de l'Empire, déposer au bureau de douane une copie exacte de son manifeste, signée par lui et certifiée conforme par le consignataire du navire. Il devra, en outre, s'il en est requis, donner communication aux agents de la douanne de l'original de son manifeste.

La douane aura la faculté d'installer à bord un ou plusieurs gardiens pour prévenir tout trafic illégal.

Article 78.

Sont exempts du dépôt du manifeste:

1° Les bâtiments de guerre ou affrêtés pour le compte d'une Puissance;

2° Les canots appartenant à des particuliers, qui s'en servent pour leur usage, en s'abstenant de tout transport de marchandises;

3° Les bateaux ou embarcations employés à la pêche en vue des côtes;

4° Les yachts uniquement employés à la navigation de plaisance et enregistrés au port d'attache dans cette catégorie;

5° Les navires chargés spécialement de la pose et de la réparation des câbles télégraphiques;

6° Les bateaux uniquement affectés au sauvetage;

7° Les bâtiments hospitaliers;

8° Les navires-écoles de la marine marchande, ne se livrant pas à des opérations commerciales.

Article 79.

Le manifeste, déposé à la douane, devra annoncer la nature et la provenance de la cargaison avec les marques et numéros des caisses, balles, ballots, barriques, etc.

1907

Article 80.

Quand il y aura des indices sérieux faisant soupçonner l'inexactitude du manifeste, ou quand le capitaine du navire refusera de se prêter à la visite et aux vérifications des agents de la douane, le cas sera signalé à l'autorité consulaire compétente afin que celle-ci procède avec un délégué de la douane chérifienne, aux enquêtes, visites et vérifications quelle jugera nécessaires.

Article 81.

Si, à l'expiration du délai de vingt-quatre heures indiqué à l'article 77, le capitaine n'a pas déposé son manifeste, il sera passible, à moins que le retard ne provienne d'un cas de force majeure, d'une amende de cent cinquante pesetas par jour de retard, sans toutefois que cette amende puisse dépasser six cents pesetas. Si le capitaine a présenté frauduleusement un manifeste inexact ou incomplet, il sera personnellement condamné au paiement d'une somme égale à la valeur des marchandises pour lesquelles il n'a pas produit de manifeste, et à une amende de cinq cents à mille pesetas, et le bâtiment et les marchandises pourront en outre être saisis par l'autorité consulaire compétente pour la sûreté de l'amende.

Article 82.

Toute personne, au moment de dédouaner les marchandises importées ou destinées à l'exportation, doit faire à la douane une déclaration détaillée, énonçant l'espèce, la qualité, le poids, le nombre, la mesure et la valeur des marchandises, ainsi que l'espèce, les marques et les numéros des colis qui les contiennent.

Article 83.

Dans le cas où, lors de la visite, on trouvera moins de colis ou de marchandises qu'il n'en a été déclaré, le déclarant, à moins qu'il ne puisse justifier de sa bonne foi, devra payer double droit pour les marchandises manquant, et les marchandises, présentées seront retenues en douane pour la sûrete de ce double droit; si, au contraire, on trouve à la visite un excédant quant au nombre des colis, à la quantité ou au poids des marchandises, cet excédant sera saisi et confisqué au profit du Makhzen à moins que le déclarant ne puisse justifier de sa bonne foi.

Article 84.

Si la déclaration a été reconnue inexacte quant à l'espèce ou à la qualité, et si le déclarant ne peut justifier de

sa bonne foi, les marchandises inexactement déclarées seront saisies et confisquées au profit du Makhzen par l'autorité compétente. 1907

Article 85.

Dans le cas où la déclaration serait reconnue inexacte quant à la valeur déclarée et si le déclarant ne peut justifier de sa bonne foi, la douane pourra, soit prélever le droit en nature séance tenante, soit, au cas où la marchandise est indivisible, acquérir ladite marchandise, en payant immédiatement au déclarant la valeur déclarée, augmentée de cinq pour cent.

Article 86.

Si la déclaration est reconnue fausse quant à la nature des marchandises, celles-ci seront considérées comme n'ayant pas été déclarées et l'infraction tombera sous l'application des articles 88 et 90 ci-après et sera punie des peines prévues auxdits articles.

Article 87.

Toute tentative ou tout flagrant délit d'introduction, toute tentative ou tout flagrant délit d'exportation en contrebande de marchandises soumises au droit, soit par mer, soit par terre, seront passibles de la confiscation des marchandises, sans préjudice des peines et amendes ci-dessous qui seront prononcées par la juridiction compétente.

Seront en outre saisis et confisqués les moyens de transport par terre dans le cas où la contrebande constituera la partie principale du chargement.

Article 88.

Toute tentative ou tout flagrant délit d'introduction, toute tentative ou tout flagrant délit d'exportation en contrebande par un port ouvert au commerce ou par un bureau de douane, seront punis d'une amende ne dépassant pas le triple de la valeur des marchandises, objet de la fraude, et d'un emprisonnement de cinq jours à six mois, ou de l'une des deux peines seulement.

Article 89.

Toute tentative ou tout flagrant délit d'introduction, toute tentative ou tout flagrant délit d'exportation, en dehors d'un port ouvert au commerce ou d'un bureau de douane, seront punis d'une amende de trois cents à cinq cents pesetas et d'une amende supplémentaire égale à trois fois la valeur de la marchandise ou d'un emprisonnement d'un mois à un an.

1907

Article 90.

Les complices des délits prévus aux articles 88 et 89 seront passibles des mêmes peines que les auteurs principaux. Les éléments caractérisant la complicité seront appréciés d'après la législation du tribunal saisi.

Article 91.

En cas de tentative ou flagrant délit d'importation, de tentative ou flagrant délit d'exportation de marchandises par un navire en dehors d'un port ouvert au commerce, la douane marocaine pourra amener le navire au port le plus proche pour être remis à l'autorité consulaire, laquelle pourra le saisir et maintenir la saisie jusqu'à ce qu'il ait acquitté le montant des condamnations prononcées.

La saisie du navire devra être levée, en tout état de l'instance, en tant que cette mesure n'entravera pas l'instruction judiciaire, sur consignation du montant maximum de l'amende entre les mains de l'autorité consulaire ou sous caution solvable de la payer acceptée par la douane.

Article 92.

Les dispositions des articles précédents seront applicables à la navigation de cabotage.

Article 93.

Les marchandises, non soumises aux droits d'exportation, embarquées dans un port marocain pour être transportées par mer dans un autre port de l'Empire, devront être accompagnées d'un certificat de sortie délivré par la douane, sous peine d'être assujetties au paiement du droit d'importation et même confisquées si elles ne figuraient pas au manifeste.

Article 94.

Le transport par cabotage des produits soumis aux droits d'exportation ne pourra s'effectuer qu'en consignant au bureau de départ, contre quittance, le montant des droits d'exportation relatifs à ces marchandises.

Cette consignation sera remboursée au déposant par le bureau où elle a été effectuée, sur production d'une déclaration revêtue par la douane de la mention d'arrivée de la marchandise et de la quittance constatant le dépôt des droits. Les pièces justificatives de l'arrivée de la marchandise devront être produites dans les trois mois de l'expédition. Passé ce délai, à moins que le retard ne provienne d'un cas de force majeure, la somme consignée deviendra la propriété du Makhzen.

Article 95. 1907

Les droits d'entrée et de sortie seront payés au comptant au bureau de douane où la liquidation aura été effectuée. Les droits ad valorem seront liquidés suivant la valeur au comptant et en gros de la marchandise rendue au bureau de douane, et franche de droits de douane, et de magasinage. En cas d'avaries, il sera tenu compte, dans l'estimation, de la dépréciation subie par la marchandise. Les marchandises ne pourront être retirées qu'après le paiement des droits de douane et de magasinage.

Toute prise en charge ou perception devra faire l'objet d'un récépissé régulier, délivré par l'agent chargé de l'opération.

Article 96.

La valeur des principales marchandises taxées par les Douanes marocaines sera déterminée chaque année, dans les conditions spécifiées à l'article précédent, par une Commission des valeurs douanières, réunie à Tanger et composée de:

1° Trois membres désignés par le Gouvernement marocain,

2° Trois membres désignés par le Corps Diplomatique à Tanger,

3° Un délégué de la Banque d'Etat,

4° Un agent de la Délégation de l'Emprunt marocain 5%, 1904.

La Commission nommera douze à vingt membres honoraires domiciliés au Maroc, qu'elle consultera quand il s'agira de fixer les valeurs et toutes les fois qu'elle le jugera utile. Ces membres honoraires seront choisis sur les listes des notables, établies par chaque Légation pour les étrangers et par le Représentant du Sultan pour les marocains. Ils seront désignés, autant que possible, proportionnellement à l'importance du commerce de chaque nation.

La Commission sera nommée pour trois années.

Le tarif des valeurs fixées par elle servira de base aux estimations qui seront faites dans chaque bureau par l'administration des douanes marocaines. Il sera affiché dans les bureaux de douane et dans les chancelleries des Légations ou des Consulats à Tanger.

Le tarif sera susceptible d'être revisé au bout de six mois, si des modifications notables sont survenues dans la valeur de certaines marchandises.

Article 97.

Un Comité permanent, dit „Comité des douanes", est institué à Tanger et nommé pour trois années. Il sera com-

1907 posé d'un Commissaire spécial de Sa Majesté Chérifienne, d'un membre du Corps Diplomatique ou Consulaire désigné par le Corps Diplomatique à Tanger, et d'un délégué de la Banque d'Etat. Il pourra s'adjoindre, à titre consultatif, un ou plusieurs représentants du service des Douanes.

Ce Comité exercera sa haute surveillance sur le fonctionnement des Douanes et pourra proposer à Sa Majesté Chérifienne les mesures qui seraient propres à apporter des améliorations dans le service et à assurer la régularité et le contrôle des opérations et perceptions (débarquements, embarquements, transport à terre, manipulations, entrées et sorties des marchandises, magasinage, estimation, liquidation et perception des taxes). Par la création du „Comité des douanes", il ne sera porté aucune atteinte aux droits stipulés en faveur des porteurs de titres par les articles 15 et 16 du Contrat d'emprunt du 12 Juin 1904.

Des instructions, élaborées par le Comité des douanes et les services intéressés, détermineront les détails de l'application de l'article 96 et du présent article. Elles seront soumises à l'avis du Corps Diplomatique.

Article 98.

Dans les douanes où il existe des magasins suffisants, le service de la douane prend en charge les marchandises débarquées à partir du moment où elles sont remises, contre récépissé, par le capitaine du bateau aux agents préposés à l'acconage jusqu'au moment où elles sont régulièrement dédouanées. Il est responsable des dommages causés par les pertes ou avaries de marchandise qui sont imputables à la faute ou à la négligence de ses agents. Il n'est pas responsable des avaries résultant soit du dépérissement naturel de la marchandise, soit de son trop long séjour en magasin, soit des cas de force majeure.

Dans les douanes où il n'y a pas de magasins suffisants, les agents du Makhzen sont seulement tenus d'employer les moyens de préservation dont dispose le bureau de la douane.

Une révision du Règlement de magasinage, actuellement en vigueur, sera effectuée par les soins du Corps Diplomatique statuant à la majorité, de concert avec le Gouvernement chérifien.

Article 99.

Les marchandises et les moyens de transport à terre confisqués seront vendus par les soins de la douane, dans un délai de huit jours à partir du jugement définitif rendu par le tribunal compétent.

Article 100. 1907

Le produit net de la vente des marchandises et objets confisqués est acquis définitivement à l'Etat; celui des amendes pécuniaires, ainsi que le montant des transactions, seront, après déduction des frais de toute nature, répartis entre le Trésor chérifien et ceux qui auront participé à la répression de la fraude ou de la contrebande.

Un tiers à répartir par la douane entre les indicateurs,
Un tiers aux agents ayant saisi la marchandise,
Un tiers au Trésor marocain.

Si la saisie a été opérée sans l'intervention d'un indicateur, la moitié des amendes sera attribuée aux agents saisissants et l'autre moitié au Trésor marocain.

Article 101.

Les autorités douanières marocaines devront signaler directement aux agents diplomatiques ou consulaires les infractions au présent règlement commises par leurs ressortissants, afin que ceux-ci soient poursuivis devant la juridiction compétente.

Les mêmes infractions, commises par des sujets marocains, seront déférées directement par la douane à l'autorité chérifienne.

Un délégué de la douane sera chargé de suivre la procédure des affaires pendantes devant les diverses juridictions.

Article 102.

Toute confiscation, amende, ou pénalité devra être prononcée pour les étrangers par la juridiction consulaire et pour les sujets marocains par la juridiction chérifienne.

Article 103.

Dans la région frontière de l'Algérie, l'application du présent règlement restera l'affaire exclusive de la France et du Maroc.

De même, l'application de ce règlement dans le Riff et, en général, dans les régions frontières des Possessions espagnoles, restera l'affaire exclusive de l'Espagne et du Maroc.

Article 104.

Les dispositions du présent règlement, autres que celles qui s'appliquent aux pénalités, pourront être revisées par le Corps Diplomatique à Tanger, statuant à l'unanimité des voix,

1907 et d'accord avec le Makhzen, à l'expiration d'un délai de deux ans à dater de son entrée en vigueur.

Chapitre VI.

Déclaration relative aux services publics et aux travaux publics.

Article 105.

En vue d'assurer l'application du principe de la liberté économique sans aucune inégalité, les Puissances signataires déclarent qu'aucun des services publics de l'Empire chérifien ne pourra être aliéné au profit d'intérêts particuliers.

Article 106.

Dans le cas où le Gouvernement chérifien croirait devoir faire appel aux capitaux étrangers ou à l'industrie étrangère pour l'exploitation de services publics ou pour l'exécution de travaux publics, routes, chemins de fer, ports, télégraphes et autres, les Puissances signataires se réservent de veiller à ce que l'autorité de l'Etat sur ces grandes entreprises d'intérêt général demeure entière.

Article 107.

La validité des concessions qui seraient faites aux termes de l'article 106 ainsi que pour les fournitures d'Etat sera subordonnée, dans tout l'Empire chérifien, au principe de l'adjudication publique, sans acception de nationalité, pour toutes les matières qui, conformément aux règles suivies dans les législations étrangères, en comportent l'application.

Article 108.

Le Gouvernement chérifien, dès qu'il aura décidé de procéder par voie d'adjudication à l'exécution des travaux publics, en fera part au Corps Diplomatique; il lui communiquera, par la suite, les cahiers des charges, plans, et tous les documents annexés au projet d'adjudication, de manière que les nationaux de toutes les Puissances signataires puissent se rendre compte des travaux projetés et être à même d'y concourir. Un délai suffisant sera fixé à cet effet par l'avis d'adjudication.

Article 109.

Le cahier des charges ne devra contenir, ni directement ni indirectement, aucune condition ou disposition qui puisse porter atteinte à la libre concurrence et mettre en état d'in-

fériorité les concurrents d'une nationalité vis-à-vis des con- 1907
currents d'une autre nationalité.

Article 110.

Les adjudications seront passées dans les formes et suivant les conditions générales prescrites par un règlement que le Gouvernement chérifien arrêtera avec l'assistance du Corps Diplomatique.

L'adjudication sera prononcée par le Gouvernement chérifien en faveur du soumissionnaire qui, en se conformant aux prescriptions du cahier des charges, présentera l'offre remplissant les conditions générales les plus avantageuses.

Article 111.

Les règles des articles 106 à 110 seront appliquées aux concessions d'exploitation de forêts de chênes-lièges, conformément aux dispositions en usage dans les législations étrangères.

Article 112.

Un firman chérifien déterminera les conditions de concession et d'exploitation des mines, minières et carrières. Dans l'élaboration de ce firman, le Gouvernement chérifien s'inspirera des législations étrangères existant sur la matière.

Article 113.

Si, dans les cas mentionnés aux articles 106 à 112, il était nécessaire d'occuper certains immeubles, il pourra être procédé à leur expropriation moyennant le versement préalable d'une juste indemnité et conformément aux règles suivantes.

Article 114.

L'expropriation ne pourra avoir lieu que pour cause d'utilité publique et qu'autant que la nécessité en aura été constatée par une enquête administrative dont un règlement chérifien, élaboré avec l'assistance du Corps Diplomatique, fixera les formalités.

Article 115.

Si les propriétaires d'immeubles sont sujets marocains, Sa Majesté Chérifienne prendra les mesures nécessaires pour qu'aucun obstacle ne soit apporté à l'exécution des travaux qu'Elle aura déclarés d'utilité publique.

1907

Article 116.

S'il s'agit de propriétaires étrangers, il sera procédé à l'expropriation de la manière suivante:

En cas de désaccord entre l'administration compétente et le propriétaire de l'immeuble à exproprier, l'indemnité sera fixée par un jury spécial, ou, s'il y a lieu, par arbitrage.

Article 117.

Ce jury sera composé de six experts estimateurs, choisis trois par le propriétaire, trois par l'administration qui poursuivra l'expropriation. L'avis de la majorité absolue prévaudra.

S'il ne peut se former de majorité, le propriétaire et l'administration nommeront chacun un arbitre et ces deux arbitres désigneront le tiers arbitre.

A défaut d'entente pour la désignation du tiers arbitre, ce dernier sera nommé par le Corps Diplomatique à Tanger.

Article 118.

Les arbitres devront être choisis sur une liste établie au début de l'année par le Corps Diplomatique et, autant que possible, parmi les experts ne résidant pas dans la localité où s'exécute le travail.

Article 119.

Le propriétaire pourra faire appel de la décision rendue par les arbitres, devant la juridiction compétente, et conformément aux règles fixées en matière d'arbitrage par la législation à laquelle il ressortit.

Chapitre VII.

Dispositions générales.

Article 120.

En vue de mettre, s'il y a lieu, sa législation en harmonie avec les engagements contractés par le présent Acte Général, chacune des Puissances signataires s'oblige à provoquer, en ce qui la concerne, l'adoption des mesures législatives qui seraient nécessaires.

Article 121.

Le présent Acte Général sera ratifié suivant les lois constitutionnelles particulières à chaque Etat; les ratifications seront déposées à Madrid le plus tôt que faire se pourra, et au plus tard le trente et un Décembre mil neuf cent six.

Il sera dressé du dépôt un procès-verbal dont une copie 1907
certifiée conforme sera remise aux Puissances signataires par la voie diplomatique.

Article 122.

Le présent Acte Général entrera en vigueur le jour où toutes les ratifications auront été déposées, et au plus tard le trente et un Décembre mil neuf cent six.

Au cas où les mesures législatives spéciales qui dans certains pays seraient nécessaires pour assurer l'application à leurs nationaux résidant au Maroc de quelques-unes des stipulations du présent Acte général, n'auraient pas été adoptées avant la date fixée pour la ratification, ces stipulations ne deviendraient applicables, en ce qui les concerne, qu'après que les mesures législatives ci-dessus visées auraient été promulguées.

Article 123 et dernier.

Tous les traités, conventions et arrangements des Puissances signataires avec le Maroc restent en vigueur. Toutefois, il est entendu qu'en cas de conflit entre leurs dispositions et celles du présent Acte Général, les stipulations de ce dernier prévaudront.

En foi de quoi, les Délégués Plénipotentiaires ont signé le présent Acte Général et y ont apposé leur cachet.

Fait à Algéciras, le septième jour d'Avril mil neuf cent six, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement de Sa Majesté Catholique et dont des copies certifiées conformes seront remises par la voie diplomatique aux Puissances signataires.

Pour l'Allemagne:

(l. s.) *Radowitz.*
(l. s.) *Tattenbach.*

Pour l'Autriche-Hongrie:

(l. s.) *Welsersheimb.*
(l. s.) *Bolesta-Koziebrodzki.*

Pour la Belgique:

(l. s.) *Joostens.*
(l. s.) *Comte Conrad de Buisseret.*

Pour l'Espagne:

(l. s.) *El Duque de Almodóvar del Rio.*
(l. s.) *J. Pérez-Caballero.*

1907

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Sous réserve de la déclaration faite en séance plénière de la Conférence le 7 Avril 1906.

(l. s.) *Henry White.*
(l. s.) *Samuel R. Gummeré.*

Pour la France:

(l. s.) *Révoil.*
(l. s.) *Regnault.*

Pour la Grande-Bretagne:

(l. s.) *A. Nicolson.*

Pour l'Italie:

(l. s.) *Visconti-Venosta.*
(l. s.) *G. Malmusi.*

Pour le Maroc:

Pour les Pays-Bas:

(l. s.) *H. Testa.*

Pour le Portugal:

(l. s.) *Conde de Tovar.*
(l. s.) *Conde de Martens Ferrão.*

Pour la Russie:

(l. s.) *Cassini.*
(l. s.) *Basile Bacheracht.*

Pour la Suède:

(l. s.) *Robert Sager.*

Protocole Additionnel.

Au moment de procéder à la signature de l'Acte Général de la Conférence d'Algeciras, les Délégués d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Belgique, d'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique, de France, de la Grande-Bretagne, d'Italie, des Pays-Bas, de Portugal, de Russie et de Suède,

Tenant compte de ce que les Délégués du Maroc ont déclaré ne pas être en mesure pour le moment, d'y apposer leur signature, l'éloignement ne leur permettant pas d'obtenir à bref délai la réponse de Sa Majesté Chérifienne concernant les points au sujet desquels ils ont cru devoir Lui en référer,

S'engagent réciproquement, en vertu de leurs mêmes pleins 1907
ouvoirs, à unir leurs efforts, en vue de la ratification intérale par Sa Majesté Chérifienne dudit Acte Général et en ue de la mise en vigueur simultanée des réformes qui y ont prévues et qui sont solidaires les unes des autres.

Ils conviennent, en conséquence, de charger Son Excelence M. Malmusi, Ministre d'Italie au Maroc et Doyen du orps Diplomatique à Tanger, de faire les démarches nécesaires à cet effet, en appelant l'attention de Sa Majesté le ultan sur les grands avantages qui résulteront pour Son mpire des stipulations adoptées à la Conférence par l'unanité des Puissances signataires.

L'adhésion donnée par Sa Majesté Chérifienne à l'Acte énéral de la Conférence d'Algeciras devra être communiquée, ar l'intermédiaire du Gouvernement de Sa Majesté Catholique, ux Gouvernements des autres Puissances signataires. Cette dhésion aura la même force que si les Délégués du Maroc ussent apposé leur signature sur l'Acte Général et tiendra eu de ratification par Sa Majesté Chérifienne.

En foi de quoi, les Délégués d'Allemagne, d'Autriche-longrie, de Belgique, d'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique, e France, de la Grande-Bretagne, d'Italie, des Pays-Bas, e Portugal, de Russie et de Suède, ont signé le présent rotocole additionnel et y ont apposé leur cachet.

Fait à Algéciras, le septième jour d'Avril, mil neuf cent six, n un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives u Gouvernement de Sa Majesté Catholique et dont des copies, ertifiées conformes, seront remises, par la voie diplomatique, ux Puissances signataires.

Pour l'Allemagne:

(l. s.) *Radowitz.*
(l. s.) *Tattenbach.*

Pour l'Autriche-Hongrie:

(l. s.) *Welsersheimb.*
(l. s.) *Bolesta-Koziebrodzki.*

Pour la Belgique:

(l. s.) *Joostens.*
(l. s.) *Comte Conrad de Buisseret.*

Pour l'Espagne:

(l. s.) *El Duque de Almodóvar del Rio.*
(l. s.) *J. Pérez-Caballero.*

1907

Pour les États-Unis d'Amérique:

Sous réserve de la déclaration faite en séance plénière de la Conférence le 7 Avril 1906.

(l. s.) *Henry White.*
(l. s.) *Samuel R. Gummeré.*

Pour la France:

(l. s.) *Révoil.*
(l. s.) *Regnault.*

Pour la Grande-Bretagne:

(l. s.) *A. Nicolson.*

Pour l'Italie:

(l. s.) *Visconti-Venosta.*
(l. s.) *G. Malmusi.*

Pour les Pays-Bas:

(l. s.) *H. Testa.*

Pour le Portugal:

(l. s.) *Conde de Tovar.*
(l. s.) *Conde de Martens Ferrão.*

Pour la Russie:

(l. s.) *Cassini.*
(l. s.) *Basile Bacheracht.*

Pour la Suède:

(l. s.) *Robert Sager.*

Nos visis et perpensis conventionis hujus articulis, illos omnes et singulos ratos gratosque habere profitemur, verbo Nostro Caesareo et Regio promittentes Nos ea omnia quae in illis continentur fideliter executioni mandaturos esse.

In quorum fidem majusque robur praesentes ratificationis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus sigilloque Nostro Caesareo et Regio adpresso muniri jussimus. Dabantur Schönbrunn die vigesima secunda mensis Decembris anno Domini millesimo nongentesimo sexto, Regnorum Nostrorum quinquagesimo nono.

(L. S.) *Franziscus Josephus* m. p.

Aloisius Liber Baro ab Aehrenthal m. p.

Ad mandatum Sacrae Caesareae et Regiae Apostolicae Majestatis proprium:

Maximilanus Liber Baro a Biegeleben m. p.
Consiliarius aulicus ac ministerialis.

Die vorstehende Generalakte wird samt dem Zusatzpro- 1907
tokolle mit Wirksamkeit für die im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder mit dem Beifügen kundgemacht, daß der Beitritt und die Ratifikation seitens Marokkos zufolge scherifischen Ediktes vom 18. Juli 1906 in der im Zusatzprotokolle vorgesehenen Weise erfolgt ist und daß die Hinterlegung der Ratifikationsurkunden seitens der sämtlichen übrigen Vertragsstaaten am 31. Dezember 1906 stattgefunden hat.

Wien, am 17. September 1907.

Beck m. p. *Klein* m. p.

(Übersetzung.)

Im Namen des Allmächtigen Gottes:

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preußen, im Namen des Deutschen Reichs;

Seine Majestät der Kaiser von Österreich, König von Böhmen usw. und Apostolischer König von Ungarn;

Seine Majestät der König der Belgier;

Seine Majestät der König von Spanien;

Der Präsident der Vereinigten Staaten von Amerika;

Der Präsident der Französischen Republik;

Seine Majestät der König des Vereinigten Königreiches von Großbritannien und Irland und der Britischen überseeischen Gebiete, Kaiser von Indien;

Seine Majestät der König von Italien;

Seine Majestät der Sultan von Marokko;

Ihre Majestät die Königin der Niederlande;

Seine Majestät der König von Portugal und Algarvien;

Seine Majestät der Kaiser aller Reußen;

Seine Majestät der König von Schweden,

geleitet durch das Interesse daran, daß Ordnung, Friede und Wohlstand in Marokko herrschen, und durchdrungen von der Erkenntnis, daß dieses wertvolle Ziel nur durch Einführung von Reformen auf der dreifachen Grundlage der Souveränität und Unabhängigkeit Seiner Majestät des Sultans, der Integrität Seiner Staaten und der wirtschaftlichen Freiheit ohne jede Ungleichheit zu erreichen sei, haben auf die von Seiner Scherifischen Majestät an Sie ergangene Einladung beschlossen, eine Konferenz in Algeciras abzuhalten, um zu einer Verständigung über diese Reformen zu gelangen sowie um zu prüfen, auf welche Weise die Mittel zu deren Durchführung beschafft werden können, und haben zu Ihren bevollmächtigten Delegierten ernannt:

1907 Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preußen, im Namen des Deutschen Reichs:

Herrn Josef v. Radowitz, Allerhöchstihren außerordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei Seiner Katholischen Majestät, und

Herrn Christian Grafen v. Tattenbach, Allerhöchstihren außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Seiner Allergetreuesten Majestät;

Seine Majestät der Kaiser von Österreich, König von Böhmen usw. und Apostolischer König von Ungarn:

Herrn Rudolf Grafen v. Welsersheimb, Allerhöchstihren außerordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei Seiner Katholischen Majestät, und

Herrn Lepold Grafen Bolesta-Koziebrodzki, Allerhöchstihren außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Marokko;

Seine Majestät der König der Belgier:

Herrn Moritz Baron Joostens, Allerhöchstihren außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Seiner Katholischen Majestät, und

Herrn Konrad Grafen v. Buisseret-Steenbecque de Blarenghien, Allerhöchstihren außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Marokko;

Seine Majestät der König von Spanien:

Don Juan Manuel Sanchez y Gutierrez de Castro, Herzog von Almodovar del Rio, Allerhöchstihren Staatsminister, und

Don Juan Perez-Caballero y Ferrer, Allerhöchstihren außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Seiner Majestät dem Könige der Belgier;

Der Präsident der Vereinigten Staaten von Amerika:

Herrn Henry White, außerordentlichen und bevollmächtigten Botschafter der Vereinigten Staaten von Amerika bei Seiner Majestät dem Könige von Italien und

Herrn Samuel R. Gummeré, außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister der Vereinigten Staaten von Amerika in Marokko;

Der Präsident der Französischen Republik:

Herrn Paul Révoil, außerordentlichen und bevollmächtigten Botschafter der Französischen Republik bei der Schweizerischen Eidgenossenschaft, und

Herrn Eugen Regnault, bevollmächtigten Minister;

Seine Majestät der König des Vereinigten Königreichs von Großbritannien und Irland und der Britischen überseeischen Gebiete, Kaiser von Indien:

Sir Artur Nicolson, Allerhöchstihren außerordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei Seiner Majestät dem Kaiser aller Reußen;

Seine Majestät der König von Italien: 1907

Herrn Emil Marquis Visconti Venosta, Ritter des St. Annunciaten-Ordens, und

Herrn Giulio Malmusi, Allerhöchstihren außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Marokko;

Seine Majestät der Sultan von Marokko:

El Hadj Mohamed Ben El Arbi Ettorrés, Allerhöchstihren Bevollmächtigten in Tanger und außerordentlichen Botschafter,

El Hadj Mohamed Ben Abdesselam El-Mokri, Allerhöchstihren Finanzminister,

El Hadj Mohamed Es-Seffar und

Sid Abderrhaman Bennis;

Ihre Majestät die Königin der Niederlande:

Herrn Jonkheer Hannibal Testa, Allerhöchstihren außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Seiner Katholischen Majestät;

Seine Majestät der König von Portugal und Algarvien usw.:

Herrn Anton Grafen v. Tovar, Allerhöchstihren außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Seiner Katholischen Majestät, und

Herrn Franz Robert Grafen v. Martens Ferrão, Pair des Königreichs, Allerhöchstihren außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister in Marokko:

Seine Majestät der Kaiser aller Reußen;

Herrn Artur Grafen Cassini, Allerhöchstihren außerordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei Seiner Katholischen Majestät, und

Herrn Basil Bacheracht, Allerhöchstihren Minister in Marokko;

Seine Majestät der König von Schweden:

Herrn Robert Sager, Allerhöchstihren außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Seiner Katholischen Majestät und bei Seiner Allergetreuesten Majestät,

welche, versehen mit Vollmachten, die in guter und gehöriger Form befunden worden sind, gemäß dem von Seiner Scherifischen Majestät und den Mächten vereinbarten Programme nacheinander beraten und angenommen haben:

I. eine Erklärung über die Organisation der Polizei;

II. ein Reglement, betreffend die Überwachung und die Unterdrückung des Waffenschmuggels;

III. eine Konzessionsakte für eine marokkanische Staatsbank;

IV. eine Erklärung über die Verbesserung der Steuererträge und die Schaffung neuer Einnahmen;

1907 V. ein Reglement, betreffend die marokkanischen Zollämter sowie die Unterdrückung des Zollbetruges und des Schleichhandels;

VI. eine Erklärung über den öffentlichen Dienst und die öffentlichen Arbeiten

und diese verschiedenen Urkunden, von der Ansicht ausgehend, daß sie zweckmäßigerweise in eine einzige zusammenzufassen seien, in einer aus folgenden Artikeln bestehenden Generalakte vereinigt haben:

Erstes Kapitel.

Erklärung über die Organisation der Polizei.

Artikel 1.

Die Konferenz, die von Seiner Majestät dem Sultan aufgefordert worden ist, sich über die zur Organisation der Polizei erforderlichen Maßnahmen zu äußern, erklärt, daß nachstehende Anordnungen zu treffen sind.

Artikel 2.

Die Polizei steht unter der souveränen Gewalt Seiner Majestät des Sultans. Sie wird vom Makhzen aus marokkanischen Muselmanen gebildet, von marokkanischen Kaids befehligt und auf die dem Handel geöffneten acht Häfen verteilt.

Artikel 3.

Um den Sultan bei der Organisation dieser Polizei zu unterstützen, werden ihm spanische Instruktions-Offiziere und -Unteroffiziere sowie französische Instruktions-Offiziere und -Unteroffiziere von ihren Regierungen zur Verfügung gestellt, welche die Auswahl mit Zustimmung Seiner Scherifischen Majestät treffen. Ein Vertrag, der zwischen dem Makhzen und den Instruktoren gemäß dem im Artikel 4 vorgesehenen Reglement geschlossen wird, bestimmt die Bedingungen ihrer Anstellung und setzt ihren Gehalt fest, der mindestens das Doppelte des dem Range jedes Offiziers oder Unteroffiziers entsprechenden Gehalts betragen soll. Es wird ihnen außerdem eine nach den Orten verschiedene Aufenthaltsentschädigung gewährt. Der Makhzen stellt ihnen passende Räume zur Verfügung und liefert ihnen ebenso die erforderlichen Reittiere und Futtermittel.

Die Mächte, denen die Instruktoren angehören, behalten sich das Recht vor, sie abzuberufen und durch andere in gleicher Weise ausgewählte und angestellte zu ersetzen.

Artikel 4. 1907

Diese Offiziere und Unteroffiziere haben für die Dauer n fünf Jahren von der Ratifikation der Konferenzakte an i der Organisation des scherifischen Polizeikorps Beistand leisten. Sie sorgen für die Ausbildung und Disziplin nach iem über diesen Gegenstand festzustellenden Reglement d achten darauf, daß die angeworbenen Mannschaften zum litärdienste tauglich sind. Sie beaufsichtigen ferner ganz gemein die Verwaltung bei den Truppen und überwachen Zahlung des Soldes, die durch den Amin in Gemeinschaft t dem Rechnungsinstruktionsoffizier erfolgt. Sie leisten den rokkanischen Behörden, die mit dem Kommando über diese rps betraut sind, bei Ausübung des Kommandos ihren hkundigen Beistand,

Die reglementarischen Bestimmungen über die Ausbung, die Disziplin, die Ausbildung und die Verwaltung r Polizeikorps werden im Einverständnisse zwischen dem ierifischen Kriegsminister oder seinem Vertreter, dem im tikel 7 vorgesehenen Inspektor und dem rangältesten französchen sowie dem rangältesten spanischen Instruktor getroffen.

Das Reglement muß dem diplomatischen Korps im nger unterbreitet werden, das darüber binnen einem Monat n Gutachten abzugeben hat. Nach Ablauf dieser Frist tritt s Reglement in Kraft.

Artikel 5.

Die Gesamtstärke der Polizeitruppe beträgt höchstens eitausendfünfhundert und mindestens zweitausend Mann. ese werden auf die einzelnen Häfen je nach deren Beutung in Abteilungen von einhundertfünfzig bis sechsndert Mann verteilt. Die Zahl der spanischen und der nzösischen Offiziere beläuft sich auf sechzehn bis zwanzig, der spanischen und der französischen Unteroffiziere auf ißig bis vierzig.

Artikel 6.

Die für den Unterhalt und die Besoldung der Truppen wie der Instruktions-Offiziere und -Unteroffiziere erforderhen Mittel werden dem scherifischen Staatsschatze von der aatsbank innerhalb der Grenzen des jährlich für die Polizei fgestellten Budgets vorgeschossen; dieses darf bei einer ärke von zweitausendfünfhundert Mann die Summe von ei und einer halben Million Pesetas nicht übersteigen.

Artikel 7.

Die Polizei bildet während des erwähnten Zeitraumes n fünf Jahren den Gegenstand einer Generalinspektion.

1907 Diese wird von Seiner Scherifischen Majestät einem höheren Offizier des schweizerischen Heeres anvertraut werden, dessen Wahl mit Zustimmung Seiner Majestät durch die schweizerische Bundesregierung erfolgt.

Dieser Offizier erhält den Titel eines Generalinspektors und hat seinen Amtssitz in Tanger.

Er hat wenigstens einmal im Jahre die verschiedenen Polizeikorps zu inspizieren und über diese Inspektionen einen dem Makhzen vorzulegenden Bericht zu erstatten.

Außer den regelmäßigen Berichten kann er, wenn er es für nötig erachtet, Spezialberichte über jede die Polizei betreffende Frage erstatten.

Ohne unmittelbar in das Kommando oder die Ausbildung einzugreifen, hat sich der Generalinspektor von den Erfolgen zu überzeugen, welche die scherifische Polizei bei Aufrechterhaltung der Ordnung und Sicherheit an ihren Standorten erzielt hat.

Artikel 8.

Die Berichte und Meldungen, die der Generalinspektor dem Makhzen über seine Tätigkeit erstattet, werden gleichzeitig in Abschrift dem Doyen des diplomatischen Korps in Tanger mitgeteilt, damit dieses in der Lage ist festzustellen, daß die Wirksamkeit der scherifischen Polizei den Konferenzbeschlüssen entspricht, sowie darüber zu wachen, ob sie in wirksamer Weise und im Einklange mit dem Verträgen die Sicherheit der Person und des Eigentums der fremden Staatsangehörigen sowie des Handelsverkehrs gewährleistet.

Artikel 9.

Das diplomatische Korps kann im Falle von Beschwerden, mit denen es auf Antrag der beteiligten Gesandtschaft befaßt wird von dem Generalinspektor unter gleichzeitiger Benachrichtigung des Vertreters des Sultans die Anstellung einer Untersuchung und die Erstattung eines Berichtes über diese Beschwerden zum Zwecke weiterer Veranlassung verlangen.

Artikel 10.

Der Generalinspektor bezieht einen Jahresgehalt von fünfundzwanzigtausend Franken und erhält außerdem für die Reisekosten eine Entschädigung von sechstausend Franken. Der Makhzen stellt ihm ein passendes Haus zur Verfügung und sorgt für den Unterhalt seiner Pferde.

Artikel 11.

Die im Artikel 10 vorgesehenen materiellen Bedingungen seiner Anstellung und Einrichtung bilden den Gegenstand

eines zwischen ihm und dem Makhzen abzuschließenden Vertrags, der dem diplomatischen Korps in Abschrift mitzuteilen ist.

Artikel 12.

Der Grundstock der Instruktoren der scherifischen Polizei (Offiziere und Unteroffiziere) ist spanisch in Tetuan, gemischt in Tanger, spanisch in Larache, französisch in Rabat, gemischt in Casablanca und französisch in den drei anderen Häfen.

Zweites Kapitel.

Reglement, betreffend die Überwachung und die Unterdrückung des Waffenschmuggels.

Artikel 13.

Im ganzen Gebiete des scherifischen Reichs sind die Einfuhr und der Vertrieb von Kriegswaffen, Waffenteilen, geladener und nicht geladener Munition jeder Art, Pulver, Salpeter, Schießbaumwolle, Nitroglyzerin und allen ausschließlich zur Herstellung von Munition bestimmten Stoffen, abgesehen von den in den Artikeln 14 und 15 bezeichneten Fällen, verboten.

Artikel 14.

Die für die Industrie und die öffentlichen Arbeiten erforderlichen Sprengstoffe dürfen jedoch eingeführt werden. Ein nach den Vorschriften des Artikels 18 aufgestelltes Reglement wird die Bedingungen festsetzen, unter denen ihre Einfuhr erfolgen kann.

Artikel 15.

Waffen, Waffenteile und Munition, die für die Truppen Seiner Scherifischen Majestät bestimmt sind, werden nach Erfüllung folgender Förmlichkeiten zugelassen.

Eine von dem marokkanischen Kriegsminister unterzeichnete Erklärung, welche Zahl und Gattung der bei der ausländischen Industrie bestellten Waren dieser Art angibt, ist der Gesandtschaft des Ursprungslandes zur Vidierung vorzulegen.

Die Zollabfertigung der auf Bestellung der marokkanischen Regierung gelieferten Kisten und Kollis mit Waffen und Munition erfolgt auf Vorlegung:

1. der oben bezeichneten Erklärung,

2. des Konnossements, das Zahl und Gewicht der Kollis sowie Zahl und Gattung der darin enthaltenen Waffen und Munition angibt. Diese Urkunde muß von der Gesandtschaft des Ursprungslandes vidiert sein, die auf der Rückseite die

1907 bereits vorher zur Zollabfertigung gelangten Mengen zu vermerken hat. Das Visum ist zu versagen, sobald die Bestellung vollständig ausgeführt worden ist.

Artikel 16.

Die Einfuhr von Jagd- und Luxuswaffen, Waffenteilen, geladenen und nicht geladenen Patronen ist gleichfalls verboten. Sie kann jedoch gestattet werden:

1. für den ausschließlich persönlichen Bedarf des Einführenden;

2. für die Versorgung der gemäß Artikel 18 zugelassenen Waffenhandlungen.

Artikel 17.

Jagd- und Luxuswaffen nebst Munition werden für den ausschließlich persönlichen Bedarf des Einführenden auf Grund eines von dem Vertreter des Makhzen in Tanger ausgestellten Erlaubnisscheins zugelassen. Wenn der Einführende ein Fremder ist, so wird der Erlaubnisschein nur auf Antrag der Gesandtschaft, der er untersteht, erteilt.

Was die Jagdmunition anlangt, so soll jeder Erlaubnisschein höchstens auf eintausend Patronen oder auf die zur Herstellung von eintausend Patronen erforderlichen Materialien lauten.

Der Erlaubnisschein soll nur an Personen erteilt werden, die keine Verurteilung wegen eines Vergehens erfahren haben.

Artikel 18.

Der Handel mit nicht gezogenen Jagd- und Luxuswaffen ausländischen Ursprungs sowie mit der dazu gehörigen Munition soll, sobald es die Umstände gestatten, durch eine scherifische Verordnung geregelt werden, die in Übereinstimmung mit einem vom diplomatischen Korps in Tanger durch Mehrheitsbeschluß festgestellten Vorschlage zu erlassen ist. Das gleiche gilt von den Anordnungen, welche die Aufhebung oder Einschränkung dieses Handels bezwecken.

Nur die Personen, die eine besondere, zeitlich beschränkte Erlaubnis von der marokkanischen Regierung erhalten haben, dürfen Verkaufsstellen von Jagdwaffen und Jagdmunition eröffnen und betreiben. Diese Erlaubnis wird nur auf schriftlichen Antrag des Beteiligten nach Befürwortung durch seine Gesandtschaft gegeben.

Verordnungen, die gemäß den Vorschriften im Absatz 1 dieses Artikels zu erlassen sind, bestimmen die Zahl der Verkaufsstellen, die in Tanger und in den etwa später noch zu bezeichnenden Hafenorten eröffnet werden dürfen. Auf dieselbe

Weise sollen die Förmlichkeiten festgestellt werden, die bei 1907
der Einfuhr von Sprengstoffen für Zwecke der Industrie und der öffentlichen Arbeiten sowie von Waffen und Munition für den Bedarf der Verkaufsstellen zu erfüllen sind, ebenso der Höchstbestand, der auf Lager gehalten werden darf.

Bei Zuwiderhandlungen gegen die Bestimmungen der Verordnungen kann die Erlaubnis zeitweise oder endgiltig zurückgezogen werden, unbeschadet der durch die Täter verwirkten weiteren Strafen.

Artikel 19.

Jede Einfuhr und jeder Versuch der Einfuhr verbotener Waren hat deren Verfall und außerdem die nachstehenden Freiheits- und Geldstrafen zur Folge, die durch die zuständige Gerichtsbarkeit auszusprechen sind.

Artikel 20.

Die Einfuhr oder der Versuch der Einfuhr über einen dem Handel geöffneten Hafen oder über ein Zollamt wird bestraft:

1. mit einer Geldstrafe von fünfhundert bis zu zweitausend Pesetas sowie einer weiteren Geldstrafe, die dem dreifachen Werte der eingeführten Ware gleichkommt,

2. mit Arrest von fünf Tagen bis zu einem Jahre oder mit einer der beiden Strafen allein.

Artikel 21.

Die Einfuhr oder der Versuch der Einfuhr außerhalb eines dem Handel geöffneten Hafens oder eines Zollamts wird bestraft:

1. mit einer Geldstrafe von eintausend bis zu fünftausend Pesetas sowie einer weiteren Geldstrafe, die dem dreifachen Werte der eingeführten Ware gleichkommt,

2. mit Arrest von drei Monaten bis zu zwei Jahren oder mit einer der beiden Strafen allein.

Artikel 22.

Der rechtswidrige Verkauf, die Verhehlung und der im Umherziehen erfolgende Vertrieb der nach diesem Reglement verbotenen Waren unterliegen den im Artikel 20 aufgeführten Strafen.

Artikel 23.

Diejenigen, welche an einem der in den Artikeln 20, 21 und 22 aufgeführten Delikte mitschuldig sind, unterliegen den-

1907 selben Strafen wie die unmittelbaren Täter. Ob die Merkmale der Mitschuld gegeben sind, wird nach der Gesetzgebung des zuständigen Gerichtes beurteilt.

Artikel 24.

Wenn erhebliche Verdachtsgründe dafür vorliegen, daß ein Schiff, welches in einem dem Handel geöffneten Hafen vor Anker liegt, zum Zwecke der Einfuhr in Marokko Waffen, Munition oder andere verbotene Waren an Bord hat, so sollen die scherifischen Zollbeamten die Verdachtsgründe der zuständigen Konsularbehörde anzeigen, damit diese in Gegenwart eines Vertreters der scherifischen Zollbehörde die von ihr für erforderlich erachteten Vernehmungen, Erhebungen und Durchsuchungen vornehme.

Artikel 25.

Im Falle der Einfuhr oder des Versuches der Einfuhr verbotener Waren zur See außerhalb eines dem Handel geöffneten Hafens kann die marokkanische Zollbehörde das Schiff zum nächsten Hafen bringen lassen, um es der Konsularbehörde zu übergeben; diese darf es mit Beschlag belegen und die Beschlagnahme bis zur Zahlung der verhängten Geldstrafen aufrecht erhalten. Jedoch muß die Beschlagnahme des Schiffes in jeder Lage des Verfahrens gegen Hinterlegung des Höchstbetrages der angedrohten Geldstrafe bei der Konsularbehörde oder gegen eine von der Zollbehörde angenommene hinreichende Bürgschaft aufgehoben werden, sofern dadurch die Untersuchung nicht erschwert wird.

Artikel 26.

Der Makhzen erhält die verfallenen Waren, um sie entweder, falls er sie brauchen kann und unter der Bedingung, daß die Untertanen des Reiches sie sich nicht verschaffen können, selbst zu verwenden oder um sie im Auslande verkaufen zu lassen.

Die Landtransportmittel unterliegen dem Verfalle und sind zugunsten des scherifischen Staatsschatzes zu verkaufen.

Artikel 27.

Der Verkauf der von der marokkanischen Regierung außer Gebrauch gesetzten Waffen ist im ganzen Gebiete des scherifischen Reiches verboten.

Artikel 28.

Auf den Betrag der verhängten Geldstrafen sollen den Anzeigern, welche die Entdeckung der verbotenen Waren

herbeigeführt, sowie den Beamten, welche die Beschlagnahme 1907
bewirkt haben, Prämien angewiesen werden, dergestalt, daß allenfalls nach Abzug der Kosten des Verfahrens, ein Drittel des Betrages der Zollbehörde zwecks Verteilung unter die Angeber, ein Drittel den Beamten, welche die Waren mit Beschlag belegt haben, und ein Drittel dem marokkanischen Staatsschatz überwiesen wird.

Ist die Beschlagnahme ohne Dazutun eines Angebers erfolgt, so wird die Hälfte der Geldstrafen den bei der Beschlagnahme tätigen Beamten, die andere Hälfte dem scherifischen Staatsschatze überwiesen.

Artikel 29.

Die marokkanischen Zollbehörden sollen den diplomatischen oder konsularischen Vertretern von Zuwiderhandlungen ihrer Angehörigen gegen dieses Reglement unmittelbar Anzeige erstatten, damit die Verfolgung durch die zuständige Gerichtsbarkeit herbeigeführt werde.

Dieselben Delikte werden, wenn sie von marokkanischen Untertanen begangen sind, von der Zollbehörde unmittelbar vor die scherifischen Behörden gebracht.

Ein Vertreter der Zollbehörde hat dem Gange der Verhandlungen in den vor den verschiedenen Gerichtsbarkeiten schwebenden Sachen zu folgen.

Artikel 30.

In dem an Algerien grenzenden Gebiete soll die Anwendung des Regelements über den Waffenschmuggel ausschließlich Sache Frankreichs und Marokkos sein.

Ebenso soll die Anwendung des Reglements über den Waffenschmuggel im Riffgebiet und allgemein in den an die spanischen Besitzungen grenzenden Gebieten ausschließlich Sache Spaniens und Marokkos sein.

Drittes Kapitel.

Konzessionsakte für die Staatsbank.

Artikel 31.

In Marokko wird eine Bank unter dem Namen „Staatsbank von Marokko" errichtet, um die nachstehend bezeichneten Rechte auszuüben, wofür ihr die Konzession von Seiner Majestät dem Sultan auf die Dauer von vierzig Jahren von der Ratifikation dieser Akte an gewährt wird.

1907

Artikel 32.

Die Bank, die alle in den Bereich einer Bank fallenden Geschäfte betreiben kann, hat das ausschließliche Vorrecht, Noten auf den Inhaber auszugeben, die bei Präsentation einzulösen sind und Zahlungskraft bei den öffentlichen Kassen des marokkanischen Reiches besitzen.

Die Bank ist verpflichtet, einen Kassenbestand zu halten, der während der ersten zwei Jahre nach dem Beginn ihrer Tätigkeit mindestens der Hälfte und nach Ablauf dieser zwei Jahre mindestens einem Drittel ihrer im Umlaufe befindlichen Noten gleichkommt. Dieser Kassenbestand muß mindestens zu einem Drittel in Gold oder Goldmünzen bestehen.

Artikel 33.

Die Bank übt unter Ausschluß jeder anderen Bank oder Kreditanstalt die Verrichtungen einer Kassenstelle des Reiches aus. Zu diesem Zwecke hat die marokkanische Regierung die erforderlichen Maßnahmen zu treffen, damit der Ertrag der Zolleinkünfte, mit Ausschluß des für die Anleihe von 1904 verpfändeten Teiles, sowie die von ihr sonst noch zu bezeichnenden Einkünfte in die Kassen der Bank fließen.

Was den Ertrag der im Hinblick auf die Ausführung gewisser öffentlicher Arbeiten eingeführten Spezialabgabe betrifft, so muß ihn die marokkanische Regierung an die Bank abführen. Das gleiche gilt von den Einnahmen, die sie etwa später als Sicherheit für ihre Anleihen verpfänden wird, da es der Bank insbesondere obliegt, den Schuldendienst, jedoch mit Ausnahme der durch besonderen Vertrag geregelten Anleihe von 1904, zu sichern.

Artikel 34.

Die Bank ist die Finanzagentur der Regierung sowohl innerhalb wie außerhalb des Reiches, unbeschadet des Rechtes der Regierung, sich wegen ihrer öffentlichen Anleihen an andere Bankhäuser oder Kreditinstitute zu wenden. Jedoch genießt die Bank wegen dieser Anleihen bei gleichen Bedingungen ein Vorzugsrecht vor jedem Bankhaus oder Kreditinstitute.

In Ansehung der Schatzanweisungen und anderer kurzfristiger Schatzscheine, welche die marokkanische Regierung begeben will, ohne sie zum Gegenstand einer öffentlichen Emission zu machen, ist dagegen die Bank unter Ausschluß jedes anderen Institutes beauftragt, die Begebung, sei es in Marokko, sei es im Auslande, für Rechnung der marokkanischen Regierung zu vermitteln.

Artikel 35. 1907

Auf die Einkünfte des Schatzes soll die Bank der marokkanischen Regierung Vorschüsse in laufender Rechnung bis zum Betrage von einer Million Franken leisten.

Die Bank eröffnet außerdem für die Dauer von zehn Jahren von ihrer Konstituierung an der Regierung einen Kredit, der zwei Drittel des ursprünglichen Grundkapitals nicht übersteigen darf.

Dieser Kredit wird auf mehrere Jahre verteilt und wird verwendet in erster Linie zu den Ausgaben für Einrichtung und Unterhalt der gemäß den Konferenzbeschlüssen organisierten Polizeikorps, in zweiter Linie zu den Ausgaben für Arbeiten von allgemeinem Interesse, die nicht auf den im folgenden Artikel vorgesehenen Spezialfonds übernommen werden können.

Der Zinsfuß für diese beiden Vorschüsse darf mit Einschluß der Bankprovision höchstens sieben vom Hundert betragen und die Bank kann von der Regierung als Sicherheit für den Betrag der Vorschüsse die Überlassung einer entsprechenden Summe in Schatzanweisungen fordern.

Sollte die marokkanische Regierung vor Ablauf der zehn Jahre eine Anleihe abschließen wollen, so hat die Bank das Recht, die sofortige Rückzahlung der gemäß dem zweiten Absatze dieses Artikels vorgeschossenen Beträge zu verlangen.

Artikel 36.

Der Ertrag der Spezialabgabe (Artikel 33, 66) bildet einen Spezialfonds, über den die Bank gesonderte Rechnung führt. Dieser Fonds wird gemäß den von der Konferenz getroffenen Bestimmungen verwendet.

Im Falle der Unzulänglichkeit kann die Bank diesem Fonds auf seine späteren Einkünfte einen Kredit eröffnen, dessen Höhe den Betrag der Einnahmen des letzten Jahres nicht übersteigen darf.

In Ansehung des Zinsfußes und der Provision sollen dieselben Bedingungen gelten, die im vorhergehenden Artikel für die dem Staatsschatz in laufender Rechnung gewährten Vorschüsse festgesetzt sind.

Artikel 37.

Die Bank wird die Maßnahmen treffen, die sie zur Gesundung der Münzverhältnisse in Marokko für geeignet erachtet. Die spanische Münze wird zum Umlaufe mit Zahlungskraft weiter zugelassen werden.

1907 Mit Rücksicht hierauf ist die Bank ausschließlich mit dem Einkaufe von edlen Metallen, mit der Prägung und dem Einschmelzen von Münzen sowie mit allen sonstigen Münzoperationen beauftragt; sie hat diese Operationen für Rechnung und zum Nutzen der marokkanischen Regierung auszuführen.

Artikel 38.

Die Bank, deren Sitz in Tanger ist, wird Zweigniederlassungen und Agenturen in den hauptsächlichsten Städten Marokkos sowie an jedem anderen Orte, wo sie es für nützlich erachtet, einrichten.

Artikel 39.

Die für die Einrichtung der Bank sowie ihrer Zweigniederlassungen und Agenturen in Marokko erforderlichen Bauplätze werden von der Regierung unentgeltlich zur Verfügung gestellt; bei Ablauf der Konzession wird die Regierung sie gegen Erstattung der Baukosten wieder in Besitz nehmen. Die Bank ist außerdem ermächtigt, jedes Gebäude und Grundstück zu erwerben, dessen sie für den gleichen Zweck bedarf.

Artikel 40.

Die scherifische Regierung übernimmt die volle Verantwortung für die Sicherheit und den Schutz der Bank, ihrer Zweigniederlassungen und Agenturen. Zu diesem Zwecke stellt sie in jeder Stadt eine genügende Wache für jede dieser Anstalten zur Verfügung.

Artikel 41.

Die Bank, ihre Zweigniederlassungen und Agenturen sind frei von allen Steuern und ordentlichen oder außerordentlichen Abgaben, sie mögen schon bestehen oder künftig eingeführt werden. Dasselbe gilt von den zu ihrem Gebrauche bestimmten Immobilien sowie von ihren Aktien nebst Coupons und von ihren Noten. Die Ein- und Ausfuhr der für die Geschäfte der Bank bestimmten Metalle und Münzen ist gestattet und von jeder Abgabe frei.

Artikel 42.

Die scherifische Regierung übt ihre Oberaufsicht über die Bank durch einen marokkanischen Oberkommissär aus, der von ihr nach vorherigem Einvernehmen mit dem Verwaltungsrate der Bank ernannt wird.

Dieser Oberkommissär hat das Recht, von der Geschäftsführung der Bank Kenntnis zu nehmen; er beaufsichtigt die

Ausgabe der Banknoten und überwacht die genaue Beobachtung 1907
der Konzessionsbestimmungen.

Der Oberkommissär hat jede Note zu zeichnen oder mit seinem Stempel zu versehen; er ist mit der Überwachung der Beziehungen der Bank zu dem kaiserlichen Schatze beauftragt.

Er darf sich nicht in die Verwaltung und die Geschäftsführung der Bank einmischen; aber er hat stets das Recht, den Sitzungen der Zensoren beizuwohnen.

Die scherifische Regierung ernennt einen oder zwei Hilfskommissäre, welche die besondere Aufgabe haben, die Finanzgeschäfte des Schatzes mit der Bank zu beaufsichtigen.

Artikel 43.

Ein Reglement über die Beziehungen zwischen der Bank und der marokkanischen Regierung ist von dem im Artikel 57 vorgesehenen Spezialkomitee aufzustellen und von den Zensoren zu genehmigen.

Artikel 44.

Die Bank wird mit Zustimmung der Regierung Seiner Scherifischen Majestät in Form einer Aktiengesellschaft errichtet und unterliegt den einschlägigen Bestimmungen des französischen Rechtes.

Artikel 45.

Die in Marokko von der Bank angestrengten Klagen gehören vor das Konsulargericht des Beklagten oder vor die marokkanische Gerichtsbarkeit gemäß den Zuständigkeitsregeln, wie sie durch die Verträge und die scherifischen Firmane aufgestellt sind.

Die in Marokko gegen die Bank angestrengten Klagen gehören vor einen besonderen Gerichtshof, der aus drei Konsularbeamten und zwei Beisitzern zusammengesetzt ist. Das diplomatische Korps stellt jedes Jahr das Verzeichnis der Beamten, der Beisitzer und ihrer Vertreter auf.

Der Gerichtshof wendet auf diese Sachen die Rechts-, Prozeß- und Zuständigkeitsvorschriften an, die von der französischen Gesetzgebung für Handelssachen erlassen sind. Die Berufung gegen Urteile des Gerichtshofes geht an das Bundesgericht in Lausanne, das in letzter Instanz entscheidet.

Artikel 46.

Im Falle eines Streites über die Bestimmungen der Konzession oder von etwaigen Streitigkeiten zwischen der marokkanischen Regierung und der Bank wird die Angelegenheit dem Bundesgericht in Lausanne unterbreitet, ohne Zulassung einer Berufung oder eines Rekurses.

1907 Diesem Gerichtshofe werden gleichfalls, ohne die Zulassung einer Berufung oder eines Rekurses, alle Streitigkeiten unterstellt, die zwischen den Aktionären und der Bank über die Ausführung der Statuten oder in Ansehung der Gesellschaftsangelegenheiten entstehen könnten.

Artikel 47.

Die Statuten der Bank sind auf den nachstehenden Grundlagen durch das im Artikel 57 vorgesehene Spezialkomitee aufzustellen. Sie müssen von den Zensoren genehmigt und von der Generalversammlung der Aktionäre bestätigt werden.

Artikel 48.

Die konstituierende Generalversammlung der Gesellschaft bestimmt den Ort, wo die Versammlungen der Aktionäre und die Sitzungen des Verwaltungsrates stattfinden; der letztere hat jedoch die Befugnis, in jeder anderen Stadt zusammenzutreten, wenn er es für nützlich erachtet.

Die Direktion der Bank hat ihren Sitz in Tanger.

Artikel 49.

Die Bank wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet, der aus so vielen Mitgliedern besteht, als Teile des ursprünglichen Grundkapitals gebildet sind.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates haben die ausgedehntesten Vollmachten für die Verwaltung und die Geschäftsführung der Gesellschaft; sie ernennen insbesondere die Direktoren, die Unterdirektoren und die Mitglieder der im Artikel 54 bezeichneten Kommission, sowie die Direktoren der Zweigniederlassungen und Agenturen.

Alle Beamten der Gesellschaft werden, soweit möglich, aus den Angehörigen der verschiedenen Mächte genommen, die sich an der Zeichnung des Kapitals beteiligt haben.

Artikel 50.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates, deren Ernennung durch die Generalversammlung der Aktionäre erfolgt, werden von den Zeichnergruppen zur Bestätigung durch sie bestimmt.

Der erste Verwaltungsrat bleibt fünf Jahre in Tätigkeit. Beim Ablaufe dieser Frist tritt eine Erneuerung in der Weise ein, daß jährlich drei Mitglieder ersetzt werden. Das Los entscheidet über die Reihenfolge des Ausscheidens der Mitglieder des Verwaltungsrates; ihre Wiederwahl ist zulässig.

Bei der Konstituierung der Gesellschaft hat jede Zeichner- 1907
gruppe das Recht, so viele Mitglieder des Verwaltungsrates zu bestimmen, als sie volle Teile gezeichnet hat; die Gruppen sind nicht verpflichtet, einen Kandidaten ihrer eigenen Nationalität zu wählen.

Die Zeichnergruppen behalten ihr Recht der Bestimmung von Mitgliedern des Verwaltungsrates im Falle des Ersatzes oder der Mandatserneuerung nur dann, wenn sie nachweisen, daß sie sich noch im Besitze mindestens der Hälfte des Teiles befinden, für den sie dieses Recht ausüben.

Falls nach diesen Vorschriften eine Zeichnergruppe sich nicht mehr in der Lage befindet, ein Mitglied des Verwaltungsrates zu bestimmen, fällt diese Bestimmung der Generalversammlung der Aktionäre unmittelbar zu.

Artikel 51.

Jedes der nachstehenden Institute: Deutsche Reichsbank, Bank von England, Bank von Spanien, Bank von Frankreich, ernennt mit Zustimmung seiner Regierung einen Zensor bei der Staatsbank von Marokko.

Die Zensoren bleiben vier Jahre im Amte. Die ausscheidenden Zensoren können von neuem ernannt werden.

Im Falle des Todes oder der Amtsniederlegung wird die freigewordene Stelle durch das Institut besetzt, das den früheren Inhaber bestimmt hat, aber nur für die Zeit, welche dieser noch im Amte verbleiben sollte.

Artikel 52.

Die Zensoren, die ihr Amt auf Grund dieser Akte ausüben, sollen im Interesse der Signatarmächte das ordnungsmäßige Funktionieren der Bank überwachen und für die genaue Beobachtung der Bestimmungen der Konzession und der Statuten Sorge tragen. Sie sollen die pünktliche Erfüllung der Vorschriften wegen Ausgabe der Noten sowie die Maßnahmen zur Gesundung der Münzverhältnisse überwachen; sie dürfen sich aber unter keinerlei Vorwand in die Führung der Geschäfte oder in die innere Verwaltung der Bank mischen.

Jeder der Zensoren kann zu jeder Zeit die Rechnungen der Bank prüfen, von dem Verwaltungsrat oder der Direktion Auskunft über die Geschäftsführung der Bank verlangen und den Sitzungen des Verwaltungsrates, jedoch nur mit beratender Stimme, beiwohnen.

Die vier Zensoren treten in Ausübung ihres Amtes wenigstens einmal alle zwei Jahre in Tanger zu einem unter innen zu vereinbarenden Zeitpunkte zusammen. Andere Zu-

1907 sammenkünfte in Tanger oder anderswo müssen stattfinden, wenn drei der Zensoren es beantragen.

Die vier Zensoren fassen gemeinschaftlich einen Jahresbericht ab, der demjenigen des Verwaltungsrates beigefügt wird. Der Verwaltungsrat sendet ohne Verzug eine Abschrift dieses Berichtes jeder der Regierungen, welche die Konferenzakte unterzeichnet haben.

Artikel 53.

Die Bezüge und Reisekosten der Zensoren werden von dem Komitee zur Ausarbeitung der Statuten festgesetzt. Sie werden ihnen durch die Banken, die mit ihrer Ernennung beauftragt sind, unmittelbar ausgezahlt und diesen Instituten durch die Staatsbank von Marokko erstattet.

Artikel 54.

In Tanger wird bei der Direktion eine Kommission gebildet, deren Mitglieder von dem Verwaltungsrat ohne Unterschied der Nationalität aus den angesehenen Einwohnern Tangers, die Eigentümer von Bankaktien sind, gewählt werden.

Diese Kommission, der einer der Direktoren oder Unterdirektoren vorsitzt, hat die Diskontierungen und Krediteröffnungen zu begutachten.

Sie legt einen monatlichen Bericht über diese verschiedenen Fragen dem Verwaltungsrat vor.

Artikel 55.

Das Kapital, dessen Betrag von dem im Artikel 57 bezeichneten Spezialkomitee, jedoch nicht unter fünfzehn und nicht über zwanzig Millionen Franken festgesetzt wird, ist auf Gold zu stellen; die Aktien sollen einem Werte von je fünfhundert Franken entsprechen und dieser Wert soll auf Grund eines festen, durch die Statuten zu bestimmenden Wechselsatzes nach den verschiedenen Münzsystemen in Gold ausgedrückt werden.

Das Kapital kann später ein oder mehrere Male durch Beschluß der Generalversammlung der Aktionäre erhöht werden.

Die Zeichnung auf diese Kapitalserhöhungen ist allen Aktionären ohne Unterschied der Gruppe nach Verhältnis ihres Aktienbesitzes vorbehalten.

Artikel 56.

Das ursprüngliche Grundkapital der Bank wird in so viele gleiche Teile zerlegt, als sich Mächte beteiligen, die auf der Konferenz vertreten waren.

Zu diesem Zwecke bezeichnet jede Macht eine Bank, 1907
die für sich selbst oder für eine Bankgruppe das oben erwähnte Zeichnungsrecht sowie das im Artikel 50 vorgesehene Recht der Bestimmung von Mitgliedern des Verwaltungsrates ausübt. Jede Bank, die als Führerin einer Gruppe auftritt, kann mit Zustimmung ihrer Regierung durch eine andere Bank desselben Landes ersetzt werden.

Die Staaten, die von ihrem Zeichnungsrechte Gebrauch machen wollen, haben binnen vier Wochen nach Unterzeichnung dieser Akte durch die Vertreter der Mächte ihre Absicht der königlich spanischen Regierung mitzuteilen.

Jedoch werden zwei Teile von gleicher Höhe wie die Teile der Zeichnergruppen dem Bankkonsortium zugeteilt, das den Vertrag vom 12. Juni 1904 unterzeichnet hat, und zwar als Gegenleistung für die durch das Konsortium an die Staatsbank von Marokko erfolgende Abtretung:

1. der im Artikel 33 des Vertrages angeführten Rechte,

2. des im Artikel 32 (§ 2) des Vertrages bezeichneten Rechtes auf den verfügbaren Teil der Zolleinnahmen unter ausdrücklichem Vorbehalte des allgemeinen Vorrechtes, das durch Artikel 11 desselben Vertrages den Titelinhabern an den gesamten Zollerträgen an erster Stelle eingeräumt ist.

Artikel 57.

Binnen drei Wochen nach dem Schlusse der Zeichnung, der den beteiligten Mächten von der königlich spanischen Regierung anzuzeigen ist, tritt zur Ausarbeitung der Bankstatuten ein Spezialkomitee zusammen, das aus Vertretern der Zeichnergruppen gemäß den im Artikel 50 für die Bestimmung der Mitglieder des Verwaltungsrates vorgesehenen Grundsätzen gebildet wird.

Die konstituierende Generalversammlung der Gesellschaft findet binnen zwei Monaten nach der Ratifikation dieser Akte statt.

Die Tätigkeit des Spezialkomitees endet mit der Konstituierung der Gesellschaft.

Das Spezialkomitee bestimmt selbst den Ort seiner Zusammenkünfte.

Artikel 58.

Eine Änderung der Statuten kann nur auf Vorschlag des Verwaltungsrates sowie unter Zustimmung der Zensoren und des kaiserlichen Oberkommissärs erfolgen.

Diese Änderungen müssen von der Generalversammlung mit einer Mehrheit von drei Vierteln der anwesenden oder vertretenen Mitglieder beschlossen werden.

1907

Viertes Kapitel.

Erklärung über die Verbesserung der Steuererträge und die Schaffung neuer Einnahmen.

Artikel 59.

Sobald der Tertib für die marokkanischen Untertanen ordnungsmäßig eingeführt ist, werden die Vertreter der Mächte in Tanger auch ihre Angehörigen im marokkanischen Reiche ihm unterwerfen. Hierbei ist jedoch vorausgesetzt, daß die genannte Abgabe auf die fremden Angehörigen

a) nur unter den im Reglement des diplomatischen Korps in Tanger vom 23. November 1903 festgesetzten Bedingungen,

b) nur in den Plätzen, wo sie bei den marokkanischen Untertanen wirklich eingehoben wird,

Anwendung findet.

Die Konsularbehörden behalten einen prozentualen Anteil der von ihren Angehörigen eingezogenen Beträge zurück, um damit die durch die Aufstellung der Steuerrolle und die Eintreibung der Abgaben verursachten Kosten zu decken.

Der Satz für diesen zurückbehaltenen Anteil wird gemeinschaftlich vom Makhzen und dem diplomatischen Korps festgesetzt.

Artikel 60.

Die Fremden können gemäß dem ihnen durch Artikel 11 der Madrider Konvention zuerkannten Rechte Grundeigentum im ganzen Gebiet des scherifischen Reichs erwerben und Seine Majestät der Sultan wird den Verwaltungs- und Gerichtsbehörden die nötigen Weisungen erteilen, damit die Genehmigung zum Abschlusse von Verträgen nicht ohne gesetzlichen Grund verweigert wird. Was die weiteren Übertragungen durch Rechtsgeschäfte unter Lebenden oder von Todes wegen betrifft, so werden sie auch ferner ohne jede Einschränkung erfolgen können.

In den dem Handel geöffneten Häfen und in einem Umkreise von 10 *km* um diese Häfen gibt Seine Majestät der Sultan allgemein die im Artikel 11 der Madrider Konvention geforderte Genehmigung, ohne daß es fortan einer besonderen Erlaubnis für jeden Ankauf von Grundeigentum durch die Fremden bedürfte.

In Ksar el Kebir, Arzila, Azemmur und geeignetenfalls an anderen Plätzen der Küste oder im Innern wird die oben erwähnte allgemeine Genehmigung den Fremden in gleicher Weise, jedoch nur für Erwerbungen in einem Umkreise von 2 *km* um diese Städte erteilt.

Überall, wo die Fremden Grundeigentum erworben haben, 1907
können sie Bauten unter Beobachtung der bestehenden Reglements und Gebräuche errichten.

Vor der Genehmigung der Eigentumsübertragungsakte muß sich der Kadi nach Maßgabe des muselmanischen Gesetzes von der Ordnungsmäßigkeit der Besitztitel vergewissern.

Der Makhzen bezeichnet für jede Stadt und ihren in diesem Artikel gegebenen Umkreis den Kadi, der diese Prüfungen vorzunehmen hat.

Artikel 61.

Um neue Einnahmequellen für den Makhzen zu schaffen, erklärt sich die Konferenz grundsätzlich damit einverstanden, daß eine Abgabe auf städtische Gebäude eingeführt werden kann.

Ein Teil der so erzielten Einnahmen wird für die Bedürfnisse des städtischen Straßenbaues und des städtischen Gesundheitswesens sowie allgemein für die Ausgaben zur Verbesserung und Instandhaltung der Städte verwendet.

Die Abgabe trifft den Grundeigentümer ohne Unterschied, ob er ein Marokkaner oder ein Fremder ist; jedoch ist der Mieter oder Schlüsselinhaber dem marokkanischen Staatsschatze gegenüber verantwortlich.

Ein von der scherifischen Regierung und dem diplomatischen Korps in Tanger gemeinschaftlich erlassenes Reglement setzt die Höhe der Abgabe, die Art ihrer Einhebung und Verwendung fest und bestimmt auch die Quote der so geschaffenen Einnahmen, die zu den Ausgaben für die Verbesserung und Instandhaltung der Städte verwendet werden soll.

In Tanger fließt diese Quote dem internationalen Gesundheitsrate zu, der deren Verwendung bis zur Einrichtung einer Gemeindeverwaltung regeln wird.

Artikel 62.

Die Konferenz ist der Ansicht, daß die von Seiner Scherifischen Majestät im Jahre 1901 erlassene Verordnung, wonach die mit der Erhebung der landwirtschaftlichen Abgaben beauftragten marokkanischen Beamten von der Bevölkerung weder Sochra noch Muna empfangen dürfen, soweit als möglich verallgemeinert werden muß.

Artikel 63.

Die scherifischen Vertreter haben die Erklärung abgegeben, daß die fremden Untertanen Habusgüter und gewisse

1907 Domänengrundstücke, insbesondere Grundstücke des Makhzen, die gegen Zahlung eines Grundzinses von sechs vom Hundert in Besitz genommen seien, ohne ordnungsmäßige Besitztitel oder auf Grund von anfechtbaren Verträgen inne hätten. Die Konferenz wünscht diesem Zustande abzuhelfen und beauftragt das diplomatische Korps in Tanger, im Einvernehmen mit einem Spezialkommissär, den Seine Scherifische Majestät zu bestimmen geruhen wird, eine billige Lösung dieser beiden Fragen zu finden.

Artikel 64.

Die Konferenz nimmt von den Vorschlägen der scherifischen Vertreter über die Einführung von Abgaben auf bestimmte Handelszweige, Industrien und Gewerbe Kenntnis.

Wenn nach Anwendung dieser Abgaben auf marokkanische Untertanen das diplomatische Korps es für zweckmäßig erachtet, sie auch auf die fremden Angehörigen auszudehnen, so wird schon jetzt erklärt, daß die erwähnten Abgaben nur städtische Abgaben sein dürfen.

Artikel 65.

Die Konferenz schließt sich dem Vorschlage der marokkanischen Vertreter an, unter Beistand des diplomatischen Korps noch folgende Abgaben einzuführen:

a) eine Stempelsteuer auf die Verträge und Originalakte, die vor den Adule errichtet werden;

b) eine Besitzveränderungsabgabe von höchstens zwei vom Hundert auf die Grundverkäufe;

c) eine statistische und Wiegeabgabe, die höchstens eins vom Hundert des Wertes der auf dem Wege der Küstenschiffahrt beförderten Waren betragen darf;

d) eine von den marokkanischen Untertanen zu erhebende Paßsteuer;

e) gegebenenfalls Kai- und Leuchtturmabgaben, deren Ertrag zur Verbesserung der Häfen zu verwenden ist.

Artikel 66.

Vorübergehend können Waren fremden Ursprungs bei ihrer Einfuhr in Marokko mit einer Spezialabgabe in der Höhe von zwei ein halb vom Hundert des Wertes belegt werden. Der gesamte Ertrag dieser Abgabe wird einen Spezialfonds bilden, der zur Ausführung von öffentlichen Arbeiten verwendet werden soll, die allgemein der Entwicklung der Schiffahrt und des Handels im scherifischen Reiche zu dienen bestimmt sind.

Das Programm für diese Arbeiten und die Reihenfolge 1907
ihrer Ausführung wird gemeinschaftlich von der scherifischen Regierung und dem diplomatischen Korps in Tanger festgesetzt.

Die sich hierauf beziehenden Vorstudien, Bauanschläge, Pläne und Lastenhefte werden von einem von der scherifischen Regierung im Einvernehmen mit dem diplomatischen Korps ernannten sachverständigen Ingenieur aufgestellt. Diesem können im Bedarfsfalle ein oder mehrere Ingenieure zur Unterstützung beigegeben werden. Ihre Besoldung erfolgt aus dem Fonds der Spezialkasse.

Der Fonds der Spezialkasse wird in der Staatsbank von Marokko deponiert, die darüber Rechnung zu legen hat.

Die öffentliche Submission soll in der Form und nach den allgemeinen Bedingungen des Reglements stattfinden, welches das diplomatische Korps in Tanger mit dem Vertreter Seiner Scherifischen Majestät aufzustellen hat.

Das Submissionsbureau setzt sich zusammen aus einem Vertreter der scherifischen Regierung, fünf Vertretern des diplomatischen Korps und dem Ingenieur.

Der Zuschlag wird dem Submittenten erteilt, der unter Einhaltung der Bestimmungen des Lastenheftes das Anbot macht, das die vorteilhaftesten allgemeinen Bedingungen aufweist.

Was die aus der Spezialabgabe fließenden Summen betrifft, die von den Zollämtern der im Artikel 103 des Zollreglements bezeichneten Gebiete erhoben werden, so wird ihre Verwendung von dem Makhzen mit Zustimmung der Grenzmacht nach den Bestimmungen dieses Artikels geregelt werden.

Artikel 67.

Die Konferenz spricht unter Vorbehalt der zu diesem Gegenstand abgegebenen Erklärungen den Wunsch aus, daß die Ausfuhrzölle für die nachstehend bezeichneten Waren in folgender Weise herabgesetzt werden:

Kichererbsen	20%
Mais	20%
Gerste	50%
Weizen	34%

Artikel 68.

Seine Scherifische Majestät erklärt sich damit einverstanden, die Zahl von Rindvieh, die jeder Macht aus Marokko auszuführen gestattet ist, von sechstausend Stück auf zehn-

1907 tausend Stück zu erhöhen. Die Ausfuhr kann über alle Zollstationen stattfinden. Wenn infolge unglücklicher Umstände ein Viehmangel in einem bestimmten Gebiete festgestellt worden ist, kann Seine Scherifische Majestät vorübergehend die Ausfuhr von Vieh aus dem Hafen oder den Häfen dieses Gebietes verbieten. Diese Maßnahme darf die Dauer von zwei Jahren nicht überschreiten; sie darf auch nicht für alle Häfen des Reiches zugleich angeordnet werden.

Die vorstehenden Bestimmungen berühren übrigens nicht die sonstigen Bedingungen, die für Ausfuhr von Vieh durch frühere Firmane festgesetzt worden sind.

Die Konferenz spricht überdies den Wunsch aus, daß in den Küstenhäfen tunlichst bald eine Veterinärinspektion eingerichtet werde.

Artikel 69.

Im Einklange mit den früheren Verordnungen Seiner Scherifischen Majestät und insbesondere der Verordnung vom 28. September 1901 ist zwischen allen Häfen des Reiches der Transport von Getreide, Korn, Gemüse, Eiern, Früchten, Geflügel und im allgemeinen von Waren und Tieren jeder Art, mögen sie aus Marokko stammen oder nicht, auf dem Wege der Küstenschiffahrt gestattet. Ausgenommen sind Pferde, Maultiere, Esel und Kamele, für die eine Spezialerlaubnis des Makhzen erforderlich ist. Die Küstenschiffahrt kann durch Schiffe jeder Nationalität bewirkt werden, ohne daß die vorgenannten Artikel die Ausfuhrzölle zu zahlen haben, doch müssen die Spezialabgaben entrichtet und die geltenden Bestimmungen beobachtet werden.

Artikel 70.

Die Mächte, deren Verträge mit Marokko Sätze für Hafen- oder Ankerabgaben in marokkanischen Häfen vorsehen, erklären sich mit einer Revision dieser Abgaben einverstanden. Das diplomatische Korps ist beauftragt, im Einvernehmen mit dem Makhzen die Bedingungen dieser Revision, die erst nach der Verbesserung der Häfen stattfinden kann, festzusetzen.

Artikel 71.

In allen marokkanischen Häfen, wo ausreichende Lagerhäuser vorhanden sind, können Zollagergebühren nach einem von der Regierung Seiner Scherifischen Majestät im Einvernehmen mit dem diplomatischen Korps in Tanger ausgearbeiteten oder noch auszuarbeitenden Reglement eingehoben werden.

Artikel 72. 1907

Opium und Kif werden weiter den Gegenstand eines Monopols für die scherifische Regierung bilden. Gleichwohl wird die Einfuhr von Opium, das lediglich zu Arzneizwecken bestimmt ist, auf Grund eines besonderen Erlaubnisscheines gestattet sein, den der Makhzen auf Antrag der für den einführenden Apotheker oder Arzt zuständigen Gesandtschaft ausstellt. Die scherifische Regierung und das diplomatische Korps bestimmen gemeinschaftlich die Quantität, die höchstens eingeführt werden darf.

Artikel 73.

Die Vertreter der Mächte nehmen von der Absicht der scherifischen Regierung, das für Schnupftabak bestehende Monopol auf alle Tabaksorten auszudehnen, Kenntnis. Sie behalten jedoch ihren Angehörigen das Recht auf entsprechende Entschädigung für die Nachteile vor, welche diejenigen unter ihnen erleiden, die auf Grund der jetzigen Bestimmungen über den Tabakhandel Industrien ins Leben gerufen haben. In Ermangelung einer gütlichen Einigung wird die Entschädigung durch Sachverständige, die vom Makhzen und dem diplomatischen Korps bestimmt werden, gemäß den Vorschriften über die Enteignung wegen Gemeinnützigkeit festgesetzt.

Artikel 74.

Bei der Verpachtung des Opium- und Kifmonopols findet der Grundsatz der Submission ohne Ansehung der Nationalität Anwendung. Dasselbe gilt vom Tabaksmonopol, falls ein solches eingeführt werden sollte.

Artikel 75.

Falls es angebracht erscheint, irgend eine Bestimmung dieser Erklärung zu ändern, so bedarf es hierüber einer Verständigung zwischen dem Makhzen und dem diplomatischen Korps in Tanger.

Artikel 76.

In allen durch diese Erklärung vorgesehenen Fällen, in denen eine Mitwirkung des diplomatischen Korps erfordert wird, werden, abgesehen von den Artikeln 64, 70, 75, die Entscheidungen mit Stimmenmehrheit gefaßt.

1907 Fünftes Kapitel.

Reglement, betreffend die marokkanischen Zollämter, sowie die Unterdrückung des Zollbetruges und des Schleichhandels.

Artikel 77.

Jeder Kapitän eines vom Ausland oder aus Marokko kommenden Handelsschiffes muß binnen vierundzwanzig Stunden, nachdem er in einem der Häfen des marokkanischen Reiches die Praktika erhalten hat, im Zollamt eine genaue Abschrift seines Manifestes hinterlegen, die von ihm unterzeichnet und vom Konsignatar des Schiffes als gleichlautend bescheinigt ist. Er muß außerdem auf Verlangen das Original seines Manifestes den Zollbeamten mitteilen.

Die Zollbehörde is berechtigt, an Bord einen oder mehrere Wächter aufzustellen, um jeden unerlaubten Handel hintanzuhalten.

Artikel 78.

Von der Hinterlegung des Manifestes sind befreit:

1. die Kriegsschiffe oder die für Rechnung einer Macht gecharterten Schiffe;
2. Boote von Privatpersonen, die zu deren persönlichem Gebrauche dienen und nicht zur Beförderung von Waren benützt werden;
3. die zur Fischerei in den Küstengewässern verwendeten Schiffe oder Fahrzeuge;
4. die ausschließlich zu Vergnügungszwecken verwendeten Jachten, die als solche in ihrem Heimatshafen registriert sind;
5. die speziell zur Legung und Ausbesserung von Telegraphenkabeln bestimmten Schiffe;
6. die ausschließlich zur Rettung aus Seenot bestimmten Schiffe;
7. die Hospitalschiffe;
8. die Schulschiffe der Handelsmarine, wenn sie keine Handelsgeschäfte betreiben.

Artikel 79.

Das im Zollamte hinterlegte Manifest muß die Art und Herkunft der Ladung mit den Zeichen und Nummern der Kisten, Ballen, Packstücke, Fässer usw. angeben.

Artikel 80.

Sind dringende Verdachtsgründe für die Ungenauigkeit des Manifestes vorhanden oder verweigert der Kapitän seine

Einwilligung zur Besichtigung und Prüfung durch die Zoll- 1907
beamten, so wird der Fall der zuständigen Konsularbehörde gemeldet, damit diese die von ihr für erforderlich erachteten Vernehmungen, Durchsuchungen und Erhebungen gemeinschaftlich mit einem Vertreter der scherifischen Zollbehörde vornehme.

Artikel 81.

Hat nach Ablauf der im Artikel 77 vorgesehenen vierundzwanzigstündigen Frist der Kapitän sein Manifest nicht hinterlegt, so unterliegt er, falls die Verzögerung nicht auf höherer Gewalt beruht, einer Geldstrafe von einhundertfünfzig Pesetas für jeden Tag der Verzögerung. Diese Geldstrafe darf jedoch sechshundert Pesetas nicht übersteigen. Hat der Kapitän in betrügerischer Absicht ein ungenaues oder unvollständiges Manifest vorgelegt, so wird er persönlich zur Zahlung einer Summe, die dem Werte der durch ein Manifest nicht gedeckten Waren gleichkommt und zu einer Geldstrafe von fünfhundert bis eintausend Pesetas verurteilt und das Schiff sowie die Waren können als Sicherheit für die Zahlung der Geldstrafe von der zuständigen Konsularbehörde mit Beschlag belegt werden.

Artikel 82.

Jede Person muß bei der Zollabfertigung der eingeführten oder zur Ausfuhr bestimmten Waren der Zollbehörde eine genaue Deklaration über Art, Beschaffenheit, Gewicht, Zahl, Maß und Wert der Waren, sowie über die Art, die Zeichen und die Nummern der sie enthaltenen Kollos abgeben.

Artikel 83.

Werden bei der Besichtigung weniger Kollos oder Waren als angegeben gefunden, so muß der Deklarant, falls er nicht seinen guten Glauben nachweisen kann, den doppelten Zoll für die fehlenden Waren zahlen und die vorgezeigten Waren werden als Sicherheit für die Zahlung des doppelten Zolles im Zollamte zurückbehalten; ergibt sich anderseits bei der Besichtigung hinsichtlich der Zahl der Kollos, der Quantität oder des Gewichtes der Waren eine Überschreitung, so wird der nicht angegebene Teil der Waren beschlagnahmt und für den Makhzen eingezogen, falls der Deklarant nicht seinen guten Glauben nachweisen kann.

Artikel 84.

Wird die Deklaration hinsichtlich der Art oder Beschaffenheit für ungenau befunden und kann der Deklarant seinen

1907 guten Glauben nicht nachweisen, so werden die ungenau deklarierten Waren von der zuständigen Behörde mit Beschlag belegt und für den Makhzen eingezogen.

Artikel 85.

Wird die Deklaration hinsichtlich des Wertes für ungenau befunden und vermag der Deklarant seinen guten Glauben nicht nachzuweisen, so kann die Zollbehörde entweder auf der Stelle den Zoll in natura vorweg erheben oder, falls die Ware nicht teilbar ist, diese selbst erwerben, indem sie sofort den deklarierten Wert nebst einem Zuschlage von fünf vom Hundert an den Deklaranten zahlt.

Artikel 86.

Wird die Deklaration hinsichtlich der Art der Waren für falsch befunden, so werden die Waren behandelt, als ob sie nicht deklariert wären. Die Zuwiderhandlung fällt unter die Bestimmungen der nachstehenden Artikel 88 und 90 und unterliegt den dort vorgesehenen Strafen.

Artikel 87.

Jede auf dem Wege des Schleichhandels zu Wasser oder zu Lande versuchte oder eben vollbrachte Einfuhr oder Ausfuhr zollpflichtiger Waren hat den Verfall der Waren zur Folge, unbeschadet der nachstehenden von der zuständigen Gerichtsbarkeit zu verhängenden Freiheits- und Geldstrafen.

Außerdem werden die Landtransportmittel mit Beschlag belegt und als verfallen erklärt, wenn der Gegenstand des Schleichhandels den Hauptteil der Ladung ausmacht.

Artikel 88.

Jede auf dem Wege des Schleichhandels über einen dem Handel geöffneten Hafen oder über ein Zollamt versuchte oder eben vollbrachte Einfuhr oder Ausfuhr wird mit einer Geldstrafe, die den dreifachen Wert der den Gegenstand der Hinterziehung bildenden Waren nicht übersteigt und mit Gefängnis von fünf Tagen bis zu sechs Monaten oder mit einer dieser beiden Strafen allein bestraft.

Artikel 89.

Jede auf anderem Wege als über einen dem Handel geöffneten Hafen oder über ein Zollamt versuchte oder eben vollbrachte Einfuhr oder Ausfuhr wird mit einer Geldstrafe von dreihundert bis zu fünfhundert Pesetas sowie einer

weiteren Geldstrafe, die dem dreifachen Werte der Ware 1907
gleichkommt oder mit Arrest von einem Monat bis zu einem Jahre bestraft.

Artikel 90.

Diejenigen, welche an einem der in den Artikeln 88 und 89 aufgeführten Delikte mitschuldig sind, unterliegen denselben Strafen wie die unmittelbaren Täter. Ob die Merkmale der Mitschuld gegeben sind, wird nach der Gesetzgebung des zuständigen Gerichtes beurteilt.

Artikel 91.

Falls die Einfuhr oder Ausfuhr von Waren zu Schiff anders als über einen dem Handel geöffneten Hafen versucht oder eben vollendet wurde, darf die marokkanische Zollbehörde das Schiff zum nächsten Hafen bringen lassen, um es der Konsularbehörde zu übergeben; diese darf es mit Beschlag belegen und die Beschlagnahme bis zur Bezahlung der verwirkten Strafen aufrecht erhalten.

Die Beschlagnahme des Schiffes muß in jeder Lage des Verfahrens gegen Hinterlegung des Höchstbetrages der angedrohten Geldstrafe bei der Konsularbehörde oder gegen eine von der Zollbehörde angenommene hinreichende Bürgschaft aufgehoben werden, sofern dadurch die Untersuchung nicht erschwert wird.

Artikel 92.

Die Bestimmungen der vorstehenden Artikel finden auch auf die Küstenschiffahrt Anwendung.

Artikel 93.

Die von dem Ausfuhrzolle befreiten Waren, die in einem marokkanischen Hafen zum Seetransporte nach einem andern Hafen des Reiches verladen werden, müssen von einem durch die Zollbehörde ausgestellten Ausgangszertifikate begleitet sein, widrigenfalls sie der Zahlung des Einfuhrzolles und, sofern sie nicht im Manifest eingetragen waren, dem Verfall unterliegen.

Artikel 94.

Die einem Ausfuhrzoll unterliegenden Erzeugnisse können auf dem Wege der Küstenschiffahrt nur dann befördert werden, wenn der Betrag des Ausfuhrzolles für diese Waren gegen Quittung im Zollamte des Abgangshafens hinterlegt wird.

Die hinterlegte Summe wird dem Hinterleger durch das Zollamt, bei dem die Hinterlegung bewirkt ist, gegen Vor-

1907 weisung einer Erklärung der Zollbehörde über die Ankunft der Waren und der Quittung über die erfolgte Hinterlegung des Zolles zurückerstattet. Die urkundlichen Nachweise über die Ankunft der Waren müssen innerhalb dreier Monate von der Abfertigung an vorgewiesen werden. Nach Ablauf dieser Frist wird die hinterlegte Summe, falls die Verzögerung nicht auf höhere Gewalt zurückzuführen ist, Eigentum des Makhzen.

Artikel 95.

Die Ein- und Ausfuhrzölle werden der Zollstätte, bei der die Berechnung zu erfolgen hat, in bar gezahlt. Die Wertzölle werden nach dem Bar- und Engroswerte der dem Zollamt übergebenen Ware und frei von Verzollungs- und Lagergebühren berechnet. Im Falle von Beschädigungen wird die hierdurch eingetretene Wertverminderung der Ware bei der Abschätzung in Rechnung gezogen. Die Waren können nur nach Bezahlung der Verzollungs- und Lagergebühren zurückgenommen werden.

Über jeden Waren- und Gebührenempfang muß ein ordnungsmäßiger Empfangsschein von den dazu beauftragten Beamten erteilt werden.

Artikel 96.

Der Wert der hauptsächlichsten in Marokko zollpflichtigen Waren wird jedes Jahr unter den im vorhergehenden Artikel bezeichneten Bedingungen durch eine in Tanger zusammentretende Kommission zur Schätzung der Zollwerte festgestellt. Diese setzt sich zusammen aus:

1. drei von der marokkanischen Regierung bestimmten Mitgliedern;

2. drei von dem diplomatischen Korps in Tanger bestimmten Mitgliedern;

3. einem Vertreter der Staatsbank;

4. einem Agenten der Kommission für die 5%ige marokkanische Anleihe 1904.

Die Kommission ernennt 12 bis 20 in Marokko wohnende Ehrenmitglieder, die sie, wenn es sich um Festsetzung der Werte handelt, sowie in allen sonstigen ihr geeignet erscheinenden Fällen zu Rate zieht. Diese Ehrenmitglieder werden aus Listen der Notabeln gewählt, die für die Ausländer von jeder Gesandtschaft, für die Marokkaner von dem Vertreter des Sultans aufgestellt werden. Ihre Bestellung erfolgt möglichst im Verhältnisse zu der Bedeutung des Handels einer jeden Nation.

Die Kommission wird auf drei Jahre ernannt. 1907

Der Tarif der von ihr festgesetzten Werte dient als Grundlage für die in jedem Bureau von den marokkanischen Zollbehörden vorzunehmenden Wertbemessungen. Er wird in den Zollämtern und in den Kanzleien der Gesandtschaften oder Konsulate in Tanger angeschlagen.

Der Tarif wird nach Ablauf von 6 Monaten einer Revision unterworfen, wenn bemerkenswerte Veränderungen in dem Werte einzelner Waren eingetreten sind.

Artikel 97.

In Tanger wird ein ständiges Komitee unter dem Namen Zollkomitee eingerichtet, das auf drei Jahre ernannt wird. Es setzt sich zusammen aus einem Spezialkommissär Seiner Scherifischen Majestät, einem vom diplomatischen Korps in Tanger bestimmten Mitgliede des dortigen diplomatischen oder Konsularkorps und einem Vertreter der Staatsbank. Es kann sich mit beratender Stimme einen oder mehrere Vertreter des Zolldienstes zuteilen.

Das Komitee übt die Oberaufsicht über den Zolldienst aus und kann Seiner Scherifischen Majestät die geeigneten Maßnahmen zur Erzielung von Verbesserungen im Dienstbetrieb und zur Sicherung der Regelmäßigkeit und Kontrolle der Geschäfte und Einhebungen vorschlagen (Löschungen, Verladungen, Landtransporte, Manipulationen, Ein- und Ausfuhr der Waren, Aufbewahrung, Schätzung, Berechnung und Einhebung der Gebühren). Durch die Schaffung des Zollkomitees werden die durch die Artikel 15 und 16 des Anleihevertrages vom 12. Juni 1904 den Inhabern der Wertpapiere gewährleisteten Rechte nicht berührt.

Vom Zollkomitee und von den beteiligten Dienstzweigen ausgearbeitete Instruktionen werden für die Anwendung des Artikels 96 und dieses Artikels im einzelnen Anordnungen treffen. Die Instruktionen werden dem Gutachten des diplomatischen Korps unterbreitet.

Artikel 98.

In den Zollämtern, die über ausreichende Lagerhäuser verfügen, übernimmt die Zollverwaltung die gelöschten Waren von dem Augenblick ab, wo sie den dem Leichterwesen vorstehenden Organen vom Schiffskapitän gegen Empfangsschein ausgehändigt worden sind, bis zu ihrer ordnungsmäßigen Zollabfertigung. Die Zollverwaltung ist für die durch Verluste oder Beschädigungen der Waren verursachten Schäden verantwortlich, wenn diese auf Fehler oder Nachlässigkeit ihrer

1907 Beamten zurückzuführen sind. Sie ist nicht für die Schäden verantwortlich, die auf die natürliche Abnahme der Ware, auf zu lange Lagerung oder auf höhere Gewalt zurückzuführen sind.

In den Zollämtern, die nicht über ausreichende Lagerhäuser verfügen, sind die Beamten des Makhzen nur zur Anwendung der dem Zollamte zur Verfügung stehenden Schutzmittel verpflichtet.

Eine Revision des zur Zeit in Kraft befindlichen Lagerreglements wird von dem diplomatischen Korps in Gemeinschaft mit der scherifischen Regierung durchgeführt werden, wobei das diplomatische Korps mit Stimmenmehrheit beschließt.

Artikel 99.

Die verfallenen Waren und Landtransportmittel werden auf Veranlassung der Zollverwaltung binnen acht Tagen nach dem endgiltigen Urteile des zuständigen Gerichtes verkauft.

Artikel 100.

Der Reinerlös aus dem Verkaufe der verfallenen Waren und sonstigen Gegenstände gehört endgiltig dem Staate; der Betrag der Geldstrafen sowie der Strafabfindungen wird nach Abzug der Kosten jeder Art zwischen dem scherifischen Staatsschatz und denjenigen, die an der Unterdrückung des Zollbetruges oder des Schleichhandels teilgenommen haben, in folgender Weise verteilt. Es erhalten:

ein Drittel die Zollverwaltung zur Verteilung unter die Angeber,

ein Drittel die Beamten, welche die Waren mit Beschlag belegt haben,

ein Drittel der marokkanische Staatsschatz.

Ist die Beschlagnahme ohne Vermittlung eines Angebers erfolgt, so wird die Hälfte der Geldstrafen den bei der Beschlagnahme tätigen Beamten, die andere Hälfte dem marokkanischen Staatsschatz überwiesen.

Artikel 101.

Die marokkanischen Zollbehörden sollen den diplomatischen und konsularischen Vertretern von Zuwiderhandlungen ihrer Angehörigen gegen dieses Reglement unmittelbar Anzeige erstatten, damit die Verfolgung durch die zuständige Gerichtsbarkeit eingeleitet werde.

Dieselben Delikte werden, wenn sie von marokkanischen Untertanen begangen sind, von der Zollbehörde unmittelbar vor die scherifischen Behörden gebracht.

Ein Vertreter der Zollbehörde hat dem Gange des Verfahrens in den vor den verschiedenen Gerichtsbarkeiten anhängigen Sachen zu folgen. 1907

Artikel 102.

Jeder Verfall sowie jede Geldstrafe oder sonstige Strafe muß gegenüber fremden Staatsangehörigen von der Konsulargerichtsbarkeit und gegenüber marokkanischen Untertanen von der scherifischen Gerichtsbarkeit ausgesprochen werden.

Artikel 103.

In dem an Algerien grenzenden Gebiete soll die Anwendung dieses Reglements ausschließlich Sache Frankreichs und Marokkos sein.

Artikel 104.

Die Bestimmungen dieses Reglements können, abgesehen von den Strafbestimmungen, durch einstimmigen Beschluß des diplomatischen Korps in Tanger und im Einvernehmen mit dem Makhzen nach Ablauf einer zweijährigen Frist, von ihrem Inkrafttreten an gerechnet, einer Revision unterzogen werden.

Sechstes Kapitel.

Erklärung, betreffend den öffentlichen Dienst und die öffentlichen Arbeiten.

Artikel 105.

Um den Grundsatz der wirtschaftlichen Freiheit ohne jede Ungleichheit zu sichern, erklären die Signatarmächte, daß kein Zweig des öffentlichen Dienstes im scherifischen Reiche zugunsten von Sonderinteressen vergeben werden darf.

Artikel 106.

In Fällen, in denen die scherifische Regierung glaubt, wegen der Ausführung öffentlicher Dienste oder öffentlicher Arbeiten, wie Landstraßen, Eisenbahnen, Häfen, Telegraphen und andere auswärtige Kapitalien oder auswärtige Industrie in Anspruch nehmen zu sollen, behalten sich die Signatarmächte das Recht vor, darüber zu wachen, daß die Staatsgewalt über diese großen Unternehmungen von allgemeinem Interesse gewahrt bleibt.

Artikel 107.

Die Giltigkeit der nach Maßgabe des Artikels 106, sowie der für Staatslieferungen erteilten Konzessionen soll im ganzen

1907 Beamten zur
verantwortlich
auf zu lang
führen sind.

In den Zo
häuser verfüg
Anwendung der
Schutzmittel ve

Eine Revi
reglements wird
schaft mit der
wobei das diplo
schließt.

Die verfallene
auf Veranlassung de
dem endgiltigen Ur

Der Reinerlös aus
und sonstigen Gegenst
Betrag der Geldstrafen
Abzug der Kosten jeg
Staatsschatz und denjenig
Zollbetruges oder des Sc
in folgender Weise verteilt:

ein Drittel die Zollve
Angeber,

ein Drittel die Beamten
belegt haben,

ein Drittel der marokka

Ist die Beschlagnahme o
erfolgt, so wird die Hälfte de
schlagnahme tätigen Beamten,
kanischen Staatsschatz überwie

Artikel

Die marokkanischen Zollbe
matischen und konsularischen Ve
lungen ihrer Angehörigen gegen die
Anzeige erstatten, damit die Verfolgu
Gerichtsbarkeit eingeleitet werde.

Dieselben Delikte werden, wenn
Untertanen begangen sind, von der Z
vor die scherifischen Behörden gebracht

1907

Artikel 118.

Die Schiedsrichter werden nach einer zu Anfang jedes Jahres von dem diplomatischen Korps aufgestellten Liste und soweit möglich, unter den nicht am Orte der auszuführenden Arbeit wohnenden Sachverständigen gewählt.

Artikel 119.

Gegen die von den Schiedsrichtern getroffene Entscheidung kann der Eigentümer bei der zuständigen Gerichtsbarkeit gemäß den nach seiner Landesgesetzgebung in Schiedsgerichtssachen zur Anwendung kommenden Regeln Berufung einlegen.

Siebentes Kapitel.

Allgemeine Bestimmungen.

Artikel 120.

Um die Gesetzgebung ihres Landes gegebenenfalls mit den durch diese Generalakte übernommenen Verpflichtungen in Einklang zu bringen, verpflichtet sich jede der Signatarmächte, für ihren Teil die Annahme der etwa erforderlichen gesetzgeberischen Maßnahmen hervorzurufen.

Artikel 121.

Diese Generalakte soll in jedem Staate nach den dort geltenden Verfassungsgesetzen ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen in Madrid sobald als möglich und spätestens am 31. Dezember 1906 niedergelegt werden.

Über die Hinterlegung soll ein Protokoll aufgenommen werden; von diesem soll eine beglaubigte Abschrift auf diplomatischem Wege allen Signatarmächten mitgeteilt werden.

Artikel 122.

Diese Generalakte tritt an dem Tage in Kraft, an dem alle Ratifikationsurkunden niedergelegt, sind und spätestens am 31. Dezember 1906.

Falls in einzelnen Ländern die besonderen gesetzgeberischen Maßnahmen, die zur Anwendung gewisser Bestimmungen dieser Generalakte auf ihre in Marokko wohnenden Angehörigen erforderlich sind, nicht vor dem für die Ratifikation festgesetzten Zeitpunkt angenommen sein sollten, würden diese Bestimmungen in Ansehung dieser Länder erst nach Kundmachung der oben bezeichneten gesetzgeberischen Maßnahmen zur Anwendung kommen.

Artikel 123 (Schlußartikel). 1907

Alle Verträge, Übereinkommen und Abmachungen der Signatarmächte mit Marokko bleiben in Kraft. Jedoch besteht darüber ein Einverständnis, daß im Falle des Widerstreites zwischen ihren Bestimmungen und denen der Generalakte die der letzteren vorgehen sollen.

Urkund dessen haben die bevollmächtigten Delegierten diese Generalakte unterzeichnet und ihr Siegel beigedrückt.

Geschehen in Algeciras, den 7. April 1906, in einer einzigen Ausfertigung, die im Archive Seiner Katholischen Majestät hinterlegt bleiben soll und wovon beglaubigte Abschriften den Signatarmächten auf diplomatischem Wege übergeben werden sollen.

Für Deutschland:

(L. S.) *Radowitz.*
(L. S.) *Tattenbach.*

Für Österreich-Ungarn:

(L. S.) *Welsersheimb.*
(L. S.) *Bolesta-Koziebrodzki.*

Für Belgien:

(L. S.) *Joostens.*
(L. S.) *Comte Conrad de Buisseret.*

Für Spanien:

(L. S.) *El Duque de Almodóvar del Río.*
(L. S.) *J. Pérez-Caballero.*

Für die Vereinigten Staaten von Amerika:

Mit dem in der Plenarsitzung der Konferenz vom 7. April 1906 erklärten Vorbehalte.

(L. S.) *Henry White.*
(L. S.) *Samuel R. Gummeré.*

Für Frankreich:

(L. S.) *Révoil.*
(L. S.) *Regnault.*

Für Großbritannien.

(L. S.) *A. Nicolson.*

1907

Für Italien:

(L. S.) *Visconti-Venosta.*
(L. S.) *G. Malmusi.*

Für Marokko:

Für die Niederlande:

(L. S.) *H. Testa.*

Für Portugal:

(L. S.) *Conde de Tovar.*
(L. S.) *Conde de Martens Ferrão.*

Für Rußland:

(L. S.) *Cassini.*
(L. S.) *Basile Bacheracht.*

Für Schweden:

(L. S.) *Robert Sager.*

Zusatzprotokoll.

Im Begriffe, zur Unterzeichnung der Generalakte der Konferenz von Algeciras zu schreiten, haben die Vertreter Deutschlands, Österreich-Ungarns, Belgiens, Spaniens, der Vereinigten Staaten von Amerika, Frankreichs, Großbritanniens, Italiens, der Niederlande, Portugals, Rußlands und Schwedens,

im Hinblicke darauf, daß die Vertreter Marokkos erklärt haben, zur Zeit nicht in der Lage zu sein, ihre Unterschriften zu geben, da die Entfernung es ihnen nicht gestatte, binnen kurzem eine Antwort Seiner Scherifischen Majestät über die Punkte zu erlangen, hinsichtlich deren sie glaubten, seine Entscheidung einholen zu müssen,

sich gegenseitig verpflichtet, kraft ihrer übereinstimmenden Vollmachten, ihre Bemühungen dahin zu vereinen, daß die genannte Generalakte von Seiner Scherifischen Majestät in vollem Umfange ratifiziert wird und die darin vorgesehenen, miteinander untrennbar zusammenhängenden Reformen gleichzeitig in Kraft treten.

Sie beschließen daher, Seine Exzellenz Herrn Malmusi, italienischen Gesandten in Marokko und Doyen des diplomatischen Korps in Tanger, mit der Vornahme der in dieser

Hinsicht nötigen Schritte zu beauftragen, wobei die Aufmerksamkeit Seiner Majestät des Sultans auf die großen Vorteile gelenkt werden soll, die sich für sein Reich aus den von den Signatarmächten auf der Konferenz einstimmig angenommenen Bestimmungen ergeben werden. 1907

Der Beitritt seiner Scherifischen Majestät zu der Generalakte der Konferenz von Algeciras soll durch Vermittlung der Regierung Seiner Katholischen Majestät den Regierungen der übrigen Signatarmächte mitgeteilt werden. Dieser Beitritt soll dieselbe Kraft haben, als wenn die Vertreter Marokkos ihre Unterschriften unter die Generalakte gesetzt hätten und soll die Ratifikation Seiner Scherifischen Majestät ersetzen.

Zu Urkund dessen haben die Vertreter Deutschlands, Österreich-Ungarns, der Vereinigten Staaten von Amerika, Frankreichs, Großbritanniens, Italiens, der Niederlande, Portugals, Rußlands und Schwedens dieses Zusatzprotokoll unterzeichnet und ihm ihr Siegel beigedrückt.

Geschehen zu Algeciras, den 7. April 1906, in einer einzigen Ausfertigung, die im Archive Seiner Katholischen Majestät hinterlegt bleiben soll, wovon beglaubigte Abschriften den Signatarmächten auf diplomatischem Wege übergeben werden sollen.

Für Deutschland:

(L. S.) *Radowitz.*
(L. S.) *Tattenbach.*

Für Österreich-Ungarn:

(L. S.) *Welsersheimb.*
(L. S.) *Bolesta-Koziebrodzki.*

Für Belgien:

(L. S.) *Joostens.*
(L. S.) *Comte Conrad de Buisseret.*

Für Spanien:

(L. S.) *El Duque de Almodóvar del Río.*
(L. S.) *J. Pérez-Caballero.*

Für die Vereinigten Staaten von Amerika:

Mit dem in der Plenarsitzung der Konferenz vom 7. April 1906 erklärten Vorbehalte.

(L. S.) *Henry White.*
(L. S.) *Samuel R. Gummeré.*

1907

Für Frankreich:

(L. S.) *Révoil.*
(L. S.) *Regnault.*

Für Großbritannien:

(L. S.) *A. Nicolson.*

Für Italien:

(L. S.) *Visconti-Venosta.*
(L. S.) *G. Malmusi.*

Für die Niederlande:

(L. S.) *H. Testa.*

Für Portugal:

(L. S.) *Conde de Tovar.*
(L. S.) *Conde de Martens Ferrão.*

Für Rußland:

(L. S.) *Casini.*
(L. S.) *Basile Bacheracht.*

Für Schweden:

(L. S.) *Robert Sager.*

2838.

28 février 1907.

Loi sur la mise à exécution de l'acte général d'Algéciras.

R. G. Bl. Nr. 322, 1907.

Gesetz vom 25. Februar 1907 zur Durchführung der Generalakte der internationalen Konferenz in Algeciras.

Mit Zustimmung der beiden Häuser des Reichsrates finde Ich anzuordnen, wie folgt:

§ 1.

Die in der Generalakte der internationalen Konferenz in Algeciras vom 7. April 1906, betreffend die Reformaktion in Marokko, enthaltenen Strafbestimmungen und sonstigen zur Unterdrückung des Waffenschmuggels und des Schleichhandels dienenden Anordnungen finden in Marokko auf die österrei-

chischen Staatsangehörigen und die österreichischen Schiffe 1907
Anwendung.

§ 2.

Im Inlande hat eine Strafverfolgung wegen der in der Generalakte als strafbar erklärten Handlungen nicht einzutreten.

§ 3.

Die Regierung wird ermächtigt, die Verfügungen, die zur Durchführung der im § 1 erwähnten Bestimmungen erforderlich sind, im Verordnungswege zu treffen.

§ 4.

Dieses Gesetz tritt mit dem Tage seiner Kundmachung in Wirksamkeit.

Mit dem Vollzuge ist Mein Justizminister betraut.

Wien, am 25. Februar 1907.

Franz Joseph m. p.

Beck m. p. *Klein* m. p.

2839.

28 août 1907.

Publication ministérielle concernant le traité additionnel au traité monétaire conclu avec la Hongrie.

R. G. Bl. 1907, Nr. 219.

Kundmachung des k. k. Ministerpräsidenten vom 28. August 1907, womit der zwischen dem Ministerium der im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder und dem Ministerium der Länder der ungarischen Krone erfolgte Abschluß des im Gesetze vom 11. August 1907, R. G. Bl. Nr. 202, festgestellten Additionalvertrages zum Münz- und Währungsvertrage in betreff der Ausprägung von Hundertkronenstücken und in betreff der weiteren Ausprägung von Fünfkronenstücken bekanntgegeben wird.

In Ausführung des Gesetzes vom 11. August 1907, R. G. Bl. Nr. 202, ist vom Ministerium der im Reichsrate vertretenen Königreiche und Länder mit dem Ministerium der Länder der ungarischen Krone der Additionalvertrag zum Münz- und Währungsvertrage in betreff der Ausprägung

1907 von Hundertkronenstücken und in betreff der weiteren Ausprägung von Fünfkronenstücken in der durch das Gesetz festgestellten Fassung abgeschlossen worden.

Beck m. p.

2840.

10 septembre 1907.

Ordonnance ministérielle autorisant la douane principale de Graslitz à traiter en douane les soieries lisses.

R. G. Bl. 1907, Nr. 224.

Verordnung der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 10. September 1907, betreffend die Ermächtigung des k. k. Hauptzollamtes Graslitz zur Abfertigung glatter Seidengewebe.

Das k. k. Hauptzollamt Graslitz wird zur selbständigen Verzollung von n. b. b. glatten Ganzseidengeweben der Nr. 250 a und von n. b. b. glatten Halbseidengeweben der Nr. 256 a ermächtigt.

Korytowski m. p. *Fořt* m. p.

2841.

9 décembre 1907.

Ordonnance du ministère I^1 R^1 de la justice sur la protection du droit d'auteur vis-à-vis des États-Unis de l'Amérique du Nord.

R. G. Bl. 1907, Nr. 265.

Verordnung des Justizministeriums vom 9. Dezember 1907 über den Urheberrechtsschutz im Verhältnisse zu den Vereinigten Staaten von Amerika.

I. Nach Sekt. 13 der Kongreßakte vom 3. März 1891 finden die Bestimmungen der Urheberrechtsgesetzgebung der Vereinigten Staaten von Amerika auf einen Bürger oder Untertan eines fremden Staates oder einer fremden Nation Anwendung, wenn der betreffende fremde Staat oder die betreffende fremde Nation den Bürgern der Vereinigten Staaten von Amerika den Genuß des Urheberrechtes auf wesentlich derselben Grundlage gewährt wie seinen eigenen Bürgern. Das Vorhandensein dieser Bedingung ist von dem

Präsidenten der Vereinigten Staaten durch Kundmachung festzustellen. 1907

Auf Grund dieser Vorschrift hat der Präsident der Vereinigten Staaten eine Kundmachung erlassen, durch die verlautbart wird, daß die erwähnte Bedingung hinsichtlich der österreichischen Staatsbürger erfüllt ist.

II. Da demnach die Gegenseitigkeit gewährleistet ist, wird gemäß Artikel I des Gesetzes vom 26. Februar 1907, R. G. Bl. Nr. 58, verlautbart, daß die Bestimmungen des Gesetzes vom 26. Dezember 1895, R. G. Bl. Nr. 197, betreffend das Urheberrecht an Werken der Literatur, Kunst und Photographie, auf die nicht im Inlande erschienenen Werke von Bürgern der Vereinigten Staaten von Amerika Anwendung finden, sofern diese Werke in den Vereinigten Staaten Schutz genießen.

Diese Verordnung tritt mit dem Tage ihrer Kundmachung in Kraft und hat nur für die an diesem Tage noch nicht erschienenen Werke Geltung.

Klein m. p.

2842.

Documents diplomatiques sur l'action de réforme en Macédoine.

(Livre rouge. Min. I[1] et R[1] des affaires étrangères.)

1.

Le baron de Calice au comte Gołuchowski.

Constantinople, 3 décembre 1902.

Freiherr von Calice an Graf Gołuchowski.

Konstantinopel, 3. Dezember 1902.

Die Pforte hat mir die beiliegende Abschrift der unter einem an die Valis der europäischen Vilajete ergehenden Instruktionen zukommen lassen, aus welchen Euer Exzellenz das Ergebnis der bisherigen Ratschläge und Bemühungen, die Pforte zu einer Verbesserung der Verwaltung in den mazedonischen Vilajets zu bewegen, entnehmen wollen. Ich muß mich für heute darauf beschränken, den ersten Eindruck, den ich davon empfange, kurz zu bezeichnen. Dieser geht dahin, daß diese Maßregeln in ihrer Gänze nicht geeignet sind, das Vertrauen der Bevölkerung in eine Besserung der Verhältnisse zu heben, und daß die öffentliche Kritik, welche sie ohne Zweifel hervorrufen werden, schwer eine günstige und beschwichtigende sein dürfte. Damit will ich nicht sagen, daß Einzelnes nicht gut sei, wie z. B. die Zulassung des

1902 christlichen Elementes in die Gendarmerie und Polizei, es fehlt aber noch vieles Wesentliche, namentlich auch in puncto der Bürgschaften für die praktische Durchführung.

Beilage.

Instructions concernant les Vilayets de la Turquie d'Europe.

Première Partie.

Organisation.

Chapitre Ier.

Administration.

Article 1er.

Les Valis devront veiller à l'application de toutes les mesures propres à assurer le progrès des Travaux publics, du Commerce, de l'Agriculture et des institutions industrielles ainsi que le développement de l'Instruction publique.

Des postes de Directeur des Travaux publics seront nouvellement créés auprès de chaque Vali.

Des Directeurs de l'Instruction publique et de l'Agriculture seront aussi nommés dans les provinces où il n'en existerait pas.

Article 2.

Les affaires touchant les étrangers dans les provinces resteront comme par le passé sous la responsabilité des Valis. Un fonctionnaire ayant le titre de „Oumour edjuebie mudiri" (Directeur politique) nommé par le Ministère de l'Intérieur et connaissant le droit international, les dispositions des traités et les usages diplomatiques, se trouvera auprès de chaque Vali. Les Drogmans des Vilayets seront également nommés par le Département de l'Intérieur. Toutefois, le Ministère des affaires étrangères devra certifier au préalable que les candidats proposés pour ces postes possèdent les connaissances requises.

Article 3.

Un poste de Caïmacam sera créé au chef-lieu du Vilayet pour s'occuper de l'Administration du Caza Central.

Article 4.

Les Valis devront veiller à ce que les employés nommés par les Vilayets possèdent les capacités requises. Quant aux

Mutessarifs, adjoint des Valis, Mektonbajis, Caïmacams et 1902
autres fonctionnaires, les documents relatifs à leur choix seront référés à la commission du personnel civil, qui, après s'être livrée à une enquête et avoir demandé l'avis des Valis, procédera à leur nomination conformément au règlement.

Article 5.

La destitution, le remplacement et la nomination des officiers supérieurs et subalternes de gendarmerie et des Directeurs et Commissaires de Police se feront par les Départements respectifs avec l'avis des Valis.

Article 6.

Les gendarmes seront recrutés dans les provinces parmi les Musulmans et les Chrétiens. Ils devront, lors de leur nomination, prêter serment suivant la règle.

Article 7.

Parmi les Musulmans qui seront admis dans la gendarmerie, ceux qui auront accompli leur service militaire sans avoir subi aucune condamnation auront la préférence. En dehors de ceux-ci, les individus tant musulmans que chrétiens, qui seront engagés comme gendarmes devront jouir d'une bonne réputation et n'avoir subi aucune condamnation.

Article 8.

Le Commissaire et les Agents de Police des provinces seront recrutés parmi les Musulmans et les Chrétiens et seront, lors de leur engagement, assermentés conformément à la règle. Ils devront également être honnêtes et probes et n'avoir point subi de condamnation. Ils devront savoir lire et écrire le turc. Parmi les musulmans, ceux qui possèdent ces qualités et auraient accompli leur service militaire, seront considérés, lors de l'engagement, comme ayant un droit de préférence.

Article 9.

Dans le cas où un incident de nature à troubler l'ordre public dans la province viendrait à se produire et que l'insuffisance des gendarmes étant constatée, le Vilayet jugerait nécessaire de disposer de troupes, le Gouverneur Général en avisera immédiatement le Commandant militaire qui, tout en

1902 préparant des troupes, en informera télégraphiquement sans perte de temps, le Ministère de la Guerre en vue de solliciter l'autorisation Impériale à ce sujet. Après avoir reçu en réponse communication de l'Iradé Impérial le commandant avisera au nécessaire. Toutefois, lors d'une pareille éventualité, le Vali devra en faire l'exposé des motifs qui sera également approuvé par le commandant militaire.

Chapitre II.

Justice.

Article 10.

Dans les localités où il n'existe point de tribunaux nizamiés, il en sera établi conformément à la loi sur l'organisation judiciaire. Le mode en vigueur aujourd'hui pour le choix des juges sera aboli et les membres des tribunaux qui devront avoir les capacités requises, seront choisis par le Ministère de la Justice moitié parmi les musulmans, moitié parmi les chrétiens, comme par le passé. Les membres des tribunaux devront appartenir à la carrière judiciaire et les licenciés de la faculté de droit seront nommés de préférence.

Article 11.

Les tribunaux de 1ère instance chargés des affaires civiles et pénales des cazas seront, à l'instar de ce qui se fait dans les Sandjaks et quelques cazas, divisés en deux sections distinctes pour les procès civils et pénaux.

Les Naïbs continueront à présider les tribunaux civils. Pour les tribunaux correctionnels il sera nommé un président de carrière ainsi qu'un substitut de procureur et un juge d'instruction.

Article 12.

Les tribunaux sont indépendants et à l'abri de toute immixtion.

Lorsqu'il sera constaté que les juges et les fonctionnaires auront commis des actes contraires à la loi et à la probité, les Valis et l'Inspecteur Général en aviseront immédiatement le Ministère de la Justice. Ce département devra les mettre sous jugement après les avoir, suivant les cas, ou suspendus de leurs fonctions, ou bien révoqués après un complément d'enquête établissant leur culpabilité.

Chapitre III. 1902

Instruction publique.

Article 13.

Il sera établi des écoles primaires dans tous les villages qui en sont dépourvus et qui sont composés de plus de 50 maisons.

On créera aussi ou on augmentera le nombre des écoles primaires et primaires supérieures dans les cazas ainsi que des écoles primaires et des écoles secondaires mixtes dans les chefs-lieux des Sandjaks et des Vilayets. L'enseignement dans ces écoles sera conforme aux programmes arrêtés par le Ministère de l'Instruction publique.

Article 14.

Les deux tiers de la redevance de l'Instruction publique de chaque province seront alloués aux frais de l'Instruction publique de la province et l'autre tiers aux écoles supérieures de la capitale.

Chapitre IV.

Travaux publics.

Article 15.

Le système de prestation actuellement en vigueur pour la construction des voies de communication sera maintenu. Les 5% des revenus généraux de chaque province seront en outre affectés aux travaux d'utilité publique.

Seconde Partie.

Mode d'exécution.

Article 16.

Les Gouverneurs Généraux sont chargés de l'exécution des dispositions contenues dans les articles précédents. En outre, il est nommé un Inspecteur Général du rang de Vézir et ayant à sa suite des fonctionnaires civils et militaires.

Article 17.

L'Inspecteur Général aura pour mission :

1° de faire appliquer les dispositions précédentes ;

2° de signaler aux Valis les dispositions qui ne seraient pas exécutées et d'en aviser la Sublime Porte ;

1902 3° d'exercer une surveillance sur les affaires civiles et financières ainsi que sur les autres branches administratives des provinces et de soumettre à la Sublime Porte les points qui nécessiteraient une amélioration;

4° de révoquer, après s'être concerté avec les Valis, les fonctionnaires dont la destitution serait considérée nécessaire et de faire traduire devant les tribunaux compétents ceux qui auraient commis des actes exigeant leur mise sous jugement. Il devra aussi demander à la Sublime Porte de pourvoir au remplacement de ceux de ces fonctionnaires nommés par Iradé Impérial.

Article 18.

Il est institué à la Sublime Porte, une commission composée d'un Président et de 3 membres qui aura pour attribution d'examiner toutes les communications adressées à la Sublime Porte relativement aux mesures prises par les Valis pour l'application des dispositions qui précèdent, et au résultat de l'inspection exercée par l'Inspecteur Général, de correspondre, au besoin, avec les Valis et avec l'Inspecteur Général et de soumettre, sans retard, ses décisions au Grand-Vézirat.

2.

Le baron de Calice au comte Gołuchowski.

Constantinople, 10 décembre 1902.

Freiherr von Calice an Graf Gołuchowski.

Konstantinopel, 10. Dezember 1902.

Nach der Pfortenkommunikation über die von ihr für die europäischen Provinzen beschlossenen Maßregeln — worüber gleichzeitig auch die Botschafter von Deutschland, Italien, Frankreich und England in gleicher Form informiert wurden und am nächstfolgenden Tage eine Publikation in den türkischen Zeitungen erfolgte — ergab sich für mich sowie für meinen russischen Kollegen die Aufgabe, zu dieser neuen Situation Stellung zu nehmen. Wir pflegten hierüber einen wiederholten Meinungsaustausch und gelangten zu dem Ergebnisse, daß es sich zunächst empfehlen würde, die Pforte nicht im Unklaren darüber zu lassen, daß wir das Gebotene nicht für genügend betrachten, ihr durch Tatsachen auf Grund unserer eigenen Informationen die Unhaltbarkeit der gegenwärtigen Zustände und die Notwendigkeit sofortiger praktischer

Maßregeln zur Behebung der schreiendsten Mißstände nachzuweisen und hieran einige der dringendsten Forderungen zu knüpfen, nämlich die Reorganisierung der Polizei, die Einführung christlicher „gardes champêtres" in den christlichen Gebieten, die Erweiterung der Vollmachten der Valis und die Regelung der Finanzfrage, sowie auch die nötige Vorsorge gegen die fortwährend sich erneuernden Gewalttaten der Arnauten. 1902

3.

Le comte Gołuchowski au baron de Calice.

Vienne, 10 décembre 1902.

Graf Gołuchowski an Freiherrn von Calice in Konstantinopel.

Wien, 10. Dezember 1902.

Ich habe mit großem Interesse aus Euer Exzellenz Berichte vom 3. Dezember l. J. den Inhalt der Instruktionen ersehen, welche von der Pforte an die Valis der europäischen Vilajete erlassen wurden.

Es wird wohl jeder, der mit dem Schicksale der bisherigen Reformversuche in der Türkei einigermaßen vertraut ist, sich sagen müssen, daß von den darin angeführten Maßnahmen eine wirkliche Besserung der Verhältnisse in den bei der beabsichtigten Reformaktion in Betracht kommenden Gebieten nicht erwartet werden kann. Mit Ausnahme des von der bisherigen Praxis abweichenden Prinzipes, daß in Zukunft die Gendarmerie- und Polizeimannschaft nicht nur aus der mohammedanischen, sondern auch aus der christlichen Bevölkerung rekrutiert werden soll, enthalten die Instruktionen nur Grundsätze und Anordnungen, welche auf Grund bereits bestehender Gesetze und Reglements seit langem schon zur Geltung hätten kommen sollen. Sehr wesentliche Gesichtspunkte aber, wie die Fürsorge für eine gerechte Verteilung der Steuerlast und die Hintanhaltung willkürlicher Bedrückungen der christlichen Bevölkerung bei der Einhebung der Steuern, dann die Sicherung der regelmäßigen Bezahlung der Verwaltungsbeamten und die entsprechende Erweiterung der Machtbefugnisse der Gouverneure, damit sie unter der eigenen Verantwortung die nötigen Vorkehrungen für die Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung und für den Schutz des Lebens und des Eigentums der Bevölkerung ihres Amtsbezirkes treffen können, sind in den an die Valis ergangenen neuen Instruktionen gänzlich außer acht gelassen.

1903 Was aber die Hauptsache ist, nämlich die Schaffung wirksamer Garantien für eine ernste und loyale Durchführung der beabsichtigten Reformen, davon ist in den Instruktionen an die Valis absolut nicht die Rede.

Um das zwischen uns und dem russischen Kabinette bestehende Einvernehmen in der Reformfrage zu einem praktischen Resultate gelangen zu machen, wird es somit die Aufgabe der beiden Botschafter sein, diesen Punkt vorzüglich im Auge zu behalten und ihren Regierungen übereinstimmend die Vorkehrungen und Institutionen vorzuschlagen, welche nach ihrer Kenntnis der Verhältnisse geeignet wären zu verhüten, daß es nicht auch diesmal bei der bloßen Ankündigung von Reformmaßnahmen sein Bewenden habe und die eine beruhigende Sicherheit dafür bieten würden, daß die beschlossenen Verbesserungen in der Verwaltung auch wirklich zur Ausführung gelangen.

Da es sich zunächst um die Sanierung der Lage in Mazedonien und die Hintanhaltung dort zu befürchtender größerer Komplikationen handelt, dürfte es sich empfehlen, bei den auszuarbeitenden Reformvorschlägen vorerst auf die Verhältnisse in den Vilajets von Kossowo, Saloniki und Monastir Rücksicht zu nehmen, die Reform der Verwaltung in den albanesischen Distrikten, also in den Vilajets von Janina und Skutari, wo andere nationale und lokale Verhältnisse obwalten, einer späteren Prüfung ausdrücklich vorzubehalten.

Indem ich der Berichterstattung Euer Exzellenz über das Resultat Ihrer weiteren Beratung mit Ihrem russischen Kollegen mit gespanntem Interesse entgegensehe, würde ich Hochdenselben für eine möglichst baldige, eventuell telegraphische Mitteilung Ihrer Vorschläge, namentlich was die vorerwähnte Schaffung der notwendigen Durchführungsgarantien anbelangt, zu besonderem Danke verpflichtet sein.

4.

Le comte Gołuchowski au baron Aehrenthal à St. Pétersbourg.

Vienne, 2 janvier 1903.

Graf Gołuchowski an Freiherrn von Aehrenthal in St. Petersburg.

Telegramm. Wien, 2. Jänner 1903.

Die eingehenden Unterredungen, die ich mit dem Grafen Lamsdorff während seines dreitägigen hiesigen Aufenthaltes über die bedrohliche Lage in den Balkanvilajets und die zu

ihrer Sanierung notwendigen Maßnahmen hatte, führten zu 1903
einem sehr befriedigenden Ergebnisse, da des Grafen Haltung und Sprache den Wunsch der russischen Regierung erkennen ließen, in loyalem, freundschaftlichem Einvernehmen mit uns für die Aufrechthaltung des Status quo auf dem Balkan und Hintanhaltung der dort drohenden Komplikationen nach Möglichkeit Vorsorge zu treffen. Die Grundzüge der an Baron Calice und Herrn Zinoview zu richtenden Instruktionen wurden bereits fixiert; für diese wurden die Euer Exzellenz aus dem Berichte Baron Calices vom 10. v. M. bekannten sechs Punkte zur Grundlage genommen, wovon jedoch einige genauer umschrieben und durch ergänzende Bestimmungen erweitert wurden. Dabei wurden nur solche Maßnahmen in Erwägung gezogen, welche einerseits die Autorität des Sultans in den in Rede stehenden Gegenden in keiner Weise beeinträchtigen, anderseits aber geeignet sind, der christlichen Bevölkerung daselbst die Empfindung beizubringen, daß die Mächte ernstlich darauf bedacht sind, den durch die dortige Verwaltung hervorgerufenen Leiden abzuhelfen.

5.

Le baron de Calice au comte Gołuchowski.

Constantinople, 4 février 1903.

Freiherr von Calice an Graf Gołuchowski.

Konstantinopel, 4. Februar 1903.

Ich beehre mich, Euer Exzellenz in der Anlage das von mir und meinem russischen Kollegen in Form einer Note oder eines Memorandums vorbereitete Projekt der in den drei Vilajets von Saloniki, Kossovo und Monastir einzuführenden Reformen vorzulegen.

Beilage.

Reformprojekt für die Vilajets Saloniki, Kossovo und Monastir.

Les Gouvernements d'Autriche-Hongrie et de Russie étant animés du désir sincère de voir écartées les causes des troubles qui se produisent depuis quelque temps dans les vilayets de Salonique, de Kossovo et de Monastir, sont persuadés que ce but ne saurait être atteint que par l'application de réformes tendant à améliorer les conditions des populations des dits vilayets.

1908 Ainsi qu'il résulte des communications adressées récemment par la Sublime Porte aux Ambassadeurs résidant à Constantinople, le Gouvernement Impérial Ottoman a reconnu lui-même la nécessité d'aviser aux moyens de renforcer l'action des lois et de reprimer les abus.

Il a été entre-autres recommandé à toutes les autorités des vilayets en question „d'assurer et de maintenir dans les provinces la confiance et la tranquillité, d'adopter toutes les dispositions efficaces propres à empêcher que des vexations et des méfaits soient commis par les uns au détriment des autres, de garantir également les biens, la vie et l'honneur des habitants chrétiens, d'arrêter ceux qui se livreraient à des actes contraires à ses principes et de leur infliger sans retard la punition qu'ils auraient légalement encourue et de ne rien négliger pour que les fonctionnaires qui feraient preuve d'inattention ou de manque d'énergie dans l'accomplissement de leurs devoirs soient immédiatement destitués et mis sous jugement".

Un Inspecteur Général du rang de Vézir, a été en outre désigné pour surveiller la stricte observation par les différentes autorités des devoirs qui leur incombent ainsi que l'application de toutes les dispositions récemment décrétées et dont la compétence s'étendra à toutes les affaires civiles, financières et autres du ressort de l'administration des trois vilayets.

Tout en prenant acte des dispositions ci-dessus exposées, les Gouvernements d'Autriche-Hongrie et de Russie croient que, dans l'intérêt du maintien de la tranquillité et de l'ordre dans les trois vilayets il est de la plus haute importance de compléter les règlements nouvellement arrêtés et d'introduire simultanément dans l'administration des susdits vilayets des améliorations tendant à assurer un fonctionnement plus régulier et plus efficace des institutions locales.

Dans cet ordre d'idées les Gouvernements d'Autriche-Hongrie et de Russie sont tombés d'accord sur la nécessité de recommander au Gouvernement Impérial Ottoman l'application des dispositions suivantes.

I.

Inspecteur Général.

Pour assurer le succès de la mission confiée à l'Inspecteur Général, il est de la plus haute importance que ce dignitaire soit maintenu à son poste durant une période de trois ans. Vu l'intérêt qui se rattache à sa mission, les Gouvernements d'Autriche-Hongrie et de Russie désireraient ob-

tenir du Gouvernement Ottoman la promesse que l'Inspecteur 1903
Général ne sera pas revoqué avant l'expiration de ce délai sans que les deux Gouvernements soient préalablement consultés à ce sujet.

Il est non moins important que l'Inspecteur Général obtienne la faculté de se servir en cas de nécessité, des troupes ottomanes sur toute l'étendue des trois vilayets sans être obligé d'avoir recours chaque fois au Gouvernement Central

II.

Valis.

Il est bien entendu que les Valis des trois vilayets seront tenus à se conformer strictement aux instructions émanant de l'Inspecteur Général et de contribuer par tous les moyens en leur pouvoir au succès de sa mission.

III.

Police et Gendarmerie.

La réorganisation de la police et de la gendarmerie entreprise par le Gouvernement Ottoman ne saurait être accomplie avec succès qu'à la condition que des spécialistes étrangers soient chargés d'y concourir et d'en établir les bases. Ces spécialistes seraient hiérarchiquement soumis au Gouvernement Ottoman.

Le Gouvernement Ottoman semble avoir décidé que les chrétiens ne seraient admis au service dans la gendarmerie que dans la proportion de vingt pour cent. Tout en tenant compte des circonstances locales qui ont motivé cette restriction, les Gouvernements d'Autriche-Hongrie et de Russie croient qu'elle ne saurait être maintenue comme règle permanente et que le Gouvernement Ottoman aura à aviser aux moyens de faire appliquer le principe en vertu duquel le chiffre des musulmans et des chrétiens employés dans la gendarmerie serait proportionnel au chiffre des populations musulmane et non-musulmane.

Les chefs de la gendarmerie dans les vilayets devront être choisis dans l'avenir parmi des officiers dont le service antérieur soit de nature à offrir des garanties de leur capacité et de leur caractère moral.

Les mêmes principes devront être appliqués à la réorganisation de la police.

Aux termes de l'article 8 des „Instructions concernant les vilayets de la Turquie d'Europe" les commissaires et les

1903 agents de la police, recrutés parmi les musulmans et les chrétiens, seraient tenus de savoir lire et écrire le turc.

Le nombre des chrétiens pouvant satisfaire à cette condition étant fort restreint, il y aurait lieu de l'abroger.

IV.

Gardes champêtres.

Les gardes champêtres devront être choisis parmi les habitants des villages; ils le seront parmi les chrétiens là où la majorité de la population est chrétienne.

V.

Arnaoutes.

Les vexations et les excès auxquels les Arnaoutes ne se livrent que trop souvent à l'égard des chrétiens, ainsi que l'impunité de leurs méfaits et crimes constituant une des principales causes de l'état de trouble et d'insécurité qui règne dans les vilayets, il est urgent que le Gouvernement Ottoman avisât sans retard aux moyens d'astreindre la population arnaoute au respect des lois.

VI.

Amnistie.

De nombreuses arrestations ayant été opérées dans les vilayets européens à la suite des troubles dont les vilayets ont été le théâtre, il est urgent que pour ramener le calme dans les esprits, le Gouvernement Impérial Ottoman s'empressât d'accorder une amnistie à tous les accusés ou condamnés pour des faits politiques, qui ne seraient pas convaincus de participation directe à des crimes de droit commun, ainsi qu'à ceux qui, à la suite des mêmes évènements, ont émigré.

Tous les procès pour crimes ou délits de droit commun, actuellement en cours d'instruction ou de jugement, devraient être réglés sans retard.

VII.

Finances.

Pour assurer le fonctionnement régulier des institutions locales et pour alléger les charges qui pèsent sur les populations sans pourtant augmenter les ressources de l'État, il s'agirait de décréter ce qui suit:

Au commencement de l'année un budget des revenues 1903
et des dépenses sera dressé dans chaque vilayet.

Le produit des impôts sera destiné en premier lieu à pourvoir aux besoins de l'administration locale, le payement des services civil et militaire y compris.

La perception des dîmes se fera par voie d'affermage. L'affermage en gros est aboli et sera remplacé par la mise en adjudication par village et au nom des habitants. En cas de difficultés, ceux-ci pourront recourir aux tribunaux. Dans le cas où personne ne se présenterait pour l'affermage des dîmes de certains villages, ou bien si le prix offert était inférieur à la valeur réelle des dîmes à adjuger, ces dîmes seront administrées en régie, conformément au règlement sur la matière.

Tous les revenus du vilayet doivent être versés dans la caisse du vilayet, tenue à l'agence de la Banque Impériale Ottomane au chef-lieu du vilayet.

Le payement des sommes affectées par le budget aux dépenses du vilayet se fera en conformité d'un règlement spécial qui aura également pour objet d'assurer la régularité de l'emploi de ces sommes.

6.

Le baron Aehrenthal au comte Gołuchowski.

St. Pétersbourg, 7 février 1903.

Freiherr von Aehrenthal an Graf Gołuchowski.

Telegramm. St. Petersburg, 7. Februar 1903.

Graf Lamsdorff ist, wie Euer Exzellenz durch Graf Kapnist erfahren haben werden, mit dem Elaborat der Botschafter, welches ihm in telegraphischem Auszuge vorliegt, einverstanden.

7.

Le comte Gołuchowski au baron Aehrenthal.

Budapest, 9 février 1903.

Graf Gołuchowski an Freiherrn von Aehrenthal in St. Petersburg.

Telegramm. Budapest, 9. Februar 1903.

Wenn auch die Wiener Punktationen durch das Elaborat der Botschafter etwas abgeschwächt erscheinen und namentlich

1903 in dem die finanzielle Kontrolle betreffenden Teile Lücken aufweisen, die eine nachträgliche Ergänzung erheischen, so halte ich doch ebenso wie Graf Lamsdorff dafür, daß, um eine weitere Verzögerung zu vermeiden, die von den zwei Botschaftern ausgearbeiteten Reformvorschläge als Grundlage unserer Aktion bei der türkischen Regierung anzunehmen und zunächst den übrigen Signatarmächten des Berliner Vertrages zur Kenntnis zu bringen seien. Da es sich empfiehlt, daß diese Mitteilung durch die Botschafter Österreich-Ungarns und Rußlands in Berlin, Paris, London und Rom an einem und demselben Tage erfolge, sehe ich einer gefälligen Verständigung durch den Grafen Lamsdorff bezüglich des von ihm für diese Mitteilung in Aussicht genommenen Tages entgegen, um unseren Botschaftern entsprechende Weisungen erteilen zu können.

Mit dem mir durch Grafen Kapnist zur Kenntnis gebrachten Vorschlage des Herrn russischen Ministers des Äußern bin ich einverstanden, die betreffenden Regierungen bei Mitteilung der Reformvorschläge durch unsere Botschafter zu ersuchen, diese bei der Pforte zu unterstützen und um den übrigen Kabinetten Zeit zu einer Rückäußerung zu lassen, Baron Calice und Herrn Zinoview erst einige Tage später mit deren Bekanntgabe an die Pforte zu beauftragen.

Ich bitte Euer Exzellenz, Vorstehendes dem Grafen Lamsdorff vertraulich mitzuteilen.

8.

Le comte Gołuchowski au baron Aehrenthal.

Vienne, 18 février 1903.

Graf Gołuchowski an Freiherrn von Aehrenthal in St. Petersburg.

Telegramm. Wien, 18. Februar 1903.

Wie mir gemeldet wird, hat Baron Richthofen im Auftrage des Reichskanzlers die Erklärung abgegeben, die deutsche Regierung sei mit unseren Vorschlägen im Prinzipe vollkommen einverstanden und Baron Marschall werde den Auftrag erhalten, die bezügliche Démarche bei der Pforte wärmstens zu unterstützen.

Herr Delcassé hat den französischen Botschafter in Konstantinopel telegraphisch angewiesen, dem Sultan dringend die Annahme unseres Programmes ans Herz zu legen.

Seitens des italienischen Ministers des Äußern wurde keinerlei Einwendung erhoben und hat derselbe, nachdem er

dem König Bericht erstattet haben werde, eine zustimmende 1903
Antwort des italienischen Kabinetts in sichere Aussicht gestellt.

Lord Lansdowne versprach schriftliche Antwort für heute und ermächtigte zugleich unseren Botschafter anher zu melden, die englische Regierung sei gerne bereit, das österreichisch-ungarisch-russische Projekt anzunehmen und dasselbe in Konstantinopel zu unterstützen.

Nachdem somit die Zustimmung der vier Kabinette zu der beabsichtigten Démarche nicht mehr zweifelhaft ist, werde ich nunmehr in der Voraussetzung, daß Herr Zinoview eine analoge Weisung erhält, Baron Calice telegraphisch beauftragen, sich mit seinem russischen Kollegen ins Einvernehmen zu setzen und Samstag den 21. d. gemeinsam mit ihm der türkischen Regierung die vereinbarten Reformvorschläge mitzuteilen, sie ihrer alsbaldigen Annahme und Durchführung zu empfehlen und sich eine schriftliche Bestätigung der erfolgten Mitteilung, eventuell in Form eines vorläufigen Accussé de réception zu erbitten.

Ich ersuche Euer Exzellenz, Vorstehendes alsogleich zur Kenntnis des Grafen Lamsdorff zu bringen und mir telegraphisch zu berichten, was er diesbezüglich verfügen wird.

9.

Le baron Calice au Comte Gołuchowski.

Constantinople, 21 février 1903.

Freiherr von Calice an Graf Gołuchowski.

Telegramm. Konstantinopel, 21. Februar 1903.

Mein russischer Kollege und ich haben das Reformprojekt heute nachmittag dem Großwesir übergeben und im Sinne unserer Instruktionen gemeinsam und auf das dringendste dessen schleunige Annahme empfohlen.

10.

Le baron Calice au Comte Gołuchowski.

Constantinople, 23 février 1903.

Freiherr von Calice an Graf Gołuchowski.

Telegramm. Konstantinopel, 23. Februar 1903.

Die mir vom Minister des Äußern überbrachte schriftliche Mitteilung der Pforte hat folgenden Wortlaut:

1903 „Le Gouvernement Impérial ayant examiné le mémoire que Son Excellence l'Ambassadeur de Sa Majesté I^le^ et R^le^ a bien voulu remettre à la Sublime Porte en date du 21 de ce mois et qui contient certaines recommandations au sujet des affaires administratives, judiciaires et financières des provinces de la Roumélie, a constaté que les mesures y mentionnées sont le complément de celles déjà arrêtées par Iradé Impérial et dont on a commencé l'application.

La Porte a l'honneur d'informer Son Excellence M. l'Ambassadeur de Sa Majesté l'Empereur et Roi que le Gouvernement Impérial a adhéré auxdites mesures qui sont dictées par une amitié sincère, et ordonne aux départements compétents de les mettre à exécution."

An den russischen Botschafter erfolgt eine damit übereinstimmende Mitteilung und wird dieselbe ebenfalls von Tewfik Pascha überbracht.

Minister des Äußern war von Seiner Majestät dem Sultan zugleich beauftragt, mich zu ersuchen, für die Vermittlung der k. u. k. Regierung, in welcher er einen neuerlichen Beweis der Freundschaft Seiner Majestät des Kaisers und Königs für ihn erblicke, seinen innigsten Dank Allerhöchstdemselben zur Kenntnis zu bringen.

Der Minister informierte mich endlich, daß die Ausführungsbefehle bereits vorbereitet und ohne Verzug abgesandt werden sollen.

11.

Le comte Gołuchowski au baron Calice.

Vienne, 3 octobre 1903.

Graf Goluchowski an Freiherrn von Calice in Konstantinopel.

Telegramm. Wien, 3. Oktober 1903.

Vous avez été chargé récemment encore de déclarer que l'Autriche-Hongrie et la Russie persévèrent dans l'oeuvre d'apaisement qu'elles ont entreprise et qu'elles maintiennent leur programme élaboré au commencement de l'année malgré les difficultés qui jusqu'à présent se sont opposées à sa réalisation. Car, en effet, tandis que d'un côté les comités revolutionnaires ont provoqué des troubles et empêché la population chrétienne de trois vilayets de prêter son concours à l'exécution des réformes, d'autre part les organes de la Sublime Porte chargés de les appliquer n'y ont pas apporté en général le zèle désirable et ne se sont pas pénétrés de l'esprit qui a inspiré ces mesures.

Pour manifester leur ferme résolution d'insister sur 1903
l'exécution intégrale des dites réformes acceptées par la Sublime Porte et destinées à assurer la sécurité générale, les deux Gouvernements sont convenus d'un mode plus efficace de contrôle et de surveillance. Vous recevrez sans retard des instructions précises à ce sujet.

Si les deux Puissances reconnaissent pleinement le droit et le devoir de la Sublime Porte de réprimer les désordres fomentés par l'agitation séditieuse des comités, elles déplorent que cette répression ait été accompagnée d'excès et de cruautés dont les habitants paisibles ont eu à souffrir. Il leur paraît donc urgent de venir en aide aux victimes de ces faits regrettables et les instructions susmentionnées vous édifieront également sur les détails de l'action humanitaire qui s'impose aux fins de secourir la population privée de tout moyen d'existence, de faciliter son rapatriement et de pourvoir à la reconstruction des villages, églises et écoles incendiés.

Les Gouvernements d'Autriche-Hongrie et de Russie ont le ferme espoir que leurs efforts constants atteindront le but d'amener un apaisement durable dans les provinces éprouvées et elles sont convaincues que leurs conseils empreints d'impartialité seront écoutés dans leur propre intérêt par tous ceux à qu'ils s'adressent.

D'ordre de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, mon Auguste Maître, je vous invite à communiquer ce qui précède au Gouvernement Ottoman après vous être entendu avec votre collègue de Russie qui reçoit des instructions identiques.

L'entente de Mürzsteg.

12.

Le comte Gołuchewski au baron Calice.

Vienne, 8 octobre 1903.

Graf Gołuchowski an Freiherrn von Calice in Konstantinopel.

Wien, 8. Oktober 1903.

In Ergänzung meines Telegrammes vom 3. d. M. beehre ich mich nunmehr Euer Exzellenz im Anschlusse den Text der in Mürzsteg zwischen dem Grafen Lamsdorff und mir getroffenen und von Ihren Majestäten unserem Allergnädigsten Herrn und dem Kaiser von Rußland genehmigten Vereinbarungen zu übersenden.

Wie Euer Exzellenz daraus ersehen werden, waren es zwei Ziele, deren Erreichung wir bei diesen Beschlüssen im

1903 Auge hatten, nämlich erstens: die Durchführung der im Jänner d. J. der Türkei vorgeschlagenen und von ihr zugesagten Reformen durch eine wirksamere Kontrolle und Überwachung zu sichern und zweitens eine humanitäre Aktion einzuleiten, welche die Leiden der durch die Kämpfe und Verwüstungen im Aufstandsgebiete schwer heimgesuchten christlichen Bevölkerung mildern, die öffentliche Meinung über das Los derselben beruhigen und zugleich den Klagen der bulgarischen Regierung Rechnung tragen soll, die auf die gefährliche Bedrängnis hinweist, die dem Fürstentum aus dem massenhaften Zuströmen notleidender mazedonischer Flüchtlinge erwächst.

Es ist somit eine rein pazifikatorische Aktion, durch welche Österreich-Ungarn und Rußland die türkische Regierung bei der Wiederherstellung der gestörten Ordnung zu unterstützen und die Verbesserung der Lage der christlichen Bevölkerung zu fördern gedenken. Die beiden Mächte gehen dabei von der Erwartung aus, daß die Pforte, von ihrer wohlwollenden und freundschaftlichen Gesinnung überzeugt, ihre Ratschläge vertauensvoll entgegennehmen und ihre auf die Erhaltung des Statuts quo und die Sicherung des Friedens gerichteten Bemühungen in loyalster Weise unterstützen wird.

Ich ersuche Euer Exzellenz, sich mit Ihrem russischen Kollegen, der seitens seiner Regierung einen analogen Auftrag erhält, über die Form ins Einvernehmen zu setzen, in welcher Sie beide den Text der in Mürzsteg vereinbarten Beschlüsse zur Kenntnis der türkischen Regierung bringen und sie im Namen Ihrer Regierungen auffordern werden, ihre Zustimmung zu denselben innerhalb einer möglichst kurzen Frist in bindender Weise zu erklären.

Sobald die in Rede stehende Mitteilung an die Pforte erfolgt sein wird, wolle es Euer Exzellenz gefällig sein, dies telegraphisch anher zu melden, da ich mit dem Grafen Lamsdorff übereingekommen bin, alsdann den übrigen Signatarmächten von dem Inhalte der gemachten Démarche Kenntnis zu geben.

Beilage.

Décisions arrêtées pour être transmises sous forme d'instructions identiques aux Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie à Constantinople.

Mürzsteg, le 2 octobre 1903.

I.

Pour établir un contrôle de l'activité des autorités locales ottomanes quant à l'application des réformes, nommer

auprès de l'Inspecteur Général Hilmi Pacha des agents civils 1903
spéciaux d'Autriche-Hongrie et de Russie obligés d'accompagner partout l'inspecteur général, d'attirer son attention sur les besoins de la population chrétienne, de lui signaler les abus des autorités locales, de transmettre les recommandations y relatives des Ambassadeurs à Constantinople et d'informer leurs Gouvernements de tout ce qui se passe dans le pays. Comme aides aux dits agents pourraient être nommés des secrétaires et des drogmans chargés de l'exécution de leurs ordres et autorisés à cet effet à des tournées dans les districts pour questionner les habitants des villages chrétiens, surveiller les autorités locales etc.

La tâche des agents civils étant de veiller à l'introduction des réformes et à l'apaisement des populations, leur mandat expirera dans le délai de deux ans à partir de leur nomination.

La Sublime Porte devra prescrire aux autorités locales d'accorder à ces agents toutes les facilités pour qu'ils soient à même de remplir leur mission.

II.

Vu que la réorganisation de la gendarmerie et de la police turque constitue une des mesures les plus essentielles pour la pacification du pays, il serait urgent d'exiger de la Porte l'introduction de cette réforme.

Prenant cependant en considération que les quelques officiers suédois et autres, employés jusqu'à présent et qui, ne connaissant ni la langue, ni les conditions locales, n'ont pu se rendre utiles, il serait désirable d'introduire dans le projet primitif les modifications et compléments suivants:

a) La tâche de réorganiser la gendarmerie dans les trois vilayets sera confiée à un général de nationalité étrangère, au service du Gouvernement Impérial Ottoman, auquel pourraient être adjoints des militaires des Grandes Puissances qui se partageraient entre eux les circonscriptions où ils déploiraient leur activité de controleurs, d'instructeurs et d'organisateurs. De cette manière ils seraient à même de surveiller aussi les procédés des troupes envers la population.

b) Ces officiers pourront demander, si cela leur paraissait nécessaire, l'adjonction d'un certain nombre d'officiers et de sous-officiers de nationalité étrangère.

III.

Aussitôt qu'un apaisement du pays sera constaté, demander au Gouvernement Ottoman une modification dans la

1903 délimitation territoriale des unités administratives en vue d'un groupement plus régulier des différentes nationalités.

IV.

Simultanément demander la réorganisation des institutions administratives et judiciaires dans lesquelles il serait désirable d'ouvrir l'accès aux chrétiens indigènes et de favoriser le développement des autonomies locales.

V.

Instituer immédiatement dans les principaux centres des vilayets des commissions mixtes formés d'un nombre égal de délégués chrétiens et musulmans pour l'examen des crimes politiques et autres commis durant les troubles. A ces commissions devraient prendre part les représentants consulaires d'Autriche-Hongrie et de Russie.

VI.

Exiger du Gouvernement turc l'allocation de sommes spéciales:

a) Pour la réintégration dans les localités de leur origine des familles chrétiennes qui se sont réfugiées en Bulgarie ou ailleurs;

b) pour le secours aux chrétiens qui ont perdu leur avoir et leur domicile;

c) pour la restauration des maisons, des églises et des écoles détruites par les Turcs durant l'insurrection.

Des commissions dans lesquelles siègeront des notables chrétiens décideront de la répartition de ces sommes. Les Consuls d'Autriche-Hongrie et de Russie en surveilleront l'emploi.

VII.

Dans les villages chrétiens brûlés par les troupes turques et les bachibozouks les habitants chrétiens réintégrés seront libérés durant un an du payement de tout impôt.

VIII.

Le Gouvernement Ottoman s'engagera à nouveau à introduire sans le moindre retard les réformes mentionnées dans le projet élaboré au mois de février de l'année courante ainsi que celles dont la nécessité serait ultérieurement indiquée.

IX. 1903

La plupart des excès et des cruautés ayant été commis par des Ilavés (rédifs de IIe classe) et de bachibozouks, la Porte devra prendre l'engagement de ne plus avoir recours à ces deux catégories d'auxiliaires et de les remplacer par des troupes régulières.

Si la nécéssité d'augmenter le nombre des points d'observation se faisait sentir et si elle était signalée par les Ambassadeurs de Russie ou d'Autriche-Hongrie à Constantinople, les deux Puissances renforceraient, en temps opportun, leurs personnels consulaires dans les trois vilayets.

Les deux Puissances se réservent d'exiger en faveur de tous ceux qui ont pris part au soulèvement et aux troubles, sans toutefois avoir commis de crime entraînant la peine capitale, une amnistie plénière qui serait annoncée aussitôt que le permettront les circonstances et qui pourrait être appliquée sous la surveillance des Agents nommés auprès de Hilmi Pacha ainsi que des Consuls russes et austro-hongrois.

Modification du point IX des propositions de Mürzsteg.

13.

Le comte Gołuchowski aux Ambassadeurs à Berlin, Londres, Paris et Rome.

Vienne, 23 octobre 1903.

Graf Gołuchowski an die k. u. k. Botschaften in Berlin, London, Paris und Rom.

Telegramm. Wien, 23. Oktober 1903.

Der Euer Exzellenz mitgeteilte Text der Mürzsteger Vereinbarungen wurde über Vorschlag unseres und des russischen Botschafters in Konstantinopel im Punkte IX abgeändert und lautet dieser nunmehr, wie folgt:

„IX La plupart des excès et des cruautés ayant été commis par des Ilavés (rédifs de IIe classe) et des bachibozouks, il est urgent que les premiers soient licenciés et que la formation de bandes de bachibozouks soit absolument empêchée."

Die beiden Botschafter haben den Text der Vereinbarungen mit diesen Abänderungen gestern der türkischen Regierung mitgeteilt, und ersuche ich Euer Exzellenz nunmehr, die Mürzsteger Vereinbarungen im Einverständnisse mit

1903 Ihrem russischen Kollegen in dieser Fassung der deutschen (englischen, französischen, italienischen) Regierung mitzuteilen.

14.

Réponse du baron Calice au comte Gołuchowski.

Jeniköj, 1 novembre 1903.

Freiherr von Calice an Graf Gołuchowski.

Telegramm. Jeniköj, 1. November 1903.

Der Minister des Äußern hat mir soeben einen zweistündigen Besuch gemacht. Er hob die Schwierigkeit hervor, mit Rücksicht auf den Effekt auf die muselmännische Bevölkerung, einige der Beschlüsse der Mächte tels quels zu akzeptieren. Dies gelte besonders von dem Punkte I, wobei er bemerkte, daß ja die den Zivilagenten zugedachte Mission von Konsuln übernommen werden könnte. Auch Punkt II scheine zu weitgehend. Bedenken erhob er ferner betreffs der Punkte III, IV und V sowie gegen den Schluß des Punktes VIII: „ainsi que celles dont la nécessité serait ultérieurement indiquée". Ich war in der Lage, diese Bedenken zu seiner Überzeugung zu zerstreuen und manches Mißverständnis aufzuklären. Wie dies Herr Zinoview schon früher getan hatte, bezeichnete ich die Punktationen als unabänderlich und wies auf die Notwendigkeit hin, daß die Pforte dieselben ohne weiteres prinzipiell annehme, widrigenfalls nur eine Verschlimmerung der Lage die Folge sein könnte. Nach der prinzipiellen Annahme würde eine Verständigung über die Details der Ausführung folgen und die beiden Botschafter würden hierbei nicht unterlassen, die mit den Prinzipien vereinbarlichen Rücksichten auf tatsächliche Umstände zu nehmen.

Der Minister stellte mir eine offizielle Antwort für die nächsten Tage in Aussicht, wobei er die Hoffnung aussprach, daß wir von derselben befriedigt sein würden.

15.

Réponse du baron Calice au comte Goluchowski.

Jeniköj, 2 novembre 1903.

Freiherr von Calice an Graf Gołuchowski.

Telegramm. Jeniköj, 2. November 1903.

Ich habe heute Gelegenheit gehabt, mit dem Großwesir und dem Minister des Äußern zu sprechen. Kurz zuvor hatte

ich erfahren, daß die Pforte eine unserem Verlangen nicht 1903
entsprechende Antwort vorbereite. Ich habe daher den beiden Ministern nachdrücklichst auseinandergesetzt, daß die beiden Botschafter gar nicht in der Lage seien, auf Modifikationen einzugehen oder solche auch nur zu diskutieren. Die Antwort der Pforte müsse rasch erfolgen und die vollständige Annahme aller Punkte enthalten, da sonst keine Entwirrung, sondern nur eine Verschlimmerung der Lage zum Nachteile der Pforte eintreten würde.

Die Minister beteuerten ihren guten Willen und beriefen sich zunächst auf die nun beschlossene und in Ausführung begriffene Demobilisierung der gesamten Ilavé-Truppen, das ist von mehr als 120 Bataillonen, während anderseits noch immer bulgarische Banden einbrechen. Wenn die Mächte auf die Pforte allein, nicht aber ebenfalls auf Bulgarien einen Druck ausüben, so würde es mit den neuen Reformen ebenso wie mit den alten ergehen, deren Ausführung die Bulgaren vereitelt oder wenigstens sehr erschwert hätten. Die Antwort der Pforte werde rasch, d. i. morgen oder übermorgen erfolgen und, wie sie zuversichtlich hoffe, die Mächte befriedigen. Dieselben müßten dabei erwägen, daß die Pforte es nicht allein mit den Bulgaren und den christlichen Mazedoniern, sondern noch mit den Mohammedanern zu tun habe. Dessenungeachtet tue die Pforte alles, was sie nur könne, um die Mächte zufrieden zu stellen.

Ich drang jedoch in der ernstesten Weise darauf, daß die Pforte alle neun Punkte unseres Verlangens unverändert annehmen müsse, wenn sie nicht die Lösung der Krise kompromittieren und ihre eigenen Interessen auf das empfindlichste schädigen wolle.

16.

Le baron de Calice au comte Gołuchowski.

Jeniköj, 6 novembre 1903.

Freiherr von Calice an Graf Gołuchowski.

Jeniköj, 6. November 1903.

Ich beehre mich Euer Exzellenz im Anschlusse den Originaltext der Pfortenantwort betreffs der Mürzsteger Punktation ergebenst vorzulegen.

Beilage.

Die hohe Pforte an die k. u. k. Botschaft in Konstantinopel.

Le Gouvernement Impérial a examiné avec la plus grande attention le Promémoria que Leurs Excellences Messieurs les

1903 Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie ont bien voulu lui remettre en date du 9/22 octobre pour lui faire part de certaines recommandations touchant les trois Vilayets de Salonique, Monastir et Kossovo.

Malgré les menées subversives auxquelles les Bulgares, mûs par leurs visées ambitieuses, se sont livrés pour troubler la tranquillité dans ces trois provinces, le Gouvernement Impérial, tout en avisant aux dispositions militaires propres à assurer le rétablissement de l'ordre, n'avait pas manqué de poursuivre l'application des mesures de réorganisation déjà adoptées; et prenant en considération les avis amicaux des deux Puissances, il a apporté la plus grande vigilance à l'exécution des réformes arrêtées. L'objet constant des efforts du Gouvernement Impérial étant de consolider partout l'ordre et la sécurité, d'assurer le bien-être et la prospérité de toutes ses populations et de sauvegarder son indépendance, il croit devoir soumettre à l'appréciation éclairée des deux Gouvernements l'exposé suivant:

Le mandat de l'Inspecteur Général ne devant expirer que dans deux ans et le calme et la tranquillité se rétablissant de jour en jour sous les heureux auspices de Sa Majesté Impériale le Sultan, il est évident que ce délai sera amplement suffisant pour parachever l'application des mesures décrétées.

De même que les Consuls d'Autriche-Hongrie et de Russie dans les dits Vilayets communiquent leurs constatations et leurs renseignements à l'Inspecteur Général, de même celui-ci fait part des mesures adoptées et exécutées à ces agents qui, de leur côté, en avisent leurs Ambassades. Il est naturel que l'Inspecteur Général continue à agir de la sorte.

En ce qui concerne la réorganisation de la gendarmerie des trois provinces, une Commission composée des généraux de division Edib, Rahmi, Auler et Rüdikich Pachas, du Lieutenant-Colonel Sadik et du Major Chukri Beys vient d'être envoyée sur les lieux munie d'instructions formelles et précises. Elle aura, entre autres, à adapter intégralement les dispositions spéciales édictées à ce sujet pour compléter la réforme de ce corps et d'employer les officiers suédois, norvégiens et belges déjà engagés pour le contrôle, l'instruction et le perfectionnement des diverses branches de ce service.

Une amnistie générale sera accordée par Sa Majesté Impériale le Sultan en faveur des familles bulgares qui, poussées par la frayeur, se sont réfugiées en Bulgarie ou ailleurs ou qui se sont cachées dans d'autres localités de l'Empire afin qu'elles puissent réintégrer leurs domiciles et vivre heureuses sous l'égide paternelle de Sa Majesté Impériale le Sultan qui, dans sa haute générosité, s'est plut à

accorder les sommes nécessaires pour les secours à distribuer, 1903
sans distinction de race ni de religion, à ceux de ses sujets qui ont perdu leur avoir et leur domicile et pour la restauration des maisons, mosquées, églises et écoles détruites durant les troubles. Aussi, l'Inspecteur Général a-t-il reçu l'ordre d'arrêter le mode de répartition de ces fonds par les soins de la Commission formée sous sa présidence et composée de membres appartenant aux différents éléments du pays, de pourvoir, s'il y a lieu, à l'augmentation des sommes affectées à cet objet et d'en faire la distribution par l'entremise de notables choisis dans les différentes classes parmi les personnes méritant le plus de confiance. Il aura soin d'informer Messieurs les Consuls d'Autriche-Hongrie et de Russie des distributions qui seront ainsi faites.

Il va sans dire que tous ceux qui reviendront dans les trois provinces ne pourront être autres que des indigènes ayant pris la fuite par suite des troubles et non des habitants de la Principauté.

Le Gouvernement Impérial est décidé à libérer durant une année de tout impôt les habitants réintégrés seulement des villages musulmans et chrétiens détruits.

Les réformes mentionnées dans le projet élaboré au mois de février ont été toutes appliquées. Seul, le nombre des gendarmes chrétiens n'ayant pu être atteint par suite de l'abstention des habitants non-musulmans des Vilayets de Salonique et de Kossovo provoquée par les menaces des Comités, le Gouvernement Impérial est fermement résolu à exécuter sans retard cette clause également dans son intégralité. Il a donné à cet effet à Hussein Hilmi Pacha de nouveaux ordres catégoriques et Leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs peuvent être pleinement assurés de la complète application des mesures arrêtées.

Prenant acte de la déclaration qui lui a été faite que des ordres avaient été donnés pour la démobilisation des troupes bulgares, le Gouvernement Impérial a, de son côté, licencié entièrement les rédifs de second ban.

Comme le Gouvernement Impérial n'emploie jamais de Bachi-Bozouks, pas n'est besoin de répéter cette vérité.

La réorganisation judiciaire a été accomplie sur la base arrêtée. Quant à la formation de communes, elle a été déterminée dans le programme des réformes qui sont en pleine voie d'application. Celles-ci répondant à tous les besoins des trois provinces, il n'y a pas lieu de prévoir d'autres mesures ultérieures.

Telles sont les dispositions adoptées en vue d'assurer l'ordre et la sécurité et elles auraient certes produit plus rapidement et plus efficacement leurs effets si les agitateurs

1903 bulgares n'avaient mis tout en oeuvre pour les enrayer. Mais tandis que les perturbateurs ne cessaient de commettre les attentats les plus odieux par les balles dum dum qui ne sont employées que contre les bêtes féroces, par les bombes et la dynamite semant partout le trouble et la destruction, et ne s'arrêtant devant rien pour soulever les esprits, le Gouvernement Impérial, surmontant toutes ces difficultés, est parvenu à mettre à exécution la presque totalité des réformes promulguées. Il se plait à espérer que son activité et ses bonnes intentions seront appréciées à leur juste valeur.

Le 3 novembre 1903.

17.

Le baron de Calice au comte Gołuchowski.

Constantinople, 17 novembre 1903.

Freiherr von Calice an Graf Gołuchowski.

Telegramm. Konstantinopel, 17. November 1903.

Großwesir war soeben bei mir und beantragte unter Berufung auf Schädigung des Prestiges und zu besorgende Rückwirkung unter Mohammedanern, speziell Arnauten, nachstehende Modifikationen der Mürzsteger Beschlüsse, und zwar:

Zu I:

Prinzip der Kontrolle werde angenommen, dieselbe solle jedoch durch konsularische Funktionäre mit den den Zivilagenten zugedachten Attributionen ausgeübt werden.

Zu II:

Ernennung eines im Dienste der Pforte stehenden fremden Generals zur Reorganisation der Gendarmerie werde erfolgen, allein die Zuteilung fremder Offiziere behufs Kontrollierung der Truppen sei für die Pforte unannehmbar.

Zu VIII:

Die Pforte könne die Verpflichtung nicht eingehen, beliebige weitere Reformvorschläge der Mächte im vorhinein anzunehmen.

Ich erwiderte, daß weder ich noch mein russischer Kollege in der Lage wären, betreffs jener Beschlüsse, welche reiflich erwogen, von den beiden Souveränen sanktioniert und allen anderen Mächten mitgeteilt wurden, Modifikationsvorschläge anzunehmen oder deren Annahme seitens unserer

Regierungen in Aussicht zu stellen, welche vielmehr auf der 1903
schleunigsten und integralen Akzeptation seitens der Pforte bestehen müßten.

Großwesir ersuchte mich auch, vorerst die gemeinsame Audienz beim Sultan nicht zu urgieren. Ich sagte, ich könne auch dies nicht versprechen.

Ich habe mit Herrn Zinoview, bei welchem Großwesir ebenfalls war, vereinbart, unsere beiden ersten Dragomane mit einer gleichlautenden Message zu schicken, dahingehend, daß die beiden Botschafter nach nochmaliger Konsultation unserer Instruktionen sich nicht in der Lage sähen, irgend welche Modifikationen der Mürzsteger Beschlüsse bei ihren Regierungen anzuregen, vielmehr der Pforte neuerdings auf das dringendste empfehlen müßten, dieselben unverweilt und unverändert anzunehmen.

18.

Le baron Calice au comte Gołuchowski.

Constantinople, 25 novembre 1903.

Freiherr von Calice an Graf Gołuchowski.

Konstantinopel, 25. November 1903.

Ich beehre mich Euer Exzellenz in der Anlage die Mitteilung der Pforte, welche deren prinzipielle Zustimmung zu den von den beiden Mächten derselben bekanntgegebenen 9 Punkten der Mürzsteger Vereinbarungen erklärt, im Originale ganz ergebenst vorzulegen.

Beilage.

Die hohe Pforte an die k. u. k. Botschaft in Konstantinopel.

La Sublime Porte a reçu et étudié le mémoire que Leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie ont bien voulu lui remettre le 10 novembre 1903.

Elle prend acte des assurances qui lui ont été données touchant la pleine sauvegarde des droits souverains de Sa Majesté Impériale le Sultan, le maintien du statu quo, le respect de l'autorité et du prestige de l'Empire, ainsi que des déclarations subséquentes de Leurs Excellences relatives au caractère provisoire et à la limitation à deux ans des dispositions supplémentaires proposées en vue d'assurer l'accomplissement des réformes que le Gouvernement Impérial a adoptées au mois de février dernier sur la proposition des deux

1904 Gouvernements, mesures dont il continue loyalement l'exécution.

La Sublime Porte s'empresse de déclarer qu'Elle accepte en principe les neuf points énumérés dans le précédent mémoire de Leurs Excellences, se réservant d'entrer en négociation à leur sujet pour s'entendre sur les détails de leur application en conformant les premier et second points à l'indépendance, aux droits souverains, au prestige du Gouvernement Impérial et au statu quo.

Le 24 novembre 1903.

19.

Le baron Calice au comte Gołuchowski.

Constantinople, 13 janvier 1904.

Freiherr von Calice an Graf Gołuchowski.

Konstantinopel, 13. Jänner 1904.

Wie Euer Exzellenz aus meinen vorausgehenden Berichten entnommen haben, hat mir Seine Majestät der Sultan am letzten Freitag ausdrücklich angekündigt, daß Er alle Vorschläge Seiner Regierung betreffs der Aktion in Makedonien genehmigt habe. Auf Grund des bezüglichen Iradés erfolgte sodann die Mitteilung der Pforte, welche den Gegenstand des im Original hier mitfolgenden Promemorias vom 10. d. M. bildet.

Euer Exzellenz wollen sich aus der Durchsicht dieser Pièce überzeugen, daß das Promemoria zwar im großen ganzen nicht unbefriedigend ist, im einzelnen aber manches zu wünschen übrig läßt. Herr Zinoview und ich haben dasselbe gemeinsam geprüft und sind zur Überzeugung gelangt, daß diese Enunziation der Pforte wohl eine Richtigstellung und Verbesserung in mehr als einer Richtung erfordern wird, daß wir uns aber durch diese Mängel an der Fortsetzung unserer unmittelbar praktischen Arbeit nicht aufhalten lassen dürfen. Wir werden uns daher vorerst enthalten, schriftlich darauf zu replizieren, dagegen der Pforte mündlich bemerken, daß mehrere Stellen des Promemorias dem Wortlaut und Geiste der Mürzsteger Beschlüsse nicht ganz entsprechen, auf deren vollständige Beachtung und Durchführung wir aber bestehen müßten und würden.

So wie die Aktion fortschreitet, werden wir überall, wo eine Nachhilfe erforderlich ist, unsere Forderungen stellen und mit Nachdruck durchsetzen.

Der Schlußpassus des Promemorias enthält einen neuerlichen Appell wegen wirksamer Intervention in Sofia und beehre ich mich, die hohe Aufmerksamkeit Euer Exzellenz darauf zu lenken. 1904

Beilage.

Die hohe Pforte an die k. u. k. Botschaft in Konstantinopel.

Par sa réponse du 24 novembre dernier la Sublime Porte a eu l'honneur de déclarer à Leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie qu'elle acceptait, en principe, les neuf points énumérés dans Leur mémoire du 9/22 octobre, se réservant d'entrer en négociation à leur sujet pour s'entendre sur les détails de leur application en conformant les premier et second points à l'indépendance, aux droits souverains, au prestige du Gouvernement Impérial et au statu quo.

Elle s'empresse aujourd'hui de Leur communiquer ci-après le résultat auquel Elle est arrivée à la suite des pourparlers et des entretiens qui ont eu lieu avec Leurs Excellences.

Ier.

Les deux Agents civils spécialement désignés par les Gouvernements austro-hongrois et russe pour surveiller l'activité des autorités des trois provinces de Salonique, Monastir et Kossovo dans l'application des réformes déjà arrêtées résideront dans les mêmes lieux que l'Inspecteur Général, attireront son attention sur les besoins des différentes populations et lui signaleront tout acte illégal dont ils auraient eu connaissance. Les ordres à donner à l'Inspecteur Général sur les communications que les dits Agents feront à leurs Ambassades lui seront transmis, selon l'usage, par la Sublime Porte sur Iradé Impérial. Un nombre déterminé de secrétaires et de drogmans seront adjoints aux Agents civils pour l'exécution de leurs ordres et seront autorisés à des tournées dans les districts, accompagnés de fonctionnaires connaissant les langues du pays qui seront spécialement désignés à cet effet par les autorités locales. Ils pourront questionner les habitants en la présence des dits fonctionnaires. La tâche des Agents civils étant de veiller à l'application des réformes déjà arrêtées, leur mandat expirera dans le délai de deux ans à partir de leur nomination. De même, les secrétaires et drogmans qui sont autorisés à s'adjoindre, seront nommés pour la même durée et leurs fonctions cesseront en même temps que celle des Agents civils.

1904

II.

La tâche de réorganiser la gendarmerie dans les trois vilayets sera confiée à un général italien spécialement et provisoirement engagé au service du Gouvernement Impérial.

Cet officier général se rendra en Roumélie avec la mission de mettre à exécution, d'accord avec les autorités locales, les mesures qui seront arrêtées par décision du Conseil des Ministres et sanctionnées par Iradé Impérial en vue de la réorganisation de la gendarmerie des dites provinces.

Il correspondra avec l'Inspecteur Général et se servira des officiers suédois-norvégiens et belges déjà engagés pour inspecter et réorganiser la gendarmerie dans les différents cazas. Il aura, en outre, à faire part à l'Inspecteur Général des faits que lui ou les officiers placés sous ses ordres auront constatés lors de leur travail de réorganisation.

III.

Après l'apaisement complet du pays, le Gouvernement Impérial étudiera toute modification qui serait jugée nécessaire dans la délimitation des circonscriptions territoriales en vue de faciliter le fonctionnement des services administratifs et les relations des habitants avec les autorités. Il complétera aussi la réorganisation des nahiés, conformément à la loi ad hoc.

IV.

D'après les lois de l'Empire, la différence de race ou de religion ne formant aucun obstacle pour l'admission des sujets fidèles de Sa Majesté Impériale le Sultan aux emplois publics, des recommandations seront faites à l'Inspecteur Général pour qu'il ait à observer strictement ce principe et à admettre les différents éléments de la population aux fonctions pour lesquelles ils posséderaient les aptitudes requises. D'ailleurs, depuis la promulgation du Hatt Impérial de Gulhané, cette règle est constamment appliquée et observée.

V.

Comme une preuve de Ses hauts sentiments de clémence, Sa Majesté Impériale le Sultan accordera une amnistie générale à ceux des habitants condamnés pour crimes commis durant les troubles, à ceux qui, n'étant pas encore jugés, se trouveraient détenus préventivement ainsi qu'à ceux qui,

par crainte ou par esprit de sédition se seraient enfuis en 1904
Bulgarie ou cachés dans d'autres parties de l'Empire. Sont exceptés de cette mesure de clémence ceux qui se sont livrés à des actes de destruction sur les lignes de chemins de fer par l'emploi de bombes, de dynamite ou de matières et engins explosibles, ainsi que les auteurs des attentats perpétrés dans la ville et le port de Salonique et dont le nombre est, du reste, limité.

VI.

Sa Majesté Impériale le Sultan, dans Sa haute générosité, s'est plu à accorder les sommes nécessaires pour les secours à distribuer sans distinction de race ni de religion: 1er. à ceux de ses sujets qui, s'étant enfuis en Bulgarie ou ailleurs, ont réintégré leurs domiciles; 2. à ceux qui ont perdu leur avoir et leurs domiciles pendant les derniers évènements et 3. pour la restauration des maisons, mosquées, églises et écoles détruites durant les troubles.

L'Inspecteur Général a reçu l'ordre d'arrêter le mode de répartition de ces fonds par les soins de la commission formée sous sa présidence et d'en faire la distribution par l'entremise des notables choisis dans les différentes classes de la population.

Les Consuls Impériaux d'Autriche-Hongrie et de Russie ont été avisés des distributions déjà faites et une grande partie des immeubles détruits sont en voie de reconstruction.

L'Inspecteur Général a également reçu l'ordre d'informer les Agents civils des distributions de fonds effectuées. La commission présidée par l'Inspecteur Général aura à décider, s'il y a lieu, d'augmenter les sommes affectées à cet objet. Comme il est entendu que tous ceux qui reviendront dans les trois provinces ne pourront être que des indigènes, il va sans dire que les habitants de la principauté bulgare et de la Roumélie orientale cherchant à entrer sous de faux noms n'y seront point admis. De même que, les autorités Impériales ont été invitées à assurer l'établissement de ceux qui réintégreront leurs domiciles, les communications nécessaires ont été faites à la Principauté pour qu'Elle ait à aviser, de son côté, aux mesures propres à faciliter le retour des fugitifs.

VII.

Les habitants réintégrés des villages musulmans et chrétiens détruits pendant les troubles seront durant une année libérés de tout impôt.

1904

VIII.

Le Gouvernement Impérial ayant la ferme intention d'assurer l'application intégrale et le maintien du programme de réforme, arrêté au mois de février de l'année passée, déclare renouveler son engagement à cet égard. Toutefois, si quelque difficulté venait à surgir dans l'application du dit programme, le Gouvernement Impérial avisera aux moyens d'y remédier après délibération.

IX.

Il est notoire que jusqu'à présent le Gouvernement Impérial n'a pas eu recours au service des bachibozouks.

Le Gouvernement Impérial a la ferme conviction que toutes ces mesures auront pour effet de ramener l'ordre et le calme dans les trois provinces. Mais de même que la durée du mandat des deux Agents civils a été limitée, de même il demeure entendu, conformément aux déclarations de Leurs Excellences, que la mission confiée au général italien prendra fin dès que la réorganisation de la gendarmerie des trois vilayets aura été terminée.

Toutefois le Gouvernement Impérial se réserve la faculté de renouveler son contrat et de prolonger la durée de son engagement au service de l'Empire si, après l'accomplissement de sa tâche de réorganisation, sa fidelité et ses bons services étaient, ainsi que Sa Majesté Impériale le Sultan y compte, l'objet de Sa haute appréciation souveraine.

Cependant, guidée par l'expérience du passé, la Sublime Porte ne saurait ne pas insister cette fois encore sur la nécessité absolue de maintenir la Bulgarie dans une voie qui ne compromette pas, comme cela a été constaté dans ces derniers temps, le succès des efforts déployés; car, si les agitateurs continuaient à trouver dans la Principauté la liberté, les encouragements et l'aide qu'ils y ont rencontrés jusqu'à présent, l'oeuvre entreprise et l'action bienfaisante des autorités Impériales ne manqueraient pas d'être de nouveau paralysées.

Cette vérité ayant été reconnue par Leurs Excellences Elles mêmes, le Gouvernement Impérial, prenant acte de Leurs assurances, ne doute point qu'Elles ne veuillent bien provoquer de la part de Leurs Gouvernements les mesures les plus propres à obliger la Bulgarie à observer strictement une attitude qui n'aille pas à l'encontre du but poursuivi en commun et réponde entièrement aux vues et aux intentions pacifiques de Sa Majesté Impériale le Sultan et de Leurs Majestés les Empereurs d'Autriche-Hongrie et de Russie.

Le 10 janvier 1904.

TURQUIE.

20. 1904

Le comte Gołuchowski au baron Calice.

Vienne, 20 janvier 1904.

Graf Gołuchowski an Freiherrn von Calice in Konstantinopel.

Wien, 20. Jänner 1904.

Mit Bericht vom 13. d. M. haben Euer Exzellenz das Promemoria anher vorgelegt, in welchem die Pforte, unter Berufung auf die mit den Botschaftern der Ententemächte stattgehabten Besprechungen ihre Absichten bezüglich der Details der Durchführung der von ihr im Prinzipe angenommenen neun Punkte der Mürzsteger Vereinbarungen kundgibt.

Wenn auch der Tenor dieses Schriftstückes im allgemeinen das Bemühen der Pforte erkennen läßt, die Mächte zu überzeugen, daß sie ernstlich gewillt ist, das Reformprogramm vom Februar vorigen Jahres ihrem Versprechen gemäß zur Ausführung zu bringen, so verraten doch verschiedene Stellen des Promemorias die Tendenz, die von den Ententemächten beschlossene Kontrolle der Durchführung dieses Programmes in einer mit dem Geiste der Mürzsteger Beschlüsse nicht zu vereinbarenden Weise zu beschränken.

Punkt I dieser Beschlüsse nimmt für die Zivilagenten Österreich-Ungarns und Rußlands das Recht in Anspruch, die ihnen als Hilfsarbeiter beigegebenen Sekretäre und Dolmetsche in die verschiedenen Distrikte der Reformvilajets zu entsenden, damit sie in unmittelbarem Verkehr mit den Bewohnern der christlichen Dörfer sich von den daselbst herrschenden Zuständen überzeugen, die Tätigkeit der Lokalbehörden überwachen und ihren Chefs von dem Fortgange der Reformaktion verläßliche Nachricht geben.

Die Lokalbehörden sind zwar verpflichtet, für die Sicherheit dieser Agenten während ihrer Bereisungen entsprechende Vorsorge zu treffen und ihnen die Erfüllung ihrer Aufgabe zu erleichtern, doch haben sie keineswegs das Recht, ihnen Beamte ihrer Wahl zur Begleitung aufzunötigen oder ihnen ein Befragen der Einwohner nur in Gegenwart dieser Beamten zu gestatten.

Ebenso wie die Bewegungs- und Aktionsfreiheit der Zivilagenten, muß auch die der ihnen beigegebenen Sekretäre und Dolmetsche unbedingt gewahrt bleiben. Von Beschränkungen der vorerwähnten Art, wie sie der Absatz I des Promemorias in Aussicht nimmt, kann somit keine Rede sein.

Einer wesentlichen Berichtigung bedarf ferner die Auffassung, welche die Pforte von der Stellung und der Aufgabe

1904 des von ihr mit der Reorganisation der Gendarmerie in den drei Reformvilajets zu betrauenden fremden Generals zu haben scheint.

Das Werk der Reorganisation darf, wenn es gelingen soll, nicht von Entscheidungen des türkischen Ministerkonseils abhängig gemacht werden.

Der diesem Werke zugrunde zu legende Plan muß aus der freien Beratung des vom Sultan ernannten Oberkommandanten mit den ihm seitens der Großmächte zugeteilten Offizieren hervorgehen, die ihn auch bei der Durchführung der Reorganisation in den verschiedenen Sandschaks gemäß der unter ihnen zu vereinbarenden Verteilung derselben zu unterstützen haben werden. Auf all dies ist in dem Kommentar des Pfortenpromemorias zu dem Punkte II der Mürzsteger Beschlüsse keine Rücksicht genommen.

Nicht zu übersehen ist ferner, daß das Pfortenpromemoria bezüglich des Punktes III allfällige nach wiederhergestellter Ruhe als notwendig erkannte Veränderungen in der Abgrenzung der Verwaltungsbezirke der Vilajets ausschließlich als von ihrem Ermessen abhängig betrachtet, daß außerdem der Teil des Promemorias, welcher von der seitens der Türkei den aus Bulgarien zurückkehrenden, notleidenden Flüchtlingen zu gewährenden Unterstützung handelt, die Bestimmung des betreffenden Punktes der Mürzsteger Beschlüsse außer acht läßt, derzufolge die Konsuln Österreich-Ungarns und Rußlands von der Verteilung der Unterstützungsgelder nicht bloß Kenntnis zu erhalten, sondern dieselbe auch zu überwachen haben.

Ich bin ganz damit einverstanden, daß Euer Exzellenz und Ihr russischer Kollege, um weitläufige Erörterungen, welche den Fortgang der Reformaktion verzögern könnten, zu vermeiden, von einer schriftlichen Kritik des Pfortenpromemorias abgesehen haben, aber notwendig erscheint es mir allerdings, daß der türkischen Regierung die Mängel und Unrichtigkeiten dieses Schriftstückes ausdrücklich vorgehalten werden, damit sie sich nicht etwa der Täuschung hingebe, die Mächte in der von ihnen beschlossenen Kontrolle der Reformaktion beirren zu können.

Nach den uns zugekommenen Nachrichten dürfte General de Giorgis demnächst in Konstantinopel eintreffen und werden auch die ihm seitens der Großmächte zuzuteilenden Offiziere bald vollzählig dort versammelt sein.

Ich ersuche Euer Exzellenz, im Einvernehmen mit Ihrem russischen Kollegen dahin zu wirken, daß alsdann die vorbereitenden Arbeiten für die Reorganisation der Gendarmerie unverzüglich in Angriff genommen und mit möglichster Beschleunigung zu Ende geführt werden, damit die Formierung

der Kaders des neuen Korps und die Rekrutierung und Aus- 1904
bildung der Mannschaft im kommenden Monate beginnen könne.

Was schließlich den von der Pforte immer wieder vorgebrachten Wunsch anbelangt, daß wirksame Mittel angewendet werden mögen, um eine abermalige Störung des Reformwerkes seitens Bulgariens zu verhindern, so hat die türkische Regierung, wie dies Euer Exzellenz zutreffend bemerkten, es zunächst selbst in der Hand, durch eine rasche und loyale Förderung der Reformmaßnahmen und durch eine ausreichende Fürsorge für die Bedürfnisse der aus Bulgarien heimkehrenden Flüchtlinge zur Beruhigung der Stimmung in Bulgarien beizutragen und auf diese Weise der fürstlichen Regierung die Hintanhaltung neuer Bandenbildung auf bulgarischem Territorium sowie jeglicher die aufständische Bewegung in den makedonischen Vilajets unterstützenden Agitation zu erleichtern.

Die Ententemächte haben es an eindringlichen Mahnungen an Bulgarien nicht fehlen lassen und sie werden fortfahren, die fürstliche Regierung auf die Gefahren aufmerksam zu machen, welche eine Störung des Friedens seitens des Fürstentums für dieses zur Folge haben würde.

21.

Le baron Calice au comte Gołuchowski.

Constantinople, 3 février 1904.

Freiherr von Calice an Graf Gołuchowski.

Konstantinopel, 3. Februar 1904.

Ich beehre mich, Euer Exzellenz zu melden, daß ich, ebenso wie mein russischer Kollege, im Sinne des hohen Rekriptes vom 20. v. M. bei der Pforte Vorstellungen gegen die in ihrem Promemoria vom 10. Jänner enthaltenen, dem Text und dem Geiste der Mürzsteger Beschlüsse zuwiderlaufenden Unrichtigkeiten und Mängel erhoben habe.

Die bezüglichen Erklärungen, deren Text in der Beilage angeschlossen ist, wurden am 28. Jänner vormittags von den beiderseitigen ersten Dolmetschen unter Zurücklassung einer schriftlichen Aufzeichnung mündlich abgegeben, und zwar sowohl beim Minister des Äußern als beim Großwesir. Der erstere verhielt sich lediglich rezeptiv, während der letztere die Bemerkung fallen ließ „cela nous fera beaucoup de difficultés".

1904 Zinoview und ich haben es für opportun erachtet, den beiderseitigen Zivilagenten zu ihrer persönlichen Information und Regelung ihrer Sprache den Wortlaut unserer letzten Erklärungen an die Pforte mitzuteilen.

Beilage.

I.

Pour se conformer au texte et à l'esprit des décisions de Murzsteg, il est de la plus haute importance qu'une liberté entière soit assurée aux communications des agents civils d'Autriche-Hongrie et de Russie et de leurs secrétaires et drogmans avec la population des trois provinces ou ses représentants.

Par conséquent, les faire accompagner dans leurs tournées d'investigation par des fonctionnaires du Gouvernement Impérial spécialement désignés à cet effet, et leur imposer la présence de ces derniers aux enquêtes orales qu'ils jugeraient devoir faire, serait une restriction de la liberté susindiquée à laquelle les Gouvernements d'Autriche-Hongrie et de Russie ne sauraient consentir.

II.

Le Gouvernement Impérial ayant, conformément au point II des décisions de Murzsteg, confié la tâche de réorganiser la gendarmerie des trois provinces à un général de nationalité étrangère, c'est à celui-ci qu'il appartient d'élaborer, d'accord avec les militaires des Grandes Puissances qui lui sont adjoints aux termes de ce même point, le plan de l'œuvre réorganisatrice qui lui incombe.

III.

Les modifications qui aux termes du point III des décisions de Mürzsteg devront être apportées, aussitôt après l'apaisement du pays, à la délimitation territoriale des unités administratives des trois provinces, formeront l'objet d'un échange de vues et d'un accord spécial avec le Gouvernement Impérial.

IV.

Le point VI des décisions de Murzsteg prévoit la surveillance des consuls d'Autriche-Hongrie et de Russie sur l'emploi des sommes que le Gouvernement Impérial est appelé à allouer aux fins indiquées dans ce point.

Il y a donc lieu d'inviter Son Excellence Monsieur l'Inspecteur Général des trois provinces de s'entendre avec

Messieurs les agents civils d'Autriche-Hongrie et de Russie 1904
sur les mesures à prendre en vue de la répartition et de la distribution des secours.

22.

Le baron Calice au comte Gołuchowski.

Constantinople, 24 février 1904.

Freiherr von Calice an Graf Gołuchowski.

Konstantinopel, 24. Februar 1904.

In den militärischen Sitzungen wurde wiederholt die Frage aufgeworfen, wieso es komme, daß vorherrschend albanesische Distrikte in den westlichen Teilen der Vilajets Kossowo und Monastir aus dem Gebiete der neuen Gendarmerie ausgeschlossen bleiben sollen. Die Aufklärungen, welche die österreichisch-ungarischen und russischen Militärs darüber gaben, genügten den Herren jedoch nicht und General de Giorgis wünschte sonach eine authentische Erklärung seitens der Ententebotschafter hierüber zu erhalten.

Ich trat sonach mit Herrn Zinoview darüber ins Einvernehmen und es wurde in der Sitzung vom 20. d. M. eine solche Erklärung in unserem beiderseitigen Namen, und zwar durch den russischen Militäragenten General Kalnine im beiliegenden Texte abgegeben.

Beilage.

Dès l'accord de Mürzsteg, il était entendu entre les Cabinets de Vienne et de St. Pétersbourg que les régions à population arnaoute prédominante, à savoir: Le Sandjak de Koritsa sauf le Caza de Castoria, le Sandjak d'Elbassan, la partie ouest du Caza d'Ohrida, la presque totalité des Sandjaks de Dibra et de Prisrend ainsi que la partie sudouest du Sandjak d'Ipek — pas plus que les Sandjaks de Tachlidja et Senitza (Novipazar) ne devaient être touchées par la réorganisation de la gendarmerie prévue par le point II dudit accord.

Bien que cette restriction n'ait pas été formulée dans le texte de cet acte, elle découle de l'esprit de son point III.

1904 23.

Le baron Calice au comte Gołuchowski.

Constantinople, 2 mars 1904.

Freiherr von Calice an Graf Gołuchowski.

Konstantinopel, 2. März 1904.

In der Anlage beehre ich mich, Euer Exzellenz den Text der durch die Militärkommission in Konstantinopel in sechs Punkten ausgearbeiteten Petita an die Pforte, deren Bestimmungen im Sinne der hochortigen Weisungen an Stelle des effektiven Kommandos zu treten haben werden, ergebenst in Vorlage zu bringen.

Ich muß hinzufügen, daß diese Punktationen von sämtlichen Militärs in vollem Einvernehmen ausgearbeitet worden sind.

Beilage.

Petita der Militärkommission in Konstantinopel.

1° Garantie immédiate par la Dette Publique à la Banque Ottomane de la somme provenant des dîmes, aghnam et impôts sur les animaux reconnue suffisante pour assurer les payements relatifs à la gendarmerie des trois vilayets et payement régulier par la Banque Ottomane sur mandat du Général de Giorgis sans qu'il soit besoin d'un ordre du Ministre des Finances ou des Valis.

1° bis Assurance écrite que les appointements des officiers, sous-officiers et militaires de la gendarmerie étrangers et ottomans, sont payés selon les modalités qui seront établies par les règlements en retirant les fonds de la Banque Ottomane comme il vient d'être dit.

2° Reconnaissance par la Porte du pouvoir exécutif du général et des officiers étrangers, à savoir:

a) Pouvoir de transmettre des ordres aux officiers ottomans et de casser ceux qui n'obéissent pas.

b) Pouvoir d'éloigner de la gendarmerie des trois vilayets les officiers et militaires ottomans dont les qualités physiques intellectuelles ou morales ne seraient pas suffisantes, et ceux dont la mauvaise conduite ou la discipline donneraient lieu à des plaintes.

2° bis Les officiers et militaires ottomans qui pour un motif quelconque seront exclus de la gendarmerie des trois vilayets devront être transférés ailleurs et quitter le pays sans délai.

3° Consentement écrit de la Porte à l'emploi des officiers 1904
et sous-officiers étrangers que la commission militaire à jugés nécessaires pour la réorganisation de la gendarmerie et le maintien assuré de ces officiers et sous-officiers dans leurs fonctions pendant deux ans.

4° Les sommes nécessaires au premier établissement du commandement général et de l'école devront être accordées sans délai sur requête du Général de Giorgis, ainsi que celles nécessaires pour le payement de la solde des premiers mois jusqu'au moment où la demande faite dans le § 1er aura reçu son exécution.

5° Les uniformes pour la gendarmerie réformée, après approbation du modèle devront être immédiatement apprêtés et la distribution en être faite aux soins du commandement supérieur.

6° Les ordres entraînant éloignement de gendarmes de leur résidence ordinaire, que les autorités civiles ottomanes donneront à la gendarmerie devront en même temps être communiqués à l'officier étranger qui aura la surveillance de la réorganisation dans l'endroit.

24.

Le baron Calice au comte Gołuchowski.

Constantinople, 2 mars 1904.

Freiherr von Calice an Graf Gołuchowski.

Konstantinopel, 2. März 1904.

Ich habe die Ehre, Euer Exzellenz die zwischen mir und Herrn Zinoview vereinbarte Einbegleitungspièce, womit wir die Ergebnisse der Militärberatungen betreffs der Reorganisation der Gendarmerie dem Minister des Äußern im Wege unserer ersten Dragomane am vorgestrigen Tage zustellen ließen, hierneben ergebenst vorzulegen.

Mit der Bemerkung, daß wir den Konklusionen der Militärs zustimmen, fordern wir hiermit die Pforte auf, dieselben vollinhaltlich anzunehmen und im Sinne derselben mit aller Beschleunigung die nötigen Maßregeln zu treffen, damit General de Giorgis und die Adjoints der Großmächte die ihnen zugewiesene Aufgabe ohne Aufenthalt an Ort und Stelle beginnen können.

Wir haben hierbei die Notwendigkeit der für die fremden Militärs in Anspruch genommenen Pouvoirs mit dem Bemerken

1904 betont, daß, falls die Erfahrung dieselben als ungenügend erweisen würde, wir dann genötigt wären, auf der Forderung des effektiven Kommandos der fremden Offiziere innerhalb der Kaders zu bestehen. Hiermit ist der von Euer Exzellenz gewünschte Vorbehalt ausgesprochen und wird derselbe zugleich als ein Pressionsmittel benutzt, damit die Pforte jene Pouvoirs in unvermindertem Ausmaße und in wirksamer Weise gewähre.

Wir benutzten zugleich diese Gelegenheit, um der Pforte, welche über den Ausschluß von Novipazar (Senica) und Tašlidža und der hauptsächlich albanesischen westlichen Distrikte der Vilajets von Monastir und Kossowo aus dem Bereiche der gegenwärtigen Gendarmeriereorganisation noch keine offizielle Mitteilung erhalten hatte, eine diesbezügliche Eröffnung zu machen. Diese bildet den Gegenstand des letzten Alineas der in Rede stehenden Pièce.

Im weiteren Anschlusse habe ich die Ehre, eine Abschrift des Begleitschreibens vorzulegen, womit ich und mein russischer Kollege unsere vorgestern bei der Pforte gemachte Démarche den Botschaftern von Deutschland, England und Italien sowie dem französischen Geschäftsträger zur Kenntnis brachten.

I. Beilage.

Die Botschafter Österreich-Ungarns und Rußlands an die Hohe Pforte.

Le Général de Giorgis Pacha et les Militaires des Grandes Puissances, appelés à collaborer avec lui à la réorganisation de la gendarmerie des vilayets de Kossovo, Monastir et Salonique, en vertu du point II de l'accord de Mürzsteg, ayant délibéré sur l'œuvre qui leur incombe, ont formulé leurs conclusions dans les rapports ci-annexés.

Les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie, y ayant adheré de leur côté, se font un devoir de les recommander à l'adoption intégrale du Gouvernement Impérial ottoman en le priant de prendre d'urgence et en conformité avec les dites conclusions toutes les mesures nécessaires pour que les susdits militaires puissent procéder sans délai à l'application de cette réforme dans les trois provinces.

Le concours des officiers des Grandes Puissances à la réorganisation en question ayant pour but d'améliorer la gendarmerie des trois vilayets et d'inspirer tant aux populations qu'au dehors la confiance désirable dans ce corps et l'efficacité de son service, il importe que les officiers étrangers qui y prendront part soient revêtus de l'autorité indispensable

pour l'accomplissement de leur mandat. Par conséquant, pour 1904
le cas où l'expérience venait à prouver que les pouvoirs réclamés pour eux sont insuffisants, les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie croient devoir se réserver la faculté de demander que le commandement effectif dans les cadres de la gendarmerie soit confié à ces officiers.

Il est entendu, que la réorganisation de la gendarmerie prévue par le point II de l'accord de Murzsteg ne doit s'étendre ni aux sandjaks de Tachlidja et Senica (Novipazar) ni aux parties occidentales des vilayets de Kossovo et Monastir à population arnaoute prédominante.

Pour ce qui est de ces dernières régions à savoir le sandjak de Koritsa sauf le kaza de Kastoria, le sandjak d'Elbassan, la partie ouest du kaza d'Ohrida, la presque totalité des sandjaks de Dibra et Prisren et la partie sud-ouest du sandjak d'Ipek, l'application de la présente réforme est réservée à une autre époque.

Le 30 avril 1904.

II. Beilage.

Die Botschafter Österreich Ungarns und Rußlands in Konstantinopel an die Botschafter von Deutschland, England und Italien und den französischen Geschäftsträger in Konstantinopel.

Les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie ont l'honneur de transmettre ci-près à Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur une copie de la communication qu'ils viennent d'adresser au Ministère Impérial ottoman des affaires étrangères au sujet de l'application du point II des décisions de Mürzsteg concernant la réorganisation de la gendarmerie dans les trois vilayets de Kossovo, Monastir et Salonique.

Le 30 avril 1904.

25.

Le baron Calice au comte Gołuchowski.

Constantinople, 30 mars 1904.

Freiherr von Calice an Graf Gołuchowski.

Konstantinopel, 30. März 1904.

Soeben erhalte ich die im Originale beifolgende neue Mitteilung der Pforte vom gestrigen Datum, mit welcher sie

1904 auf das letzte Promemoria der Ententebotschaft repliziert, indem sie bezüglich der Beschränkung der in den türkischen Dienst zu übernehmenden fremden Offiziere auf 25 und des Ausschlusses von Unteroffizieren auf ihrem Standpunkt besteht. Nach und nach wird sie wohl auch hierin nachgeben müssen. Betreffs unseres Verhaltens anläßlich dieser Pièce habe ich mit Herrn Zinoview noch nicht gesprochen.

Beilage.

Die Hohe Pforte an die k. u. k. Botschaft in Konstantinopel.

La Sublime Porte a eu l'honneur de recevoir la communication que Leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie ont bien voulu lui adresser le 15/28 mars 1904, relativement à la réorganisation de la gendarmerie des vilayets de Salonique, Monastir et Kossovo.

Leurs Excellences constatent que le Gouvernement Impérial ne revient pas dans sa dernière communication sur les objections précédemment formulées au sujet de l'admission de sous-officiers étrangers, et que partant, la divergence ne porte plus que sur le nombre des nouveaux officiers étrangers à engager, Ils estiment que le chiffre de vingt-cinq, auquel le Gouvernement Impérial veut limiter le nombre de ces officiers, n'est qu'un minimum indispensable et qu'il devra être augmenté au fur et à mesure du développement des mesures de réorganisation, jusqu'à concurrence de soixante.

Dans ces diverses communications, le Gouvernement Impérial a déjà eu l'honneur de faire connaître à Leurs Excellences son point de vue au sujet de la non-admission au service de l'État de sous-officiers étrangers, et de la fixation à vingt-cinq, du nombre maximum des officiers étrangers qui doivent aider à la réorganisation de la gendarmerie.

Le Gouvernement Impérial maintient ce point de vue et déclare, encore une fois, qu'il consent à engager après l'arrivée sur les lieux du Général Degiorgis Pacha, vingt-cinq officiers étrangers, que du reste, ce Général lui-même estime comme suffisant.

Le Gouvernement Impérial aime à espérer que Leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie, appréciant l'esprit de conciliation, dont il n'a cessé de fairé preuve, voudront lui faire part de leur plein accord à ce sujet.

Le 16 mars 1904.

---

26. 1904

Le baron Calice au comte Gołuchowski.

Pera, 5 avril 1904.

Freiherr von Calice an Graf Gołuchowski.

Telegramm. Pera, 5. April 1904.

Die Zirkumskriptionen wurden in der heutigen Sitzung der Militärkommission definitiv verteilt, wie folgt:

Österreich-Ungarn Vilajet Kossowo, Rußland Sandschak Saloniki, England Sandschak Drama, Frankreich Sandschak Seres, Italien Vilajet Monastir.

Bei Inanspruchnahme des letzteren Bezirkes gab der italienische Vertreter nachstehende Erklärung ab:

„Le Gouvernement italien demande que dans la répartition des circonscriptions pour la réorganisation de la gendarmerie la circonscription de Monastir lui soit attribuée avec la réserve que dans le cas où le siège du quartier-général du général de Giorgis viendrait à être transféré à Monastir une autre circonscription serait assignée à l'Italie."

Unser und der russische Adjoint erklärten protokollarisch ihr Einverständnis unter ausdrücklicher Bezugnahme auf Instruktionen der beiden Regierungen. Es wurde gegen obige Verteilung der Kontrollrayons von keiner Seite eine Einwendung erhoben.

27.

L'agent civil de Müller au comte Gołuchowski.

Saloniki, 24 mai 1904.

Zivilagent Hofrat von Müller an Graf Gołuchowski.

Saloniki, 24. Mai 1904.

Es bedarf keiner Begründung dafür, daß die Regelung der Zehentsteuer in diesem Lande eine unabweisbare Notwendigkeit ist. Sie ist sogar meiner Ansicht nach heute, wo wir die Anfänge der Gendarmerie-Reorganisation hinter uns haben, die dringendste aller hiesigen Reformfragen geworden, und zwar ebensowohl im Interesse einer definitiven Pazifizierung als überhaupt zur Konsolidierung der hiesigen Verhältnisse nach der wichtigsten, nämlich der wirtschaftlichen Seite hin.

Ich glaube, daß wenn es gelingt, den Zehent zu regeln und außerdem noch das Landesbudget bis zu dem Grade in

1904 Ordnung zu bringen, daß die Gehalte der Beamten und die normalen Truppenauslagen regelmäßig bezahlt werden können (was nach der Lage der Landesfinanzen bekanntlich unschwer möglich ist), überhaupt so ziemlich alles erreicht wäre, was das Mürzsteger Programm in erster Linie anstrebt, nämlich die Herstellung eines Regimes, das auf Jahre hinaus eine ruhige Weiterentwicklung der hiesigen Dinge möglich macht.

Gegen das System der Zehentsteuer an sich ist nichts einzuwenden: der Zehnt als aliquote Abgabe vom faktischen Arbeitsertrage ist nicht nur die den hiesigen primitiven Verhältnissen am besten angemessene Form der Bodensteuer, sondern auch für den Bauer leicht zu erschwingen. Wir sehen daher auch in fortgeschrittenen Ländern, wo die katastralen Vorarbeiten für eine agrikole Grundsteuer vorhanden sind, wie in Bosnien und der Hercegovina, daß an dem Zehent festgehalten wird, und zwar nicht im fiskalischen Interesse, sondern in erster Linie mit Rücksicht auf die ackerbautreibende Bevölkerung.

Nicht an der Steuerform als solcher liegt es also, wie bekannt, wenn der Zehent zu einer der odiosesten Lasten für den Bauer wird, sondern an der hier üblichen Form der Einhebung dieser Steuer, das ist der Zehentverpachtung im Versteigerungswege, durch welche der Zehent zum Spekulationsobjekt in den Händen einzelner skrupelloser Geschäftsleute gemacht wird.

In dem Reformprogramme vom Februar vorigen Jahres ist denn auch auf diese Übelstände Rücksicht genommen und verfügt der Punkt VII (Finances) dieses Programmes bezüglich der Zehenteinhebung das Folgende:

„La perception des dîmes se fera par voie d'affermage. L'affermage en gros est aboli et sera remplacé par la mise en adjudication par village et au nom des habitants. En cas de difficultés ceux-ci pourront recourir aux tribunaux. Dans le cas où personne ne se présenterait pour l'affermage des dîmes de certains villages, ou bien si le prix offert était inférieur à la valeur réelle des dîmes à adjuger, ces dîmes seront administrées en régie, conformément au règlement pour la matière."

Diese Bestimmungen des Reformprogrammes, welche im Vergleiche zu dem bisherigen Systeme den Vorteil bieten, daß die professionellen Zehentpächter eliminiert werden, sind zwar von der türkischen Regierung akzeptiert, aber nicht in Ausführung gebracht worden, und zwar, wie gleich beigefügt werden soll, in diesem Falle nicht durch eigene Schuld, sondern infolge Einspruches der Dette Publique.

Die Zehenten der makedonischen Vilajets befinden sich zum größten Teile als Garantieobjekt für die Zinsen der An-

leihe vom Jahre 1901 sowie für die Kilometergelder der Bahn- 1904
linien Jonction und Monastir in der Verwaltung der Dette Publique und diese letztere hat gegen die Durchführung der Februar-Reform, speziell insoweit dieselbe die Ausschließung der professionellen Zehentpächter involviert, ihr Veto eingelegt, weil sie besorgte, daß eine Abänderung des bisherigen Zehenteinhebungssystems eine Verminderung ihres Einkommens aus diesem Titel herbeiführen könnte.

Da der Punkt VII des Februar-Programmes in seiner vorliegenden Fassung auch die Annahme zuläßt, daß der Zehent von der Bevölkerung auf anderem als auf dem Versteigerungswege in Pacht gegeben werden könnte, so hat die Gesellschaft der Jonction-Linie auch noch ausdrücklich dagegen protestiert, daß von dem System der öffentlichen Versteigerungen abgegangen werde.

Die Dette Publique ließ sich nur insoweit zu einer Konzession herbei, als sie proponierte, daß den Dorfinsassen bei gleichem Anbote mit den professionellen Zehentpächtern das Vorzugsrecht zuerkannt werden solle.

Durch diese Haltung der Dette Publique sah sich die Pforte gezwungen, ihr bereits erlassenes Wesirialsschreiben, mit welchem die Durchführung der Zehentreform auf Grund des Februar-Programmes den Valis der drei makedonischen Vilajets aufgetragen worden war, zurückzuziehen und das alte System der Zehentverpachtung lediglich mit der letzterwähnten Modifikation wieder eintreten zu lassen.

Diese Modifikation, das ist das Zugeständnis eines Vorzugsrechtes bei gleichem Anbote, hat nun aber für den Bauer so gut wie gar keinen praktischen Wert — ja sie kann sogar zu einer neuen Gefahr für ihn werden; denn wenn der Bauer zusammen mit dem professionellen Zehentpächter zur Versteigerung kommt, so wird er von dem letzteren in der Regel prinzipiell überboten und hat dann noch den Schaden zu tragen, daß der Pächter bei der Zehenteinhebung, um auf seine Kosten zu kommen, noch mehr aus ihm herauszudrücken sucht als sonst.

Durch diese Art von „Zehentreform" wäre also nichts gewonnen.

Allerdings muß auch anerkannt werden, daß die Einwendungen, welche die Dette Publique gegen die Bestimmungen des Februar-Programmes erhoben hat, in mehrfacher Beziehung nicht ungerechtfertigt erscheinen.

Denn 1. wäre wirklich zu besorgen, daß durch die bloße Eliminierung der professionellen Zehentpächter, wenn dafür keine andere Korrektur geschaffen wird, der Steuerertrag in einer für den Staatsschatz bedenklichen Weise herabgedrückt werden könnte;

1904 2. ist die Zehenteinhebung in staatlicher Regie, welche supplementär einzutreten hätte, eine Eventualität, die bei den hier augenblicks gegebenen Verhältnissen sowohl im Interesse des Perzipienten als auch des Kontribuenten auf das Mindestmaß eingeschränkt bleiben muß, und

3. läßt das Februar-Programm die Frage offen, ob die Zehentverpachtung an die Bauern im Versteigerungswege zu geschehen habe oder was sonst an deren Stelle treten solle.

Auch eine strikte Durchführung des Februar-Programmes würde daher, wie man sieht, in der Zehentfrage keine vollkommen befriedigende Lösung schaffen, namentlich aber keine genügende Garantie für die gebotene Wahrung der fiskalischen Interessen bieten.

Um diesen letzteren ebenso wie den Bedürfnissen des einheimischen Landmannes gerecht zu werden, hat Hilmi Pascha, von dem Standpunkte des Februar-Programmes ausgehend, bereits im vorigen Jahre ein Projekt für die Zehentregulierung entworfen, welches wir mit ihm zusammen einer mehrfachen Beratung unterzogen haben und das sich in seiner nunmehr vorliegenden Form folgendermaßen darstellt:

1. Für jede Ortsgemeinde wird von Regierungs wegen der durchschnittliche Zehentertrag der letzten fünf Jahre ermittelt und der sich so ergebende Geldbetrag als Steuer vorgeschrieben. Eine Zehentversteigerung entfällt hiermit definitiv.

2. Dieser Zehentbetrag soll für drei Jahre invariabel bleiben. Auf diese Weise würde nicht nur in den Landeseinnahmen eine wünschenswerte Stabilität, sondern auch der für die Hebung der Landwirtschaft wichtige Vorteil geschaffen, daß während der jeweiligen mehrjährigen Zehentperiode alle Ameliorationen im Ernteertrage dem Bauer zugute kommen. Für den Fall abnormaler Elementarschäden (aber auch nur in diesem Falle) kann anderseits durch Fristerstreckung für die Abgabeleistung, eventuell, insoweit dies nach den bestehenden Gesetzen möglich ist, durch Steuernachlässe abgeholfen werden.

3. Für die Zahlung des Zehenten haftet die Ortsgemeinde solidarisch. Die Repartition des gesamten Zehentbetrages auf die einzelnen Kontribuenten erfolgt in autonomer Weise durch die Gemeinde auf Basis des jeweiligen faktischen Ernteertrages. Diese Repartition steht unter Kontrolle der Behörden, um einseitige Benachteiligungen des Schwächeren durch den Stärkeren hintanzuhalten.

4. Für die Zehentabstattung sind rationelle Zahlungstermine einzuführen, wie sie der Leistungsfähigkeit der hierländischen Bauern am besten entsprechen. Demgemäß sind alljährlich vier Zahlungstermine in Aussicht genommen, vom

Juli bis zum November, das heißt während jener Periode, wo 1904
der Bauer seine Ernte zum Markte bringt. Frühere Zahlungsfristen wären nachteilig, weil sie den Bauer zwingen würden, Geld zu Wucherzinsen aufzunehmen; anderseits wäre aber eine Ausdehnung der Zahlungsfristen über den November hinaus bedenklich, weil der Bauer dann erfahrungsgemäß sein Geld nicht mehr zusammenhält.

Wie man sieht, handelt es sich bei dem vorliegenden Projekte um eine Art Zehentpauschalierung auf möglichst populärer und dabei auch vom fiskalischen Standpunkte rationeller Grundlage.

Nach meiner Anschauung, welche sich auf praktische Studien aus der Zeit meiner Verwaltungstätigkeit in Bosnien stützt, ist die vorliegende Lösung der Zehentfrage eine sehr glückliche. Mein russischer Kollege und ich haben dieses Projekt mit mehreren hiesigen Fachmännern besprochen und durchaus die Versicherung erhalten, daß dasselbe auch den Landesverhältnissen gut angepaßt ist und bei der Bevölkerung auf eine sympathische Aufnahme rechnen kann.

Für letzteres sprechen übrigens praktische Versuche, die bereits vor mehreren Jahren mit einem ähnlichen, aber nicht so vervollkommneten Pauschalierungssystem im Vilajet Üsküb (Preschowo) gemacht worden sind und über die unter anderem auch Konsul Pára sehr günstig berichtet hat.

Zugunsten des vorliegenden Projektes spricht schließlich gewiß auch der Umstand, daß die bosnische Landesverwaltung eben jetzt zu dem Resultate gelangt ist, ein ganz ähnliches Zehentpauschalierungssystem in Erwägung zu ziehen, womit sie nur den Wünschen der interessierten Bevölkerungskreise entgegenkommt. Dabei bietet das hierländische Projekt den Vorteil leichterer Durchführbarkeit, da es nicht mit einzelnen Kontribuabeln zu rechnen hat, sondern auf der solidarischen Steuerleistung ganzer Ortsgemeinden basiert ist.

Nichtsdestoweniger wäre es wohl übereilt, gleich mit einem Schlage an die Adoptierung des vorliegenden Projektes für das ganze Land herantreten zu wollen.

Dagegen sind wir der Ansicht, daß es dringend wünschenswert ist, dieses Zehentsystem ohne Zeitverlust schon in der heurigen Zehentkampagne versuchsweise in Anwendung zu bringen.

Dieser Versuch wäre zunächst nur in einem ganz kleinen Umfange, etwa in 50 Ortschaften (von zirka 10.000 des ganzen Landes), zu machen. Bei der Auswahl dieser Ortschaften wären die verschiedensten Landesteile zu berücksichtigen und wäre die Einführung des neuen Zehentsystems für die Bevölkerung fakultativ. Zunächst wären auch nur solche Landgemeinden zu dem Versuche heranzuziehen, welche

1904 möglichst homogene Bevölkerungsverhältnisse besitzen und hierdurch günstige Vorbedingungen für eine autonome Tätigkeit der Ortsinsassen bei der Steuerrepartition bieten.

Während dieser Versuchsperiode hätte in allen übrigen Landesteilen das bisherige Zehentpachtsystem bis auf weiteres in Funktion zu bleiben.

Hilmi Pascha glaubt sicher zu sein, daß das vorliegende Projekt bei der Pforte eine günstige Aufnahme finden wird.

Dagegen ist es nach den vorjährigen Präzedentien wohl recht möglich, daß die Dette Publique auch diesmal wieder den Versuch machen könnte, gegen die geplante Zehentreform Stellung zu nehmen.

Für diesen Fall ist zunächst festzustellen, daß das allgemeine Vetorecht, das sich die Dette Publique im vorigen Jahre gegenüber der Zehentreform vindiziert hat, meiner Ansicht nach durch formelle Rechtsgründe nicht aufrecht zu erhalten ist.

Allerdings enthält die Konvention, betreffend die Zinsengarantie für die Anleihe vom Jahre 1901, die Klausel, daß für die Dauer dieses Zinsendienstes die ottomanische Regierung auf eine Abänderung des bestehenden Zehentsteuersystems ohne vorheriges Einvernehmen mit der Dette Publique verzichtet.

Eine gleiche einschränkende Bestimmung ist aber in den Kontrakten, welche die Kilometergarantie für die Bahnlinien Jonktion und Monastir regeln, nicht enthalten.

Nachdem nun aber für die Zinsengarantie der Anleihe von den hiesigen Vilajets in der erwähnten Konvention ausdrücklich nur die Zehenten der Kazas von Djumaya und Serfidje der Dette Publique verpfändet sind, so kann man letzterer höchstens das formelle Recht zuerkennen, einer Zehentreform in Djumaya und Serfidje Widerstand zu leisten, nicht aber ein faktisches Vetorecht gegen die ganze makedonische Zehentreform auszuüben.

Die Dette Publique wird sich hoffentlich auch nicht auf die Dauer der Erkenntnis verschließen, daß es monströs wäre, wenn sie sich zu den ausdrücklichen Bestimmungen des europäischen Reformprogrammes in einen Gegensatz um jeden Preis setzen wollte.

Übrigens hat die Dette Publique selbst bei ihrem vorjährigen Einspruche gegen die Zehentreform die Beibehaltung des alten Systems zunächst nur auf ein Jahr beansprucht, indem sie die Annahme aussprach, daß eine ausgedehntere Reform des Zehentwesens in Makedonien möglich sein werde, „dans le cas où l'année prochaine la situation des trois vilayets serait plus normale". Daß letzteres nunmehr eingetreten ist, wird wohl auch die Dette Publique nicht in Abrede stellen können.

Hilmi Pascha hat, wie er uns mitteilt, sein im vorste- 1904
henden skizziertes Zehentreformprojekt soeben wieder bei der Pforte dringend in Anregung gebracht, damit dasselbe noch während der heurigen Zehentkampagne (ab Ende Juni) versuchsweise in Anwendung gebracht werden könne.

Bei der hohen Wichtigkeit, welche wir der Regelung der Zehentfrage im allgemeinen und dem Versuche einer rationellen Lösung derselben durch das vorliegende Projekt im speziellen zuerkennen, erlaube ich mir, im Einvernehmen mit meinem russischen Kollegen die Bitte zu unterbreiten, hochgeneigtest dahin wirken zu wollen, daß die Pforte dem Ansuchen Hilmi Paschas ohne Zeitverlust ihre Genehmigung erteile, anderseits aber, daß rechtzeitig jene Bedenken beseitigt werden mögen, welche etwa wieder von Seite der Dette Publique gegen das vorliegende Zehentreformprojekt erhoben werden könnten.

28.

Le baron de Calice au comte Gołuchowski.

Jeniköj, 22 juin 1904.

Freiherr von Calice an Graf Gołuchowski.

Jeniköj, 22. Juni 1904.

Ungeachtet aller positiven Angaben und Beteuerungen der Pforte betreffs der Sicherstellung des Soldes und der sonstigen Erfordernisse der makedonischen Gendarmerie ist die Unterzeichnung der bezüglichen Konvention mit der Ottomanbank tatsächlich erst am 18. d. M. erfolgt und ich bin heute endlich in der Lage, eine Abschrift dieser Konvention samt der einschlägigen Einbegleitung der Pforte Euer Exzellenz vorzulegen.

Hochdieselben wollen zugleich aus dem Konventionstexte entnehmen, daß diese Abmachung nicht für zwei Jahre, wie wir zu erwarten Grund hatten, sondern vorerst nur für ein Jahr abgeschlossen wurde. Immerhin ist dies bei der wirklich sehr großen Finanznot der Pforte ein Erfolg und es ist schwer zu sagen, welche ungemeine Mühe, welche unzählige Vorstellungen und Urgenzen es den beiden Ententebotschaften gekostet hat, denselben zustande zu bringen.

Beilage.

Die hohe Pforte an die k. u. k. Botschaft in Konstantinopel.

L'Ambassade de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique trouvera ci-près le texte de la Convention passée avec

1904 la Banque Impériale Ottomane au sujet du service de la solde de la gendarmerie des vilayets de Salonique, Monastir et Kossovo qui faisait l'objet de la notice du 13/26 avril dernier.

Entre

Son Altesse Férid Pacha, Grand Vézir, et Son Excellence Réchard Pacha, Ministre des Finances, agissant au nom et pour le compte du Gouvernement Impérial ottoman, en vertu d'un Iradé de Sa Majesté Impériale le Sultan, en date du 20 mai 1320 (1904), d'une part;

et Monsieur J. Deffès, Directeur Général et Son Excellence Pangiris Bey, Directeur de la Banque Impériale Ottomane, agissant au nom et pour le compte de cet établissement d'autre part;

il a été arrêté et convenu ce qui suit:

Article 1.

Le Gouvernement Impérial ottoman charge la Banque Impériale Ottomane du service de la solde de la gendarmerie des vilayets de Salonique, de Monastir et de Kossovo.

Une liste des fonctionnaires dont la solde devra être payée par la Banque Impériale Ottomane sera remise à celle-ci par le Ministère Impérial des Finances.

Article 2.

La Banque Impériale Ottomane s'engage à payer mensuellement l'allocation de la gendarmerie figurant sur la liste précitée et ce, pour la période d'une année à partir de la date de la signature de la présente.

La somme à payer pour l'année ne pourra excéder L. T. 250.000.

Article 3.

Le montant des paiements à effectuer dans les vilayets de Salonique, de Monastir et de Kossovo sera prélevé sur le produit de la taxe des moutons et des animaux domestiques.

Toute insuffisance constatée dans les dits prélèvements, jusqu'à concurrence de L. T. 250.000, sera remise à la Banque Impériale Ottomane sur les dîmes des vilayets de Kossovo et de Monastir.

Article 4.

Le Gouvernement Impérial ottoman s'engage à faire remettre, au temps opportun, par les dits vilayets de Kossovo et Monastir à la Banque Impériale Ottomane des bons de

dûniers libellés payables à l'ordre de la Banque Impériale 1904
Ottomane ou des Agents qu'elle serait dans le cas de désigner.

Comme garantie supplémentaire des débours découlant du service qui est confié à la Banque Impériale Ottomane, le Gouvernement Impérial ottoman s'engage à procéder d'ores et déjà aux formalités nécessaires auprès de la Dette Publique Ottomane en vue d'assurer à la Banque Impériale Ottomane un gage sur les excédenfs des garanties kilométriques et des affectations d'emprunts jusqu'à concurrence de L. T. 250.000; les avances de L. T. 200.000 de la Compagnie du chemin de fer d'Anatolie du 4/17 février 1904 et de L. T. 150.000 de la Banque Impériale Ottomane du 13/26 Mai 1904, ainsi qu'une somme de L. T. 30.000 à payer éventuellement pour frais constatés des transports militaires aux Compagnies des chemins de fer orientaux et de jonction, actuellement garanties par ce même revenu, auront la priorité de remboursement sur la présente avance de L. T. 250.000.

Il est bien entendu que ce gage subsidiaire sera réduit au fur et à mesure des encaissements effectués sur les affectations désignées à l'article 3, proportionnellement à ces encaissements.

Article 5.

Le compte spécial ouvert pour le service de la solde de la gendarmerie des trois vilayets de Roumélie sera productif d'un intérêt de sept pour cent (7%) l'an.

Article 6.

Le dit compte sera tenu à Constantinople en or. Les diverses monnaies encaissées sur les affectations désignées à l'article 3 seront converties en livres turques, au cours moyen, suivant le bulletin officiel de la bourse de Constantinople. Le produit de ces encaissements, de même que ceux effectués en or, seront portés par la Banque Impériale Ottomane, déduction faite de tous frais, au crédit du compte de l'avance à la date à laquelle elle aura reçu avis de l'encaissement.

Fait en double à Constantinople, le 5/18 juin (1904) 1320.

29.

Les résultats obtenus jusqu'en 1904 de l'action de réforme en Macédoine.

Die bisherigen Ergebnisse des Reformwerkes in den makedonischen Vilajets, dargestellt auf Grund der den Botschaften der Ententemächte in Konstantinopel vorliegenden Berichte der Zivilagenten Österreich-Ungarns und Rußlands.

TURQUIE.

1904 Die Durchführung des Mürzsteger Programms begann im Januar dieses Jahres mit Entsendung der zur Kontrolle der Reformaktion in den makedonischen Vilajets berufenen Zivilagenten Österreich-Ungarns und Rußlands und mit der Heranziehung von Offizieren der Großmächte zur Reorganisierung der Gendarmerie.

Die Tätigkeit der Zivilagenten hat sich praktisch in der Weise ausgebildet, daß sie in gemeinsamer Arbeit mit dem Generalinspektor Hussein Hilmi-Pascha einen umfassenden Einblick nicht nur in die Details des Reformwerkes, sondern auch in das allgemeine Funktionieren des Verwaltungsapparates gewonnen haben und in der Lage sind, nach mancher Richtung hin eine fühlbare Kontrolle auszuüben.

Die Bevölkerung hat von Anfang an Verständnis für die Vorteile gezeigt, welche die Vermittlung der europäischen Kontrollorgane für die Besserung ihrer Lage darbietet.

Dies kommt in der Weise zum Ausdrucke, daß sich die einheimischen Kreise — in erster Linie die Christen — in allen möglichen Angelegenheiten mit Bitten und Beschwerden an die Zivilagenten wenden, welche ihrerseits diese Anliegen in einem möglichst abgekürzten Verfahren mit dem Generalinspektor zur Austragung bringen. Im ersten Halbjahre sind rund 600 derlei Reklamationen der Erledigung zugeführt worden, aus denen sich übrigens auch mannigfache Anregung zu organisatorischen Neuerungen schöpfen ließ.

Obgleich es in der Natur der Sache gelegen ist, daß nicht alle diese Anliegen nach Wunsch der Bittsteller ausgetragen werden konnten, so hat doch dieser Teil der Tätigkeit der Zivilagenten wesentlich dazu beigetragen, der Bevölkerung wie den Behörden das Gefühl beizubringen, daß durch die jüngste Reformaktion ein Umschwung der Dinge angebahnt wurde, der allen berechtigten Interessen Schutz zu gewähren und ein Regime einseitiger Vergewaltigung unmöglich zu machen verspricht.

Dieses Gefühl hat durch die Berufung der fremden Offiziere eine merkliche Kräftigung erhalten. Diese Herren, der Elite ihrer Armeen entnommen und mit besonderer Rücksicht auf ihre schwere Mission ausgewählt, haben sich bereits über das Land verteilt, bereisen dasselbe und bringen eventuell von ihnen beobachtete Mißstände zur Kenntnis der Zivilagenten.

Der moralische Effekt des Zusammenwirkens dieser Kontrollorgane ist heute schon zu verspüren: Dasselbe erweckt nicht nur Vertrauen bei der Bevölkerung; sondern bleibt auch auf die Behörden nicht ohne Einfluß. Es entwickelt sich immer mehr die Überzeugung, daß eine Rückkehr der früheren Zustände ausgeschlossen ist.

Die allgemeine Lage im Lande hat sich, wie jede unbe- 1904
fangene Beobachtung zugeben muß, im Vergleiche zur letztvorhergegangenen Periode zusehends gebessert.

Es wäre müßig, untersuchen zu wollen, wie viel hiervon ausschließlich auf Rechnung der Reformaktion zu setzen ist. Unzweifelhaft haben auch andere äußere Umstände wesentlich dazu beigetragen, diese Besserung der Lage herbeizuführen: so vor allem das natürliche Ruhebedürfnis der Bevölkerung nach der Überanspannung aller Kräfte während der Aufstandsjahre und, nicht zuletzt die antirevolutionären Maßnahmen, welche die bulgarische Regierung auf Grund ihres Abkommens mit der Pforte getroffen hat.

Die bäuerliche Bevölkerung geht mit sichtlichem Eifer ihrer lang vernachlässigten Arbeit nach und der Handel hat nach dem Urteil der Saloniker Kommissionäre, welche das Innere des Landes versorgen, einen Aufschwung genommen, wie er seit Jahren nicht da war.

Von den Flüchtlingen, welche während der letzten zwei Aufstandsjahre in Bulgarien eine Zuflucht gesucht hatten, waren bis zum August d. J. nach den drei makedonischen Vilajets (Adrianopel nicht eingerechnet) über 6000 Personen, das ist 86 Prozent der Gesammtzahl, in die Heimat zurückgekehrt. Der Zuzug hält noch an und dürfte voraussichtlich zu einer gänzlichen Repatriierung führen.

Die hier geschilderte Besserung der allgemeinen Lage ist unzweifelhaft als eine günstige Vorbedingung für den Ausbau der Reformen anzusehen; anderseits aber hat das große Transformationswerk, das in den makedonischen Provinzen vollbracht werden soll, außer mit den ihm naturgemäß innewohnenden Schwierigkeiten noch mit Hindernissen besonderer Art zu rechnen.

In dieser Hinsicht ist vor allem darauf hinzuweisen, daß in türkischen Regierungskreisen nur zu oft noch die Tendenz wahrnehmbar ist, althergebrachte Mißbräuche in der Verwaltung fortdauern zu lassen und jedweder Neuerung einen passiven Widerstand entgegenzusetzen. Die ottomanische Regierung ist schlecht beraten, wenn sie, anstatt das Reformwerk, so weit es an ihr liegt, loyal und tatkräftig zu fördern, bestrebt ist, demselben Hindernisse in den Weg zu legen.

Wesentliche Schwierigkeiten ergeben sich ferner aus der revolutionären Propaganda, der Feindseligkeiten der verschiedenen christlichen Bevölkerungselemente und endlich aus der finanziellen Lage.

Die revolutionären Komitees, welche die letzte aufständische Bewegung in Szene gesetzt haben, streben einen Umsturz der türkischen Herrschaft an. Die Durchführung des

1904 Mürzsteger Programmes läuft daher ihren Zielen direkt zuwider und die Reformaktion hat deshalb im wesentlichen mit dem Widerstande dieser noch immer einflußreichen Organisation zu rechnen.

Kaum weniger hinderlich erweist sich in der Praxis der tiefe Zwiespalt, der zwischen den verschiedenen Elementen der einheimisch-christlichen Bevölkerung herrscht und der in der letzten Zeit sogar eine Verschärfung erfahren hat. Die kirchlichen und nationalen Streitigkeiten, welche zwischen Exarchisten und Patriarchisten, zwischen Griechen, Serben, Bulgaren und Walachen bestehen und zu den gewalttätigsten Ausbrüchen der Parteileidenschaft geführt haben, sind zu bekannt, um eine nähere Erörterung nötig zu machen.

Die Zivilagenten vertreten demgegenüber den Standpunkt des unparteiischen Interesses der Mächte für sämtliche Bevölkerungselemente des Landes, indem sie nach dem Prinzipe vorgehen, daß revolutionären Auswüchsen zwar auch auf kirchlichem Gebiete mit aller Entschiedenheit entgegengetreten werden muß, die berechtigten Interessen der verschiedenen Parteien aber eine um so sorgfältigere Berücksichtigung erheischen.

Was schließlich die Frage der Landesfinanzen betrifft, so ist dies der Punkt, dem nunmehr das Hauptaugenmerk der Reformorgane sich zuzuwenden haben wird.

Den türkischerseits zusammengestellten Daten zufolge würden unter normalen Verhältnissen die Einnahmen der drei Provinzen nach Abzug der Aufwendungen für den Dienst der auf ihnen lastenden Schulden und sämtlicher Verwaltungskosten einen jährlichen Überschuß — nach Schätzung des Generalinspektors 15 Millionen Franken — ergeben, der bei guter Finanzwirtschaft vollauf genügen sollte, um die Kosten des Unterhaltes der in gewöhnlichen Zeiten im Lande dislozierten Truppen zu decken.

Die Verhältnisse der letzten Jahre haben nun aber zu einer Erhöhung des Truppenstandes auf ein Mehrfaches des Normalen geführt und infolgedessen sowie infolge der ungenügenden Zuschüsse aus den Reichskassen ist die Finanzlage jener Provinzen heute eine vollständig zerrüttete.

Während der ganzen letzten Periode ist weder eine regelmäßige Bezahlung der Beamten noch der Truppen möglich gewesen, Rückstände von drei bis vier Monaten bilden die stehende Regel.

Es ist klar, daß eine intensive Ausbildung des Reformwerkes vor allem die Herstellung des Gleichgewichtes in den Landesfinanzen zum mindesten in dem Maße nötig macht, daß die regelmäßige Auszahlung der Beamtengehalte und des Truppensoldes garantiert erscheint.

In diesem Augenblicke, wo die Deckung der laufenden 1904
Verwaltungskosten noch Schwierigkeiten begegnet, erweist es sich natürlich als eine besonders komplizierte Aufgabe, auch noch für die speziellen Auslagen aufzukommen, die mit der Durchführung gewisser Punkte des Reformprogrammes verbunden sind.

Hierher gehören vor allem der Wiederaufbau der zerstörten Ortschaften und die definitive Reinstallierung der zurückgekehrten Flüchtlinge.

Dem Generalinspektor ist für diese Zwecke ein Fonds von 35.000 türkischen Pfund zur Verfügung gestanden, der sich jedoch kaum ausreichend zeigte, um der notleidenden Landbevölkerung über den Winter hinwegzuhelfen.

Eine Rekonstruktion der zerstörten Bauernhäuser in ihrer früheren, zum Teile sehr stattlichen Form ist eine unerläßliche Vorbedingung für eine definitive Stabilisierung der Verhältnisse, bei der gegebenen materiellen Lage der Bevölkerung aber nur durch eine kräftige Staatshilfe zu erreichen.

Wie man sieht, reduziert sich die Reformfrage in diesem Punkte, wie in so manchem anderen, auf eine Geldfrage.

Die Zivilagenten haben auf Grund einer eingehenden Bereisung der betreffenden Landesteile mit der Ausarbeitung eines Projektes für den allgemeinen Aufbau der zerstörten Bauernseßhaftigkeiten begonnen; dieses Projekt faßt auch die Beschaffung der erforderlichen finanziellen Bedeckung ins Auge. Was nun die Herstellung des Gleichgewichtes in den Landesfinanzen im allgemeinene btrifft, so bildet dieselbe, insbesondere die Kontrolle der Finanzgebarung in den einzelnen Details und die Aufstellung eines geordneten Einnahmen- und Ausgabenetats die nächste Aufgabe, an welche baldmöglichst herangetreten werden muß.

Einzelne Vorarbeiten hierzu sind bereits erledigt und die Einkassierung sämtlicher Staatseinnahmen durch die Filialen der Ottomanbank angebahnt.

Bezüglich einer der wichtigsten Institutionen — der Gendarmerie — ist es bereits gelungen, die erwünschte finanzielle Stabilität herzustellen. Der Jahresbedarf für den makedonischen Gendarmeriedienst ist bankmäßig sichergestellt und die Auszahlung der Offiziersgehalte und Mannschaftslöhne, welche beide eine entsprechende Aufbesserung erhalten haben, erfolgt in der regelmäßigsten Weise.

Bereits in der ersten Reformperiode ist durch den Generalinspektor auch für eine Einbeziehung des nicht mohammedanischen Elements in die Gendarmerie vorgesorgt worden; das christliche Kontingent, in welchem alle verschiedenen Konfessionen und Nationalitäten vertreten sind, macht gegenwärtig 23 Prozent des gesamten Mannschaftsstandes aus.

1904 Die zur Reorganisierung der Gendarmerie berufenen fremdländischen Offiziere sind mit einer weiteren Sichtung des Personales beschäftigt, welche in voraussichtlich kurzer Zeit zur definitiven Konstituierung des makedonischen Gendarmeriekorps führen wird.

Es darf als eine erfreuliche Erscheinung auf diesem Gebiete verzeichnet werden, daß seit den letzten Monaten unter den zahlreichen Eingaben, welche bei den Zivilagenten einlaufen, fast gar keine Klagen über die Gendarmerie vorkommen.

Eine gründliche Reorganisation hat auch die Institution der Feldhüter (Bekdji) erfahren. Diese werden nämlich, nach dem vom Generalinspektor schon im Vorjahre eingeführten System, von den Gemeinden selbst gewählt; sie müssen aber Ortsinsassen sein und zu jener Konfession gehören, zu der sich die Mehrheit in der betreffenden Gemeinde bekennt.

Auf diese Weise sind über 3000 Bekdjis aufgestellt worden, während es in einigen Landesteilen früher zumeist eingewanderte Arnauten waren, die diese Stellen an sich zu reißen wußten und sie zu einer drückenden Last für die Bauern machten.

Durch die Regelung der Feldhüterfrage ist somit ein wichtiger Teil der albanesischen Frage im Sinne des Reformprogrammes gelöst worden. Im übrigen haben die militärischen Expeditionen, welche sowohl heuer als im Vorjahre gegen die arnautischen Bergstämme geführt wurden, wenn auch nicht die volle Herstellung des wünschenswerten Zustandes, so doch eine Besserung in dem Sinne gebracht, daß die traditionellen Gewalttaten der Arnauten gegen die christlichen Einwohner der angrenzenden Gebietsteile eine bedeutende Verminderung erfahren haben. Die Regierung ist, um dieses Ziel zu erreichen, mit einer an ihr bisher ungewohnten Energie vorgegangen.

Die definitive Lösung der Arnautenfrage im Sinne des Reformprogrammes wird jedoch, wenn ernste Erschütterungen vermieden bleiben sollen, nur durch eine sukzessive, nicht überstürzte Aktion zu erreichen sein.

Als Beleg dafür, wie weit die Regierung bereits gegangen ist, mag der Umstand dienen, daß seit Beginn der Reformaktion 153 albanesische Unruhestifter exiliert worden sind. Die letzte Amnestie wurde auf diese Elemente nicht ausgedehnt.

Das Prinzip einer prozentualen Berücksichtigung aller Bevölkerungselemente ist wie bei der Gendarmeriemannschaft und den Feldhütern auch bei der in diesem Jahre erfolgten Neuwahl der Gemeindevertretungen unter Kontrolle der Zivilagenten zur Anwendung gekommen. So hat beispielsweise die Stadtgemeinde Saloniki eine den Bevölkerungsverhältnissen

entsprechende Anzahl von bulgarischen Gemeindevorstehern 1904
(Muktare) erhalten.

Auf dem Gebiete der Verwaltungs- und Justizreform ist bereits in der ersten Zeit nach dem Dienstantritte des Generalinspektors eine entsprechende Vermehrung des Beamtenpersonales durchgeführt und auch auf die Heranziehung des christlichen Elementes zum Staatsdienste Bedacht genommen worden. Gleichzeitig hat eine Sichtung des Beamtenmateriales stattgefunden, welche zur Destituierung oder Versetzung von über tausend Angestellten der verschiedensten Verwaltungszweige geführt hat. Ein bleibender Effekt dieser Purifizierung wird allerdings zum großen Teile erst dann erreicht werden können, wenn die Beamtenschaft in materieller Beziehung sichergestellt und von korrumpierenden Einflüssen befreit sein wird.

Die Zahl der bis Ende Juli dieses Jahres angestellten christlichen Beamten betrug — die Polizei eingerechnet — 311. Es ist das immerhin ein bemerkenswertes Kontingent und es wird auch weiterhin auf die Beteiligung des christlichen Elements an der Verwaltung gesehen werden. Die Bedingung für dessen Zulassung bilden nach den bestehenden Normen lediglich die nötigen Vorstudien, Kenntnis der türkischen Sprache und politische Vertrauenswürdigkeit. Freilich ist es nicht immer ganz leicht, einheimische christliche Kandidaten zu finden, welche diesen Ansprüchen vollkommen zu genügen vermögen.

Die Amnestie für die politisch Kompromittierten aus den Vorjahren ist unter eingehender Kontrolle der Zivilagenten in rascher und durchaus liberaler Weise durchgeführt und die ursprünglich bestimmte Frist für die straffreie Rückkehr sogar um einen Monat für diejenigen verlängert worden, von welchen anzunehmen war, daß sie von der Verkündung nicht rechtzeitig Nachricht erhielten. Im ganzen haben über 2000 Personen von der Amnestie Gebrauch gemacht.

Die relative Beruhigung, welche im Lande eingetreten ist, hat es möglich gemacht, schon jetzt an eine der wichtigsten ökonomischen Fragen — die der Zehentsteuerreform — heranzutreten.

Die mit dem bisherigen System der Versteigerung verbundenen Übelstände haben diese an sich nicht unpopuläre Steuerform zu einem der Hauptklagepunkte des makedonischen Bauern gemacht. Es ist das Verdienst des Generalinspektors Hussein Hilmi Pascha, ein System vorgeschlagen zu haben, welches ebenso diesen Übelständen abhilft, wie es nach der ökonomischen und fiskalischen Seite hin Vorteile verspricht.

Dieses in Gemeinschaft mit den Zivilagenten ausgearbeitete Projekt beseitigt die Zehentverpachtung und legt der

1904 Steuerbemessung den Durchschnittsertrag der letzten fünf Jahre zugrunde. Steuerträger ist die Ortsgemeinde, welche die Repartition auf die einzelnen Gemeindemitglieder auf Grundlage des faktischen Ernteertrages selbst besorgt. Die vorgeschriebene Steuer bleibt während dreier Jahre unveränderlich, so daß die Ameliorationen während dieser Zeit den Kontribuenten zugute kommen. Die Zahlung erfolgt in vier Raten von August bis November, das heißt in jener Periode, wo der Bauer seine Ernte zu Markte bringt und somit die Barzahlung am leichtesten möglich ist.

Die Pforte hat zu dem vorliegenden Projekte eine Variante ausgearbeitet, welche die Steuerrepartition auf das Ausmaß des individuellen Grundbesitzes basiert.

Beide Projekte sind versuchsweise in je zehn Landgemeinden des Vilajets Monastir fakultativ eingeführt worden und sollen diese Versuche als Basis für die ehetunlichste Ausdehnung der Reform im großen Stile dienen.

Die große Zahl der Ortschaften, die sich als Versuchsstationen meldeten und das Verständnis, welches die Bevölkerung aller Konfessionen für die Sache zeigte, berechtigen in dieser Hinsicht zu den besten Hoffnungen. Die Wahrnehmungen, die sich seither ergeben haben, bestätigen diese günstige Annahme: Bei dem Fälligkeitstermine der ersten Zehentrate ist nicht nur diese eine Ratenzahlung von sämtlichen Ortschaften anstandslos geleistet worden, sondern mehrere Gemeinden haben sogar aus freien Stücken die ganze Jahresschuldigkeit auf einmal abgestattet.

Wien, 22. November 1904.

30.

Le baron de Calice au comte Gołuchowski.

Constantinople, 18 decembre 1904.

Freiherr von Calice an Graf Gołuchowski.

Telegramm. Konstantinopel, 18. Dezember 1904.

Signierte Note der fünf an der Offiziersfrage beteiligten Botschaften heute durch Legationsrat Otto, Minister des Äußern, überreicht. Text lautet:

„Les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie, de France, d'Italie, de Russie et le Chargé d'affaires de Grande-Bretagne ont l'ordre de leurs Gouvernements respectifs d'insister auprès du Gouvernement ottoman pourqu'il sanctionne sans

retard leur décision d'augmenter de vingt-trois le nombre de 1905
leurs officiers chargés de réorganiser la gendarmerie dans les districts auxquels s'applique le programme de Mürzsteg.

La décision prise en conformité d'un avis formulé à Salonique en septembre dernier par les délégués militaires des Puissances siégeant sous la présidence de De Giorgis Pacha reste largement en deçà du chiffre 60 auquel la commission technique réunie à Constantinople l'hiver dernier avait fixé le nombre des officiers à faire venir en vue de la réorganisation de la gendarmerie macédonienne.

Les récents attentats qui se sont produits en Macédoine fournissent un motif de plus pour justifier le renforcement de cette gendarmerie par des officiers européens.

Les Contingents anglais, austro-hongrois et russe sont déjà arrivés; ceux de France et d'Italie arriveront incessamment.

En présence de ces diverses circonstances les Ambassadeurs de etc. sont chargés par leurs Gouvernements respectifs d'insister conjointement et solidairement auprès du Gouvernement ottoman pourqu'il admette sans retard à son service et à sa solde ces divers officiers."

Baron Marschall, der in dieser Frage nicht in der gleichen Lage ist wie die fünf Kollegen, hat zwar diesen Schritt nicht mitgemacht, verhält sich aber dazu sympathisch und ist geneigt, denselben zu unterstützen.

Nach ihm wäre übrigens die Pforte bereits auf dem Punkte nachzugeben und glaubt er, daß der Schritt, den ich vorgestern Abend bei Tevfik Pascha machte, dazu beigetragen hat.

31.

Le baron de Calice au comte Gołuchowski.

Constantinople, 4 janvier 1905.

Freiherr von Calice an Graf Gołuchowski.

Konstantinopel, 4. Jänner 1905.

Ich beehre mich, Euer Exzellenz hierneben eine Abschrift der Antwort der Pforte auf die gemeinsame signierte Note der an der Offiziersfrage beteiligten Botschaften, ddo. 18. d. M., ganz ergebenst vorzulegen.

Gegenüber der bisherigen türkischen Obstruktion bedeutet das in dieser Pièce zutage tretende, wenn auch bedingte Einlenken immerhin einen namhaften Fortschritt in

1905 obiger Frage. Allerdings ist die daselbst ausgedrückte Bereitwilligkeit, die 23 neuen Offiziere in den eigenen Dienst zu übernehmen, eine sehr verklausulierte, allein es wäre meiner Ansicht nach verfehlt, die bezüglichen Erklärungen der Pforte „au pied de la lettre" zu nehmen und glaube ich daher, daß unsere nächste Aufgabe darin besteht, eine Formel zu finden, um von dem Annehmbaren Akt zu nehmen und das Unannehmbare abzulehnen.

Eben diese Formel sind ich und Herr von Sinoview, der diese meine Auffassung teilt, gerade im Begriffe, einvernehmlich festzustellen und sie sodann nach telegraphischer Berichterstattung an unsere hohen Regierungen, respektive Erhalt ihrer Instruktionen, den Botschaftern Frankreichs und Italiens sowie dem englischen Geschäftsträger als Basis für die gemeinschaftlich an die Pforte zu richtende Replik vorzuschlagen.

Inzwischen habe ich die in Rede stehende Antwort der letzteren, die nur mir als Doyen zugestellt worden zu sein scheint, unter den mitinteressierten Kollegen in Zirkulation gesetzt.

Beilage.

Die hohe Pforte an die k. u. k. Botschaft in Konstantinopel.

La Sublime Porte a pris connaissance de la communication en date du 5/18 décembre de Leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie, de Russie, de France, d'Italie et de Monsieurs le Chargé d'affaires de Grande-Bretagne concernant l'augmentation du nombre des officiers étrangers, chargés de réorganiser la gendarmerie des trois vilayets de Roumélie.

Le Gouvernement Impérial est évidemment le plus intéressé à ce qu'une securité et une complète tranquillité règnent dans ces trois Provinces, mais si en dépit des efforts déployés et des mesures promulguées ce résultat n'a pu encore être atteint comme toutes les Puissances et la Sublime Porte toute la première le désiraient la faute ne saurait en incomber qu'aux instigateurs de troubles qui, venus du déhors, n'hésitent pas à recourir aux moyens les plus criminels pour atteindre leurs buts subversifs: C'est uniquement là que se trouve la source du mal dont on se plaint.

Leurs Excellences Messieurs les Représentants des Puissances voudront bien reconnaître, dans leurs sentiments de justice, que dès le début de la crise actuelle, le Gouvernement Impérial se rendant à leurs conseils amicaux, a adopté toutes les dispositions qui lui étaient suggérées en vue de

remédier à un état de choses dont il est le premier à souffrir. 1905
Et bien qu'il ait toujours limité à 25 le nombre des officiers étrangers à engager pour la réorganisation de la gendarmerie desdits vilayets, il serait aujourd'hui disposé, pour donner une nouvelle preuve de sa déférence envers les Grandes Puissances et en assumant un lourd sacrifice, à admettre encore à son service, les 23 autres officiers proposés, à la condition formelle que pour quelque raison et sous quelque prétexte que ce soit, ce nombre ne soit plus dépassé et la mission des nouveaux officiers ne puisse aller au delà du terme déjà fixe, c'est-à-dire, qu'elle prenne fin en même temps que celle des 25 officiers précédemment engagés, que leur tâche soit limitée à la réorganisation, sans qu'elle puisse les faire participer au commandement, et que les Cabinets veuillent bien s'engager d'une façon catégorique à exercer sur les pays d'où viennent les éléments de trouble et les fauteurs de désordres une pression efficace propre à mettre absolument un terme aux encouragements et à l'appui qu'ils ne cessent de fournir à l'agitation.

La Sublime Porte aime à espérer que Leurs Excellences Messieurs les Représentants des Puissances voudront bien reconnaître la justesse de ces considérations et lui donner dans leur réponse au nom de leurs Gouvernements des assurances formelles à cet égard afin qu'elle quisse donner à qui de droit des instructions en conséquence.

Le 26 décembre 1904.

32.

Le baron Calice au comte Gołuchowski.

Constantinople, 4 janvier 1905.

Freiherr von Calice an Graf Goluchowski.

Konstantinopel, 4. Jänner 1905.

Mit meinem ergebensten Berichte vom 28. v. M. war ich in dem Falle, Euer Exzellenz die alsbaldige Vorlage eines Projektes, betreffend die Regelung und Kontrolle der Finanzgebarung in den drei Vilajets im Sinne des Reformprogrammes der Ententemächte vom Februar 1903, anzukündigen. Indem ich mich heute beehre, besagtes Projekt anbei zur hohen Kenntnis zu bringen, erlaube ich mir dessen Entstehungsgeschichte, wie folgt, zu resumieren:

Dasselbe ist das Ergebnis der in meiner vorausgegangenen, den Finanzpunkt der Reformaktion behandelnden Be-

1905 richterstattung des öfteren erwähnten, wiederholten einschlägigen Besprechungen mit Herrn Zinoview. Diese begannen im Sommer 1903 und bestanden zunächst in einem Vergleiche zwischen dem im Finanzartikel des Februarprogrammes (Art. VII) enthaltenen grundsätzlichen Bestimmungen, nämlich:

„Aufstellung genauer Jahresbudgets über die Einnahmen und Ausgaben der Provinzen;

vorzugsweise Verwendung der Einnahmen der letzteren für die eigenen Bedürfnisse, die Bezahlung des Zivil- und Militärdienstes inbegriffen;

Abführung sämtlicher Einkünfte an die Kassen der Zweiganstalten der Ottoman-Bank in den Provinzhauptstädten;

Ausarbeitung eines die regelmäßige Verwendung der aus den Eingängen für die budgetmäßigen Ausgaben ausgezahlten Summen sicherstellenden Reglements"

und jenen Verfügungen, respektive Einrichtungen, zu welchen sich die Pforte gewissermaßen in Ausführung eben dieser Postulate unmittelbar nach Annahme des Reformprogrammes veranlaßt gesehen hatte.

Diese Einrichtungen waren:

1. Ein vom Generalinspektor über Auftrag aus Konstantinopel ausgearbeitetes Generalbudget der Reformvilajets;

2. die Errichtung von Filialen der Ottoman-Bank in Üsküb und Monastir, wo die Bank bis dahin nicht vertreten war, und

3. ein Reglement des türkischen Finanzministeriums über die künftige Finanzgebarung unter Mitwirkung der Ottoman-Bank.

Das Generalbudget Hussein Hilmi Paschas, welches derselbe seinerzeit dem k. u. k. Konsulat in Üsküb zur Einsicht vorwies, bot ein gewisses orientierendes Interesse. Es bezog sich auf das Finanzjahr 1309/1903 und bezifferte den Einnahmenüberschuß der drei Provinzen auf rund 70,000.000 Piaster Gold. Hiervon waren jedoch die vom Generalinspektor nicht berücksichtigten kilometrischen Garantien für die Eisenbahnlinien „Saloniki – Monastir" und „Jonction Salonique — Constantinople" im Betrage von 30,000.000 Piaster Gold in Abzug zu bringen, so daß sich ein Überschuß von 40,000.000 Piaster Gold ergeben hätte. Allein auch dieser war nur ein scheinbarer, da Hilmi Pascha unter den Ausgaben das militärische Erfordernis nicht eingestellt hatte.

Dagegen war das Budget vom Standpunkte der Regelung und Kontrolle der Finanzgebarung nach Maßgabe der Bestimmungen des Artikels VII des Februarprogramms von vornherein vollkommen unbrauchbar, da es der hierzu erforderlichen Belegung mit den Spezialbudgets der administrativen Unterabteilungen (Sandschaks und Kazas) entbehrte.

Was die Filialen der Ottoman-Bank in Saloniki, Monastir 1905
und Üsküb betrifft, konnten wir zunächst konstatieren, daß sie seitens der Pforte mit keinerlei Kontrollsbefugnissen über die Einnahmen- und Ausgabenwirtschaft der Vilajets und auch nicht mit den dazu notwendigen Behelfen, das ist detaillierten budgetären Aufstellungen, ja nicht einmal mit dem soeben besprochenen Generalbudget Hussein Hilmi Paschas, welches ihnen niemals mitgeteilt wurde, ausgestattet worden waren und sodann des weiteren, daß von einer auch nur teilweisen, geschweige denn integralen Abführung der Einkünfte an dieselben keine Rede war. Dies ist laut vertraulichen Mitteilungen der Bank — bis auf die für die Dauer eines Jahres für das Gendarmerieerfordernis verpfändeten Steuereingänge — auch gegenwärtig noch der Fall.

Das Reglement des Finanzministeriums endlich erwies sich bei näherer Prüfung als im allgemeinen oberflächlich und im besonderen sichtlich bestrebt, die von den beiden Mächten im Artikel VII des Februarprogrammes ins Auge gefaßte Kontrolle unmöglich zu machen.

Unsere weiteren Besprechungen erlitten mehrfache Unterbrechungen, hervorgerufen einerseits durch unsere unausgesetzte Inanspruchnahme durch andere unmittelbar dringende Erfordernisse der Reformaktion und anderseits durch den in der Direktion der Bank, Ende des Jahres 1903, eingetretenen Wechsel — an Stelle Herrn Auboyneaus trat M. Deffés — sowie endlich durch die Ausschaltung der Gendarmeriefinanzen aus dem allgemeinen Finanzplane und deren, wie Euer Exzellenz erinnerlich, sehr zeitraubende und mühevolle separate Behandlung. So kam es, daß wir erst im Sommer des Jahres 1904 uns wieder intensiver mit der Finanzfrage befassen konnten, um schließlich dieser Tage zu dem meinem gegenwärtigen ergebensten Berichte anverwahrten Projekte zu gelangen, dessen Inaktivierung uns geeignet erscheint, jene Sanierung der Finanzgebarung und damit der allgemeinen Lage in den drei Provinzen herbeizuführen, welche den beiden hohen Regierungen vorschwebte, als sie sich über die eingangs rekapitulierten grundsätzlichen Bestimmungen des Artikels VII des Februarprogrammes einigten.

Es wird sich nun zunächst darum handeln, diesen Reglemententwurf der Pforte mitzuteilen und von ihr dessen Annahme und Inkraftsetzung zu begehren. Wir gedenken dies auch alsbald zu tun, wollen aber vorerst die vollständige Regelung der gerade am Tapet befindlichen Offiziersfrage, beziehungsweise die faktische Übernahme der neuen Offiziere in den türkischen Dienst abwarten.

1905 Beilage.

Projet d'un Règlement financier présenté à la Sublime Porte par les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie à Constantinople.

Article 1.

Les agences de la Banque Impériale ottomane à Salonique, à Uskub et à Monastir rempliront les fonctions de trésorier-payeur-général des trois vilayets de Salonique, de Kossowo et de Monastir.

Elles recevront directement des agents du fisc au fur et à mesure de leur perception, tous les revenus nets de ces trois vilayets, à l'exception des revenus gérés par la Dette Publique ottomane et des recettes douanières de la direction de Salonique affectées au service de l'emprunt douanes. Elles seront seules chargées du paiement de toutes les dépenses publiques de ces trois vilayets, à quelque titre et sous quelque forme que ce soit, y compris les traitements et salaires; et ce dans les limites des prévisions et des ressources budgétaires.

Article 2.

Il sera établi un budget général pour chacun des trois vilayets. Ce budget sera dressé sur les données fournies par le Gouverneur Général de chacune de ces provinces. Il sera également établi un budget séparé pour chacune des circonscriptions (sandjak et caza) des trois vilayets. Le budget général, ainsi que les budgets séparés de chaque circonscription, seront remis aux agences de la Banque Impériale ottomane un mois au moins avant le commencement de l'exercice financier et au plus tard le 1/14 février.

Le budget général de chaque vilayet ne sera définitif qu'après avoir été soumis à l'Inspecteur Général des trois vilayets et à la Banque Impériale ottomane, et après avoir obtenu l'approbation des Puissances intéressées.

La Banque Impériale ottomane dressera ensuite un budget général des trois vilayets; elle en remettra un nombre suffisant d'exemplaires à l'Inspecteur Général pour lui et les agents civils des Puissances qui lui seront adjoints.

Aucune création de ressources nouvelles sous quelque forme que ce soit, pas plus qu'aucune dépense non prévue dans ce budget, ne pourront être faits sans avoir obtenu l'assentiment du Gouvernement Impérial et des Puissances intéressées.

Le budget de chaque vilayet devra indiquer, pour chaque nature de recette, quelqu'en soit l'origine, la prévision du

rendement pour chacune des circonscriptions, sandjaks et 1905
cazas; il devra indiquer, pour les dépenses de diverse nature et pour chacune d'elles constituant un article du budget, le montant à payer dans le courant de l'exercice.

Le budget provincial sera visé par l'agence de la Banque où un exemplaire restera déposé; il sera transmis aux Defterdars par les soins de l'Inspecteur Général des trois vilayets.

Article 3.

En dehors du budget provincial, il sera également dressé chaque année par les soins des autorités centrales du vilayet et remis par l'Inspecteur Général des trois vilayets à l'agence de la Banque, un budget local pour chaque sandjak et pour chaque caza du vilayet, indiquant en détail les recettes et les dépenses de diverse nature de chaque sandjak ou caza.

Chaque budget local sera visé par l'agence de la Banque qui en conservera un exemplaire; un deuxième exemplaire sera transmis par l'Inspecteur Général aux autorités centrales du vilajet et par elles aux Mouhassébédjis dans les sandjaks et aux Mal-Mudiris dans les cazas.

Article 4.

Les agents du fisc dans les sandjaks et dans les cazas seront tenus de verser, à des dates déterminées, au fur et à mesure de leur encaissement, à l'agence de la Banque Impériale ottomane établie au chef-lieu du vilayet, par l'entremise du Defterdar, la totalité de leurs recettes quelconques, sous déduction des dépenses de perception et d'administration qu'ils auront payées. Ces dépenses seront justifiées au moyen des ordonnancements prévus par l'article 5 et des quittances des parties prenantes. Les justifications des paiements seront produites lors d'un versement général que les agents du fisc auront à effectuer en fin de mois.

Chaque versement sera accompagné de bordereaux indiquant sa composition, et faisant ressortir la situation des recettes et des dépenses effectuées. Il sera annexé en outre, au bordereau de fin de mois, des bordereaux récapitulatifs détaillés de toutes les opérations faites dans le courant du mois par lesdits agents, avec rappel des opérations des mois antérieurs.

Les bordereaux de versement et les bordereaux récapitulatifs mensuels seront établis en double expédition, dont l'une sera immédiatement et directement adressée à l'agence de la Banque.

La Banque Impériale ottomane aura la faculté d'introduire d'office toutes les modifications qui, dans la pratique, lui

1905 paraîtront de nature à simplifier les écritures, à faciliter l'encaissement des revenus et à assurer son contrôle effectif. Ces modifications seront communiquées par la Banque Impériale ottomane à l'Inspecteur Général et par lui aux agents civils; elles devront être ponctuellement exécutées.

Il sera tenu compte, pour l'établissement des budgets futurs, des observations et propositions de la Banque Impériale ottomane.

Article 5.

L'agence de la Banque Impériale ottomane établie au chef-lieu de chaque vilayet ouvrira au nom du vilayet un compte au crédit duquel elle inscrira toutes les sommes qui lui seront versées sur les revenus de la province, et au débit duquel elle inscrira tous ses paiements.

Elle remettra chaque semaine, par les soins de l'Inspecteur Général, aux autorités centrales du vilayet, un bordereau détaillé de toutes les opérations de trésorerie faites dans le courant de la semaine.

Toutes les dépenses prévues au budget devront être ordonnancées par les autorités locales du vilayet, du sandjak ou du caza. L'ordonnateur devra viser l'article du budget auquel la dépense se réfère, afin d'assurer la régularité des paiements.

Les agences de la BanqueImpériale ottomane tiendront des registres spéciaux pour y passer écriture, pour ordre, des recettes et des dépenses d'après les pièces qui leur seront remises.

Les versements effectués par le vilayet, seront portés par l'agence de la Banque au crédit du compte ouvert au vilayet, valeur du jour de la réception de ces versements à la caisse de l'agence.

Article 6.

La Banque Impériale ottomane soumettra à l'approbation de l'Inspecteur Général la nomination d'Inspecteurs financiers qui devront être sujets ottomans et dont le nombre ne dépassera pas six. Ces Inspecteurs seront chargés de contrôler l'application rigoureuse du présent règlement d'administration financière. Leur traitement sera inscrit au budget des trois vilayets et sera directement ordonnancé et payé par les agences de la Banque Impériale ottomane. Leurs frais de tournée seront également inscrits au budget.

Les lettres de service de ces Inspecteurs seront conjointement signées par l'Inspecteur Général et les agences de la Banque Impériale ottomane.

Article 7. 1905

Les Inspecteurs auront à remettre leurs rapports à la Banque Impériale ottomane, puis en enverra des copies à l'Inspecteur Général en nombre suffisant pour lui et pour les agents civils des Puissances qui lui sont adjoints. Elle en adressera des extraits aux autorités compétentes des vilayets, pour ce qui les concernera.

Tout fonctionnaire des finances signalé comme coupable d'abus ou d'infraction sera suspendu d'office par la Banque Impériale ottomane et avis en sera donné immédiatement à l'Inspecteur Général pour toutes fins utiles.

Article 8.

La Banque Impériale ottomane n'est responsable des paiements que jusqu'à concurrence des recettes encaissées.

Article 9.

Les clauses et conditions du présent règlement ne touchent en rien l'acte de concession de la Banque Impériale ottomane, qui reste intact.

33.

Le Baron Calice au comte Gołuchowski.

Constantinople, 4 janvier 1905.

Freiherr von Calice an Graf Gołuchowski.

Konstantinopel, 4. Jänner 1905.

Unter Bezugnahme auf meinen ergebensten Bericht vom 28. v. M. habe ich die Ehre, Euer Exzellenz in der Anlage eine Abschrift jener Note vorzulegen, welche ich und Herr Zinoview sowie meine drei übrigen an der Organisation der makedonischen Gendarmerie direkt beteiligten Kollegen als Antwort auf die Mitteilung der Pforte vom 26./13. v. M., bezüglich der neuen Offizierskontingente für die drei makedonischen Vilajets, an dieselbe zu richten uns geeinigt haben.

Beilage.

Die Vertreter der Großmächte in Konstantinopel an die Hohe Pforte.

Les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie, de Russie, de France et d'Italie, et le Chargé d'affaires de Grande Bretagne

1905 ont pris connaissance de la note en date du 26/13 décembre courant par laquelle la Sublime Porte a répondu à leur communication du 18/5 du même mois.

Ils prennent acte du consentement donné par le Gouvernement Impérial à l'entrée à son service des 23 nouveaux officiers affectés à la réorganisation de la gendarmerie macédonienne par les cinq Puissances coopérantes.

Le nombre des officiers appartenant à ces cinq Puissances qui devaient être engagés par le Gouvernement ottoman pour ladite réorganisation, a été en principe fixé à 60; en n'épuisant pas leur droit, les Puissances donnent une preuve suffisante de leur résolution de ne s'en prévaloir qu'en cas d'absolue nécessité.

Le service dans les cadres ottomans des 23 nouveaux officiers prendra fin en même temps que celui des autres officiers étrangers précédemment engagés par le Gouvernement Impérial.

La pression des cinq Puissances n'a jamais cessé de s'exercer avec activité pour empêcher la formation de bandes au delà des frontières ottomanes; cette pression n'est pas restée sans résultat et elle continuera à s'exercer partout où besoin sera.

Quant au rétablissement et au maintien de l'ordre à l'intérieur, c'est au Gouvernement Impérial à y pourvoir, en recourant à des mesures impartiales et sagement combinées. Ayant perdu un temps précieux à élever des difficultés contre la venue des nouveaux officiers, il a le devoir urgent d'assurer sans plus de retard leur entrée à son service, ces officiers étant un gage important d'ordre et de tranquillité en Macédoine.

Le 31/18 décembre 1904.

34.

La comte Gołuchowski au baron Calice.

Vienne, 18 janvier 1905.

Graf Gołuchowski an Freiherrn von Calice in Konstantinopel.

Wien, 18. Jänner 1905.

Euer Exzellenz Bericht vom 4. d. M., mit welchem Hochdieselben das von Ihnen und Ihrem russischen Kollegen vereinbarte Projekt einer Regelung und Kontrolle der Finanzgebarung in den drei Reformvilajets vorgelegt haben, habe ich mit Interesse zur Kenntnis genommen.

Falls von der Pforte erwirkt werden kann, daß die 1905
Einnahmen jener Provinzen, mit Ausnahme der bereits verpfändeten, tatsächlich an die Filialen der Banque Ottomane abgeführt werden, erscheint das Projekt geeignet, eine Sanierung der Finanzgebarung für das in Rede stehende Gebiet zu ermöglichen.

Ich billige vollkommen den von Euer Exzellenz ins Auge gefaßten Modus des Vorgehens in der weiteren Behandlung des Gegenstandes und bin speziell damit einverstanden, daß das Projekt erst nach vollständiger Regelung der Offiziersfrage, beziehungsweise der faktischen Übernahme der neuen Offiziere, dann aber ohne Aufschub bei der Pforte introduziert werde.

35.

Le comte Gołuchowski aux Ambassades à Berlin, Londres et Rome.

Vienne, 26 fevrier 1905.

Graf Gołuchowski an die k. u. k. Botschaften in Berlin, London und Rom.

Telegramm, Wien, 26. Februar 1905.

Wir haben mit der russischen Regierung vereinbart, bei den Kabinetten von Berlin, London, Paris und Rom folgende Erklärung abzugeben:

„Ainsi que l'expérience l'a démontré, l'application des réformes prévues dans le programme de Murzsteg aux branches de l'administration de la Macédoine exige des dépenses auxquelles les ressources des vilayets de Salonique, Monastir et d'Uskub ne sauraient suffire, vu sourtout le chiffre élevé des troupes ottomanes entretenues dans ces parages.

Le Gouvernement ottoman vient de déclarer que le budget en préparation pour lesdits vilayets accuse un déficit et que, pour parer à cet inconvénient, il se trouve dans l'impérieuse nécessité de chercher les ressources nécessaires dans la majoration du taux des droits d'entrée perçus dans les douanes turques, lequel serait porté de 8 à 11% ad valorem.

Pénétrés de la nécessité d'écarter tout ce qui tendrait à entraver l'application des réformes qu'ils considèrent comme une garantie contre le retour des troubles en Macédoine, les Gouvernements d'Autriche-Hongrie et de Russie seraient disposés à appuyer la proposition ci-dessus exposée du Gouvernement ottoman à la condition que l'excédant des revenus douaniers qui serait le résultat de la majoration du taux des

1905 ont pris connaissance de la note en date du 26/13 décembre courant par laquelle la Sublime Porte a répondu à leur communication du 18/5 du même mois.

Ils prennent acte du consentement donné par le Gouvernement Impérial à l'entrée à son service des 23 nouveaux officiers affectés à la réorganisation de la gendarmerie macédonienne par les cinq Puissances coopérantes.

Le nombre des officiers appartenant à ces cinq Puissances qui devaient être engagés par le Gouvernement ottoman pour ladite réorganisation, a été en principe fixé à 60; en n'épuisant pas leur droit, les Puissances donnent une preuve suffisante de leur résolution de ne s'en prévaloir qu'en cas d'absolue nécessité.

Le service dans les cadres ottomans des 23 nouveaux officiers prendra fin en même temps que celui des autres officiers étrangers précédemment engagés par le Gouvernement Impérial.

La pression des cinq Puissances n'a jamais cessé de s'exercer avec activité pour empêcher la formation de bandes au delà des frontières ottomanes; cette pression n'est pas restée sans résultat et elle continuera à s'exercer partout où besoin sera.

Quant au rétablissement et au maintien de l'ordre à l'intérieur, c'est au Gouvernement Impérial à y pourvoir, en recourant à des mesures impartiales et sagement combinées. Ayant perdu un temps précieux à élever des difficultés contre la venue des nouveaux officiers, il a le devoir urgent d'assurer sans plus de retard leur entrée à son service, ces officiers étant un gage important d'ordre et de tranquillité en Macédoine.

Le 31/18 décembre 1904.

34.

La comte Gołuchowski au baron Calice.

Vienne, 18 janvier 1905.

Graf Gołuchowski an Freiherrn von Calice in Konstantinopel.

Wien, 18. Jänner 1905.

Euer Exzellenz Bericht vom 4. d. M., mit welchem Hochdieselben das von Ihnen und Ihrem russischen Kollegen vereinbarte Projekt einer Regelung und Kontrolle der Finanzgebarung in den drei Reformvilajets vorgelegt haben, habe ich mit Interesse zur Kenntnis genommen.

beider Regierungen zur 3%igen Zollerhöhung geknüpften Bedingungen gemacht. 1905

37.

Le comte Mensdorff au comte Gołuchowski.

London, 30 mars 1905.

Graf Mensdorff an Graf Gołuchowski.

London, 30. März 1905.

Ich beehre mich, Euer Exzellenz in der Anlage eine Note zu unterbreiten, die Lord Lansdowne unterm 28. l. M. bezüglich der Reformarbeiten in Makedonien an mich gerichtet und deren Inhalt er auch dem hiesigen russischen Botschafter mitgeteilt hat.

Beilage.

Lord Lansdowne an Graf Mensdorff.

Foreign Office, March 28, 1905.

Your Excellency was good enough to communicate to me on the 27th February a Note stating that, in the view of the Austrian and Russian Governments, the assent of the Powers might be given to the proposal of the Porte for an increase of the customs duties on the three following conditions: —

1. The acceptance by the Porte of the Austro-Russian financial scheme;

2. An engagement by the Porte to devote a sufficient portion of the surplus of the customs revenue to the local administration in Macedonia, and to provide an indemnity to the Christians for the losses they had suffered;

3. An engagement of the Porte to introduce reforms in the Customs administration.

Your Excellency also told me that the two Governments entertained a hope that His Majesty's Government would assist them in bringing about a satisfactory solution of the question of Macedonian financial reform.

I at once informed your Excellency that His Majesty's Government had already received from the Turkish Government a request for our adhesion to their proposal to increase the customs duties, and that we had in our reply, of which I handed you a copy, intimated that we could not entertain

1905 the proposal unless satisfactory explanation were forthcoming upon certain points. We insisted, in particular, upon the necessity of further Information as to the basis upon which the calculations of the Porte had been made, and of showing, to the satisfaction of the Powers, that the Budget had been prepared with due regard to the real needs of the administration, that care would be taken to prevent unnecessary expenditure, and that the proper collection and application of the local revenue would be insured. We also called attention to the need of further inquiry into the large military expenditure now incurred by the Porte in Macedonia, and into the manner in which the customs revenue was collected, and to the need of reforms in the administration of the Turkish customhouses.

Finally, we considered it indispensable that there should be a definite assignement of the increased duties to some competent authority, who should be intrusted with the collection and control not only of these funds, but of the local revenues which they were intended to supplement.

To these observations His Majesty's Government have, up to the present time, received no answer from the Porte. The Turkish Government have, however, in reply to the proposal for reforms put forward by the two Powers, made a counterproposal of their own, the purport of which has become known to His Majesty's Government.

In the meantime, the Austrian and Russian Embassies presented to the Porte on the 2nd instant a note embodying the substance of the communication made to me by your Excellency on the 27th February as to the conditions upon which an increase of the customs duties might be accepted.

It may, in these circumstances, be desirable that I should explain to your Excellency the manner in which His Majesty's Government regard the situation which has arisen in consequence of these various proposals.

I had some conversation upon this subject with your Excellency ont the 25th January, when you were good enough to ask me whether I did not think that the new Austro-Russian proposals were a step in the right direction. I replied that I thought they were, but that they did not seem to me to go nearly far enough towards securing a sufficient amount of financial independence for the Macedonian vilayets, and I dwelt particularly upon the absence of any security to prevent the Turkish Government from diverting the revenues of the Macedonian provinces to their own uses. Your Excellency was so kind as to observe that you felt convinced that the Austrian Government would gladly consider any suggestions which we might desire to make.

I again referred tho the subject on the 8th February, 1905 when I told your Excellency that although His Majesty's Government were in no way hostile to the scheme which the two Powers had proposed to the Porte, it seemed to us to be one which required very careful scrutiny, and we therefore desired to withhold our judgment for the present. I then called your Excellency's attention particularly to the proposal made in the scheme, that the Budgets of the tree vilayets should be subject to the approval of the „Puissances intéressées", whose consent was to be necessary for the creation of any fresh source of revenue or any fresh item of expenditure; and I expressed a desire to know whether these words referred to the two Powers only or to other Powers as well. Your Excellency was not at the moment able to answer my question.

Upon the 22nd instant we had some further conversation upon the same subject, and I ventured to repeat what I had already said with regard to it.

As your Excellency will probably wish to make the Austro-Hungarian Government aware of our views, it may be convenient to you that I should confirm in writing the observations which I have addressed to you, and that I should make it clear that, irrespectively of the stipulations which it will be necessary for us to make, as the Power most largely interested in the external trade of Turkey, with regard to the proposed increase of the customs duties, it will be our duty to offer, for the consideration of all the Powers concerned, our observations upon the financial scheme which the two Powers have asked the Porte to accept. We have never failed to insist that financial reforms in the European provinces of Turkey are urgently needed, and we rejoice that the two Powers, by whom this was recognized from the first, should now have addressed themselves seriously to the task. Their proposals, however, seem to us to contain no adequate guarantees for the improved administation of the three vilayets. Moreover, unless the expression „Puissances intéressées" has been misunterstood by us, the scheme presupposes an indefinite continuance of the mandate given to the two Powers, which, under the arrangements now subsisting, would expire in the autumn of the present year, and hands over to those Powers, whose financial and commercial interests in Turkey are relatively insignificant in comparison with those of France and England, the entire control of the finances of Macedonia.

To the suggestion that the scheme might, with advantage, be modified in such a manner as to meet these friendly criticisms, I add the further suggestion that its operation, as well as that of the existing gendarmerie scheme, and of any other reforms, should, in our opinion, be extended to the Vilayet

1905 of Adrianople, the administration of which needs improvement not less than that of the other Provinces.

His Majesty's Government offer these observations in no spirit of hostility. They have, on the contrary, made it clear from the first that they desired to cooperate loyally with the Austro-Hungarian and Russian Governments, and it is only because the most recent proposals of the two Powers are not, in the view of His Majesty's Government, calculated to assure to the Provinces affected a fundamental improvement of the conditions under which they are at present governed, and to safeguard fully the interests of all who are concerned in the sound administration of their financial resources, that I feel it my duty to address these observations to your Excellency.

38.

Le comte Gołuchowski au prince Schönburg.

Vienne, 8 avril 1905.

Graf Gołuchowski an Prinz Schönburg in London.

Telegramm. Wien, 8. April 1905.

Ich bin mit Graf Lamsdorff übereingekommen, auf die mit Bericht vom 30. v. M. vorgelegte Note Lord Lansdownes in identischen Noten Euer Durchlaucht und des Grafen Benckendorff zu reagieren.

Der mit dem russischen Kabinette vereinbarte Text dieser identischen Mitteilungen, den Graf Benckendorff gleichzeitig von St. Petersburg aus telegraphiert erhält, lautet wie folgt:

„L'Ambassade de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique a eu l'honneur de recevoir la communication de Votre Excellence en date du 28 mars dernier et n'a pas manqué d'en porter la teneur à la connaissance de son Gouvernement.

Ce dernier charge aujourd'hui le soussigné d'informer Votre Excellence que, tout en ne croyant pas devoir entrer dans le détail des considérations qu'il a plus à Votre Excellence de développer dans Sa communication susmentionnée quant au projet élaboré par les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie à Constantinople pour régler les finances des trois vilayets macédoniens — projet qui du reste pourrait encore être soumis à des modifications — il ne saurait passer sous silence trois objections spéciales contenues dans la note de Votre Excellence et qui ont particulièrement attiré l'attention du Cabinet de Vienne.

Ces trois objections se rapportent 1° au terme de „Puis- 1905
sances intéressées" employé dans le projet de règlement pour désigner l'Autriche-Hongrie et la Russie, 2° à la durée de leur mandat réformateur et 3° au désir du Gouvernement de Sa Majesté Britannique de voir le programme de Murzsteg étendu au vilayet d'Andrinople.

Quant aux termes de „Puissances intéressées" appliqué à l'Autriche-Hongrie et à la Russie, ce terme devait, dans l'idée des auteurs du projet de finances, préciser que les deux Puissances, qui avec le consentement de l'Europe ont entrepris l'oeuvre de réformes en Macédoine, avaient par là même un intérêt tout spécial à la réussite de leur entreprise; on n'avait nullement l'intention en désignant l'Autriche-Hongrie et la Russie comme „Puissances intéressées" de nier l'intérêt des autres Puissances à l'action réformatrice, appuyée et secondée par elles. En présence des interprétations soulevées par ce terme, les Gouvernements d'Autriche-Hongrie et de Russie sont du reste tout disposés à lui substituer une nouvelle rédaction.

La seconde des objections de Votre Excellence est celle relative à la durée du mandat des Puissances de l'Entente.

En ce qui concerne cette durée, il est à relever que les Puissances en question n'ont jamais assumé l'obligation de mener à bonne fin l'oeuvre réformatrice entreprise par elles, dans un laps de temps déterminé; elles n'auraient pu le faire pour la simple raison, qu'elles ne pouvaient se dissimuler les nombreuses difficultés qu'elles allaient rencontrer dans l'accomplissement de leur tâche. Il eût été en effet téméraire de supposer qu'on pût remédier en quelques mois à une situation aussi déplorable que celle des vilayets de la Macédoine au début de l'action. Le mandat des agents civils a été — il est vrai — limité vis-à-vis de la Sublime Porte à la durée de deux ans; cette limitation n'a cependant eu lieu que pour faire comprendre à la Sublime Porte qu'il ne dépendait en quelque sorte que d'elle de mettre un terme à la tutelle des agents civils par le concours actif qu'elle apporterait à l'oeuvre réformatrice.

Une autre raison qui détermina les Puissances de l'Entente à fixer à deux ans le mandat de ses agents, fut celle de faire concorder la durée de ce mandat avec celle des fonctions de l'Inspecteur Général des trois vilayets macédoniens. L'Autriche-Hongrie et la Russie ont cependant toujours envisagé l'éventualité de prolonger le mandat des agents civils comme une nécessité s'imposant par la force des circonstances et rendant leur rappel impossible tant que l'oeuvre réformatrice confiée à leurs soins n'aurait pas abouti à un résultat satisfaisant et durable.

1905 Quant au désir du Cabinet de Londres de voir le programme de Murzsteg appliqué au vilayet d'Andrinople le point de vue y relatif du Gouvernement Impérial et Royal est le suivant:

Pour éviter que l'application des réformes aux trois vilayets de la Macédoine ne fût retardée outre mesure, l'Autriche-Hongrie et la Russie s'étaient décidées d'exclure celui d'Andrinople du domaine des réformes, en se réservant d'aborder s'il y a lieu l'étude de cette question à un moment ultérieur. De l'avis des Cabinets de Vienne et de St. Pétersbourg il est tout au moins inopportun de s'occuper aujourd'hui d'une réforme de l'administration dans le vilayet d'Andrinople, tandis que la situation dans les provinces de Kossovo, Monastir et Salonique laisse encore tant à désirer et que nous continuons à nous heurter à tout bout de champ sur ce terrain à la résistance de la Sublime Porte. Lui annoncer à l'heure qu'il est que les Gouvernements d'Autriche-Hongrie et de Russie ont l'intention de soumettre le vilayet d'Andrinople au régime du programme de Murzsteg, augmenterait les difficultés de la situation et retarderait à l'infini la solution des nombreuses questions déjà pendantes.

Le soussigné aime à croire que les observations qu'il vient d'exposer, seront appréciées par Votre Excellence dans un esprit d'amitié et de confiance et pourront L'éclairer sur les vues désintéressées des Cabinets de Vienne et de St.-Pétersbourg, L'amenant ainsi à continuer Son entier appui à l'oeuvre réformatrice entreprise par les deux Puissances."

39.

Le Prince Schönburg au comte Gołuchowski.

London, 21 avril 1905.

Prinz Schönburg an Graf Gołuchowski.

London, 21. April 1905.

Ich beehre mich, Euer Exzellenz eine weitere Note Lord Lansdownes, betreffend Makedonien, in der Anlage ergebenst vorzulegen.

Graf Benckendorff ist eine wörtlich gleichlautende Note zugegangen, welche er noch heute nach Petersburg expediert.

Beilage. 1905

Lord Lansdowne an Prinz Schönburg.

Foreign Office, April 20th, 1905.

Your Excellency!

His Majesty's Governement have given their careful consideration to the note dealing with Macedonian affairs which you were good enough to leave with me on the 12th instant. I will, in the following observations, refer briefly to the three points to which your Excellency's observations were mainly directed.

His Majesty's Government observe with pleasure that the Austro-Hungarian Government do not interpret the expression „Puissances intéressées" as applying to the two Powers only. His Majesty's Government, on the other hand, have never denied that Austria-Hungary an Russia, owing to their geographical situation, and for other reasons, are specially interested in the tranquillity of the three vilayets, but it was never intended that this country should retire from the position which, as one of the Powers Signatories of the Treaties of Paris and of Berlin, it has from the first taken up in regard to the European provinces of Turkey.

With reference to the duration of the mandate given to the two Powers beyond the period of two years specifically mentioned in the Murzsteg Programme as the term for which their respective Agents were appointed, it is, no doubt, true, as you have pointed out, that the two Powers never entered into a contract to complete the work of reformation within so short a period. Any such engagement on their part would, as your Excellency observes, have been an extremely rash one. The limitation of the appointment to two years was, however, regarded by His Majesty's Government as an admission that at the expiration of that term a full opportunity would be offered to the other Powers of satisfying themselves as to the progress which had been achieved and the adequacy of the measures resorted to on the initiative of the two Agents. It is unnecessary to point out that an arrangement to this effect woult be widely different from a mandate unconditionally renewable for an indefinite period of time. If, therefore, the two Powers had intimated that the limit of two years had been suggested merely out of regard for the susceptibilities of the Ottoman Government, and as a means of securing the acqiescence of the Sublime Porte in their proposals, His Majesty's Government could not possibly have given their support to the scheme unless they had received

1905 explicit assurances that it would be submitted to periodic revision by all the Powers.

His Majesty's Government greatly regret the opposition offered by the Austro-Hungarian and Russian Governments to the extension of the reforms to the Vilayet of Adrianople. It was evident that such a proposal was likely to encounter resistance at the hands of the Porte, although the announcement that the Sultan desires to take in hand the reorganization of the gendarmerie in that province, and has applied to the Italian Government for the loan of a certain number of Italian officers, shows that His Majesty's attitude is by no means irreconcileable. But, in any case, the opposition of the Turkish Government could only be overcome by the united pressure of the Powers, and there is only too muuch reason to fear that the decision of the two Governements to withhold their support from the proposal may prove fatal to its prospects of success. The unfortunate condition of the Vilayets of Kossovo, Monastir and Salonica, to which reference is made by your Excellency, does not seem to be a reason for denying to the Province of Adrianople a participation in the reforms which have now been suggested for the Macedonian provinces, and the indefinite postponement of such a measure of justice can but intensify the discontent of the population, and lend additional weight to criticisms directed against the continuance of the mandate for which the two Powers are at this moment claiming an indefinite prolongation.

His Majesty's Government therefore earnestly hope that in this matter the two Governments will see their way to reconsider their decision. They notice with pleasure the admission that the financial scheme which the two Governments have lately put forward for the three vilayets is still open to modification. They have also learned with satisfaction that those Governments are prepared to agree to the appointment of Financial Agents, nominated by tho other Powers, for the purpose of taking part in the supervision and execution of the proposed financial reforms. The appointment of such Delegates would, in the opinion of His Majesty's Government, certainly be a step in the right direction. They understand that it is the desire of the two Governments that the functions of these additional Delegates should be strictly limited to financial control. They would, however, deprecate a too literal interpretation of this expression, and they desire in particular that the Delegates appointed should be men of recognized financial experience, and that they should be expressly commissioned to examine and report upon the Turkish scheme of financial reforms which is understood to be actually in operation, as well as the corresponding scheme of the two

Powers, with the object of determining how far the provisions 1905
of both can be combined in one satisfactory system, and what modifications of the kind which your Excellency apparently contemplates might with advantage be introduced.

I beg, in conclusion, to express my entire readiness to deal with this difficult question in the spirit of the observations with which your Excellency's letter concludes, and I can assure you that His Majesty's Government are animated by no other desire than that the work of reformation, the prompt accomplishment of which is so urgently necessary, should be carried to a satisfactory conclusion.

40.

Le baron Calice au comte Gołuchowski.

Constantinople, 10 mai 1905.

Freiherr von Calice an Graf Gołuchowski.

Konstantinopel, 10. Mai 1904.

Ich beehre mich, Euer Exzellenz eine Abschrift jener Note samt Beilage vorzulegen, welche ich und meine Kollegen von Deutschland, Rußland, England, Frankreich und Italien unter Berufung auf den Auftrag unserer Regierungen an die Pforte gerichtet haben, um derselben die Zusatzklausel zu ihrem eigenen Finanzreglement für die drei makedonischen Provinzen mit dem Beifügen mitzuteilen, daß die sechs Regierungen ihre Zustimmung zur Anwendung des gedachten Reglements von dessen Ergänzung durch den besagten Zusatz abhängig machen.

Diese von den sechs Botschaftern signierte Note ist vom 8. d. M. datiert und wurde durch Legationsrat Otto an demselben Tage überreicht, also vier Tage nach der Botschafter-Reunion vom 4. d. M., in welcher wir die allseitige Annahme dieses Zusatzes konstatiert und gleichzeitig den Inhalt der an die Pforte zu richtenden bezüglichen Mitteilung vereinbart hatten.

I. Beilage.

Die Vertreter der Großmächte in Konstantinopel an die hohe Pforte.

Constantinople, le 8 mai/25 avril 1905.

Les soussignés Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie, d'Allemagne, de Russie, de Grande-Bretagne, de France et d'Italie ont l'honneur d'informer le Gouvernement Impérial qu'ils ont examiné le projet de règlement arrêté à la date du 22 février

1905 1320 (7 mars 1905) entre la Sublime Porte et la Banque Impériale Ottomane, sur le mode d'encaissement et de paiement des recettes et des dépenses de trois vilayets de Salonique, Cossovo et Monastir.

D'ordre de leurs Gouvernements respectifs, les Ambassadeurs se déclarent prêts à donner leur adhésion au dit projet à condition toutefois qu'il soit complété par les dispositions ci-jointes.

Le Gouvernement Impérial ne méconnaîtra pas le but poursuivi par les Puissances. Elles ne désirent qu'une chose, assurer d'accord avec lui le bon fonctionnement des services financiers de trois vilayets. Elles ont la ferme confiance que la Sublime Porte acceptera loyalement ce complément nécessaire au règlement du 7 mars de façon à rendre définitive la solution de graves difficultés.

II. Beilage.

Pour veiller à l'exécution des réformes financières et à l'application du règlement qui précède et en assurer l'observation, les Gouvernements allemand, anglais, français et italien nommeront chacun un délégué financier. Ces Délégués des quatre Puissances agiront de concert avec l'Inspecteur Général et les agents civils austro-hongrois et russe dont les attributions ont été définies dans le programme de Murzsteg.

La commission ainsi formée aura tous le pouvoirs nécessaires pour l'accomplissement de sa tâche, et notamment pour veiller à la perception régulière des taxes y compris la dîme.

Avant de devenir définitifs les budgets devront lui être soumis. Elle aura le droit de rectifier dans les chapitres des recettes et des dépenses les dispositions qui ne seraient pas conformes aux lois existantes ou ne répondraient point aux besoins économiques et financiers du pays.

En vue de faciliter sa mission la commission aura la faculté de nommer, pour chaque vilayet un Inspecteur chargé de la surveillance des agents qui y sont employés aux divers services du fisc.

41.

Le Baron Calice au comte Gołuchowski.

Yénikeuy, 11 juillet 1905.

Freiherr von Calice an Graf Gołuchowski.

Telegramm. Jeniköj, 11. Juli 1905.

Soeben erhalte ich eine vollkommen ablehnende Antwort der Pforte auf die Kollektivurgenz der hiesigen Botschafter

in Angelegenheit der Finanzreform. Den Text werde ich per 1905 Kurier einsenden.

42.

Le Baron Calice au comte Gołuchowski.

Yénikeuy, 11 juillet 1905.

Freiherr von Calice an Graf Gołuchowski.

Telegramm. Jeniköj, 11. Juli 1905.

Die Botschafter bereiten eine Antwort an die Pforte vor, worin das Bedauern über die Ablehnung der Zusatzklausel zum Finanzreglement ausgesprochen und zugleich unter Hinweis auf die Gefahren, welche sich aus dem Verharren in diesem Widerstand ergeben würden, neuerlich integrale Annahme jener Klausel begehrt wird. Nachdem es mir und den Kollegen erwünscht erscheint, uns in dieser Replik auf einen Auftrag unserer Regierungen beziehen zu können, bitte ich Euer Exzellenz, mir einen solchen erteilen zu wollen.

43.

Le Baron Calice au comte Gołuchowski.

Yénikeuy, 30 août 1905.

Freiherr von Calice an Graf Gołuchowski.

Jeniköj, 30. August 1905.

Ich beehre mich, Euer Exzellenz hierneben eine Abschrift der signierten Mitteilung der sechs Botschafter an die Pforte, betreffend die erfolgte Ernennung der Delegierten der vier Mächte zur Kontrolle der Finanzgebarung der drei Vilajets im Einvernehmen mit den beiden Zivilagenten, ganz ergebenst vorzulegen.

Der Minister des Äußern, dem dies Schriftstück am letzten Sonntag den 26. d. M. durch Legationsrat Otto überreicht wurde, nahm dasselbe stillschweigend entgegen.

Beilage.

Die Vertreter der Großmächte in Konstantinopel an die hohe Pforte.

Pour faire suite à la communication collective en date du 31 (18) juillet dernier les soussignés ont l'honneur de

1905 porter à la connaissance de la Sublime Porte, qu'à la suite de la décision des Grandes Puissances signalée dans la susdite communication les personnes suivantes ont été nommées pour faire partie de la Commission qui aura à veiller à l'application des réformes financières dans les vilayets de Salonique, Kossovo et Monastir, ainsi qu'à l'exécution du règlement intervenu entre la Sublime Porte et la Banque Impériale Ottomane à la date du 22 février 1320 (7 mars 1905).

Pour l'Allemagne:

M. le Baron Griesinger, Conseiller de Légation.

Pour la Grande-Bretagne:

M. H. B. Harvey, 1er Secrétaire de Légation.

Pour l'Italie:

M. Felix Maissa, Consul-Général.

Pour la France:

M. L. Steeg, Consul-Général.

En conséquence les soussignés ont l'honneur de prier la Sublime Porte de vouloir bien munir Son Excellence l'Inspecteur-Général des vilayets d'instructions nécessaires en vue de l'exercice par les Agents financiers susmentionnés de leurs attributions conjointement avec les Agents civils d'Autriche-Hongrie et de Russie.

Yénikeuy, 30 août 1905.

44.

Le Baron Calice au comte Gołuchowski.

Yénikeuy, 30 août 1905.

Freiherr von Calice an Graf Gołuchowski.

Jeniköj, 30. August 1905.

In Ergänzung meiner heutigen Berichterstattung beehre ich mich, Euer Exzellenz hierneben die mir unmittelbar vor Abfertigung des Kuriers zugekommene, abermals ablehnende Antwort der Pforte in Angelegenheit der makedonischen Finanzkontrolle ganz ergebenst vorzulegen.

Beilage. 1905

Die hohe Pforte an die k. u. k. Botschaft in Konstantinopel.

Le Gouvernement Impérial a pris connaissance des Mémorandums de Leurs Excellences Messieurs les Représentants d'Autriche-Hongrie, d'Allemagne, de Russie, d'Angleterre, d'Italie et de France en date du 31 juillet et du 26 août 1905.

Il regrette de constater que Leurs Excellences insistent sur leur proposition malgré les justes observations auxquelles elle avait donné lieu de sa part.

Elles se rappellent avec quel empressement amical il avait accueilli le Mémoire de février 1903; et lorsque sans même attendre que ses clauses eussent donné tout leur effet, le programme de Mürzsteg lui a été proposé, il y a également adhéré dans un sentiment loyal qui a été hautement apprécié par les Puissances, sous la réserve expresse, toutefois, que le Status quo serait maintenu et que l'indépendance, les droits souverains et le prestige du Gouvernement Impérial seraient respectés. Or, les dispositions dudit Mémoire relatif à l'Administration Financière dont il est question, ayant été entièrement mises à exécution et ayant produit leurs effets, la nécessité d'y introduire les additions suggérées par Leurs Excellences ne se fait pas sentir en fait; elles vont même à l'encontre des droits et de l'indépendance du Gouvernement Impérial qu'il a toujours eu soin de sauvegarder et des intentions pacifiques des Cabinets.

Aussi fait-il encore appel aux dispositions bienveillantes des Puissances, fermement persuadé qu'Elles voudront bien renoncer à toutes additions au règlement financier qui répond à tous les besoins des trois provinces, additions auxquelles le Gouvernement Impérial se trouve dans l'impossibilité absolue d'adhérer.

Le 29 août 1905.

45.

Le baron Calice au comte Gołuchowski.

Jeniköj, 20 septembre 1905.

Freiherr von Calice an Graf Gołuchowski.

Jeniköj, 20. September 1905.

In Verfolge meiner Berichterstattung betreffs der Aktion bei der Pforte zu dem Zwecke, daß die für die Kontrolle der makedonischen Finanzen zur Mitwirkung mit den Zivilagenten berufenen vier Finanzdelegierten zur Ausübung ihrer Funktionen

1905 zugelassen werden, bin ich nunmehr in dem Falle, Euer Exzellenz die von den sechs Botschaftern dieser Tage vereinbarte programmäßige Kollektivnote in Abschrift vorzulegen.

Beilage.

Die Vertreter der Großmächte in Konstantinopel an die hohe Pforte.

Les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie, d'Allemagne, de Russie, d'Angleterre et d'Italie et le Chargé d'affaires de France ont reçu la note qui leur a été adressée par la Sublime Porte à la date du 29 août.

Ils y ont relevé avec regret que le Gouvernement ottoman méconnaissant l'importance de la Commission chargée de veiller de concert avec les Agents civils austro-hongrois et russe à l'exécution des réformes financières dans les vilayets de Kossowo, Salonique et Monastir, déclare se trouver dans l'impossibilité absolue d'adhérer à la proposition des Puissances.

Persuadés de leur côté que tout retard apporté à l'application de cette mesure ne saurait manquer d'amener les plus graves complications dans les trois vilayets, les Puissances se voient dans l'impossibilité de modifier, en quoi que ce soit, la décision prise à l'unanimité et qui a fait l'objet des communications antérieures des soussignés.

En se faisant un devoir de notifier ce qui précède à la Sublime Porte, les Ambassadeurs etc. s'empressent de lui faire connaître que les Délégués anglais, allemand, français et italien, désignés pour faire partie de la Commission susdite, ont reçu de leurs Gouvernements respectifs l'ordre de se trouver à Salonique à la date du 1er octobre prochain n. s.

Les Soussignés se plaisent à espérer que le Gouvernement Impérial, dans son propre intérêt, n'hésitera plus à donner les ordres nécessaires, afin que lesdits Délégués puissent entrer sans retard dans l'exercice de leurs fonctions conjointement avec les Agents civils austro-hongrois et russe.

Yénikeuy, le 19/6 septembre 1905.

46.

Le baron Calice au comte Gołuchowski.

Jeniköj, 15 novembre 1905.

Freiherr von Calice an Graf Gołuchowski.

Jeniköj, 15. November 1905.

Ich beehre mich, Euer Exzellenz den in der Réunion der sechs Vertreter einstimmig adoptierten Text der heute

der Pforte zu überreichenden Kollektivnote ergebenst vorzu- 1905
legen. Wie Hochdieselben daraus entnehmen wollen, enthält diese das Verlangen, daß die Pforte ihren Widerstand gegen die Institution der Finanzkommission für die drei Vilajets aufgebe und dem von den Zivilagenten und den Finanzdelegirten ausgearbeiteten und von den Vertretern der sechs Mächte hierselbst genehmigten Reglement auch ihrerseits zustimme, ferner die gleichzeitigen weiteren Petita der Mächte betreffs der Verlängerung der Pouvoirs Hilmi Paschas und der Erneuerung der Kontrakte mit den in türkischen Diensten stehenden fremden Gendarmerieoffizieren auf zwei Jahre sowie die Notifikation über die korrelative Erstreckung des Mandates der Zivilagenten von Österreich-Ungarn und Rußland seitens der beiden Ententemächte, endlich die Sommation der Pforte zur unverzüglichen Annahme unserer Begehren bei sonstigem Eintreten der Maßregeln, bezüglich welcher die Pforte bereits mit der Kollektivnote vom 12./25. v. M. einen Fingerzeig erhalten hat.

Beilage.

Die Vertreter der Großmächte in Konstantinopel an die hohe Pforte.

Les soussignés Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie, d'Allemagne, de Russie, de Grande-Bretagne et d'Italie et le Chargé d'affaires de France se sont fait un devoir de porter à la connaissance de leurs Gouvernements le contenu de la communication qui leur a été adressée par le Ministère Impérial des affaires étrangères en date du 26 octobre dernier et par laquelle le dit Ministère leur a fait savoir que l'audience collective auprès de Sa Majesté Impériale le Sultan qu'ils avaient sollicitée, ne saurait être obtenue et que le Gouvernement Impérial ottoman refuse d'adhérer à l'institution de la commission financière pour les trois vilayets.

Les Soussignés ont reçu de leurs Gouvernements l'ordre d'inviter encore une fois la Sublime Porte à ne pas s'opposer à l'institution de la dite commission et de demander, en outre, l'adhésion du Gouvernement ottoman au règlement ci-joint ayant pour objet la définition des attributions de la dite commission et qui entretemps a été élaboré par les agents civils d'Autriche-Hongrie et de Russie conjointement avec les Délégués financiers d'Allemagne, de Grande-Bretagne, d'Italie et de France, et approuvé par les Représentants des six Puissances à Constantinople.

Le délai écoulé depuis la nomination de Son Excellence Hilmi Pacha au poste d'Inspecteur Général des vilayets d'Europe n'ayant pas suffi pour assurer l'application inté-

1905 grale des réformes prévues dans le programme de Murzsteg et cette circonstance étant en grande partie due à l'opposition que les demandes des Représentants des Puissances ont rencontrées de la part de la Sublime Porte, les Soussignés se font un devoir en conformité des ordres qu'ils ont reçus, de demander également à la Sublime Porte que les pouvoirs qui ont été conférés au dit dignitaire ottoman soient prolongés pour une période de deux ans et que les contrats conclus avec les officiers étrangers, chargés de veiller à la réorganisation de la gendarmerie soient renouvelés pour la même période.

Son Excellence Hilmi Pacha étant assisté dans la tâche qui lui est confiée par les agents civils d'Autriche-Hongrie et de Rnssie, ces deux Puissances ont pris dès-à-présent la décision de prolonger le mandat de ces agents pour une période de deux ans.

En portant ce qui précède à la connaissance de la Sublime Porte, les Soussignés se plaisent à espérer que le Gouvernement ottoman voudra bien adhérer sans retard aux demandes ci-dessus exposées, et que dans l'intérêt de sa dignité il épargnera aux Puissances la pénible nécessité de recourir à des mesures, que les Représentants des six Puissances lui ont fait pressentir par leur communication du 25 octobre dernier.

47.

Le baron Calice au comte Gołuchowski.

Jenikōj, 15 novembre 1905.

Freiherr von Calice an Graf Gołuchowski.

Jenikōj, 15. November 1905.

Ich beehre mich, Euer Exzellenz in der Anlage eine Abschrift des Reglements der Finanzkommission, so wie dasselbe in der Réunion der sechs Vertreter amendiert und einstimmig angenommen wurde, ganz ergebenst vorzulegen. Dieser Text bildet eine Beilage der heute der Pforte zu überreichenden Kollektivnote.

Beilage.

Réglement adopté pans la réunion du 13 novembre 1905.

Article I.

Il est institué une commission financière pour les trois vilayets de Salonique Kossovo et Monastir

Cette commission exercera ses attributions au nom du 1905
Gouvernement Impérial ottoman.

Elle est composée de l'Inspecteur Général des vylayets de la Roumélie, des agents civils d'Autriche-Hongrie et de Russie et des quatre Délégués nommés à cet effet par les Gouvernements d'Allemagne, de France, de la Grande-Bretagne et d'Italie.

Elle a pour mission

1° d'assurer l'application du règlement arrêté entre le Ministère Impérial ottoman des Finances et la Banque Impériale Ottomane à la date du 22 février 1320/7 mars 1905, tel qu'il est développé par le présent règlement;

2° de veiller à la perception régulière des taxes y compris la dîme;

3° d'examiner les budgets des trois vilayets, qui devront, lui être soumis avant de devenir définitifs et de veiller à leur stricte exécution;

4° de veiller à l'exécution des réformes financieres.

Article II.

La commission aura son siège à Salonique, où seront établis ses bureaux. Toutefois ses réunions auront toujours lieu dans la ville où résidera le Président.

Article III.

La commission sera présidée par l'Inspecteur Général et, en cas d'absence ou d'empêchement par un haut fonctionnaire ottoman désigné par lui. Elle délibérera en séance sur toutes les affaires importantes de son ressort (article I).

Article IV.

Un membre de la commission assiste le Président en qualité de membre de service. Ces fonctions sont exercées à tour de rôle, pendant une période de trois mois, par chacun des membres de la commission, suivant l'ordre alphabétique des Puissances.

Le membre de service est chargé:

1° de s'entendre avec le Président sur la suite à donner aux affaires de moindre importance qui ne demanderaient pas de décisions de la commission en séance;

2° du service intérieur de la commission et

3° des relations entre la commission et la Banque Impériale Ottomane.

1905 Lorsque, en suivant le Président dans ses déplacements, le membre de service devra s'absenter de Salonique, ses fonctions, spécifiées sous les Nos. 2 et 3 seront dévolues au membre qui le suit dans l'ordre alphabétique des Puissances.

Article V.

La commission se réunira en séance ordinairement une fois par semaine. Elle sera convoquée en séance extraordinaire toutes les fois que le Président le jugera nécessaire ou que deux membres de la commission en feront la demande.

Tout membre peut faire inscrire à l'ordre du jour les affaires qu'il désire soumettre aux délibérations de la commission.

La présence d'au moins quatre membres, y compris le Président ou son remplaçant sera nécessaire pour rendre valables les délibérations et les décisions de la commission. Tout Délégué absent ou empêché pourra se faire substituter par un de ses collègues; les agents civils seront dans ce cas remplacés par leurs adjoints.

Les décisions de la commission seront prises à la majorité des voix. En cas de partage, le Président aura voix prépondérante. Si la décision de la commission comporte l'exécution d'une mesure administrative et si le Président s'oppose à l'exécution, les agents civils et les Délégués financiers pourront soumettre la question à l'appréciation des Ambassadeurs à Constantinople.

Article VI.

Les projets de budget, tels qu'ils sont déterminés par le règlement du 22 février 1320/7 mars 1905 pour les trois vilayets, seront remis chaque année, au plus tard le 1er janvier nouveau style, à la commission qui en achèvera l'examen dans le délai d'un mois.

La commission aura le droit de rectifier dans les chapitres des recettes et des dépenses les dispositions qui ne seraient pas conformes aux lois existantes ou ne répondraient point aux besoins économiques et financiers du pays.

La commission s'assurera en premier lieu que le budget contient les prévisions nécessaires pour les besoins de l'administration civile y compris la gendarmerie et la Police.

Sur la demande de la commission toutes informations concernant les recettes budgétaires ainsi que les dépenses de l'administration civile devront lui être fournies.

Les budgets ne pourront être modifiés en cours d'exercice.

Sur la demande de l'Inspecteur Général la commission 1905
pourra toutefois admettre le transfert d'une partie des crédits d'un chapitre à l'autre du budget du même vilayet.

Article VII.

Toutes les perceptions effectuées dans les trois vilayets à quelque titre que ce soit à l'exception toutefois des droits de douane et des revenus affectés à la Dette Puplique, soit par le décret du 28 Mouharrem 1299, soit par des Conventions en vigueur seront inscrites au budget des recettes.

Le prélèvement de 5°/₀ réservé aux travaux publics et mentionné à l'article XI du règlement du 7 mars 1905 consituera le minimum du chapitre des dépenses de cet ordre qui devra être appuyé d'un état détaillé. Si à la fin de l'exercice ce chapitre laisse un excédent disponible, le montant en sera reporté au budget de l'année suivante en vue de la même affectation.

Article VIII.

La Banque Impériale Ottomane communiquera à la commission des états mensuels détaillés des recettes effectuées et des dépenses acquittées. Elle lui communiquera en outre sur sa demande tous livres, pièces de comptabilité et correspondances se rapportant au service dont elle est chargée par le règlement du 22 février 1320/7 mars 1905.

La commission vérifiera les règlements de compte de chaque exercice qui devront lui être présentés par la Banque Impériale Ottomane dans un délai de trois mois après la clôture de l'exercice.

La comptabilité tenue par la Banque Impériale Ottomane pour le service de trésorerie des trois vilayets sera centralisée à l'agence de cette Banque à Salonique.

Article IX.

La commission sera appelée à étudier toute proposition de taxe ou de charge nouvelle ainsi que tout projet de modification du taux ou du mode de répartition des impôts existants ou de l'organisation des services financiers applicables dans les trois vilayets.

Article X.

La commission nommera, à raison d'un pour chaque vilayet, des inspecteurs chargés de la surveillance des agents employés au divers services du fisc.

Ces inspecteurs dont le choix sera agréé par le Gouvernement Impérial ottoman, auront qualité de fonctionnaires ottomans. Ils pourront procéder à des inspections dans les bureaux des services financiers, se faire présenter tous livres,

1905 comptes et pièces de la comptabilité publique et vérifier les caisses sans pouvoir, toutefois, intervenir directement dans la gestion des services. Ils adresseront leurs rapports à la commission.

La commission recevra également communication immédiate des copies des rapports des inspecteurs financiers institués par le règlement du 25 mai 1312. Elle pourra demander qu'il soit procédé à des inspections conjointement par ces inspecteurs et par ceux qu'elle aura nommés en application du présent article.

La commission ou le membre de service, de concert avec le Président, examineront toute plainte qui leur parviendrait concernant les services financiers des trois vilayets et provenant de faits postérieurs à l'institution de la commission.

Si les rapports et plaintes mentionnés au présent article relèvent à la charge des fonctionnaires financiers des irrégularités ou abus, les inspecteurs de la commission pourront assister aux enquêtes motivées par ces faits. La commission sera tenue par le Président au courant des sanctions disciplinaires ou judiciaires appliquées aux fonctionnaires fautifs.

Article XI.

Toutes informations concernant les irrégularités ou abus constatés dans le fonctionnement des services financiers, et notamment dans la perception des taxes, y compris la dîme, seront transmises à la commission par l'autorité compétente.

Article XII.

Tous les changements dans le personnel financier en service dans les trois vilayets seront portés à la connaissance de la commission avec indication des raisons qui les auront motivés. La commission provoquera à l'égard des fonctionnaires financiers reconnus fautifs les sanctions administratives qu'elle jugera nécessaires.

Article XIII.

La commission pourra se faire représenter à toute adjudication faite pour les services civils et financiers des trois vilayets.

Article XIV.

Les frais d'administration de la commission, à l'exclusion des traitements de ses membres, seront inscrits, par tiers, au budget de chacun de trois vilayets.

Article XV.

La commission arrêtera son règlement intérieur.

---

48. 1905

Le comte Gołuchowski aux Ambassadeurs à Berlin, Londres, Paris et Rome.

Vienne, 22 novembre 1905.

Graf Gołuchowski an die k. u. k. Botschaften in Berlin, London, Paris und Rom.

Telegramm. Wien, 22. November 1905.

Um eventuellen irrigen Interpretationen anläßlich der von den Mächten zum Zwecke der Annahme der Finanzkontrolle für Makedonien veranstalteten Flottendemonstration vorzubeugen, sind die Kabinette von Wien und St. Petersburg übereingenommen, bei den Regierungen in Sofia, Belgrad und Athen durch ihre Vertreter folgende Erklärung abgeben zu lassen:

„Les efforts employés en dernier lieu par les Grandes Puissances pour obtenir l'adhésion de la Porte à des propositions ayant pour objet de doter les vilayets de Salonique, Kossovo et Monastir d'une administration financière régulière n'ayant pas abouti, les Puissances se voient placées dans la nécessité de recourir vis-à-vis du Gouvernement ottoman à des mesures de pression.

Tout en regrettant l'obstination de la Porte qui les oblige à recourir à ce moyen, les Puissances croient de leur devoir, pour prevénir les interprétations erronées auxquelles leur action pourrait donner lieu, de faire connaître dès-à-présent leur manière de voir ainsi que les principes qui règlent leur conduite.

Les efforts consacrés par les Gouvernements d'Autriche-Hongrie et de Russie pour activer l'application des réformes destinées à améliorer l'état actuel de choses dans lesdits vilayets n'ont par donné tous les résultats auxquels ces deux Puissances se croyaient en droit de s'attendre.

Cette circonstance ne saurait pourtant être imputée uniquement aux retards que le Gouvernement ottoman a apportés à l'application des réformes qu'il s'était engagé à effectuer. Elle est en partie due à la rivalité qui divise les différentes nationalités formant la population des vilayets — rivalité qui ne donne que trop souvent lieu à des conflits sanglants entre des groupes appartenant à ces nationalités, ainsi qu'à des attentats criminels dirigés contre la vie et les biens des populations paisibles.

Persuadées, que ces attentats ne sauraient manquer d'encourir la réprobation de toutes les gens de bien, les Puissances croient devoir déclarer que les efforts des éléments ré-

1905 volutionnaires tendant à maintenir l'état de trouble dans les trois vilayets ne sauraient faire dévier les Puissances de la ligne de conduite qu'elles s'étaient tracée et dans laquelle elles croient devoir persévérer.

Tout en étant résolues à ne négliger aucun effort pouvant contribuer au bienêtre des populations de ces vilayets, les Puissances ne sauraient tolérer des tentatives ayant pour but de bouleverser le statu quo politique dans la presqu'île des Balcans, et, le cas échéant, elles se verraient dans la nécessité de s'opposer à toute tentative de ce genre.

Les Puissances se plaisent en conséquence à espérer que les Gouvernements des États balcaniques qui ne sauraient que profiter de l'amélioration de l'état actuel de choses dans les provinces limitrophes de l'Empire ottoman, voudront bien seconder, dans la mesure de leurs moyens, les efforts des Puissances et qu'ils n'hésiteront pas à adopter, sans le moindre retard, les mesures les plus efficaces pour empêcher tout ce qui serait de nature à encourager et à nourrir le mouvement révolutionnaire qui règne dans les provinces ottomanes et qui est désastreux au point de vue des intérêts des populations locales."

Ich ersuche Euer Exzellenz, sich mit Ihrem russischen Kollegen, der analoge Instruktionen erhält, ins Einvernehmen zu setzen und dem dortigen Kabinette von unserer Démarche bei den drei Balkanstaaten unter Mitteilung des vorstehenden Textes Kenntnis zu geben. Euer Exzellenz wollen hinzufügen, daß es den Ententemächten äußerst wünschenswert erschiene, wenn sich die dortige Regierung veranlaßt fände, ihre Vertreter in Sofia, Belgrad und Athen zur Unterstützung der in Rede stehenden Démarche anzuweisen. Über den Vollzug dieser Weisung bitte ich Euer Exzellenz, mir telegraphische Meldung zu erstatten.

49.

Le baron de Calice au comte Gołuchowski.

Constantinople, 24 novembre 1905.

Freiherr von Calice an Graf Gołuchowski.

Telegramm. Konstantinopel, 24. November 1905.

Hauptpassagen der Pforteantwort lauten:

„La Porte, eu égard aux inconvénients graves que présente l'institution de la Commission financière comme étant opposée complètement aux droits souverains de Sa Majesté le Sultan et de nature à compromettre la tranquillité du pays,

ne peut que réitérer la réponse antérieure concluant à l'im- 1905
possibilité absolue où elle se trouve d'adhérer à la proposition qui lui est faite à ce sujet.

Elle croit cependant de son devoir de rappeler aux Puissances signataires du Traité de Berlin que, tandis qu'elle a exécuté presque tous les engagements résultant de cet acte, les autres pays visés par ce Traité n'ont fait que très peu et l'un même rien du tout en vue de l'exécution de leurs obligations.

En ce qui concerne les provinces de la Roumélie, bien que les Puissances eussent bien voulu reconnaître les difficultés naturelles qui entravaient l'exécution des clauses du Traité susmentionné, le Gouvernement Impérial, dans l'intention sincère de faire éclater aux yeux de l'Europe l'inanité des accusations que la malveillance répand contre lui, n'en avait pas moins, sur la demande des Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et de Russie, décidé la nomination d'un Inspecteur Général ottoman etc.

Ces mesures, la Porte les a exécutées avec promptitude ainsi que les agents civils eux-mêmes l'ont reconnu. Ce n'est point dans l'administration ottomane que l'on doit rechercher les causes des événements qui se sont produits dans les trois vilayets: ces faits, comme le démontrent les rapports des agents civils et des officiers étrangers, puisent leur source dans la haine des différentes nations chrétiennes entre elle et dans les incitations venant ouvertement du dehors et dont la provenance est connue aux Grandes Puissances. En effet les réformes décrétées pour ces provinces ont été exécutées avec une loyauté incontestable; la perception des revenus et le paiement des dépenses de ces vilayets ont été confiés en vertu d'une convention spéciale à la Banque ottomane etc.

Le trésor Impérial s'impose un lourd sacrifice pour leur fournir un subside annuel de 6 à 700.000 livres en vue de combler le déficit.

Toutefois le Gouvernement Impérial mû par des sentiments amicaux etc. et voulant donner une nouvelle preuve de ses intentions loyales consentirait à la prolongation du mandat des agents civils pour une nouvelle période de deux ans au plus à condition que leur mandat soit limité à ce terme sans prolongation ultérieure et qu'ils ne puissent en aucune façon dépasser les limites de leurs attributions.

Il croit devoir cependant ajouter que dans le cas où contre toute attente Leurs Excellences etc. persisteraient dans leur manière de voir et exerceraient une pression encore plus forte, il déclare dès-à-présent qu'il ne saurait assumer en aucune façon la responsabilité des événements qui en résulteraient et des conséquences du mécontentement que l'opinion

1905 publique ottomane justement froissée pourrait ressentir en présence des atteintes portées aux droits de l'Empire."

50.

Le baron Calice au comte Gołuchowski.

Constantinople, 18 décembre 1905.

Freiherr von Calice an Graf Gołuchowski.

Konstantinopel, 18. Dezember 1905.

Unter Bezugnahme auf meine ergebensten Telegramme vom 14. l. M. und vom gestrigen Tage beehre ich mich, Euer Exzellenz in der Anlage die Note der Pforte vom 14. d. M. und die Antwortnote der sechs Vertreter vom 16. l. M. in Angelegenheit der makedonischen Finanzreform ganz ergebenst vorzulegen.

---

1. Beilage.

Die hohe Pforte an die Vertreter der Großmächte in Konstantinopel.

La Sublime Porte a reçu la communication de Leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs de . . . . . en date du 12 de ce mois.

Elle a l'honneur de leur faire observer qu'en ce qui concerne les conseillers financiers étrangers elle entendait par le mot „désignés", les conseillers „nommés" par les Puissances et que par conséquent il n'existe aucune divergence à ce sujet.

Pour ce qui est des deux dernières phrases de l'article V la Sublime Porte accepte la formule suivante:

„Si le Président refuse d'exécuter une décision de la commission, il soumettra le cas à la Sublime Porte ou au Ministère Impérial des Finances; les conseillers étrangers en saisiront de leur côté l'autorité dont ils relèvent et le Gouvernement Impérial prendra une décision à cet égard."

Si le budget général de toutes les dépenses civiles et militaires des trois vilayets laisse apparaître un déficit, le Gouvernement Impérial, pour combler cette insuffisance, observera naturellement l'article XII du règlement du 22 février 1320 7 mars 1905 aussi bien que ses autres dispositions.

Toutefois, pour en assurer l'exécution il est nécessaire que l'augmentation de 3% sur les droits de douane à percevoir sur toutes les importations dans l'Empire déjà proposée

à plusieurs reprises soit appliquée à partir du 1/14 mars 1906. 1905
Aussi le Gouvernement Impérial ne doute-t-il pas que les Puissances ne veuillent bien donner, dans un bref délai, une réponse favorable à cette juste proposition.

Il est bien entendu que l'acceptation du nouveau règlement par le Gouvernement Impérial est subordonnée à la condition expresse de la pleine sauvegarde des droits souverains de Sa Majesté Impériale le Sultan ainsi qu'il est stipulé à l'article IX.

Le 14 décembre 1905.

---

2. Beilage.

Die Vertreter der Großmächte in Konstantinopel an die hohe Pforte.

Les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie, d'Allemagne, de Russie, de Grande-Bretagne, d'Italie et le Chargé d'affaires de France ont pris connaissance de la communication de la Sublime Porte en date du 14 ct. et ont l'honneur, en réponse, de faire connaître ce qui suit:

En ce qui concerne les deux dernières phrases de l'article V, ils acceptent la rédaction ci-après:

„Si le Président refuse d'exécuter une décision de la commission, il soumettra le cas à la Sublime Porte ou au Ministère Impérial des Finances; les Membres étrangers de la commission financière en saisiront, de leur côté, l'autorité dont ils relèvent."

Les Soussignés prennent acte de la déclaration de la Sublime Porte qu'en cas de déficit du budget des trois vilayets, comprenant les dépenses civiles et militaires, le Gouvernement Impérial, pour combler cette insuffisance, observera l'article XII du règlement du 7 mars 1905.

Quant à la majoration des droits de douane de 3% les Soussignés ne se considèrent point en droit de prendre une décision sur la solution à donner à cette question touchant à des intérêts complexes; mais ils en référeront à leurs Gouvernements.

Le règlement pour le service financier des trois vilayets de Roumélie étant ainsi définitivement arrêté et la Sublime Porte ayant donné son adhésion aux autres demandes formulées par les Puissances, les Soussignée ont l'honneur de déclarer, que les mesures adoptées par elles prendront aussitôt fin.

Constantinople, 16/3 décembre 1905.

1906 51.

Le Conseiller d'Ambassade Otto au comte Gołuchowski.

Constantinople, 30 mai 1906.

Legationsrat Otto an Graf Gołuchowski.

Konstantinopel, 30. Mai 1906.

Im Verfolge meiner einschlägigen Berichterstattung beehre ich mich, Euer Exzellenz die Kollektivnote der sechs Vertreter, betreffend die dreiprozentige Zollerhöhung in der Ausfertigung, in welcher sie dem türkischen Minister des Äußern vorgestern zugestellt wurde, hierneben abschriftlich gehorsamst zu unterbreiten.

Die Einhändigung der besagten Note geschah durch den ersten Dolmetsch des derzeitigen Doyens des hiesigen diplomatischen Korps, d. i. des Herrn russischen Botschafters. Kurz nach erfolgter Übergabe derselben suchte ich zunächst den Minister des Äußern und sodann den Großwesir auf, um in Entsprechung des durch das Ausbleiben der Zahlung der militärischen Fälligkeiten im Vilajete Kossowo hervorgerufenen hochortigen, telegraphischen Auftrages vom 26. l. M. sowohl Tewfik als Ferid Pascha die Dringlichkeit der sofortigen Aufbringung der behufs Bedeckung jener Fälligkeiten erforderlichen Fonds, respektive die Pflicht der Regierung vorzuhalten, nunmehr, wo ihr die Gewährung des dreiprozentigen Zollzuschlages für eine nahe Zukunft bestimmt zugesichert sei, bis zu diesem nicht fernen Zeitpunkt für die budgetären Bedürfnisse der drei Reformprovinzen aus den ihr derzeit zur Verfügung stehenden Mitteln aufzukommen.

Ich fand beide Herren, namentlich aber Ferid Pascha, in entgegenkommender Stimmung und der letztere erklärte mir spontan, er werde behufs Beschaffung der nötigen Fonds sogleich eine eigene Kommission einsetzen.

Beilage.

Die Vertreter der Großmächte in Konstantinopel an die hohe Pforte.

En réponse au Mémorandum du 30 avril dr. par lequel le Ministère des affaires étrangères demande aux Représentants des Puissances de lui faire connaître leur réponse au sujet de la majoration de 3% des droits de douane que le Gouvernement Impérial a soumis à leur agrément, les Ambassadeurs d'Allemagne, de Russie, de Grande-Bretagne et

de France et les Chargés d'affaires d'Italie et d'Autriche- 1906
Hongrie ont l'honneur de faire connaître à Son Excellence le Ministre des affaires étrangères que leurs Gouvernements respectifs sont disposés à accorder cette modification pour une durée de sept ans, mais subordonnent leur adhésion à la stricte observation par le Gouvernement Impérial des conditions énumerées ci-dessous.

1° Les conditions déjà posées par les Chefs des Missions étrangères à l'acceptation de la majoration des droits de douane (loi des mines, règlement douanier, loi sur les analyses et règlement sur l'emmagasinage du pétrole) seront exactement remplies par la Sublime Porte, qui devra officiellement donner l'avis aux Chefs des Missions de l'acceptation de ces conditions.

2° Les Représentants des Puissances seront préalablement assurés par une garantie effective que la part qui, en vertu des lois existantes, restera à la disposition du Gouvernement Impérial sur les sommes encaissées du chef de cette majoration sera exclusivement consacrée à combler le déficit du budget des trois vilayets de Salonique, Kossowo et Monastir et que la Sublime Porte accomplira l'engagement contenu dans l'article XII du règlement intervenu entre elle et la Banque Ottomane et confirmé par sa note adressée aux six Ambassadeurs sous la date du 14 décembre dr.

3° Afin d'èviter, autant qu'il est possible, que l'augmentation des droits de douane dont il s'agit lèse les intérêts commerciaux des ressortissants des Puissances, qui n'en sont pas encore prévenus, les nouveaux droits ne pourront être perçus que deux mois après la ratification par les Gouvernements respectifs de l'accord intervenu à ce sujet entre le Gouvernement Impérial et les Représentants des Puissances. D'autre part, les contrats passés entre les commerçants à l'étranger et ceux résidant en Turquie antérieurement à la mise en vigueur du nouveau tarif seront exécutés pour toute leur durée sans avoir à supporter les conséquences de cette majoration, à condition toutefois que cette durée n'excède pas une année et que la date de ces contrats puisse être régulièrement établie.

4° Le Gouvernement Impérial prendra l'engagement formel de ne point frapper les opérations douanières de nouvelles taxes incertaines et imprévues sous la forme de droit de timbre ou de toute autre manière.

L'article I du procès-verbal de signature du Traité de commerce conclu entre l'Allemagne et la Turquie le 26 août 1890 portant que „jusqu'à la date à laquelle le dit Traité entrera en vigueur conformément à son article XXV, le régime actuel sera maintenu", l'Ambassadeur d'Allemagne se réserve

1906 d'entrer en négociations directes avec la Sublime Porte pour modifier cet article.

Le 28/15 mai 1906.

52.

Le baron Calice au comte Gołuchowski.

Jenikōj, 27 juin 1906.

Freiherr von Calice an Graf Gołuchowski.

Jenikōj, 27. Juni 1906.

Unter Bezugnahme auf mein ergebenstes Telegramm vom 22. d. M. beehre ich mich, Euer Exzellenz in der Anlage die in Erwiderung auf die Kollektivnote der sechs Vertreter vom 28./15. Mai d. J. an die Pforte in Angelegenheit der dreiprozentigen Zollerhöhung eingelangte Antwort derselben in Abschrift vorzulegen.

Diese Antwort ist, wie Euer Exzellenz aus deren Inhalt sich zu überzeugen belieben, in mehreren Punkten nicht ganz befriedigend.

In einer Réunion der sechs Vertreter, welche vorgestern abend bei mir stattfand, einigten wir uns über die Redaktion einer gemeinsamen, jedoch vorerst den hohen Regierungen behufs ihrer Genehmigung vorzulegenden Replik.

Beilage.

Die hohe Pforte an die Vertreter der Großmächte in Konstantinopel.

Le Ministre des affaires étrangères a eu l'honneur de recevoir la Note collective que Leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs d'Allemagne, de Russie, de Grande-Bretagne et de France et Messieurs les Chargés d'affaires d'Italie et d'Autriche-Hongrie ont bien voulu lui adresser le 15/28 mai relativement à la majoration de 3% des droits de douane.

En ce qui concerne la loi des mines, le règlement douanier, la loi sur les analyses et le règlement sur l'emmagasinage du pétrole, le Gouvernement Impérial les ayant déjà modifiés, le premier point mentionné dans la communication précitée se trouve ainsi avoir été réglé.

Quant au second point, la Sublime Porte, tout en renouvelant l'engagement contenu dans l'article 12 du règlement

du 26 Zilhiddje 1322 intervenu entre le Gouvernement Im- 1906
périal et la Banque Impériale Ottomane et qui garantit le payement sur les revenus douaniers du déficit du budget des vilayets de Salonique, Kossowo et Monastir, déclare qu'elle couvrira ce déficit par la part qui, en vertu des lois existantes, restera à la disposition du Gouvernement Impérial sur les sommes encaissées du chef de cette majoration.

Pour ce qui est de la date de la mise en vigueur de cette majoration, le Gouvernement Impérial estime qu'il y a lieu de fixer un délai suffisant aussi bien pour l'obtention des ratifications nécessaires que pour la sauvegarde des intérêts du commerce. Mais désigner un délai distinct en faveur des contrats passés antérieurement à cette date entre les commerçants à l'étranger et ceux résidant en Turquie, ce serait laisser la porte ouverte à des abus et à des réclamations sans fin, vu surtout l'impossibilité de constater la date certaine de ces contrats qui se font presque toujours par correspondance et non point par des actes enregistrés. Il est, d'ailleurs, à remarquer qu'il ne s'agit point d'une défense d'importation pour que l'exécution des commandes puisse en souffrir et que l'on soit tenu de faire une exception à leur égard, exception qui aurait encore pour résultat de favoriser une catégorie de commerçants au détriment des autres.

Aussi, le Gouvernement Impérial, dans le but de sauvegarder sous tous les rapports les intérêts du commerce, fixe-t-il le 1/14 septembre prochain, qui est un délai assez long, pour l'application de la majoration.

Relativement au 4ème point, la Sublime Porte n'hésite pas de donner l'assurance que les opérations douanières ne seront pas frappées de nouvelles taxes sans une entente avec les Puissances intéressées.

Enfin, la durée de sept ans, à laquelle Leurs Excellences désireraient limiter cette majoration, représente une période assez longue pendant laquelle il est à espérer que les nouveaux traités de commerce qu'il est convenu de conclure seront signés ou tout au moins qu'un tarif spécifique appelé à remplacer le régime ad valorem aussi bien dans l'intérêt de l'administration que du commerce, sera appliqué dans l'intervalle. Mais, en toute prévision, la Sublime Porte se croit fondée de s'assurer que si même au bout de cette période une entente n'était pas établie, les droits de douane de 11 % continueront à être perçus jusqu'à ce que cette entente intervienne sans qu'il soit besoin d'aviser à de nouvelles formalités pour la continuation de ce régime.

La Sublime Porte déclare, en outre, qu'elle est prête à signer avec l'Ambassade Impériale d'Allemagne un procès-verbal spécial à l'effet de modifier, en conformité du présent

1906 accord, l'article 1 du procès-verbal de signature du traité de commerce turco-allemand du 28 août 1890.

Pour conclure, le Ministre des affaires étrangères aime à espérer que Leurs Excellences voudront bien, de leur côté, faire le nécessaire dès maintenant pour la mise en application de la majoration douanière dont il s'agit à partir du 1/14 septembre prochain.

53.

Le baron Calice au comte Gołuchowski.

Yénikeuy, 25 juillet 1906.

Freiherr von Calice an Graf Gołuchowski.

Jenikőj, 25. Juli 1906.

Bezugnehmend auf meinen ergebensten Bericht vom 27. v. M. beehre ich mich, Euer Exzellenz in der Anlage eine Zusatznote der Pforte zu ihrem Memorandum vom 20. v. M. ergebenst zu unterbreiten.

Beilage.

Die hohe Pforte an die Vertreter der Großmächte in Konstantinopel.

En complément de sa réponse en date du 20 juin dernier relative à la majoration de 3% des droits de douane la Sublime Porte fait les déclarations suivantes:

Les nouveaux règlements sur les analyses et l'emmagasinage du pétrole ont déjà été mis en vigueur, un récent décret ordonne également l'application de la nouvelle loi sur les mines. Quant au règlement douanier, les diverses questions qui s'y rattachent, ont été résolues ainsi qu'il a été exposé dans le Mémorandum annexé à la note du 9 mars dernier. Les deux seuls points restés en suspens ont été étudiés et le Gouvernement Impérial donne l'assurance qu'ils recevront bientôt une solution satisfaisante.

Les sommes encaissées du chef de la majoration seront versées à l'administration de la Dette publique ottomane et les 75% qui resteront à la disposition du Gouvernement Impérial seront consacrés à combler le déficit du budget des trois vilayets de Salonique, de Kossowo et Monastir et en cas d'insuffisance la Sublime Porte accomplira l'engagement contenu daans l'article 12 du règlement intervenu entre elle et la Banque Impériale Ottomane et confirmé par sa note adressée

aux six Ambassadeurs sous la date du 14 décembre 1905. 1906
La garantie effective mentionnée dans la note collective de Leurs Excellences Messieurs les Représentants des Puissances en date du 15/28 mai se trouve ainsi assurée.

Le 18 juillet 1906.

54.

Le comte Calice au comte Gołuchowski.

Yénikeuy, 3 octobre 1906

Graf Calice an Graf Gołuchowski.

Jeniköj, 3. Oktober 1906.

Es gereicht mir zur Genugtuung, daß es mir noch gegönnt war, die Kollektivnote in Angelegenheit der 3%igen Zollerhöhung unterschreiben zu können.

Die vorgestern der Pforte übergebene Note signée beehre ich mich in beiliegender Abschrift zu unterbreiten.

Die letzte bezügliche Gesamtbesprechung der sechs Vertreter fand über mein Ersuchen bei meinem nächstältesten Kollegen, dem deutschen Botschafter, statt und ließ ich mich bei derselben durch Legationsrat Otto vertreten. Die Note wurde séance tenante von meinen Kollegen unterfertigt und mir sodann von Herrn Otto überbracht und von mir gleichfalls unterzeichnet.

Beilage.

Die Vertreter der Großmächte in Konstantinopel an die hohe Pforte.

Les Ambassadeurs d'Autriche-Hongrie, d'Allemagne, de Russie, d'Italie et les Chargés d'affaires de France et de Grande-Bretagne, pour répondre au désir de la Sublime Porte de terminer l'affaire de la majoration douanière de 3%, ont l'honneur de lui faire connaître les conditions auxquelles leurs Gouvernements respectifs subordonnent l'acceptation par eux pour une durée de sept ans, de cette majoration.

1° Les conditions déjà posées par les Représentants des Puissances à l'acceptation de la majoration des droits de douane (loi des mines, règlement douanier, loi sur les analyses et règlements pour l'emmagasinage du pétrole) seront exactement remplies par la Sublime Porte: le texte de la

1906 nouvelle loi minière et des règlements relatifs aux analyses chimiques et aux pétroles devra être officiellement communiqué aux Représentants des Puissances, et tout doute relatif à l'application de ces nouvelles dispositions aux intérêts devra être écarté.

La Sublime Porte s'engagera, en outre, à affecter, dès que la majoration douanière aura été acceptée par les Puissances, une somme de 100.000 L. t. à la reconstruction et à l'amélioration des locaux des douanes.

La question du „hamalage" devra être également réglée d'une manière définitive et satisfaisante.

2° Les Représentants des Puissances seront assurés préalablement par une garantie effective que la part qui, en vertu des lois existantes, restera à la disposition du Gouvernement Impérial sur les sommes encaissées du chef de cette majoration, sera exclusivement consacrée aux besoins financiers des trois vilajets de Roumélie.

Pour assurer l'exécution de la condition ci-dessus, la Dette Publique ottomane s'engagera à verser entièrement au budget rouméliote la part revenant au Gouvernement Impérial sur le produit de la surtaxe douanière. Cet engagement portera de plus que la Dette s'astreint à couvrir annuellement le déficit dudit budget jusqu'à concurrence de 250.000 L. t.

Il doit être bien entendu que dans le cas où la commission financière, agissant en vertu des dispositions de l'article VI du règlement pour les trois vilayets de Roumélie, jugerait que le budget ne contient pas les prévisions nécessaires pour les besoins de l'adminstration civile y compris la gendarmerie et la police, le Gouvernement Impérial se conformera entièrement aux rectifications introduites par la commission.

De même, il est bien entendu que, dans le cas où du fait de mesures prises sans s'assentiment de la commission financière par le Gouvernement Impérial ottoman, les dépenses des trois vilajets de Roumélie viendraient à être augmentées et que par suite les revenus affectés à leur budget se trouveraient insuffisants pour combler le nouveau déficit ainsi créé, la Sublime Porte, conformément aux dispositions de l'article 2 de la Note collective des Ambassadeurs en date du 28 mai dernier sera obligée de fournir des garanties supplémentaires pour assurer l'accomplissement de l'engagement contenu dans l'article XII du règlement intervenu entre elle et la Banque Impériale Ottomane.

3° Le Gouvernement Impérial prendra l'engagement formel de ne point frapper les opérations douanières de nouvelles taxes incertaines et imprévues sous la forme de droit de timbre ou de tout autre manière.

4° Les engagements pris par la Sublime Porte relativement au port d'armes, au recrutement et à l'armement de la gendarmerie dans les trois vilayets de Roumélie n'étant pas exécutés et l'article 61 du règlement, qui consacre le droit d'intervention de la gendarmerie en cas de délits et de crimes n'étant pas observé, le Gouvernement Impérial devra prendre les mesures nécessaires pour l'exécution de ces divers points et notamment pour que les autorités civiles et militaires prêtent leur concours aux officiers de gendarmerie afin d'assurer la stricte application des articles 61 et suivants du règlement de cette arme.

Pour ce qui a trait au recrutement, la Sublime Porte s'engagera à fournir le contingent intégral de recrues pour la gendarmerie et à compléter en cas de nécessité ledit contingent par des hommes pris parmi les soldats de l'armée régulière, en pleine conformité des demandes présentées par le Général réorganisateur.

5° La surtaxe douanière ne devra pas être mise en vigueur avant les deux mois qui suivront la ratification par les Gouvernements intéressés de l'accord conclu avec la Sublime Porte sur la présente question.

Le 30/17 septembre 1906.

TABLE CHRONOLOGIQUE DU VINGT TROISIÈME VOLUME.

Page

1902 à 1906. Documents diplomatiques sur l'action de réforme en Macédoine 405

1904. 21 décembre. Traité conclu à Athènes avec la Grèce pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. Ratifié par S. M. I^le^ et R^le^ Ap. le 31 décembre 1906; échange des ratifications à Athènes, le 28/15 janvier 1907 82

1906. 7 avril. Acte général de la conférence internationale d'Algéciras, Conclu à Algéciras; les ratifications signées par S. M. I^le^ et R^le^ Apostolique le 22 décembre et déposées à Madrid, le 31 décembre 1906 325

— **26 décembre.** Ordonnance ministérielle rangeant l'école technique supérieure à Darmstadt parmi les écoles supérieures étrangères techniques jouissant du même traitement que les écoles techniques nationales quant aux §§ 10 à 13 de la loi sur les professions concessionnées de bâtisse 7

1907. 18 janvier. Ordonnance ministérielle concernant la modification de quelques dispositions de l'ordonnance sur l'application de la loi douanière du 13 février 1906 et du commentaire 1

— **18 janvier.** Ordonnance ministérielle portant rectification de la valeur commerciale des principaux produits chimiques soumis au traitement ad valorem 6

— **13 février.** Ordonnance ministérielle sur le traitement douanier de cylindres, chaudrons, fûts et récipients similaires en fer et autres métaux avec marchandises soumises à un taux moindre que les susdits articles 7

— **14 février.** Publication ministérielle concernant la liste des voies ferrées faisant partie de la convention internationale sur le transport par chemins de fer du 14 octobre 1890 52

— **22 février.** Ordonnance ministérielle concernant la modification de quelques dispositions du commentaire au tarif douanier . . 49

— **23 février.** Loi concernant un nouveau traité de navigation et de poste conclu avec le Lloyd autrichien 9

— **23 février.** Loi concernant le réglement du trafic maritime régulier dalmate 36

— **23 février.** Loi concernant l'assistance à prêter à la marine marchande et aux constructions navales 37

— **23 février.** Loi sur le réglement provisoire du trafic maritime avec le Brésil 47

Page

1907. **28 février.** Loi sur la mise à exécution de l'acte général d'Algéciras 402

— **27 mars.** Publication ministérielle concernant un arrangement pris avec le Lloyd autrichien sur le trafic maritime avec le Brésil 73

— **27 mars.** Publication ministérielle concernant un nouveau traité de navigation et de poste conclu avec le Lloyd autrichien . . 73

— **16 avril.** Ordonnance ministérielle portant modification à certaines dispositions de l'ordonnance pour la mise à exécution de la loi douanière du 13 février 1906 et du commentaire . . . 74

— **7 mai.** Ordonnance ministérielle sur la restriction partielle de l'exercice de la juridiction consulaire en Bulgarie 79

— **7 mai.** Ordonnance ministérielle concernant l'autorisation de la douane principale de Bozen à traiter en douane les soieries lisses 98

— **11 mai.** Ordonnance ministérielle portant renonciation à l'exercice de la juridiction consulaire au Zanzibar 80

— **17 mai.** Ordonnance ministérielle complétant le règlement de port pour le port de Constance 81

— **25 mai.** Publication ministérielle concernant l'autorisation de la douane secondaire de Ire classe à Riva de traiter dans le trafic par chemins de fer, certaines marchandises sous le régime de l'acquit à caution 101

— **4 juin.** Ordonnance ministérielle sur la modification de certaines dispositions du commentaire au tarif douanier du 13 février 1906 98

— **25 juin.** Ordonnance ministérielle concernant la modification de quelques dispositions du commentaire douanier 102

— **28 juin.** Publication ministérielle concernant la convention vétérinaire conclue le 25 janvier 1905 entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne 124

— **3 juillet.** Ordonnance ministérielle sur la mise à exécution de la loi du 23 février 1907 concernant l'aide à apporter à la marine marchande et aux constructions navales 104

— **18 juillet.** Ordonnance ministérielle sur la protection des droits d'auteurs vis-à-vis du Danemarc 125

— **28 août.** Publication ministérielle concernant le traité additionnel au traité monétaire conclu avec la Hongrie 403

— **10 septembre.** Ordonnance ministérielle autorisant la douane principale de Graslitz à traiter en douane les soieries lisses . 404

— **23 septembre.** Loi sur la modification du modus vivendi en vigueur dans les rapports de commerce avec l'Empire Ottoman 319

— **29 novembre.** Ordonnance ministérielle sur la modification de quelques dispositions du commentaire du tarif douanier du 13 février 1906 319

— **9 décembre.** Ordonnance du ministère Ir Rl de la justice sur la protection du droit d'auteur vis-à-vis des États-Unis de l'Amérique du Nord 404

— **11 décembre.** Ordonnance ministérielle sur le traitement en douane du commerce de perfectionnement des tissus brodés . 262

— **30 décembre.** Loi portant prorogation des effets de la loi du 30 août 1891 sur l'exercice de la juridiction consulaire . . . 261

— **30 décembre.** Loi autorisant le gouvernement à régler, provisoirement, pour l'époque du 1 janvier au 31 décembre, les rapports commerciaux étrangers et à soumettre à la ratification les conventions du sucre des 28 août et 19 décembre 1907 . . 127

Page

1907. 30 décembre. Loi approuvant le traité sur le réglement des rapports réciproques commerciaux entre l'Autriche et la Hongrie, puis l'arrangement visant la double imposition et autres questions d'impôts directs et celui sur la quote-part contributive afférente à la dette commune 128

— **30 décembre.** Loi autorisant le ministère autrichien à conclure avec le ministère hongrois un arrangement sur la modification du § 8 de la loi du 27 juin 1878 247

— **30 décembre.** Loi sur la quote-part autrichienne aux dépenses communes 249

— **31 décembre.** Ordonnance ministérielle sur le réglement du commerce des bestiaux avec la Hongrie 251

TABLE CHRONOLOGIQUE DU VINGT TROISIÈME VOLUME.

TABLES DU VOLUME XXIII DE LA NOUVELLE SUITE.

le des traités et Conventions de l'Autriche-Hongrie par ordre alphabétique des Puissances avec lesquelles elle a contracté et contenus au Volume XXIII de la Nouvelle Suite.*)

Allemagne.

6. **7 avril.** v. Maroc. *2837.* N. S. XXIII. 325.
7. **28 juin.** Publication ministérielle concernant la convention vétérinaire conclue le 25 janvier 1905 entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne. *2826.* N. S. XXIII. 124

Belgique.

6. **7 avril.** v. Maroc. *2837.* N. S. XXIII. 325.

Brésil.

7. **23 février.** Loi sur le réglement provisoire du trafic maritime avec le Brésil. *2811.* N. S. XXIII. 47.
– **27 mars.** Publication ministérielle concernant un arrangement pris avec le Lloyd autrichien sur le trafic maritime avec le Brésil. *2814.* N. S. XXIII. 73.

Bulgarie.

7. **7 mai.** Ordonnance ministérielle sur la restriction partielle de l'exercice de la juridiction consulaire en Bulgarie. *2817.* N. S. XXIII. 79.

Danemarc.

7. **18 juillet.** Ordonnance ministérielle sur la protection des droits d'auteurs vis-à-vis du Danemarc. *2827.* N. S. XXIII. 125.

Espagne.

6. **7 avril.** v. Maroc. *2837.* N. S. XXIII. 325.

---

*) Le premier chiffre dans cetre table indique le nombre du traité, second celui du volume, le troisièame la pge.

ÉTATS CONTRACTANTS.

États-Unis de l'Amérique du Nord.

1906. 7 avril. v. Maroc. *2837.* N. S. XXIII. 325.
1907. 9 décembre. Ordonnance du ministère I^l R^l de la justice sur la protection du droit d'auteur vis-à-vis des États-Unis de l'Amérique du Nord. *2841.* N. S. XXIII. 404.

France.

1906. 7 avril. v. Maroc. *2837.* N. S. XXIII. 325.

Grande-Bretagne.

1906. 7 avril. v. Maroc. *2837.* N. S. XXIII. 325.

Grèce.

1904. 21 décembre. Traité conclu à Athènes avec la Grèce pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. Ratifié par S. M. I^le et R^le Ap. le 31 décembre 1906; échange des ratifications à Athènes, le 28/15 janvier 1907. *2820.* N. S. XXIII. 82.

Hesse.

1906. 26 décembre. Ordonnance ministérielle rangeant l'école technique supérieure à Darmstadt parmi les écoles supérieures étrangères techniques jouissant du même traitement que les écoles techniques nationales quant aux §§ 10 à 13 de la loi sur les professions concessionnées de bâtisse. *2806.* N. S. XXIII. 7.

Italie.

1906. 7 avril. v. Maroc. *2837.* N. S. XXIII. 325.

Maroc.

1906. 7 avril. Acte général de la conférence internationale d'Algéciras, Conclu à Algéciras; les ratifications signées par S. M. I^le et R^le Apostolique le 22 décembre et déposées à Madrid, le 31 décembre 1906. *2837.* N. S. XXIII. 325.
1907. 28 février. Loi sur la mise à exécution de l'acte général d'Algéciras. *2838.* N. S. XXIII. 402.

Pays-Bas.

1906. 7 avril. v. Maroc. *2837.* N. S. XXIII. 325.

Portugal.

1906. 7 avril. v. Maroc. *2837.* N. S. XXIII. 325.

Russie.

1906. 7 avril. v. Maroc. *2837.* N. S. XXIII. 325.

ÉTATS CONTRACTANTS.

Suède.

1906. 7 avril. v. Maroc. *2837.* N. S. XXIII. 325.

Turquie.

1902 à 1906. Documents diplomatiques sur l'action de réforme en Macédoine. *2842.* N. S. XXIII. 405.

1907. 23 septembre. Loi sur la modification du modus vivendi en vigueur dans les rapports de commerce avec l'Empire Ottoman. *2835.* N. S. XXIII. 319.

Zanzibar.

1907. 11 mai. Ordonnance ministérielle portant renonciation à l'exercice de la juridiction consulaire au Zanzibar. *2818.* N. S. XXIII. 80.

Table des matières du Volume XXIII de la Nouvelle Suite arrangée par ordre alphabétique.

Chemins de fer.

1907. **14 février.** Publication ministérielle concernant la liste des voies ferrées faisant partie de la convention internationale sur le transport par chemins de fer du 14 octobre 1890. *2813.* N. S. XXIII. 52.

Commerce et douanes.

1907. **18 janvier.** Ordonnance ministérielle concernant la modification de quelques dispositions de l'ordonnance sur l'application de la loi douanière du 13 février 1906 et du commentaire. *2804.* N. S. XXIII. 1.

— **18 janvier.** Ordonnance ministérielle portant rectification de la valeur commerciale des principaux produits chimiques soumis au traitement ad valorem. *2805.* N. S. XXIII. 6.

— **13 février.** Ordonnance ministérielle sur le traitement douanier de cylindres, chaudrons, fûts et récipients similaires en fer et autres métaux avec marchandises soumises à un taux moindre que les susdits articles. *2807.* N. S. XXIII. 7.

— **22 février.** Ordonnance ministérielle concernant la modification de quelques dispositions du commentaire au tarif douanier. *2812.* N. S. XXIII. 49.

— **16 avril.** Ordonnance ministérielle portant modification à certaines dispositions de l'ordonnance pour la mise à exécution de la loi douanière du 13 février 1906 et du commentaire. *2816.* N. S. XXIII. 74.

— **7 mai.** Ordonnance ministérielle concernant l'autorisation de la douane principale de Bozen à traiter en douane les soieries lisses. *2821.* N. S. XXIII. 98.

— **25 mai.** Publication ministérielle concernant l'autorisation de la douane secondaire de Ière classe à Riva de traiter, dans le trafic par chemins de fer, certaines marchandises sous le régime de l'acquit à caution. *2823.* N. S. XXIII. 101.

— **4 juin.** Ordonnance ministérielle sur la modification de certaines dispositions du commentaire au tarif douanier du 13 février 1906. *2822.* N. S. XXIII. 98.

— **25 juin.** Ordonnance ministérielle concernant la modification de quelques dispositions du commentaire douanier. *2824.* N. S. XXIII. 102.

— **10 septembre.** Ordonnance ministérielle autorisant la douane principale de Graslitz à traiter en douane les soieries lisses. *2840.* N. S. XXIII. 404.

1907. 23 septembre. Loi sur la modification du modus vivendi en vigueur dans les rapports de commerce avec l'Empire Ottoman. *2835.* N. S. XXIII. 319.

— **29 novembre.** Ordonnance ministérielle sur la modification de quelques dispositions du commentaire du tarif douanier du 13 février 1906. *2836.* N. S. XXIII. 319.

— **11 décembre.** Ordonnance ministérielle sur le traitement en douane du commerce de perfectionnement des tissus brodés. *2834.* N. S. XXIII. 262.

— **30 décembre.** Loi autorisant le gouvernement à régler, provisoirement, pour l'époque du 1 janvier au 31 décembre 1908, les rapports commerciaux étrangers et à soumettre à la ratification les conventions du sucre des 28 août et 19 décembre 1907. *2828.* N. S. XXIII. 127.

Conférences.

1906. 7 avril. Acte général de la conférence internationale d'Algéciras; Conclu à Algéciras; les ratifications signées par S. M. I^le^ et R^le^ Apostolique le 22 décembre et déposées à Madrid, le 31 décembre 1906. *2837.* N. S. XXIII. 325.

1907. 28 février. Loi sur la mise à exécution de l'acte général d'Algéciras. *2838.* N. S. XXIII. 402.

Droits d'auteurs.

1907. 18 juillet. Ordonnance ministérielle sur la protection des droits d'auteurs vis-à-vis du Danemarc. *2827.* N. S. XXIII. 125.

— **9 décembre.** Ordonnance du ministère I^l^ R^l^ de la justice sur la protection du droit d'auteur vis-à-vis des États-Unis de l'Amérique du Nord. *2841.* N. S. XXIII. 404.

Enseignement.

1906. 26 décembre. Ordonnance ministérielle rangeant l'école technique supérieure à Darmstadt parmi les écoles supérieures étrangères techniques jouissant du même traitement que les écoles techniques nationales quant aux §§ 10 à 13 de la loi sur les professions concessionnées de bâtisse. *2807.* N. S. XXIII. 7.

Extradition.

1904. 21 décembre. Traité conclu à Athènes avec la Grèce pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. Ratifié par S. M. I^le^ et R^le^ Ap. le 31 décembre 1906; échange des ratifications à Athènes, le 28/15 janvier 1907. *2820.* N. S. XXIII. 82.

Finances.

1907. 28 août. Publication ministérielle concernant le traité additionnel au traité monétaire conclu avec la Hongrie. *2839.* N. S. XXIII. 403.

— **30 décembre.** Loi approuvant le traité sur le réglement des rapports réciproques commerciaux entre l'Autriche et la Hongrie, puis l'arrangement visant la double imposition et autres questions d'impôts directs et celui sur la quote-part contributive afférente à la dette commune. *2829.* N. S. XXIII. 128.

1907. 30 décembre. Loi autorisant le ministère autrichien à conclure avec le ministère hongrois un arrangement sur la modification du § 8 de la loi du 27 juin 1878. *2830.* N. S. XXIII. 247.
— **30 décembre.** Loi sur la quote-part autrichienne aux dépenses communes. *3831.* N. S. XXIII. 249.

Hygiène.

1907. 28 juin. Publication ministérielle concernant la convention vétérinaire conclue le 25 janvier 1905 entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne. *2826.* N. S. XXIII. 124.
— **31 décembre.** Ordonnance ministérielle sur le réglement du commerce des bestiaux avec la Hongrie. *2832.* N. S. XXIII. 251.

Juridiction.

1907. 7 mai. Ordonnance ministérielle sur la restriction partielle de l'exercice de la juridiction consulaire en Bulgarie. *2817.* N. S. XXIII. 79.
— **11 mai.** Ordonnance ministérielle portant renonciation à l'exercice de la juridiction consulaire au Zanzibar. *2818.* N. S. XXIII. 80.
— **30 décembre.** Loi portant prorogation des effets de la loi du 30 août 1891 sur l'exercice de la juridiction consulaire. *2833.* N. S. XXIII. 261.

Navigation.

1907. 23 février. Loi concernant un nouveau traite de navigation et de poste conclu avec le Lloyd autrichien. *2808.* N. S. XXIII. 9.
— **23 février.** Loi concernant le réglement du trafic maritime régulier dalmate. *2809.* N. S. XXIII. 36.
— **23 février.** Loi concernant l'assistance à prêter à la marine marchande et aux constructions navales. *2810.* N. S. XXIII. 37.
— **23 février.** Loi sur le réglement provisoire du trafic maritime avec le Brésil. *2811.* N. S. XXIII. 47.
— **27 mars.** Publication ministérielle concernant un arrangement pris avec le Lloyd autrichien sur le trafic maritime avec le Brésil. *2814.* N. S. XXIII. 73.
— **27 mars.** Publication ministérielle concernant un nouveau traité de navigation et de poste conclu avec le Lloyd autrichien. *2815.* N. S. XXIII. 73.
— **17 mai.** Ordonnance ministérielle complétant le règlement de port de Constance. *2819.* N. S. XXIII. 81.
— **3 juillet.** Ordonnance ministérielle sur la mise à exécution de la loi du 23 février 1907 concernant l'aide à apporter à la marine marchande et aux constructions navales. *2825.* N. S. XXIII. 104.

Question d'Orient.

1902 à 1906. Documents diplomatiques sur l'action de réforme en Macédonie. *2842.* N. S. XXIII. 405.

648

UNIVERSITY OF MICHIGA
3 9015 03579 3